Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques nos 75, 76 et 77 p. 10-84

Questions au Gouvernement p. 84-99

2023-2028

n° 31

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances publiques ..... p. 10-84

75e séance du mardi 1er avril 2025 p. 10-39

76e séance du mercredi 2 avril 2025 p. 39-55

77e séance du mercredi 2 avril 2025 p. 56-84

Questions au Gouvernement ..... p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
20/05/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Journée de l'Europe 2025

« Notre démocratie exige un engagement fort »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé l'importance de défendre les valeurs démocratiques.

Le Parlement luxembourgeois a accueilli des centaines de citoyens sur son stand à l'occasion de la Fête de l'Europe, qui s'est tenue le 10 mai 2025 pour la première fois à Echternach, à quelques pas de la frontière allemande. Le choix du lieu, hautement symbolique, visait à donner une dimension transfrontalière à l'événement, qui s'inscrit également dans le cadre du 40e anniversaire de la signature des Accords de Schengen.

Lors de son allocution prononcée en trois langues, le Président de la Chambre a salué le choix d'Echternach pour cette célébration, une ville qui, selon lui, « incarne parfaitement l'esprit européen » en tant que véritable carrefour d'échanges. M. Wiseler a rappelé que les Accords de Schengen sont « nés d'une volonté commune de rapprocher nos peuples ». Bien que ces accords fassent actuellement l'objet de débats, il a tenu à souligner que le Grand-Duché reste fortement attaché aux valeurs incarnées par l'espace Schengen, en particulier la libre circulation des citoyens.

Devant plusieurs centaines de citoyens rassemblés à l'Abbaye d'Echternach, le Président de la Chambre a rappelé l'importance de préserver l'unité, l'ouverture et la solidarité européennes dans un monde marqué par l'incertitude. Il a lancé un appel clair face aux menaces, tant externes qu'internes, qui pèsent sur les valeurs fondamentales de l'Union européenne, en soulignant la nécessité de défendre la paix, la justice et l'État de droit.

Évoquant les nombreux défis – qu'ils soient d'ordre géopolitique, climatique ou social –, il a souligné qu'aucun pays ne peut y faire face seul. « Face aux défis qui pèsent sur notre démocratie, nous ne pouvons pas rester passifs. Notre démocratie et notre liberté exigent un engagement fort », a-t-il déclaré.

Dans ce contexte, M. Wiseler a évoqué son récent déplacement à Boutcha, en Ukraine, où il a réitéré le soutien inébranlable du Luxembourg au peuple ukrainien et plaidé en faveur d'« une paix juste, fondée sur la justice, sans impunité pour les crimes de guerre ».

Un quiz pour découvrir le fonctionnement de la Chambre

Cette année, la Journée de l'Europe, marquant le 75e anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman, s'est déroulée sous le thème « L'Europe au plus près ».

À cette occasion, les citoyens ont pu découvrir le « Village européen » spécialement installé pour l'événement au sein de l'Abbaye d'Echternach. La Chambre des Députés y tenait un stand d'information et proposait un quiz interactif permettant aux visiteurs de mieux comprendre le fonctionnement de l'institution. Une belle opportunité pour les citoyens d'échanger avec le Président de la Chambre, les députés et députés européens et de s'informer sur le fonctionnement du Parlement luxembourgeois.

Commemoratioun vum Enn vum Zweete Weltkrich

Virun 80 Joer, den 8. Mee 1945, ass den Zweete Weltkrich an Europa symbolesch op en Enn gaangen, dëst nodeems Nazi-Däitschland d'Kapitulatioun ënnerschriwwen hat.

Fir un dësen historesche Moment ze erënneren, hunn de Chamberpresident Claude Wiseler an déi zwee Vizepresidente Fernand Etgen a Mars Di Bartolomeo wéi och eng Rei Deputéiert un der Commemoratiounsfeier an der Abtei Neimënster deelgeholl, dëst och a Presenz vum Grand-Duc Henri, der Grande-Duchesse Maria Teresa a vum Premierminister Luc Frieden.

Am Kader vun der Commemoratioun publizéiert de Service d'histoire parlementaire eng Artikelserie op chd.lu iwwert d'Geschicht vun der Chamber am Zweete Weltkrich. Méi Informatiounen dozou fannt Dir op der Säit 05 vun dëser Nummer.

Assemblée parlementaire de la francophonie

Quel rôle pour la francophonie dans un monde sous tension ?

M. Mars Di Bartolomeo (2e rangée, 4e à droite) a participé aux échanges de la Commission politique de l'APF.

La résilience des États face aux défis sécuritaires dans le Sahel et l'examen des situations politiques dans l'espace francophone ont figuré à l'ordre du jour des réunions du Comité de vigilance démocratique et de la Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), qui se sont tenues du 28 au 30 avril 2025 à Dakar au Sénégal. Le Parlement luxembourgeois y était représenté par M. Mars Di Bartolomeo.

Lors de ces réunions, il a également été sujet des projets de rapport sur l'État numérique et les droits humains, les processus de réconciliation nationale et la justice transitionnelle, la lutte contre la désinformation et les modèles alternatifs de financement de la presse. Une discussion sur l'adhésion de nouveaux membres à l'espace parlementaire francophone a clôturé les débats.

La vigilance envers le maintien des valeurs démocratiques

Le Comité de vigilance démocratique s'est réuni le 28 avril pour discuter du retrait du Mali et du Burkina Faso de la francophonie institutionnelle et pour faire le point sur la situation sécuritaire dans la République démocratique du Congo (RDC), toujours impliquée dans un conflit armé avec les rebelles du M23. Il a en outre fait le point sur la situation politique en Guinée-Bissau, dont l'évolution continuera à être suivie de près par les différentes instances de l'APF.

M. Di Bartolomeo a rappelé dans ce contexte aux membres du Comité les différents leviers d'action à disposition des parlements pour œuvrer en faveur de la démocratie, notamment l'invitation aux gouvernements à prendre des mesures appropriées face à des situations d'atteinte à la démocratie, si les parlements estiment ces mesures nécessaires. « Toute mesure prise par un gouvernement est soumise au contrôle parlementaire », a-t-il souligné, tout en mettant en évidence l'importance de la diplomatie parlementaire pour compléter les efforts diplomatiques du gouvernement.

La situation politique dans l'espace francophone

Les discussions se sont poursuivies les 29 et 30 avril avec les échanges au sein de la Commission politique. Les rapporteurs de cette commission, M. André Mbata Betukumesu de la section congolaise et M. Nicolas Walder de la section helvétique, ont dressé le bilan des situations politiques respectivement de la pratique de la peine de mort dans l'espace francophone. Dans ce contexte, l'APF a reconduit la suspension de la section syrienne, en vigueur depuis 2021. Quatre autres sections se trouvent actuellement suspendues, à savoir le Burkina Faso, Haïti, le Mali et le Niger.

Les évolutions politiques dans d'autres pays ont également été discutées, notamment le processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la situation politique dans les pays de l'Europe de l'Est, notamment en Hongrie, en Roumanie et en Géorgie, ainsi que la question sécuritaire dans la RDC et des sanctions à l'encontre du Rwanda, accusé d'intervenir dans le conflit en RDC avec les rebelles du M23. Les discussions sur la RDC ont été poursuivies plus en détail lors d'un échange séparé dédié à la résilience des États face aux défis sécuritaires dans le Sahel.

L'évolution de la pratique de la peine capitale continue à être débattue au sein du Comité politique. Bien que plus de 60 pays et régions aient aboli la peine de mort, dix pays continuent à la maintenir dans leur arsenal juridique et cinq pays continuent à l'appliquer. M. Walder a appelé les parlements membres à poursuivre leurs efforts en vue d'une abolition totale de la peine de mort, tant au sein de l'espace francophone qu'en dehors de celui-ci. Il a rappelé que l'application de la peine de mort constitue une violation d'un des droits humains les plus fondamentaux, à savoir le droit à la vie.

L'actualité politique au sein de l'espace francophone

Les membres de la Commission politique ont chacun dressé un bilan des évolutions politiques et socioéconomiques, en soulignant les évolutions marquantes dans les différents pays. M. Di Bartolomeo a décrit la situation au Luxembourg en informant que la Chambre des Députés a récemment entamé un « stress test » des institutions démocratiques pour évaluer leur résistance face à une tentative d'attaque, d'érosion ou d'abolition, et en soulignant la forte présence de la Chambre des Députés sur le parquet de la diplomatie parlementaire. Le député a également résumé les discussions qui ont lieu au niveau national sur une réforme du système des pensions, la pénurie de plus en plus grave de logements abordables et la lutte contre la pauvreté.

Les échanges au sein de la Commission politique ont abouti à une déclaration conjointe sur l'état de la démocratie en Haïti et l'approbation des demandes d'adhésion, dont le vote se fera lors de la séance plénière de l'Assemblée au mois de juillet à Paris. Le Parlement de la Sarre (« Landtag des Saarlandes ») figure parmi les candidats.

> « L'adhésion des nouveaux parlements nationaux et régionaux est un argument fort pour l'APF de continuer à être inclusive et non pas exclusive »
>
> Mars Di Bartolomeo, député et trésorier de l'APF

M. Di Bartolomeo s'est félicité de l'approbation unanime par la Commission politique des dossiers soumis et a estimé que l'intérêt manifesté pour une adhésion est « un argument fort pour l'APF de continuer à être inclusive et non pas exclusive ». L'adhésion de ces nouveaux parlements qui émanent de différentes sphères linguistiques représenterait un enrichissement pour l'Assemblée. Le trésorier de l'APF a conclu que « le multilinguisme est la clé vers le monde ».

Visite de Handicap International

Une délégation de l'organisation non gouvernementale Handicap International a été reçue le 8 mai 2025 à la Chambre des Députés pour un entretien avec le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler.

Au cours de cet entretien, M. Wiseler a notamment pu écouter le témoignage poignant de Mme Marwa Almbaed, réfugiée de la guerre civile syrienne. Touchée par un bombardement à Damas qui l'a privée de l'usage de ses jambes, elle œuvre désormais pour les 2,5 millions de personnes handicapées en Syrie. Les défis restent immenses : la présence massive de mines et bombes à sous-munitions – qui ont déjà fait plus de 600 victimes, dont beaucoup d'enfants –, un système de santé détruit, le manque d'équipements médicaux ou encore la situation précaire des personnes handicapées.

Recherche scientifique au Parlement

Les incompatibilités familiales à la Chambre des Députés du Luxembourg et à l'étranger

Dans le contexte de discussions sur la réforme de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, la Cellule scientifique a été saisie d'une demande de recherche sur les incompatibilités familiales applicables au député.

Cette note de recherche scientifique a pour objectif d'examiner le sens de l'article 131 de la loi électorale, qui établit les incompatibilités familiales applicables au député luxembourgeois. Elle étudie aussi les évolutions textuelles de cet article et ses justifications. Elle examine, enfin, si une disposition similaire à l'article 131 de la loi électorale est en vigueur dans d'autres parlements à l'étranger.

Sens de l'article 131 de la loi électorale

– L'article 131 de la loi électorale porte sur les incompatibilités liées à la parenté et à l'alliance.

– Cet article prévoit que « les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage ; dans le cas où ils sont élus ensemble, il est procédé par tirage au sort à la proclamation du candidat élu ».

– Le respect de cette interdiction est assuré au moyen de la déclaration relative aux incompatibilités liées à la parenté et à l'alliance, que les députés entrant en fonction ont à compléter.

– Comme le rappelle cette déclaration, les parents ou alliés jusqu'au second degré incluent, pour ne prendre que quelques exemples, un père et son fils, un frère et une sœur, mais aussi un beau-père et son gendre.

– Les parents ou alliés jusqu'au second degré incluent également un nouvel époux ou une nouvelle épouse et les enfants issus d'une précédente union de l'autre conjoint. Cette relation entre les beaux-parents et leurs beaux-enfants n'avait jusque-là pas été énumérée comme relevant du champ d'application de l'article 131 de la loi électorale. Il conviendrait de l'ajouter aux relations familiales incompatibles décrites dans la déclaration relative aux incompatibilités liées à la parenté et à l'alliance.

Évolutions textuelles et justifications de l'article 131

– Les incompatibilités familiales applicables aux députés luxembourgeois ne sont pas nouvelles : elles remontent à la première Constitution de 1841 qui interdisait au père et à son fils ainsi qu'au père et à son gendre de siéger ensemble au parlement. Le texte les encadrant a connu après 1841 trois évolutions majeures. La première date de 1879 avec l'ajout des frères. La seconde évolution notable intervient en 1919 avec, notamment, l'ajout des femmes, désormais soumises aux mêmes incompatibilités familiales que leurs homologues masculins. Enfin, en 1924, la formulation de la première phrase que nous connaissons aujourd'hui (jusqu'au point-virgule), et notamment la notion de parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, est retenue.

– L'examen des travaux préparatoires et comptes rendus parlementaires du XIX^{e} siècle enseigne que les incompatibilités familiales visent à prévenir la mainmise d'une famille sur un parlement à l'effectif réduit.

Analyse comparative

– L'analyse comparative montre que le Luxembourg fait figure d'exception parmi les systèmes parlementaires comparés : le Luxembourg est, en effet, sur base de recherches incluant 42 parlements, le seul pays avec Saint-Marin (60 parlementaires pour une population totale d'un peu plus de 30.000 habitants) à connaître des incompatibilités familiales pour ses parlementaires nationaux.

– Outre Saint-Marin, la Suisse est un autre exemple notable à mettre en avant en la matière : si aucune incompatibilité familiale ne s'applique aux parlementaires nationaux suisses, de telles restrictions sont, en revanche, en vigueur pour l'exécutif fédéral, composé de sept membres. Par ailleurs, les parlementaires de deux des vingt-six parlements cantonaux suisses sont également soumis à des règles d'incompatibilités familiales. Il s'agit des parlementaires des cantons d'Obwald (55 membres pour 38.000 habitants) et du Tessin (90 membres pour 350.000 habitants).

– Ce qui est intéressant dans les cas de Saint-Marin et de la Suisse, c'est que les incompatibilités familiales en vigueur concernent non seulement les couples mariés et légalement enregistrés, mais aussi les concubins (ceux qui vivent en communauté de vie de fait). Les concubins mis à part, la portée des incompatibilités familiales est très réduite à Saint-Marin, puisqu'elle ne concerne que les parents en ligne directe au premier degré (donc, seulement les liens père/fils, père/fille, mère/fils, mère/fille). À l'inverse, le champ d'application des incompatibilités familiales est très large en Suisse, incluant notamment l'oncle et sa nièce ou les cousins.

– À la différence des exemples étrangers ci-dessus mentionnés, les Parlements de Monaco, du Liechtenstein, d'Andorre, de Chypre, d'Islande et de Malte, dont le poids démographique et la représentation parlementaire sont, pourtant, équivalents ou inférieurs à ceux du Luxembourg, ne connaissent pas de règles d'incompatibilités familiales.

– À l'étranger, signalons, enfin, que les incompatibilités familiales suscitent quelques critiques, un petit nombre d'auteurs avançant des arguments à leur encontre, notamment l'absence de prise en compte des concubins (critique de la doctrine belge) ou l'absence de prise en compte des enfants nés de deux précédentes unions vivant au sein d'une famille recomposée (critique de la doctrine suisse).

Résumé de la note de recherche scientifique par Dr Clémence Janssen-Bennynck, « Les incompatibilités familiales à la Chambre des Députés du Luxembourg et à l'étranger », *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 30 avril 2025.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

Histoire parlementaire

Le nouveau service d'histoire parlementaire de la Chambre des Députés, créé en janvier 2025, a récemment publié la première partie d'une série d'articles sur l'histoire de la Chambre pendant la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au retour de la démocratie en 1945. Cette série s'inscrit dans le cadre des commémorations à l'occasion des 80 ans de la fin de la guerre.

Comment le parlement réagit-il à l'invasion par l'Allemagne nazie en mai 1940 ? Quel est l'impact sur la démocratie dans une situation extrême ? Comment s'opère le retour de la démocratie après la libération ? Des questions parmi d'autres auxquelles la série souhaite apporter des éclaircissements. Le premier article s'intéresse d'abord à la situation de la démocratie dans les années 1930, avant de se pencher en détail sur l'invasion allemande et ses conséquences immédiates pour la Chambre des Députés.

Le premier article peut être consulté en scannant le code QR suivant :

Organisation maritime internationale

8222 – Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, adoptés par la trente-deuxième Assemblée des parties, le 8 décembre 2021

Il s'agit d'un projet de loi à article unique dont l'objet est de faire approuver les amendements, adoptés le 8 décembre 2021 par la trente-deuxième Assemblée des parties, à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale (OMI).

Ces amendements, qui visent à ajuster les règles de fonctionnement des organes décisionnels internes de l'OMI, ne requièrent aucune mise en œuvre spécifique dans le droit national.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22/05/2023
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :
27/02/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
27/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 30 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 183, page 1

Réforme du droit de l'adoption

8228 – Projet de loi portant modification du Code civil en vue de la réforme de l'adoption

Le projet de loi vise, d'une part, la mise en œuvre de l'Accord de coalition 2023-2028 qui dispose que : « le droit à l'adoption pour les couples non-mariés et les célibataires sera introduit afin de mettre fin à d'éventuelles inégalités » et, d'autre part, la modernisation du Code civil pour l'adapter aux transformations sociales du 21e siècle.

La réforme a été préparée en prenant en considération les avis sollicités par le Gouvernement auprès :

– de la Commission nationale d'éthique (ci-après C.N.E.) : Avis n° 22 relatif à la législation relative aux adoptions et à la problématique de l'accouchement anonyme (2009) et l'Avis relatif à l'âge des personnes souhaitant adopter (2021), et

– de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (ci-après OKaJU) : Avis au sujet d'une future réforme de la législation relative à l'adoption (2022).

Dans la mesure où seules les conditions de fond de l'adoption sont revues, cette loi sous projet ne soulève pas de questions éthiques. Cette analyse est partagée par la C.N.E. dans son avis relatif à l'âge des personnes souhaitant adopter.

1) Maintien des deux modes d'adoption

Le projet de loi confirme le maintien des deux institutions d'adoption, tant dans leur raison d'être que dans leurs effets. Comme la Belgique (cf. réforme de 2003) et la France (cf. réforme de 2022), le Luxembourg affirme à son tour son attachement à l'adoption simple. Cet attachement est aussi celui de la Commission nationale d'éthique ayant noté « que l'adoption simple est un régime qui mérite d'être maintenu » (cf. avis 2009 page 3). Certes, il y a eu dans le passé des réflexions quant à la distinction entre adoption plénière et adoption simple, et plus particulièrement quant à l'opportunité de maintenir le régime de l'adoption simple. Avec les réformes réalisées récemment dans des pays du Conseil de l'Europe, l'adoption simple a bien été confirmée.

2) Ouverture de l'adoption aux personnes liées par un partenariat enregistré et aux concubins

Afin de tenir compte des évolutions de la famille, la loi sous projet ouvre l'adoption simple et plénière aux couples liés par un partenariat enregistré et aux couples vivant en concubinage. L'adoption est ouverte aux partenaires liés par un partenariat enregistré au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Cette extension est conforme à l'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne révisée de 2008 et favorablement visée par la C.N.E. ayant considéré que l'adoption « serait à étendre au partenariat » (cf. avis 2009 page 13). L'adoption est encore ouverte aux concubins vivant ensemble dans le cadre d'une relation stable. Cette extension repose sur l'article 7, paragraphe 2, de ladite Convention européenne. Il importe de noter que la France a aussi procédé à cette double ouverture de l'adoption en 2022. Dans cette même logique, il est également proposé, à l'instar de l'adoption de l'enfant du conjoint (Stiefkindadoption), d'ouvrir à l'adoption de l'enfant du partenaire ainsi qu'à l'adoption de l'enfant du concubin.

3) Ouverture de l'adoption plénière à une personne seule

Actuellement le Code civil prévoit l'adoption plénière par une personne seule que dans le cas particulier de l'adoption par une personne mariée au profit de l'enfant de son conjoint, contrairement à l'adoption simple qui est possible dans tous les cas.

Depuis l'arrêt Wagner c. Luxembourg de la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après CEDH) du 28 juin 2007, dans lequel le Luxembourg a été condamné pour ne pas avoir reconnu une adoption plénière prononcée à l'étranger au profit d'une célibataire, se pose la question du maintien de cette restriction.

Dans cette affaire, les requérantes, une ressortissante Luxembourgeoise et sa fille de nationalité péruvienne, se plaignaient, au titre des articles 8 et 14 de la Convention, d'une atteinte à leur droit au respect de leur vie familiale et d'un traitement discriminatoire, en raison de la non-reconnaissance au Luxembourg de la décision péruvienne prononçant l'adoption plénière de la deuxième requérante au profit de la première requérante. Elles alléguaient en outre être privées du droit à un procès équitable, au titre de l'article 6 de la Convention. La CEDH conclut à la violation de l'article 14 combiné avec l'article 8, l'enfant (et sa mère de façon indirecte) se trouvant pénalisée dans sa vie quotidienne en raison de son statut d'enfant adoptée par une mère célibataire luxembourgeoise qui ne se voit pas reconnaître au Luxembourg les liens familiaux créés par le jugement étranger.

Suivant la Cour, les États doivent permettre la formation et le développement des liens familiaux et accorder une protection juridique rendant possible l'intégration de l'enfant dans sa famille. La Cour s'était positionnée sur le terrain des obligations positives. Le Luxembourg a été condamné non pas pour ne pas permettre l'adoption plénière par des célibataires, mais pour avoir, dans des circonstances particulières de fait caractérisées par la Cour, omis de reconnaître un jugement étranger ayant prononcé une adoption plénière par un célibataire.

L'arrêt E.B. c. France du 22 janvier 2008 apporte un indice complémentaire que la Convention n'impose, de l'avis de la CEDH, pas aux États membres de prévoir l'adoption plénière par des célibataires.

Compte tenu de ces jurisprudences de la CEDH, il est clair que les États sont dans leur droit d'aller au-delà des obligations nées de la Convention, tout comme il est clair aussi que l'adoption par une seule personne est conforme à l'article 7 de la Convention européenne révisée de 2008.

Certes, en 2009 la C.N.E. avait été amenée « [...] dans sa majorité, à exprimer de sérieuses réserves quant à une extension de l'adoption plénière, jusqu'à présent limitée, exception faite du cas de l'adoption par un époux de l'enfant de son conjoint, aux couples mariés, à des personnes seules ». Toutefois, le contexte a largement évolué depuis :

– Les femmes célibataires ont accès à la procréation médicalement assistée (PMA réalisée à l'étranger ou au Luxembourg) ;

– L'adoption simple peut être requalifiée en adoption plénière par les tribunaux ;

– La famille monoparentale n'est plus un phénomène marginal. Sans distinction si librement choisies ou dues à une circonstance de la vie, les familles monoparentales sont passées de 3 % en 2014 à 9 % en 2022.

D'une part, il serait donc discriminatoire envers toute personne souhaitant opter pour ce mode de vie de ne pas ouvrir l'adoption plénière également à une personne seule. D'autre part, il serait également discriminatoire envers tout enfant en le prévalant d'une chance de trouver une famille permanente qui pourrait prendre soin de son éducation et de ses besoins.

Il va sans dire que l'intérêt de l'enfant prévaut toujours sur le désir de l'adoptant ou des adoptants potentiel(s) « d'avoir un enfant ». Ce principe directeur vaut pour toute adoption (simple et plénière) faite au Luxembourg, et pareillement pour l'adoption plénière réalisée par une personne seule.

4) Consentement de l'enfant à adopter

L'OKaJU et la C.N.E. se sont encore prononcés sur la question de la prise en compte de l'avis de l'adolescent à adopter. Critiquant que leur consentement fait actuellement défaut dans le processus de l'adoption, ils recommandent de prévoir de donner une voix aux enfants.

La loi sous projet retient cette recommandation. À l'instar d'autres dispositions existantes, il est proposé que le consentement du mineur s'apprécie suivant la capacité de discernement de l'enfant, et non par un âge prédéterminé.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/05/2023
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

05/12/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/03/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Continuation des travaux
27/03/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 10 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 141 page 1

Mise en œuvre du « Digital Services Act »

8309 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de : 1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ; 2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Ce dispositif met en œuvre le règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022, connu sous le nom de « Digital Services Act » (DSA), relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques), datant de 2000.

Son principal objectif est, d'une part, de désigner le coordinateur des services numériques, ou « Digital Services Coordinator » (DSC), et, d'autre part, de définir les sanctions qu'il pourra appliquer dans le cadre du DSA. Bien que ce règlement européen soit directement applicable, les États membres doivent établir des procédures spécifiques pour l'exercice des pouvoirs du DSC, d'où la nécessité d'instituer des mécanismes d'enquête et d'exécution, inspirés du droit de la concurrence et des pratiques de la Commission européenne.

Le projet de loi désigne l'Autorité de la concurrence comme DSC, afin de capitaliser sur les compétences déjà disponibles et d'éviter les coûts de création d'une nouvelle entité. L'Autorité de la concurrence possède déjà des pouvoirs comparables à ceux du DSC.

Le projet de loi prévoit que l'Autorité de la concurrence puisse collaborer avec les autorités nationales sectorielles déjà compétentes dans la lutte contre la diffusion de contenus illégaux sur Internet.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14/09/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme
(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

19/09/2024	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30/09/2024	Envoi d'une lettre d'amendements au Conseil d'État
27/02/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/03/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 4 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 125, page 1

Réforme des banques multilatérales de développement

8422 – Projet de loi portant approbation des amendements : 1° aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, signés à Bretton Woods, le 22 juillet 1944 ; 2° à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, signé à Manille, le 4 décembre 1965 ; 3° à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris, le 29 mai 1990 ; 4° à l'article 4 du Protocole n° 5 sur les statuts de la Banque européenne d'investissement portant sur une augmentation du capital souscrit de la Banque

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver les amendements apportés aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (« BIRD »), à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement (« BAsD »), à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (« BERD ») et aux statuts de la Banque européenne d'investissement (ci-après « BEI »).

Le mandat confié par le G20 à un groupe d'experts indépendants pour analyser les cadres d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement (BMD) souligne l'importance capitale de ces institutions dans la réponse aux crises mondiales et dans la promotion du développement économique et social. Face à la fréquence et à la diversité croissantes des crises – qu'elles soient économiques, environnementales, sanitaires ou sociales –, il est devenu évident que des institutions financières solides et bien dotées en capital sont indispensables pour relever ces défis de manière efficace et durable.

Les banques multilatérales de développement jouent un rôle clé en mobilisant des ressources financières importantes à long terme en faveur du développement durable, de la réduction de la pauvreté et de la résilience aux chocs économiques et environnementaux. Relever ces défis de façon efficace et durable nécessite un renforcement des ressources financières.

C'est dans ce contexte que le groupe d'experts a invité les banques multilatérales de développement à moderniser leur modèle opérationnel et financier.

Une partie des réformes adoptées par les banques multilatérales de développement visent à supprimer les limites statutaires fixant des montants maximum des prêts que ces banques peuvent accorder et adoptées lors de la création des banques. Ces limites seront désormais transférées et gérées par les cadres d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales, sous le contrôle des Conseils d'administration respectifs. Ces modifications permettront aux banques régionales de développement, c'est-à-dire à la BAsD, à la BERD ainsi qu'à la BIRD, d'accroître significativement leurs capacités de financement propres, tout en restant régies par des modèles financiers stricts et très conservateurs.

Les articles du projet de sous rubrique, transposant les modifications susmentionnées, ne comportent pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever directement le budget de l'État. Par ailleurs, aucun effet financier indirect n'est anticipé, du moins à court terme, en raison du cadre financier et opérationnel rigoureux qui encadre les banques multilatérales de développement concernées.

Une autre modification statutaire au niveau de la BERD prévoit l'élargissement de la zone opérationnelle de la BERD à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak. Cependant, cette extension géographique en Afrique subsaharienne sera restreinte et se fera par étapes, ne concernant que six pays au cours de la période 2025-2030. Les pays concernés sont le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal.

Le projet de loi sous rubrique vise également à approuver des modifications au niveau des statuts de la Banque européenne d'investissement.

Suite au Brexit, la BEI a dû procéder à des modifications importantes de ses statuts et à une révision de son capital. En effet, le retrait du Royaume-Uni a entraîné une réduction du capital souscrit de la BEI. Pour compenser la perte du Royaume-Uni et maintenir les capacités de prêt et d'investissement de la BEI, le Conseil des gouverneurs de la BEI et les États membres de l'UE ont décidé une augmentation de capital de la banque et de remplacer la portion du capital sortant du Royaume-Uni par du capital souscrit par les États membres, en convertissant des réserves de la banque en capital souscrit et appelé. Afin de compenser la perte de 35,7 milliards d'euros du capital non appelé du Royaume-Uni, la part du capital appelable des États membres a été proportionnellement augmentée. Avec cette décision, le capital total du Luxembourg est passé de 275.054.500 euros, soit 0,11 % du capital, à 327.878.318 euros, soit 0,13 % du capital. Aucun impact budgétaire immédiat n'est à relever pour le Luxembourg. En outre, le Conseil des gouverneurs a approuvé une augmentation asymétrique du capital souscrit par la Pologne et la Roumanie.

Les statuts de la BEI ont par conséquent dû être modifiés pour refléter cette nouvelle structure sans le Royaume-Uni.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2024
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

24/09/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11/03/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
25/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 4 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 120, page 1

Formations dans le domaine de la santé : exigences minimales

8434 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Le projet de loi apporte des modifications aux articles 31, 34 et 44 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles afin de transposer en droit national la directive déléguée 2024/782 de la Commission du 4 mars 2024 modifiant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Les modifications apportées concernent les exigences minimales pour les formations d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire et de pharmacien. Ces adaptations des exigences minimales ont notamment pour objectif de tenir compte du progrès scientifique et technique affectant la pratique des trois professions précitées.

Étant donné que seule la formation d'infirmier est offerte à Luxembourg et que la plupart des nouveaux éléments prévus par la directive précitée figurent déjà aux programmes d'études des établissements offrant la formation d'infirmier, l'adoption du projet de loi n'impliquera donc pas des modifications majeures de ces programmes.

À noter que la directive déléguée que le projet de loi vise à transposer a été élaborée à la suite de trois études effectuées au niveau de l'Union européenne dont les résultats ont ensuite été approfondis dans le cadre d'une série de consultations.

Les modifications apportées par le projet de loi correspondent exactement aux modifications prévues par la directive déléguée 2024/782.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 02/08/2024
Rapporteur : M. Gérard Schockmel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :
11/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 01/04/2025
Loi du 23 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 152, page 1

Adaptations à la législation sur le patrimoine culturel

8435 – Projet de loi portant modification de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel

Le projet de loi a pour objet d'apporter des ajustements ciblés à la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, sur la base des premières expériences de sa mise en œuvre. Sans remettre en cause les principes fondamentaux de la législation existante, ces modifications visent à en améliorer l'efficacité et la clarté.

Concernant le patrimoine archéologique, l'État prendra désormais en charge l'intégralité des frais liés aux fouilles archéologiques préventives (à l'exception des diagnostics). En outre, certains travaux de voirie situés intégralement dans une sous-zone d'observation archéologique seront dispensés d'évaluation, leur impact étant jugé limité. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la réforme de l'archéologie préventive prévue par l'accord de coalition 2023-2028.

S'agissant du patrimoine mobilier, le texte introduit des critères clairs de classement et prévoit la création d'une liste des biens culturels présentant un intérêt patrimonial, afin de combler certaines lacunes et de motiver les décisions de classement.

En matière de patrimoine architectural, le projet de loi vise à simplifier les procédures de classement et à améliorer le suivi des travaux sur les immeubles classés.

Enfin, le coût annuel estimé de la réforme, notamment du fait de la prise en charge étatique des fouilles archéologiques, s'élève à 3,5 millions d'euros.

Dépôt par M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 27/08/2024
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président : M. André Bauler) :
25/09/2024 Présentation du projet de loi
15/01/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 10 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 154, page 1

Virements instantanés en euros

8460 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directives 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros

Le projet de loi a pour objet la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886 qui établit des règles harmonisées sur les virements instantanés en euros. À cette fin, il apporte des modifications ponctuelles à la loi modifiée du 10 novembre 2009 sur les services de paiement.

Les prestataires de services de paiement, tels que les banques, qui effectuent des virements ordinaires en euros, seront obligés de fournir des services d'envoi et de réception de paiements instantanés en euros.

Pour renforcer la sécurité des virements instantanés, le règlement européen impose aux prestataires de services de paiement de proposer un service consistant à vérifier la concordance entre le nom du bénéficiaire et son identifiant de compte IBAN (« IBAN Name-check ») et de suivre une procédure harmonisée de contrôle en matière de mesures restrictives financières (« Sanctions screening »).

Pour assurer la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886, le projet de loi instaure le régime de sanctions applicables en cas de manquements des prestataires de services de paiement à leurs obligations légales en matière de paiements instantanés.

Des modifications concernent aussi l'accès des établissements de paiement et de monnaie électronique aux systèmes de paiement désignés au niveau national, ainsi que l'accès de ces entités aux comptes auprès de banques centrales pour la sauvegarde des fonds de clients. Il relève de la discrétion des banques centrales si elles acceptent ou non de donner accès à ces entités à des comptes auprès d'elles.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 20/11/2024
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
11/03/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 4 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 119, page 1

Prolongation de certaines mesures en faveur du logement

8470 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement

Le présent projet de loi prolonge la durée d'application des dispositions fiscales temporaires prévues dans la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement et prises initialement uniquement pour l'année 2024 pour une durée de 6 mois supplémentaires, en ligne avec celle prévue pour la réduction de moitié de la base imposable des droits d'enregistrement et de transcription inscrite dans la loi budgétaire 2025.

Les mesures fiscales temporaires prolongées concernent :

1) la hausse temporaire à 40.000 euros du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » pour l'acquisition d'une résidence principale ;

2) le crédit d'impôt location à hauteur de 20.000 euros pour l'investissement dans le logement locatif ;

3) la réduction du taux d'imposition des plus-values au quart du taux global. Afin de maximiser l'effet incitatif de cette mesure, il est également proposé de maintenir le délai de spéculation à deux ans et ce jusqu'au 30 juin 2025 ;

4) l'augmentation du taux (6 %) et de la durée de l'amortissement accéléré (période de 6 ans) des logements construits en vue de leur location ;

5) l'immunisation des plus-values immobilières transférées sur des logements utilisés pour la gestion locative sociale ou appartenant à la classe de performance énergétique A+.

La future loi aura un effet rétroactif au 1er janvier 2025.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 18/12/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
25/02/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11/03/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
25/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025
Loi du 4 avril 2025
Mémorial A : 2025, n° 121, page 1

Convention de non double imposition avec la Colombie

8483 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Colombie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 janvier 2024

Le présent projet de loi approuve la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Colombie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif.

L'objet d'une telle convention fiscale est l'élimination de la double imposition juridique. La convention tient compte des engagements pris par le Luxembourg au niveau international et est conforme aux exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et aux standards minima prévus par les travaux BEPS pour les conventions fiscales.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/01/2025
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
25/02/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25/03/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/04/2025

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
M. Fernand Etgen, Vice-Président
2. **Ordre du jour** p. 11
M. Fernand Etgen, Vice-Président
3. **Communications** p. 11
M. Fernand Etgen, Vice-Président
4. **Hommage à la mémoire de M. Marcel Glesener, député honoraire** p. 11
M. Fernand Etgen, Vice-Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 12
Question n° 209 du 1er avril 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative au gaspillage alimentaire dans les restaurations des établissements scolaires secondaires et fondamentaux, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 12
Mme Stéphanie Weydert | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Question n° 210 du 1er avril 2025 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution des prix pétroliers, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 12
M. Mars Di Bartolomeo | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
Question n° 211 du 1er avril 2025 de M. André Bauler relative aux actions du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre p. 13
M. André Bauler | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 212 du 1er avril 2025 de M. Fred Keup relative à la politique linguistique des panneaux en gare et en général, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 14
M. Fred Keup | M. Eric Thill, Ministre de la Culture
Question n° 213 du 1er avril 2025 de M. Jeff Boonen relative à la prime énergie, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 14
M. Jeff Boonen | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
Question n° 214 du 1er avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative au « Sozialdësch », adressée à M. le Premier ministre p. 15
Mme Djuna Bernard | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 215 du 1er avril 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la mise en place d'un cadre légal pour le métier de psychologue au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question écrite n° 2167 du 1er avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative à la règlementation de la profession de psychologue, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 15
M. Gérard Schockmel | Mme Djuna Bernard | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Question n° 216 du 1er avril 2025 de M. Sven Clement relative aux canaux de communication numériques utilisés par les membres du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre p. 16
M. Sven Clement | M. Luc Frieden, Premier ministre
Question n° 217 du 1er avril 2025 de M. Laurent Mosar relative à l'assurance contre le cyber-risque, adressée à M. le Ministre des Finances p. 17
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Question n° 218 du 1er avril 2025 de M. David Wagner relative à l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 17
M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Question n° 219 du 1er avril 2025 de M. Dan Biancalana relative à la sécurité à l'égard des agents pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 18
M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
6. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana** p. 18
Exposé : M. Dan Biancalana
7. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 19
Exposé : Mme Paulette Lenert
8. **Ordre du jour (suite)** p. 19
M. Fernand Etgen, Vice-Président
9. **Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable dans la Convention européenne des droits de l'homme** p. 19
Exposé : Mme Joëlle Welfring
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Simone Beissel | M. Paul Galles | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Joëlle Welfring
Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
10. **Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens** p. 22
Exposé : M. David Wagner
Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Marc Spautz | M. Guy Arendt | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. David Wagner
Vote sur la motion (rejetée)
11. **8434 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles** p. 25
Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. Gérard Schockmel
Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8434 et dispense du second vote constitutionnel
12. **Interpellation de Mme Liz Braz au sujet de l'éducation financière au Luxembourg** p. 26
Exposé : Mme Liz Braz (dépôt de la motion 1)
13. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Liz Braz** p. 28
Exposé : Mme Liz Braz
14. **Interpellation de Mme Liz Braz au sujet de l'éducation financière au Luxembourg (suite)** p. 28
Exposé (suite) : Mme Liz Braz (dépôt des motions 2 et 3)
Débat : Mme Diane Adem (dépôt de la motion 4) | M. André Bauler | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Motion 1 : M. Sven Clement | Mme Liz Braz
Renvoi de la motion 1 en commission
Motion 2 : Mme Liz Braz
Retrait de la motion 2
Motion 4 : Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | Mme Diane Adehm (intervention de M. Sven Clement)
Vote sur la motion 4 modifiée (adoptée)
Motion 3 : Mme Liz Braz
Vote sur la motion 3 (adoptée)

Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Woch deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 1er avril 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8512 – Projet de loi portant modification de l'article 43bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/03/2025

8513 – Projet de loi introduisant l'unité de police locale dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et modifiant la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/03/2025

8514 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la sécurité sociale ;
2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 19/03/2025

8515 – Projet de loi portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 19/03/2025

8517 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 26/03/2025

8518 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'hébergement et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour l'intelligence artificielle ainsi que l'exploitation d'une AI Factory associée

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 26/03/2025

8519 – Projet de loi portant fixation d'un objectif quantitatif en matière d'équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs de sociétés cotées aux fins de la transposition de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 28/03/2025

8520 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 31/03/2025

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

8024 – Proposition de loi portant reclassement de certains membres du cadre policier du groupe de traitement C1, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le Ministère de l'Éducation nationale

Dépôt : M. Fernand Kartheiser, Député, le 07/06/2022

Retrait du rôle des affaires : 27/03/2025

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3623 – Demande de pétition ordinaire : La loi prévoit que tout médecin peut ne plus recevoir un patient si celui-ci manque de trois fois un rendez-vous, même si le patient est rappelé au travail, ou d'autres motifs de force majeure

Dépôt : Mme Ana Leonor Santos Teixeira, le 22/03/2025

3624 – Demande de pétition publique : Pour une Europe démocratique : Non au réarmement imposé !

Dépôt : M. Giorgio Antonio Catalano, le 22/03/2025

3625 – Demande de pétition publique : Pétition pour une meilleure offre de plats sans gluten au Luxembourg

Dépôt : Mme Nina Romera Blanco, le 24/03/2025

3626 – Demande de pétition publique : Luxembourg, deux mots. Nord et Sud

Dépôt : Mme Anna Doris Cutilli, le 29/03/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à la mémoire de M. Marcel Glesener, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Marcel Glesener, haut soe mer engem Éierendeputéierten Äddi, mat deem vill Deputéiert esou wéi ech heibannen eng Zäit zesummen an dësem Sall souzen.

De Marcel Glesener ass den 23. Mäerz am Alter vu 87 Joer gestuerwen. Den CSV-Süddeputéierte war 20 Joer Member vun dësem Haus.

De Marcel Glesener ass 1937 zu Esch gebuer. Ee Joer méi spéit verléiert hie säi Papp an engem Accident an enger Grouf vun der ARBED.

Scho ganz jonk, mat 13 Joer, huet de Marcel Glesener sech bei der JOC, der Jeunesse ouvrière catholique, engagéiert. No senger Léier als Maschinneschlässer huet hie bei der ARBED geschafft a sech am Alter vun 20 Joer am Lëtzebuerger chrëschtleche Gewerkschaftsbond engagéiert, fir d'éischt just als einfache Member, dunn als Sekretär respektiv President vum Kommitee vun der Escher Sektioun. 1968 verléisst de Marcel Glesener d'ARBED, fir um nationale Plang Gewerkschaftssekretär ze ginn a vun 1980 u 16 Joer laang Nationalpresident vum LCGB.

Fir seng sozialpolitesch Virstellungen och um politeschen Niveau kënnen ze ënnerstëtzen an ëmzesetzen, huet de Marcel Glesener sech och politesch méi staark engagéiert. 1989 ass hien eng éischte Kéier fir d'CSV am Süde mat an d'Wale gaang an an d'Chamber gewielt ginn. De Süddeputéierte gouf dräimol erëmgewielt a war bis 2009 Member vum Parlament.

Säi gewerkschaftleche Kampfgeescht huet hien och an der Partei an an der Chamber abruecht. Säi Mandat an der Chamber war fir hien de politeschen Aarm vun der Gewerkschaft.

De Marcel Glesener war an der CSV de Spezialist fir sozialpolitesch Froen, huet sech fir Aarbechtsrecht, Beschäftegung a sozial Sécherheet agesat. Den CSV-Deputéierte war 20 Joer an der Chamber, a wärend där ganzer Zäit war hien och President vun der Kommissioun fir Aarbecht a Beschäftegung.

Als ee vun den Héichpunkten a senger politescher Karriär hat de Marcel Glesener selwer d'Gesetz iwwert den nationalen Aktiounsplang fir Beschäftegung genannt, wou hie President vun der Spezialkommissioun a Rapporter vum Projet war. Mee och bei der Reform vum Mindestloun, dem Kollektivvertragsgesetz, der Reform vun der Gewerbeinspektioun an dem Eenheetsstatut huet de Marcel Glesener d'Weiche gestallt.

Ech ka perséinlech just mäi grousst Luef a mäi Respekt virum Marcel Glesener ausdrécken. Ech hat d'Geleeënheet, am Ufank vu menger Zäit hei an der Chamber zesumme mat him an der Aarbechtskommissioun ze schaffen. Dat war eng ganz flott an interessant Zäit.

De Marcel war e Mënsch, deen ëmmer de Kompromëss gesicht huet an all Säite respektéiert huet. Hien huet sech ëmmer fir den Dialog tëschent Staat, Patronat a Gewerkschaften agesat an den Tripartitt-Gedanke verdeedegt.

Seng parlamentaresch Aktivitéite sinn iwwert d'Lëtzebuerger Grenzen erausgaang. Als Vizepresident vun der aussepolitescher Kommissioun louch dem Marcel Glesener och d'Europapolitick um Häerz, an do virun allem sécherheetspolitesch Froen. Hie war President vun der Lëtzebuerger Delegatioun bei der Assemblée vun der UEO, der Westeuropäescher Unioun, an huet do eng Zäit als Vizepresident an dunn als President d'Geschécker vun der ganzer Assemblée geleet. E Posten, op deem hie sech staark abruecht huet. Donieft war hien och jorelaang Member an zéng Joer éischte Vizepresident vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe.

Dee gebiertegen Escher, deen am Réiserbann doheem war, huet iwwert d'Jore vill Spueren hannerlooss, déi mir haut nach begéinen. Och no senger Zäit an der Chamber an an der Gewerkschaft huet de Marcel Glesener sech weider fir Politick interesséiert a ganz gär mat senger Famill a senge Frënn driwwer geschwat.

Zesumme mam Chamberspresident Claude Wiseler, deen de Marcel Glesener och gutt kannt huet, mee deen haut leider aner politesch Obligatiounen huet,

an am Numm vun der ganzer Chamber drécken ech dem Marcel Glesener senger Famill eist opriichtegt Bäileed aus.

Ech géing Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 209 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Liewensmëttelverschwendung an de Schoulkantinnen. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 209 du 1er avril 2025 de Mme Stéphanie Weydert relative au gaspillage alimentaire dans les restaurations des établissements scolaires secondaires et fondamentaux, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, een Drëttel vun de weltwäit produzéierte Liewensmëttel gëtt ewechgehäit. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat 120 Kilo pro Joer pro Awunner, wann ee souwuel de Gaspillage alimentaire vun de Privatstéit, der Gastronomie an dem Handel zesummeschléit.

Ech interesséiere mech hei a menge Froe ganz spezifesch fir d'Grousskichen an de Lycéeën an och an de Maison-relaise vum Fondamental. An dofir stellen ech meng Froen och ganz geziilt un den Här Meisch als Educatiounsminister.

12 % vun de Liewensmëttel, déi hei zu Lëtzebuerg ewechgehäit ginn, entfalen op d'Restauratioun, dorënner dann och d'Schoulrestauranten am Fondamental souwéi am Lycée. Här Minister, kënnt Dir mir soen, wéi ee Prozentsaz dovun op d'Kap vun de Schoulrestaurante geet?

An dann: Een Deel vun der Liewensmëttelverschwendung ass doduerch geschélt, datt verschidden Elteren hir Kanner guer net oder vill ze spéit am Moie vun der Maison relais oder aus dem Restaurant ofmellen an dass dann awer d'Mëttegiesse fir si mat gekacht gëtt, ouni datt d'Kanner awer do sinn. Ass hei envisagéiert, eng spezifesch Sensibiliséierung fir déi betraffen Elteren ze maachen oder hinnen iergendwann déi Menüer a Rechnung ze stellen, wa sech dat iergendwou häuft?

An de Lycéesrestauranten huet Restopolis den „AntiGaspi2Go" agefouert, deen de Schüler, awer och dem Personal d'Méiglechkeet gëtt, sech nom Service e Menü, dee soss misst ewechgehäit ginn, gratis mat heem ze huelen. Wéi e Succès huet den „AntiGaspi2Go" an de Lycéesrestauranten? A kann ee soen, wéi vill Kilo Liewensmëttel doduerch manner ewechgehäit ginn? Ass virgesinn, eng Recommandatioun un d'Träger vun de Maison-relaisen ze maachen, fir och do den „AntiGaspi2Go" anzeféieren? Well ech sinn iwwerzeegt, dass och do Elteren a Kanner frou wieren, wann een do kéint nach e Menü mat heem huelen.

A meng lescht Fro betrëfft ganz spezifesch déi Produkter, déi e Mindesthaltbarkeetsdatum hunn, wéi zum Beispill de Jugurt. E Jugurt, op deem dropsteet, dass den 1. Abrëll de Mindesthaltbarkeetsdatum ass, dee gëtt dann och haut den Owend aus dem Frigo an der Maison relais an och aus der Lycéeskantin erausgeholl an net méi zerwéiert. Mee misst een hei net och schonn déi Jéngst sensibiliséieren, dass een och mat senge Sënner sech dorunner eruntaascht, wat e Mindesthaltbarkeetsdatum ass, well richen a schmaachen a mat den Ae kucken ass awer do essentiel, an dass een do och eng Sensibiliséierungscampagne kéint starten, fir deenen dat vum klengen Alter schonn u bäizebréngen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Weydert. Den Här Minister fir Kanner, Educatioun a Jugend huet d'Wuert. Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, villmools merci un déi honorabel Deputéiert Weydert fir déi Fro do, déi mer d'Geleeënheet gëtt, nach eng Kéier d'Bedeitung vum ganzen Antigaspillage-Konzept, souwuel an de Kantinnen, mee awer och doriwwer eraus, ze ënnersträichen, wat e gemeinsamen Effort ass, dee mir als Éducation nationale, awer och mam Landwirtschaftsministère poursuivéieren an eis gemeinsam Ziler och setzen.

A wann et ee Virreider do gëtt, virun allem an der Restauration collective, dann ass et sécherlech Restopolis. Dann ass et de Prestataire, deen op der Universitéit, an de Lycéeën an och an eenzelne Verwaltunge beim Staat kuckt, fir datt Dausende vu Leit mëttes eppes z'iesse kréien, eppes Guddes z'iesse kréien, eppes z'iesse kréien, wat och nach gesond ass, eppes z'iesse kréien, wat hire kulturellen Differenzen och emol nach heiansdo entsprécht, eppes z'iesse kréien, wat och nach hire gesondheetlechen Aspekter a Besoine gerecht gëtt.

An natierlech kucke mer och do, souwuel eng Erzéiung ze maachen, eng Ernärungserzéiung, wou et e feste Bestanddeel ass, datt mer déi Ressource vun dem Narungsmëttel esou gutt wéi méiglech notzen an esou mann wéi méiglech ewechgeheien. Mee et gëtt awer ganz vill aner Aspekter – ech hunn d'Gesondheet genannt, ech hunn d'Nohaltegkeet genannt –, mee wou mer awer natierlech och kucken, datt mer esou mann wéi méiglech Dechete produzéieren. An dat ass net nëmmen dat, wat ze iessen ass, dat sinn och déi Materialien, déi net ze iesse sinn. Mir hunn eigentlech zwou Strategien: eng Kéier de Zero-Waste an eng Kéier den Antigaspi.

Dir hutt hei schonn eng Rei vun Initiativen opgelëscht, déi mer do poursuivéieren, zum Beispill datt een am Enn vum Nomëtteg, wann d'Platen net giess gi sinn, net consomméiert gi sinn, déi de Schüler dann och gratis ka mat heem ginn, fir datt se duerno oder owes dann och nach eng Kéier vun deem Plat kënne profitéieren, amplaz datt et ewechgehäit gëtt.

Menüer, déi net waarm gemaach gi sinn, kënnen zum Beispill och nach deen aneren Dag eng Kéier kaf ginn. Dat gëtt awer och kloer markéiert, fir datt och jidderee weess: „Du hëls elo eppes, dat stoung schonn deen Dag virdrun eng Kéier hei, mee et ass nach ëmmer gutt." An do ass zum Beispill dee Message schonn dran, datt mer net mengen, datt e Menü, wann en deen een Dag schonn an der Théik stoung, deen aneren Dag net méi ze iesse wär.

Vill bruecht huet eigentlech och dee ganze Reservatiounssystem, wou een am Virfeld ka soen: „Ech wëll dee Menü halen", well da weess een nämlech och, datt dee Menü reservéiert ass. Wann een e bësse méi spéit kënnt wéi déi aner Kolleegen, dann ass e Menü reservéiert fir een. An domadder kann natierlech och d'Kiche besser suivéieren: „Wat gëtt gefrot?", an et gëtt manner produzéiert an der Zomm an duerno och manner ewechgehäit, well ee soss jo ëmmer e bëssen iwwert der Moyenne muss kachen, fir datt e gewëssene Choix dann awer nach do ass.

En anert Konzept ass dat vum „Ugly Food is Beautiful", fir wierklech och ze kucken, datt mer déi Narungsmëttel, wou mer vläicht net direkt zougräifen, awer iessen an awer consomméieren. An dat ass och, mengen ech, e pedagogesche Message, dee mer u Kanner hei kënne ginn.

Restopolis huet am Gesetz stoen, datt se zum Beispill och Gemenge kënne beroden, wann et ëm d'Gestioun vun hire Kiche geet, respektiv aner Prestatairen, déi da fir d'Écoles fondamentales oder d'Maison-relaise kachen, fir sech genau un deenen dote Konzepter, déi hei hir Preuve bestanen hunn a wou mer wëssen, se bréngen eppes, mer erreechen eis Ziler domadder a se sinn awer och ëmsetzbar, ënner anerem ze inspiréieren.

Mir hunn am Regierungsprogramm zum Beispill stoen, datt ee kéint op e Wee goen, fir dee Menü an der Grondschoul ze facturéieren, deen onnéidegerweis da bestallt war an awer net ofgeholl ginn ass. Ech wëll do soen: Jo, dat kann een och iergendwann erëm eng Kéier maachen. Ech mengen awer, fir d'éischt soll ee kucken, datt dat, wat eppes bruecht huet um Niveau vu Restopolis, datt mer all déi Pisten nach eng Kéier sollten oftrëppelen a kucke mat de Prestatairen, mat de Gemengen zesummen, dat dann och kënnen unzebidden an de Grondschoulen, an de Maison-relaisen.

An ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer eng grouss Debatt ëm d'Kanneraarmut hunn. An all Expert vu Kanneraarmut seet engem: „Passt op, d'Iesse bezuelbar maachen an der Maison relais, dat ass e Réckschrëtt!" An et däerf herno net esou sinn, datt deen awer bestrooft gëtt, well en da vläicht eng Kéier net komm ass a vläicht duerno sech och guer net méi traut, sech unzemellen. Dat si Situatiounen, déi mer eis net alleguerten heibanne kënne virstellen, mee dat sinn awer Realitéiten, déi mer an de Schoule kennen.

An duerfir wär ech do ... Op jidde Fall géif ech recommandéieren, dat ze maachen, wa mer alles aneres probéiert hunn auszeschëpfen, fir wierklech och den Esprit ze verbreeden, datt alles dat, wat gekacht ginn ass, eng Ressource fir eis ass, datt dat och mat vill Opwand, och CO_2-Emissiounen a villem aneren, produzéiert ginn ass an datt mer aus Respekt do virdrun dat och, souwäit et nach ze iessen ass, dann och sollte consomméieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen zur Fro Nummer 210 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Entwécklung vun de Pëtrolspräisser. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 210 du 1er avril 2025 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution des prix pétroliers, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter koum d'Nouvelle, datt d'OPEC+, d'pëtrolsproduzéierend an -exportéierend Länner plus Russland an Iran, ab haut hir Produktioun progressiv awer däitlech géifen erhéijen. Dat an enger onsécherer geopolitescher

Situatioun mat Sanktiounen, Géigesanktiounen, Droungen, ënner anerem vum US-President, an nodeem d'OPEC virun zwee Joer hir Produktioun däitlech erofgesat hat. Deemools, fir d'Präisser ze stabiliséieren, an elo sécher, fir an där Course tëschent den Energieträger kënne matzehalen.

Den Impakt vun där Decisioun ass haut scho liicht ze spiere gewiescht, well jee nodeem, wou ee gekuckt huet, de Réiuelegpräis bis zu 1,5 % op een Dag zréckgaang ass. An et ass ze erwaarden, dass déi Tendenz sech wäert verstäerken.

Dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, wéi hien a seng Servicer déi doten Evolutioun aschätzen; wéi hie gesäit, dass dat ka beim Konsument ukommen un der Tankstell, awer och beim Hëtzes; wat zum Beispill den Afloss ka sinn op déi aner Energieträger; an ob een déi Decisioun vun der OPEC als Äntwert ka gesinn, éischtens, op d'Sanktioune vis-à-vis vun eenzelne Memberstaaten an, zweetens, op d'Elektromobilitéit, déi u Stäerkt gewënnt, respektiv op d'Evolutioun vun den alternativen Energien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Di Bartolomeo. Här Energieminister Lex Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och dem Här Di Bartolomeo fir déi Fro. Jo, et ass natierlech e ganz wichtegt Theema. Et ass en Theema, wou mer gesinn, dass 2022 d'OPEC-Länner decidéiert hunn, d'Capacitéit, déi se géinge förderen, staark erofzesetzen, dat natierlech, well sech Froen iwwert de Präis gestallt gi sinn. An dofir ass jo och d'OPEC deemools gegrënnt ginn, fir eeben ze kucken, wéi eng Margen ee kann hunn, wéi ee ka reagéieren op de Präis vum Pëtrol.

Natierlech, hei zu Lëtzebuerg op der Pompel – fir op déi Fro ze kommen – hu mer jo de System vun deene maximale Präisser, déi also fixéiert ginn. Déi setze sech awer zesummen aus enger Panoplie vun eenzele Voleten. Do ass natierlech een dovun de Réiuelegpräis, wéi deen op der Bourse gehandelt gëtt.

Fir de maximale Präis vum Diesel, vum Bensinn duerno kënnen ze fixéieren, kommen do dann awer och d'Froe vun der Offer an der Demande derbäi an, zweetens, wéi grouss d'Stockagecapacitéite sinn. Dat heescht: Wann d'Raffinerien eng ganz héich Capacitéit hunn, déi se produzéieren, wéi ass dat mam Stock? Et sinn also d'Offer an d'Demande, déi och do mat eraspillen.

Mee jo, déi Decisioun, wéi Der et richteg sot, Här Di Bartolomeo, ass, dass hei, wann eng grouss Förderung ..., d'Capacitéiten eropgesat ginn, dass dat natierlech wäert iergendwou en Impakt hunn. En Impakt direkt – Dir hutt dee vun 1,5 % um Réiueleg schonn zitéiert –, mee et ass och am Virfeld schonn doriwwer spekuléiert ginn, dass een och do scho gesinn huet, dass verschidden Impakter waren.

Ech mengen awer, dass dat doten nach eng Kéier ganz gutt déi Diskussioun vun der Ofhängegkeet vun Decisioune vun anere Länner fir déi ganz Europäesch Unioun weist. Well hei ass, ouni dass d'EU konnt matdiskutéieren, decidéiert gi vun den OPEC-Länner, wéi Der richteg gesot hutt, d'Capacitéit vun der Förderung vum Réiueleg eropzesetzen, wat en direkten Impakt huet op alleguerten d'Präisser, déi un de fossillen Energien hannendrunhänken.

An, jo, dat muss een awer och soen: Natierlech ass et fir eis als Regierung gutt ze gesinn, wann d'Präisser erofginn, well dat nämlech och heescht, dass Leit, déi net kënnen anescht hëtzen, sech net anescht weiderbeweegen, déi dorobber ugewise sinn, déi fossill Träger nach ze hunn, manner mussen ausginn.

Op där anerer Säit weist et awer, wéi ofhängeg mer si vun esou Decisiounen a wéi wichteg et ass, dass mer méi onofhängeg ginn, an dat, andeem mer op déi elektresch Mobilitéit ginn, op Wäermepompele ginn, wou do och de Client selwer kann decidéieren, andeem en eng Fotovoltaik op den Daach mécht zum Beispill oder andeem e kuckt, wéi e sech ka mat Elektresch approvisionéieren, an net esou ofhängeg ass vun Decisiounen, déi ausserhalb vun der EU an anere Länner geholl ginn.

Am Moment ass et nach ganz kloer esou, dass d'Elektromobilitéit nach méi bëlleg ass op de Kilomeeter an der Moyenne, wéi wann ee mat fossillen Energië fiert. Egal wéi ass et am bëllegsten, wann ech eng Fotovoltaik um Daach hunn an also domat ka bal gratis speisen, wann ech d'Anlag ofzéien. An dofir ass et wichteg – an dat ass och dat, wat mer als Regierung, mee, ech mengen, och déi ganz Chamber heibannen, virhunn –, eeben nach weider ze ënnerstëtzen, dass mer ewechkomme vun de fossillen Träger. Dat sinn net nëmmen d'Froe vum PNEC, vun der Dekarbonatioun, déi mer eis stellen, vun den CO_2-Emissiounen, déi mer eis stellen, mee einfach fir déi strateegesch Onofhängegkeet als Europa an als Lëtzebuerg kënnen ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Fro.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 211 vum Här André Bauler un den Här Premierminister iwwert d'Moossname vum Haut-Commissariat à la protection nationale am aktuelle geopolitesche Kontext. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 211 du 1er avril 2025 de M. André Bauler relative aux actions du Haut-Commissariat à la protection nationale dans le contexte géopolitique actuel, adressée à M. le Premier ministre

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ettlech europäesch Länner sinn amgaangen, hir Awunner op méiglech Krise virzebereeden. Dat geet vu Cyberattacke bis hin zu Naturkatastrophen.

Heiheem fält dem Haut-Commissariat à la protection nationale an deem Zesummenhang eng ganz wichteg Roll zou. D'lescht Joer, den 12. Mäerz 2024, hat ech den Här Premierminister ënner anerem gefrot, wéi hien d'Roll vum Haut-Commissariat an dëser changéierter geopolitescher Weltlag gesäit. An ech hat hie gefrot, ob den Haut-Commissariat de Schutz vun der Zivillbevëlkerung an dësem verännerten Ëmfeld iwwerdenke wéilt.

De Premierminister huet deemools betount, datt den Haut-Commissariat zu all Moment bereet wier an och virbereet wier an datt elo mol weider näischt soll änneren, och net fir d'Resilienz vun der Bevëlkerung ze stäerken. Et ass also net direkt vun enger verstäerkter Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung geschwat ginn.

Gëschter si mer dann aus der Press gewuer ginn, datt den Haut-Commissaire ugekënnegt huet, un engem neien Urgencëkit fir de Fall vun enger Kris ze schaffen: e Kit mat Medikamenter, Waasserreserven a Liewensmëttel fir 72 Stonnen. Lëtzebuerg wéilt dann och an den nächste Méint déi staatlech Virbereedunge fir Krisen entwéckelen, sou den Haut-Commissariat.

D'EU-Kommissioun huet déi lescht Woch en Aktiounsplang mat 30 verschiddene Moossname virgestallt, deen derfir suerge soll, datt ee besser op Naturkatastrophen an aner Krise virbereet wier. Dat stoung och da rezent bei 100,7 nozeliesen. Et géif och en Internetsite gi mat dem Numm infocrise.lu, op deem een déi néideg Uweisunge fanne géif.

An deem Kontext wollt ech follgend Froe stellen:

Wéi gesäit déi detailléiert Informatiounsstrategie vum Haut-Commissariat aus? Vu datt net all Mënsch weess, datt et e spezifeschen Internetsite gëtt, ass et och virgesinn, d'Leit schréftlech op dësen Urgencëkit opmierksam ze maachen? Sollen d'Gemengen an dee Plang matgebonne ginn? Ass also virgesinn, mat de Vertrieder aus de Gemengen zesummenzekommen, fir datt och d'Kommunikatioun op kommunalem Plang verbessert ka ginn an déi lokal Autoritéite wëssen, wat am Eeschtfall hir genee Roll ass, fir d'Bevëlkerung ze schützen?

An da gouf een och gewuer, datt et en EU-wäiten Dag vun der Bereetschaft soll ginn. En zentraalt Zil vun där Strategie wier et, d'Bevëlkerung méi aktiv an d'Krisevirsuerg anzebannen. Och an de Schoule sollen déi Jonk léieren, wéi si sech verhale sollen. Aus deem Grond wollt ech dann nach froen, ob et scho Kontakter mam zoustännege Ministère gouf, fir ze préiwen, wat fir prezis Reflexer a Kompetenze bei deene Jonken an deem Zesummenhang sollen entwéckelt ginn, an och an deem Kontext eng Strategie géif ausgeschafft ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. Den Här Premierminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech kann dem honorabelen Här Bauler soen, datt effektiv den Haut-Commissariat à la protection nationale, deen zoustänneg ass fir d'Gestion de crises, deen zoustänneg ass fir de Schutz vun den Infrastrukturen a virun allem enger koordinéierter Funktioun vun der Regierung, am Dezember d'lescht Joer den Optrag kritt huet, au vu vun der changéierter internationaler Lag ze kucken, ob déi eenzel Pläng, déi mer hunn, à jour sinn, mee virun allem och fir dat Ganzt mateneen ze verbannen an eigentlech dat ze maachen, wat een nennt, en „nationale Resilienzplang" opzestellen.

„Resilienz" heescht jo op Däitsch am Fong, Widderstandsfäegkeet ze hunn, fir ze kucken, datt een an all Situatioun – déi Situatioune kënne ganz ënnerschiddlech sinn; dat ka Krich sinn, dat kann eng terroristesch Attack sinn, dat kann eng Cyberattack sinn, déi op eemol géing de System lahmlegen – da kuckt: „Wéi si mer do opgestallt?", datt dat eigentlech um System ofprallt an de System weider fonctionéiert.

Resilienz ass jo eigentlech just de Contraire vu Vulnerabilitéit. A mir wëllen net, datt eis Gesellschaft vulnerabel ass. An duerfir ass dat eng wichteg Aufgab, déi den Haut-Commissariat zesumme mat ganz villen Acteuren aus dem zivillstaatleche Beräich an dem militärstaatleche Beräich muss maachen.

Et ass net, wéi wann haut näischt géing bestoen. Och an deene Krise virdrun huet den Haut-Commissariat à la protection nationale gewisen, datt e seng Roll ka gutt spillen, mee et muss een ëmmer erëm seng Pläng upassen. Et gëtt och schonn haut – an dat gëtt et scho säit enger Zäit – en Internetsite, infocrise.lu, wou ee kann eng ganz Rei vun deene Saache kucken. Mee mir wëllen also elo an deenen nächste Méint nach eng Kéier iwwerpréiwen, wat mer hunn, an dann natierlech och der Bevëlkerung matdeelen, wéi ee sech kann a verschiddene Situatioune verhalen.

D'Zil ass net, d'Leit a Panik ze versetzen. A skandinavesche Länner, wou op eemol esou Broschüren an

d'Boîtte komm sinn „Wéi preparéiere mer eis op de Krich?", ass heiansdo d'Impressioun entstanen: „Muer ass Krich!" Mir mengen net, datt dat de Fall ass, mee et kann een, au vu vun där ganz spezieller Situatioun, déi mer och schonn heibannen diskutéiert hunn, mat Russland, mat Ännerungen an Amerika, keng Situatioun ausschléissen. An déi ka ganz diversifiéierter Natur sinn.

An duerfir ass et, mengen ech, gutt, dat mer eis preparéieren. Dat ass och d'Iddi vun dem Rapport Niinistö vun der Europäescher Unioun, deen d'Kommissioun virun e puer Méint virgestallt huet, wou et och drëm geet, eis Bevëlkerungen ze preparéieren. „Preparedness" ass do d'Schlësselwuert. A wa mer Preparedness a Resilienz matenee verbannen, da komme mer zu gudde Programmer.

An duerfir géing ech soen: An deenen nächste Méint wäert ech dat enk suivéieren, wat den Haut-Commissariat à la protection nationale mécht, an da wäerte mer och d'Chamber an d'Bevëlkerung iwwert déi Deeler, wou et noutwendeg ass, informéieren. Mee mir wëlle prett sinn an alle Situatiounen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 212 vum Här Fred Keup un den Här Kulturminister iwwert d'Sproochepolitick op de Schëlder, op de Garen an allgemeng. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 212 du 1er avril 2025 de M. Fred Keup relative à la politique linguistique des panneaux en gare et en général, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Här Minister, ech wollt eng Kéier un d'Sproochesituatioun hei am Land, déi offiziell ass, erënneren. Do ass et esou, dass an der Verfassung steet, dass Lëtzebuergesch d'Sprooch vum Land ass. Dann ass et esou, dass am Gesetz steet, dass d'Lëtzebuergescht d'Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger ass. Am Gesetz steet weider, dass et dräi administrativ Sprooche gëtt. Dat si Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. An da steet och nach am Gesetz, dass d'Sprooch vun de Gesetzer selwer Franséisch ass.

Wann ee kuckt, wéi wichteg d'Lëtzebuerger Sprooch an deenen Texter ass, da kann ee verwonnert sinn, dass dobaussen op der Beschëlderung ganz oft kee Lëtzebuergesch benotzt gëtt, mee gréisstendeels ass et dann op Franséisch. Mir setzen eis ëmmer derfir an, dass et och op Lëtzebuergesch gemaach gëtt, och fir dass Lëtzebuergesch déi Roll dobausse ka spillen, déi där Sprooch och zousteet, an dass se eebe méi visibel ass och op der Beschëlderung.

An duerfir, Här Minister, si mir och ganz frou doriwwer, dass op de Garen elo och de lëtzebuergeschen Numm nieft deem franséischen endlech op de Schëlder markéiert ass.

Et stelle sech awer nach zwou Froen dozou.

Déi éischt, déi ass déi: Op villen anere Plazen ass dat nach net de Fall. Do steet net déi lëtzebuergesch Versioun respektiv och bei anere Schëlder steet näischt op Lëtzebuergesch. Do kann ee sech d'Fro stellen, zum Beispill um Flughafen oder bei soss Infrastrukturen, bei Gebaier: Lafen do nach Diskussiounen och mat aneren Acteuren, Här Minister, fir eventuell d'Lëtzebuerger Sprooch esou méi visibel ze maachen?

An déi zweet Fro, dat ass déi, wou awer och vill Leit sech e bësse gewonnert hunn. Dat ass, dass een de Choix getraff huet, fir elo bei deene Schëlder op de Garen, genausou wéi och bei den Uertschaftsschëlder, d'Franséischt grouss uewen ze schreiwen an d'Lëtzebuergescht méi kleng ënnendrënner, wat awer den Androck gëtt, wéi wann d'Lëtzebuergescht eis elo net esou wichteg wier. Ob Der dee Choix kéint begrënnen, ob Der dat net awer och e bësse schued fannt fir eis Sprooch.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. Den Här Kulturminister Eric Thill huet d'Wuert.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci dem Deputéierten och fir d'Fro. Ech wéilt domat ufänken, an Dir hutt et ugeschwat, fir d'alleréischt den CFL op dëser Plaz och nach eng Kéier e grousse Merci ze soe fir déi flott Initiativ an dass se eis och hëllefen, d'Lëtzebuerger Sprooch am ëffentleche Raum nach méi ze stäerken.

Fir konkreet op Är Fro ze äntwerten: Bis Enn des Joers wäerten nach ganzer 280 dëser Pannoen opgestallt ginn op eise Garen uechtert d'ganzt Land, wou eeben zweesproocheg dann den Numm vun der Gare an der Uertschaft och thematiséiert gëtt.

Dat Ganzt – an dat wëll ech nach eng Kéier an de Kader setzen –, dat kënnt net vun iergendwou. Mir hunn e legale Kader, wat eist Sproochegesetz ass vum Februar 1984, dat d'Franséischt als administrativ Sprooch ganz kloer festleet. An op där anerer Säit hu mer d'Kadastergesetz vum 25. Juli 2002 mam Regëster vun dann och den offiziellen Nimm, wat d'Uertschaften ugeet.

Dann déi Beschëlderung vun de Garen, déi Der ugeschwat hutt, déi ass international ganz streng gereegelt. Dat ass net nëmmen hei am Land esou. Datt eeben déi franséisch Versioun uewe steet, dat entsprécht ganz kloer och dem internationale Fuerplang, de Fuerpläng an der Meerzal. All dës Schëlder musse kohärent sinn, verständlech sinn, an dat och net nëmme bei der Eisebunn.

Dat nämmlecht hu mer och bei de Stroosseschëlder, esou wéi dat och bei der Petitioun 3186 hei op dëser Plaz scho behandelt ginn ass. Deemools – an dat wëll ech nach eng Kéier rappeléieren – hunn d'Ponts et chaussées drop geäntwert, datt dëse Projet virun 80 Joer ëmgesat gouf, fir d'Franséischt eeben uewen ze schreiwen. Et geet hei net drëms – an dat wëll ech och ënnersträichen –, déi eng Sprooch géint déi aner Sprooch auszespillen, mee eis Méisproochegkeet als Stäerkt ze gesinn, wat eeben eis Schëlder och am Alldag ganz kloer esou reflektéieren.

Duerch dee Layout, dee mer och elo bei de Schëlder hunn op eise Garen, ass d'Lëtzebuergescht ganz kloer kursiv geschriwwen, fir dass dat och op den éischten Abléck besonnesch ervirstécht. D'Eisebunn iwwerhëlt – an dat wëll ech och soen – och déi lokal Bezeechnunge vun den Uertschaften, wéi et zum Beispill zu Clierf ass: Clierf – Cliärref.

An dann, fir och op Är zweet Fro ze äntwerten, si mer och an Diskussiounen amgaange mat de Ponts et chaussées an och mam Findel, mam Flughafen, wou nach net méi spéit wéi dës Woch wäerte weider Reunioune stattfannen, fir och op deene Plazen am ëffentleche Raum eis Lëtzebuerger Sprooch weider ze stäerken.

Dann eng weider Informatioun, dat hu mer gëschter gemaach: Och am virtuelle Raum si mer amgaangen, d'Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken. Dir hutt vläicht matkritt, dass mer gëschter mat der Nidderaanwener Gemeng eng Konventioun ënnerschriwwen hunn zwëscht dem ZLS an der Gemeng Nidderaanwen, wou eeben elo déi éischt Gemeng de ganzen Internetsite op Lëtzebuergesch iwwersat huet, wou een alleguer d'Dokumenter kann op Lëtzebuergesch gesinn an och verstoen. Dat ass e wichtegen Outil, wou mer eis och elo druginn, dass mer an deenen aneren 99 Gemengen och kënne weiderhëllefen, fir dat doten ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Kulturminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 213 vum Här Jeff Boonen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert d'Energieprimm. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 213 du 1er avril 2025 de M. Jeff Boonen relative à la prime énergie, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här Minister … Eh, Här President. D'Energiepräisser …

(Hilarité)

Den Här Minister kënnt eréischt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Das war einmal.

(Hilarité)

M. Jeff Boonen (CSV) | D'Energiepräisser si geklommen, op d'mannst d'Elektresch. Wéi mer jo elo héieren, kann et beim Pëtrol vläicht an eng aner Richtung goen. D'Elektresch ass geklommen, well de Stroumpräisdeckel nach just zur Hallschent spillt.

Fir dass d'Menagë mat manner finanzielle Moyenen dat awer kompenséiert kréien, hat d'Regierung d'lescht Joer decidéiert, d'Energieprimm ze verdräifachen, fir esou geziilt deenen ze hëllefen, déi et brauchen. Dat heescht, e Menage mat véier Leit, deen 2024 bis e Revenue vu 6.700 Euro 350 Euro kritt, dee kritt 2025 1.050 Euro, an dat bis e Revenue vu 6.900 Euro, also e Stéck méi.

Ech wollt an deem Kader de Familljeminister froen: Wéi ass d'Tendenz an de leschten dräi Méint? Gesäit ee schonn, dass méi Leit déi Primm ufroe respektiv dass méi Montant ausbezuelt gëtt fir d'Energieprimm?

Da gëtt et en Automatismus fir d'Primm fir REVIS-Empfänger. Ass et och méiglech, esou en Automatismus ze schafe fir Leit, déi kee REVIS kréien, mee e Revenu hunn?

An dann, getrei nom Once-Only-Prinzipp, wéi en am Koalitiounsaccord festgehale gouf, sollen d'Empfänger an Zukunft d'Méiglechkeet kréien, hir Donnéeën iwwer e Guichet unique social eranzeginn an esou all d'Hëllefe mateneen unzefroen. An do wollt ech froen, wéini dee Guichet social unique ulafe soll.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Boonen. Den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil huet d'Wuert. Här Hahn, et ass un Iech.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, fir d'éischt dem Deputéierte Jeff Boonen villmools merci fir seng pertinent Fro. Tatsächlech ass et esou, dass d'Aarmutsbekämpfung eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass. A mir wëllen an zwee konkreeten Domäner usetzen. Dat eent, dat ass, besteeënd Aiden auszebauen, sief et un allgemeng Präisentwécklungen, u Salairesentwécklungen. Awer op där anerer Säit wëlle mer och derfir suergen, dass déi Fangnetzer, déi et gëtt, och genotzt ginn.

Wat d'Augmentatioun vun den Aiden ugeet, hu mer jo ab dësem Joer d'Allocation de vie chère ëm 10 % gehuewen. D'Energieprimm ass verdräifacht ginn. A mir hunn op den 1. Januar eppes gemaach, wat mer bis elo nach net gemaach hunn. Mir hunn nämlech de REVIS-Empfänger d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm automatesch mat ausbezuelt. Dat waren 11.300 Menagen, déi heivu profitéiere konnten.

An op där anerer Säit hu mer gekuckt, all de Leit, déi d'lescht Joer d'Allocation de vie chère oder d'Energieprimm kruten an déi elo net am Automatismus leien, e virausgefëllte Formulaire zoukommen ze loossen. Dat ware bal 20.000 Leit, déi dee Formulaire kruten, soudass insgesamt, wa mer déi 11.000 an elo déi bal 20.000 beieneen huelen, 31.000 Leit entweeder automatesch respektiv vereinfacht d'Méiglechkeet kruten, déi Aiden dann ze bezéien, soudass mer elo op engem Chiffer si vun och bal änlech genau 31.000 Leit, déi elo schonn entweeder et ausbezuelt kruten oder déi en cours de paiement beim FNS sinn. Dat ass iwwregens e Chiffer, deen 2024 fir d'ganzt Joer gegollt huet. Dat heescht, mir gesi schonn, dass deen Automatismus an dat proaktiivt Op-d'Leit-Duergoe seng Friichten dréit. Dat ass eppes, wat mer weider wëllen ausbauen.

Dir wësst et, mir schaffen un engem Guichet social, dee mer wëlle bis Enn des Joers stoen hunn. Dat soll eng Ulafstell sinn, wou d'Leit et iwwer véier Piliere solle méi einfach gemaach kréien, Sozialhëllefen ze notzen. Dat ass zum engen op enger physescher Plaz, wou d'Leit kënnen higoen, wou se informéiert, sensibiliséiert an orientéiert kënne ginn. Dat wäert awer och iwwer eng Telefonshotline sinn. Dat wäert iwwer eng mobill Ekipp sinn, déi erausgeet op Foiren, op Mäert, op Braderien, déi dann do stinn, déi proaktiv op d'Leit duerginn: „Wéi ass et da mat Iech? Sidd Dir net och vläicht am Fall, dass Dir kéint vun där enger oder där anerer Aide profitéieren?"

A last but not least – Dir hutt de Once-Only ugeschwat, da si mer an der digitaler Welt – wäerte mer dat natierlech och op enger digitaler Plattform maachen, wou een einfach agëtt: „Wéi ass meng Composition de ménage? Wat si meng Revenuen?" An dann doropshi kritt ee gesot: Ma wat ass alles hei zu Lëtzebuerg vun Aiden, déi wäit iwwert dat vum FNS erausginn, méiglech? An do wäert een dann och op Calculateure verwise ginn.

Ech wëll dann iwwregens hei och vun der Plaz profitéieren, fir zwou Saachen ze maachen. Éischtens, fir nach eng Kéier drop opmierksam ze maachen, dass op fns.lu Calculateure sinn, wou ee sech souwuel de REVIS kann ausrechne loossen, awer och d'Allocation de vie chère an och d'Energieprimm kann een do ausrechne loossen. An do si ganz vill Leit verwonnert, déi virdrun net wossten, dass se och eventuell eligibel sinn, zum Beispill och beim REVIS, wann et drëms geet, e Complement REVIS ze kréien.

Dann dat anert, wou ech da vun dëser Plattform wëll profitéieren, well ech weess, dass hei och vill Gemengepolitiker am Raum sinn: Ech hunn iwwert den FNS all d'Gemengen informéiert Enn d'lescht Joer, wien an hire Gemenge wéi e Montant vun Aidë krut, mat der Kontosnummer, wat et erméigleche soll, dass dann déi Gemengeresponsabel – an déi meescht hu jo och eng Gemengen-Allocation-de-vie-chère oder -Allocation-de-solidarité – eigentlech ganz proaktiv kënnen als Gemengepolitiker hir kommunal Aide un d'Leit ausbezuelen.

A last but not least vläicht eppes, wat eis opgefall ass, och fir dem Non-recours entgéintzewierken: Dat ass, dass et irrefürend ass, dass déi zwee oft d'selwecht heeschen. Dat heescht, op mengem Tour ronderëm d'Schäfferéit – an et sinn der jo e puer heibannen, bei deenen ech passéiert sinn – krut ech gesot, dass et vläicht utile wier, wann een d'Reglement souwisou géing upassen, fir déi kommunal dann net méi „Allocation de vie chère" ze nennen, mee zum Beispill, wéi Der schonn e puer et maachen, d'Stad Lëtzebuerg ënner anerem, awer anerer och, „Allocation de solidarité", einfach fir dass net déi Vermëschung bei deenen zwou Aiden da kënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 214 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Premierminister iwwert de Sozialdësch. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 214 du 1er avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative au « Sozialdësch », adressée à M. le Premier ministre

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. „Sozialronn", „Sozialdësch", „Sozialdialog" – ënnerschiddlech Terminologien, déi u sech am Kär eppes bedeiten: den Echange, d'Diskussiounen, d'Gespréicher ënner Sozialpartner bezüglech Theemen, déi fir eist Zesummeliewen an eise Sozialstaat relevant sinn. U sech e fundamentale Prinzipp, wéi zu Lëtzebuerg den Dialog ronderëm déi grouss Defie bis elo ugaange ginn ass.

De 14. Januar hutt Dir, Här Premierminister, no engem Echange mat de Gewerkschaften OGBL an LCGB esou e Sozialdësch fir déi kommend Wochen annoncéiert. Ugangs Mäerz hutt Der als Äntwert op eng Question parlementaire vun der Madamm Tanson a mir selwer matgedeelt, dass Der elo mol Eenzelgespréicher mat den ënnerschiddleche Sozialpartner géingt féieren.

An dowéinst erlaben ech mer, Iech follgend Froen ze stellen:

Wéini kënnt et zur annoncéierter Sozialronn, zum Sozialdësch? Déngen déi Eenzelgespréicher, déi Der am Moment féiert, der Virbereedung vun deem sougenannte „Sozialdësch"?

Aktualitéitsbedéngt sinn e puer Theemen de Moment duerchaus relevant. An do géinge mer gäre wëssen, wéi eng Sujeten Der plangt, op deem Sozialdësch dann ze abordéieren. An ass ugeduecht, dass nieft Iech aner Ministeren, jee no Theemen, solle present sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Premierminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, de Sozialdialog ass selbstverständlech fir d'Regierung ganz wichteg. Ech hunn dat op ville Plaze scho gesot. An dat gëllt fir all déi eenzel Ministeren. Mir hunn dat heiansdo an der Ëffentlechkeet gemaach an heiansdo a méi informelle Reuniounen. An dat gëllt och fir déi Sozialronnen, déi ech virun e puer Méint annoncéiert hunn an déi mer zënterhier systematesch gemaach hunn.

Et ass net nëmmen, wann ee sech op der Place publique trëfft oder ënnert de Scheinwerfer vun der Televisiounskamera, datt Sozialdialog stattfënnt. Ech hunn zesumme mam Aarbechtsminister, an heiansdo zesumme mam Aarbechtsminister a mam Wirtschaftsminister, mat de Sozialpartner geschwat. Heiansdo ass dat a Reuniounen, déi bilateral sinn, heiansdo déi dräi zesummen. A mir hunn do eng Rei Sujeten abordéiert, virun allem an deene leschte Wochen, wéi een d'Kollektivvertragswiese kann der aktueller Zäit upassen.

Ech muss soen, datt déi Gespréicher konstruktiv sinn. Ech muss awer zugläich och soen, datt d'Positioune vun de Sozialpartner op all deene Froen do ganz wäit vuneneen ewech leien an datt et duerfir net esou ass, datt ech ka soen, datt mer haut do zu engem Ofschloss kënne kommen.

Fir déi eng geet et drëm, datt d'Gewerkschafte méi an den Decisiounsprozess agebonne gi vun den eenzelnen Organisatioune vun der Aarbecht, a fir déi aner, fir ze kucken, ob een net méi kann um Niveau vun den Entreprisë selwer maachen, ouni allkéiers dat iwwert de Wee vun dem strukturéierte Sozialdialog, sprëch Kollektivverträg, mussen ze maachen.

Dat ass eng vun den Thematiken. Sécherlech fannen och Gespréicher statt am Kader vum Consultatiounsprozess iwwert d'Pensiounen. Mir hunn och Gespréicher geféiert mat de Sozialpartner vun der Fonction publique, fir den Accord salarial an der Fonction publique ze maachen. Dat ass alles déi lescht Méint geschitt. An dat sinn also alles Sozialgespréicher, déi noutwendeg sinn an eisem Land fir virunzekommen.

Do, wou mer virukommen, maache mer dat zu dräi. Do, wou mer net virukommen, do zéie mer d'Konklusiounen a proposéieren dann als Regierung Solutiounen, déi versichen, deem engen an deem aneren esou wäit wéi méiglech Rechnung ze droen.

Am Resümmee: Déi Sozialronne fanne statt. Déi wäerte weider stattfannen. A mir hoffen, datt mer déi dann op enger Rei vun Theemen, déi am Koalitiounsaccord stinn – well dorëms geet et, wéi mer déi ëmgesat kréien –, an deenen nächste Méint kënnen ofschléissen.

Ech hoffen och, datt mer bis de Summer bei verschiddene vun deene Sujete méi wäit komm sinn, mee dat si ganz schwiereg Debatten. An ech géing et gutt fannen, wann ee sech och heiansdo mam Fong ofgëtt an net nëmme mat der Form. Duerfir, de Fait, datt och d'Press oft freet: „Wéini fënnt dat statt? Wou fënnt dat statt?", do fannen ech et gutt, wann ee wëllt konstruktiv Gespréicher maachen, datt déi net ëmmer mussen an der Ëffentlechkeet stattfannen. Net fir eppes ze verstoppen, mee fir einfach den Dialog vläicht e bësse méi fléissend ze maachen, wann een net ënnert dem Erfollegszwang direkt steet.

Ech hoffen, datt mer Accorde fannen. Ech sinn net sécher. D'Regierung wäert hir Responsabilitéit iwwerhuelen op all deene Sujeten do, le moment venu. An ech hoffen, datt dat op enger Rei vun de Sujete virum Summer de Fall ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Premierminister Luc Frieden.

Mir kommen dann elo zur mëndlecher Fro Nummer 215 vum Här Gérard Schockmel an zur schréftlecher Fro Nummer 2167 vun der Madamm Djuna Bernard, béid iwwert d'Reglementatioun vum Beruff vum Psycholog an un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet geriicht. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 215 du 1er avril 2025 de M. Gérard Schockmel relative à la mise en place d'un cadre légal pour le métier de psychologue au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

– Question écrite n° 2167 du 1er avril 2025 de Mme Djuna Bernard relative à la règlementation

de la profession de psychologue, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Ufangs dëst Joer ass et wéint enger selbsternannter Psychologin zu engem tragesche Virfall komm, wou eng Fra, déi laang un Depressioune gelidden hat, sech d'Liewe geholl huet, an dat den Dag selwer, wou si bei där Psychologin a Behandlung war. D'Psychologin hat ganz offensichtlech déi akut Suizidgefärdung vun der Patientin net erkannt.

Ech perséinlech war konfrontéiert mat engem Fall, wou e jonke Mann vun engem Psycholog jorelaang suivéiert gouf, de Psycholog awer d'Unzeeche vun enger Schizophrenie net erkannt huet. Dat huet zu béise Konsequenze geféiert.

Psychologe sinn net qualifizéiert, fir schwéier psychiatresch Pathologië wéi Schizophrenie ze behandelen. Si mussen awer kapabel sinn, d'Krankheetszeeche vun dëse Pathologien ze erkennen.

Lëtzebuerg ass eent vun de ganz wéinege Länner an Europa, dat nach kee legale Kader fir de Beruff vum Psycholog huet, contrairement zum Beruff vum Psychotherapeut, dee mëttlerweil gesetzlech gereegelt ass. D'SLP, dat heescht d'Société luxembourgeoise de psychologie, huet scho viru Laangem op d'Noutwendegkeet vun engem legale Kader higewisen.

An der Belsch gëtt et iwwregens zënter dem 8. November 1993 e Gesetz, wat de Beruff vum Psycholog a seng Attributioune kloer definéiert.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Minister fir Gesondheet a Sozialversécherung gäre follgend Froe stellen:

Kéint ee sech déi belsch Gesetzesgrondlag net als Virbild huelen, fir och hei zu Lëtzebuerg e legale Kader fir de Beruff vum Psycholog ze schafen?

Wéini wier mat engem legale Kader fir de Beruff vum Psycholog, wéi iwwregens am Koalitiounsaccord virgesinn, ze rechnen?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Schockmel. Ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. D'Reglementatioun vum Psychologeberuff ass e Problem, deen zënter Jore bekannt ass. Mir hunn och schonn an der Chamber doriwwer geschwat. E Problem, deen net nëmmen déi Professionell am Secteur betrëfft, mee virun allem déi Mënschen, déi Hëllef sichen an déi an hirem vulnerabelste Moment op Leit fale kënnen, déi eventuell net qualifizéiert sinn.

De Fall, dee rezent an der Press ugeschwat gouf, ass traureg an duerchaus alarméierend. Eng Fra mat Depressiounen huet sech no enger Sitzung bei enger Persoun, déi sech als Psychologin bezeechent huet, d'Liewe geholl, obwuel dës keng offiziell Unerkennung vun dësem Beruff hat.

D'Société luxembourgeoise de psychologie warnt zënter Jore virun dëser Situatioun an de Koalitiounsaccord gesäit eng Reglementatioun vir. Dat begréisse mer.

Mee elo, grad well dëse Fall geschitt ass, wëlle mer Follgendes vun der Madamm Minister wëssen:

Ass de Risiko, deen duerch dës Absence vu Reglementatioun entsteet, vun der Regierung unerkannt? Wat ass konkreet bis elo geschitt, fir e Projet de loi op d'Been ze setzen? A bis eng gesetzlech Regulatioun a Kraaft ass, wéi kann d'Regierung Patientinnen a Patiente besser virun esou Situatioune schützen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. D'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet, d'Madamm Martine Deprez, huet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och den Deputéierte Schockmel a Bernard fir dës Fro. Op de Kader, an deem dës Fro gestallt ginn ass, ginn ech elo net an, well souwäit ech informéiert sinn, hu mer deemnächst en Débat d'actualité iwwert de Suicide. An dat géif haut e bësse wäit féieren, wa mer dee Kader nach eng Kéier géife beliichten.

Ech géif da just agoen op déi Froe ronderëm d'Reglementatioun vum Beruff. Mir hunn zënter 2015 e Gesetz, wéi richteg gesot ginn ass, dat de Kader fir de Psychotherapeut gëtt. An deem Kader ass awer eng Konditioun, fir Psychotherapeut ze sinn, datt een en Diplom huet, dee „Psychologue clinicien" heescht respektiv deen equivalent dozou ass.

Well awer dee Psychologue clinicien hei zu Lëtzebuerg net reglementéiert ass, brauche mer e Conseil, deen dann allkéiers, wann eng Fro gestallt gëtt, eng Autorisatioun gefrot gëtt, fir Psychotherapeut ze ginn, deen Diplom vum Psychologue clinicien kucke geet, ob deen deem entsprécht, wat muss sinn. Dee Conseil huet awer keng strikt Encadrementer am Gesetz. Dat heescht, et ass och noutwendeg, d'Psychotherapeutegesetz op de Leescht ze huelen. A parallell dozou wäerte mer dann dee Psychologue clinicien reglementéieren.

Viraarbechte si geleescht ginn an deem Sënn, datt mer gekuckt hunn, wat am Ausland ass. Et ass elo d'Belsch ugeschwat ginn. Jo, d'Belsch huet zënter 1993 eng Lëscht, wou d'Psychologen dropstinn. Dat heescht awer net, datt all déi Psychologe Psycholog sinn an deem Sënn, datt se kënne Leit therapéieren a gesinn, wa Leit e Problem hunn. Do brauche mer wierklech de Psychologue clinicien a mir musse kloer kënne weisen: Wien ass Psychologue clinicien a wien ass Psychologue du travail, de l'enseignement, de l'apprentissage cognitif an esou weider? An déi Lëscht, déi an der Belsch besteet zënter 1993, dat ass déi, wou d'Psychologen alleguerten dra sinn.

Eréischt 2014 ass och an der Belsch de Psychologue clinicien reglementéiert ginn. A mir sinn amgaangen, eis déi Aarbechten unzekucken. Den Dossier ass komplett. D'Société luxembourgeoise de psychologie huet bis elo nach keng Entrevue bei mir gefrot. Dat sinn déi Éischt, déi mer elo wäerte gesinn, fir eisen Dossier mat hinnen ze deelen an ze kucken, wéi mer zu Lëtzebuerg sou séier wéi méiglech de Beruff vum Psychologue clinicien reglementéiert kréien.

All déi aner Titre-de-psychologien, déi et gëtt, och de Psychologue clinicien, kënnen eng Demande bei der Recherche supérieure maachen, fir hiren Diplom aschreiwen ze loossen. Da wësse se, datt se op enger Lëscht do drastinn, mee dat heescht nach net, datt se d'Kompetenzen hunn, fir dat ze erkennen, wat den Här Schockmel virdrunner gesot huet.

Mir bleiwen um Ball a mir soen Iech Bescheed, soubal mer an deem Dossier weiderkomm sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Deprez.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 216 vum Här Sven Clement un den Här Premierminister iwwert déi digital Kommunikatiounskanäl, déi vun der Regierung benotzt ginn. Här Clement.

– Question n° 216 du 1er avril 2025 de M. Sven Clement relative aux canaux de communication numériques utilisés par les membres du Gouvernement, adressée à M. le Premier ministre

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Virun e puer Deeg ass d'Welt mat Erstaune gewuer ginn, datt e Journalist vun „The Atlantic" ongewollt Zeie vun enger ongleeflecher Sécherheetspann war. Hie gouf verseeëntlech an de Gruppenchat mat héichrangegen US-Regierungsmemberen agebonnen, wou d'militäresch Operatiounen am Jemen am Detail diskutéiert goufen, an dat iwwer eng kommerziell Messagerieapp, déi fir esou sensibel Informatiounen u sech guer net geduecht, souguer ongëeegent ass a wou Messagen – an dat ass och wichteg – no e puer Deeg automatesch geläscht ginn.

Dëst erënnert un eng änlech Situatioun aus dem Joer 2022, wou d'EU-Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen SMSe mam CEO vu Pfizer wärend den Impfstoffverhandlungen ausgetosch huet, déi spéider net méi fonnt goufen. Den europäeschen Ombudsman huet an deem Fall kloer festgehalen: „Dat war Maladministratioun!" An och den Europäesche Rechnungshaff huet nach eng Kéier confirméiert, datt een esou Messagen als Dokumenter am Sënn vun dem Reglement iwwert d'Transparenz vun 2001 ze betruechten huet.

Mir wëssen, datt och hei zu Lëtzebuerg Regierungsmemberen ëffentlech zouginn hunn, WhatsApp, Signal oder aner Messagerieservicer fir hir Kommunikatioun ze benotzen – och fir Regierungsgeschäfter. Dobäi ass eist Archivgesetz vun 2018 an den Artikelen 2 an 3 ganz kloer: All Dokumenter, déi am Kader vun der Regierungsaarbecht entstinn, mussen archivéiert ginn.

(Interruption)

Dofir stellen ech haut dem Här Premier dës Fro: Wéi eng digital Kommunikatiounskanäl ginn dann aktuell vun de Membere vun der Lëtzebuerger Regierung fir hir Kommunikatioune benotzt, och fir sensibel Theemen? A wéi stellt d'Regierung sécher, datt dës Kommunikatiounen net einfach verschwannen, mee konform zu eisen Archiv- an Transparenzgesetzer dokumentéiert a spéider dann och zougänglech gemaach ginn?

Et geet hei net ëm eng Formalitéit, mee ëm d'Basis vun demokratescher Kontroll, Transparenz a Rechenschaftsflicht. Et kann net sinn, datt wichteg Entscheedungen an engem digitale Shadowstate stattfannen, wou se der parlamentarescher an der ëffentlecher Kontroll entzu ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. Den Här Premierminister Luc Frieden huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech soen dem Här Clement Merci fir déi Fro, déi op eng wichteg Thematik higeet, nämlech wéi ee sensibel Informatiounen am Regierungsgeschäft, mee och generell echangéiert. Fir mech als Regierungschef ass et ganz kloer, an dat hu mer och am Ufank vun dëser Legislaturperiod gesot, datt sensibel Informatiounen, datt d'Regierungsgeschäft weeder iwwer WhatsApp, SMS nach iwwer Signal gemaach ka ginn.

D'Lëtzebuerger Regierung, souwäit ech dat ka gesinn, gebraucht och net déi Kommunikatiounskanäl, fir relevant Informatioune mateneen ze deelen. Wann ech kucken, wat an deene WhatsApp-Gruppen do ass, da sinn dat meeschtens organisatoresch, logistesch Saachen: „Um wéi vill Auer gesi mer eis? Ass Conseil ëm 10.00 oder ëm 9.00?" Mee et gi keng Dossieren echangéiert a keng relevant Informatiounen, déi fir

d'Regierungsdecisiounen noutwendeg sinn, iwwer sozial Meedien echangéiert.

Dat ass och déi Recommandatioun, déi ech iwwregens net nëmmen, kann ech Iech soen, Här Clement, an der Regierung maachen, mee déi ech och doheem a privat maachen. An dat war och a menge Beruffer virdrun: Wichteg Informatioune soll een net iwwer SMS echangéieren. An dat, wat an Amerika geschitt ass, hunn ech, op jidde Fall an deene 16 Méint, wou ech an der Regierung elo sinn, net gesinn, datt esou Informatiounen tëscht de Ministeren echangéiert gi sinn.

Wat den Archivage ubelaangt, hunn ech mer d'Fro gestallt, wéi Der Är Fro gestallt hutt, ob dat iwwerhaapt machbar wär, fir all déi Informatiounen, wie mat wiem wéini iesse geet ..., wann een dat alles misst archivéieren. Archivéiert ginn d'E-Mailen, well déi och oft an enger Chaîne sinn, wou eng ganz Rei Informatiounen echangéiert ginn. Mee ech ka mer net virstellen, datt een SMSen, Signalen, WhatsAppen an alle Formen, mat allen onwichtegen, irrelevante Remarken och géing archivéieren. Ech weess och net, wéi dat technesch machbar wär.

Mee au-delà dovunner bleift de Prinzipp fir d'Lëtzebuerger Regierung: Et gëtt kee Regierungsgeschäft iwwer WhatsApp, Signal, SMS oder aner Saache gemaach. Dat wär net seriö an dat géing och e Sécherheetsrisiko duerstellen. Duerfir soll et net stattfannen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Premierminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 217 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Versécherung géint de Cyberrisiko.

– Question n° 217 du 1er avril 2025 de M. Laurent Mosar relative à l'assurance contre le cyber-risque, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. D'Cyberkriminalitéit ass net nëmmen eng grouss Plo fir vill Bierger, mee och fir ganz vill Entreprisen, déi sech ëmmer méi mussen domadder auserneesetzen. Elo schéngt et esou ze sinn, datt natierlech d'Entreprisë versichen, sech géint déi Cyberrisken ze versécheren, datt dat awer hei bei eis am Land am Moment net esou einfach schéngt ze sinn, well et nëmme relativ limitéiert Assurancëproduiten am Kontext vun der Cybersécherheet gëtt.

Ganz wéineg Entreprisen offréieren där doter Produkter – a wann, dann ass et haaptsächlech fir ganz grouss Societéiten an net fir kleng Entreprisen. Déi grouss Acteuren an deem Secteur, dat sinn a sech anglosächsesch Entreprisen, déi sougenannt „MGAen", déi dat och op eng ganz professionell Aart a Weis offréieren. Do schéngt et awer esou ze sinn, datt bis elo nach keng esou eng MGA bei eis zu Lëtzebuerg en Agrement kritt huet, fir déi doten Zort vu Produiten unzebidden.

Duerfir zwou Froen, déi ech wollt un de Finanzminister stellen:

Éischtens: Ass e sech där Problematik do bewosst? A wat kann ee maachen, fir méi eng grouss Diversifikatioun vu Produiten um Niveau vun der Cybersécherheet unzebidden?

An zweetens: Wéi gesäit et effektiv aus mat den Agrementsprozeduren, wat déi sougenannt MGAe betrëfft?

Ech soe schonn am Viraus Merci fir seng Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Mosar. Den Här Finanzminister Gilles Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci dem Här Mosar fir seng Fro. Dir schwätzt e Sujet un, nämlech d'Cyberspionage oder de Cyberkrich, wéi dat haut scho bal heescht, dee mëttlerweil ee vun deene fënnef gréisste weltwäite Risiken ass. Dat gëtt agesat – an et ass virdrun, mengen ech, indirekt och an der Fro vum Här Clement ugeklongen – carrement als Waff.

An d'Cybermenace ass eppes, wat mer ganz seriö mussen huelen, och besonnesch hei zu Lëtzebuerg. Ech hunn net fir näischt an der Budgetsried fir 2025 gesot, dass mer e Kreditt vu 5 Milliounen Euro beim Staat agesat hunn, fir dee sougenannten „DDoS Scrubbing Center" weiderzeentwéckelen.

Duerfir ass d'Cyberkriminalitéit eng weesentlech Menace an d'Cybersécherheet eng Erausfuerderung fir och déi ëffentlech Instanzen, an dësem Kontext virun allem d'Regierung, well d'Finanzplaz zielt dodrobber. Dir wësst, dass do ganz vill eenzel Donnéeë stockéiert sinn, dass déi hin- an hiergefouert ginn. An duerfir brauche mer dat och fir de Schutz vun deem eenzelnen Investisseur, vun deem eenzelne Client, mee mir brauchen dat och fir de Schutz vun deem ganze Finanzsystem.

Op europäeschem Plang ass eng sougenannten DORA-Reglementatioun – déi huet d'Chamber och ëmgesat – fir zwou Saachen: éischtens, dass d'Cybersécherheet bei deenen eenzelne Finanzoperateuren héichgehale gëtt, an zweetens, dass och Informatiounen iwwert d'Cybermenace zwëschent deenen eenzelnen Operateure gedeelt ginn.

Op d'Froe vun der Versécherung, déi den Här Mosar gestallt huet: 2022 hate 57 % vun de Lëtzebuerger klengen a mëttelstännesche Betriber iwwerhaapt keng Ofdeckung fir Cyberkriminalitéit a Cyberrisikoen. 21 % vun de Betriber woussten net, ob se eng hätten. Da gesitt Der, dass awer 80 % vun de Betriber mëttlerweil iwwerleeën, Assurancen dofir ze hunn. Doraus schléissend ass dat natierlech och eng Fro vum Präis, well wann e Risiko méi schwéier ofzedecken ass, jo, dann ass och de Präis vun der Assurance deementspriechend héich.

Op Är konkreet Fro: De Lëtzebuerger Commissariat aux assurances, deen huet 19 Lëtzebuerger Gesellschaften en Agrement fir de Cyberrisiko ginn. Et konzentréiert sech awer um Marché haaptsächlech op fënnef grouss Operateuren.

Dann ass et esou, déi Fro vun deenen MGAen – „Managing General Agents" heeschen déi –, do kann ech net op déi eenzel Dossieren agoen. Wat awer ze soen ass: Et gëtt zurzäit keen harmoniséiert europäescht Reegelwierk fir d'Iwwerwaachung an och verschidden Zorte vun Intermediairen um Niveau vun der Cybersecuritéit. Et gëtt awer ëmmer méi intensiv Wëlle vu sougenannten MGAen, fir sech néierzeloossen.

De Problem ass deen, dass déi MGAe wëllen agéiere wéi Versécherungsassurancen, ouni awer den néidege finanzielle Puffer ze hunn. Well Dir wësst: Wann Der eng Assurance hutt, jo, da musst Der de finanzielle Puffer hunn, fir och Risikoe kënnen ofzedecken. An dann ass och net ëmmer ausgeschloss, ob keen Interessekonflikt do ass bei deene sougenannten MGAen, well wann Der eng Assurance hutt, da musst Der virun allem nom Client kucken an Är Assurancëpolice muss och am Interessi vum Client ausgeriicht sinn.

Dat ass dat, wat ech dozou ka soen. Mee menges Wëssens ass also fir MGAe keen offiziellen Agrement à ce stade ginn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Roth.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 218 vum Här David Wagner un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Evolutioun vun den Zäregasemissiounen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 218 du 1er avril 2025 de M. David Wagner relative à l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Am Juni vum leschte Joer, am Kader vum Opfrësche vum PNEC, hat de Statec berechent, datt d'Zäregasemissiounen an den nächste Jore weider wäerten erofgoen. Ëm 3,6 % ware fir 2024 annoncéiert an duerno fir dëst Joer sollen et der minus 3,7 % sinn. D'Grënn dofir wieren natierlech déi méi héich Energiepräisser, wouduerch de Verbrauch no an no géif falen, an dann och de Präisënnerscheed beim Diesel mat den Nopeschlänner, deen zu enger Baisse bäidroe géif.

An der Tëschenzäit awer huet dat europäescht Statistikamt ganz aner Zuele geliwwert. No enger Stagnatioun am éischten Trimester 2024 louch Lëtzebuerg am zweeten Trimester bei plus 3,9 % an am drëtten Trimester bei plus 6,6 %, wat souguer europäesch Spëtzt ass. Mir sinn elo hei op enger däitlecher Courbe no uewen ënnerwee, ganz aneschters wéi de Statec dat virgerechent huet.

Erstaunlech dorunner ass och, dass een an dëser Entwécklung och en Decouplage tëscht Wuesstem an Zäregasausstouss ka feststellen – a wuelgemierkt net am Gudden, mee am Schlechten. Et ass u sech e sougenannte „bronge" Wuesstem, dee wéineg Wuesstem mat vill CO_2-Ausstouss verbënnt.

Dohier, Här President, hätt ech dräi Froen un den Här Minister:

Wéi erkläert sech d'Regierung déi Entwécklunge beim Zäregasausstouss vu Lëtzebuerg, obwuel an der EU den Ausstouss awer lues réckleefeg bleift?

Wéi kënnt iwwerhaapt d'Diskrepanz mat de Berechnunge vum Statec zustanen? Gëtt et do onerwaart oder ënnerschaten Elementer, déi hei den Zäregasausstouss beaflossen?

An da schlussendlech: Bis 2030 muss Lëtzebuerg jo säin Zäregasausstouss ëm 55 % reduzéiert hu géintiwwer vum Joer 2005, fir d'Zilsetzung aus dem Klimagesetz vun 2020 ze erfëllen. Wéi gedenkt d'Regierung, dës Entwécklung erëm an de Gréff ze kréien en vue vun dëser Echeance?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner. Den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, den Här Serge Wilmes, huet d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci, Här President. Merci och, Här Wagner. Ech mengen, déi eenzel Zuelen, déi mir hunn, dat sinn déi, déi mir selwer berechnen, déi vum Statec. An dofir kann ech Iech och elo mol ganz genee Zuele fir 2023 soen. Déi Zuele fir 2024, déi leien nach guer net vir. Mir hunn nach keng berechent Donnéeën dovunner. Déi wäerte mer dëst Joer am Juli kréien. Da maache mer e provisoresche Bilan. An den definitive Bilan vum Joer 2024 kënne mer eréischt d'nächst Joer ëm dës Zäit maachen. An da kann ech Iech och eréischt soen, wéi do d'Zuele wäerte sinn.

Mee eis Berechnunge leien nach ëmmer voll op deem, wat och am PNEC virgesinn ass. An dowéinst nach eng Kéier zu den Zuelen: Déi si fiabel. Déi sinn

definitiv vum Joer 2023. Deen hu mer nämlech den 12. Mäerz publizéiert. Dee fannt Der och natierlech a Form vun engem Communiqué respektiv online. An zwar huet Lëtzebuerg 2023 fir dat véiert Joer hannerenee säin Emissiounsbudget, dee mir jo virgi kréie vun der Europäescher Unioun, respektéiert. 2023 sinn ons Gesamtemissiounen ëm 2,8 % zréckgaang par rapport zu 2022. Dat entsprécht ongefeier 200.000 Tonnen CO_2-Equivalent manner 2023 wéi 2022.

An domadder leie mer 2023 och 32 % ënnert dem … Also, mir leien op enger Courbe vu minus 32 % vun den CO_2-Emissioune par rapport zum Referenzjoer 2005, wat jo dat Referenzjoer ass, op dat mer eis alleguerte baséieren. An domadder si mer u sech op där Trajectoire, déi virginn ass, fir datt mer 2030 minus 55 % Gesamtemissioune manner hu par rapport zum Referenzjoer 2005. A mir sinn nach ëmmer op där Trajectoire.

Ech weess net, wat fir eng Berechnungen do den Eurostat huet. Wéi gesot, mir hunn nach keng chiffréiert Donnéeën, fir kënnen anzeschätzen, wéi mer 2024 … Mee et géif mech awer staark wonneren, wa mir do net weiderhin op där Trajectoire géife leien, datt mer eis Emissiounsziler kënnen erreechen.

An de PNEC ass jo eréischt d'lescht Joer ugepasst ginn an huet u sech och vill méi realistesch Donnéeën als Basis geholl, fir kënnen déi eenzel sektoriell Emissiounsbudgeten ze determinéieren. A wat mir elo wäerte maachen, ass, datt mir iwwert de Règlement grand-ducal déi eenzel sektoriell Emissiounsbudgeten – dat heescht also déi Emissiounen, déi déi fënnef Secteuren, déi betraff si vun de Reduktioune vun den Emissiounen, pro Joer mussen erofgoen – wäerte liicht upassen, well et sinn zwee Secteuren derbäi, déi ëmmer erëm driwwer leien.

Dat kënnt, well 2019/2020, wéi deen éischte PNEC op d'Bee gestallt ginn ass, d'Donnéeën net esou fiabel waren, net esou realistesch ageschat gi sinn, wéi dat elo bei der Mise à jour de Fall ass. A mir kënne ganz gären dann och eng Kéier an enger Chamberskommissioun doriwwer schwätzen.

Mee eis Projektioune leien nach ëmmer fir déi eenzel Joren op der Courbe no ënnen, fir kënnen dat Zil minus 55 % ze erreechen. Dowéinst kann ech Iech elo net genau soen, wat fir eng Donnéeën Eurostat benotzt huet. Ons eegen, hauseegen Donnéeë fir 2024 leien nach net fiabel genuch vir, fir dat kënnen ze vergläiche mateneen. Déi definitiv wäerten eréischt d'nächst Joer kommen. Mee mir maachen awer alles – an eise PNEC, deen ugepasst ginn ass, beinhalt all d'Mesüren –, fir datt mir onst Zil 2030 vu minus 55 % CO_2-Emissioune wäerte kënnen erreechen. An ech sinn och do gudder Déng, datt mir wäerte mat all deenen Aktiounen, déi mer huelen, dës Ziler erreechen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Ëmweltminister Serge Wilmes.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, där vum Här Dan Biancalana iwwert d'Sécherheet vun de Giischtercher. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 219 du 1er avril 2025 de M. Dan Biancalana relative à la sécurité à l'égard des agents pénitentiaires, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Gëschter an haut konnt een an der Press liesen, dass et e Sonnden zu engem weideren Tëschefall am Prisong zu Schraasseg koum. Genau wéi am Januar sinn hei zwee Giischtercher vun engem Häftling ugegraff ginn. An deenen zwee Fäll hunn och Persoune missen an d'Spidol gefouert ginn. Am rezentste Fall hunn och misse Beamten intervenéieren, fir d'Situatioun ënner Kontroll ze bréngen.

Bon, Schraasseg ass awer keen Eenzelfall. Mir erënneren eis: Zu Giwenech ass et am November d'lescht Joer och zu engem méi uergen, méi engem schwéieren Tëschefall komm, wou Beamte verletzt goufen, dovun och ee ganz schwéier. Dee leit haut och nach ënnert de Sequellen, wéi gesot, dovunner.

Dës Virfäll vu Gewaltausbréch iwwert déi lescht Joren heefe sech och deementspriechend. An deem Kontext hunn ech och eng ganz Rei Froen, well, mengen ech, d'Aufgabefeld vun den Agent-pénitentiairen, dat ass sécherlech keen einfacht an deem Ëmfeld, wou se schaffen. Et ass zimmlech komplex. Et ass villschichteg. An natierlech sinn d'Agent-pénitentiairen och, wéi gesot, enger ganz Rei Risiken ausgesat. Och wa se zwar eng Prime de risque kréien an och, mengen ech, elo d'Diskussioun ass, dass déi soll revaloriséiert ginn, sinn eng ganz Rei Froen, déi sech awer stellen. An déi wéilt ech hei dann un d'Justizministesch stellen.

Wat ass de Sécherheetsdispositif, deen en place ass? A wéi sollen effektiv d'Agent-pénitentiairë reagéieren, wann esou Gewaltausbréch geschéien?

Et gëtt natierlech och de GRIP, de Groupe d'intervention pénitentiaire. Wéini intervenéiert deen? A wéi enge spezifesche Fäll? Wat sinn och d'Moyenen, déi en huet? Wat si generell d'Moyenen, déi d'Agents pénitentiaires hunn, fir sech géint esou Attacken ze wiere respektiv ze schützen?

Mee wann effektiv en Tëschefall stattfënnt, wat sinn duerno d'Moossnamen, déi geholl ginn, fir en Encadrement ze assuréieren no enger Aggressioun? A wéi kann een natierlech deementspriechend och preventiv awierken, fir effektiv esou Tëschefäll ze verhënneren?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana. D'Madamm Justizministesch Elisabeth Margue huet d'Wuert.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här Biancalana, fir dës Fro. Ech mengen, Dir sidd schonn e bëssen op d'Faiten agaangen, dowéinst brauch ech dat net méi ze maachen.

D'Sécherheet an d'Wuelbefanne sinn eng iewescht Prioritéit fir d'Prisongsverwaltung an och fir de Ministère. A mir suivéieren natierlech reegelméisseg, wat geschitt, an deementspriechend ginn och Adaptatioune gemaach.

Wéi sinn d'Beamten ausgestatt? Ben, éischtens hu se eng Formation de base, an där se kloer och e Modüll hu fir Selfdefense an och Coursë fir Deseskalation, fir kënnen adequat ze reagéieren. Si hunn och déi néideg technesch Moyenen zur Verfügung. An et gëtt och kloer Prozeduren, déi en place sinn, fir ze kucken, wéi se solle reagéieren an esou engem Fall.

Dann hu mer déi speziell Unitéit, de GRIP, déi eng Unitéit ass, déi mer souwuel um Uerschterhaff wéi zu Schraasseg hunn. Déi kann intervenéieren, wann eng méi geféierlech Situatioun entsteet.

Dann, eppes, wat eigentlech och dozou geduecht ass, fir d'Beamten ze schützen, ass, datt eng Evaluatioun gemaach gëtt vum Detenu. Dat heescht, dat ass eng Évaluation criminologique, wou gekuckt gëtt, wéi geféierlech de Prisonéier ass, an deementspriechend och kënne Moossnamen ergraff ginn. An dee Service gëtt och elo nach anescht opgestallt. Do ginn zousätzlech Rekrutementer gemaach, fir déi Evaluatioun nach besser kënnen ze realiséieren.

Dann, wat geschitt, wann eng Kéier esou eppes geschitt? Da gëtt natierlech och direkt de Parquet ageschalt. D'Police gëtt ageschalt. Déi kënnt och direkt op d'Plaz. Et ginn och intern Enquêtë gemaach. An dann ass awer och ganz wichteg fir de Support vun de Beamten, dass de Service santé et bien-être au travail dann och direkt intervenéiert, fir de psychologeschen Encadrement vun dëse Beamten ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Margue. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Dan Biancalana

An ech géif elo d'Wuert ginn un den honorabelen Här Dan Biancalana fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

M. Dan Biancalana (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, d'Proposition de loi, déi ech haut hei deposéieren am Numm vun der LSAP, déi soll zu der Kompetenzerweiderung vum Ombudsman bäidroen a senger spezifescher Qualitéit als Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté.

Säit 2002 gëtt et de fakultative Protokoll vun der UNO, deen eng weider Ëmsetzung vun der Konventioun géint Tortur a géint inhumaant an degradant Verhalen aleet. 2010 huet dëst Haus dann och e Gesetz gestëmmt, dat dem Ombudsman en national preventive Rôle zougesteet, wat d'Virbeugung vun Tortur ugeet.

Als national Referenz kann also den Ombudsman deemno Visitte maache vun Etablissementer, an deene Fräiheetsentzuch stattfënnt – deemno géint de Wëlle vun der Persoun, unhand eeben halt vun enger Décision judiciaire oder administrative –, an do an deenen Etablissementer d'Modalitéiten iwwerpréiwen. Et handelt sech hei also ëm Arrestzellen a Polizeikommissariater an an de Prisongen, wou dann déi Erwuesse sinn, an der Unisec, wou d'Mineurë sinn, am CHNP zu Ettelbréck, an zoue Psychiatrieunitéiten an de Spideeler an och an de Centres de rétention.

Aktuell üübt also den Ombudsman dëse preventive Rôle aus a mécht reegelméisseg Visitten an och Rapporte vu senge Visitten. An dee leschten, mengen ech, ass aus dem Joer 2023, wou en eng Rei Constate mécht, wou en eng Rei Remarke mécht, wou en eng Rei Froe stellt, och eng Rei Recommandatiounen ausstellt a wou dann och deementspriechend d'Regierung muss dozou Stellung huelen. An ech hat am Juli 2024 och hei an enger Question élargie drop higewisen an och der Justizministesch eng Rei Froen an deem Kontext gestallt.

Et gëtt awer Plazen hei am Land, hei zu Lëtzebuerg – an dee Constat mécht och den Ombudsman selwer als Contrôleur externe des lieux privatifs an awer och de Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants vum Conseil de l'Europe –, wou, och wa Mënsche sech am Fong fräi ophalen, awer e gewëssene Fräiheetsentzuch stattfënnt respektiv eng Restriktioun vun de Fräiheete stattfënnt a wou am Fong den Ombudsman säi preventive Rôle als Contrôleur externe guer net – oder wann, dann effektiv ganz schwéier – ausübe kann, well am Fong dat aktuellt Gesetz him déi Befugnisser net gëtt. Et handelt sech also hei ëm e Fräiheetsentzuch de facto. An dat heite sinn am Fong da Plaze wéi Altersheimer, Fleegeheimer, Foyere fir Mënsche mat Besoins spécifiques, also Mënschen,

déi en Handicap hunn, Foyers d'accueil an och de dépannage fir Kanner.

An deenen Etablissementer sinn also Mënschen ënnerbruecht, déi mol méi, mol manner, wéi gesot, hir Volontéit ausdrécke respektiv net ausdrécke kënnen, also sech an enger vulnerabeler Situatioun befannen. An do kann natierlech emol en onmënschlecht an inhumaant Verhalen hinne géigeniwwer stattfannen. Do kënne si sech och ganz schwéier wieren. Also, de Risiko vun esou Verhale besteet. An ech mengen, Dir erënnert Iech alleguerten och heibannen un dee Skandal a Frankräich ronderëm d'EHPADen.

Also, a Frankräich ass dëse preventive Contrôle no eise Kenntnisser net méiglech, an Däitschland deementspriechend schonn. An eis aktuell Gesetzgeebung vum Joer 2010 gëtt eisem Ombudsman, wéi gesot, a senger Qualitéit als Contrôleur externe déi Handhab net. A mat dëser Proposition de loi wëlle mir als LSAP deemno hei effektiv nobesseren, wëssend, wéi gesot, dass och den Ombudsman Demandeur ass vun dëser Kompetenzerweiderung an effektiv dës och schonn an offizielle Stellungname matgedeelt huet.

An dofir géif ech och deementspriechend hei am Numm vun der LSAP den Depot maachen. Merci.

8521 – Proposition de loi portant modification de la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Biancalana.

7. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

An da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Am Uschloss un eppes, wat mer schonn an der Froestonn konnten héiere vusäite vum Kolleeg André Bauler, géif ech gären eng Kéier zréckkommen op déi Annonce, déi d'lescht Woch e bëssen onerwaart gemaach ginn ass vusäite vun der Kommissärin Hadja Lahbib, an zwar en Opruff, dee sech direkt un déi europäesch Bevëlkerung riicht, fir en Iwwerliewenskit vun 72 Stonnen zesummenzesetzen.

Ech muss soen, ech si selwer e bëssen erféiert gewiescht, wéi ech moies um Radio déi éischt Micro-trottoiren dozou héieren hunn an eisen Nopeschlänner. An et huet mech interpelléiert, dass dat bei eis am Land net wierklech thematiséiert ginn ass.

Den Opruff, dee mir géife maachen, wär, dass hei soll aktiv kommunikéiert ginn. Et ass gutt ze héieren, dass opsäite vum HCPN dorunner geschafft gëtt. Dat Ganzt schreift sech jo an eng gréisser Strategie an, dass mer als Länner solle preparéiert sinn, wa Katastrophen onerwaart kommen. Do gëtt scho länger dru geschafft.

Et ass awer esou, dass am aktuelle geopolitesche Kontext esou eng Annonce wéi déi doten, wa se net encadréiert ass an net kontextualiséiert gëtt, kann zu Panik féiere bei de Leit. Ech si mengersäits drop ugeschwat ginn, ob dat do dann elo géif heeschen, dass de Krich muer ausbrécht an esou Saachen. D'Leit maache sech vill Suergen. A mir sinn der Meenung, dass esou eng Annonce, déi sech wierklech direkt un d'Bierger adresséiert vusäite vun der Europäescher Kommissioun, meritéiert, dass een och national kommunikéiert. Wa mer gären hätten, dass d'Leit dat verstinn, dass se matmaachen an dass se net anerersäits a Panik verfalen, ass et wichteg, dass se de Kontext verstinn, dass se wëssen, wat dat bedeit, dass se wëssen, wou se sech kënnen hiwennen.

Et ass verwise ginn op de Site infocrise.lu, hunn ech och héieren an deem Interview, deen den Haut-Commissaire engem Radiosender ginn huet gëschter. Ech muss awer soen, do muss een da scho vum selwe wëssen, dass een do siche geet. An och wann een dee Site opmécht, kritt een net onbedéngt direkt Erklärungen zu esou engem 72-Stonne-Kit. Da muss een dat schonn am Sucher aginn an da fënnt een eventuell Informatiounen dozou.

Dat ass net dat, wat mir eis erwaart hätten u Kommunikatioun ronderëm eppes, wat awer esou e mediale Effet hat. Et ass iwwer e Video erausgaangen, dee ganz anschaulech war d'lescht Woch. D'Leit hu sech vill domadder beschäftegt an eisen Nopeschlänner. An ech denken, dass mer hei zu Lëtzebuerg och gutt géifen doen, eis Bierger a Biergerinnen ze informéieren, och ze berouegen, dat richtegt Mëttelmooss ze fannen an der Kommunikatioun, fir selwer als Land prett ze sinn.

Mir hunn déi Kultur net esou gehat. Aner europäesch Länner sinn do schonn e bësse viraus a kennen dat säit laange Joren duerch hir eege Geschicht. Bei eis ass et eppes Neies. An asoufern géif ech déi Motioun hei ofginn an d'Regierung opfuerderen, hei dach nieft deenen Aarbechten, déi iwwert déi nächst Méint lafen, am beschten esou schnell wéi méiglech awer eng Kéier ze kommunikéieren dobaussen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– que le succès – et donc l'efficacité – des initiatives publiques visant à renforcer la résilience et le niveau de préparation de la société face aux catastrophes naturelles ou civiles repose avant tout sur une information publique adéquate et circonstanciée ;

– que la participation active de la population dépend étroitement d'une politique d'information et d'action cohérente et transparente de la part des pouvoirs publics ;

– que, selon les conclusions du rapport « Safer Together – Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness », rédigé par le Conseiller spécial de la Présidente de la Commission européenne, Sauli Niinistö, et publié le 30 octobre 2024, l'importance de sensibiliser les citoyens et de garantir leur capacité à réagir efficacement face à une catastrophe ou à une situation d'adversité a clairement été mise en évidence ;

– que selon l'Eurobaromètre spécial 547 consacré à la sensibilisation aux risques de catastrophe et à la préparation des populations de l'UE, près de deux tiers des citoyens européens estiment avoir besoin davantage d'informations pour pouvoir se préparer à des situations d'urgence ou de crise, et que plus de la moitié des citoyens européens ne se sentent pas suffisamment préparés à faire face à une catastrophe ;

– que la Commission européenne a lancé, en date du 26 mars 2025, un appel direct aux citoyens de l'UE à constituer un stock de fournitures essentielles permettant de couvrir les besoins de leur foyer pour au moins 72 heures en cas d'urgence ;

– que cet appel s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie présentée par la Commission européenne, laquelle vise à prévenir les menaces et les crises émergentes, ainsi qu'à y réagir ;

– que cette initiative comprend 30 actions clés, dont plusieurs s'adressent directement aux citoyens et les encouragent à adopter des mesures d'ordre pratique,

invite le Gouvernement à

– accélérer l'alignement de la stratégie nationale sur la stratégie européenne en matière de prévention des menaces et des crises émergentes, notamment au niveau de la communication ;

– assurer, sans délai et de manière coordonnée, le relais de la communication de la Commission européenne concernant l'appel à action déjà lancé aux citoyens de l'UE, afin de garantir une information claire, circonstanciée et utile pour l'ensemble des résidents luxembourgeois au sujet du kit de survie de 72 h, et d'éviter toute perception anxiogène dans le contexte actuel ;

– veiller à relayer de manière systématique, contextualisée et en temps utile toute future initiative de la Commission européenne s'adressant directement aux citoyens de l'Union, en particulier dans le domaine de la sécurité, afin de bien permettre une compréhension éclairée des mesures concernées et de prévenir tout risque de panique ou de désinformation ;

– promouvoir de manière continue la sensibilisation de la population, tant à travers des initiatives nationales qu'européennes, et soutenir notamment l'introduction d'une journée européenne dédiée à la préparation, dite « EU Preparedness Day ».

(s.) Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Lenert.

8. Ordre du jour (suite)

Da gëtt proposéiert, de Punkt 9 vum Ordre du jour, d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring, virzezéie wéinst der Disponibilitéit vum Minister.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

9. Motion de Mme Joëlle Welfring relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable dans la Convention européenne des droits de l'homme

(Motion déposée en séance publique n° 70 du 18 mars 2025 – à consulter au compte rendu n° 29/2023-2028 en page 15)

Bei dëser Motioun geet et dorëm, d'Recht op eng sécher, propper, gesond an nohalteg Ëmwelt an der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter unzeerkennen. Madamm Welfring, als Auteure vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Gudde Moien alleguerten. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vun dëser Motioun, déi ech virun zwou Wochen hei virgestallt hat, ass, d'Regierung ze invitéieren, am Kader vum Conseil de l'Europe d'Recht op eng gesond Ëmwelt, notamment mat engem zousätzleche Protokoll zur Europäescher Mënscherechtskonventioun, ze stäerken.

Firwat ass dat wichteg? D'Aartevilfalt, d'Natur oder och d'Klima hu bekanntlech kee Stëmmrecht. Si kënnen och net selwer fir hiren eegene Rechtsschutz astoen. De schlechten Zoustand vun eiser

Natur, eisem Waasser oder eisem Klima dierft heibanne jidderengem bekannt sinn, geneesou wéi och d'Tatsaach, dass mer bei allem, wat mer maachen, mat eisem Liewen a mat eiser Gesondheet vun den Déngschtleeschtunge vun der Natur ofhänken.

Et ass also engersäits noutwendeg, déi bestoend rechtlech Grondlag mat dësem zousätzleche Protokoll fir e bessere Schutz ze festegen, an anerersäits ass et wichteg, deene Leit, déi sech an Europa fir eng besser Gesondheet duerch eng méi sécher Ëmwelt asetzen, déi néideg rechtlech Sécherheet ze ginn, fir dass si hir Rechter virum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter kënnen akloen.

D'Theema vun dëser Motioun ass, wéi gesot, net ganz nei. Ënner anerem gouf et säit 2021 eng konkreet Recommandatioun aus der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot un de Ministerkommitee, déi verlaangt, dass d'Recht op eng gesond a sécher Ëmwelt soll rechtlech an der Europäescher Mënscherechtskonventioun verankert ginn.

An net méi spéit wéi Mëtt Februar hat d'Chamber zesumme mat der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot eng Konferenz iwwer genee dëst Theema organiséiert, bei där sech international unerkannten Experten iwwert d'Noutwendegkeet heivunner eens waren.

Jo, an och den Här Chamberspresident hat sech, wéi gesot, an dësem Sënn staarkgemaach, andeems hien ënnerstrach hat, dass déi Lëtzebuerger Presidence vum Ministerkommitee gewëllt wier, de Mënscherechter als Moyen fir den Ëmweltschutz déi néideg Wichtegkeet ze ginn. Eng Ausso, déi mir, wéi gesot, staark begréissen.

Dës Motioun gëtt matgedroe vun de Kolleeg/inne vun der LSAP, déi Lénk an de Piraten, a mir géifen eis iwwer eng breet Zoustëmmung freeën.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci der Madamm Welfring.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel agedroen.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och léif Kolleegin Joëlle Welfring, ech wollt Merci soe fir dës Motioun, déi ganz interessant ass. A mir mussen elo kucken, wat mer domat maachen, well ...

(Hilarité)

Nee, laacht elo ...

Une voix | Dofir si mer jo awer hei, Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Nee, laacht elo, well et gëtt e ganze Koup Optiounen.

Plusieurs voix | A!

Mme Simone Beissel (DP) | Mir hunn d'Europäesch Mënscherechtskonventioun vun 1950. Dir wësst, dass mer e ganze Koup Konventiounen duerno hunn. Mir hunn d'Sozialkonventioun, mir hunn d'Charte des droits fondamentaux, an et sinn e ganze Koup Texter, déi entre-temps komm sinn, déi vun Ëmwelt schwätzen.

Wann een elo kuckt: Vun den europäesche Länner, net um Niveau vum Conseil de l'Europe, mee mir hu jo 27 Memberstaaten an Europa, do sinn der, sauf erreur, elo schonn 19, déi de Schutz vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit an hiren nationale Gesetzer hunn, soit um Niveau vun der Verfassung oder um Niveau vun hire Gesetzer.

Mee déi aner, déi net matmaachen, an am Conseil de l'Europe sinn der jo 46, sauf erreur, sinn déi, déi net wëllen. Si wëllen et net an hir national Gesetzgeebung huelen, an da si se mat Sécherheet och net d'accord, fir et an e Protocole additionnel zu der Charte vun Europa vun 1950 ze setzen.

Wat ech Iech wollt soen: Mir hunn eng Verfassung, wou Der wësst, dass dräi Rubricken dra sinn, Droits fondamentaux, Libertés publiques an dann eng drëtt Rubrick mat Staatsziler, Objectifs à valeur constitutionnelle. An do hu mer en Artikel 41, wou mer ee vun de modernsten an Europa hunn, well mer krute scho ganz vill Luef international duerch de Libellé vun deem Text.

Ech liesen Iech e just, fir déi, déi e par hasard nach net gelies hunn. Dann héiert Der och, firwat mer ëmmer sou gelueft ginn. „L'État garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, ainsi que la sauvegarde de la biodiversité, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures. L'État s'engage à lutter contre le dérèglement climatique et à œuvrer en faveur de la neutralité climatique."

Mir hunn do all d'Wierder dran, déi international déi sinn, déi vun all Mënsch recherchéiert ginn. Mee et steet awer ënnert den Objectifs à valeur constitutionnelle als Staatszil. Well Dir wësst ganz genau, wann Der dat géift an d'Liberté-publiquë setzen, déi jo kënne geännert ginn, awer nëmmen, wann d'Proportionalitéit an de Besoin collectif et erlaabt, da wär dat aklobar. An do sinn awer e Koup Saachen, déi musse kontrolléiert ginn.

Wann Dir esou en Artikel contraignant maacht, riskéiert Dir, direkt e Konflikt ze kréie mat de perséinleche Fräiheeten, de Libertés individuelles. Dir hutt zum Beispill de Problem vum Droit de propriété. „Eigentum verpflichtet" a bestëmmte Länner. Mir hunn eng aner Vue dervun. Mee wann Der ganz strikt d'Protection climatique mat engem ganze Koup anere Grondrechter vun eisen Texter kuckt, gëtt et e Risiko vun Differenzen. A wa mer esou Texter contraignant maachen, a souguer och, wann e Protocole additionnel géif kommen, wou ganz wéineg Chancë sinn, dass deen déi néideg Majoritéite fënnt international, riskéiere mer direkt Interpretatiounsdifferenzen, dass direkt déi europäesch Geriichter – béidsäiteg souguer, den Europäesche Geriichtshaff an och d'Cour vu Stroossbuerg – musse Saachen interpretéieren, fir dass dat do kloer Texter ginn.

Dofir, e Protocole additionnel ... Ech mengen, et éiert Iech, a mir hate jo och esou eng immens flott Tagung, d'Chamber an de Conseil de l'Europe. An déi Iddien do, déi si wierklech zukunftsträchteg, notamment mat deem, wat an eise Länner geschitt momentan, wou mer alleguerten déi Problemer vu Rearmement hunn. An de Klimaschutz muss geschützt ginn, fir dass en net an d'Hannertreffe kënnt. Dofir ass et gutt, dass mer dovunner schwätzen. Mee e Protocole additionnel huet menger Meenung no ganz wéineg Chance, fir eng Effectivité réelle ze kréien.

An dofir géif ech Iech proposéieren ... De Kolleeg Paul Galles wäert och elo direkt d'Wuert huelen, fir Iech seng Vue matzedeelen. Mir géife mengen, et wär interessant, well et gëtt aner Méiglechkeeten, fir an där do Hisiicht ze schaffen, dass mer et an d'Kommissioun verweisen. An ech géif souguer proposéieren eng Commission jointe, Affaires étrangères an Environnement, well et ass eeben en europäeschen Traité, donc d'Kompetenz vum Ausseminister, an et ass Environnement. An et wär wichteg, dass mer géifen eng Commission jointe maachen an dass mer géife kucken, wat fir eng aner méiglech Piste mer hunn niewent esou engem Protokoll, wou mir zwar kënnen ufroen, mee wou ech fäerten, dass mer net wäit kommen, wou mer awer kënne Pisten developpéieren, wou mer déi Matière do kéinte wierklech no vir bréngen, ouni dass mer an eng Prozedur vu Protokoll kommen, wou mer net géife virukommen.

Merci fir Äert Verständnis a merci alleguer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Beissel. An da wier et um honorabelen Här Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Ech soen Iech Merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir déi Motioun. A merci och der Madamm Beissel, déi elo scho ganz vill Erklärunge ginn huet.

Déi Motioun ass entstanen op eng Konferenz hin, déi mer am Februar hei an der Abtei Neumünster haten, organiséiert vun der Chamber engersäits a vum Conseil de l'Europe oder eiser Delegatioun vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe anerersäits, well mer am Moment d'Presidence hunn am Conseil de l'Europe.

An dat war eng héich interessant Konferenz. Se hat eeben de juristesche Volet, op deen elo d'Madamm Beissel virun allem agaangen ass. Se hat och de Volet vun den Entreprisen. Se hat de Volet vun de Klimaaktivisten an -aktivistinnen, déi jonk sinn, déi sech och abruecht hunn. An déi ganz Konferenz war héich interessant an et waren enorm vill Informatiounen. Mir krute vill Informatiounen, déi eis ganz vill encouragéiert hunn, op deem Wee do weiderzedenke vum Environnement sain als Mënscherecht. A mir kruten och eng Rei Informatiounen, déi eis eebe gesot hunn, dass et tatsächlech net esou einfach ass, well mer eis jo an engem juristesche Kader an a gewëssenen Traitéë scho beweegen.

Ech fannen déi Motioun do inhaltlech super. Déi ass wierklech gutt. Déi gëtt eis eng enorm Ouverture, fir doriwwer ze schwätzen, wat mer eigentlech elo wëllen domat ufänken.

Mir kënnen an deem Moment och dat honoréieren, wat d'Chamber hei preparéiert huet. Mir kënnen honoréieren, wat de Conseil de l'Europe preparéiert huet a wat mer grad och wärend eiser Presidence als Conseil de l'Europe leeschten. Well do gëtt ganz villes geleescht. An déi Kolleeginnen a Kolleeginnen, déi heibanne sinn, déi mat mir an der d'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sinn, déi wëssen, wat fir e grousse Programm mer als Conseil de l'Europe a besonnesch als lëtzebuergesch Presidence an dëser Zäit maachen. An et steet eis gutt zu Gesiicht, dass mer eebe grad déi dote Konferenz wärend eiser Presidence organiséiert hunn.

Well esou villes an där Motioun dran ass, wär meng Propositioun als President vun der Ëmweltkommissioun ze soen: Kommt, mir huele se a Rou an d'Kommissioun a mir kucke se duerch, an dat zwar, esou wéi d'Madamm Beissel et och proposéiert huet, an enger Jointe mat der aussepolitescher Kommissioun, well mer eeben, wa mer iwwert déi Traitéen do schwätzen, déi mer genannt hunn, wou e Protocole additionnel eng Méiglechkeet wär, dann och an der Aussepolitick sinn. Da wär et eng interessant Kombinatioun, déi Jointe ze maachen.

Et muss een och soen, dass dat, wat mer elo an der Motioun do stoen hunn als méiglech Outcomes, zum Beispill e Protocole additionnel fir d'Mënscherechtscharta oder e Protocole additionnel an der Charte sociale, just zwou Méiglechkeete vun nach

anere Méiglechkeete sinn. Et gëtt jo och nach Méiglechkeeten, iergendeng Deklaratioun ze maachen. Et gëtt aner Méiglechkeeten. An ech fannen, dat, wat mer op der Konferenz héieren hunn, an dat, wat och dës Motioun erëmspigelt, ass esou wäertvoll an ass esou vill, awer och vun der Matière hier esou komplex, dass mer eis sollten Zäit huelen, dat a Rou duerchzekucken.

Dat wär elo meng Propositioun un Iech. Mir géifen eis freeën, wann Der déi Propositioun géift unhuelen. Da kéint een nämlech och all déi Punkten, déi d'Madamm Beissel elo genannt huet, och nach eng Kéier a Rou kucken, wou se zu Recht och seet, wéi am Moment och aussepolitesch, europapolitesch d'Positioune vun de Länner sinn. Déi sinn nämlech tatsächlech net esou evident. Do sinn am Moment ganz vill Länner, déi ganz retizent sinn, ganz, ganz skeptesch. Et kann ee soen: „Leider", mee déi hunn eeben hir Grënn och dofir. An do wier meng Propositioun, dat a Rou an der Kommissioun nach eng Kéier ze diskutéieren an dat dann och duerchzekucken.

Ech soen Iech Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Galles. An dann ass et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. De Message op där Konferenz war u sech relativ kloer vun deenen Intervenanten, déi do geschwat hunn. Dat war u sech, fir ze soen: „Mir hätte gären e Recht op eng sécher, propper, gesond an nohalteg Ëmwelt. An dat muss een aklobaart Recht sinn. Dat muss e Recht sinn, wat contraignant ass an de Länner, wat ee muss kënnen akloen."

Dat war am Fong ... Also, do gëtt et net vill ze deiten drun. An dat ass natierlech och de Grond, firwat mer déi Motioun do mat ënnerstëtzen. Si geet eis souguer vläicht e bëssen nach net grad wäit genuch, well ech mengen, et kéint een och d'Regierung invitéieren, dat Recht an eis Legislatioun anzeschreiwen.

Effektiv, déi Reunioun war gutt besicht. Si war presidéiert vum Chamberspresident, deen eng Ried do gehalen huet. Den Deputéierte Paul Galles huet dat och mat chapeautéiert als, mengen ech, och Member vun där Ëmweltkommissioun an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe. An dat huet u sech och gutt ausgesinn, dass do e wierklech e Wëllen do wär, fir dat ze maachen.

Wann ech awer elo der Madamm Beissel hirem verfassungsrechtlechen Exkurs nolauschteren, da mierken ech, dass do e Malaise ass an dass een zwar seet: „Jo, dat ass alles flott a mir hunn dat jo och an eisen Objectifs constitutionnels stoen am Artikel 41, mee dat ass awer net esou einfach. Dat bäisst sech mam Droit de la propriété. Do gëtt et eng Partie aner Grënn. Et gëtt vill Grënn a vill Optiounen, fir et net ze maachen." Dat ass e bëssen déi Impressioun, déi ech dovunner hunn, wann ech souwuel der Madamm Beissel wéi dem Här Galles nolauschteren. An dat ass natierlech schued.

Et kann een dat natierlech elo mat an eng Kommissioun huelen an et nach eng Kéier méi en profondeur diskutéieren, mee iergendwann eng Kéier muss een natierlech hei Faarf bekennen, well et ass iwwerall op der Welt an ëmmer méi esou, dass déi Saachen do ageklot ginn, dass d'Recht op eng propper Ëmwelt, insbesonnesch vun deene Jonken, ageklot gëtt, en ce compris och op Geriichter. Ech mengen, et ass just eng Saach vun der Zäit, bis dat och bei eis eng Kéier geschitt opgrond vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun oder vläicht souguer opgrond vun eiser Legislatioun oder souguer vun eiser Verfassung.

Op alle Fall wäre mir frou, wa mer hei géife volontaristesch weiderkommen an och deem Appell, deen op där Konferenz do gemaach gouf, ganz kloer géifen nogoen. Duerfir ënnerstëtze mir dës Motioun och ganz kloer mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An dann ass et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, ech hu mer dat hei och elo ugelauschtert, an déi Argumentatioun, déi mir awer elo am beschten hei gefall huet, dat ass déi vun der Madamm Beissel.

(Interruptions)

Et ass natierlech ...

(Hilarité)

Ech hu ganz gutt nogelauschtert.

Et ass komplizéiert, an ech fannen natierlech, wann een dat esou ausdréckt an et seet een: „Jo, mir si fir de Schutz vun der Ëmwelt. Mir si fir de Schutz vun der Natur a fir de Mënsch", dann ass dat jo eppes, wat jiddwerengem aliicht an och ganz gutt kléngt.

De Problem ass awer dat, wat dat heite géif mat sech bréngen, wann een et esou géif implementéieren, wéi et hei elo an der Motioun virgesinn ass, well et effektiv um juristesche Plang zu ville komplizéierte Situatioune kéint kommen. An den Här Fayot huet jo och grad geschwat vun engem aklobare Recht. An da stellt sech op eemol d'Fro: Jo, wat ass da méi wichteg? Do kritt Der jo virprogramméiert Rechtsstreidereien, wou Der e Widdersproch hutt zwëschent verschiddenen Artikelen aus der Mënscherechtskonventioun. An ech mengen, dass dat ganz komplizéiert wier.

Da kéim nach derbäi, dass et och an der praktescher Ëmsetzung komplizéiert wier. Ech denken haaptsächlech do un déi wirtschaftlech Bedenken, déi ee kann hunn: weider Reglementéierungen, weider Käschten. A mir si jo am Moment éischter, mengen ech, an engem Trend, wou mer awer och musse kucken, dass d'Wirtschaft erëm anstänneg fonctionéiert an Europa. An dat ass eppes, wat mir och ënnerstëtzen.

An dann, wann een natierlech d'Mënscherechter ... D'Mënscherechter sti jo am Fong iwwer allem. Dat ass jo dann eppes, wat mer alleguerten och akzeptéieren a wou mer eis drun halen. An iwwert d'Mënscherechter kann ee jo am Fong net richteg diskutéieren. Et gëtt jo net a Fro gestallt, wat an de Mënscherechter steet. A wann een elo awer ufänkt, do weider Parameeteren dranzesetzen, da riskéiert een natierlech do, eng Béchs vun der Pandora opzemaachen, dass op eemol awer doriwwer politesch géif gestridde ginn. A wann ee seet: „Dat ass aklobar. Dat steet iwwert dem nationale Recht vun de Staaten", dann ass et jo och e Souveränitéitsverloscht an dann ass et och an engem Sënn en Demokratieverloscht, ...

(Interruption)

... well da kënne jo net méi d'Leit an engem Land demokratesch decidéieren, wat se wëllen, mee da musse se sech un déi Konventiounen halen, déi driwwer stinn.

A soe mer emol, fir Iech e Beispill ze soen, elo géif een akloen – et kéint jo mol sinn –, dass Verbrennerautoen, déi jo awer da schlecht wieren, well se CO_2 produzéieren, verbuede géife ginn, an da géif en dat argumentéieren: „O, dat ass e Mënscherecht, dass dat verbuede gëtt." An dann hätt Der op där anerer Säit eng Populatioun, déi zum Beispill mat 80 % awer wéilt de Verbrennermotor bäibehalen. An dann dee Moment kraacht dat openeen: engersäits dat, wat dann an de Mënscherechter wier, an anererséits de Wëlle vum Vollek. An ech mengen, dass dat eng ganz ongesond Situatioun wier an dass et wichteg ass, dass d'Mënscherechter eppes sinn, wat all Leit kënnen deelen. An ech mengen net, dass dat hei am Detail de Fall wier.

Duerfir géif ech mech och uschléissen un dat, wat hei scho Leit gesot hunn: fir an aller Rou dat doten an d'Kommissioun ze bréngen.

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, well et u sech eng Evidenz ass, datt mer eise Kanner a Kandskanner wëllen e Recht op eng sécher, propper, gesond an nohalteg Ëmwelt hannerloossen an dat Recht och wëlle garantéieren.

A wa mer elo hei ufänken, a Fro ze stellen, wat dann de Conseil de l'Europe, a virun allem d'Deklaratioun vum Conseil de l'Europe, dann alles scho fir eis gemaach huet, erënnert mech dat un esou e Sketch, deen et haaptsächlech a Groussbritannien eng Kéier gouf, wou eebe genau déi Fro gestallt gouf, e bësse montypythonesk: „Wat huet dann de Conseil de l'Europe scho fir eis gemaach?!" Déi Fro! „Näischt", soen d'Leit dann. Jo nee!

Wéi wär et da mam Folterverbuet? D'Folterverbuet ass, mengen ech, e Mënscherecht, op dat mer eis eenege kënnen. Dat huet d'Deklaratioun hei gemaach. D'Recht op Meenungsfräiheet gëtt verteidegt zu Stroossbuerg. Mir soe ganz heefeg: „Mir ginn op europäesch Geriichter." Dann ass et ganz heefeg net d'Cour de justice de l'Union européenne, déi um Kierchbierg sëtzt, mee dann ass et ganz heefeg bei de Mënscherechtshaff op Stroossbuerg. An dat ass och déi heite Konventioun. Oder d'Recht op e Rechtsstaat iwwerhaapt emol. Also d'Recht, kloen ze kënnen, an d'Recht, Gehéier ze fannen, an d'Recht, verteidegt kënnen ze ginn, datt een net arbiträr agespaart gëtt – och alles dat si Mënscherechter, déi an där heiter Konventioun stinn.

An dofir ass et esou wichteg, datt mer déi Rechter dann och festschreiwen, datt mer eis haut de Courage huelen a soen: „Ma dat heiten ass e Recht, wat mer eise Kanner gënnen. E Recht vun eise Kanner, hire Kanner an all deene Generatiounen duerno, fir an enger Ëmwelt ze liewen, déi sécher, propper, gesond an nohalteg ass."

A wann een dat Recht wëllt aschreiwen, da muss een och bereet sinn, datt et doriwwer juristesch Decisiounen a Streidereie wäert ginn, well och e Folterverbuet, och e Recht op Meenungsfräiheet an och e Recht op Rechtsstaat, dat ass net vum Himmel gefall. Dat ass politesch erkämpft ginn. An esou musse mer eeben och d'Recht op eng gesond a sécher Ëmwelt fir eis Kanner a Kandskanner ëmmer erëm erkämpfen. An dofir stëmme mir dat heite mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. E Recht ass prinzipiell wéineg wäert, wann et net aklobar ass. Da si mer, wéi een a Südfrankräich seet, bei de „Paroles verbales" – et kléngt gutt, mee et ass strictement näischt derhannert.

Ech fannen dat, wat déi honorabel Madamm Beissel gesot huet ... Jo, si huet déi däitsch Verfassung

zitéiert a sot: „Eigentum verpflichtet“ – wat u sech scho relativ douce ass, mee ëmmerhin – am Grundgesetz. A mir gesinn dat hei aneschters. Also: „Eigentum verpflichtet nicht“, wann ech dat richteg verstinn. Mir gesinn dat esou, datt zu Lëtzebuerg deen, deen huet a vill huet – dorëms geet et jo –, esou mann Responsabilitéit géinteniwwer senge Matmënschen an der Communautéit soll hunn. Dat ass déi Logik, déi ech dorauser zéien.

Dat ass am 21. Joerhonnert, wann ee bedenkt, wéi grouss net just déi sozial Ënnerscheeder sinn, mee iwwerhaapt wéi séier sech eis Ëmwelt degradéiert um Bockel vun den nächste Generatioune vu méi jonke Leit, déi mat dëser Welt nach wäerte méi Zäit verbrénge wéi Verschiddener vun eis, y compris vläicht och vu mir, net ganz responsabel.

Wirtschaftlech …, well et geet jo ëm wirtschaftlech Bedenken. Et geet ëmmer ëm wirtschaftlech Bedenken. Soubal een iergendeppes ufänkt – jo, et geet ëm wirtschaftlech Bedenken. Mee ech weess net, ëm wiem seng wirtschaftlech Bedenken et geet: vun den normale Leit, déi schaffe ginn, déi net onbedéngt vill hunn, mee déi awer onbedéngt eng propper Ëmwelt brauche fir ze iwwerliewen – et ass eng Iwwerliewensfro, et ass eng existenziell Fro –, oder sinn et d'wirtschaftlech Bedenke vu Leit, déi riseg Entreprisen hunn, déi sech complètement foutéieren, wat mat der Ëmwelt geschitt, soulaang se hire Profitt maximéiere kënnen? Et geet jo ëm déi. An déi däerfe mer op kee Fall leséieren.

Dat sinn déi selwecht, déi Schwieregkeeten haten deemools mat der Schoulflicht oder mam Verbuet vun der Kanneraarbecht. Wësst Der, de Verbuet vun der Kanneraarbecht, jo, do konnt een och wirtschaftlech Bedenken hunn u sech, datt déi einfach esou ofgeschaaft gouf. Mee si ass ofgeschaaft ginn. An dat war och richteg esou. An dann hu grouss Patrone sech missen aneschters organiséieren, fir Profitter ze maachen.

Ech mengen, wa mer déi heite Motioun vun der Madamm Welfring, déi mir och mat ënnerschriwwen hunn, net unhuelen, da schécke mer erëm esou e katastrophaalt Signal un d'Jugend a mir soen hinnen: „Jo, jo, jo, jo, et ass richteg, d'Ëmwelt an dat alles do, dat fanne mer ganz an der Rei, mee kommt, mir sinn elo seriö: Mir hu keng Loscht, wierklech seriö ze handelen.“

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, den Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo, merci villmools, Här President. Ech fannen, datt déi zwee Vertrieder vun de Majoritéitsparteien der Chamber u sech eng ganz gutt Propos gemaach hunn. Et ass natierlech un der Chamber ze decidéieren, wéi se mat där Motioun ëmgeet.

Ech kann hei nëmme recommandéieren, datt mer eis effektiv d'Zäit huelen, fir a Rou … Et ass awer e bësse méi komplex, wéi elo just hei esou ganz plakativ ze soen: „Et gëtt déi, déi sinn ambitiéis, an déi hätte gären, datt mer dat solle maachen, an déi, déi net ambitiéis ginn, déi wëllen näischt maachen.“ Et ass och relativ plakativ, fir dann hei esou ëmmer dat Gefill entstoen ze loossen: „Majo et geschitt jo näischt!“

Et gëtt ganz villes gemaach, fir eeben och grad elo schonn haut net nëmme mat Wierder, mee mat Aktiounen derfir ze suergen, datt mer eng Ëmwelt kënnen hunn, déi protegéiert ass an déi awer och déi mënschlech Aktivitéiten iergendwéi nach do mat consideréiert, datt mer béides kënnen an Aklang bréngen.

Et ass net esou, wéi wann näischt gemaach géif ginn. Dogéint muss ech mech och verwieren, well dat ass, wat hei dann ënnerschwelleg eriwwerkënnt. Ech mengen, dat gëtt hei gemaach an et gëtt mat vill Ambitiounen dann och no vir gedriwwen. Mee kommt, mir kucken et a Rou, well et gëtt méi wéi eng Optioun, wat ee kéint maachen.

An et muss een awer och der Realitéit an d'A kucken, well d'Madamm Beissel huet ganz Recht: Am Conseil de l'Europe, bei de 46 Memberstaaten, gëtt et effektiv am Moment keng Majoritéit, fir op de Wee ze goen, et an de Protocole additionel als Form vu Mënschrecht anzeschreiwen. Da musse mer kucken: Jo, wat kënne mer nach maachen, fir eis Ziler awer ze erreechen an iergendeen Instrument ze fannen, wou dee Prinzipp, dee mer all deelen, a wou esou ee Recht trotzdeem ënnerkomme kann, ouni datt mer herno an eng Situatioun kommen, datt et e Mort-né ass vun Ufank un?

Ech mengen, och dat ass awer, wat wichteg ass: datt d'Politick ëmmer dat ass vum Machbaren, vum Méiglechen. A wa mer a Rou eng Kéier déi eenzel Optioune géifen duerchgoen an enger Kommissioun, da kéinte mer eis domadder auserneesetzen. An duerno ass et nach ëmmer um Auteur vun där Motioun, fir ze decidéieren, ob en awer wëll déi Motioun nach eng Kéier hei zréckbréngen tel quel oder ob e géif da vläicht en anere Wee sichen.

Mee dofir géif ech der Chamber recommandéieren, dee Wee ze goen, dee vun de Majoritéitsparteien hei virgezeechent ginn ass.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Minister. Da ginn ech nach eng Kéier dem Auteur vun dëser Motioun d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci. Jo, also et ass … Letztendlech muss eng Kéier eng Decisioun geholl ginn, ob d'Regierung gewëllt ass, sech heifir anzesetzen. D'Motioun ass och net wierklech komplizéiert. Se invitéiert, wéi gesot, d'Regierung derzou, Mesures diplomatiques a politiques ze huelen, fir aner Memberstaaten eeben och ze federéieren. Dat heescht, et ass schonn eng Unerkennung do, dass dat näischt ass, wat elo ganz, ganz einfach ass. Mee dass dat Beméiungen erfuerdert, dat ass scho ganz kloer.

Et gouf scho ganz vill driwwer geschwat, wéi gesot, scho Joren an och elo an der leschter Konferenz. Et ass dobäi kloer erauskomm, dass en aklobaart Recht dat ass, wat mer brauchen, wou mer hei gären e Schrëtt virukommen. Dat ass dat eent. Et war wierklech ganz, ganz kloer. Wéi gesot, och de Chamberspresident huet dat mat ënnerstrach.

Et gouf souguer och gesot: Souguer wann et als Mënscherecht unerkannt ass an do ginn Urteeler geholl, déi de Kläger Recht ginn, dass et duerno och emol net evident ass, fir de Suivi ze maachen dovunner. Dat ënnersträicht ëmsou méi, wéi wichteg et ass, dass et iwwerhaapt emol e Recht ass, wat een aklot. Dat heescht, dat elo a Fro ze stellen, dass dat vläicht net ideal wär an esou weider, dat fannen ech e bësse schued.

Ech sinn awer oppen, dass mer eis iwwer Optiounen ënnerhalen. Mee ech géing ganz gären evitéieren, dass mer elo onnëtz Zäit verléieren. Wann et méiglech wär, dat an enger Jointe ze maachen, wou dann och wierklech déi Optioune presentéiert ginn, déi et hei dozou ginn, fir dass mer och relativ séier kënnen do vläicht och deen Echange hunn, da sinn ech averstan, dass mer dat heiten an eng Kommissioun oder an eng Jointe huelen an dann eng Kéier driwwer diskutéieren.

Mee, wéi gesot, letztendlech muss ëmmer nach eng Kéier eng Decisioun geholl ginn, wéi ee sech heizou positionéiert, ob een et dat heite richteg fënnt a wichteg oder ob een et net richteg fënnt. Do komme mer net derlaanscht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Commission jointe ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder muss da schnellstméiglech, wéi d'Madamm Welfring gesot huet, eng Jointe sech domadder befaassen.

(La motion est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.)

10. Motion de M. David Wagner relative à la création d'un cadre légal spécifique pour les médias citoyens

(Motion déposée en séance publique n° 43 du 16 mars 2021 – à consulter au compte rendu n° 18/2020-2021 en page 617)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här David Wagner iwwert d'Schafe vun engem spezifesche legale Kader fir d'Biergermeedien. Här Wagner, als Auteur vun dëser Motioun hutt Dir d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Merci, Här President. Ech weess net, ob jiddereen d'Motioun virun Aen huet. Fir déi, déi se virun Aen hätten …

(Interruption par M. Sven Clement)

Si ass super. Ech fannen dat och, Här Clement.

(Hilarité)

A si ass al, well ech hu se deposéiert de 16. Mäerz 2021. Dat war nach am Cercel wärend der Covidzäit. Tëscht dem Moment, wou ech déi Motioun deposéiert hunn, an dem Moment, wou se endlech erëm hei am Plenarsall gelant ass, hunn ech eemol eng Rotatioun matgemaach, ech hunn e Bachelor an der Geschicht gemaach, …

(Hilarité)

… ech hunn e Walkampf mat organiséiert, ech sinn erëm zréck an d'Chamber gewielt ginn an ech hunn nach eng Hellewull aner Saache gemaach, ënner anerem méi gro ze ginn.

(Hilarité)

Definitiv, well ech hu mer dee Video erëm missen ukucken.

Dat heescht, ëmmerhin hu mer déi Motioun awer erëm kënne behandelen. An ech soen och dem President vun der Meediekommissioun, dem Félix Eischen, Merci, deen awer relativ séier …

Plusieurs voix | A!

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | … déi Motioun op d'Dagesuerdnung geholl huet, well si war relativ laang net op der Dagesuerdnung. Bon, mee net schlëmm. Si ass e bëssen al, mee ech mengen, si ass nach ëmmer aktuell.

Mir kënnen eis vläicht drun erënneren: Dee Moment, wou ech och déi Motioun deposéiert hunn,

gouf d'Pressegesetz jo reforméiert. Dat war och matzen an der Covidzäit. An Dir kënnt Iech vläicht och erënneren, datt Radio ARA zum Beispill wierklech ëm seng Existenz gebangt huet, well e relativ wéineg Suen huet an esou weider. Ëmsou méi war et katastrophal, well Radio ARA huet dee Moment eng fantastesch Aarbecht gemaach wärend der Covidzäit. Et war warscheinlech deen eenzege Medium, deen och op deene verschiddenste Sproochen erkläert huet, wat fir eng Mesüren d'Leit missten huelen et cetera, dat heescht och op Sproochen, déi e bësse méi minoritär sinn hei am Land. An dat war eng fantastesch Aarbecht.

Bon, an du war och déi Initiativ vu Gemeinschaftsmeedien, vu lokale Meedien et cetera, meeschtens Radioen, mee et huet sech meeschtens dorëms gedréint, fir ze soen: „Elo gëtt d'Pressegesetz reforméiert, mee mir si keng klassesch Meedien. Mir brauchen e Gesetz, e spezifescht Gesetz fir Gemeinschaftsmeedien." Dat gëtt et och a gewëssene Länner. Et gëtt et an Däitschland oder a gewëssene Bundeslänner. Et gëtt et an der Schwäiz, mengen ech, et cetera, et cetera, datt een dat à part gesäit.

Well si funktionéieren tatsächlech net wéi klassesch Meedien. Si entzéie sech der Maartlogik am Prinzipp. Bon, gewëssen normal Meedien och, mee an der Majoritéit net. Mee haaptsächlech reduzéiert sech hir Aarbecht jo net op journalistesch Aarbecht oder op Animatiounsaarbecht. Et ass haaptsächlech e Service un de Bierger, wéi ech virdru gesot hunn, als Beispill wärend der Covidzäit zum Beispill, d'Mesüren op Arabesch, op Suaheli ze erklären, et cetera, et cetera. Mee et ass och e Service un Associatiounen, well Associatiounen do och kënnen eng Tribün hunn an do hir Sendunge kënne maachen.

Et ass och eng Schoul. Vill Leit sinn duerno tatsächlech Journalist ginn, professionelle Journalist ginn, andeems se an deene Communitymeedien ugefaangen hunn a geléiert hunn, wéi een eng Sendung mécht, op allen Niveauen, och um techneschen Niveau.

Dofir, bei der Reform vum Meediegesetz si mer eis einfach net eens ginn, well d'Pressehëllef gëtt jo konditionéiert am Prinzipp – oder ass konditionéiert ginn an elo nach ëmmer – un der Unzuel. Et ass eng vun de Konditiounen. Mee eng vun de Konditioune war zum Beispill d'Unzuel vu Journaliste mat Journalistekaart et cetera. De Problem ass, datt Gemeinschaftsmeedie meeschtens, och wa se méi Leit hunn, net onbedéngt musse Journalisten hunn, well se net déi selwecht Aarbecht maachen. An dat war schonn e Problem.

Am aktuelle Gesetz sinn an der Tëschenzäit eng Partie Saache geännert ginn. Mir hu schonn an der Kommissioun driwwer diskutéiert. Radio ARA ass och gerett ginn. Mee et geet jo net just ëm Radio ARA. Mir sinn awer weiderhin der Meenung, trotz deene klenge Verbesserungen am aktuelle Pressegesetz, datt mer weiderhin e Gesetz brauchen, wat à part ass, wat déi Gemeinschaftsmeedie reegelt, wat och kloer definéiert, wat Gemeinschaftsmeedie sinn, wat se maachen, wat se solle vläicht och net maachen a wat d'Krittäre solle si fir hire Finanzement, fir datt se och kënnen eng Sécurité juridique hunn. Mir sinn ëmmer frou hei an der Chamber, wann et ëmmer eng Sécurité juridique ass fir anerer, mee ech mengen, si brauchen dat och, eng Sécherheet.

An et ass och um Gesetz, wéi dat och an der Motioun steet, net just eng Sécurité juridique ze ginn an eng Kloerheet, eng Transparenz ze schafen – et wäert net deier ginn, net méi deier wéi elo, wann ee se einfach konventionéiert –, awer och eng Promotioun ze maachen, derfir ze suergen, datt awer och nach aner esou Initiative kënnen entstoen, datt d'Leit, Biergerinnen a Bierger, net decouragéiert sinn, fir vläicht och weider Gemeinschaftsmeedien ze schafen, an datt se d'Spillreegele kennen a wëssen, wéi dat soll kënne funktionéieren.

An esou e Gesetz kéint ee jo och ausschaffen zesumme mat Leit aus dem Milieu, déi bestëmmt och vill Iddien hunn. Et kann een och Leit komme loossen, déi schonn eng grouss Erfarung hunn, eebe bei eis däitsch Noperen oder op aner Plaze kéint ee se siche goen.

Dofir wier ech awer frou, wa mer kéinten déi heite Motioun unhuelen. Et kéint ee scho bal soen: „Oder mir gi se weider an d'Kommissioun, fir se weider ze diskutéieren", mee et ass elo ze spéit. Mee op jidde Fall wier ech frou, wa mer awer déi Motioun kéinten unhuelen an dee Prozess géifen awer versichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, Médias citoyens ass eppes, wat ganz wichteg ass fir eis Gesellschaft. An et ass och ganz wichteg fir d'Meediebildung. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat een net soll aus den Ae verléieren, dass d'Meedien eng ganz grouss Bedeitung hunn.

Den David Wagner ass schonn agaangen op seng Motioun, déi op de 16. Mäerz 2021 zeréckgeet. Duerno ass e Gesetz komm. An et war och ofgemaach gi bei deem Gesetz, dass mer duerno géifen eng Kéier e Bilan zéien. An esou e Bilan ass eng Kéier gezu ginn. Do huet d'Ministesch och drop higewisen, dass een do Ännerunge géif maachen. An Dir wësst och alleguerten, dass en anert Gesetz komm ass. Dat ass d'Gesetz iwwert d'Aides de minimis, wou et och méiglech ass, verschidde Saache kënnen ze ënnerstëtzen, wat bis elo net de Fall ass.

Et däerf een awer och an deem Ganzen elo net vergiessen, dass och nach eppes aneres leeft, an dat ass den DAB+. Dat ass jo eppes, wou déi eng méi wëssen, déi aner manner wëssen, wéi dat fonctionéiert. Dat ass d'technologesch Entwécklung, déi bei de Radioen usteet, wou och Ausschreiwunge wäerte sinn, wou et och méiglech ass herno, dass Lokalradioe kënne mat dovu profitéieren.

An ech wëll do och nach dat ënnersträichen, wat den David Wagner gesot huet, dass et deemools bei engem Radio ëm d'Iwwerliewe gaangen ass, dass do eng Konventioun ofgemaach ginn ass, dass déi Konventioun och am Laf vun dësem Joer ofleeft, mee awer gläichzäiteg och d'Regierung ugekënnegt huet an dat och gesot huet an enger Meediekommissioun, dass do Bereetschaft ass, fir nach eng Kéier do och eng Verlängerung ze maachen.

Wat een och misst da berücksichtegen – an dat ass dat, wat mech och e bëssen an Ärer Motioun stéiert –, dat ass, dass een och eng Definitioun misst maachen dann: Wat si Médias citoyens? Sinn dat nëmme Lokalradioen? Ass dat méi oder manner? Och dat ass dee Volet, dee mer hei an der Motioun net zréckfannen.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass dee Projet de loi – wann en dann d'Zoustëmmung vun der Chamber wäert fannen – vun den Aides de minimis, dass do Hëllefen nach kënne gemaach ginn, fir d'Meedien erauszehuelen, an an deem zweete Volet, dass een och elo mol soll ofwaarden, wat am DAB+ geschitt.

An dofir si mir der Meenung, dass et net de Moment ass, fir d'Motioun unzehuelen. Ech proposéieren awer elo net, Här Wagner, se an d'Kommissioun ze huelen, mee ech wollt Iech just soen, dass d'CSV se net wäert matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Den Här Spautz huet schonn am Fong de Gros vun de Problemer vun der Motioun ugedeit. Ech mengen, mir sinn natierlech fir e Meediepluralismus, mee en zousätzlecht Gesetz géif an eisen Ae méi Verwirrung bréngen, wéi dass et géing Léisunge bréngen.

En huet och d'Konventioun ugeschwat, déi mat Radio ARA gemaach ginn ass. Déi gëtt d'nächst Joer erneiert. An do lafe jo och Projeten iwwert d'De-minimis. Also, mir sinn der Meenung, dass mer déi Motioun a sech net kënne matdroen. An ech schléisse mech do am Fong den Explikatioune vum Här Spautz un.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Arendt. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Et ass ganz gutt, och wann et laang gedauert huet, dass mer haut iwwert dës Motioun diskutéieren, well et eeben essentiel wichteg ass, dass mer Kloerheet kréien an och fir de Radio ARA an all déi aner Communitymeedien, fir ze wëssen, wat d'Regierung dann elo wëlles huet ze maachen.

Radio ARA hat et effektiv fäerdegbruecht, 2021 eng Konventioun ze kréien. Dat huet awer zimmlech laang gedauert an et huet och vill éffentlechen a politeschen Drock gebraucht, bis déi dann endlech stoung. Mee et war awer och keng nohalteg Léisung, keng laangfristeg, weeder fir Radio ARA, well d'Konventioun jo eeben Enn des Joers ofleeft, nach fir all déi aner Communitymeedien.

D'LSAP ënnerstëtzt all Moossnam zugonschte vu Meediepluralismus a Meediekompetenz. Grad elo an Zäite vu Fakenews, wou och lokal Meedien Orientéierung kënne ginn, ass dee Pluralismus en absolutte Must.

Mir wëllen awer keng Léisung au cas par cas fir all Medium eenzel, wou et och Hëllefen à la tête du client gëtt. Et gëtt jo ganz vill Lokalradioen. Et gëtt och eng Partie engagéiert Projeten, Schoulradioe mat Schüler, mat Studenten. Dat geet vum Süde mam Uelzechtkanal queesch duerch d'Land bis op Wolz mam Radio vum Lycée du Nord. E gesetzleche Kader, wéi hei an der Motioun vun déi Lénk gefuerdert, wier och fir si wierklech net vu Muttwëll.

Wéi gesot, mir si fir d'Ënnerstëtze vun esou Initiativen. An do gëtt et och schonn eng Dispositioun am Pressehëllefgesetz, de Regimm Éducation aux médias et à la citoyenneté. Hei geet et awer méi wäit elo, eebe just fir net nëmmen eng Aktivitéit ze ënnerstëtzen, mee eeben d'Communitymeedien als e Ganzt, déi zu engem groussen Deel jo och vum Benevolat liewen.

An et stéiert den Här Spautz, dass et elo keng Definitioun hei an der Motioun gëtt. Mee dat ass jo awer kee Problem. Eng Definitioun vu Biergermeedien, do brauch een d'Rad net nei ze erfannen. Déi fënnt ee

ganz bestëmmt an anere Länner. Do brauche mer eis just dorunner ze inspiréieren.

Dofir, an ech sinn och wierklech der Meenung, dass mer e gesetzleche Kader brauchen, dass mer – an dat huet den Här Wagner och scho gesot – kloer Krittäre sollen definéieren, déi dës Meedie mussen erfëllen, fir gehollef kënnen ze kréien, sief et finanziell, sief et op eng aner Manéier. An eeben net eng just punktuell Hëllef elo fir de Passage op deen ominéisen DAB+, mee fir datt déi Projete wierklech dauerhaft kënne bleiwen, sou wéi dat eeben och schonn an där Konventioun mam Radio ARA gemaach ginn ass. Dorunner kann ee sech och inspiréieren. Wéi gesot, mir fannen dat gutt an ënnerstëtzen d'Motioun vum Här Wagner.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och hei hunn ech elo gutt nogelauschtert, an deen, dee mech elo hei am meeschten iwwerzeegt huet, dat ass den Här Wagner. Effektiv, quitte dass et, wou ech dem Här Spautz Recht ginn, e bëssen un enger Definitioun feelt, wat genee domadder gemengt ass.

Et ass awer esou, dass mer gesinn, dass d'Krittären, fir d'Pressehëllef ze kréien, dach awer relativ streng sinn. A wa mer scho Pressehëllef ginn, da sollte mer och d'Méiglechkeet ginn, dass nei Acteuren oder soe mer emol Acteure vun de Bierger aus och déi Méiglechkeet kréien, sief dat elo Radio ARA ... Woubäi ech awer – Klammer op – mer d'Fro stellen, ob de Radio d'Zukunft ass. Bon, leider. Mee ech fäerten, dass dat net de Fall ass. Mee och soss gëtt et eng ganz Partie Acteuren, fir nëmmen elo zum Beispill „FuPa" ze nennen am Sportjournalismus, déi och net zougelooss gi fir d'Pressehëllef.

An ech mengen, dass dat awer wichteg wier, dass, wann ee scho vu Meedienpluralismus schwätzt ... Mir hunn a Lëtzebuerg vill Meedien. Ob mer wierklech och elo do e richtege Meenungspluralismus hunn, dat ass eppes aneres. Mee ech mengen, mir sollen op jidde Fall ënnerstëtzen, dass et vill verschidde Meedie gëtt, an dann eeben och déi méiglech Pressehëllef breet asetzen, fir esou vill wéi méiglech Pluralismus eeben ze garantéieren. An duerfir stëmme mer dat hei mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. An elo ass de Mikro fräi fir déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Leit, déi an der leschter Legislatur mat um deemolege Pressehëllefgesetz geschafft hunn an der Kommissioun, wëssen, wéi vill mer awer probéiert hunn, d'Theema vun de Communitymeedien dee Moment am Gesetz ze verankeren. Ech mengen, dass do en éischte grousse Schrëtt gemaach ginn ass, fir hei eng Finanzéierungshëllef op d'Been ze setzen.

De Radio ARA ass vill genannt ginn, mee ech mengen, dass een d'Communitymeedie méi grouss a méi breet muss faasse wéi de Radio ARA. Et gouf scho gesot, och Lokalsender, verschidde Schoulinitiativen. A grad wa mer iwwer Meediekonsum a Communitymeedie schwätzen, da mengen ech, wäert sech an deenen nächste fënnef bis zéng Joer enorm vill änneren, wat do vun engem Potenzial kann entstoen. E Potenzial, wou Mënsche sech zesummendinn, fir Meedien, fir Informatiounen, fir den Discours an der Gesellschaft ze förderen. An ech mengen, dat ass eppes, wat eis grad an dësen Zäiten alleguerte misst um Häerz leien.

Dowéinster kann ech nëmmen ënnerstëtzen, dass d'Communitymeedie sollen en eegene Gesetzeskader kréien. Ech mengen och, dass mer dat dee Moment esou diskutéiert hunn, dass mer als éischte Schrëtt effektiv an der Pressehëllef Krittäre verankert hunn, mee mir war et op jidde Fall dee Moment scho kloer, dass e Besoin wier, fir zousätzlech Definitiounen ze kreéieren. An dat, mengen ech, musse mer an engem eegene Gesetz maachen.

Mir kënnen eis do vun auslännesche Beispiller inspiréiere loossen. An et ass fir mech letztendlech, contrairement zu deem, wat den Här Arendt sot, keng zousätzlech Verwirrung, mee eng zousätzlech Kloerheet fir potenziell eligibel Projeten an Initiativen, an déi missten eis alleguerten um Häerz leien. Mir kënnen dat dowéinst nëmmen ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also iergendwéi, wann een op de Kalenner kuckt, kéint ee bal mengen, et wär en Abrëllsgeck, fir eng Motioun véier Joer duerno – bal op den Dag, also et si véier Joer an zwou Wochen hier, datt se deposéiert gouf – hei an der Chamber dann endlech zum Vott kommen ze loossen.

An dann hat ech e bëssen d'Gefill, verschidden Interventioune wären en Abrëllsgeck gewiescht, fir véier Joer méi spéit dann ze soen: „Nee, mir stëmmen et net, well mir hate keng Zäit vläicht, déi Definitiounen ze schreiwen." Also, véier Joer si vläicht e bëssen Zäit, fir dat ze maachen. Bref.

Ech hu selwer bei engem Communitymedium meng éischt Stëmm fonnt, deemools iwwert de Schülerradio, spéider dann do och meng Fra kenne geléiert.

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat läit mer also ganz no um Häerz, déi Communitymeedien.

(Interruptions)

Jo, dofir, also et ass ... U sech brauch ech et elo net méi. Mee deemools war et awer ganz flott.

De Meedienpluralismus läit mer dofir och um Häerz. An do gesäit ee jo awer, wéi wichteg déi Communitymeedie sinn. Lokales, Sektorielles, aner Sproochen, alles dat, wat d'Diversitéit vu Lëtzebuerg ausmécht, fënnt ee bei de Communitymeedien erëm. A wann ee gesinn huet, wéi an der Vergaangenheet d'Meedielandschaft sech éischter konsolidéiert, monopoliséiert huet – mir musse just d'Frequenzvergabe bei de Radiostatioune kucken, wou et u sech zu engem richtege Monopol koum, wou souguer deelweis Reegelen net ganz enk ausgeluecht goufen, fir nach Saache méiglech ze maachen –, majo, da gesäit een, wéi wichteg d'Communitymeedie sinn, déi trotzdeem duergehalen hunn.

An do ëmmer erëm mam DAB+ ze kommen a se ze vertréischten, dat ass och esou e Blat, wat ee sech e bëssen do virdrunhält, fir ze soen: „Jo, nee, mir maache jo awer e bëssen eppes." Et kéint ee vill, vill, vill méi maachen. Dofir war déi Motioun hei viru véier Joer an zwou Wochen esou wichteg, dofir ass déi Motioun haut nach esou wichteg, well och Communitymeedie sinn net nëmme Radio. Dofir ass et net nëmmen den DAB+. Et geet och iwwer online, et geet iwwer nei Meedien, ob dat elo Podcaste sinn, ob dat audiovisuell Formater sinn.

A genau dowéinst bräichte mer e Kader, wou mer dat alles kloer definéieren a wou mer dann och déi Aidë kéinte kloer strukturéieren an transparent maachen. An dofir wäerte mer déi Motioun hei och matstëmmen. Ech hätt se iwwregens och scho viru véier an engem hallwe Joer matgestëmmt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, déi zoustänneg Ministerin fir Meedien, d'Madamm Elisabeth Margue.

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President. An och merci dem Här Wagner fir déi Motioun. Wéi Der richteg gesot hutt, ass déi Motioun schonn e bësse méi al. An zënterhier ass och esou munches geschitt.

Ech si ganz d'accord, datt d'Médias citoyens och zum Meedienpluralismus bäidroen. Si sinn och haut u sech alleguerten ënnerstëtzt. Si si ganz divers a si hunn ënnerschiddlech Besoinen.

Ech mengen awer, datt een och e bësse muss den Ënnerscheed maachen tëscht de lokale Meedien an de Médias communautaires. Dat kann dat selwecht sinn, et muss awer net dat selwecht sinn. An ech mengen, dat hutt Der richteg erkannt. An deementspriechend hu se och heiansdo verschidde Besoinen.

Am Pressehëllefgesetz vun 2021 hu mer schonn eng Hëllef fir den Éditeur citoyen, dee just ee Journaliste professionnel an zwee Leit agestallt muss hunn. Dorënner falen am Moment „forum" an och neierdéngs „Konterbont". Dat heescht, do hu mer zwee Beneficiairen entre-temps.

Dann hu mer d'Konventioun mam Radio ARA, déi bis 2025 leeft, wou mer och amgaange sinn, mat hinnen ze kucken, fir do eng nei Konventioun op d'Been ze stellen.

An dann hu mer, wéi gesot, dee Projet de loi, deen an der Procedure ass, wou mer eis am Fong geholl eng nei Méiglechkeet ginn, déi Aides de minimis, wou am Fong Projeten, déi eng Valeur ajoutée fir de Meedienpluralismus hunn, solle kënnen ënnerstëtzt ginn. Do wäert eng Decisioun opgrond vum Avis vun der Commission d'aide à la presse kënne getraff ginn. An do kënne mer méi geziilt op déi verschidde Besoinen agoen an deementspriechend och do eng Aide ginn.

An deem Sënn ass am Moment all Média citoyen u sech couvréiert, dee mer an eiser Sphär hunn. A mir wëllen am Fong duerch déi Aides de minimis nach zousätzlech Initiativen ënnerstëtzen. An an deem Sënn mengen ech net, datt mer elo direkt e Kader brauchen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Margue. Den Auteur wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Jo, merci, Här President. Merci fir d'Interventiounen. Bon, verschidden Argumenter si jo och scho genannt ginn. Den Här Spautz freet no enger Definitioun. Ech mengen, am Meedieministère wësse se, wat Gemeinschaftsmeedie sinn. Ech mengen, ech vertrauen dem Ministère awer esou wäit, datt se dat wëssen.

Dat doten ass eng Motioun. Et ass jo och keng Proposition de loi gewiescht. Ech mengen, an engem Projet de loi misst dat souwisou definéiert ginn. An et gëtt vläicht och verschidden Aart a Weisen oder Nuancen, fir et kënnen ze definéieren an op Lëtzebuerg ze applizéieren. Dat heescht, doranner hat et näischt verluer gehat u sech. Mee mir sinn eis plus ou moins jo all ... Mir wësse jo, vu wat mer schwätzen all zesummen. Bon.

An et ass richteg, et ass net nëmmen ... D'Lokalmeedie mussen net onbedéngt Communitymeedie sinn, natierlech. Ech hunn d'Beispill vu Radio ARA geholl, well dat plakativ ass an esou weider, mee natierlech, et kann egal wat fir e Support sinn. Et ka Radio sinn. Et kann eppes aneres sinn. Dofir kann een dat jo och justement net op DAB+ reduzéieren, well justement e Gemeinschaftsmedium net onbedéngt e Radio ass.

Duerno, d'Argument awer, dat ech vun der Majoritéit, vun der DP net esou richteg verstinn, dat ass, datt en neit Gesetz géif Duerjernee bréngen. Well actuellement, da soe mer: „O, elo maache mer e Gesetz fir d'Minimis", wat net onbedéngt direkt eppes domadder ze dinn huet. „Elo si mer amgaangen, och ze kucke mat DAB+. An da kucke mer och nach, eng Konventioun mat deem engen ze maachen an eng Konventioun mat deem aneren ze maachen et cetera, et cetera." Also, actuellement hu mer en Duerjerneen. An duerch esou e Gesetz kéinten all déi Saachen – oder gewësse Saachen, zum Beispill d'Konventiounen – ewechfalen, well d'Konditioune kloer wiere fir jiddereen. An da kéinten och d'Beamten am Meedieministère sech op aner Saache konzentréieren, wéi reegelméisseg allkéiers Konventioune mat engem Medium ze verhandelen.

Wann de Medium Chance huet, sëtzt en engem Minister géinteniwwer, deen et gutt mengt. Wann e manner Chance huet, vläicht engem Minister, deen et manner gutt mengt. Dat ass jo och de Problem vun de Konventiounen. Ech mengen, elo huet e warscheinlech Chance, ëmmerhin. Mee ech mengen, et wier vill méi propper, wa mer e Gesetz hätten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmme géint 34 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

11. 8434 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Mir kommen elo zum Projet de loi 8434 iwwert d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Aktualiséierung vun de Mindestufuerderunge fir d'Formatioun vun de Krankefleeger, den Zänndokteren an den Apdikter. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

M. Gérard Schockmel (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 8434 geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Dës Direktiv soll d'Mindestufuerderungen an der Ausbildung vum Infirmier an der allgemenger Gesondheetsfleeg, vum Zänndokter a vum Apdikter upassen, fir engersäits de wëssenschaftlechen an technesche Fortschrëtter Rechnung ze droen an anerersäits d'Krittäre bei der Ausbildung an dëse Beräicher um europäeschen Niveau ze harmoniséieren.

Duerch dës Harmoniséierung kënnen Absolvente vun dëse Formatioune vun enger automatescher Unerkennung vun hirem Diplom an der ganzer Europäescher Unioun profitéieren, wat virun allem d'Mobilitéit vun de Fachleit weesentlech wäert vereinfachen an ënnerstëtzen.

D'Upassunge baséieren op enger ëmfangräicher Evaluatioun vun Daten, déi duerch dräi Studien op nationalem an europäeschem Niveau gesammelt goufen. Dës Studien hu sech op verschidden Aspekter konzentréiert, ënner anerem d'wëssenschaftlech an technesch Fortschrëtter an de genannte Beruffer, d'Programmer an d'Inhalter vun der Ausbildung souwéi d'Fäegkeeten an d'Kenntnisser, déi iwwert déi aktuell Mindestufuerderungen erausginn. D'Konklusioune vun dëser Evaluatioun hu gewisen, datt Adaptatioune vum Gesetz néideg sinn, fir den aktuelle Besoinen an de betraffene Beruffer besser nozekommen.

Den direkten Impakt hei zu Lëtzebuerg wäert allerdéngs geréng ausfalen, well zu Lëtzebuerg aktuell nëmmen d'Formatioun als Infirmier ugebuede gëtt an déi meescht vun den neien Elementer, déi an der genannter Direktiv virgesi sinn, schonn an de Léierpläng vun den Institutiounen, déi dës Formatiounen ubidden, enthale sinn. Domat wäert d'Unhuele vum Gesetzesprojet also keng grondsätzlech Ännerunge vun den aktuelle Programmer mat sech bréngen.

Ofschléissend sief nach gesot, datt d'Transpositioun vun dëser Direktiv bis de 4. Mäerz 2026 muss ofgeschloss sinn, fir dass Lëtzebuerg seng europäesch Engagementer respektéiert, fir an de betraffene Beruffer eng modern a kompetitiv Ausbildung ze garantéieren.

Zu dësem Gesetzesprojet gouf et fënnef Avisen. De Staatsrot huet keng Observatioune formuléiert, genausou wéi d'Chambre des Salariés an de Conseil supérieur de certaines professions de santé. De Collège médical an d'Chambre de Commerce begréissen dëse Schrëtt an ënnersträichen nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun enger Mise à jour vun de Mindestufuerderunge vun der Ausbildung fir déi genannte Beruffer, ganz speziell an engem Kontext, dee vun enger Penurie vu qualifizéiertem Personal an dësem Domän markéiert ass.

Iwwregens gouf dëse Projet deponéiert den 2. August 2024 an de 25. Mäerz huet d'Kommissioun den aktuelle Rapport ugeholl.

Fir all weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Rapporter Gérard Schockmel.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Ech mengen, den Här Schockmel war scho ganz komplett a senger Ausso, an ech wollt Merci soe fir Är Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Obertin.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8434. Den Text steet am Document parlementaire 8434[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8434 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen dann zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass bei kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm mat 60 Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Interpellation de Mme Liz Braz au sujet de l'éducation financière au Luxembourg

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour vun haut hu mir d'Interpellatioun vun der Madamm Liz Braz iwwert d'finanziell Bildung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Liz Braz als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Braz, et ass un Iech.

Exposé

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Villmools merci, Här President. Ech si ganz frou, dass mer haut heibanne kënnen iwwert déi sougenannte „Financial Literacy" schwätzen, och nach genannt déi finanziell Bildung. An ech wéilt och ganz gären do uewen um Balcon déi jonk Häre begréissen. Ech hat d'lescht Woch eng Chambersvisitt zesumme mam Här Emering vun zwou Klassen aus dem Michel Rodange an ech si ganz begeeschtert, dass se dat seriö gemengt hunn, wéi se soten, si géifen haut hir Fräizäit opferen, fir dat heiten nolauschteren ze kommen. Wëllkomm heibannen!

Ech géif eventuell ufänke mat enger Quizfro. Leider ass den Här Roth grad um Telefon. Et ass eng Fro aus der OECD-Studie.

(Exclamations et hilarité)

Et deet mer leed.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | E sëtzt awer scho laang hei.

Mee et ass eng Fro aus der OECD-Studie, mat där deemools den Niveau vun der Financial Literacy bestëmmt ginn ass. D'Fro war: „Fënnef Bridder kréien zesummen 1.000 Euro. Stellt Iech elo vir, déi kënnen déi Suen awer eréischt an engem Joer benotzen an an där Zäit läit d'Inflatioun bei 3 %. Wat kënne si sech an engem Joer dovunner kafen? Manner wéi haut, méi wéi haut oder dat selwecht?" D'Äntwert läit warscheinlech fir déi meescht heibannen op der Hand: Et ass manner wéi haut bei 3 % Inflatioun.

All fënnefte Befroten zu Lëtzebuerg konnt heidrop awer net déi richteg Äntwert ginn. An och eng Fro wéi: „Et ass normalerweis méiglech, de Risiko vun enger Investitioun op der Bourse ze reduzéieren, andeems ee seng Investitiounen op eng breet Pallett vun Aktie verdeelt", hu 4 vun 10 Leit falsch beäntwert.

Seng Steiererklärung richteg ausfëllen, d'Zënsen op engem Prêt verstoen, d'Méiglechkeete vun Investitiounen a vun hire Risike kënnen aschätzen, d'Welt vun de Kryptowärungen, d'Gefore vun Onlinearnaquen, den neie „buy now, pay later", de Ballonkreditt, dee vläicht Verschiddener vun Iech um Autosfestival gesinn hunn, mee och déi ganz aktuell Debatt ronderëm d'Savings and Investments Union – all dës sinn Theemen, déi eis alldeeglech ekonomesch Realitéit haut bestëmmen. Mee dat néidegt finanziellt Wëssen, fir sech sécher an informéiert duerch d'Konsumgesellschaft ze beweegen an nohalteg finanziell Entscheedunge kënnen ze treffen, dat hunn zu Lëtzebuerg net genuch Leit.

Am Joer 2023 ass eeben dës Studie publizéiert ginn, déi sech konkreet mat der Situatioun vum finanzielle Grondwëssen an den OECD-Länner ausernanergesat huet. D'Financial Literacy beschreift e Grondverständnis vu finanzielle Konzepter an numeeresch Fäegkeeten an engem finanzielle Kontext uwenden ze kënnen. Si besteet finalement aus dräi Haaptkomponenten: dat finanziellt Wëssen, dat ass d'Verständnis vu Begréffer wéi „Zënsen", „Inflatioun" oder och nach „Budgetisiérung"; dann déi zweet, dat finanziellt Behuelen, dat ass d'Aart a Weis, wéi ee mat Suen ëmgeet, Spuermuster entwéckelt a finanziell Entscheedungen hëlt; an drëttens déi finanziell Attitüden, also d'Grondastellung, déi mer hunn zum Theema Suen, Spueren an Investéieren.

Hei zu Lëtzebuerg, mat eiser bedeitender Finanzplaz, misst ee sech jo erwaarden, dass een hei éischter gutt Resultater kéint verbuchen. Kuckt ee sech awer d'Gesamtpopulatioun un, esou ass de Score u finanziellem Grondwëssen am Fong net esou schlecht bei Erwuessenen. Do läit en nämlech mat 68 vun 100 Punkten iwwert der OECD-Moyenne a souguer op der fënnefter Plaz. Virun eis leien nach Länner wéi Däitschland, Hongkong oder Irland.

Bei deene Jonke gesäit d'Situatioun leider awer net méi gradesou gutt aus. Lëtzebuerg läit an der Moyenne bei 18- bis 29-Järegen nëmmen op Plaz 14 an domat grad emol op der Moyenne vun der OECD.

Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot, well mir net méi kënnen ignoréieren, dass e reelle Besoin, mee awer och eng Demande besteet, fir déi finanziell Educatioun grad bei deene Jonken ze verbesseren.

Well mir eis haut mat der finanzieller Educatioun hei beschäftegen, ass et och interessant, sech donieft méi genau d'Scorë beim Verständnis unzekucke vu basisfinanzielle Konzepter wéi Inflatioun, Risk an Zënsen. Well och hei si grad d'Resultater vun deene Jonken zimmlech besuergniserreegend, well als Lëtzebuerg lande mir do just op Rang 24, wäit ënnert der Moyenne vun der OECD.

A bei alle Befroten huet sech och gewisen: Wat de Salaire méi héich ass, wat d'Äntwerte besser ausfalen.

Mir definéieren eise Succès hei am Land gären iwwer eis Finanzplaz. An dann, denken ech, wier et och wichteg, dass mir bei der finanzieller Educatioun eng Schëpp zouleeën. Fir eis ass et och ganz kloer: Grad bei deene Jonke besteet nach grousst Verbesserungspotenzial. An hei brauch et och elo endlech politesch Aktioun. Politesch Aktioun, déi déi lescht Joren e bësse gefeelt huet, well, wéi et aus eisen Entrevuen erausgaangen ass, de Bildungsminister an deene leschten zéng Joer net esou ganz gewëllt war, dëse Sujet seriö ze huelen.

Awer net nëmmen tëscht Jonk an Al leien d'Resultater deels wäit auserneen, mee och tëschent Fraen a Männer. Besonnesch beim finanzielle Wëssen, dat vermeintlech einfach Basiskonzepter wéi Inflatioun, Renditt an Zënsen offreet, leien d'Resultater tëschent deenen zwee Geschlechter ganzer 18 Punkten auserneen, an dësem Fall zugonschte vun de Männer.

An Europa, an dat hat ech och a menger Demande geschriwwen, gëtt neierdéngs erëm verstäerkt iwwer eng Kapitalmaartunioun geschwat, rezent ëmgedeeft an d'„Savings and Investments Union". De Letta- souwéi och den Draghi-Rapport soen eis och: Déi privat Investissementer musse klammen. Am Moment schlofe ronn 10 Billiounen Euro op den europäesche Spuerbicher. Den Draghi-Rapport, dee schwätzt vun 800 Milliounen Euro (veuillez lire: vun 800 Milliarden Euro), déi an Zukunft all Joer sollen investéiert ginn duerch eng Kombinatioun vun EU-Gelder, nationale Kontributiounen a privaten Investissementer. Och de Letta-Rapport ënnersträicht, wéi kruzial d'Mobiliséierung vu private Ressourcen ass an dass doweinst den europäesche Bannemaart och muss gestäerkt ginn. A sengem Rapport geet och hien doweinst op d'Financial Literacy an an ënnersträicht, dass dës onbedéngt hir Plaz an de Schoule muss hunn.

Mee déi finanziell Educatioun ass net nëmme wichteg fir eis europäesch Kompetitivitéit. Wa mer haut iwwer finanziell Educatioun zu Lëtzebuerg schwätzen, da schwätze mer net iwwer e Luxusproblem. Zu Lëtzebuerg sinn et besonnesch dräi fir d'Gesellschaft schiedegend Phenomeener, déi een als Konklusioun vun enger inexistenter finanzieller Bildung zéie kann: Et ass d'Iwwerverschëldung besonnesch bei deene Jonken, et sinn d'Ongläichheeten tëschent Männer a Fraen an et ass de Risiko vu frauduléisen an héich riskante Finanzscheemen. Déi zouhuelend sozial Ongerechtegkeeten, déi sech duerch e Mangel u Wësse leider weider verdéiwen, zéie sech hei och wéi e roude Fuedem derduerch.

Ech fänken u mat der Iwwerverschëldung. D'Iwwerverschëldung bei jonke Leit ass eng direkt Konsequenz vum Mangel u finanzieller Bildung. Ouni e Verständnis vu Finanzkonstrukter wéi Zënsen oder Kredittkonditioune geroden d'Leit séier an d'Gefor, finanziell Entscheedungen ze treffen, déi se laangfristeg wäerte belaaschten, mat engem Risiko, sech ze verschëlden, ier si iwwerhaapt e stabille finanziellen Ufank gemaach hunn.

Et ass passend, dass haut och de Minister Meisch hei sëtzt, mat sengen zwou schwéieren a wichtege Kapen. Ech mengen, mir kënnen domat direkt zwou Mécke mat engem Schlag thematiséieren. Dir kënnt Iech nämlech warscheinlech virstellen, op wat ech elo eraus wëll: De Logement bleift d'Haaptursaach vun der Iwwerverschëldung hei am Land.

De Quadratmeeterpräis zu Lëtzebuerg loung am véierten Trimester 2024 bei 8.370 Euro. Am Verglach läit e mediane Bruttosalaire zu Lëtzebuerg bei 4.840 Euro. Fir d'Rechnung eng Kéier ganz einfach ze maachen: Netto sinn dat an der Steierklass 1 4.000 Euro. Mat deem Salaire kritt ee bei der Bank ëm déi 400.000 geléint. Da bezilt ee ronn d'Hallschent dovunner iwwert déi nächst 30 oder 35 Joer un d'Bank zréck an da muss een iwwerhaapt emol kucken, wéi een um private Marché haut nach fir 400.000 Euro eng Wunneng fënnt. Bonne Chance dobäi!

A wien haut wëll kafen, ouni d'Familljennummlotterie gewonnen ze hunn oder déi richteg Geschäftsiddi ze hunn, dee stéisst leider séier u seng Limitten. Den éischte Wee, dee féiert net an d'Immobilienagence, mee bei d'Bank. A genau do fänkt och d'Reegelspill un, dat fir vill Leit wéineg Spillraum léisst. D'Banken entscheeden nämlech haut, wien e Prêt kritt, a si definéieren doduerch och, wien iwwerhaapt Zougang zum Immobiliebesëtz hei am Land kritt. Si bewäerte Profiller a Risiken, setzen d'Krittäre fest a schaffen dobäi no engem rentabilitéitsorientéierte Modell. A wann déi Rechnung zwar mol eng Kéier net sollt opgoen, da spréngt de Staat eeben an. Mee dovu schwätze mer jo elo net.

Dës Logik féiert derzou, dass net nëmmen d'Prêten, mee och d'Zougangschancen um Wunnengsmaart strukturell ongläich verdeelt sinn. Bewäert gëtt nämlech virun allem déi finanziell Sécherheet, dat heescht e stabillt Akommes, e bestoend Verméigen oder eng gewësse familiär Ënnerstëtzung. An dat kann een de Banken och net onbedéngt iwwelhuelen. Si operéieren an engem System, dee selwer op Rentabilitéit opgebaut ass. Mee genee dëse Geschäftsmodell, deen op engem héich spekulativen a kontinuéierlech méi deieren Immobiliemarché baséiert, verstäerkt weider déi sozial Ongerechtegkeeten – en zementéiert se souguer.

Kapital schaaft nëmme méi Méiglechkeet a féiert schlussendlech zu méi Kapital. A wien net vun Ufank un derbäi ass, dee wäert et och schwéier hunn, iwwerhaapt eng Kéier a Beweegung ze kommen.

Ma an déi aner? Fir si gëtt de Wonsch no engem eegenen Doheem zu enger enormer finanzieller Belaaschtung – a fir vill vun hinnen eng liewenslaang Verschëldung. Fir si ginn d'Prêten ëmmer méi laang: 30, 35 Joer, quasi e ganzt berufflecht Liewen. An dobäi däerf keen Improvu optauchen, keng gréisser Krankheet, keen Aarbechtsverloscht, keng Trennung, keng wirtschaftlech Kris, déi d'Zënse kéint an d'Luucht katapultéieren. Well wann ee mol wackelt, da kann et séier goen. An do läit och de Risiko fir béid Parteien: De Moment, wou d'Zënsen an d'Luucht ginn, wou wirtschaftlech Onrouen de Marché perturbéieren oder wou de Mënsch vun engem Schicksal getraff gëtt, kënnen dës Prêten zu engem massive Problem gi fir d'Stéit, mee awer och fir d'Banken.

An déi, déi hei am Land kee Prêt kréien? Ben, déi gesi sech gezwongen, Alternativen ze sichen. An dacks féiert dat iwwert d'Grenz bei auslännesch Banke mat méi héijen Zënsen a Risiken a komplexe Konditiounen, déi een oft net vun Ufank un iwwerbléckt. Fir vill ass et net eng Fro vum Choix, mee ganz einfach déi eenzeg Optioun, iergendwann iwwerhaapt mol un e Prêt ze kommen.

A wéi soll een iwwerhaapt fir eng Wunneng spueren, wann ee Mëtt des Mounts net méi weess, wéi een d'Rechnunge bezuele soll? Laut Statec komme 35 % vun den alengerzéiende Stéit an 30 % vun de Stéit mat op d'mannst zwee Kanner zum Schluss vum Mount kaum iwwert d'Ronnen a souguer all fënnefte Haushalt hei am Land kéint keng onerwaarten Depense vun 1.900 Euro stemmen.

An dës Realitéit verdéngt kee moralistesche Fanger vun eis, mee Verständnis a Léisungsusätz. Well wa mer et als Gesellschaft net fäerdegbréngen, d'Liewens- an d'Startbedéngungen esou ze gestalten, dass d'Leit net permanent um Rand vun der Aarmut liewen, da brauche mer eis och net ze wonneren, dass deen Däiwelskrees ni wäert gebrach ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | D'Fro ass also net: „Firwat huele si esou vill Prêten op?", mee d'Fro muss sinn: „Firwat musse si iwwerhaapt esou vill Prêten ophuelen?" Et läit ee falsch, wann een hei d'Schold aleng bei de Betraffene sicht. An och eng finanziell Educatioun wäert hir Situatioun net verbesseren. Hei mussen d'Hiewele wierklech um System betätegt ginn, deen héich Wunnengspräisser mat niddrege Mindestléin an engem gerénge Startkapital kombinéiert. Fir dass ee fir den Alter virsuergen a spuere kann, brauch een och fir d'éischt emol eppes, wat ee kann op d'Säit leeën. An dat ass leider net méiglech, wann ee vun der Hand an de Mond lieft.

De Problem vun der Iwwerverscholdung muss een aus engem zousätzleche Wénkel betruechten. An do kënnt awer och de Rôle vun de Banken an d'Spill. Aus eisen Entrevuen hu mer bal iwwer alleguer d'Acteuren ewech, mat deene mir geschwat hunn, déi selwecht Konklusioun héieren: Lëtzebuerg misst iwwer eng Kredittzentral nodenken. Dobäi geet et net nëmmen drëm, dass d'Banken ëmfangräich informéiert Decisioune kënnen huelen, mee virun allem kéint esou eng Zentral als Schutzmechanismus virun enger finanzieller Iwwerbelaaschtung déngen, déi am Moment vill ze dacks onbewosst geschitt.

Vill Mënschen hu keng visuell Iwwersiicht iwwer hir cumuléiert finanziell Engagementer, virun allem well dës iwwer verschidden Institutioune lafen an zousätzlech Plattformen a Kredittkaartesystemer. Eng national Kredittzentral, inspiréiert eventuell um europäesche Modell AnaCredit, wéi e fir kommerziell Prêten existéiert, oder um belsche Modell, der Centrale des crédits aux particuliers, déi der belscher Zentralbank ënnersteet, kéint dofir als transparente Kader déngen, deen net géint d'Leit schafft, mee fir si, net just op Basis vu Profitterwaardung, mee op Basis vun hirer reeller, individueller Situatioun.

An der Belsch gëtt dës Kredittzentral vun der Banque nationale de Belgique geréiert a registréiert all d'Prêten u Privatpersounen – vu klassesche Konsumentekreditter bis hin zu Hypothéiken. D'Zil ass et, Iwwerverschëldung esou ze vermeiden an d'Kreditt-geeber ze verflichten, sech ëmfangräich iwwert déi finanziell Engagementer vum Demandeur ze informéieren, ier si en neie Kreditt zouloossen. Dat Ganzt ass an der ëffentlecher Hand an et gëtt och kee Creditscoring hei ugewant.

D'Banke mussen dës Zentral consultéieren, an déi Betraffen hunn zu all Moment d'Recht op Informatioun an och op Korrektur. Esou e System kéint och zu Lëtzebuerg hëllefen, eng realistesch an transparent Finanzsituatioun vun de Mënschen ze erfaassen, fir d'Konditioune vun engem Prêt fair unzepassen an eng onbewosst Iwwerverschëldung ze verhënneren, déi haut nach vill ze dacks geschitt. Dëst soll awer op kee Fall den Accès op de Logementsmaart blockéieren, mee villméi dozou déngen, dass Warnmechanismen uginn, wann een eventuell wëlles huet, sech och nach en décken Auto derbäi ze kafen, oder e Kreditt fir an d'Vakanz wëllt huelen, wou haut vill Leit schlussendlech op laang Dauer zu Schued kommen.

Dofir deposéieren ech och haut eng éischt Motioun. Nodeems mir d'lescht Joer schonn eng Kéier iwwer eng Kredittzentral geschwat haten an d'Regierungsparteie sech deem och net verschloss haten, dierft dës Motioun jo haut net dem konstruktive politeschen Debat am Wee stoen.

Motion 1

D'Chamber

– stellt fest, dass de Phenomeen vun der Iwwerverschëldung zu Lëtzebuerg zouhëlt, dat virop bei deene méi Jonken an de Stéit mat méi moderatem Akommes;

– hëlt zur Kenntnis, dass de Verschëldungstaux par rapport zum disponibele Revenu zu Lëtzebuerg am véierten Trimester 2022 an der Moyenne bei 180 % vum disponibele Revenu louch, am Joer 1995 war dësen Taux nach bei 75 %;

– stellt fest, dass Lëtzebuerg domat am europäesche Verglach zesumme mat Dänemark un der Spëtzt läit, wat de Verschëldungstaux ugeet;

– hëlt zur Kenntnis, dass d'Immobilieprêten e groussen Deel vun der Scholdelaascht vun de Lëtzebuerger ausmaachen;

– mierkt un, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun ass, dat kee Kredittregëster fir privat Kreditter virweise kann;

– stellt fest, dass déi feelend Transparenz bei der Verschëldung vun de Leit zu Lëtzebuerg et méi schwéier mécht, Preventioun ze bedreiwen an d'Iwwerverschëldung vun de Leit ze bekämpfen;

– ass sech der dateschutzrechtlecher Komplexitéit vun esou engem Regëster bewosst, stellt awer och fest, dass et am Ausland Beispiller gëtt, déi esou e Regëster ënner enger ëffentlecher Gouvernance méiglech gemaach hunn,

invitéiert d'Regierung,

– d'Méiglechkeet vun engem nationale Kredittregëster ënner ëffentlecher Gouvernance, nom belsche Beispill, zu Lëtzebuerg ze analyséieren;

– d'Resultater vun dëser Analys der Chamber ze presentéieren.

(s.) Liz Braz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Dat an enger Zäit, wou Kredittinstituter och ëmmer méi kreativ ginn, wéi se hir Offer un de Mann an un d'Fra kréien. „Buy now, pay later", Crédit ballon, Leasing a Co – si klénge verlockend, si gesinn harmlos aus, mee si ginn net fir näischt „Treibsandmodeller" genannt. Hir Tücke si verstoppt an net direkt siichtbar. A wéi am Treibsand: Wat ee méi zappelt, wat ee méi déif erafält.

Vill Leit, a bei Wäitem net nëmme Jonker, huelen dës Finanzéierungsmodeller an Usproch, ouni genee ze verstoen, wat sech dohannert verstoppt, wann ee mol eng Kéier eng Mensualitéit net bezilt, wéi eng verstoppten Zousazkäschten op een duerkommen a wéi hir finanziell Fräiheeten duerch laangfristeg Verflichtungen ageschränkt ginn.

D'Viraussetzung vun all deem wär eng finanziell Grondbildung, déi de Leit virdru seet, wéi se sech net an esou finanzielle Fale verfänken. Si mussen onbedéngt am Viraus doriwwer opgeklärt sinn, wat et heescht, an der Iwwerverschëldung ze landen. Dat Wësse brauch et, iert een de „reduzéierten" Handy aus der Reklamm keeft, den neie „bëllegen" Auto oder eng „erofgesaten" Tëlee.

D'Resultater aus der leschter OECD-Studie hunn awer eeben och en 18-Punkten-Ënnerscheed beim finanzielle Verständnis tëscht Männer a Fraen identifizéiert. D'OECD-Studie huet domat net nëmmen e Wëssensgap opgedeckt, mee eng strukturell Schiflag, déi Frae méi aarm, méi ofhängeg a méi vulnerabel mécht.

Wou kommen déi Ënnerscheeder hier? E Bléck an de Finanzsecteur weist, dass vill Strukture laangzäiteg op eng männlech Zilgrupp ausgeriicht waren. Dat spigelt sech och an der Presentatioun vun hire Produiten, der Clientskommunikatioun oder an hire Personalstrukturen erëm. Nach ëmmer si vill wichteg Positiounen an de Banken, Versécherungen oder Berodungsfirmen haaptsächlech vu Männer besat. Ënnert dem Patronage vum Finanzministère gouf d'lescht Joer an deem Kontext mat der „Women in Finance Charter" e wichtege Schrëtt gemaach, fir méi Diversitéit am Secteur ze promouvéieren. Aktuell ginn nämlech knapps 23 % vun de Managerpositiounen am Finanzsecteur vu Frae besat.

Och an der sozialer Prägung gesäit ee verschidde Grënn. Sou huet eng Etüd vun der Cambridge University gewisen, dass Eltere méi dacks mat hire Bouwen iwwer Aktien a Finanze schwätze wéi mat hiren Duechteren. D'OECD stellt och fest: Frae leeë Suen am Duerchschnëtt méi konservativ un, wärend nëmmen eng vun dräi Frae vu sech selwer seet, dass si sech aleng zoutraut, Aktien ze kafen. Eng Etüd vun Eurostat huet gewisen: Et ass 30 % manner warscheinlech, dass Fraen investéieren, an dat, obwuel si an der Moyenne e Rendement erreechen, deen 2 % méi héich ass wéi bei Männer.

Sproochlech Stereotyppe spillen och eng Roll. A ville Bildungsprozesser gëtt indirekt e Bild vermëttelt, bei deem Wirtschaft a Finanze mat Männer am Kostüm verbonne gëtt. Dëst féiert derzou, dass jonk Frae sech am Beräich vun de Finanzen oft manner ugeschwat fillen oder sech net mat deem Bild identifizéieren.

D'Konsequenzen? Engersäits gesäit een et bei der Altersvirsuerg: Wéi Statistike weisen, hu Fraen am

Duerchschnëtt niddereg Spuermoossnamen a manner zousätzlech Revenuen, wat sech och herno am Alter wäert negativ nidderschloen. Déi Etüd, déi ech grad zitéiert hunn, déi seet nämlech och, dass an Europa Fraen an der Moyenne generell méi kleng Pensioune kréie wéi Männer, an dat sinn am Joer eppes méi wéi 7.000 Euro.

Anererséits gesäit een, dass Frae sech och generell manner oft an d'Entrepreneuriat lancéieren, ënner anerem well hinne vu jonkem Alter un net dat selwecht Selbstvertrauen zougeschwat ginn ass a si dowéinst och net ëmmer déi selwecht finanziell Kompetenze mat op de Wee kritt hunn.

An net zulescht spillt natierlech och d'Rolleverdeelung am privaten Ëmfeld eng Roll. Et ass nach ëmmer eng wäit verbreete Realitéit, dass déi finanziell Gestioun am Stot éischter d'Aufgab vum Mann ass. Esou Traditioune kënnen, besonnesch am Fall vun enger Trennung, zur finanzieller Ofhängegkeet féieren, mat alle Konsequenzen, déi dat herno fir d'Koppel huet, a meeschtens och méi negativ fir d'Fraen.

Wat kann een dorunner änneren? D'Sprooch: D'Beispiller an d'Kommunikatioun am Finanzsecteur kënne méi inklusiv sinn an esou, dass sech och all Mënsch erëmfënnt, onofhängeg vu sengem Geschlecht oder sengem sozioedukativen Hannergrond. D'Schoul kann dobäi eng wichteg Roll spillen, andeems si fréi mat Finanzbildung ufänkt, déi op all Kand ausgeriicht ass.

De Secteur selwer ka méi Diversitéit förderen, net nëmmen a Form vu Rekrutement, mee och a punkto Produktgestaltung a Berodung.

Mee d'Finanzwelt stellt net nëmmen d'Fro, wien Zougang huet, si stellt och d'Fro, wie geschützt ass. An do komme mer zu enger weiderer, net manner wichteger Erausfuerderung, nämlech dem zouhuelende Phenomeen vun der finanzieller Fraude an de risikoräiche Produiten.

Well och beim finanzielle Bedruch ginn d'Täter ëmmer méi kreativ: en Deepfake vum Premier Luc Frieden – gefälscht –, deen oprifft zum Invest an d'Krypto; online Accounttakeover, well engem säi Passwuert iergendwou gehackt ginn ass; déi zu Lëtzebuerg net ganz onbekannte Fraude au président; Kreditkaarteskimming – et gëtt der eng sëllegen.

D'Digitaliséierung huet derzou bäigedroen, dass ëmmer méi Leit mat finanziellen Transaktiounen online ze dinn hunn, wat d'Méiglechkeet fir Bedruch natierlech och massiv erhéicht. Gläichzäiteg huet se och d'Dier opgemaach fir nei Finanzproduiten, déi selte bis ni esou sécher a lukrativ sinn, wéi se vermaart ginn.

Besonnesch riskant sinn hei Kryptoscams an aner Versprieche vum séiere Räichtum, wou vermeintlech nei Technologien an Investmodeller eis ugedréit ginn, dacks mat héije Renditten a garantéiertem Success, an enger gutt verkleeter digitaler Verpackung. Heibäi geroden d'Leit net just a Bedruchsfalen, mee investéiere gläichzäiteg a Produkter, déi se net verstinn, mat engem héije Risiko vu grousse Verloschter.

Dës Doppeldynamik verstäerkt nach eemol, dass déi finanziell Bildung an d'Sensibiliséierung als zentraalt Instrument musse genotzt ginn. Fir d'Gesellschaft also besser viru Bedruch ze schützen, musse mer net nëmmen déi kriminell Energië bekämpfen, mee och d'Verbraucher mat de richtegen Instinkter a Kompetenzen ekipéieren. An dofir ënnerstëtze mir och weider all d'Sensibiliséierungscampagnen, déi dorobber setzen, d'Leit opmierksam ze maachen op d'Risiken, d'Unzeechen an d'Fro, wéini d'Alarmklacke sollen ugoen.

Mee wann ee vu finanziellem Bedruch schwätzt, da schwätzt een och vum Konsumenteschutz. Et geet dobäi drëms, dass Finanzinstitutiounen, virun allem Banken an Assurancen, eng Partie gesetzlech Obligatiounen hunn, fir hir Clienten transparent an ëmfangräich iwwer Finanzproduiten ze informéieren.

An op dësen Obligatioune musse mer och weider insistéieren. D'Finanzkris 2008 huet eis op eng douloréis Manéier gewisen, wat geschitt, wann eng Finanzplaz net genuch iwwerwaacht gëtt. An dofir soe mir och Jo zur administrativer Simplifikatioun do, wou et derzou déngt, d'Prozesser méi effizient ze gestalten, mee kloer Nee zu Deregulatioun, wa se um Réck vum Konsumenteschutz oder och vun nohaltege Standarde soll geschéien. Regulatioun ass net de Géigendeel vu wirtschaftlecher Dynamik. Si ass hir Viraussetzung, fir Abusen ze begrenzen.

Fir eis ass kloer: Et ass ganz sécher richteg a wichteg, sech scho fréi Gedanken doriwwer ze maachen, wat ee mat senge Sue wëlles huet. A jo, mir sinn och der Meenung, dass een net onbedéngt eng enorm Pai muss hunn, fir all Mount e bëssen eppes kënnen op d'Säit ze leeën. „Kleinvieh macht auch Mist", an ech mengen, mir sollen dat ganz sécher förderen.

Et ass wichteg, an dat ass och e bëssen de Grondmessage, deen ech iwwert déi Interpellatioun hei wëll ginn, dass ee fréi ufänkt, sech mat Suen auserneenzesetzen, fir ze verstoen, wat fir Konsequenzen déi ënnerschiddlech finanziell Decisiounen, déi een deels scho fréi am Liewe muss huelen, herno wäerte mat sech bréngen. Mee et geet ëm méi wéi just Wëssen. Et geet ëm Gerechtegkeet, Emanzipatioun an d'Fäegkeet, seng Zukunft selwer kënnen ze gestalten. Mir schwätzen hei net iwwer en Nice-to-have, mee iwwer eng Grondkompetenz, déi an enger moderner, komplexer an ëmmer méi digitaler Welt onëmgänglech ginn ass. Eng Kompetenz, déi schützt, déi hëlleft, déi Perspektiven opmécht – fir jiddereen.

A genee hei kënnt och déi finanziell Bildung erëm an d'Spill. Wa mer wëllen, dass all Bierger, onofhängeg vu sengem Hannergrond, d'Méiglechkeet kritt, informéiert a responsabel finanziell Decisiounen ze huelen, dann ass et d'Roll vum Staat, d'Wëssen an d'Verständnis dozou och breet zougänglech ze maachen.

An do ass d'Politick elo gefrot. Déi éischt a leschte Kéier, wou Lëtzebuerg eng national Strategie zur finanzieller Educatioun ausgeschafft huet, dat war am Joer 2015, op Initiativ deemools vun der CSSF. Si gouf och deemools vun der Regierung ënnert dem deemolege Finanzminister Pierre Gramegna ugeholl, an d'CSSF gouf och mat der Koordinatioun vun de festgeluechten Ziler mandatéiert.

13. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Liz Braz

Exposé

Mee d'CSSF huet strukturell Aschränkungen. An hirer Loi organique steet aktuell keng Mission éducative dran, am Géigesaz zum Beispill zu der belscher FSMA (ndlr: Financial Services and Markets Authority), déi esou eng gesetzlech Missioun huet an domadder och finanziell flexibel Ressourcen asetze kann, fir déi edukativ Ziler konsequent ëmzesetzen.

Dat ass eng strukturell Schwaachstell, déi ech haut och mat dem Depot vun dëser Proposition de loi wëll behiewen, fir d'Missioune vun der CSSF offiziell op déi finanziell Bildung auszebauen.

8522 – Proposition de loi visant à renforcer l'éducation financière au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

14. Interpellation de Mme Liz Braz au sujet de l'éducation financière au Luxembourg (suite)

Exposé (suite)

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Parallell dozou deponéieren ech eng Motioun, an där mir d'Regierung opfuerderen, eng aktualiséiert national Strategie virzeleeën. Ech hunn eng enk Timeline an dëser Motioun virgesinn. Déi kann een diskutéieren, mee aus eisen Entrevuen ass eis bewosst ginn, dass d'Weiche scho gestallt gi si vun Acteuren aus dem Secteur. An ech mengen, dass een an deenen nächste Méint nach op dësem Sujet kann handelen.

Motion 2

D'Chamber

– stellt fest, dass déi lescht national Strategie fir finanziell Educatioun 2015 ausgeschafft ginn ass an haut net méi aktuell ass;

– stellt fest, dass eng effikass Strategie fir finanziell Educatioun an enger koordinéierter Approche tëschent dem Educatiouns- a Finanzministère an der CSSF muss ëmgesat ginn;

– stellt fest, dass sozioekonomesch bevirdeelegt Stéit eng besser finanziell Educatioun hunn;

– hëlt zur Kenntnis, dass d'Digitaliséierung vum Finanzsecteur, d'Entwécklungen op de Kryptomarchéen an den Zougang zu Investissementsproduiten duerch digital Plattformen d'Finanzmäert verännert hunn;

– stellt fest, dass dës Evolutiounen e bessert Verständnis fir ekonomesch a finanziell Entwécklungen an domat eng verstäerkt finanziell Educatioun fir all Altersgrupp a sozial Schicht erfuerderen;

– hëlt zur Kenntnis, dass d'Resultater aus der Etüd „International Survey of Adult Financial Literacy", déi vum OECD International Network on Financial Education (OECD/INFE) duerchgefouert gout, weisen, dass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer e bedeitend Verbesserungspotenzial bei der finanzieller Educatioun vun den Awunner zu Lëtzebuerg gëtt;

– mierkt un, dass d'Etüd „International Survey of Adult Financial Literacy" opweist, dass et och genderspezifesch Differenze bei der finanzieller Educatioun gëtt;

– rappeléiert, dass eis Nopeschlänner schonn national Strategien zur finanzieller Educatioun en place gesat hunn, fir dat finanziellt Verständnis vun hiren Awunner ze verbesseren,

invitéiert d'Regierung,

– bis de Summer 2025 eng national Strategie zur finanzieller Educatioun virzeleeën, begleet vun engem konkreete Plang fir hir Ëmsetzung;

– déi noutwendeg Ressourcen ze mobiliséieren, fir eng effizient Koordinatioun tëschent dem mandatéierten Organ an de concernéierte Ministèren ze garantéieren;

– e reegelméissege Suivi vun dëser Strategie ze assuréieren, dëst am Aklang mat den internationale „best practices" an de Recommandatioune vun internationalen Organisatiounen ewéi der OECD.

(s.) Liz Braz.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Nach eng Kéier merci, Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Da kënnt just nach eng. Haut hu mer de Jeton verdéngt.

A wa mer wëllen, dass esou eng Strategie net nëmmen um Pabeier existéiert, mee mat engem Suivi a mat der Zesummenaarbecht tëscht souwuel de ministeriellen an och de sektoriellen Acteuren, da musse mer eng effikass Léisung fannen, fir dës Strategie ëmzesetzen. Ech hu gesinn, dass den Educatiounsministère och scho virun engem décke Mount eng Plaz op GovJobs ausgeschriwwen huet fir e Coordinateur an der Éducation financière. Dofir sinn ech wierklech gespaant ze héieren, wéi d'Aarbechten an dësem Dossier iwwert déi lescht Méint virukomm sinn.

An där neier Strategie muss d'Roll vun der Schoul zentral integréiert ginn. Et soll net en dréchene Cours magistral ginn, mee eng ëmfangräich, fächeriwwergräifend Approche, wou déi finanziell Grondbildung hir fest Plaz am Schoulprogramm erëmfënnt.

Wat heescht dat konkreet? Et gëtt elo schonn Initiativen aus dem Secteur, déi mir kënnen ausbauen an an de Schoulen institutionaliséieren: de Besuch an de Schoule vun enger Zentralbank oder vun enger CSSF, déi mat flotten interaktive Spiller de Kanner am jonken Alter scho wichteg Notioune bäibréngen, d'Woch vun de Suen oder déi verschidde Simulatiounsconcoursen, déi schonn ugebuede ginn, fir éischt Erfarungen ze sammelen.

De Comité pour la protection du consommateur financier huet och scho bei senger éischter Strategie vun 2015 kloer Modüller definéiert fir jonk Schüler tëscht 15 a 16 Joer. Déi kéinte systematesch, fächeriwwergräifend an den Enseignement secondaire agebaut ginn.

Zousätzlech kéint ech mer awer och eppes virstelle wéi de Wikifin Lab zu Bréissel, nieft dem Sëtz vun der FSMA. De Wikifin Lab, dat ass en interaktiven an digitalen Zentrum fir finanziell Bildung, ausgeschafft zesumme mat Enseignanten, pedagogesche Spezialisten an Universitéitsfuerscher, wou Schüler aus dem Secondaire op spilleresch an interaktiv Aart a Weis fundamental finanziell Mechanisme léieren. Dës Maison éducative huet enorme Succès bei de Schoulklassen an ass och permanent op méi wéi ee Joer ausgebucht. Ech géif Iech op alle Fall invitéieren, de Video vum Wikifin Lab op wikifin.be ze kucken, well dee gëtt wierklech Loscht op Weiderbildung.

A mir kéinten eis esou en Zentrum och ganz gutt zu Lëtzebuerg virstellen. Dofir deponéieren ech eng lescht Motioun, wou ech d'Regierung invitéieren, d'Faisabilitéit vun esou engem Zentrum zu Lëtzebuerg ze analyséieren.

Motion 3

D'Chamber

– stellt fest, dass d'Finanzwelt ëmmer méi komplex gëtt an dëst et ëmmer méi schwiereg mécht, fundéiert an opgeklärte finanziell Decisioune kënnen ze treffen;

– erkennt d'Noutwendegkeet vun enger verbesserter finanzieller Educatioun zu Lëtzebuerg un;

– mierkt un, dass Lëtzebuerg als Finanzplaz och eng Responsabilitéit huet, fir eng transparent, inklusiv an nohalteg finanziell Kultur ze promouvéieren;

– stellt fest, dass et scho gutt a wichteg Initiative vu verschiddenen Acteuren aus dem Finanzsecteur zu Lëtzebuerg gëtt;

– mierkt un, dass et zu Lëtzebuerg keng pedagogesch Infrastruktur gëtt, déi sech ëm d'Vermëttlung vun neutralem finanzielle Wësse këmmert;

– hëlt zur Kenntnis, dass an der Belsch déi national Finanzopsiicht FSMA esou e pedagogescht Haus („Wikifin Lab") kreéiert huet, dat fir déi finanziell Wëssensvermëttlung op eng innovativ an interaktiv Manéier bei alleguer de Generatioune virunzedreiwen;

– stellt fest, dass esou eng Maison éducative et géing méiglech maachen, alleguer déi pedagogesch Ressourcen ze zentraliséieren an eng besser Zesummenaarbecht tëschent den éffentlechen a privaten Acteuren ze förderen,

invitéiert d'Regierung,

– d'Ëmsetze vun esou enger Maison de l'éducation financière, inspiréiert um belsche Modell, ze analyséieren.

(s.) Liz Braz.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | D'OECD bitt zousätzlech zënter 2012 un, d'finanziell Kompetenzen och am PISA-Test ze testen. Lëtzebuerg huet bis ewell net dorobber zréckgegraff. Ech mengen, dass dat e verpasste Moment ass, well et wichteg wär, dës Donnéeën ze erfaassen, besonnesch wa mer de Sujet an Zukunft och wëlle verstäerkt an d'Schoule bréngen.

All déi heite Punkte féieren awer op den Haaptophänker eraus: den europäesche Paradigmewiessel, dee mat enger Savings and Investments Union wäert op eis duerkommen. Dat geet wäit iwwer individuell Altersvirsuerg eraus. Hei geet et ëm d'Fro, wéi mir als Europa Kapital mobiliséieren, wéi mir eis industriell a gréng Transitioun finanzéieren a wéi mer géint extern Ofhängegkeete kënne virgoen.

D'Rapporte vum Mario Draghi a vum Enrico Letta maachen däitlech: Europa muss massiv investéieren, an dat mat Suen, déi haut nach dacks entweeder um Spuerkont festgesat sinn oder ausserhalb vun Europa investéiert ginn.

Déi Savings and Investments Union ass also e geostrateegescht Instrument, mee si kann nëmmen da fonctionéieren, wann d'Leit och wëssen, wéi se investéieren, wat d'Risike sinn a wéi se eng equilibréiert Approche tëschent Spueren an Investéiere kënne fannen. An dofir muss déi finanziell Bildung als europäescht Zukunftstheema ugesi ginn.

Finanziell Bildung ass net just technescht Wëssen, et ass e Muechtinstrument. An et ass déck Zäit, dass dëst Instrument méi inklusiv gëtt an net méi exklusiv an der Hand vun e puer läit. Mir mussen dat finanziellt Wëssen aus senger Elittestellung eraushuelen a flächendeckend zougänglech maachen, well d'Capacitéit, fir Decisiounen ze huelen, déi d'Liewe vu muer gestalten, dat ass eng Capacitéit, déi kee Privileeg däerf sinn.

D'Zukunft vun der Finanzwelt, déi fänkt net un der Bourse un, mee se fänkt an der Schoul un. Well wann all Mënsch versteet, wéi Sue fonctionéieren, da fonctionéiere Suen och méi gerecht. An dofir encouragéieren ech Iech, léif Regierung, en neit Kapitel an der finanzieller Bildung opzeschloen, well eng Gesellschaft, déi versteet, wéi Sue fonctionéieren, ass eng Gesellschaft, déi hir Zukunft net nëmme bezuelen, mee och méi gerecht gestalte kann.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Braz.

An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adem (CSV) | Merci, Här President. Wéi een Abonnement soll ech fir mäin éischten Handy ofschléissen? Soll ech léiwer en Auto kafen oder leasen? Wéi finanzéieren ech eng Wunneng? Wat kascht e Prêt mech ganz genee? Wéi ginn Zënse gerechent? Wat ass en Dépôt à terme? Soll ech besser Aktie kafen oder Obligatiounen? A wéi suergen ech fir meng Pensioun vir?

Ëmmer erëm musse mir finanziell Entscheedungen treffen, déi e groussen Afloss op eist Liewen hunn. A vill Leit wëssen oft net, wéi si dës Entscheedung sollen huelen, well se dacks net dat néidegt Basiswëssen hunn iwwer finanziell Zesummenhäng a Produiten.

D'finanziell Bildung ass dofir an eisen Aen e weesentlechen Deel vun der Allgemengbildung vun de Leit. Eiser Meenung no ass et wichteg, am Kontext vun der Finanzerzéiung net exklusiv just iwwert déi Jonk ze schwätzen, well finanziell Bildung geet eis alleguerten eppes un.

Dofir ass et gutt, dass mir an der Chamber eis zu dësem Theema austauschen, an ech soen der Madamm Braz och Merci, dass si dëse Punkt op den Ordre du jour vun der Chamber gesat huet.

Här President, jo, d'Éducation financière gëtt leider an eiser haiteger Konsumgesellschaft net genuch thematiséiert. Dofir hat ech am Kader vu mengem Budgetsrapport fir d'Joer 2024 dervu profitéiert, fir dëse Sujet e bëssen ze verdéiwen. Ech sinn deemools zur Konklusioun komm, dass et bei der Éducation financière noutwendeg wier, op verschiddenen Niveauen ze handelen, besonnesch wann een d'Resultater vun der OECD-Studie aus dem Dezember 2023 iwwert de finanzielle Bildungsstand vun Erwuessener kuckt, wou Lëtzebuerg fir d'éischt Kéier deelgeholl huet.

Den Duerchschnëttsscore vu Lëtzebuerg läit bei 68 op enger Skala vun 100. Domadder leie mir knapp ënnert der Schwell vu 70 Punkten, déi néideg sinn, fir als finanziell selbstänneg ze gëllen. Nëmme 4 vun den 39 Länner, déi un der Etüd deelgeholl hunn, erreechen dëse Score. Lëtzebuerg kënnt op déi fënneft Plaz mat engem Score vun, wéi gesot, 68 Punkten. Nëmmen 53 % vun de Befroten hei am Land hunn de Mindestscore erreecht, fir als finanziell gebilt ugesi kënnen ze ginn.

Awer den Niveau vum Wëssen an der Altersgrupp 18 bis 29 Joer ass besonnesch alarméierend. Déi jonk Erwuesse leien ënnert dem Duerchschnëtt vun hire gläichaltrege Kolleegen an aneren OECD-Länner. D'CSSF an d'ABBL, déi um Ausschaffe vun dëser Etüd bedeelegt waren, hunn deemools recommandéiert, déi pedagogesch Initiativen op deem Gebitt ze verstäerken an d'finanziell Bildung scho fréi an de Léierplang ze integréieren.

Mir deelen dës Recommandatiounen a begréissen ausserdeem den Engagement vun der Regierung, déi an hirem Koalitiounsaccord kloer festgehalen huet, d'finanziell Bildung ze stäerken.

Ech wëll an dësem Kontext awer och betounen, dass mir aktuell an der Éducation financière net am Niemandsland ënnerwee sinn an dass mir net de Sujet elo eréischt entdecken. Aus verschiddene parlamentaresche Froe geet ervir, dass schonn esou munches an der Vergaangenheet initiéiert gouf, souwuel an der Schoul wéi och vun der CSSF, déi an deem Beräich schonns vill wäertvoll Pionéieraarbecht geleescht huet.

Esou ass am Finanzministère schonn am Joer 2017 déi national Strategie iwwer Wëssensvermëttlung am Finanzberäich ausgeschafft ginn an d'CSSF huet d'Missioun kritt, fir d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze promouvéieren an d'Aktivitéiten am Beräich vun der Éducation financière ze koordinéieren.

Une voix | Très bien! Dat war e gudde Minister!

Mme Diane Adehm (CSV) | Um Informatiounsportal Lëtzfin fënnt een déi verschidden Initiativen, déi am Kader vun der nationaler Strategie realiséiert ginn,

zréck. An dëse Portal leeft ënnert der Opsiicht vun der CSSF. Hei gëtt et Finanzinformatiounen, Simulatoren a vill aner Outilen, déi maachen, dass déi Jonk an d'Leit am Allgemengen d'Finanzwelt besser verstoe kënnen.

Déi national Strategie sollt am Mäerz 2023 aktualiséiert ginn, mat der Zilsetzung, d'Finanzerzéiung weiderzeentwéckelen. Dobäi sollt och op digital Finanzprodukter a modern Bezuelsystemer agaange ginn. Den Här Minister kann eis vläicht duerno e puer Detailer ginn, wéi déi Strategie aktuell ausgesäit a wat konkreet Neies an der Schoul respektiv an de Schoulprogrammer a punkto Finanzerzéiung virgesinn ass, well souwuel am Enseignement fondamental wéi och am Secondaire gëtt d'Finanzerzéiung jo scho berücksichtegt.

Mir hunn och an deem Kader eng Motioun, fir de Minister opzefuerderen, déi Strategie fir d'Finanzerzéiung ze aktualiséieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– considérant les résultats de l'enquête de l'OCDE/INFE publiée en décembre 2023 sur la culture financière des adultes ;

– considérant que seuls 53 % des résidents ont atteint le score minimum requis pour être considérés comme financièrement éduqués ;

– considérant le niveau particulièrement préoccupant des connaissances financières des jeunes adultes de 18 à 29 ans ;

– considérant que l'environnement financier est devenu de plus en plus digitalisé et complexe ;

– estimant que l'éducation financière constitue un levier essentiel pour renforcer la capacité des citoyens à prendre des décisions financières et économiques de façon responsable et autonome ;

– constatant que l'éducation financière englobe de nombreux aspects, allant de la gestion quotidienne de l'argent au fonctionnement du système bancaire, en passant par l'épargne et l'investissement ;

– constatant que l'éducation financière favorise également une meilleure compréhension des mécanismes économiques ;

– considérant les enjeux fondamentaux liés à l'autonomie financière, à la prévention de l'endettement ainsi qu'à la planification à long terme, en particulier en matière d'épargne et de retraite ;

– rappelant la stratégie nationale en matière d'éducation financière élaborée en 2015 et mise en œuvre par la Commission de surveillance du secteur financier ;

– estimant que cette stratégie n'est plus à jour au regard des évolutions économiques, sociales et technologiques survenues depuis son élaboration ;

– saluant l'accord de coalition qui prévoit de mettre en place des mesures afin d'améliorer l'éducation financière de tous les citoyens, notamment à travers des enseignements de base en finance dans les écoles primaires et secondaires,

invite le Gouvernement

– à mettre à jour la stratégie nationale en matière d'éducation financière en tenant compte des évolutions économiques et numériques tout en veillant à ce que celle-ci soit adaptée à toutes les tranches d'âge et à toutes les couches sociales ;

– à veiller à ce que la mise en œuvre de la stratégie se fasse dans le cadre d'une approche coordonnée entre le Ministère de l'Éducation nationale, le Ministère des Finances et la Commission de surveillance du secteur financier ;

– à intégrer de manière systématique et progressive l'éducation financière dans les programmes scolaires, dès l'enseignement fondamental et tout au long de l'enseignement secondaire ;

– à lancer des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'éducation financière et sur les services d'aide et de conseil disponibles en matière de surendettement.

(s.) Diane Adehm, Barbara Agostino, André Bauler, Jeff Boonen, Ricardo Marques, Laurent Mosar.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Esou gëtt et mëttlerweil schonn d'„Woch vun de Suen", wou d'Kanner an d'Jugendlech e besseren a méi responsabelen Ëmgang mat Sue vermëttelt kréien.

Och d'Jonk Entrepreneure gi mat hirem Programm „Fit for Life" reegelméisseg an d'Schoulen. Hei kréien déi Jonk Basiswëssen iwwert d'perséinlech Finanzsituatioun, Assurancen, Kreditter an esou weider.

An net ze vergiessen och d'Lëtzebuerger Bourse mat hirem Programm, wou grad déi Jonk d'Bourse méi no bruecht kréien.

Am Secondaire gëtt et zënter 2020 déi nei Finanzsektioun, wou Coursen ewéi Digital Economy, Finanzwëssenschaft, Kontabilitéit a Finanzanalys um Stonneplang stinn. D'didaktescht Material gëtt och reegelméisseg ugepasst an d'Schoulpersonal ka sech och um IFEN an dëse Sujete weiderbilden. An déi Offer gëtt och ganz gutt ugeholl.

Ech sinn deemno der Meenung, dass mir insgesamt an der Schoul a punkto Éducation financière guer net esou schlecht ënnerwee sinn. Awer mir erreechen iwwert d'Schoul net all jonke Mënsch. An dofir musse mir nei Weeër goen, och ausserhalb vun der Schoul.

Do gëtt et zum Beispill an Däitschland de Begréff vum „Finfluencer". D'Politick gräift och op déi Finfluencer zréck. Dat si souzesoen Influencer a Finanzfroen. A si sinn op de bekannte Plattformen ënnerwee, wou sech gréisstendeels déi Jonk ophalen, wéi eebe grad op TikTok. Si hunn als Missioun, déi Jonk ze sensibiliséieren, an dat an enger einfacher, labberer, ugepasstener Sprooch.

Jo, zu Lëtzebuerg kennen ech elo perséinlech keen esou e Finfluencer, mee et wär awer eng Iddi, fir déi Jonk dohinner sichen ze goen, wou se ënnerwee sinn. An dat zielt natierlech och fir Leit, déi net méi grad esou jonk sinn an déi net onbedéngt op TikTok ënnerwee sinn, mee da vläicht oldschoolméisseg éischter op Facebook.

Här President, sech bei der finanzieller Bildung aleng op d'Schoul ze fokusséieren, ass an eisen Aen e bësse kuerz gegraff. D'OECD-Studie huet kloer gewisen, dass nach ëmmer vill Erwuessener net iwwert déi néideg Kompetenze verfügen, fir sech sécher a selbstbestëmmt an der ëmmer méi komplexer Finanzwelt ze beweegen. Dofir muss och d'Allgemengheet weesentlech besser sensibiliséiert ginn.

A verschiddene Beräicher gesi mir nach Defiziter, déi mir mussen zesummen ugoen. Als Lëtzebuerger si mir gewinnt, eng Mouk op der Säit ze hu fir schlecht Zäiten. An an eiser Kultur ass d'Spueren och fest verankert. An doduerjer si mir Lëtzebuerger och relativ virsiichteg beim Investéieren op der Bourse. An do si mir an deem Sënn dann och weesentlech méi konservativ ënnerwee wéi aner Nationalitéiten. An dës Onsécherheet geet dacks Hand an Hand mat engem Mangel u Wëssen, wéi Finanzmarchéë fonctionéiere respektiv wéi Finanzprodukter strukturéiert sinn.

Hei kann d'Finanzbildung fir méi Transparenz suergen an de Leit Weeër opweisen, wéi se gutt informéiert a faktebaséiert Entscheedunge kënnen treffen. Dëse Punkt ass een, deen zesumme mam Secteur muss ugaange ginn.

Här President, e weidere Problem, wou d'Éducation financière e positive Rôle ka spillen, ass bei der Iwwerverschëldung. Och dëse Punkt hat ech am Kader vu mengem Budgetsrapport abordéiert.

Sou wéi d'Iwwerverschëldung net op eng spezifesch sozial Klass limitéiert ass, sou sinn d'Ursaache fir d'Iwwerverschëldung villfälteg. Dat kann eng Scheedung sinn, eng Trennung, d'Akkumulatioun vu Prêten, Aarbechtslosegkeet, de Passage an d'Pensioun, eng Krankheet. Jee, et gëtt vill verschidden Ursaache vun Iwwerverschëldung. Et gëtt also net de Cas-type vun enger iwwerverschëltener Persoun.

All dës Facteure maachen et och schwéier, de Phenomeen vun der Iwwerverschëldung prezis ze moossen. D'Donnéeë vun offiziellen Institutioune wéi der Zentralbank, dem Familljeministère oder dem Service d'information et de conseil en matière de surendettement erméiglechen eis awer e gewëssene Bléck op d'Situatioun.

Aus den Zuelen, déi existéieren, kann een awer erausliesen, dass Lëtzebuerg zu deene Länner gehéiert, wou virun allem Menagë mat niddrege Revenue vill Konsumscholden hunn an och finanziell verwondbar sinn.

Här President, wa mir iwwer finanziell Bildung schwätzen, da kënne mir d'Fro vun der Altersversuergung och net ausser Uecht loossen. Et ass eng Realitéit, datt vill Biergerinnen a Bierger net genuch op hiert Liewen no der Aarbecht virbereet sinn. Vill Leit fänken einfach ze spéit un, fir virzesuergen. Dacks feelt et hei u Bewosstsinn oder si wëssen net, wéi eng Produkter fir si gëeegent sinn, respektiv et feelt um Zougang zu de richtegen Informatiounen. D'Komplexitéit vun de Produite mécht dacks, dass vill Leit et léiwer loossen, fir virzesuergen, mat der Hoffnung, datt déi spéider Pensioun géif duergoen.

Ech verstinn och, dass jonk Leit, déi an d'Beruffsliewe starten, hir éischt Wunneng kafe wëllen oder eng Famill wëlle grënnen, weesentlech aner Suergen hunn, wéi un hir Pensioun ze denken. An oft hu si och grad an deem Moment vun hirem Liewen net déi méiglech finanziell Moyenen, fir eng laangfristeg Altersversuergung opzebauen.

Dobäi ass grad d'Zäit e wichtege Faktor: Wie fréi ufänkt, huet méi Méiglechkeeten, fir op Dauer e stabille finanzielle Polster opzebauen. Duerfir mussen d'Alternativen net nëmme finanziell zougänglech, mee och verständlech sinn.

Hei ass et wichteg, fréi unzesetzen: an der Schoul, an der Ausbildung, mee och duerch geziilte Sensibiliséierungscampagnë fir Erwuessener. Finanziell Bildung muss de Mënschen d'Wichtegkeet vum laangfristege Spuere verdäitlechen. Si muss de Leit Pisten opweisen, wéi eng Versécherungsmodeller oder Finanzprodukter am beschten zu hirem Liewensmodell passen – ob eng privat Rentenversécherung, eng Betribsrent, Investitiounen a Fongen oder aner Forme vu Spueren.

Neutral a kloer Informatiounscampagnen, déi d'Leit iwwer hir Méiglechkeeten informéieren, a geziilte Berodungs- an Orientéierungsservicer kënnen hei weiderhëllefen.

Grad och an der Pensiounsdebatt ass et ëmmer erëm wichteg, drop hinzeweisen, dass grad Fraen an d'Altersaarmut ofrutschen, well si deelzäit schaffe respektiv fir eng gewëssen Zäit ganz ophale mat schaffen, an dat entweeder fir hir Kanner ze betreien oder fir

no hiren Elteren ze kucken. A grad si spieren oft am Alter d'finanziell Konsequenzen dovunner.

Här President, e leschte Punkt, deen ech och wéilt uschwätzen, ass dee vun der digitaler Finanzkompetenz. D'Finanzwelt ass net nëmme komplex, si ass virun allem digital ginn. Mir liewen an enger Welt, wou Transaktiounen, Bankgeschäfter, Investitiounen an och Berodung ëmmer méi digital stattfannen, iwwer Appen, Onlinebanking, FinTech-Plattformen oder souguer Kënschtlech Intelligenz.

Dës Entwécklung bréngt vill Chancen, awer och konkreet Risike mat sech: Onlinebedruch, Phishing, Scam oder gefälschte Plattformen, déi geziilt op net informéiert Konsumenten ausgeriicht sinn. Dat sinn d'Geforen an der digitaler Finanzwelt, an do musse mir zesumme mam Finanzsecteur opklären an informéieren.

Well d'Realitéit ass: Vill Leit fille sech iwwerfuerdert, well se sech net sécher an dësem digitale Finanzëmfeld beweege kënnen. An dat gëllt net nëmme fir eeler Leit, mee och fir Jonker.

Et däerf keen zréckbleiwen, weeder aus Alters-, Sprooch- oder Bildungsgrënn. Mir musse sécherstellen, datt d'Leit sech an dësem neien digitalen Ëmfeld erëmfannen. Dat geet vum Schutz viru Bedruch bis hin zum Versteesdemech vu modernen digitale Finanzprodukter.

Mir brauchen zilgruppegerecht Campagnen, déi d'Bevëlkerung sensibiliséieren a konkreet Beispiller weisen, wéi ee sech schützt a wéi een digital Finanzservicer richteg notzt.

Mir plädéieren och hei fir eng Integratioun vun der digitaler Finanzbildung an eise Bildungssystem, an dat och schonn an der Grondschoul. D'Kanner vun haut musse verstoen, wéi d'Finanzwelt vu muer wäert fonctionéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Finanziell Bildung ass eng absolutt Noutwendegkeet an eiser Zäit. Et ass an eisem gemeinsamen Interessi, datt all Biergerinnen a Bierger déi néideg Kenntnisser a Kompetenze kréien, fir informéiert a sécher finanziell Entscheedungen ze treffen.

Mir hunn d'Responsabilitéit, d'Leit an hire Froen net aleng ze loossen. Dofir encouragéieren ech d'Regierung, d'Efforten aus de leschte Jore konsequent weiderzeféieren an ze verstäerken, fir déi finanziell Bildung weider auszebauen a fir all Alter zougänglech ze maachen, an dat mat zilgeriichte Campagnë fir déi ganz Bevëlkerung, vum Schüler bis zum Pensionnaire.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bauler. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, net méi spéit wéi leschten Donneschden huet d'CSSF, also d'Finanzopsiicht, eng Kommunikatioun erausginn, fir d'Leit virun engem Bedruch, deen op de soziale Meedien zirkuléiert ass, ze warnen. Et géife sech Onéierlecher als Banken ausginn a Kreditter zu extreem gënschtege Konditiounen ubidden.

Am leschte Mount stoung dann och an engem Artikel vu „Reporter", dass am Schnëtt an der Divisioun „Cybercrime" vun der Lëtzebuerger Police judiciaire pro Joer eng ronn 15 Fäll vu Kryptobedruch verzeechent ginn. Dacks géing pro Fall de Schued am fënnef- oder sechsstellege Beräich leien.

Dir gesitt, grad a besonnesch duerch déi digital Meedie sti Bedruch an Onéierlechkeet op der Dagesuerdnung vun der globaler Finanzwelt. Eng Welt, déi ëmmer méi depersonaliséiert gëtt. Fréier ass een an de Guichet gaangen, fir mat engem Bankbeamten iwwer eng Transaktioun ze schwätzen oder beroden ze ginn. Haut brauch een dat net méi. Et geet quasi alles, zumindest awer villes digital.

Dat ass wuel praktesch a kléngt no Vereinfachung an och no manner Opwand, ma gläichzäiteg sinn d'Risike geklommen an d'Leit gi mat sophistiquéierten Tricke vun Onéierleche bedrunn a kréien esou hir Täschen eidel gemaach. Den Täschendéif sëtzt also net méi nëmmen am Tram oder e leeft net nëmmen op der Fouer oder op der Stater Braderie, nee, den Täschendéif sëtzt am weltwäiten Netz an et kritt een en nëmmen an de seelenste Fäll identifizéiert oder ze paken.

D'Kryptowelt ass ganz innovativ an huet also u Wichtegkeet gewonnen, mee et dierf een net iwwersinn, dass grad komplex Finanzproduiten dacks méssbraucht ginn, fir d'Leit ze bedréien. E Beispill liwweren déi sougenannt „Memecoins", déi dacks op engem populären Internetphenomeen berouen, deenen hire Wäert also net wierklech aus enger technologescher Neierung ervirgeet, déi héich volatill sinn an dofir dacks als Mëttel fir Bedruch genotzt ginn. Grad doweinst sinn also Sensibiliséierung an Opklärung vum breede Publikum weesentlech.

Als Ekonomist an als Enseignant hu Schüler mech oft gefrot, wat Aktien oder Obligatioune sinn oder wéi ee seng Erspuernisser besser investéiert, amplaz se just op e klassescht Spuerbuch ze setzen. Dobäi hunn ech gemierkt, datt hinnen e fundamentaalt Wëssen iwwert d'Finanzwelt, hir Chancen awer och hir Risike gefeelt huet.

Dëse Problem hunn an haten awer net nëmmen déi Jonk. Vill Leit hunn einfach net genuch Kenntnisser am Beräich vun de Finanzen oder empfanne souguer Angscht virun dësem Theema. Dobäi kënnt, dass vill Mënsche schonn an hirer Kandheet duerch perséinlech Erfarungen, wou se d'Suen eebe liichtfankeg aus der Täsch gezu kruten, en net ëmmer gesond Verhältnis zur finanzieller Welt entwéckelt hunn. Benodeelegt si virun allem Mënschen aus finanziell méi schwaache Milieuen.

An och dofir huet d'Regierung sech engagéiert, fir Moossnamen ze ergräifen, fir d'Finanzbildung weider ze verbesseren. Nieft dem Schoulunterrecht, deen an deem Beräich zolidd Ustrengunge gemaach huet, mussen och Sensibiliséierungscampagnen ugesat ginn, fir dem eenzelne Bierger Kompetenzen op dësem Plang ze vermëttelen. Dëst ass besonnesch wichteg an enger Zäit mat falenden Zënssätz, Inflatioun an eeben och wuessender Cyberkriminalitéit.

Iwwregens: Vill Leit, an et ass virdrunner gesot ginn, hidden hir Suen op Spuerbicher an zécken aus Onsécherheet, fir se an d'Realwirtschaft fléissen ze loossen. Ech denken do nach eng Kéier un d'Proposition de loi Roth/Mosar, wou eebe grad och steierlech Avantagë solle mat engem Invest an d'Lëtzebuerger Realwirtschaft verbonne ginn.

Jo, d'Finanzwelt ass dacks onsécher, komplizéiert ze verstoen a voller Risiken. Sou kënne Plattformen, déi „Buy now, pay later"-Optiounen ubidden, déi bei den einfache Leit zur Verschëldung, jo Iwwerschëldung féieren, ouni dass si sech der Gefor eigentlech bewosst sinn.

D'Finanzbildung ass awer virun allem wichteg, fir net op verschidde Bedruchsmaschen eranzefalen, wou een eebe riseg Rendemente versprach kritt, déi net realistesch sinn. Well ouni déi néideg an elementar Kenntnisser kann een dat net wëssen. Et ass also entscheedend, selwer kapabel ze sinn, jo souverän ze sinn, fir falsch Informatioune wou och ëmmer a grad op de soziale Meedien ze detektéiere respektiv och selwer ze signaliséieren, fir esou fir sech selwer an déi aner dat Schlëmmst ze verhënneren. Well, wéi gesot, den Täschendéif sëtzt net am Zuch, mee am weltwäiten Netz.

D'Digitaliséierung an d'Demokratiséierung vum Investéieren hunn d'Finanzwelt verännert. Onlinetools an d'Gamification maachen d'Investéiere méi zougänglech, mee si bréngen och nei Gefore mat sech, virun allem fir déi Jonk. Dofir ass d'Finanzbildung e kruziaalt Theema. Et ass entscheedend, dass jonk Leit fréi mat Basiswëssen iwwer Finanzen an de verantwortlechen Ëmgang mat Sue konfrontéiert ginn, zemools wa se aus manner favoriséierte Milieue kommen. Finanzbildung hëlleft och, d'Funktionéiere vun eiser nationaler Wirtschaft ze verstoen, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, wou mer dach eng ganz bedeitend, weltwäit agéierend Finanzplaz hunn.

2023 huet d'OECD eng Studie iwwert d'Culture financière, d'Finanzkultur also, erausginn, also iwwert d'Kenntnisser, d'Kompetenzen an d'Haltung vun den Erwuessenen am Beräich vun de Finanzen, veröffentlecht. Lëtzebuerg huet do déi fënneft Plaz beluecht, fënneft Plaz vun 39 Länner, déi befrot gi sinn. An dozou muss ee soen, datt 53 % vun de befrote Leit de minimale Score erreecht hunn, fir als sougenannt „finanziell gebilt" bezeechent kënnen ze ginn.

Bei de jonke Leit tëschent 18 an 29 Joer waren d'Resultater awer manner gutt a louchen ënnert dem Duerchschnëtt vun der OECD. Dofir musse mer sou fréi wéi méiglech mat der Finanzbildung ufänken.

Wat leeschten haut schonn d'Schoulen an deem Kontext? Ma et muss ee betounen, datt op deem Terrain wierklech vill Ustrengunge gemaach goufen. Schonn an der Grondschoul gëtt de Kanner an der Mathé de Wäert an den Ëmgang mat de Suen op eng spilleresch Aart a Weis vermëttelt.

Verschidden Initiative wéi, et ass gesot ginn, d'„Woch vun de Suen", organiséiert vun der Fondation ABBL pour l'éducation financière, droen derzou bäi, dëst Theema ervirzehiewen. Dës Campagne riicht sech u Kanner aus dem Cycle 4 vum Fondamental a sensibiliséiert si eebe fir e responsabelen Ëmgang mat Suen, besonnesch eebe mat hirem Täschegeld.

Fir déi méi grouss Schüler bitt d'Spuerkeess de Concours „Planspiel Börse" un, wou si mat engem fiktive Kapital probéieren, hir Investissementer ze optiméieren – eng léierräich Erfarung ouni finanzielle Risiko. Projete wéi d'Mini-Entreprise, déi vun de jonken Entrepreneuren organiséiert gëtt, léieren d'Schüler, aktiv mat der Gestioun vu Finanzmëttel ëmzegoen.

Am Lycée, am Enseignement général, kann ee sech, wann een eng Sektioun wielt, am Beräich Verwaltungs- an Handelswiese spezialiséieren. 2020 ass d'Sektioun „Finances" agefouert ginn, fir der Wichtegkeet vun dësem Secteur an eiser Wirtschaft Rechnung ze droen.

Am Classique ginn d'Wirtschaft an d'Finanzwelt virun allem op de Sektioune „Wirtschaftswëssenschaften a Mathematik" oder „Sciences sociales et humaines" thematiséiert. A rezent ass déi nei Sektioun „Entrepreneuriat, Finanzen a Marketing" agefouert ginn, déi och de Fokus op d'Finanzgestioun leet.

Op deenen anere Sektioune gesäit ee leider wéineg bis guer keng Ekonomie, obwuel all Persoun déi elementar Reegele vum Wirtschaftssystem kennen a verstoe soll.

Hei muss ech nach, jo, e perséinlecht Wuert lassginn: Virun iwwer 30 Joer hunn ech als jonke Proff d'Vereenegung vun den Ekonomiesprofessere gegrënnt, fir

datt ekonomescht Wëssen op alle Sektiounen enseignéiert ka ginn, well sech all Mënsch fréier oder spéider mat dësem Sujet auserneesetze muss. Deemools war d'Ekonomie e Stéifkand vum Classique. An et war d'Madamm Hennicot-Schoepges, déi op eise Wonsch hin derfir gesuergt huet, datt d'Fach „Économie générale" op der Première nees op alle Sektiounen enseignéiert konnt ginn. Zanterhier ass awer och villes geschitt.

Mir begréissen, datt de SCRIPT vum Bildungsministère an de Wirtschaftsministère 2021 d'Plattform „Sustainable Entrepreneurial Schools" gestart hunn. Dëst férdert ënner anerem eeben d'Allgemengbildung am Finanz- an am Wirtschaftsberäich.

Mee wéi gesot: All Eenzelne misst Basiskenntnisser iwwert d'Finanzwelt hunn, déi et him erlaben, seng Suen an d'Riske verantwortlech ze verwalte respektiv iwwerhaapt emol anzeschätzen.

D'CSSF huet 2017 eng eegen national Strategie fir d'Finanzbildung ausgeschafft ënnert dem Pierre Gramegna a krut vun der Regierung d'Missioun, d'Finanzbildung zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen.

Der CSSF hiert Informatiounsportal Letzfin – oder Lëtzfin – ass eng vun de Schlësselinitiativen, déi et de Spuerer an Investoren erméiglechen, sech verschidde Finanzinformatiounen unzëeegnen, a stellt och praktesch Instrumenter zur Verfügung, wéi zum Beispill Kredittsimulatoren oder Hëllefe fir d'Opstelle vun engem eegene Budget.

D'Fondation ABBL pour l'éducation financière huet och en interessante Site opgemaach, deen et erlaabt, alles iwwert den E-Banking oder de Phishing nozeliesen oder iwwer aner Zorte vu Bedruch opzeklären. Leider ass de Site „Eis Finanzplaz" zanter 2022 net méi esou richteg aktiv. Do misst also séier en Hoff gemaach ginn.

Vill Stéit hunn hiert Erspuertes ënner flësseger Form haut op engem Spuerkont op der Bank stoen. Dëst ass natierlech eng sécher Plaz an de Risiko ass kleng. Deemno ass de Rendement ofhängeg vun der Entwécklung vun den Zënsen an de Moment net immens héich. Wann dës Suen aktiv an intelligent investéiert géife ginn, da kéinte se souwuel eiser eegener Wirtschaft méi brénge wéi och de Privatleit selwer.

Haut wëllen ëmmer méi Investisseuren duerch hir Placementer e positiven Impakt op d'Gesellschaft an op d'Ëmwelt hunn. Ëmsou méi wichteg ass et, besser iwwer nohalteg Finanz ze informéieren. An dësem Sënn ass et och essenziell, fir d'Produkter, d'Konzepter an d'Risiken an dësem Beräich, am Finanzberäich, ze kennen. Dat schaaft bei de Leit och méi Vertrauen an domat éischter Loscht, fir hir Suen am Interêt vun eiser Wirtschaft ze investéieren.

Ech hunn et éinescht gesot: D'Täschendéif sëtzen haut am Netz. Wien an der Finanzwelt ënnerwee ass, begéint net nëmmen éierlech a kompetent Banker, mee och Ligener a Verféierer. A well dat esou ass, wëll ech dofir nach eng Kéier betounen an domat resüméieren:

Éischtens: D'Finanzbildung ass fundamental wichteg fir jiddereen an dofir ass et richteg, se fréi an de Schoulen ze integréieren an hei zu engem reegelméissegen Theema ze maachen. Dat geschitt schonn eng gutt Zäit an d'Efforte kënne sécherlech nach diversifizéiert ginn.

Zweetens: All Bierger soll räsonéiert Choixen treffe kënnen an dofir iwwer minimal Kompetenze verfügen, fir autonom an informéiert Entscheedungen op finanziellem Plang ze huelen. Dobäi geet et jo dacks, wéi och scho virdrunner vu menge Virriedner gesot, ëm Liewensentscheedungen.

Drëttens: D'Regierungen an aner Acteuren hunn zeg Initiative gestart, mee et muss nach méi driwwer kommunizéiert ginn. Virun allem muss een déi Vulnerabelst an der Gesellschaft erreechen; dat, fir datt de Gruef tëscht Räich an Aarm net méi grouss gëtt an eisen europäesche Gesellschaften. D'Leit mussen also wëssen, wou se Hëllef a Berodung kréien, wa se sech net an enger onduerchsiichteger Finanzwelt zurechtfannen.

Véiertens, an dat zum Schluss: Fir datt d'Leit méi sécher duerch den Dschungel vun der Finanzwelt kommen, brauch et e kollektiven an zilféierenden Effort vun allen institutionelle Partner, déi zum Wuel an zum Schutz vum Bierger un engem Strang zéie musse fir opzeklären. Dat sinn d'Schoulen, d'CSSF, d'Finanzinstituter, d'Meedien a vill anerer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, déi dräi Virriedner hu jo villes gesot, wat ganz richteg ass a ganz gescheit ass. Ech wëll der Madamm Braz och Merci soe fir dës Interpellatioun.

Am Ufank war ech awer e bëssen, jo, iwwerrascht, well Dir hutt net esou vill iwwert d'Educatioun am Fong geschwat, iwwert d'Theema, mee zum Schluss jo. Dir hutt ganz vill iwwert d'Problemer geschwat, déi Jonker hunn, fir zu engem Logement ze kommen. Dat huet natierlech absolutt seng Berechtegung. A wat Der do gesot hutt, ass natierlech och richteg, dass dat ëmmer méi schwéier gëtt. Mee wéi gesot, dat huet net onbedéngt direkt eppes dermat ze dinn, ob déi Jonk léieren, mat Suen ëmzegoen oder net.

Ech wëll an deem Kontext och soen, dass op jidde Fall mol menger Erfarung no d'Banken normalerweis, wann ee bei se geet, dach awer eng ganz gutt Berodung maachen, och fir Leit, déi sech net gutt auskennen. Dat heescht, et gëtt och do awer eng Méiglechkeet fir all Mënsch, fir duerch deen Dschungel ze kommen, wann een op enger gudder Bank gutt berode gëtt.

Traditionell ass et esou, dass déi finanziell Allgemengbildung eppes ass, wat an der Famill stattfënnt, wou d'Elteren dann déi sinn, déi de Kanner weisen, wéi ee mat de Suen eens gëtt, wat ee mécht mat de Suen, déi ee vläicht kritt vun der Tatta a vum Bopi fir Chrëschtdag an esou weider, fir de Gebuertsdag. An d'Eltere si jo och dann déi, déi normalerweis Täschegeld ginn an e bëssen de Wee weisen, wou et soll higoen. Also, ech mengen, wat ech wëll soen: Et léiert ee jo net nëmmen an der Schoul, et léiert ee jo och ganz vill doheem. An dat ass d'Allgemengbildung. An ech mengen, grad beim Finanziellen ass dat de Fall.

Allerdéngs, an dat ass och richteg, net fir jiddereen. Dat ass net iwwerall esou. An dat ass natierlech e bëssen de Problem. An duerfir ass et dann och wichteg, dass et an der Schoul behandelt gëtt an dass eis Kanner an der Schoul, souwuel an der Primärschoul wéi och am Lycée, eng finanziell Allgemengbildung kréien.

Well ech selwer och Proff war, kennen ech e bëssen och d'Programmen an d'Iddien, déi hannendru stoungen. An ech muss effektiv soen, dass et am Classique vläicht e bësse manner gemaach gëtt, trotzdeem, am Technique respektiv am General, wéi dat elo heescht, awer e bësse méi. An et gëtt am Fong gemaach an engem Fach, wou een et elo vläicht net géif mengen, mee well ech dat Fach selwer enseignéiert hunn, weess ech et. Dat ass d'Éducation à la citoyenneté. Dat ass e Fach, wat et eeben haaptsächlech am General gëtt a manner am Classique.

An déi ursprünglech Iwwerleeung ass iwwregens dobäi, an dat hunn ech elo net erfonnt, mee dat war ëmmer esou: Mir maache méi Éducation à la citoyenneté am Lycée technique, well déi Kanner eventuell dat manner doheem geléiert ginn. An am Lycée classique brauche mer et net ze maachen, well déi Kanner wëssen dat souwisou. Also, esou war ëmmer d'Theorie, wäit viru menger Zäit, firwat een da méi Civique a méi déi dote Saachen am Technique gemaach huet.

Mir hunn do am Buch eng ganz Partie vu flotte Saache gehat. „Wirtschaft entdecken" heescht dat, wou ee ganz vill gesäit, wat d'Fale sinn an der Konsumgesellschaft, wat d'Marketingtricker sinn, déi benotzt ginn, mat Beispiller, déi opgezielt ginn, wéi eng Einnamen een huet vum Gehalt a wéi eng Ausgaben eng Famill huet a wéi dat fonctionéiert mat engem Prêt ophuelen a wéi dat fonctionéiert mat Zënsen a wéi d'Bourse fonctionéiert. Also, all déi Saache sinn do an deem Buch dran a stinn och um Programm fir alleguerten d'Dixièmen, also haut d'Quatrièmen am General. Et ass also esou, dass et op d'mannst do gemaach gëtt. Mee ech weess awer och, dass et an all Fach e bësse gemaach gëtt an net zulescht och an der Mathé, mee och soss gëtt dat jo awer iergendwéi och mol behandelt. An ech mengen, dass een iwwerall e bësse léiert, mat de Suen esou gutt wéi méiglech eens ze ginn.

Wat natierlech derbäikënnt, dat ass: Wa mer dat elo wëllen nach méi an de Schoulprogramm erasetzen, da kréie mer gären de Problem, dass mer awer begrenzt sinn. Mir hunn 30 Stonne Schoul d'Woch an der Reegel. An och vill aner Fächer sinn natierlech wichteg.

An den Här Bauler huet och geschwat vun der Ekonomie op der Première, wat een natierlech nëmme ka begréissen. Mee ech ka mech awer erënneren, dass dat au détriment vun der Geschicht deemools gaangen ass. Dat heescht, et war ëmmer esou, dass d'Geschicht op der Première obligatoresch war. Op eemol ass gesot ginn: „Dir kënnt wielen zwëschent der Geschicht an der Ekonomie." An dann ass et natierlech op där anerer Säit esou – an ech mengen, déi Diskussiounen hate mer och schonn hei an der Chamber –, dass mer da soen: „Jo, mir mussen awer vill Geschicht maachen, an déi, déi op Première keng Geschicht hunn, déi verpasse jo alles, wat nom Zweete Weltkrich geschitt ass." Also, do ass et ëmmer d'Sich nom richtege Gläichgewiicht zwëschent deene verschiddene Fächer, déi wichteg ass.

Ech mengen, et ass och esou, dass een awer och vläicht de Sënn vun der Éducation financière an deem Sënn relativéiere muss, dass et net ëmmer dorunner läit, wa Problemer entstinn. Och dat ass scho gesot ginn: Finanziell Problemer entstinn oft duerch gewësse Schicksalsschléi, eng Krankheet, eng Scheedung ganz oft hei am Land, eventuell eng Aarbecht wiesselen oder verléieren. Dat si ganz oft déi Momenter, wou ee wierklech an déi finanziell Laberente kënnt. Dann ass et net zulescht och eng Charaktersaach, wou déi eng en anert Verhältnis hunn zu de Sue wéi anerer. Där Beispiller kenne mer alleguerten. An dann och eng Fro vun der Erfarung.

An natierlech kann ee soen: Jo, déi eng Kanner hu vläicht eng besser Erfarung kritt doheem, fir mat Suen eens ze ginn. Oft sinn dat dann och vläicht déi, déi aus engem Haus kommen, wat sozioekonomesch e méi héije Status huet. Op där anerer Säit kann ee sech awer och froen, ob een, wann een aus enger Famill kënnt, wou finanziell Suerge waren, dee Moment

eebe grad méi gewëssenhaft mat de Sue wëll ëmgoen, well ee se jo ni esou en masse hat. Dat heescht, och do gëtt et Beispiller op béide Säiten an et kann een net verallgemengeren.

Zum Schluss da vläicht, et ass och hei e bëssen ugeklongen: De Lëtzebuerger huet d'Traditioun, e bëssen esou eng Mouk op d'Säit ze leeën. Ech ginn deem Recht. Also, ech géif soen: Mir sinn als Lëtzebuerg eigentlech elo net bekannt, historesch gesinn, als eng grouss Händlernatioun. An an deem Sënn ass et scho bewonnerenswäert, dass mer et färdegbruecht hunn, esou eng grouss Finanzplaz hei opzebauen. Dat éiert eis jo och. Mee ech mengen, dass den normale Lëtzebuerger elo net deen ass, dee vill Suen direkt wëll investéieren. Dat ass effektiv e Punkt. Et ass d'Mouk op der Säit. An déi ass wichteg. An da muss een awer och d'Beispill ugi vun der Politick. An do ass et jo net vill aneschters wéi bei engem Stot doheem. Och do muss een „en bon père de famille" d'Finanze geréieren. A mir hunn als Staat leider elo net wierklech eng Mouk op der Säit. Am Moment leeft et wierklech e bëssen an déi Richtung, fir ëmmer méi Scholden ze maachen, déi dann op d'Käschte gi vun deenen zukünftege Generatiounen, och op europäeschem Plang. Dat kann een natierlech alles argumentéieren. Dat ass richteg. Mee Point de vue finanziell Educatioun mengen ech, dass een do awer Bedenke kann hunn, wann een ëmmer méi an d'Scholde geet, amplaz ze kucken, fir Scholden ofzebauen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et elo un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu jo méi oft heibannen Debatten, wou mer eis Suerge maachen ëm déi Jonk a wou mer vläicht och heiansdo e bësselchen d'Tendenz hunn, virun allem Schwieregkeeten a Problemer an de Mëttelpunkt ze stellen amplaz déi grouss Capacitéite vun eise Jonken.

Haut bei de Finanze muss een awer effektiv festhalen, dass déi Jonk mat enger Komplexitéit konfrontéiert sinn, déi d'Generatioune virun hinne sécher net an deem selwechten Ausmooss kannt hunn.

Mir liewen erëm an Zäite vu méi héijer Inflatioun an Zënsen, wou vill Leit um eegene Leif erliewen, wat fir en Ënnerscheed 0,2 % Zënstaux maachen iwwer 10, 20 oder 30 Joer. Den Effekt ass natierlech ëmsou méi staark, wann een net wéi fréier 300.000 Euro muss léine fir en Haus, mee vill, vill méi. D'Verhältnis vun de Prêten zu de Paien ass besonnesch fir déi Jonk esou grouss ginn, dass et engem zu Recht kann dronke ginn.

Wa si sech dann online doriwwer informéieren, da kréie se ab der éischter Minutt Offeren, fir ganz einfach mat hirem Handy an Aktien a Fongen ze investéieren. An net nëmmen doran, well am Bekanntekrees, do si jo duerchaus och Leit, déi mat ETFen, mat Derivater oder mat Krypto handelen. Bon, dat erzielen natierlech meeschtens just déi, déi dobäi Geld verdéngen, an net déi, déi Geld verluer hunn.

Lange Rede, kurzer Sinn: D'Welt vun de Finanzen ass wierklech méi komplex ginn déi lescht Joren a virun allem ass se mat der digitaler Revolutioun vill méi no un all Biergerin a Bierger erugeréckelt.

Et sinn dofir déi Jonk selwer, déi reegelméisseg derno froen, fir besser informéiert ze ginn, wat d'Sue betrëfft. An dofir ass et fir déi gréng och richteg, dass Finanzbildung soll méi Gewiicht kréien an eisem ganze Bildungssystem.

Ech wëll dat elo net erofbriechen op eng simplistesch Formel wéi: „Eis Kanner léiere just Gedichter analyséieren an net, wéi se hir Steiererklärung ausfëllen." Éischtens ass et natierlech wichteg, dass eng ganzheetlech humanistesch Bildung d'Zil bleift vun eiser ëffentlecher Schoul. An zweetens sinn d'Schoulstonnen elo scho begrenzt an d'Matière komplex. Dofir géife mer eis wënschen, dass déi finanziell Bildung an de verschiddene Fächer méi Beuechtung fënnt. Et kann een och Sproochen oder Rechne léieren, andeems ee sech mat finanzielle Sujete befaasst amplaz just mat literareschen Texter.

Mir Gréng halen och mat Iwwerzeegung doru fest, dass et eng staatlech Verantwortung ass, d'Finanzeducatioun an de Grapp ze huelen. De Staat ka sech do eiser Meenung no och net systematesch op d'Banken an déi aner Acteuren aus dem Finanzmarché verloossen. D'Finanzbildung ass jo net do, fir Clienten ze rekrutéieren, mee fir kritesch an informéiert Bierger a Konsumenten ze hunn.

Jo, et gëtt scho Projeten, déi flott Initiativen duerstellen. Ech wëll hire Meritt och ganz sécher net klengrieden, ob dat d'Jonk Entrepreneure mat hire Mini-Entreprisë sinn, Lëtzfin vun der CSSF oder d'„Woch vun de Sue" vun der ABBL. Mee dat, wat eiser Meenung no feelt, dat ass eng alters- a stufegerecht Strategie fir d'Finanzbildung vum a fir de ganze Bildungssystem. Nëmmen esou kann nämlech garantéiert ginn, dass all Kand an all Schoul d'Geleeënheet kritt, dat fondéiert Grondwëssen an de Finanzen ze kréien, wat et duerno fir d'Liewe brauch.

Dofir fanne mir Gréng, dass éischtens d'Finanzbildung muss e feste Bestanddeel vum Léierplang ginn an net just e flott fakultatiivt Theema. Schonn an der Primärschoul mussen d'Kanner op eng spilleresch Manéier d'Grondlage vu Suen, Spueren a Konsum léieren.

Zweetens: Steieren, Altersvirsuerg an de perséinleche Budget gehéieren an de Lycée. Et ass absurd, dass mir Jonker mat 18 an d'Welt schécken, ouni dass se wëssen, wéi hiert eegent Akommes versteiert gëtt oder wéi se hir finanziell Zukunft kënne gestalten.

Drëttens: D'Finanzbildung sollt vu Finanzexperten a vu Pedagogen zesummen op d'Bee gestallt ginn an net just verkappte Rekrutéierungscampagnë fir zukünfteg Clienten duerstellen.

A véiertens: D'Finanzbildung muss nohalteg sinn. Eis Jonker mussen net nëmmen iwwer e maximale Rendement opgeklärt ginn, mee och verstoen, wéi hir finanziell Entscheedungen en Impakt op d'Gesellschaft an op d'Ëmwelt hunn.

Här President, ech denken, et wäert haut keng Partei ginn, déi sech net wënscht, dass déi Jonk eng besser Bildung kréien. Dofir géife mir eis wënschen, dass den Här Minister haut entweeder selwer nei Initiative virstellt, an zwar Initiativen, déi net punktuell sinn, mee déi wierklech all déi Jonk erreechen, oder dass hien den Input aus dësem Debat mathëlt, fir esou Programmer op d'Been ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen der Madamm Braz Merci dofir, dëse wichtege Sujet bei eis an d'Chamber bruecht ze hunn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. An d'Wuert huet elo do den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, stellt Iech vir, den éischte richtegen Aarbechtskontrakt ass ënnerschriwwen. Jo, déi éischt Pai ass um Kont. Firwat sech also net direkt en Auto kafen? Awer e flotten Auto, ee mat e bësse méi PS, villen Extraen an am léifste vu gewësse Premiummarken. Oder flott Vakanzen, eng eege Wunneng lounen, fir net méi bei den Eltere wunnen ze mussen, an domat verbonne vill nei Uschafungen. Uschafungen, déi gären op Pomp kaaft ginn.

Iwwerall gesäit ee jo déi Offeren, fir Geräter iwwer Méint ofzebezuelen. Firwat also net? Jee, d'Geld ass dacks séier ausginn an de Kont deementspriechend eidel. Et kléngt no engem Klischee, awer vill Jonker verfalen dëse Versichungen a gerode séier an eeschthaft a finanziell Problemer.

Ëmsou méi schéi war dann an deene leschten Deeg d'Beispill vun enger Koppel an engem Artikel an der Press gëschter, Titel: „Mit 22 ins Eigenheim: Wie Sabrina und Gustavo ihr Haus in Luxemburg finanzierten". Et denkt ee bal, dat ass Wonschdenken. Ech mengen, fir déi meescht Leit ass et och 1. Abrëll, ne? Liest ee sech den Artikel duerch, gesäit ee ganz séier, datt dofir awer net Wonschdenken ausschlaggebend ass, mee ganz vill haart Aarbecht a Verzicht, an datt virun allem Spueren derzougehéiert huet.

Spueren ass dacks awer méi einfach gesot wéi gemaach. Wie kennt d'Spréchwuert net? „Iwwer Geld schwätzt een net." Ech sinn der Meenung, datt d'Spréchwuert falsch ass an datt ee grad mat Jonken iwwer Sue schwätze muss.

(Interruption)

D'OECD-Etüd iwwer Financial Literacy weist jo, datt d'Situatioun net grad déi beschten ass. Dës Situatioun ass méi wéi nëmmen e Problem vun eiser Bildung. Et ass e sozialen, e wirtschaftleche Problem mat déifgräifende Konsequenze fir eis ganz Gesellschaft.

Wann eis Jugend nämlech net déi néideg finanziell Kenntnisser huet, setze mer se engem grousse Risiko vun ekonomescher Instabilitéit aus. Mir kreéieren eng nei Form vun Ongläichheet – eng, déi sech net duerch traditionell sozial Grenzen definéiert, mee duerch Wëssen, Wëssen iwwer finanziell Mechanismen.

Ech nennen ee konkreet Beispill: e jonke Mënsch mat engem duerchschnëttlechen Akommes, deen ni geléiert huet, wéi e soll mat Suen ëmgoen, wéi ee spuere soll oder wéi Investitioune fonctionéieren. Wéi soll dëse jonke Mënsch kënnen eng stabill finanziell Zukunft opbauen, wann en all dat net kennt?

Kanner aus méi räiche Familljen hunn dacks Zougang zu finanzieller Berodung duerch hir Elteren oder bezuelte Professioneller, schwätzen doheem eebe grad doriwwer, iwwer Geld: Wat mécht een domadder? Wat mécht ee mat engem Patrimoine? Wat ass iwwerhaapt e Patrimoine? Si léieren, wéi si hiert Verméige verwalten a vergréissere kënnen. Jo, wie seet: „Verméige verwalten", setzt natierlech viraus, datt et schonn eppes gëtt.

Dësen Ënnerscheed bei der finanzieller Bildung féiert awer dann och zu enger Verfestegung vun dëser sozialer Ongläichheet, déi iwwer Generatiounen a Generatiounen eraus bestoe bleift. Eltere kënnen hire Kanner kee Wëssen iwwer Finanze bäibréngen, wa se selwer keent hunn. Et ass schwéier, iwwer Verméigen ze schwätzen, wann ee selwer kee Verméigen huet, wann ee vu Pai zu Pai lieft.

D'finanziell Bildungslück ass also net nëmmen e Problem vun der perséinlecher finanzieller Gesondheet, mee et ass e fundamentale Facteur fir d'Verfestegung vun de sozialen Ongläichheeten an eiser Gesellschaft.

An Zäiten, wou d'Schéier tëscht Aarm a Räich ëmmer méi grouss gëtt, ass dat doten eng reell Bedroung fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft.

Och wirtschaftlech kann dëse Mangel u Bildung zu enger Belaaschtung fir d'ganzt Land ginn. Jonker, déi net verstinn, wéi se hir Scholde solle managen, wéi se sollen investéieren oder wéi se solle spueren, kënnen an eng Spiral vu finanzielle Problemer geroden. Dëst féiert zu méi Aarmut a par conséquence zu méi Drock op eis Sozialsystemer.

Wa ganz Generatiounen net léieren, wéi ee mat Geld ëmgoe soll, da wäert dat och d'Ekonomie vun eisem Land beaflossen. E Mangel u finanzieller Bildung kann zum Beispill zu méi Problemer um Immobiliemarché féieren. Vill Jonker verstinn déi komplizéiert Dynamik vum Immobiliemaart net – vill Erwuessener par ailleurs och net, well och si ni finanziell Bildung kruten – an d'Konditioune vun enger Hypothéik. Si mer eis alleguerten heibanne sécher, datt mer d'Konditioune vun der Hypothéik, déi mer eventuell ënnerschriwwen hunn deemools beim Notaire, fir eppes ze kafen, an aller Konsequenz verstinn? Firwat déi Montanten, déi an der Hypothéik stinn, esou vill méi héich si wéi dat, wat ee geléint huet? Oder wann een e Prêt à la consommation gemaach huet: Si mer eis sécher, datt mer all déi Konditioune wierklech ëmmer verstinn? An e Feeler hei ka ganz séier zu enger liewenslaanger finanzieller Belaaschtung ginn, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, wou d'Wunnengspräisser an d'Loyeren extreem héich sinn.

An dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer awer nach, en zweete Volet unzegoen, net nëmmen dee vun deene Jonken, mee och dee vun de Fraen. Studie weisen, datt dacks Frae manner fir d'Pensioun spueren a manner Suen investéieren. Déi einfachsten Äntwert wär: „Jo, da solle se méi maachen." Mee zu Lëtzebuerg gëtt et och nach ëmmer en Gender Pay Gap. Dat ass kee Geheimnis. Deen ass statistesch erwisen. En ass zwar méi kleng wéi an den Nopeschlänner, mee se hunn e strukturellen Nodeel, an dee gëtt verstäerkt doduerjer, datt traditionell an de Familljen éischter d'Jonge vläicht nach gesot kruten, wéi et mam Verméige vun der Famill ass oder mam Patrimoine, an d'Meedercher gesot kruten: „O, dat soe mer der elo net." Dee strukturellen Nodeel kann een natierlech och combléieren, andeem eng ëffentlech Schoul eng staark finanziell Bildung offréiert an domadder zumindest garantéiert, datt se den nämmlechte Wëssensstand doriwwer hunn, wat ee maache ka respektiv maache soll.

Dobäi kënnt, datt verschidde Frae riskéieren, herno finanziell manner gutt dozestoen, well se zum Wuel vun hire Kanner an Deelzäit geschafft hunn. Am Fall vun enger Scheedung oder Trennung si se doduerch nach méi an der Prekaritéit an och am Alter doduerjer duerch Aarmut bedrot.

Fir all dës Problemer also unzegoen, an dat hunn all d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo gesot, brauche mer eng Strategie fir d'finanziell Bildung. Mir mussen d'finanziell Bildung op allen Niveaue vun eise Schoulsystemer verankeren. A virun allem brauche mer eng ëffentlech Schoul, déi sech derfir staarkmécht, alle Kanner eng staark Zukunft ze erméiglechen. Et geet net nëmmen drëm, eise Jonken theoreetesch Kenntnisser ze vermëttelen, mee och praktesch Fäegkeeten, déi se am reelle Liewen ëmsetze kënnen. Mir mussen hinnen d'Instrumenter ginn, déi se brauchen, fir an der komplexer Welt vun haut ze bestoen. Mir mussen hinnen d'Chance ginn, hir finanziell Zukunft selwer ze gestalten, onofhängeg vun hirem sozialen Hannergrond oder hirem Geschlecht. An do brauche mer eng praxisorientéiert ..., an dat ass wierklech deen ee groussen Appell haut, datt mer net an eng reng theoreetesch Bildung ginn, mee datt mer hei wierklech praktesch schaffen an de Kanner a Jugendleche weisen, wéi si mat hire Finanze kënnen ëmgoen, ganz anschaulech, vu kleng bis méi grouss.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Finanzkompetenz ass e breet gefächert Theema, dat vu Basiswëssen iwwer Suen, Spueren a Budgetiséiere bis hin zu méi komplexen Theeme wéi Investitiounen a Steieroptimiséierung geet. D'Fro ass, fir wéi eng Zwecker dës Finanzkompetenze geduecht sinn a wéi se an eise Schoule vermëttelt ginn an ob se an eise Schoule vermëttelt ginn.

Eng Saach ass wouer, an do stëmmen ech och der Madamm Braz zou: D'Verständnes vu gewëssenen ekonomesche Kenntnesser ass och eng Fro vu Klass, vu sozialer Klass. Et ass eng Klassefro.

Et wier falsch ze mengen, datt Leit, déi wéineg verdéngen, am Schnëtt schlecht mat Suen ëmginn. Ganz am Géigendeel warscheinlech souguer, well wann ee gewinnt ass, relativ wéineg ze verdéngen, da passt een och éischter op.

Zu Lëtzebuerg kann een awer och ganz séier knapp bei Keess sinn, schonn nëmmen ugefaange mat engem Mindestloun, dee jo bekanntlecherweis ze déif ass, an engem Loyer, dee jo bekanntlecherweis ze héich ass. An do hëllefen och déi verschidde Subventiounen net esou staark. Wann een dann an esou enger Situatioun ass a wann een um Enn vum Mount am roude Beräich ass, dann huet dat näischt mat engem Manktem un ekonomesche Kenntnesser ze dinn. Et muss ee schonn en Iwwerliewenskënschtler sinn, fir iwwerhaapt am schwaarze Beräich ze bleiwen. Déi Iwwerliewenskonscht ass awer keng schéi Konscht. Si ass mat ville Sacrificë verbonnen, mat Verzicht op vill sozial Aktivitéiten a ganz oft mat Schimmt, well een dann zum Beispill en Iesse mat Frënn muss ofsoen, well een all Cent muss ëmdréinen.

Nee, wann et Leit zu Lëtzebuerg gëtt, déi dee gréisste Misär hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, dann huet dat méi mat der Onkenntnis vläicht ze di vun der wirtschaftlecher a politescher Elitt hei am Land. Dofir wonnert et net, wa politesch Responsabeler bis erop an déi héchste politesch Ämter heiansdo der Meenung sinn, datt e Mënsch, deen an Aarmut lieft, fir d'éischt emol selwer schold u senger Aarmut ass. An da ginn esou infantill Aussoe gemaach, wéi zum Beispill datt „sozial schwaach Leit", wéi dat oft gesot gëtt, en Trampolin bräichten amplaz eng Couch, op där se leie bleiwen. Et gouf hei e puermol gesot.

Här President, ech soen dat ganz ouni Ironie: Wann ee vun ekonomeschen a finanzielle Kenntnesser schwätzt, da sinn ech der Meenung, datt grad déi, déi hei am Land eppes ze soen hunn, an der Politick oder an der Ekonomie, misste vläicht och a Coursë gescheckt ginn, well wa si net responsabel si fir déi Zéngdausenden Aarmer hei am Land, wie soss? Dofir, déi allermeescht, déi knapp bei Keess sinn, si bei Wäitem net déi, déi hire Budget net geréiere kënnen, mee iergendeng Kéier muss ee soen: „À l'impossible, nul n'est tenu."

Wat awer zum Deel stëmmt, an dat ass jo relativ dacks gesot ginn, dat ass, datt net jidderee weess, wat fir eng Hëllefen een awer och zum Beispill zegutt huet, mee et hänkt och vun den Hëllefen of. Schlëmm gëtt et, wann ee konfrontéiert gëtt mat Finanzproduiten, wou een net esou richteg aschätze kann, wat fir eng Geforen derhannert stiechen.

Dat hunn ech selwer erlieft viru quasi 20 Joer, wéi meng Bank mir mat relativem Nodrock wollt e sougenannte Revolving Credit schmackhaft maachen. Kee blasse Schimmer, wat dat war, deemools. Ech hunn et haut nach net esou richteg verstanen. Ech war dee Moment Mëtt 20 an ech hu liicht iwwert dem qualifizéierte Mindestloun verdéngt. An ech war Locataire – an der Stad. Mee wat nach méi schlëmm ass, dat ass: Ech wëll d'Bank jo net mam Numm nennen, mee méi ëffentlech wéi déi Bank gëtt et keng aner Bank hei am Land.

(Hilarité)

An dat huet mech an engems och e bësse schockéiert, datt et vun do koum. Also, viru solche Gefore muss een d'Leit, op jiddwer Fall Jonker, opklären.

Et muss ee sech am Klore sinn, wat een ënner Finanzeducatioun versteet. Geet et drëms, datt déi Jonk léiere sollen, hire Liewensstil un hire Salaire unzepassen? Well mat engem Mindestloun auszekommen an esouguer eppes ze spueren, ass einfach onméiglech. Et kämpft ee mat finanzieller Onsécherheet an et erlieft een éischter Frustratioun wéi eng realistesch Méiglechkeet, seng finanziell Situatioun ze verbesseren.

Wann et drëms geet, Basiswëssen ze vermëttelen – wéi een e Paiziedel liest, wéi de Pensiounssystem oder de Steiersystem funktionéiert –, da si mer der Meenung, datt dëst eng wäertvoll Erzéiung ass, well vum selwe kënnt dat Wësse jo och net. Mee wann d'Finanzbildung dozou féiert, d'Individuen eleng verantwortlech fir hir finanziell Situatioun ze maachen, wärend Faktore wéi Zënsen, Logementspräisser an Inflatioun net an hirer Muecht sinn, da gëtt et problematesch.

Eis Suerg ass, datt d'Finanzbildung an de Schoule méi eng Form vu Lobbyaarbecht fir de Finanzsecteur kéint gi wéi eng neutral, kritesch Ausbildung. Datt déi, déi hannert dësem Konzept stinn, virun allem aus dem Finanzsecteur kéinte kommen. Op d'mannst missten Acteure wéi zum Beispill awer och d'Chambre des Salariés, déi iwwer vill kompetent Personal verfüügt, mat an esou e Programm abezu ginn.

Fir eis ass et och wichteg, datt Finanzbildung och e kritescht Denken ëmfaasst: Wéi gëtt de Räichtum hei am Land verdeelt? An och, fir op eng wichteg Froestellung vun der Madamm Braz anzegoen, déi finanziell Benodeelegung vun de Frae par rapport zu de Männer: Wéi kann een zum Beispill als Fra bei enger Scheedung finanziell benodeelegt ginn? Oder wéi kann een derfir suergen, datt dat net de Fall ass? Do gëtt et och Handlungsbedarf.

Ech bezéie mech do op de Pairing Scheme d'lescht Woch, wou ee gewuer ginn ass, datt zum Beispill esou Hëllefe wéi de Crédit monoparental oder d'PALIM, also d'Hëllef fir de Recouvrement vun Alimenter, also wa Fraen Opfer si vun engem Exmann, dee seng Alimenter net bezuele wëll, déi Hëllefe sinn, déi am mannste bekannt sinn. An dat si jo grad Hëllefen, wou Fraen am meeschte betraff sinn, a bei der PALIM zemools. Do gëtt ee gewuer, datt 2022 157 Demandë gemaach gi sinn. An dovunner sinn der 113 ofgeleent ginn, well een do immens vill Krittären, gewësse Krittäre muss erfëllen, ënner anerem datt ee fir d'éischt emol privatrechtlech muss virgoen an duerno verléieren. Eng Fra muss dat da maachen, fir kënnen d'PALIM ze kréien. Dat gëtt et a ville Länner guer net. Do gëtt et ëmgedréint gemaach. Do ass et d'ëffentlech Hand, déi direkt en première instance intervenéiert. Ech soen dat just, dat misste mer hei och änneren.

Här President, mir ënnerstëtzen net, datt Jonker als zukünfteg Privatinvestore formëiert ginn, déi sech an Assetdiversifikatioun spezialiséieren. Mir wëllen och

net, datt d'Schüler blann zu Zaldote vun der privater Finanzindustrie hei zu Lëtzebuerg indoktrinéiert ginn.

Zum Schluss wollt ech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, wéi geféierlech et ass, d'Verantwortung fir finanziell Stabilitéit eleng op den Individuum ofzewälzen. Lobbysaarbecht vum Finanzsecteur huet an de Schoulbicher näischt verluer. Au contraire, an d'Schoulbicher gehéiert, Jonker vis-à-vis vun den Illusioune vun enger a villen Hisiichten toxescher Finanzwelt ze schützen. Besonnesch problematesch sinn déi zweifelhaft Onlinefinanzcoachen, déi de Leit eng Welt vu Räichtum verspriechen. An ech wëll mol net schwätze vun de verschiddene Kryptogeldguruen. Ech mengen, do kann ee wierklech vu Gurue schwätzen. Do brauche mer och eng vill méi streng Kontroll a kloer Reegelen, fir géint dës Coachen an hir Praktike virzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e grousse Merci och un d'Interpellantin, d'Liz Braz, dofir, dësen Theema haut hei zur Debatt gestallt ze hunn. Merci all deenen Intervenanten, wou mer gesinn, datt jiddereen eigentlech der Meenung ass, natierlech mat Nuancen, natierlech och ëmmer mat engem ënnerschiddleche Bléck, mee datt d'Finanzbildung e ganz wichtege Sujet ass, fir deen Eenzelnen, mee awer och fir d'Gesellschaft.

Mir hätte jo gären, datt mer jonk Leit zu mündege Bierger erzéien, datt se selwer hir Decisioune kënnen huelen, och iwwer hir finanziell Moyenen, wéi se déi geréieren, wéi se investéieren, wéi se se opdeelen, fir wat se se gebrauchen. Mir wëssen awer och, datt d'finanziell Bildung ganz dacks en Impakt huet, deen doriwwer erausgeet: fir einfach gesellschaftlech kënnen ze participéieren, fir gesellschaftlech Zesummenhäng kënnen ze verstoen, fir an enger ganzer Rei vu politeschen Debatte kënne matzediskutéieren. Haut ass de Logement ugeschwat ginn, d'Pensioune sinn ugeschwat ginn. Ganz vill aner Sujeten erfuerderen eigentlech e méi déift Verständnis vu finanziellen Zesummenhäng, dat mer natierlech sollen deene Jonke mat op de Wee ginn, hinne vermëttelen, fir datt se kënnen als aktiv Bierger och un deenen Debaten an deenen Diskussiounen do deelhuelen.

Duerfir ënnerstréicht de Regierungsprogramm jo nach eng Kéier, souguer op zwou Plazen, eng Kéier am Finanzkapitel an eng Kéier am Educatiounskapitel, datt d'Finanzbildung wichteg ass, méi wichteg ass an datt mer weider Fortschrëtter wëllen do maachen, souwuel an der Schoul, an eise Schoulprogrammer wéi awer och natierlech um gesellschaftlechen Niveau. Well ze mengen, et geet och duer, de Kanner an deene Jonken dat eemol matzeginn an duerno ass et gülteg fir hiert ganzt Liewen ... Wa mer un eis Schoulzäit zeréckdenken, do gouf et keng Kryptowärung, ganz vill aner Saachen och net. Mir sinn awer haut domadder konfrontéiert a mir mussen alleguerten hei ronderëm dës Bänken Decisiounen zu deene Sujeten och huelen an et gëtt gesellschaftlech diskutéiert a mir mussen och fir eis selwer Decisiounen huelen: Investéiere mer doranner oder bleiwe mer éischter do ewech? Duerfir kann d'Finanzbildung sech net op d'Schoulbildung konzentréieren a limitéieren.

Jo, déi national Strategie vun 2015 ass ausgelaf, ëmgesat ginn. Dat wëll awer net heeschen, datt näischt geschitt ass entre-temps. Dat heescht awer och, datt mer an enkem Kontakt mat den Acteuren, sief et d'CSSF, sief et d'ABBL, sief et anerer, awer och do gekuckt hunn, wat fir eng weider Schrëtt mer wëlle maachen. A mir hunn en nationale Kompetenzkader an Ausaarbechtung, deen eigentlech de Kader soll bidden, wéi mer an der Schoul kucken, datt vun den éischte Jore bis dann op Première eigentlech, wou een d'Schoul verléisst ..., wat mer deene Jonke wëlle mat op de Wee ginn.

An do si véier Froen, déi mer probéieren ze beäntwerten, vläicht ëmmer nees och ze beäntwerten, och altersgerecht ze beäntwerten, fir altersgerecht och e Verständnis ze kréie fir déi komplex Matière. Eng vun de Froen ass: „Wat ass Geld?" Déi zweet ass: „Ech a mäi Geld. Wéi ginn ech domadder ëmmer a wat maachen ech domadder?" An awer och: „Ech als aktive Member an der Gesellschaft a vun der Ekonomie. Wéi verhalen ech mech do a wéi ass mäi Verhalen dann och herno mat deem vun der Gesellschaft ze gesinn?" An awer och: „Ech a meng Zukunft." Well wann ech meng eegen Zukunft jo wëll plangen, dann huet dat och eppes mat menge finanzielle Moyenen ze dinn. Dann huet dat och eppes domadder ze dinn, ganz banal, ob ech deen Euro, deen ech verdéngen, éischter konsuméieren oder éischter investéiere respektiv spueren, wat essentiel Elementer vun enger ekonomescher Theorie sinn, déi awer jidderee fir sech och selwer muss betruechten.

Ech hu gesot, dat gëtt altersgerecht gemaach no de jeeweilegen Altersstufen. A mir ënnerscheeden eigentlech do dräi Alterskategorien: eng Kéier vu 6 bis 12 Joer, also den Alter vum Fondamental, da vun 12 bis 15, do, wou am Secondaire och nach jiddereen duerchgeet, wat ëmmer eng wichteg Phas ass, wou mer soen: „Mir wëllen do wierklech och all Mënsch erreechen. An dat ass dee Bagage, deen eigentlech jiddereen herno soll mat op de Wee kréien, onofhängeg dovun, ob en duerno an eng Beruffsausbildung geet, ob en onqualifizéiert eng Kéier d'Schoul verléisst oder ob en eng Première mécht an da studéiere geet. Dee Bagage brauch en eigentlech och als Bierger." Mee dann awer och nach eng Kéier kucken, wat vu 15 bis 19 Joer, bis een eigentlech dann och d'Obligation scolaire verlooss huet oder d'Schoul verlooss huet, d'Première gemaach huet, wat een dann nach ka vu sënnvollen Aspekter mat vermëttelt kréien.

Fir déi éischt Alterskategorie, nämlech vu 6 bis 12 Joer, also d'Grondschoulen, si mer jo amgaangen, e grondneie Léierplang ze erstellen, dee mer breet diskutéiert hunn a wou mer jo gekuckt hunn, och hei villes vun der Finanzbildung mat ze integréieren, an de Schoulprogramm ze integréieren. Also dat, wat och hei zu Recht vun Eenzelne gefuerdert ginn ass, fir ze soen: „Et kann net nëmmen e Projet sinn, wou den Enseignant sech emol eng Kéier derfir engagéiert huet oder wou eng Klass fräiwëlleg matmécht oder wou d'Elteren och vläicht an hirer Fräizäit eng Kéier dohinner mat de Kanner kucke ginn." Nee, mir brauchen och Programmer, wou all Kand och Äntwerte mat op de Wee kritt zu deene véier Froestellungen oder Sujeten, déi ech virdrun hei opgezielt hunn. An dat wäert an Zukunft mat deem neie Léierplang fir d'École fondamentale och de Fall sinn.

Ech hunn den Optrag och ginn un d'Programmkommissioune vum Fach Mathematik am Enseignement secondaire classique a général, an den dräi éischte Joren och do nach eng Kéier eng Rei vun Aspekter vun der Finanzbildung mat ze integréieren. Jo, et ka ganz transversal sinn. Dat ass wouer. Gesi mer och am Fondamental als transversal virun allem un. Mir denken awer, datt et duerno virun allem staark verankert soll sinn och am Mathéscours am Lycée, virun allem an deenen dräi éischte Joren, wou et och do dann erëm eng Kéier wäert obligatoresch si fir all Schülerin a fir all Schüler, well se op deene Klassen nach alleguerte wäerten derbäi sinn a bleiwen.

Mir hunn awer och eng Rei vun Initiativen an Ausaarbechtung fir Schülerinnen a Schüler aus dem Lycée, also Altersspan dann net vu 15 un, mee och vun 12 u bis 19 Joer, wou mer da soen: Et kann een awer och do méi maachen, well vläicht d'Klass méi wëll maachen, well eng Schoul sech do méi wëll spezialiséieren." An eenzel Initiativen, Entrepreneurial Schools zum Beispill, Mini-Entreprisen, sinn hei flott genannt ginn. An et ass wierklech do ganz flott, well déi Jonk ganz praktesch och erliewen, wéi zum Beispill d'Finanzgestioun vun enger klenger Entreprise dann och fonctionéiert. An dovunner huele se jo nach eng Kéier méi mat herno fir hir eege Finanzgestioun, fir d'Verständnis vun der Ekonomie, wéi wa se dat just an der Theorie gesinn.

Mir wäerten awer och de Finanzfürerschäin aféieren, wat e flott Instrument ass, eebe fir am Lycée selwer praxisorientéiert awer nach eng Kéier eng ganz Rei vun Outilen a vu Kenntnisser a vun Iwwerleeunge mat op de Wee ze kréien. Mir wäerten och déi Plattform, déi mer amgaange sinn ze schafe fir ganz vill ausserschoulesch Acteuren, fir och hir Programmer, hir Initiativen an d'Schoul kënnen ze brénge, opmaache fir Acteure vun der Finanzbildung. Hei ass vun der CSSF geschwat ginn, et ass vun der ABBL geschwat ginn, mee natierlech awer och, Här Wagner, et ass net nëmmen de Klassefeind, deen hei kann aktiv ginn. Et kënnen der och aktiv ginn, déi vläicht méi e kritescht Bild op d'Finanzgestioun hunn, mee Acteure vu baussen, déi eng Rei vun Initiative kënnen de Schoulen ubidden. An d'Schoule picke sech dann natierlech och zousätzlech zu deem, wat am Schoulprogramm verankert ass, dat eraus, fir dat och kënnen dann ze maache mat de Kanner.

Mir waren a sinn a bleiwen am Kontakt mat der CSSF a mat der ABBL. A wann hei vun der Interpellantin gesot gëtt, de Ministère wär net esou kollaborativ gewiescht, da froen ech mech eigentlech schonn, wat „kollaborativ" da muss heeschen, wéi datt ee sech mat Leit zesummesetzt an dann natierlech kuckt: „Jo, wat kënne mir als Schoulsystem, awer och mat eise Methoden, mat eise Prozesser, mat eise Prozeduren, fir e Schoulprogramm kënnen ze definéieren, do maachen?" Mir loossen eis vu kengem de Schoulprogramm vu bausse schreiwen. D'Schoul decidéiert dee mat hire Methoden, mat hire Prozesser a mat hiren Decisiounsprozesser och nach ëmmer selwer. Dat soen ech, wann et ëm d'Finanzbildung geet, an dat soen ech bei all anerem ganz transversalen an och gesellschaftlech héich relevante Sujet, datt dat net ka vu baussen an d'Schoul eragedréckt ginn, vu kengem an och vu kenger Säit, wat awer net ausschléisst, datt ee sech doriwwer seriö ënnerhält an awer villes zesumme kann och ausmaachen an ofmaachen.

Mir brauchen, denken ech, awer och, an et wär sënnvoll, wéi an de Motioune gefuerdert ginn ass, eng nei Oplag vun enger nationaler Strategie. An ech denken do – an de Finanzminister Gilles Roth wäert sécherlech nach méi och dorobber agoen –, datt net alles nëmme vun de Schoule ka gestemmt ginn, vun de Bildungsinstitutioune ka gestemmt ginn, datt mer och méi breet an de Public musse goen. Ech denken awer och u Problematiken, déi och Géigestand vun dëser Debatt waren, wou mer vläicht preventiv kënne villes duerch Opklärung maachen, Iwwerverschëldung zum Beispill, mee wou mer awer och musse kucken: Wéi hëllefe mer de Leit herno dann och do erauszekommen? Och dat sollen, denken ech, Aspekter sinn.

De Max Hahn huet mer de Mëtten nach gesot, datt natierlech och de Familljeministère op deem Dossier schafft, op deem Dossier aktiv ass, ganz vill Opklärung mécht an och ganz vill Hëllef kann ubidden. Jo, mir wäerten dat och zesumme mam Finanzsecteur maachen, mee virun allem awer och fir e Verständnis fir d'Finanzprodukter kënnen ze kréien, déi haut anerer sinn, wéi et soss emol, war a wou permanent och Innovatioun ganz, ganz groussgeschriwwe gëtt.

Jo, an dat däerf sech net nëmmen u Kanner a Jonker riichten. Dat muss sech och absolutt un Erwuessener riichten. An et muss een natierlech och déi digital Realitéit mat considéreieren, déi och an der Finanzwelt ëmmer méi staark ginn ass a wou d'Decisiounen eigentlech nach eng Kéier méi schnell kënne getraff ginn an natierlech och de Risiko méi grouss ass, datt ee falsch Decisiounen hëlt.

An ech denken, do solle mer an allen Initiativen, déi mer huelen an der Finanzbildung, ee Grondsaz ëmmer vermëttelen: „Ënnerschreif net, wann s de et net verstees!" Dat war ëmmer esou, wann s de op d'Bank gaange bass. Dat war ëmmer esou, wann iergendeen der soss eppes wollt undréinen. An dat muss natierlech och an der Digitalwelt esou bleiwen. Et musse genuch Plaze ginn, wou ech mech ka berode loossen, fir dass ech et ka verstoen an da meng eege reflektéiert Decisioun dozou kann huelen.

Ech wëll, wéi gesot, hei nach eng Kéier den Engagement gi vu mengem Ministère aus, datt mer ganz gäre bereet sinn, och un enger neier nationaler Strategie matzeschaffen, well mer eis als e wichtege Vecteur och do gesinn, och vill preventiv kënnen ze maachen, mee awer gläichzäiteg och ze kucken, datt all Bierger och d'Chancë vun der Finanzwelt ka wouerhuelen, fir selwer mat sengem Erschafftenen dat Bescht draus ze maachen, et unzeleeën, fir seng eegen Zukunft kënnen ofzesécheren, an awer och – an dat ass en Aspekt, deen, mengen ech, ons heibanne besonnesch wichteg muss sinn – fir déi Debatten, déi mir féieren op gesellschaftlechem Plang, op politeschem Plang, déi natierlech och ëmmer eng finanziell Relevanz hunn, am beschte kënnen ze verstoen, ofzeschätzen, sech eng Meenung kënnen ze maachen an doduerjer och um demokratesche Wëllensbildungsprozess kënnen ze participéieren.

Wa mer d'Demokratie wëllen héichhalen, mussen d'Mënsche verstoen, wéi d'Welt fonctionéiert an och wéi d'Finanzwelt fonctionéiert – am Klenge fir si, mee och am Groussen dobaussen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Meisch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Finanzminister Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech der Interpellantin, der Liz Braz, Merci dofir soen, dëse wichtege Sujet haut op den Ordre du jour vun der Chamber bruecht ze hunn. Ech wëll awer och jiddwerengem Merci soen, dee sech am Numm vun de jeeweilege Fraktiounen ausgedréckt huet.

Dass ech kuerz eriwwer war an de Finanzministère an och um Telefon war, hat näischt mat Onhéiflechkeet ze dinn, mee vläicht kënnt eng weider Bank op Lëtzebuerg. Wait and see!

(Hilarité)

Une voix | Da sidd Der entschëllegt.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Den Educatiounsminister huet mat Recht gesot: „Bildung an de Finanzen ass wichteg, fir mündeg Bierger ze kréien." Duerfir ass d'Finanzeducatioun wichteg fir d'Kanner. Mee mir wëllen net aus jiddwer Kand e jonke Bänker oder e jonke Broker maachen. Mir wëlle virun allem, dass d'Leit als Konsument richteg agéieren, dass d'Leit och virun allem, wéi de Claude Meisch ënnerstrach huet, mündeg Bierger ginn an enger Zäit, wou d'Kompetenzen ëmmer mussen an d'Luucht goen, well d'Finanzwelt vun Dag zu Dag ännert.

Duerfir wéilt ech soen, dass een d'Finanzeducatioun net nëmmen op d'Kanner ka limitéieren, mee se inkluéiert och d'Elteren, se inkluéiert d'Schoul, se inkluéiert d'Acteuren op der Finanzplaz an och d'Politick an ech géing souguer soen d'Meedien, well d'Meedien hunn och en Informatiounsoptrag an dësem Beräich. Duerfir géif ech meng Interventioun op véier Saile baséieren.

Déi éischt ass déi: Zousätzlech zu deem, wat de Claude Meisch als Bildungsminister gesot huet, brauche mer am Interessi vun eisem Land an och vun eiser Finanzplaz a vun dem Meerwäert, deen eis Finanzplaz soll hunn, och eng gutt Finanzbildung bei eise jonke Studéierenden. An duerfir sinn ech frou, dass d'Uni hir Masterstudiegäng an der Finanzwelt wëllt weider ausbauen, dass d'Uni net hire Lehrauftrag als Forschung just gesäit, mee dass se virun allem och an deene Beräicher – Finanzen, Assurancen – weider Leit op Lëtzebuerg unzitt, fir Studiegäng ze maachen, mee se och an deene Beräicher ausbaut.

Duerfir hu mer eng Chaire op der Lëtzebuerger Universitéit fir sougenannt „Sustainable Finance". Wat ass dat? Nohalteg Finanzen. An déi wäert och iwwer 2027, wann den éischte Programm ausleeft, weidergefouert ginn. Mir hunn eng Chaire op der Uni a sougenannte „Private Assets". Mir hunn eng Chaire op der Uni an dem Aktuariat. An et ass och d'Demande vun dem Haut comité de la place financière, well déi natierlech nei Talenter brauchen, fir op der Finanzplaz ze schaffen, fir dass de gesamte Finanzberäich weider ausgebaut gëtt.

An ech sinn och frou – an ech soen och do op dëser Plaz Merci –, dass niewent deenen Zouwendungen, déi souwisou iwwert d'Uni kommen, dass niewent deene speziellen Zouwendungen, déi iwwert de Budget vun dem – an dësem Fall – Finanzministère kommen, och de Privatsecteur selwer – dat ass d'Bankenassociatioun, dat ass d'ALFI, d'Associatioun vun de Fongen, gradewéi den Assurancësecteur – mat dës Finanzchairë finanzéiert, am Sënn vun der Finanzplaz, mee am Sënn och virun allem, fir Talenter op Lëtzebuerg ze kréien.

Déi zweet Sail, déi ech wëll uschwätzen, ass eng nei national Strategie fir d'Finanzbildung. Den Educatiounsminister ass dorobber agaang. Jo, d'Regierung engagéiert sech do derzou. D'Regierung ass och der Meenung, dass déi muss adaptéiert ginn. Déi lescht Finanzstrategie datéiert vun 2015. A wéi ech virdru gesot hunn: Digitaliséierung am FinTech-Beräich, Kënschtlech Intelligenz, Kryptoaktiva, Impaktfinanzéierung, Cybersécherheet, Bedruchsmaschen am wäiteste Sënn vum Wuert, dat war net esou ausgeprägt 2015, dat heescht virun zéng Joer, wéi dat haut ass. An duerfir musse mer och nei Äntwerten an deem Beräich ginn.

Ech sinn och ganz d'accord domadder, dass déi onofhängeg Iwwerwaachungskommissioun vun de Finanzen – dat ass d'Finanzopsiicht, nämlech d'Commission de la surveillance du secteur financier – eng verdéiwend a verbreedend Roll do muss spillen. Si ass déi, déi am beschte platzéiert ass, fir et ze maachen. Hire Generaldirekter, de Claude Marx, ass extreem engagéiert doran. E war selwer mat mir d'lescht Joer an dëst Joer an eng Primärschoulsklass. Ech soen ëmmer fënneft Schouljoer. Wat ass dat? Cycle 4.1?

Plusieurs voix | Jo.

Une autre voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'lescht Kéier ware mer um Zens, dëst Joer zu Stroossen. An déi jonk Leit sinn an deem Alter schonns extreem verséiert, wat et alles gëtt an deem Beräich fir ze bezuelen, a si interesséiere sech och dofir. Duerfir fannen ech, dass Initiative wéi Lëtzfin oder aner Initiative wéi d'Appe „Money Odyssey" a „Financial Game of Life", dass ee spillend deene Jonken och mat Kredittsimulatioune bäibréngt, wat dat beinhalt, dass dat net nëmme Sue sinn, déi ee kritt, mee dass een och Sue muss zréckbezuelen, extreem gutt Aarbecht zesumme mat dem Secteur op deem Plang leeschten. A si maachen dat net nëmme vun hirer Funktioun aus, mee si maachen et virun allem och mat Motivatioun an och, fir déi jonk Leit ze begeeschteren.

Elo sot Der: „Wéi soll dat da bezuelt ginn?" Dir wësst, dass d'CSSF, dat heescht d'Finanzopsiicht, haaptsächlech fonctionéiert mat Contributiounen aus dem Secteur. An den David Wagner huet virdrun eppes Richteges gesot: Dat däerf net an eng Richtung tendéieren. Duerfir sinn ech der Meenung, dass et zousätzlech zu deem Budget, deen d'CSSF souwisou vu sech aus huet, net verbueden ass, dass den ëffentleche Budget, nämlech de Staatsbudget, eppes zousätzlech gëtt, fir, wéi dat an enger vun deene Motioune gefrot ass, eng sougenannte „Finanzschoul" opzeriichten, fir déi Finanzbildung ze maachen, an dass een net seet: „Ma da kënnen d'Banken dat finanzéieren", well da soen d'Banke soss ..., a fir ze evitéieren, dass d'Banke géinge soen: „Majo, wa mir et finanzéieren, dann hätte mer och gären, dass mer den Inhalt do mat préifen." Ech mengen, dass se dat net maachen. Mee et ass méi transparent, wa mer soen: „Mir bedeelegen eis als ëffentleche Budget an deem Sënn."

Déi véiert Sail, dat ass déi vun der sougenannter „Finanzbildung" an d'Verdéiwung vun der Spuer- an Investitiounsunioun. Dat hutt Der ganz richteg ... Et ass net u mir, Madamm Braz, fir dat ze bewäerten, mee ech deelen dat, wat Der dozou gesot hutt vun der Kapitalmaartunioun. Dat ass effektiv an deene Berichter vu Letta an Draghi – fréier italieenesch Premieren – no vir bruecht ginn. Just, et geet ëm méi wéi 800 Milliounen, déi mussen zousätzlech opbruecht ginn, mee 800 Milliarden, déi pro Joer – jo, pro Joer, et war esou e gewëssent Raunen, wéi Der dee Chiffer gesot hutt – um Privatmarché zousätzlech als Kapital mussen opbruecht ginn, fir dass déi europäesch Wirtschaft méi kompetitiv ass an dass se och mat aneren, wéi zum Beispill den Amerikaner oder am asiatesche Raum, ka mathalen.

Selbstverständlech hutt Der do den Nol op de Kapp getraff, well déi Iddi, déi deelen ech zu 100 %. Wat ass de Kär do dervunner? De Kär do dervunner ass deen ze soen, dass enorm Depote bei de Banke leien – déi sinn natierlech méi grouss ginn, wéi elo d'Zënsen héich waren – an dass déi Depoten eigentlech „schlafend" sinn. Dat heescht, dass se net genotzt gi fir de Wirtschaftsopschwong, dass se net genotzt ginn, fir um Niveau vun der Industrie, um Niveau vun de Kleng- a Mëttelbetriber dat néidegt Kapital, zousätzlech zu deenen ëffentleche Suen an zu deem Kapital an och deene Benefisser, déi vun de Betriber generéiert ginn, ze mobiliséieren.

Well wou hu mer dee groussen – ech soen emol – Problem um Niveau vun der Kompetitivitéit par rapport zu de Vereenegte Staate vun Amerika? Bei eis gëtt de Gros, 80/20, iwwer Bankfinanzement gemaach. A mat Recht sot der: „Net jiddwereen, och net jiddwer Entreprise, kritt dat geléint, wat se mengt, wat se misst

hunn, fir hire Projet duerchzezéien." Bei den Amerikaner ass et just ëmgedréint. Do ginn 20 % vun de Banke gemaach an de Rescht geschitt iwwer eng sougenannte „Mobiliséierung" vu Privatkapital. A fir dat ëmzedréinen, muss een en Deel vun deene Suen, déi als Depoten do sinn, déi schlafend sinn, méi aktivéieren, fir dass se der Wirtschaft zeguttkommen. Dat ass déi mëttelfristeg Zilsetzung. An dann déi längerfristeg Zilsetzung, wat ass déi? Dass déi Rendemente fir d'Leit erëm zréckkommen an domadder och gehollef gëtt, fir hir Pensiounen iwwert déi zweet an drëtt Sail an d'Luucht ze setzen. Dat ass déi Iddi, déi do derhannert ass. An ech kann Iech doran nëmmen ënnerstëtzen.

Dann hat Der e fënnefte Punkt. Ech maachen dat e bëssen am Telegrammstil, well et bleiwen nach aacht Minutten. De fënnefte Punkt war dee vun der Genderproblematik. Dat hutt Der mat afléisse gelooss. Dat heescht, wéi wäit soll de Sexe sous-représenté méi an der Finanzwelt matagebonne ginn? Ech kann Iech hei déi leschte Chifferen nennen. Op der Finanzplaz hu mer, Dir hutt dat richteg gesot, eng sougenannte „Finance Charter" geschaf. Dat heescht, dass eng Rei vu Banken, vu Finanzdéngschtleeschtere sech zesummegeschloss hunn, fir ze soen: „Mir wëllen der Genderproblematik méi nokommen, selbstverständlech fir an dësem Fall meeschtens Frae méi ze ënnerstëtzen, fir sech um Niveau vun der Finanzwelt erëmzefannen." Mee virun allem ass dat och e groussen Deel vun engem sougenannte „Gender Action Plan", dee mer gemaach hunn d'lescht Joer, richteg opgesat, wou mëttlerweil 78 – 78! – Finanzinstitutioune vun der Finanzplaz Lëtzebuerg sech dozou engagéiert hunn. Si hu sech engagéiert, de Sexe sous-représenté – meeschtens sinn dat d'Fraen – no vir ze bréngen.

Ech wëll awer och soen, dass mer um Niveau vun den Zuele praktesch eng 50/50-Repartitioun hu vu Fraen, déi um Niveau vun der Lëtzebuerger Finanzplaz schaffen. Mee Dir hutt mat Recht gesot: Do, wou et happert, dat ass um Niveau vun de fürenden a leedende Funktiounen. Mir hunn zum Beispill am Senior Management nach 30 % Fraen, déi do representéiert sinn. An an de Conseil-d'administratione si mer bei 29,8 %. Mir sinn awer vun 2023 op 2024 vu 27 % op 29,8 % an d'Luucht gaangen.

Elo sot Der: „Wat ass dann deen Gender Finance Action Plan?" Majo, et sinn haaptsächlech zwou Saachen dran. Dat ass éischtens e Mentorship, dass Frae vum jonken Antrëtt an d'Beruffswelt u begleet gi vun erfarene Leit, fir dass se an hire jeeweilege Finanzinstitutiounen de Wee vun der Karriärsleeder no uewe kréien. Da sinn awer virun allem och Engagementer, fir um Niveau vun de fürende Positioune vun deene jeeweilege Finanzinstituter méi Representatioun vun de Fraen an dësem Fall ze hunn.

An ech kann ... Jo, dat kann ech haut soen, well mir haten net méi spéit wéi de leschte Freideg am Regierungsrot eng Direktiv op dem Ordre du jour – déi kënnt deemnächst an d'Chamber –, dass an de Conseil-d'administratione vun de cotéierte Gesellschaften zu engem Drëttel de Sexe sous-representé dran ass oder muss representéiert sinn. Nach eng Kéier, dat si cotéiert Gesellschaften, déi zu Lëtzebuerg hire Siège statutaire hunn. Do muss um Niveau vun de Verwaltungsréit een Drëttel dovu Frae sinn.

Dann ass e Punkt, ech wëll dat direkt maachen, eng vun de Motiounen. Also, Jo zu der Finanzschoul. Jo zu enger Strategie – oder enger erneierter Strategie – vun der Finanzeducatioun.

An dann ass jo déi Fro: Wéi ass et mat dem nationale Kredittregëster? De Regierungsprogramm, soen ech ganz kloer, gesäit keen nationale Kredittregëster vir. D'Madamm Adehm hat an hirem Budgetsrapport déi Iddi ugeschnidden. Ech géing haut Follgendes soen: Mir mussen op eppes oppassen. Dir hutt déi Zuele genannt, dass d'Leit besonnesch um Niveau vun den Immobiliekreditter eng héich Verscholdung zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass richteg. Et muss een awer déi méi héich Verscholdung an absolutten Zuelen och mat deene méi héije Méiglechkeete vum Remboursement zesummesetzen. Wat heescht dat? Majo, dat heescht, dass zu Lëtzebuerg och d'Gehälter par rapport zum Ausland méi héich sinn. Dat heescht, do muss een eng gewësse Relatioun schafen.

Ech hunn dat och gefrot um sougenannte „Comité du risque systémique". Dat ass en Organ, dat setzt sech zesummen aus dem Finanzminister, deen dat presidéiert, der CSSF an der Zentralbank. An déi analyséiere periodesch, all zwee, dräi Méint, wéi d'Situatioun um Niveau vun de Riske vun onser Finanzwelt ass. Contrairement zu deem, wat ee géing menge bei héijen Zënsen, ass den Taux vun den „non-performing loans", dat heescht vun deene Kreditter, déi vun Haushalter net kënnen zréckbezuelt ginn, awer verhältnisméisseg net iwwerméisseg héich. Deen ass 2024 bei 2,2 %. Virum Unzéie vun den Zënse louch dee bei 1,5 %.

Elo sot Der: „Déi 2,2 % sinn nach ëmmer ze vill!" Ech mengen trotzdeem, dass bei de Banken, och heiansdo zum Leedweese vu jonke Leit, déi sech wëllen en Eegenheem uschafen, awer déi néideg Virsiichtsmoossname getraff ginn, fir dass den Dossier genaustens gekuckt gëtt an och gekuckt gëtt: Kënnen déi Leit och bei méi héijen Zënsen hire Kreditt weider bezuelen? Eng traditionell Fauschtreegel, déi op der Bankeplaz applizéiert gëtt, ass: Et gëtt gekuckt, wat den aktuellen Taux ass, dee se festleeën, an da gëtt gekuckt, ob se och bei 2 % méi héijen Zënsen dann nach d'Mensualitéite remboursëiere kënnen. Soudass ech mengen, dass um Niveau vun den Immobiliekreditter dat ënner Kontroll ass.

Wéi dat bei de sougenannte „Konsumkreditter" ass, weess ech net. Do wëll ech awer ganz kloer soen – ech soen dat a mengem perséinlechen Numm –: Mir mussen och oppassen, dass mer net duerch ze vill Transparenz um Niveau vun de Kreditter, an dat si besonnesch Konsumkreditter, d'Leit vläicht vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ewechdrécken an dass déi sech dann op eemol als Konsumenten erëmfannen am noen Ausland, wou de Schutz vun dem Konsument vläicht manner grouss ass, wéi dat zu Lëtzebuerg ass.

An duerfir, Madamm Braz, géing ech Iech eng proaktiv Approche suggeréieren. Ech hunn och Récksprooch gehat de Moie mam President vun eiser lëtzebuergescher Zentralbank an ech hat och Récksproch mam Generaldirekter vun der CSSF. Ech géing mech engagéieren, Viraarbechten ze leeschte mat Piste vu Reflexiounen, wéi een en nationale Kredittregëster kéint opstellen. Dee Kredittregëster, dee misst ugesidelt ginn entweeder bei der CSSF oder bei der Zentralbank, also net e Gremium à part, näischt esou wéi déi däitsch Schufa. Ech géif déi Pisten der Finanzkommissioun oder der Chamber mat hinnen zesumme le moment venu virleeën.

Mee ech soen awer: Ech engagéiere mech net am Numm vun der Regierung, well et och net am Regierungsprogramm virgesinn ass, virum Enn vun dëser Legislaturperiod e Projet de loi ze deposéieren iwwert d'Aféierung vun engem sougenannte „Kredittregëster". Dat ass dann Aufgab vun enger nächster Regierung, well eng Rei vun Iwwerleeungen do musse mat afléissen: Wéi wäit spillt do e Bankgeheimnis? Wat sinn d'Vir- an d'Nodeeler? Awéiwäit assuréieren ech och déi néideg Protektioun vun den eenzelne Leit? Ech hat virdru mat dem Bildungsminister dodriwwer rieds. A Länner wéi Däitschland, déi 80 Milliounen Awunner hunn, do gesäit dat sech e bëssen aneschters u wéi an engem Land mat 650.000 oder 675.000 Awunner.

Also nach eng Kéier am Resümmee: Ech engagéiere mech, Pisten op den Dësch ze leeën, wéi een esou eppes kéint bewerkstellegen, zesumme mat der Zentralbank, zesumme mat der CSSF. Mir kommen dann och an d'Chamber, fir déi Pisten ze presentéieren, an dann ass et un der Chamber, vläicht och un enger nächster Regierung, fir ze soen: Wëlle mer dat an engem Projet de loi maachen oder net? Mee dann ass zumindest déi Viraarbecht geleescht. Well wéi Der mat Recht sot: Mir sinn eent vun deene wéinege Länner, wou esou e Kredittregëster nach net fonctionéiert, sachant bien, dass mer och eent vun deene wéinege Länner sinn, wou mer och zum Schutz vum Bierger nach e Bankgeheimnis hunn.

Ech mengen, dat war elo eng Punktlandung an der Zäit. Ob se inhaltlech eng Punktlandung war, weess ech net. A fir de Rescht stinn ech selbstverständlech fir Är Froen zur Verfügung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Finanzminister Gilles Roth. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Motions

Mee mir mussen awer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deene véier Motioune kommen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et ëm en nationale Kredittregëster geet. Wie wëllt zu där Motioun nach d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Minister scho fir eng ganz nuancéiert Positioun zu där Motioun, wou ech ganz éierlech wierklech immense Bauchwéi domadder hunn.

Mir schwätze ganz vill vun Dateschutz, vu Schutz vu Konsumenten, an da kënnt erëm déi éiweg doutgegleefte Motioun, eng Kéier vun där enger Säit, eng Kéier vun där anerer Säit, fir op eemol hei eppes Schufa-Änleches zu Lëtzebuerg ze schafen, wou dann op eemol jiddwereen, deen e Prêt huet, soll erfaasst ginn a geriskt ginn, fir ze kucken, ob e sech jo net iwwerschëlt. Ech hu grousst Vertrauen dran, datt mer, wa mer méi an d'Bildung investéieren, den Iwwerverscholdungsproblem anescht an de Gréff kréie wéi duerch eng Iwwerwaachung hei wierklech vun de Biergerinnen a Bierger, déi e Prêt geholl hunn.

An dofir kann een esou eng Motioun net matstëmmen, wann een iergendwéi dat Wuert „Dateschutz" nach eng Kéier wëllt kredibel an de Mond huelen. An dofir wäerten d'Piraten dat heiten och ganz kloer net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An dann huet direkt den Auteur vun dëser Motioun, d'Madamm Liz Braz, d'Wuert gefrot.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Ech mengen, den Här Clement hätt besser, sech nach eng Kéier ze informéieren, wat den Ënnerscheed ass tëscht enger däitscher Schufa an enger belscher Centrale des crédits. Hie schwätzt erëm hei ganz theatralesch, ouni op d'Fakten anzegoen. Dat sinn Äppel a Bieren, déi Der matenee vermëscht. D'Bieren hu mer ofgewennt an

der leschter Motioun. Bei den Äppel si mer awer derbäi, fir driwwer ze schwätzen. An ech sinn dofir ganz frou iwwert dem Finanzminister säi Kompromëss, fir trotzdeem déi Pisten eng Kéier ze analyséiere mat deene kompetenten Acteuren an eis déi och hei ze proposéieren.

An där Hisiicht, mengen ech, ass et och net néideg, dass mer elo nach iwwert d'Motioun esou ofstëmmen. Ech huelen dat dote ganz gären a Kaf, dass mer da kënnen an der Kommissioun eng Kéier doriwwer schwätzen.

Ass dat esou an der Rei oder musse mer ofstëmmen?

(Interruptions)

Ok, bon.

Une voix | Dir kënnt se zréckzéien.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Jo, jo, jo! Net fir Iech!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Braz. Dat heescht, mir brauchen dann net méi iwwert d'Motioun Nummer 1 ze befannen.

(La motion 1 de Mme Liz Braz est renvoyée à la Commission des Finances.)

Motion 2

A mer kënnen direkt zur Motioun Nummer 2 kommen, wou et ëm d'Strategie zur finanzieller Educatioun geet. Wie wëllt zu där Motioun nach d'Wuert ergräifen? Nach eng Kéier den Auteur direkt, d'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Och hei soen ech der Majoritéit Merci fir hir Motioun, déi sech effektiv iwwerschneit a gréisstendeels och iwwerdeckt mat deem, wat ech a menger Motioun gefrot hunn. Ech géif souguer soen, dass déi vun der Majoritéit nach e bësse méi wäit an an den Detail geet. Dat ass e Luxus, deen een an der Oppositioun net onbedéngt huet. Dofir hei meng Propos: Ech géif och hei meng Motioun zréckzéien an déi vun der Majoritéit matdroen.

Ech hätt vläicht just eng Propositioun, well a menger Motioun, do war en Delai gesat, bis wéini den Educatiounsminister dës Strategie soll presentéieren. Ech hunn eraushéieren, dass de Summer e bëssen ze vill optimistesch a kuerzfristeg ass. Dofir géif ech proposéieren, dass mer eis do bis Enn vum Joer ginn an den Text deementspriechend upassen.

Ech géif proposéieren: „invite le Gouvernement à présenter une stratégie nationale actualisée en matière d'éducation financière avant la fin de l'année en tenant compte", an de Rescht iwwerhuele mer esou. Dat wär meng Propos. An da kéinte mir déi dote ganz gäre matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Braz.

(La motion 2 de Mme Liz Braz est retirée.)

Motion 4

Ech mengen, da géife mer elo d'Motioun Nummer 3 iwwersprangen an direkt zur Motioun Nummer 4 kommen, fir ze kucken, ob mer do kënnen e Konsens fanne mat där Propositioun vun der Madamm Braz. D'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci. Also, mir wieren domadder d'accord, deen dote Saz bäizesetzen, dass de Minister sech engagéiert, dat dote bis Enn des Joers ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Adehm. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, d'Motioun ass eis ganz sympathesch. Et ass vläicht ee klenge Bemoll. An do wollt ech awer d'Autrice nach eng Kéier froen, fir vläicht ze erklären, firwat déi onbedéngt muss involvéiert sinn. Ech weess, datt d'CSSF als Secteursvertrieder schonn e Budget huet, fir Finanzeducatioun ze maachen. Ech froe mech awer just … Et gouf jo och virdru schonn e bëssen ugeschwat, datt mer u sech eng ëffentlech Finanzbildung wëllen hunn. An dofir verstinn ech net ganz, firwat mer explizitt hei op d'CSSF nach eng Kéier aginn. Déi huet hire Rôle ze spillen. Mee et muss een ëmmer wëssen, vu wou d'CSSF finanzéiert gëtt.

An dofir ass et vläicht awer e bësse limitativ, hei just d'CSSF nominativ ze nennen an net déi aner Acteuren, wou de Minister jo och op den Aworf vun de Kolleege vun déi Lénk gesot huet, et misst een et och vläicht opmaache fir aner Acteure wéi nëmmen de Finanzsecteur selwer. Ob een dat net vläicht e bësse méi inklusiv kéint formuléiere wéi esou exklusiv, wéi et elo formuléiert ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert zréckginn un d'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, nee! Also, mir beschränken eis jo net exklusiv hei op d'CSSF. Ech weess guer net, wou den Här Clement dat dote gelies huet, wat en elo just do sot.

M. Sven Clement (Piraten) | Ären zweeten Invite.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, mee et ass och, well et aktuell esou gemaach gëtt. An duerfir fuere mir an där doter Prozedur weider. Ech gesinn net, wien Der do nach wëllt mat dranhuelen. Ech hat Beispiller genannt gehat vun de Jonken Entrepreneuren. Jo, déi maachen dat. Mee ech gesinn awer elo net an, firwat d'Regierung dat dote soll alles mat drasetzen. Also, ech denken, dass mer d'Motioun esou loossen, wéi se elo ass.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Adehm. Et ass keng weider Wuertmeldung do. Da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 4 kommen.

Motion 4 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant les résultats de l'enquête de l'OCDE/INFE publiée en décembre 2023 sur la culture financière des adultes ;

– considérant que seuls 53 % des résidents ont atteint le score minimum requis pour être considérés comme financièrement éduqués ;

– considérant le niveau particulièrement préoccupant des connaissances financières des jeunes adultes de 18 à 29 ans ;

– considérant que l'environnement financier est devenu de plus en plus digitalisé et complexe ;

– estimant que l'éducation financière constitue un levier essentiel pour renforcer la capacité des citoyens à prendre des décisions financières et économiques de façon responsable et autonome ;

– constatant que l'éducation financière englobe de nombreux aspects, allant de la gestion quotidienne de l'argent au fonctionnement du système bancaire, en passant par l'épargne et l'investissement ;

– constatant que l'éducation financière favorise également une meilleure compréhension des mécanismes économiques ;

– considérant les enjeux fondamentaux liés à l'autonomie financière, à la prévention de l'endettement ainsi qu'à la planification à long terme, en particulier en matière d'épargne et de retraite ;

– rappelant la stratégie nationale en matière d'éducation financière élaborée en 2015 et mise en œuvre par la Commission de surveillance du secteur financier ;

– estimant que cette stratégie n'est plus à jour au regard des évolutions économiques, sociales et technologiques survenues depuis son élaboration ;

– saluant l'accord de coalition qui prévoit de mettre en place des mesures afin d'améliorer l'éducation financière de tous les citoyens, notamment à travers des enseignements de base en finance dans les écoles primaires et secondaires,

invite le Gouvernement

– à présenter une stratégie nationale actualisée en matière d'éducation financière avant la fin de l'année en tenant compte des évolutions économiques et numériques tout en veillant à ce que celle-ci soit adaptée à toutes les tranches d'âge et à toutes les couches sociales ;

– à veiller à ce que la mise en œuvre de la stratégie se fasse dans le cadre d'une approche coordonnée entre le Ministère de l'Éducation nationale, le Ministère des Finances et la Commission de surveillance du secteur financier ;

– à intégrer de manière systématique et progressive l'éducation financière dans les programmes scolaires, dès l'enseignement fondamental et tout au long de l'enseignement secondaire ;

– à lancer des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'éducation financière et sur les services d'aide et de conseil disponibles en matière de surendettement.

(s.) Diane Adehm, Barbara Agostino, André Bauler, Jeff Boonen, Ricardo Marques, Laurent Mosar.

Vote sur la motion 4 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de perséinleche Vott. Dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Ricardo Marques), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Motion 3

Da kéime mer nach zur Diskussioun vun der Motioun Nummer 3. Wie wëllt do nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? D'Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP), interpellatrice | Och hei sinn ech frou, dass mer an den Interventiounen héieren hunn, dass e breede Konsens do ass, fir dat dote matzedroen. An ech hu virun allem och do erëm dem Finanzminister säi Kommentar appreciéiert, wou e sot, dass do ëffentlech Gelder och wäerte mobiliséiert ginn, fir dozou bäizedroen. Ech mengen, et ass eng weesentlech Komponent, fir dat dote kënnen an d'Liewen ze ruffen. An ech si frou, dass dat och vun der Regierung esou agesi ginn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Braz.

Wa keng weider Wuertmeldung do ass, froen ech, ob mer iwwer dës Motioun par main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.19 heures.)

76e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 39
   M. Claude Wiseler, Président
2. **8222 – Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, adoptés par la trente-deuxième Assemblée des parties, le 8 décembre 2021** p. 39
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Simone Beissel
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8222 et dispense du second vote constitutionnel
3. **8309 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de :**
   1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ;
   2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence p. 40
   Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Gérard Schockmel | M. Ben Polidori (intervention de M. Franz Fayot) | M. Tom Weidig (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Baum et M. Fred Keup) | Mme Joëlle Welfring | M. Tom Weidig (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Fred Keup) | M. Fred Keup (parole après ministre) (intervention de M. Sven Clement) | M. Ben Polidori (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. Gérard Schockmel (parole après ministre)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8309 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Tom Weidig | M. Guy Arendt | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. Sven Clement
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
4. **8435 – Projet de loi portant modification de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel** p. 49
   Rapport de la Commission de la Culture : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | Mme Alexandra Schoos (dépôt de la motion 1) | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum (dépôt d'une demande de vote séparé sur les articles 2 et 15 du projet de loi 8435)
   Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture
   Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8435
   Vote séparé sur l'article 15 du projet de loi 8435
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8435 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Djuna Bernard | M. André Bauler | M. Georges Engel | M. Sven Clement | Mme Octavie Modert | Mme Alexandra Schoos (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
5. **Ordre du jour** p. 55
   M. Claude Wiseler, Président
6. **Motion de Mme Paulette Lenert relative à l'alignement de la stratégie nationale sur la stratégie européenne en matière de prévention des menaces et des crises émergentes** p. 55
   Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | Mme Paulette Lenert
   Vote sur la motion (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8222 – Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, adoptés par la trente-deuxième Assemblée des parties, le 8 décembre 2021

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 8222, d'Adoptioun vun den Amendementen, déi als Zil hunn, d'Reegele vun den internen Entscheedungsorganer vun der OMI unzepassen. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: D'Rapportrice huet 5 Minutten an d'Regierung eventuell dann och 5 Minutten. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Simone Beissel (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëscht er hu mer iwwert de Schutz vun der Ëmwelt

geschwat, haut de Moie fänke mer u mam Schutz vum Mier.

D'Organisation maritime internationale ass eng Satellittenagence, eng Spezialagence vun der UNO, déi op där enger Säit derfir zoustänneg ass, eeben d'Sécherheet, am Franséische Securité a Sûreté, vun der kommerzieller Schëfffaart op de Mieren ze garantéieren an op där anerer Säit d'Preventioun ze maache vun der Mieresverschmotzung, Pollution maritime.

De Projet de loi 8222 huet als Haaptzil, d'Amendementer, déi den 8. Dezember 2021 vun der Assemblée plénière des parties à la convention ugeholl gi sinn, hei zu Lëtzebuerg ze approuvéieren. Wichteg ze wëssen ass, dass, quitte dass mer mussen eng formell Prozedur hei maachen, d'Mise en oeuvre awer keng spezifesch Implikatiounen huet op nationalem Plang.

D'Konventioun, déi dës Organisatioun kreéiert huet, ass scho säit dem 14. Februar 1991 hei zu Lëtzebuerg en vigueur. An et geet also elo drëm, déi Amendementer, déi geholl gi sinn, och an eisen Ordre juridique interne ze integréieren, well mat deem System gëtt d'Konventioun ugepasst a moderniséiert.

Zwou Saache gi gemaach: Éischtens gi verschidde Reegelen ugepasst an zweetens gëtt d'Decisiounsgewalt vun den Haaptgremie verstäerkt.

Et sinn u sech dräi Amendementer, déi ech elo ganz kuerz virstellen:

Deen éischten, do geet et drëm, eebe just fir dass méi Staate kënne matmaachen, d'Zuel vun de Membere vum Conseil vu 40 op 52 ze setzen.

Den zweeten Amendement betrëfft d'Mandatsdauer, déi gëtt vun enger Sessioun vun der Assemblée op zwou Sessioune verlängert an do derbäi kënnt dann automatesch en neie Quorum. Et mussen elo 34 Membere present sinn, fir dass se kënne grouss Decisiounen huelen.

Den drëtten Amendement ass och wichteg. Dir wësst vläicht, déi vun Iech, déi heiansdo um Mier sinn, dass international dräi Sproochen ëmmer gängeg sinn um Mier, dat heescht, dat sinn Englesch, Franséisch a Spuenesch. Dat ass historesch esou gewuess. Mee d'Welt gëtt ëmmer méi kleng an do ginn dräi aner Sprooche bäigesat, dat sinn Arabesch, Chineesesch a Russesch. Mat deem System kënnen all méiglech Leit, déi sech op dem Mier beweegen, matenee kommunikéieren. Dat ass wichteg, well mat deem System kënnen dee Moment vill méi Entwécklungsstaaten an awer och Inselstaate matdecidéieren an deem Conseil. Et sinn also elo sechs offiziell Sproochen an der Konventioun virgesinn.

D'Amendementer, déi ugeholl sinn, bréngen dat dann alles mat sech.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zur Prozedur. D'Ekonomieskommissioun huet zwee Avisen hei kritt.

Een Avis vum Conseil d'État, do war awer keng Opposition formelle an och zum Fong hat d'héich Kierperschaft keng extra Remarken.

Dann huet d'Chamber de Commerce, d'Handelskummer, dräi interessant Remarke gemaach:

Éischtens begréisst se, dass d'Zuel vun de Membere vun deem Conseil an d'Luucht gesat gëtt, fir eeben d'Länner ze stäerken. Ech erënneren Iech drun, dass mir 207 Schëffer ënnert dem Pavillon maritime luxembourgeois lafen hunn. An et ass och wichteg, dass een eis Stëmm do kann héieren.

Zweetens begréisst d'Handelskummer och déi Neierung mat de Sproochen. Dir wësst, dass mir ënnert dem Principe vum Multilinguisme hei zu Lëtzebuerg fonctionéieren, a wat méi Sprooche do sinn, wat et och fir Lëtzebuerg méi interessant ass.

An dann dat Drëtt, dat ass, dass d'Handelskummer wierklech pousséiert a Mesüren an dobäi, fir relativ séier déi ganz Amendementer an dem Lëtzebuerger Ordre juridique interne anzeféieren. Da si mer konform zu de generelle Reegele vun der OMI, an dat steet Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht.

Souwäit schonn dëse Rapport mat dësen dräi Amendementer. Wéi gesot, e klenge Projet, mee trotzdeem erëm e wichtegen; eng Meil, eng Séimeil, fir d'Lëtzebuerger Handelsflott. Dir wësst: 1.852 Meeter, ...

(Interruption par M. Sven Clement)

... 1.852 Meeter, eng Séimeil. Här Clement, ech weess, déi aner sinn 1.609 Meeter.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ech hunn d'ganzt Liewe laang domadder misse schaffen: 1.852 Meeter.

Also wierklech eng wichteg Saach fir d'Lëtzebuerger Schëfffaart, an dofir bréngen ech hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Beissel. Wëll d'Regierung eppes dozou soen?

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Just ganz kuerz.

M. Claude Wiseler, Président | Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech weess, dass dat doten e Projet ass, dee ganz technesch ass, mee wou et awer wichteg ass, dass och mir als Lëtzebuerg déi Transpositioun maachen, fir fir d'Organisation maritime internationale déi néideg Upassungen do ze hunn op deenen dräi Punkte, wéi se erklärt gi sinn. Wéi gesot, et ass technesch, mee Lëtzebuerg huet och do mat dem Pavillon maritime e Rôle ze spillen. An dofir ass et och flott, déi breet Zoustëmmung hei ze gesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass d'Diskussioun domadder ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8222. Den Text steet am Document parlementaire 8222[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8222 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8222 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Ben Polidori), Claude Haagen (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup (par M. Jeff Engelen), Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8309 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques) et portant modification de :

1° la loi modifiée du 14 août 2000 sur le commerce électronique ;

2° la loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8309 iwwert d'Ëmsetze vum europäeschen Digital-Services-Act-Reglement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 15 Minutten, d'CSV huet 15,5 Minutten, d'DP 12 Minutten, d'LSAP 11 Minutten, d'ADR 7,5 Minutten, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hu 7 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Gérard Schockmel, den Här Ben Polidori, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Guy Arendt. Här Arendt.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8309 soll d'EU-Reglement 2022/2065, de sougenannten „Digital Services Act", an eist nationaalt Recht transposéieren. An dësem Reglement geet et ëm de Marché unique vun den digitale Servicer, an dëst huet als Haaptzil, déi néideg Upassungen um legislative Kader virzehuelen. D'Direktiv 2000/31/CE iwwert déi digital Servicer geet zeréck op d'Joer 2000. An der Tëschenzäit huet sech immens vill beim technesche Fortschrëtt gedoen. Souwuel d'Servicer wéi och déi ekonomesch Modeller hu sech iwwert déi lescht 25 Joer staark verännert an eng Rëtsch neier sinn entstanen.

Duerch déi nei Onlineplattform ass et haut vill méi schwéier, erauszefannen an ze kontrolléieren, wien un der Source ass vun der Diffusioun vun illegalem Contenu. Dëst mécht et schwéier, effikass Mesüren en place ze setzen, fir dëst ze bekämpfen.

Et ass immens wichteg, dass iwwerall an der EU déi nämmlecht harmoniséiert Reegelen an héich Standarde gëllen. D'Reglement betrëfft alleguer d'Onlineintermediairen, also sozial Netzwierker, Hostingservicer an och Onlinemarketplaces, déi hir Servicer op dem europäesche Marché proposéieren.

Dëst Reglement leet also d'Reegele fest, fir engersäits déi digital Plattformen ze responsabiliséieren a fir anersäits géint d'Verbreede vun illegalem Contenu oder onsécher Produite virzegoen.

Déi Plattformen a Sichmaschinne mat enger méi grousser Zuel vun Notzer, iwwer 45 Milliounen, kréie méi streng Reegelen operluecht, déi et ze respektéiere gëllt. Déi méi kleng Betriber mat manner wéi 50 Employéen an engem Chiffre d'affaires vu manner wéi 10 Milliounen Euro kënne vu verschiddenen Ausnamereegele profitéieren.

Konkreet muss all Service den Notzer d'Méiglechkeet bidden, illegale Contenu ze mellen. Verschidde Forme vu geziilter Publicitéit ginn och verbueden, an do virun allem déi, déi op sensibelen Donnéeë baséieren, wéi zum Beispill der politescher Meenung, der eethnescher Originn oder dem Profilage vu Kanner. D'Onlinehandelsplattforme mussen d'Zréckverfollege vun de Verkeefer, déi hir Plattform benotzen, garantéieren am Aklang mam Prinzipp vum sougenannte „Know your customer".

An och déi grouss Plattformen an d'Onlinesichmaschinne musse Mëssbrauch verhënneren, andeems si déi néideg Moossnamen ergräifen, déi se op Basis vun enger Risikoanalys bestëmmen. Wat d'Gouvernance ugeet, wäert d'Mise en oeuvre vum DSA duerch d'EU-Kommissioun wéi och duerch d'Memberstaaten assuréiert ginn. All Memberstaat muss eng oder méi national Autoritéite festleeën, déi fir d'Surveillance vun deenen intermediairë Plattformen, déi um nationalen Terrain present sinn, zoustänneg sinn.

Eng vun dësen Autoritéiten hëlt de Rôle vum Coordinateur des services numériques vum Digital Services Act un. Déi 27 sougenannten DSCen, also Coordinateurs de services numériques, vun de 27 Memberstaate kooperéiere bannent engem europäesche Kommitee, deen d'Enquêtë féiert a Recommandatiounen iwwert d'Applikatioun vum Reglement formuléiert. En elektronesche System soll dës Kollaboratioun och vereinfachen.

Heizou muss ee soen, dass den DSA déi bestoend europäesch an national Legislatioun zum illegale Contenu completéiert, ouni se ze ersetzen. Esou wäerte verschidden Autoritéiten en charge sinn, fir spezifesch Contenuen ze iwwerwaachen, esou zum Beispill d'CNPD fir den Dateschutz, den ILNAS fir geféierlech Produiten an d'Police an de Parquet fir terroristesch Contenuen. De Coordinateur vun den digitale Servicer soll d'Mise en oeuvre vum DSA superviséieren an d'Prozeduren, déi vum Reglement virgesi sinn, koordinéieren, ouni an déi sektoriell Kompetenzen anzegräifen. Fir déi ganz grouss Onlineplattformen, wéi schonn ernimmt, mat iwwer 45 Milliounë Benotzer iwwerhëlt d'Kommissioun d'Surveillance.

Am Fall, wou den Digital Services Act net respektéiert gëtt, hunn d'Coordinateure vun den digitale Servicer an d'EU-Kommissioun d'Méiglechkeet, Sanktioune vu bis zu 6 % vum Chiffre d'affaires mondial auszeschwätzen.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Autorité de la concurrence erausgesicht ginn, fir de Rôle vum Coordinateur vun den digitale Servicer ze iwwerhuelen. Dëse Choix léisst sech doduerch begrënnen, dass dës Autoritéit schonn eng gewëss Expertis huet, genausou wéi verschidde Kompetenzen, gradewéi eng global Vue vun de Marchéë vun enger Rei vu Produkter a Servicer, dorënner och déi digital.

D'Konkurrenzautoritéit ass och scho fir d'Applikatioun vun de Reglementer „Platforms to business", P2B, wéi dat technesch heescht, am Digital Markets Act, DMA, zoustänneg, déi enk mam DSA verbonne sinn. Dëst fërdert eng kohärent Ëmsetzung vun de Reegelen, déi d'Onlineplattform reglementéieren. Heiduerch spuere mer och Käschten, déi ufale géifen, wa mir eng nei Autoritéit grënne géifen.

D'Konkurrenzautoritéit huet am Moment och scho verschidde Pouvoiren, déi vergläichbar si mat deene vum DSC, esou wéi de Mechanisme fir d'Plainten, d'Prozedure fir Enquêten an de Pouvoir d'exécution. Enger Schätzung no sinn zu Lëtzebuerg eng ronn 250 digital Plattformen identifizéiert ginn, déi et ze surveilléiere gëllt. Et ass schwéier, déi genau Charge de travail virauszegesinn, déi d'Konkurrenzautoritéit wäert hunn, virun allem um Niveau vun de Plainten oder den Ufroe fir Kooperatiounen oder gemeinsam Enquêten.

Dësen Text huet also als Haaptzil, de Coordinateur vun den digitale Servicer ze designéieren an d'Sanktioune festzeleeën, déi hien am Kader vum DSA uwende kéint. Och wann dës Reguléierung direkt applikabel ass, mussen d'Memberstaate spezifesch Prozeduren definéieren, fir d'Ausübung vun de Pouvoire vum DSC ze garantéieren. Dofir ass et noutwendeg, d'Enquête- an d'Duerchféierungsmechanismen anzeféieren, déi sech um Konkurrenzrecht an un de Praktike vun der Europäescher Kommissioun inspiréieren.

Fir eng effektiv Ëmsetzung sécherzestellen, gesäit de Projet vir, datt d'Konkurrenzautoritéit mat den nationale sektoriellen Autoritéiten zesummeschaffe kann, déi scho fir de Kampf géint d'Verbreedung vum illegalen Onlinecontenu zoustänneg sinn. Eng national Koordinatiounsgrupp wäert gegrënnt ginn, fir d'Ëmsetzung vum DSA ze harmoniséieren an d'Kohärenz mat aneren europäesche Gesetzgeebungen am Beräich vun den digitale Servicer ze garantéieren.

Här President, léif alleguer, d'Ekonomiekommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zéng Avisen a fënnef Avis-complementairen eran.

De Staatsrot huet a sengem Avis verschidden Opposition-formellen ausgeschwat, déi virun allem vun technescher Natur waren. Nodeems d'Ekonomieskommissioun verschidden Amendementer ausgeschafft huet, déi op d'Opposition-formellë geäntwert hunn, huet de Staatsrot a sengem Avis complémentaire nach zwou Opposition-formellë bäibehalen. Et geet zweemol ëm déi nämmlecht Thematik: De Staatsrot wëll, dass mir e Recours viru Geriicht virgesi géint d'Decisioune vun der Konkurrenzautoritéit zu der Confidentialitéit vun Informatiounen an dem Accès op dës Informatiounen. D'Kommissioun huet decidéiert, dëse Remarke Rechnung ze droen, an esou konnten och déi lescht Oppositiounen opgehuewe ginn.

D'Chambre des Salariés begréisst, dass d'Autorité de la concurrence de Pouvoir d'enquête et d'inspection attribuéiert krut, well et fir d'Affer vun esou Violatioune schwéier wier, en Accès op Preuven ze kréien, well där dacks an den informatesche Systemer vun de Fournisseure vun de Servicer bleiwen. Den Text gesäit vir, dass d'Konkurrenzautoritéit d'Personal zu engem Entretien convoquéiere kéint, mee d'Chambre des Salariés bedauert awer, dass iwwerhaapt kee Schutz fir d'Personal vun de Fournisseure vun den intermediairë Servicer virgesi wier. Et misst ee verhënneren, dass d'Personal ënner Drock gesat kéint ginn. A si ënnersträicht och d'Wichtegkeet vun der Confidentialitéit, souwuel vun de Convocatioune wéi och vum Echange selwer fir d'Sécherheet vum Salarié.

Déi lëtzebuergesch Union vun de Consommateuren, also de Konsumenteschutz, begréisst d'Zilsetzung vun dësem Reglement a recommandéiert, dass all sektoriell Autoritéit kloer identifizéiert, wéi eng Dispositioune vum Reglement ënner hir Kompetenz falen. Am Sënn vun enger Verbesserung vun der Transparenz freet d'ULC och, dass den DSC en Tablo publizéiert, wou d'Opdeelung vun de Kompetenzen detailléiert ass.

D'Konkurrenzautoritéit huet d'Méiglechkeet, eng Inspektioun bei de Fournisseuren duerchzeféieren, fir de Respekt vum DSA ze kontrolléieren. Dëst ka vun engem Juge d'instruction ordonéiert ginn. Wann de Juge d'instruction dëst refuséiert, da gesäit den Text awer keng Méiglechkeet fir d'Konkurrenzautoritéit vir, fir an Appell ze goen. D'Cour supérieure de justice stellt an hirem Avis dës Decisioun vun den Auteuren a Fro a bemierkt, dass dëst zu engem Problem um Niveau vun der Applikatioun vum DSA féiere kéint.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis keng Observatiounen zu dësem Text formuléiert.

An hirem éischten Avis huet d'CNPD hir Suergen doriwwer formuléiert, dass d'Konkurrenzautoritéit Decisiounen iwwert de Schutz vu perséinlechen Date kéint treffen an dass d'Saisie vun de sektoriellen Autoritéiten nëmme fakultativ wier, wat zu enger juristescher Onsécherheet féiere kéint an de Schutz vum Privatliewen a Gefor brénge kéint. An hirem Avis complémentaire bedauert d'CNPD, dass hire Remarken net Rechnung gedroe ginn ass.

D'Handelskummer begréisst, dass d'Auteuren en autonoomt Gesetz fir d'Applikatioun vum DSA ausgeschafft hunn, well dëst d'Reegele méi visibel géif maachen. Am Sënn vun der digitaler Transitioun wërft d'Chambre de Commerce d'Iddi op, dass een an Zukunft doriwwer nodenke sollt, e Régulateur national unique fir déi digital Aktivitéiten anzeféieren. An hirem Avis complémentaire betount d'Chambre de Commerce de Besoin, dass d'Konkurrenzautoritéit déi néideg Ressourcë brauch, fir hir nei Responsabilitéiten ze assuméieren.

D'Konkurrenzautoritéit begréisst, dass si de Rôle vum Coordinateur vun den digitale Servicer zougesprach krut. Si betount och, dass den DSA erlaabt, illegal Inhalter méi séier ze traitéieren, wat de Benotzer e méi séchert Onlineëmfeld gëtt.

D'ALIA bedauert an hirem Avis, dass net e puer kompetent Autoritéite fir d'Surveillance vum DSA designéiert gi sinn. An hirem complementairen Avis huet d'ALIA keng Remarken zu den Amendementer.

Den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg begréisst a sengem Avis verschidden Amendementer an approuvéiert d'Aféiere vun engem Double degré de juridiction fir déi Decisiounen, déi vun hirer Chambre du conseil getraff ginn.

Fir weider Detailer zum Fong an och zu den Avise verweisen ech op de schréftleche Rapport, soe jiddwerengem Merci, deen hei mat bäigedroen huet, a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Arendt Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren net ze haart ze schwätzen, well meng Stëmm ass net zum Allerbeschten. Mee mat dësem Projet setze mir awer déi néideg Jalone fir d'Anhale vum EU-Reglement zu den digitale Servicer duerch e Regulateur um nationale Plang, also fir dass dat soll kontrolléiert ginn.

De sougenannten Digital Services Act, oder ofgekierzt den DSA, ass schonn zënter dem 17. Februar 2024 a Kraaft a mir, esou wéi aner EU-Memberstaaten, befannen eis säit 2024 an enger Procédure d'infraction säitens der EU-Kommissioun. Et ass also wichteg, dass mir mat dësem Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, eise Flichten am Kader vun dësem Reglement nokommen. Op den Detail vun dëser Ëmsetzung kommen ech e bësse méi spéit a menger Ried zréck.

Här President, den Digital Services Act ass e Meilesteen an der Reglementatioun vun den digitale Servicer an der Europäescher Unioun, an dëst aus enger ganzer Rei Grënn.

Éischtens brëngt en eng dréngend noutwendeg Moderniséierung vun der Reglementatioun an der EU zu den digitalen Déngschtleeschtungen.

Zweetens stäerkt en den EU-Bannemaart dank eenheetleche Reegelen an e schützt d'Konsumenten an och déi kleng a mëttel Betriber virun Abusen um Internet. Dës Reegele gëlle fir all Déngschtleeschter, déi um EU-Bannemaart aktiv sinn.

Drëttens responsabiliséiert en d'Bedreiwer vun Internetplattforme fir déi Inhalter, déi iwwer hir Plattforme verbreet ginn. Am Viséier stinn do besonnesch Hatespeech, terroristescht Material an Desinformatioun.

Véiertens leet den DSA méi kloer an transparent Reegele fest, wat d'Reklammen um Internet ubelaangt, a setzt op e staarke Schutz vu Mannerjäregen, andeems d'Cibléiere vu Kanner a Jugendleche verbuede gëtt.

An dësem EU-Reglement gëtt och differenzéiert tëschent deene ganz grousse Plattformen, déi méi strenge Reegelen a Sanktiounen ënnerleien, an deene méi klenge Betriber, déi manner streng Obligatiounen imposéiert kréien. Ganz grouss Plattforme sinn déi mat iwwer 45 Milliounen Useren, an déi kleng Betriber an dësem Reglement sinn definéiert als Betriber mat manner wéi 50 Salariéen an engem Ëmsaz vu manner wéi 10 Milliounen Euro pro Joer.

Den DSA ass d'Resultat vun zéie Verhandlungen an d'Resultat dovun ass eeben dëse Kompromëss, deen, wéi schonn ugefouert, wichteg Jalone setzt. Well en all d'Plattforme betrëfft, déi an der EU aktiv sinn, huet en och zu engem staarken Interessi vun anere Regierungen aus Drëttlänner gefouert, zum Beispill der US-Regierung, an dës ass hire betraffene Betriber, déi net averstane si mam DAS, zur Säit gesprongen, fir hir Bedenken ze äusseren. Jo, och d'Biden-Administratioun huet probéiert, Afloss op d'Verhandlungen ze huelen, an huet sech um héchsten Niveau géint den DSA agesat.

Ënnert der Trump-Regierung huet den Toun vis-à-vis vun dësem Reglement sech drastesch verschäerft. Den US-Vizepresident Vance huet am Kader vun der Münchener Sécherheetskonferenz souguer gesot, Reglementer wéi den DSA wieren e Beispill dofir, wéi d'Meenungsfräiheet an d'Demokratie an Europa a Gefor wieren, an dass dat de gréisste Sécherheetsrisiko fir Europa wier, an net Russland oder China.

Här President, d'CSV-Fraktioun deelt natierlech dës Aschätzung vun der US-Regierung net. Am Géigendeel: Mir sinn der Meenung, dass Reglementer wéi den DSA, andeems se eis hëllefen, géint Hatespeech, Desinformatioun an Abuse virzegoen, eis Demokratie stäerken, well si erlaben et, dass sozial Meedien an aner Internetplattformen en oppenen, awer respektvollen Austausch erméiglechen. Den Internet ass kee rechtsfräie Raum a Reglementer wéi den DSA encadréieren dëse Raum eenheetlech a kohärent an der ganzer EU. Domat kann och um Internet weider diskutéiert a sech ausgetosch ginn.

Jo, et kann och um Internet gestridde ginn. E gefleegte kontroversen Austausch ass wichteg an enger Demokratie, wéi mäi Kolleeg Laurent Zeimet et esou treffend an enger rezenter Aktualitéitsstonn iwwert d'Gefore fir eis Demokratie ënnerstrach huet.

Une voix | Ganz gutt.

Une autre voix | E räsonabele Mënsch.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Diane Adehm (CSV) | Sträit jo, awer am Respekt vun der Dignitéit vum Mënsch. Fräi Meenungsäusserung ass kee Fräifaartschäin, fir Onwourechten an Haass ze verbreeden, a scho guer net um Internet. Dat ass eist Verständnis vum demokrateschen Debat. Dat sinn eis Wäerter als Lëtzebuerger an als Bierger vun der EU, an déi si fir eis net verhandelbar.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, no dëse wichtegen Iwwerleeungen zum DSA kommen ech zréck op d'Modalitéite vu senger Ëmsetzung op nationalem Niveau. Am Kader vum DSA hunn d'EU-Memberstaate sech verflicht, op nationalem Niveau e Regulateur ze schafen oder ze designéieren, dee soll d'Anhale vu senge Reegelen iwwerwaachen an och Strofen ausspriechen, wann dës net agehale ginn. Ausserdeem soll déi national Autoritéit sech mat hiren Homologen a mat der EU-Kommissioun koordinéieren.

Mat dësem Projet de loi designéiere mir d'Autorité de la concurrence als de sougenanntenen „Digital Services Coordinator". Mir deelen do d'Aschätzung vun der Regierung a vun enger Rei Avisen, dass dëst déi richteg Plaz ass, fir den DSC unzesidelen. D'Konkurrenzautoritéit huet schonn eng Rei Verantwortungen am digitale Beräich an eng gutt Grondkenntnis vun de Marchéen. Mat dëser neier Verantwortung kënnt si och net derlaanscht, sech ze verstäerken, fir déi ronn 250 Unitéiten, déi hei am Land ënnert den DSA falen, ze iwwerwaachen.

Här President, mir als CSV versti ganz gutt, dass mir als klengt Land mat limitéierte Ressourcen net kënne fir all EU-Reglement eng nei Verwaltung oder en neie Regulateur schafen. Mir gesinn awer och potenziell Problemer, déi kënnen op d'Konkurrenzautoritéit duerkommen. Den DSA deckt e ganz breet gefächert Feld vu Beräicher of wéi den Dateschutz an d'Meedien, wou och aner Regulateure wéi d'CNPD respektiv d'ALIA spezifesch Kompetenzen hunn. De Parquet spillt natierlech och eng wichteg Roll am DSA, wann et ëm kriminell Machenschafte geet.

D'Autorité de la concurrence muss enk mat dëse Partner zesummeschaffen an esou eng Zesummenaarbecht muss als éischt emol en place gesat ginn. Aus den Avise liest een eraus, dass déi concernéiert Autoritéiten net op Anhieb dovu begeeschtert sinn, wéi dës Zesummenaarbecht ugeduecht ass. Et stelle sech vill Froen, wéi dëst soll an der Praxis ëmgesat ginn.

Och de Staatsrot huet sech mat enger Rei Elementer méi schwéier gedoen, wéi d'Konkurrenzautoritéit an der Praxis kann déi richteg Entscheedungen huelen oder och onbefaangen an transparent zu hiren Decisioune kommen. Dat ass och een Deel vun der Erklärung, wisou mir mat der Ëmsetzung sou spéit u sinn, well mir déi néideg Ännerungen un dësem Gesetzesprojet hu misse virhuelen, fir de legitimme Bedenke vum Staatsrot Rechnung ze droen.

Här President, mir gesinn, wéi gesot, dës potenziell Schwieregkeeten, déi op d'Autorité de la concurrence duerkommen. Mee mir deelen d'Aschätzung vun der Regierung, dass een als Éischt sollt ofwaarden, wéi sech d'Aarbecht an der Praxis konkreet entwéckelt, an da gegeebenenfalls nobesseren. Och verschléisse mir eis net enger Diskussioun iwwer en allgemenge Regulateur fir den digitale Maart. Dësen ass e wichtegt Standbee vun eiser Wirtschaft a mir sollten dëser Wichtegkeet och mëttelfristeg Rechnung droen.

Ofschléissend wéilt ech ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mir als Europäer zum Digital Services Act stinn an eis Opfaassung vu Rechtsstaat a Meenungsfräiheet resolutt no bannen an no bausse verdeedegen. Ausserdeem ass et wichteg, dass mir hei am Land dee richtegen Encadrement zu dësem Reglement hunn, dee mir mat dësem Gesetzesprojet schafen.

Heimadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif alleguer, et ka gutt sinn, datt de Brexit ee vun de gréissten aussepolitesche Succèse vum Wladimir Putin ass. Schliisslech si virum Brexit phaseweis iwwer 90 % vum Trafick an de soziale Meedien iwwer Serveren zu Sankt Petersbuerg gaang. De Brexit ass ganz am Sënn vum Wladimir Putin, deen erreeche wëll, datt d'Europäesch Unioun an Nationalstaaten zerfält, am beschten Nationalstaaten, déi vu Politiker geféiert ginn, déi vun him finanzéiert goufen an doduerch vun him ofhängeg sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | Nationalstaaten also, déi vu moskauhörege Marionette geféiert ginn an der Willkür vun enger militäreschen Groussmuecht machtlos ausgeliwwert sinn.

An zu Lëtzebuerg wësse mir, datt d'Verréider matzen ënner eis sinn!

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP) | D'Rezept ass denkbar einfach, awer héich effikass: an de soziale Meedien Haass a Virurteeler géint Auslänner, Flüchtlingen a Minoritéite schüren, d'Klimakris a Fro stellen. Dat gëtt erreecht iwwer eng Mëschung vun Desinformatioun, Propaganda esouwéi d'Finanzéierung vu rietsnationale bis rietsextreme Parteien.

Ënnerstëtzt gëtt Moskau dobäi mëttlerweil vun der neier amerikanescher Administratioun, déi an der Europäescher Unioun eng amerikafeindlech Organisatioun gesäit, déi et ze zerschloe gëllt. Amerika gräift mëttlerweil direkt zugonschte vu rietsnationale bis rietsextreme Parteien an divers Walkämpf an, déi hei an Europa geféiert ginn.

Den Digital Services Act huet zum Zil, illegal Inhalter op Onlineplattforme besser ze kontrolléieren, fir se méi séier ze identifizéieren an ze läschen.

An Amerika passéiert grad de Contraire, an de Mark Zuckerberg wëll – zynescherweis am Numm vun der Demokratie – all Zort vu Kontroll vu Contenuen an och de Faktencheck fale loossen. Genausou den Elon

Musk op senger Plattform X. Duerfir ass den Digital Services Act den US-amerikanesche Softwarerisen en immensen Dar am A. Si wëllen, datt de President Trump Drock op d'EU mécht, fir datt d'EU den Digital Services Act aussetzt. Si wëllen hir systematesch Desinformatiounscampagnen, genausou wéi elo schonn an Amerika, och an Europa duerchféiere kënnen.

Géint dëse frontalen Ugréff op eis Demokratië muss Europa sech energesch wieren. Zu de Wäerter vun eisen Demokratië gehéiert d'Meenungsfräiheet. Déi hält awer do op, wou se anere schuede kann a wou ënnert dem zynesche Verweis op „Demokratie" a „kritesch Ausernanersetzung" zu Gewalt an Haass opgeruff gëtt.

Speziell op de soziale Meedie ginn automatiséiert a systematesch Desinformatioune verbreet mathëllef vu Botten, dat heescht, artifiziell generéierte Benotzerkonten, déi autonom agéieren a mënschlecht Kommunikatiouns- a Benotzerverhalen imitéieren. D'Botte maache mëttlerweil e groussen Deel vun de Messagen op de sozialen Netzwierker aus.

Dozou kommen, mathëllef vun der Künstlecher Intelligenz, déi sougenannten „Deepfakes", mat täuschend echte Bild-, Toun- a Videoopzeechnungen, déi Saache weisen, déi et net gëtt, a Politiker Saache soe loossen, déi si ni gesot hunn.

Zousätzlech ginn d'Algorithme vun de soziale Plattformen esou manipuléiert, datt déi Aussoe vun Notzer, déi perfekt zur Desinformatioun passen, staark amplifizéiert an als populär duergestallt ginn. Eng Risekrichsmaschinerie also, déi eenzeg zum Zil huet, eis Demokratien ze zerstéieren.

Et wier also net vu Muttwëll, wann d'EU d'Entwécklung vun europäesche sozialen Netzwierker férdere géif, fir dëser hybrider Krichsféierung entgéintzewierken.

Duerch den Digital Services Act gëtt op EU-Niveau en harmoniséierte Kader geschafen, deen zur Stäerkung vun der Demokratie a vum europäesche Bannemaart bäidréit, grad well dëst Reglement all d'Plattforme betrëfft, déi hir Servicer an der EU ubidden an dat onofhängeg dovun, wou si domiciliéiert sinn.

Als DP sti mir zum Digital Services Act a setzen eis weiderhi fir d'Meenungsfräiheet vu jiddwerengem an, ouni datt dobäi d'Sécherheet vun de Bierger op d'Spill gesat gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aktivitéiten am Netz méi transparent, méi sécher a méi gerecht maachen, dat ass d'Zil vum Digital Services Act, deen elo scho säit plus ou moins engem Joer a Kraaft ass. Onlineplattforme sollen endlech hir Verantwortung fir hir Inhalter iwwerhuelen an illegal an och schiedlech Aktivitéiten, wéi zum Beispill Kannerpornografie, Mëssbrauch, Hatespeech, Feel- oder Falschinformatiounen, bekämpfen.

Fir de Konsument – an dat ass warscheinlech bal jiddereen hei am Land – bedeit dat a priori méi Schutz virun dubiéisen an och illegalen Inhalter an och méi Schutz viru Cybergewalt. Den DSA dréit zum Konsumenteschutz bäi an awer och zum Jugendschutz, well och Reklammen, déi geziilt Mannerjäreger cibléieren, hei net méi erlaabt sinn. Zousätzlech gëtt den Dateschutz gestäerkt an d'Konsumente kréie méi Rechter a Kontroll iwwer hir perséinlech Informatiounen.

A mëttlerweil gëtt et och genuch Etüden, Chifferen, déi d'Vir- an och d'Nodeeler vun de soziale Meedie beschreiwen. Et ass och elo egal, wéi een dozou steet, mee et kënnt een net laanscht de Constat, dass d'sozial Meedien e risegen Afloss op eisen Alldag huelen. Mir kënnen all Dag Tonnen un Informatioune konsuméieren an trotzdeem ginn déi meescht vun dësen Informatioune vun deene selwechte wéinege risege Konzerner verbreet.

Et ass am Netz zur Monopoliséierung komm, déi geféierlech ka si fir d'Meenungsbildung an och fir eist gesellschaftlecht a soziaalt Zesummeliewen. Algorithme bestëmmen, wéi eng Inhalter mir ugewise kréien, wéi eng Produite sech doduerch am beschte verkafen, wéi eng Informatiounen am meeschten zirkuléieren.

An d'Grenzen tëschent deem, wat echt ass a wat net, verschwammen. D'KI generéiert mëttlerweil Biller a Filmer, déi esou echt sinn, dass leider ëmmer méi Leit drop erafalen. Déi digital Welt hëlt en ëmmer méi groussen Afloss op déi richteg Welt. Dofir musse mir edukativ Programmer férderen, fir d'Mënschen op déi digital Realitéiten och virzebereeden. Den digitale Raum dierf kee rechtsfräie Raum sinn. Jiddereen huet d'Recht op e sécheren, transparenten an och inklusiven digitale Raum.

Här President, et ass och wichteg ze betounen, dass den Digital Services Act net festleet, wat illegal ass a wat net. Nee, dofir hu mer nach ëmmer dat nationaalt Recht. Beim DSA geet et just drëms, dass eis Gesetzer iwwerhaapt emol agehale kënne ginn an der digitaler Welt. A fir dass dat méiglech ass, muss alles, wat och offline illegal ass, och kënnen online strofbar gemaach ginn. An dofir brauche mer Reegelen.

Dat soll natierlech net heeschen, datt mer den Internet elo iwwerreglementéieren. Wat den digitale Raum jo och esou besonnesch mécht, ass jo, datt et e fräie Raum ass, wou Mënschen aus verschiddene Regioune vun der Welt mat verschiddenen Iddie sech kënne kreativ austauschen, wou Mënsche fräi hir Meenungen a Gedanke kënnen deelen an och gemeinsam Projete kënnen ustoussen. An dat soll natierlech hei net verluer goen. An dat geet och net mam DSA verluer.

Mam DSA setze mer just e Kader, fir den digitale Raum méi transparent an och méi gerecht ze maachen. Egal ob mir Noriichte liesen, sozial Netzwierker benotzen oder online shoppen, mir beweegen eis zwar an enger virtueller Welt, mee mat reale Konsequenzen. An dofir brauche mir och online Rechter, online Fräiheeten an och online Sécherheeten. An dat méi wéi jee, wa mer gesinn, wat verschidde Milliardären a Plattformbesëtzer elo grad an och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Den DSA verstäerkt d'Transparenz am Netz, andeems och d'Plattforme verflicht ginn, hei kloer ze kommunizéieren, wéi hir Algorithme fonctionéieren. Grouss Plattformen – Facebook, Instagram an X, fir der just e puer ze nennen – mussen och besser drop oppassen, dass gewësse Contenuen net iwwerméisseg par rapport zu anere verbreet ginn.

Et soll net méiglech sinn, duerch emotional héichgekachte Posts oder cibléiert Bots mathëllef vun den Algorithme falsch Informatiounen ze verbreeden. An et muss och generell besser opgepasst ginn, dass geziilte Propaganda aus dem Ausland sech net massenhaft an anere Staate verbreede kann. Ech mengen, mir konnten alleguerte rezent e Beispill an Däitschland gesinn.

Dofir ass et ëmsou méi bedauerlech ze gesinn, dass verschidde Plattforme schonn haut kloermaachen, dass si hir Politick am Bezuch op Desinformatioun net wierklech ännere wäerte respektiv verschidde Plattformen e Schratt zréckgaange sinn. Si wëlle Falschinformatiounen, Propaganda a Friemefeindlechkeet weiderhin op hire Plattformen toleréieren, well dat generéiert jo alles schliisslech Klicks.

D'Plattformbedreiwer verweisen zwar da gären op d'Meenungsfräiheet, mee et geet de Bedreiwer vu Plattforme wéi Facebook, X a Co guer net ëm d'Meenungsfräiheet.

Mir schwätzen hei zwar vu Plattformen, mee dohannert stiechen awer Risekonzerner – an deenen ass d'Meenungsfräiheet sou laang wéi breet! Genee wéi och den JD Vance a seng Unhänger, fir si gëtt et just am Fong eng richteg a fräi Meenung an dat ass hir eegen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Wann engem d'Meenungsfräiheet wichteg wier, da géif et keng Algorithme ginn, déi et elo säit Jore gëtt, déi verschidde Meenungen ervirhiewen, fir deene méi Visibilitéit ze ginn an aneren eebe manner. Esou gesi Fräiheet an och Gläichheet net aus!

Et ass dofir wichteg, den Internet als dee Wirtschaftsraum ze verstoen, zu deem e ginn ass. An dëse Raum brauch eebe Reegelen. Den Digital Services Act ass dofir eng wichteg Äntwert op déi ëmmer méi grouss Roll, déi digital Plattformen an onsem Alldag spillen. D'Ëmsetzung vum Digital Services Act huet Potenzial, fir den Internet e Stéck wäit méi gerecht ze maachen. Mat den neien Ufuerderunge ginn och besser Bedéngunge fir de wirtschaftleche Wettbewerb geschaf, well déi grouss Konzerner kréien hir Grenze gewisen an dat gëtt och deene klenge Konzerner eng Chance, fir dodranner ranzeklammen. An dat ass och fir Lëtzebuerg immens wichteg.

D'Regierung huet jo oft dofir plädéiert, dass Lëtzebuerg Spëtzereider an der Digitaliséierung an an der Cybersécherheet soll ginn. An eis Entreprisen am Land kënne vun engem méi fairen a besser reguléierten Onlinemarché, wou kleng a mëttelgrouss Betriber net konsequent vun den Tech-Giganten ënnerdréckt ginn, natierlech och nëmme profitéieren. Lëtzebuerg huet och eng staark Startup-Zeen an der Digitaliséierung an déi muss och weiderhin ënnerstëtzt an och weider ausgebaut ginn.

Dat gesot ass et awer och de wirtschaftleche Facteur net eleng. Dat geet net duer. Virun allem musse mir et och hikréien, datt déi digital Plattformen net just de hir wirtschaftlech, mee och hir sozial Verantwortung iwwerhuelen. Et muss garantéiert ginn, datt keng Inhalter méi promouvéiert ginn, déi Diskriminatioun, Manipulatioun oder Aschränkunge vun de fundamentale Rechter zur Konsequenz hunn.

An als klengt Land si mer natierlech op den europäeschen Zesummenhalt ugewisen. Mir hänken un der europäescher Kooperatioun, fir sécherzestellen, dass Multinationalle sech och un d'Reegelen halen. Well ech mengen, et ass ons alleguerte kloer: Aleng hätte mir net dat néidegt politescht an och wirtschaftlecht Gewiicht, fir eis mat de grousse Konzerner unzeleeën. Mir kéinten och guer net sécherstellen, dass iwwerhaapt déi Reegelen, déi mer ganz aleng hei am Land géife virschreiwen, och géifen agehale ginn. Mee mir kënnen awer eisen Deel zu enger méi grousser europäescher Léisung bäidroen.

An dofir ass och déi Adaptatioun an dësem Projet de loi zum DSA, wou mer dann och d'Autorité de concurrence als zoustänneg Koordinatiouns- an Sanktiounsautoritéit nennen, e wichtege Schratt an eng Verbesserung vum DSA. An et ass absolutt noutwendeg, dass och dofir gesuergt gëtt, dass dës Autoritéit net zu enger eideler Carcasse gëtt. Nee, si

muss déi néideg Ressourcen, den néidegen Encadrement, déi néideg Hëllef kréien, fir eng staark Aarbecht leeschten ze kënnen, fir hir Missiounen och bei der Ëmsetzung vun dësem sou wichtegen Text uerdentlech erfëllen ze kënnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den DSA ass keen Allheelmëttel, mee et ass e wichtege Schrëtt a Richtung vun engem méi sozialen a respektvolle Mateneen an der digitaler Welt.

Dat gesot, Här President, wäerte mer natierlech dësen Text och matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | JD (ndlr: en référence à JD Vance).

(Hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | JD, jo.

(Hilarité)

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut stëmme mir iwwer e Gesetzesprojet of, deen d'Iwerwaachung vum EU-Reglement 2022 vum Digital Services Act implementéiert. Vum Prinzipp hier ass et wichteg a richteg, Internetplattformen ze reguléieren.

Den DSA fuerdert en Digital Coordinator, eng national Iwwerwaachungsinstanz, déi Enquêtë maache kann a Sanktiounen ausschwätze kann. Zu Lëtzebuerg ass d'Wiel op d'Autorité de la concurrence gefall. Dës Wiel ass sënnvoll, well doduerch op eng existéierend administrativ Struktur zréckgegraff ka ginn, woubäi vill Acteuren, an och mir als ADR, bemierken, datt verschidden aner Instanzen och Enquêten an déi Richtung maache kënnen, wéi d'ALIA, d'EU-Kommissioun, de CNPD, d'ILNAS, d'Police an de Parquet. Zum Deel iwwerschneide se sech. An do ass natierlech e Kuddelmuddel virprogramméiert.

Mee de wierkleche Problem ass den Digital Services Act selwer. Ech muss leider feststellen, datt den DSA zu groussen Aschneidunge féiert. Mee en ass net an der Chamber gestëmmt ginn.

Den DSA ass den EU-Reglement, dat vum EU-Parlament a vum Council of Ministers gestëmmt ginn ass an domat direkt a Kraaft getrueden ass, ouni déi national Parlamenter ze froen. Dat ass EU-Zentralismus puer! Ech war och iwwerrascht, datt mir keng Debatt zu deem Theema an der Chamber an de leschte Jore fonnt hunn. D'Brisanz vum DSA ass schwéier ze erkennen, verstoppt a méi wéi 100 Säite mat komplexen Artikelen. Den DSA ënnergrueft d'Meenungsfräiheet, déi garantéiert ass vun eiser Verfassung!

Wat sinn elo déi konkreet Problemer mam Digital Services Act?

Éischtens: Den DSA fuerdert net nëmmen, datt Opruff zu enger konkreeter Gewalttat oder Kannerpornografie als illegalen Inhalt gelëscht solle ginn, mee och Informatiounen, déi iergendwéi schiedlech kéinte si fir eis Gesellschaft. Dorënner fale falsch Informatiounen, Desinformatiounen oder irreféierend Informatiounen. Mee de Gesetzestext definéiert et net kloer. Souguer bei potenziell illegalem Inhalt ass et dacks schwéier ze wëssen, ob e Gesetz gebrach ginn ass oder net. Dat mussen e Geriicht an e Riichter entscheeden. Mee ob eppes irreféierend oder schiedlech ass fir e Walkampf, eis Sécherheet oder Gesondheet, ass nach vill méi subjektiv. Dat si Knätschgummiparagrafen. Esou vag Paragrafe fënnt een dacks bei autoritäre Systemer, déi dës Paragrafen absichtlech schafen an esou interpretéieren, wéi et hinne passt.

Wéi séier eng Persoun, déi eng aner Meenung wéi de Mainstream huet, als Gefor fir eis Gesellschaft duergestallt gëtt, huet ee gutt bei der Covidpandemie gesinn. Mee och scho virdru bei der Migratiounskris 2015 si Meenungen esou ënnerdréckt ginn.

De Vizepresident JD Vance huet dat a senge Rieden an Europa …

Plusieurs voix | A!

(Hilarité et brouhaha)

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Här Weidig, fuert weider, wannechgelift.

M. Tom Weidig (ADR) | … och kloer gesot a virum DSA gewarnt.

(Interruption)

Zweetens: Den DSA kombinéiert dës legal Onsécherheet mat schaarfe Sanktioune fir d'Plattformen. Doduerch si sech d'Internetplattformen onsécher, ob se eppes Falsches maachen. An aus Angscht viru Sanktioune läsche se léiwer méi wéi manner.

(Interruption)

Genau dat huet de CEO vu Facebook, de Mark Zuckerberg, gesot. Si hätten ze streng gelöscht wärend der Covidpandemie. Si hätte Saache gelöscht, déi sech elo als richteg oder op d'mannst als diskutabel erausgestallt hunn. Dat ass e Fakt.

An dat selwecht gëllt natierlech fir den Notzer vun de Plattformen. Den Dr. Kölsch, 40 Joer laang Riichter um Landgericht Trier, huet am Cicero geschriwwen: „Auf jeden Fall bleibt der Bürger orientierungslos zurück, wenn er seine Mitteilungen an dem ausrichten soll, was in dem aktuellen politischen Meinungskorridor passt. […]

Betreutes Denken wird um sich greifen."

Drëttens: Den DSA seet, datt d'Notzer Inhalter melle kënnen an datt d'Plattform d'Iwwerpréiwung vun de Meldunge vertrauenswierdegen externe Préifer iwwerloosse kënnen. An der Vergaangenheet waren dës sougenannten „Trusted Flaggers" dacks ONGen, déi domat Riichter spille konnten. En Trusted Flagger huet d'Löschung innerhalb vu Sekonne confirméiert an den Notzer huet eréischt no Méint viru Geriicht Recht kritt.

De Mark Zuckerberg huet och do kloer gesot, datt si decidéiert hunn, net méi déi Trusted Flagger ze benotzen, well se net neutral sinn, mee lénkslasteg. Twitter oder X benotzt elo eng aner Method an déi heescht Community Notes. Kloer illegal Saache gi gelöscht an d'Community vun allen Notzer huet d'Recht, zu all Post eng Community Note ze schreiwen, wa genuch Notzer dat wëllen. Dës Nott stellt eng Géigemeenung duer an den Notzer entscheet. Genau esou, wéi et hei an der Chamber ass: Den Tom Weidig seet eppes an ee vun Iech …

(Interruption par M. David Wagner et hilarité)

… seet de Géigendeel an de Bierger entscheet dann. Dat ass Demokratie, Här Wagner.

M. Sven Clement (Piraten) | D'Wourecht ass …

M. Marc Baum (déi Lénk) | Zwee an zwee ass net ëmmer véier.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Tom Weidig.

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Tom Weidig (ADR) | De Bierger entscheet.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, wannechgelift!

(Interruption)

Wannechgelift. Den Här Weidig huet d'Wuert, och Dir net! Här Weidig.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, da kuckt, dass et roueg ass!

M. Claude Wiseler, Président | Sot!

Une voix | O, geet et nach!

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing Iech bieden, den Toun ze änneren, Här Keup.

M. Tom Weidig (ADR) | Sou, …

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Kann ech weiderschwätzen? Jo. Der ADR hir Positioun am Walprogramm ass kloer. D'ADR steet fir Meenungsfräiheet. Si wäert sech géint all Form vun Zensur a Repressioun vu politeschen Iddie wieren. D'ADR ass géint e Staat, deen zum Denunzéieren oprifft. Et gëtt keng staatlech Institutioun an d'Liewe geruff, fir ze entscheeden, wat Fakenews oder Hatespeech sinn a wat net.

An zum Schluss vu menger Ried warnen ech virun der systematescher Drangsaléierung vun de Bierger op alle Fronten. Eng ALIA mécht eng Enquête géint d'Astrid Lulling an d'Simone Beissel. De CET schreift dem Philosophieproff Norbert Campagna e Bréif als Reaktioun op e Lieserbréif. D'Mënscherechtskommissioun fuerdert, datt keng Petitioun, déi 10.000 Leit ënnerschriwwen hunn, méi ugeholl soll ginn. Staatlech finanzéiert ONGe wéi d'ASTI fuerderen, datt d'Deputéiert hir Meenungsfräiheet sollen ageschränkt kréien.

(Exclamation)

Staatlech finanzéiert Meedie bilden e lénken a wokë Mainstream-Narrativ of.

(Exclamations)

A lo hei kënnt den Digital Services Act och derbäi. Den Index vun de verbuedene Bicher vun der kathoulescher Kierch war eng schlecht Iddi an de Versuch vun der politescher Klass an Europa, hir Bierger ze iwwerwaachen a gedanklech ze betreien, ass och eng schlecht Iddi. Duerfir: Vive d'Meenungsfräiheet, a mir stëmmen dergéint.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Madamm Cahen wëll Iech eng Fro stellen, Här Weidig. Huelt Der se un?

M. Tom Weidig (ADR) | Ech huele keng Fro un.

(Exclamations)

Une voix | Sou vill zur Meenungsfräiheet!

Une autre voix | D'Meenungsfräiheet, wou bleift se?

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Joëlle Welfring.

(Interruptions)

D'Madamm Welfring huet d'Wuert ganz eleng!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen elo gläich nach eng Kéier op d'Meenungsfräiheet ze schwätzen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mat dësem Projet de loi, virun allem am europäesche Reglement, dat säit engem Joer a Kraaft ass, gi mer eis wichteg Reegelen am Ëmgang mat Contenuen

am Netz, déi géint nationaalt an europäescht Recht verstoussen. Et ass also elo keng Neiegkeet an deem Sënn an et ass och näischt, wou national Parlamenter sech net hätte kënnen abréngen. An ech ginn elo net op d'Fonctionnement vum europäesche Parlament a vum Rot an.

Domat ass derfir gesuergt, dass dat, wat an der reeller Welt verbueden ass, och am Internet net erlaabt bleift, nämlech den Opruff zum Haass zum Beispill, awer och Kannerpornografie. Aus dësem Grond wäerte mir dëse Gesetzesprojet och ganz kloer matstëmmen.

Et ass allerdéngs bemierkenswäert, dass an dësem Fall d'Majoritéit unerkennt, dass mir all – an och grad de Marché – kloer Reegele brauchen, an dësem Fall fir e méi fairen a sécheren Ëmgang mateneen. Och am Rapport fir dëse Projet gëtt op d'Nëtzlechkeet vum Digital Services Act nach eng Kéier agaang, d'Nëtzlechkeet also vun europäesche Reegelen, déi de fräie Marché encadréieren. Et lount sech, kuerz stoen ze bleiwe bei dësem Constat, dass Europa et am digitale Raum gepackt huet, Reegelen ze entwéckelen an och duerchzesetzen, déi net nëmmen europäesch Bierger/inne viru Falschinformatioune schützen, mee déi och europäesch Entreprisen e Stéck wäit schütze virun de gréissten Abuse vun den iwwermächtegen Tech-Giganten.

Hei sinn also Reegelen, déi eng Plus-value duerstelle fir d'europäesch Bierger/innen a fir eise Bannemaart. Dat gesinn also hei beim DSA och déi Stëmmen aus der Majoritéit esou, déi an anere Beräicher wéi dem Klima- an Ëmweltschutz dëser Deeg gär esou maachen, wéi wann europäesch Reegele per se just eng Laascht wären, an déi dofir fuerderen, dass méiglechst vill dovunner solle méiglechst séier opgeweecht oder carrement ofgeschaaft ginn.

Et ass also dofir bemierkenswäert, dass déi selwecht Stëmmen hei Reegele verteidegen, déi jo awer de fräie Marché och aschränken, wat mir an dësem Fall och begréissen. Mir Gréng wëllen ëmsou méi hei drun erënneren, dass d'Equatioun „Reegelen ass gläich schlecht" net pauschal gëllt. A mir encouragéiere virun allem d'Regierung, sech um europäesche Plang dofir anzesetzen, dass dës Reegelen am digitale Raum spéider net ënnert dem Drock vun den Hären Trump, Vance oder Musk einfach fale gelooss ginn, ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... mee dass Europa grad dat mécht, wat elo iwwerall gesot gëtt, nämlech sech op seng Stäerkt besënnt a festhält un deem, wat eis Gesellschaft schützt a wat Europa och staark mécht. Dozou gehéieren déi europäesch Reegelen am Technologieberäich, mee eeben och déi am sozialen an am Ëmweltberäich. Fir dass dëst Reglement awer gräife kann, brauche mer net just e Reegelwierk a Sanktiounen, mee mir brauchen och e staarkt Bewosstsinn bei all eise Matbierger/innen iwwert d'Existenz vun dëse Reegelen a virun allem iwwert d'Méiglechkeeten, hir Rechter anzefuerderen.

Dofir wéilt ech bei dëser Geleeënheet den Här Minister froen, wat hie konkreet virgesäit, fir d'Sensibilisatioun heiriwwer ze stäerken. Sinn zu dësem Zweck weider geziilte Campagnë virgesinn, fir dass d'Leit dobaussen, a vläicht grad och déi Jonk ënner hinnen, verstinn, wouhi se sech solle wenden, wa si zum Beispill bei enger Onlineplattform op illegal Contenuen stoussen?

Ech wéilt awer och nach eng Kéier op d'Theema Aschneidungen a Meenungsfräiheet agoen, op dat, wat mäi Virriedner hei nees zum Beschte ginn huet. Wéi gewinnt sidd Dir net kohärent. Engersäits fuerdert Dir méi Fräiheet am Netz. Anersäits schränkt Dir bei all Geleeënheet déi gesellschaftlech Fräiheeten an, andeems Dir Intoleranz an Ausgrenzung vu Minoritéite propagéiert.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Dat ass de Contraire vu Fräiheet. Dat ass de Contraire vum Schutz vu Mënscherechter an de Contraire vun Oppenheet an Toleranz.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Eng offen, pluralistesch an tolerant Gesellschaft brauch kloer Reegelen, fir d'Intoleranz anzeschränken, an och Mënschen, déi sech géint den Haass asetzen, soss ass d'Toleranz selwer dat alleréischt, wat verschwënnt.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Bravo!

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Ech wollt e Fait personnel froen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, ganz kuerz.

(Brouhaha)

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also et ass definitiv falsch. Mir als ADR, mir setzen eis dofir an, datt jiddweree seng Meenung soe kann, egal wien déi Persoun ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert. An ech bieden Iech, d'Riedner bis zum Schluss schwätzen ze loossen, a wann ee wëllt reagéieren, duerno d'Wuert ze froen.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech stelle fest, datt een zwar keng Froen zouléisst, awer dann direkt muss mat Fait personnel reagéieren. Dat ass wuel déi Meenungsfräiheet, wou een aner Meenungen net wëllt héieren, ausser seng eegen. Bref, dee Constat ass gemaach.

Une voix | O hei, e geet eraus!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, bon ... an e geet och nach eraus! Dat ass de perfekte Beweis, ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Här Clement!

M. Sven Clement (Piraten) | ... wéi mat Meenungsfräiheet hei vun där Säit ëmgaange gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ma dann diskutéiere mer emol tatsächlech nach eng Kéier iwwert de Gesetzesprojet 8309 fir d'Ëmsetzung vum Digital Services Act. E Gesetz, dat eis digital Zukunft definéiere wäert wéi bal keen anert a bei deem mir als Piraten scho vun Ufank un opmierksam waren, ënner anerem mat zwee kritesche Rapporteren op europäeschem Plang.

Loosst mech direkt op de Punkt kommen: Och wann dëse Gesetzesprojet wichteg ass, ass et keng „Digital Constitution", wéi d'EU-Kommissioun gäre behaapt. Et ass, wéi de Patrick Breyer, fréiere Piraten-Europadeputéierten a Rapporter, et kloer gesot huet, en enttäuschend Resultat, dat a ville Beräicher verseet, eis Grondrechter online ze schützen.

D'Fro, déi mer eis stelle mussen: Wien huet hei profitéiert? D'Bierger oder éischter d'Industrielobby an d'Regierungen? Mir hunn et net fäerdegbruecht, e kloert Recht op anonym Internetnotzung ze verankeren. Mir hunn et net fäerdegbruecht, e generellt Recht op Verschlësselung festzehalen. Mir hunn et net fäerdegbruecht, eng allgemeng Opt-out-Méiglechkeet aus der Iwwerwaachung duerch Werbung ze garantéieren. An dofir diskutéiere mer haut nach eng Kéier, fir ze garantéieren, datt mer bei der nationaler Ëmsetzung vum DSA net nach méi vun eise Biergerrechter mussen opgi wéi néideg.

De Gesetzestext schléit vir, d'Konkurrenzautoritéit als Digital Services Coordinator ze benennen. Dat kléngt op den éischte Bléck ganz pragmatesch. Mee ass et da wierklech de richtege Choix? D'Konkurrenzautoritéit huet schonn eng Rei nei Aufgaben am Kader vum Digital Markets Act, dem Cousin vun deem heiten Text, iwwerholl. Elo kënnt den DSA derbäi.

An der Praxis gëtt et eng Belaaschtung fir eng relativ kleng Autoritéit, déi zum Deel ganz nei Kompetenzen ausübe muss. D'Warnung vun der ALIA, der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, ass däitlech: Et kéint zu Iwwerschneidunge kommen. D'Fro ass, ob eng zentraliséiert Approche wierklech besser ass wéi eng Léisung, déi besteeënd Kompetenze berücksichtege géif. Et muss kloer sinn: 250 Plattformen ze iwwerwaachen ass keng Klengegkeet. Mir brauchen eng staark digital Autoritéit, déi technesch kompetent a personell gutt opgestallt ass.

A besonnesch besuergniserreegend ass d'Méiglechkeet vun de grenziwwerschreidende Spärungen. Den Artikel 14 gesäit vir, datt d'Autoritéit bei – ech zitéieren oder ech iwwersetzen – aussergewéinlechen Ëmstänn eng temporär Spärung vun Déngschtleeschtunge verlaange kann. Stellt Iech vir: En illiberale Memberstaat kéint gesondheetlech Informatioune spären, déi zu Lëtzebuerg legal sinn, iwwert d'IVG, also d'Recht op Ofdreiwung zum Beispill, iwwert d'Transrechter. Da si mer erëm bei där Meenungsfräiheet, déi hei virdru esou héich applaudéiert gouf. A Wierklechkeet kann deen Text hei grad aus deem Eck benotzt ginn, fir hei wichteg Gesondheetsinformatioune kënnen ze blockéieren.

Oder anescht: Eng Regierung kéint Pressepublikatiounen, déi korrekt an onofhängeg sinn, awer enger bestëmmter Regierung net passen, aus dem Netz huele loossen. Also, do mengen ech dann déi Regierung, déi virdrun esou grouss applaudéiert gouf. Jo, mir kënnen eis net op d'Hoffnung verloossen, datt d'Autoritéiten ëmmer nëmmen am allgemenge Wuel handelen. D'Geschicht huet eis gewisen, datt Zensurméiglechkeete fréier oder spéider mëssbraucht ginn.

D'ULC bemängelt dann, datt den DSA d'Obligatioune fir d'Plattformen net verstäerkt. Et gëtt keng Flicht, Stéchprouwe vu Produiten, déi op Online-Mäert ugebuede ginn, ze maachen. Dat war och eng verpasste Chance. Dir hutt vill iwwert d'Reguléierung geschwat. Mee wann et drëms geet, konkreet Verbesserunge fir d'Konsumenten ze erreechen, feelt et un der Ambitioun. Ech kommen zréck op meng Fro. Wien huet hei profitéiert – de Bierger oder d'Industrielobby an d'Regierungen?

Fir eng effektiv Ëmsetzung fuerdere mer dofir, datt all Autoritéit, déi am Kader vum DSA handelt, reegelméisseg e Bericht iwwer hir Aktivitéite publizéiere misst. D'Bierger hunn e Recht ze wëssen, wéi a firwat hir Onlinewelt reguléiert gëtt. Transparenz muss garantéiert sinn, net nëmme vun de Plattformen, mee och vun den Autoritéiten.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hoffen ech op d'Zoustëmmung vun enger Motioun, déi ech matbruecht hunn.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest,

– datt de Gesetzesprojet N° 8309 fir d'Ëmsetzung vum europäesche Reglement „Digital Services Act" (OSA) eng weesentlech Influenz op d'digital Rechter vun de Lëtzebuerger Bierger huet;

– datt d'Transparenz an d'demokratesch Kontroll vun administrative Prozeduren a Regulatiounen am digitale Beräich vital si fir d'Vertraue vun de Bierger an den digitale Rechtsstaat;

– datt d'Konkurrenzautoritéit als „Digital Services Coordinator" bedeitend nei Kompetenzen iwwerhëlt, déi en direkten Impakt op d'Meenungsfräiheet an d'Zougänglechwerdung vun Informatioun am digitale Raum huet;

– datt d'Artikelen 51 an 52 vum DSA-Reglement (EU) 2022/2065 den nationalen Autoritéite beträchtlech Pouvoire ginn, déi ënner enger demokratescher Kontroll musse stoen;

– datt d'Entscheedungen am Kader vun Artikel 14 vum Gesetzesprojet N° 8309 besonnesch sensibel sinn a potenziell konsequent Aschränkunge vun der digitaler Meenungsfräiheet duerch temporär Spärungen erméiglechen;

– d'Noutwennegkeet vun enger demokratescher Kontroll iwwert d'Ausübung vun neie Regulatiounskompetenzen am digitalen Ëmfeld;

– d'Wichtegkeet vun Transparenz a Rechenschaftsflicht bei all Mesüren, déi d'Grondrechter, besonnesch d'Meenungsfräiheet an den Zougang zu Informatioun beaflossen;

– d'Beméiung fir eng zäitgeméiss a biergerno Ëmsetzung vun europäesche Reglementer, déi den demokrateschen a rechtstaatleche Prinzippien entsprécht;

– d'Erkenntnis, dass d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen, déi fir d'Regulatioun vum Internet zoustänneg sinn, nëmmen duerch maximal Transparenz kann erreecht ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– ëmzesetzen, datt den „Digital Services Coordinator" an all aner am DSA-Kontext aktiv Autoritéite verflicht ginn, all zwielef Méint en ëmfaassenden Aktivitéitsrapport ze publizéieren, deen ëffentlech zougänglech gemaach gëtt;

– virzegesinn, dass dës Aktivitéitsrapporte mindestens folgend Elementer enthalen:

• eng detailléiert Iwwersiicht iwwert all Demanden a Beschwerden, déi am Kader vum OSA bei der Autoritéit agereecht goufen, mat statisteschen Donnéeën iwwert d'Unzuel, d'Kategorien an den Ausgang vun dëse Prozeduren,
• eng komplett Lëscht vun all Demanden un d'Serviceprovider fir d'Läsche vu Contenuen oder d'Aschränkung vun Zougäng zu digitale Servicer, mat jeeweileger Begrënnung a Rechtsgrondlag,
• all Fäll vu grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat aneren DSCen oder der EU-Kommissioun, aschléisslech den Objet an d'Resultat vun dëser Zesummenaarbecht,
• eng komplett Lëscht vun allen temporäre Spärungen, déi am Kader vum Artikel 14 vum Gesetzesprojet ugefrot oder ëmgesat goufen, mat detailléierter Begrënnung an enger Evaluatioun vum Impakt op d'Grondrechter,
• eng Opstellung vun den am Kader vum OSA erhuewene Sanktiounen an Amenden;

– virzegesinn, dass dës Aktivitéitsrapporte virun der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun presentéiert an diskutéiert ginn, an dass bei dëser Geleeënheet de President vun der Konkurrenzautoritéit als DSC den Deputéierten zur Verfügung steet, fir Froen ze beäntweren;

– den nationale Koordinatiounsgrupp, wéi am Gesetzestext virgesinn, ze verflichten, eemol pro Joer en eegestännege Rapport iwwert d'Koordinatioun tëscht den Autoritéiten am Kader vum OSA ze publizéieren, deen och d'Effizienz vun den ëmgesetzte Mesüren an hiren Impakt op d'Biergerrechter evaluéiert.

(s.) Sven Clement, Ben Polidori.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir mussen éierlech sinn: Dëst Gesetz gëtt eng enorm administrativ Erausfuerderung. D'Konkurrenzautoritéit wäert méi Ressourcen an technesch Kompetenz brauchen. Et ass keng Iwwerraschung, datt souguer d'Chambre de Commerce – an da sinn ech awer erëm bei menger Fro, wie profitéiert – an d'Autoritéit selwer op d'Ressourcëfro opmierksam maachen. Mir mussen oppassen, datt mer net e grousst Gesetz hunn, mee keng Moyenen, fir et ëmzesetzen.

D'Léisung vum Gesetzesprojet, de Groupe de coordination nationale anzesetzen, ass vläicht déi richteg Pist, mee déi wichteg Detailer feelen. Wien ass dran? Wéi fonctionéiert et? Wéi vill Budget kritt en?

Bref, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer Biergerrechter eescht huelen, da kënne mer net einfach e Gesetz stëmmen an dann déi Ëmsetzung am Detail awer e bëssen dem Zoufall iwwerloossen oder nom Prinzipp „Vertrauen an d'Regierung".

Trotz all dëse Kritickpunkten: Mir sinn net prinzipiell géint dëst Gesetz. Den DSA brëngt och positiv Aspekter. E verbitt d'Sammlung vun Handysnummere vun allen User op Plattforme fir Erwuessener. E protegéiert Jonker virun Iwwerwaachung fir Reklammzwecker. E schafft géint manipulativ Designmethoden, sougenannten „Dark Patterns". Wat mer awer brauchen, ass eng stäerker Betounung vun den digitale Rechter. Eng wierklech „digital constitution" hätt et gebraucht. Eng kloer Garantie, datt d'Autoritéit net op eemol zum Zensuramt gëtt. E besseren institutionelle Kader fir d'Collaboratioun tëscht den Autoritéiten, déi schonn eng Expertis hunn.

Mir stinn am Ufank vun enger neier Epoch vun der Internetregulatioun. Wat haut decidéiert gëtt, wäert d'Aart a Weis definéieren, wéi mer an den nächste Joerzéngten online liewen. Loosst eis also dëst Gesetz net nëmmen als en technescht, administratiivt Dokument gesinn. Et geet am Kär ëm vill méi: ëm d'digital Selbstbestëmmung vun eise Biergerinnen a Bierger, ëm d'Zukunft vun der fräier Meenungsäusserung am Netz, ëm d'Innovatioun an Europa. Dofir loosst eis zesummeschaffen, fir aus dem DSA dat Bescht ze maachen, net fir d'Plattformen, net fir d'Regierungen, mee fir d'Biergerinnen an d'Bierger vu Lëtzebuerg an Europa.

Mir stëmmen d'Gesetz haut mat, och wann d'Texter wäit vu perfekt sinn, mee mir gesi se als eng wichteg Grondlag fir weider Stäerkunge vun de Konsumenterechter.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Digital Services Act ass säit August 2023 a Kraaft a mat dësem Projet de loi gëtt d'Ëmsetzung dovunner hei zu Lëtzebuerg gereegelt. Et ass eng an eisen Ae ganz wichteg europäesch Legislatioun, déi bis elo en zimmlech gravéierende Vide fëllt. Se soll fir méi Transparenz suergen, wat de sponsoriséierte Contenu ubelaangt, a soll notamment och de Ciblage vu Mannerjärege verhënneren.

E weider ganz wichtege Punkt fir eis ass, datt d'Chercheuren Zougang kréien zu internen Donnéeë vun de Plattformen, fir déi systeemesch Risiken am Internet ze erfuerschen. Virun allem awer soll den Digital Services Act derfir suergen, datt d'Internet-Ubidder europawäit harmoniséiert Precautioune mussen huelen, fir ze verhënneren, datt op hire Plattformen illegal Produite verkaf ginn oder illegal Contenuen a Messagen zirkuléieren.

An ech muss dann awer och gläichzäiteg dobäi soen, datt den Digital Services Act aus eiser Siicht net wäit genuch geet. En hëlt nach ëmmer ze vill Rücksicht op déi kommerziell Interessie vun de groussen Internetplattformen. E léisst weiderhin zou, datt déi perséinlech Donnéeë vun de Biergerinnen a Bierger am grousse Stil kënnen ofgesuckelt a kommerzialiséiert ginn. An e geet och net géint déi ganz problematesch Maartkonzentratioun am Internet vir, wou e puer ganz grouss Ubidder alles dominéieren.

Et ass an eisen Aen eng Legislatioun, déi e Minimum mécht, awer en absolutt noutwendege Minimum, nämlech dofir ze suergen, datt d'Anhale vun eise Gesetzer an eise rechtsstaatleche Prinzipper och am Internet ka kontrolléiert an duerchgesat ginn. An deem Sënn ass et awer och e wichtege Schratt no vir. An duerfir stëmme mer dat heiten och mat.

Här President, eng Rëtsch vu menge Virriedner hunn dat schonn ugeschwat, datt den Digital Services Act mëttlerweil och eng geopolitesch Dimensioun kritt. Héich Vertrieder vun der Trump-Administratioun schéisse schaarf géint dës Gesetzgebung. An dat huet net just ideologesch Grënn. Datt Meenungsfräiheet och Limitten huet, gehéiert zu eisem europäesche Selbstverständnis, dat mer aus eiser europäescher Geschicht geléiert hunn an dat zu eiser europäescher Identitéit gehéiert.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Datt Haass, Opruff zur Gewalt oder Diffamatioun net ënnert d'Meenungsfräiheet falen, ass eppes, wat mer hei ëmmer als normal empfonnt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An dat selwecht gëllt iwwregens fir d'Klaue vu perséinlechen Donnéeën. Och dat war bis virun 20 Joer nach en absolutten No-Go. Geännert huet sech dat relativ rezent eréischt, nämlech ab deem Zäitpunkt, wou dës demokratesch a rechtsstaatlech Prinzippie mat de kommerziellen Interessie vu Facebook, Google oder Amazon a Konflikt gerode sinn. De Respekt an de Schutz vun der Privatsphär leeft hirem Geschäftsmodell grondleeënd zuwidder, wärend d'Kontroll an d'Moderatioun vun de Plattforme se ganz vill Geld kascht. A se hunn natierlech och e gréissere Problem domadder, datt d'Chercheuren hir Algorithmen a Methoden ënnersichen däerfen. Fir déi grouss Tech-Konzerner ass den Digital Services Act dat schwaarzt Déier, dat et ofzeschéisse gëllt.

An et ass keen Zoufall, datt déi rechtsstaatlech Limitte vun der Meenungsfräiheet genee elo zu enger ideologescher Fro héichstiliséiert ginn an – mer hunn et grad héieren – als Zensur duergestallt ginn, an dat virun allem op de soziale Reseauen. Et ass nämlech eng Lobbying-Campagne. A genee esou wéineg ass d'Allianz tëschent den Tech-Giganten an der MAGA-Beweegung an de States en Zoufall. Et ass eng Konvergenz vun Interessien. Eng Allianz, wou béid Säite vill ze gewannen hunn.

A bei der ADR ass dat mat der Zensur iwwregens awer och eréischt e relativ rezente Phenomeen. Also war op vergaangenen ADR-Kongresser nach de Wuesstum Schold un all Misär hei am Land, steet elo entretemps déi angeeblech Zensur am Mëttelpunkt. An de Vertrieder vun der ADR huet sech virdrunner hei op der Bün esou echaufféiert, datt d'Pult elo nach ganz fiicht ass.

(Hilarité)

Dobäi kann ech mech erënneren, datt verschidden ADR-Vertrieder virun net allze laanger Zäit d'Meenungsfräiheet nach vill méi restriktiv ausgeluecht hunn, nämlech wou se Journalisten a Kënschtler viru Geriicht geholl hunn, ...

(Brouhaha)

... an zwar op Basis vun deene Gesetzer, déi se elo op eemol als Zensur bezeechnen.

(Brouhaha)

Wësst Der, zwee an zwee ass véier. Dat ass keng Meenungsfräiheet, dat ass e Fakt. A wann ee seet, datt zwee an zwee fënnef ass, ass dat och keng Meenungsfräiheet, mee einfach nëmme Blödsinn.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mee hei gesi mer dat richtegt Gesiicht vun der ADR. Andeems Dir den Digital Services Act frontal ugräift, esou wéi virdrunner hei op der Tribün, maacht Der Iech zum objektiven Handlanger vun de groussen US-amerikaneschen Tech-Konzerner, zum Handlanger vun den amerikanesche Milliardären.

Här President, säit Januar hu mer déi Tech-Konzerner am Wäissen Haus sëtzen a se wäerten d'EU an dëser Fro massiv ënner Drock setzen. An dat wäert keen einfache Match ginn. Dofir warne mer ausdrécklech do virdrunner, den Digital Services Act als Monnaie d'échange ze benotzen, fir zum Beispill eventuell Zolltariffer ofzeschwächen. A mer wëssen alleguer, datt grad haut den Owend wichteg Ukënnegungen an deem Beräich solle gemaach ginn.

Well wann d'EU-Kommissioun an deem dote Beräich géif noginn an hir digital Reglementatioun opweecht oder wa se och just Kompromësser sicht oder d'Reegele manner streng ëmsetzt, da wäerte mer do op eng ganz geféierlech Pente geroden. Déi Tech-Konzerner – iwwregens net just déi US-amerikanesch, och déi chineesesch – wäerten ëmmer méi Date wëssen an Afloss accumuléieren an ëmmer méi déif agräifen an déi privat an ëffentlech Sphären, virun allem och well hir technesch Méiglechkeete sech stänneg erweideren, notamment mat an duerch d'Kënschtlech Intelligenz. Se wäerten déi sozial Kohäsioun ugräifen an eis Demokratië vu bannen aushielegen, sou wéi se et elo scho maachen, just ëmmer méi.

An ech hoffen, datt déi lëtzebuergesch Regierung verstanen huet, wat do um Spill steet, datt se wäert mussen e schwieregen Arbitrage maachen tëscht kuerzfristege finanziellen Interessien an dem Erhalt vun den demokratesche Grondwäerter an dem Rechtsstaat.

Déi grouss Techgigante waren nämlech an deene leschte Joren d'Staren un der Bourse. An och eis Fongenindustrie huet dovunner zolidd profitéiert. Mat Amazon si mer enk verbonnen, elo solle mer eis och nach Google an d'Haus huelen. Ech ka mer nämlech ganz gutt virstellen, datt do hannert de Kulisse versicht gëtt, zimmlech zolitten Drock op d'Regierung auszeüben, an datt d'Regierung gerode kritt, sech zu Bréissel fir eng Opweechung vum Digital Services Act auszeschwätzen. Ech wäert op dësem Punkt op jidde Fall dem Minister nolauschteren, wat en elo als Äntwert dorobber gëtt.

Här President, de Problem ass net den technologesche Fortschrëtt. Datt et sozial Reseaue gëtt oder Sichmaschinnen oder Sitten, wou ee Saache ka kafen, dat ass jo alles eng gutt Saach. Zu engem Problem gëtt et eréischt dann, wa grouss Konzerner eng weltwäit Monopolstellung kréien an domadder eng Muechtpositioun erreechen, déi et hinnen erlaabt, déi demokratesch Institutiounen an Entscheedungsprozesser ënner Drock ze setzen. An duerfir däerfe mer eis net erpresse loossen. D'EU muss déi heite Legislatioun duerchsetzen a sech duerfir och déi entspriechend Moyene ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech si ganz frou ze héieren, dass deen Text vum DSA eebe grad a senger Quintessenz elo nach eng Kéier hei ugeschwat ginn ass, wou et net nëmmen drëm geet, esou wéi et hei am Text virgesinn ass, am lëtzebuergesche Recht der Autorité de la concurrence déi néideg Pouvoiren ze ginn. An ech äntweren direkt op déi verschidde Froen.

Et geet hei ëm e koordinative Rôle. Et geet hei drëm, dass d'Autorité de la concurrence eebe grad all déi verschidden Acteure mat ënnert een Hutt hëlt. An dofir ass schonn en Accord de coopération ënnerschriwwe ginn tëschent der CNPD, dem ILNAS, der ALIA an der Autoritéit, fir eeben och ze kucken, wéi déi verschidde Saache matenee kënne fonctionéieren. Well et ass wichteg, dass mer hei net erëm en neien Acteur huelen, mee dass mer hei eebe grad eng Autoritéit huelen, déi mer schonn hunn, déi déi ganz Koordinatioun op deene verschiddenen Niveaue ka maachen, an dat am Respekt vun de Kompetenze vun all deenen aneren Acteuren, esou wéi se se och hunn.

D'ailleurs si mir als Lëtzebuerg net dat eenzegt Land, wat dat esou mécht. Et sinn och nach aner Länner, déi op deen nämmlechte Wee gaange sinn. Well ech mengen, dass et hei wichteg ass, net erëm eng Autoritéit ze grënnen, fir se ze grënnen, mee hei wierklech alles ënnert een Hutt ze kréien, wat muss sinn. De Regulateur gëtt also heimat ernannt, den DSC, sou wéi et am Text heescht.

Wourëm geet et dann? Et geet hei drëm, dass mer eebe grad am Internet – an et ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn – kee rechtsfräie Raum hunn, dass mer hei net iergendzwousch sinn, wou Desinformatioun ka fonctionéieren, ouni dass iergendeen et ka kontrolléieren. Well jo, et gëtt national Gesetzer, et gëtt europäesch Reglementatiounen, déi eebe grad encadréieren, wat ee ka soen a wat een net ka soen.

A wann ech hei op der Tribün héieren, dass et do Leit gëtt, déi a Fro stellen, dass et Hatespeech gëtt oder dass et Desinformatiounscampagnë gëtt, ma da weist dat grad nach eng Kéier, wéi wichteg et ass, dass mer den DSA als eenzeg Reegelung net nëmmen zu Lëtzebuerg hunn, mee dass mer a ganz Europa déi nämmlecht Reglementatioun hunn.

A fir eebe grad hei och nach eng Kéier ganz kuerz op d'Reglementatiounen ze äntweren: Jo, hei ass virgesinn, dass mer éischtens emol grouss Entreprisen anescht kucke wéi kleng Entreprisen, dofir déi VLOPen, also déi „very large" Operateuren (veuillez lire: „very large" Online-Plattformen), déi et gëtt, déi iwwer 45 Milliounen Useren hunn an der EU, déi hei nach vill méi streng direkt vun der Kommissioun kontrolléiert ginn, déi do net drënner falen op lëtzebuergeschem Niveau iwwert d'Autoritéit, an iwwert déi verschidde Volete solle suivéiert ginn, wat ganz wichteg ass ..., mee eeben do och kucken, eng Adaptatioun ze maache fir déi kleng, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn. Wie fält do drënner? Do schwätze mer zu Lëtzebuerg vu Letzshop, vun atHome, déi hei kontrolléiert ginn. Ech mengen, dass do d'Marge de manoeuvre eng ganz aner ass, wéi wa mer vu grousse Plattforme schwätzen, wéi se schonn ugeschwat gi sinn. Mee eebe grad fir déi doten, entre autres, ass et wichteg.

An et ass och net nëmmen een Text, den DSA, mee e beweegt sech am Ensembel vum DMA, also wou et ëm den Digital Markets Act geet, an awer och d'Plattforme fir Business. Alles dat mécht en Ensembel, wou mer eis an Europa eng Reglementatioun ginn, fir aus dem Internet kee rechtsfräie Raum ze maachen. Et ass och wichteg, dass mer eebe grad déi harmoniséiert Reegelungen a Standarden iwwerall unhuelen.

An et fousst op ganz klore Gesetzer, wat an déi verschidde Kategorië fält, zum Beispill d'Incitation à la haine, d'Kannerpornografie oder onsécher Produiten. Do wësse mer, wat et ass. An illegal an der EU ass illegal. Illegal zu Lëtzebuerg ass illegal. Dofir gëtt et Gesetzer. Dofir gëtt et Reglementatiounen. An eebe grad déi gëllt et, erëm ze respektéieren an ze protegéieren, ze protegéiere virun enger Desinformatioun, ze protegéieren, fir eebe grad ze kucken, dass mer net all déi verschidde Campagnen hunn an dass mer au moins e Faktencheck hunn.

Well wann ech hei héieren, dass iwwert d'ASTI gesot gëtt, dass déi Deputéierte wéilt de Mond verbidden, ma dann hätt ech do gär emol e Faktencheck, fir ze gesinn, wou esou Saachen da gesot ginn. A grad d'ADR als Partei, déi sech hei ... Et wonnert mech net, dass Dir komplett géint esou Texter gitt, wou et drëm geet, dass mer eng richteg Informatioun hunn, dass mer kloer wëssen, wat gesot gëtt, an dass verschiddent Gedankengut net soll einfach esou kënne matgedroe ginn. Et wonnert mech guer net, dass d'ADR do géint deen Text geet. Mee grad Dir als Partei sidd am Fong déi, déi profitéiere géife vun esou engem Text. Well wann een um Internet Texter huet, wou drasteet „Homosexueller solle vernicht ginn", dat misst erofgeholl ginn, well dat ass Incitation à la haine, wann esou Saachen ..., da wär et och guer net méiglech, dass Deputéiert vun Iech dat kéinte liken.

(Interruption par M. Fred Keup)

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | An eebe grad déi dote Voleten, ...

M. Fred Keup (ADR) | Här President ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | ... grad déi dote Voleten ... Hei, Här Keup, ech loosse keng Froen zou.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Nee, ech hu keng Fro. Et ass net un Iech ze decidéieren!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Grad déi doten ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt duerno d'Wuert, wann Der wëllt, mee elo schwätzt den Här Minister.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | A grad fir déi dote Saachen, fir esou Voleten, ass et wichteg, dass mer an der ganzer EU eng eenheetlech Reegelung hunn an och genau kënne soen, wat Hatespeech ass, wat Incitation à la haine ass, wou mer d'Kontroll hunn, fir verschiddent Gedankengut och kënnen ze analyséieren a gegeebenenfalls och dogéint virzegoen.

Et si verschidde Regierungen an der ganzer Welt ugeschwat ginn, wou ee mierkt, dass esou Saachen a Fro gestallt ginn, wou a Fro gestallt gëtt, ob een ënnert dem Deckmäntelche vun der individueller Fräiheet, vun der Meenungsfräiheet dierf aner Leit attackéieren, ob een dierf soen, wat falsch Informatioune sinn, ob een dierf politesch Discoursen oder Wale ganz boykottéieren an Influence drop huelen. A grad do ass et wichteg, dass mer den Digital Services Act an der EU hunn, fir de Suivi kënnen ze maachen an och esou Saache kënnen ze detektéieren an och gegeebenenfalls kënnen ze reagéieren.

Dofir soen ech Iech Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung, déi mer hei hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot, fir Iech eng Fro ze stellen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Parole après ministre. Also, ech wollt emol einfach soen, dass et trotzdeem och elo scho Gesetzer gëtt, déi Saachen och verbidden, an et gëtt Geriichter, déi këmmere sech dorëm. Also iwwerall, wann een eppes gesäit op Facebook oder soss op soziale Meedien, wou ee mengt, et kéint illegal sinn, da kann een elo schonn e Geriicht ufroen, eng Plainte maachen, an da leeft dat jo och.

(Interruption)

Ech mengen, do brauch ee jo ... D'Geriichter si jo do, fir am Rechtsstaat ze kucken, wat een dierf a wat een net dierf. An dat ass jo hei de Punkt, well hei kommen aner Méiglechkeeten op eemol eran ..., déi net Riichter sinn an déi kucken, ...

(Interruptions)

... wat erlaabt ass a wat net, wat richteg ass a wat net, wat Desinformatioun ass a wat net. Desinformatioun ass iwwerall. Desinformatioun ass och an den traditionelle Meedien, dat hu mer alleguer iergendwann an der Schoul geléiert, dat ass eeben iwwerall. An d'Leit musse wëssen, domadder eens ze ginn, an d'Geriichter sinn do, fir am Zweifelsfall ze tranchéieren, a soss keen. Dat ass e wichtege Bestanddeel vum Rechtsstaat.

Dir hutt gesot ... Dir hutt hei, Här Minister, vu Fakenews iwwer der ASTI geschwat. Also, et ass awer esou, dass d'ASTI ganz kloer gesot huet, dass Deputéiert, deemno wat se soen, solle kënnen dofir bestrooft ginn. An, ech mengen, dat geet awer scho wäit, wäit, wäit à l'encontre vun der Meenungsfräiheet och vun engem Deputéierten.

(Exclamations)

Déi aner Saach, déi Der sot – an, Här Minister, do maachen ech dann e Faktencheck fir Iech –, an dat ass elo ganz wichteg, déi Nuance: Dir hutt hei dervu geschwat, Dir hätt iergendwou gelies: „Homosexueller vernichten". Also ech ka mech net erënneren, dass ech iergendwann an de leschte Joren esou e schreckleche Saz gelies hätt an de soziale Meedien. An do muss een eebe grad ..., genau do ass jo de Punkt, wou ee muss oppassen, wat genee do steet a wat net do steet.

M. Sven Clement (Piraten) | Verteidegt net „Vernichtung"!

M. Fred Keup (ADR) | An dat dote stoung néierens. Ech weess och net, wien dat anert geschriwwen huet, ech weess jo net, wien dat ass, mee ech ka ganz kloer soen, dass et net stëmmt, datt dat, wat Dir hei sot, iergendwou gestanen hätt. Dat stoung néierens.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn nach eng Rei Wuertmeldungen. Elo fir d'éischt den Här Polidori an dann d'Madamm Tanson.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Bon, ech kommentéieren elo net déi Saach vun der ..., wat den Här Keup elo gesot huet, wat do stoung a wat net do stoung.

Ech wollt awer just eng konkreet Fro stellen, an zwar: Sidd Dir der Meenung – Dir hutt jo och Kanner, Här Keup –, wa mer elo soen, mir maachen dat dote jo net, mir schécken iwwert d'sozial Meedien – iwwert d'sozial Meedien! – pornografescht Material u Mannerjäreger, dass mer mussen a solle waarden, bis iergendeen eng juristesch Prozedur lancéiert? Fannt der net selwer, dass dat irresponsabel ass?

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori, et kann net sinn, datt Dir elo hei hin an hier Froe stellt.

M. Ben Polidori (LSAP) | An der Rei. Mee et ass awer net responsabel, dass den Här Keup dat esou hei dohinner gehäit ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt Äre Punkt gemaach.

M. Ben Polidori (LSAP) | ... an dann einfach seet, dat wär normal, dass een op d'Geriicht waart.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann huet d'Madamm Tanson d'Wuert.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech awer och nëmme wonneren iwwer verschidde Saachen, déi elo hei gesot gi sinn. Also ech hunn an der Schoul net geléiert, dass traditionell Meedie géingen Desinformatioun maachen. Ech weess net, wie vun Iech heibannen esou eppes geléiert hätt.

(Interruption)

Et kann engem ëmmer e Feeler ënnerlafen, et ass keen, jo ...

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Et ass sécherlech keen, dee géint Feeler gefeit ass, weeder heibannen nach soss anzwousch, mee d'Press huet eng ganz wichteg Roll an enger Demokratie ze spillen an do gehéiert sécherlech net d'Desinformatioun derzou. An ech weess net, op wéi engem Schoulprogramm esou eppes géif drop stoen.

An dat Zweet, ...

(Interruption)

... wat mech awer och elo interpelléiert huet, dat ass: Och den Deputéierten huet Limitten a senger Meenungsfräiheet. Natierlech ass d'Meenungsfräiheet e wichtegt Gutt. An natierlech ass d'Meenungsfräiheet eppes, wat verfassungsrechtlech, wat och doriwwer eraus iwwer international Traitéë verankert ass. A mir sollten dat alleguerten och héichhalen. Mee och en Deputéierten däerf net egal wat soen. En däerf net aner Leit zum Haass opruffen. An ech fannen et wierklech relativ erstaunlech, dass elo hei Saache relativéiert ginn, déi wierklech ganz wäit gaange sinn. Dat weist jo just, dass dat eppes ass, wat jiddwereen da bei Iech an der Partei oder an der Fraktioun op d'mannst ënnerstëtzt. Ech fannen dat bedauerlech. Well dat, wat de Minister hei gesot huet, dat ass effektiv dat, wat do geliket ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung, den Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo, et ass ugeschwat ginn, datt hei sollt verhënnert ginn, datt e rechtsfräie Raum entsteet. An dat ass jo grad de Problem. Et ass vu Geriichter rieds gewiescht, mee d'Geriichter hunn all d'Problemer vun dëser Welt bis elo gehat, wann et drëm gaang ass, géint Onwourechte, Propaganda, geziilten Desinformatioun op den Onlinemeedie virzegoen, an et ass genau dowéinst, well d'Geriichter net erukommen a well se keng Äntwerte kritt hunn, well och Generalstaatsanwält keng Äntwerte kritt hu vun deenen, déi dann déi Onlinemeedie bedreiwen, well se dann esou eng Wischiwaschi-Äntwert kritt hunn: „Jo, mir hunn Äre Message kritt, mir wäerte ganz deemnächst drop äntwerten." Dat heescht, de Rechtsstaat war jorelaang ausgehiewelt, wann et ëm Onlinemeedie gaang ass. A fir elo ze soen: „Jo, mat de Geriichter, dat leeft jo schonn alles, dat ass jo wéi gehabt an dat funktionéiert och bei den Onlinemeedien", dat ass net de Fall, an dofir brauche mer den DSA.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Ech mengen, elo huet jiddweree seng Positioun kloergemaach.

An da kënne mer zum Vott iwwert dëst Gesetz kommen. Et ass de Projet de loi 8309. Dee steet am Document parlementaire 8309[17].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8309 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Den Text ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer nach eng Motioun eragereecht kritt vum Här Sven Clement iwwert d'„Mise en place d'un reporting de mise en œuvre du DSA". Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Här Clement, wëllt Dir nach dozou schwätzen oder duerno? Duerno. Wie wëll d'Wuert zu dëser Motioun huelen? Den Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, mir hunn eis dës Motioun vum Här Clement ugekuckt a mir fannen, datt se exzellent ass. Här Clement, Dir hutt kloer formuléiert, intelligent argumentéiert an empathesch proposéiert.

(Exclamations et brouhaha)

Dir fuerdert ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Dir fuerdert d'Transparenz vun den Iwwerwaachungsmoossnamen hei zu Lëtzebuerg, an dat ass eng absolutt exzellent Iddi. A mir stinn 100 % hannert der Motioun vum Här Clement a vun de Piraten. A mir soen him villmools Merci, datt en eis déi bruecht huet, a mir wäerten e selbstverständlech zu 100 % ënnerstëtzen.

Une voix | Bravo!

M. Claude Wiseler, Président | Dat war kloer. Wie wëll nach d'Wuert huelen? Den Här Arendt, d'Madamm Welfring. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Och dem Här Clement Merci fir déi Motioun. U sech huet se gutt Zich. Dass emol eng Evaluatioun soll gemaach ginn, dat ass net abweegeg. Mee ech fannen, am Text selwer, an den Invitten, sinn awer nach e puer Saachen onkloer.

Ech géif den Här Clement froen, ob en d'accord wär domadder, dass mer déi géifen an d'Kommissioun verweisen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Welfring, dann den Här Polidori.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Jo, bei där heiter Motioun hate mir och eis Bedenken, wat verschidde Consideranten ugeet. Am Sënn vun der Saach fannen ech se awer wichteg, dass een e Recul hëlt an och evaluéiert an och kuckt, wat wierklech ëmgesat ginn ass. Ech denken, et ass eng ganz gesond Saach, déi och eng gewëssen Transparenz erfuerdert. Voilà, an dofir denken ech, dass mer aus deenen doten Ursaache kéinten dës Motioun matdroen. Mir sinn awer total dermat averstanen, déi och eng Kéier am Detail ze diskutéieren an der Kommissioun.

Ech fannen et awer remarkabel, dass d'ADR déi dote gutt fënnt, déi jo wierklech hei d'Ëmsetzung vun deem selwechte Reglement nach bestäerkt, déi se virdrun a Fro gestallt huet. Mee dat ass e weidert Beispill vun der Inkohärenz.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Ech hat och elo geduecht, ech hätt de Brudder vum Här Weidig elo grad niewent mer gehat, wéi deen iwwert dës Motioun esou voller Euphorie geschwat huet. Mee bon.

Also mir si jo och am Fong ... Mir hu gesot, dass den DSA jo awer d'Transparenz fërdert, dass dat eppes ass, wat dat soll stäerken. An dës Motioun dréit dozou bäi, wat wierklech d'Ëmsetzung dovunner ass, och wat mer haut stëmmen, dass mer eemol d'Joer – bon, iwwert deen Delai kann ee sécherlech diskutéieren – awer eng Kéier sollten driwwer schwätzen, fir d'Essenz ze kucke vun dësem Projet. Mee mir sinn awer och d'accord, wann den Här Clement dat géif unhuelen, fir dat an d'Kommissioun ze verweisen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Da gesinn ech keng aner Wuertmeldung a ginn dem Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech war elo e bëssen irritéiert beim éischte Riedner, mee ok. Et ass, mengen ech, eppes, wat eis Kärwäerter sinn. Dat doten ass eppes, wat mer vun Ufank un an de Kommissiounen ëmmer erëm zum DSA an zum DMA gesot hunn. Dofir ass et, mengen ech, nëmme kohärent, datt mer dat och elo erëm eng Kéier fuerderen.

Ech si mer bewosst, datt et eng relativ exhaustiv Motioun ass, wat och verschidden Invitten ugeet. Dofir war ech vu virera preparéiert, datt dat doten eppes wär, wat vläicht nach eng Kéier an der Kommissioun géif en Tour dréinen. An dofir kann ech déi Propos ganz gären unhuelen, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Kënne mer mat Handophiewen ofstëmmen, ob dës Motioun an d'Kommissioun soll goen? Ok.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien ass derfir, datt se an d'Kommissioun soll goen?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Da soen ech Iech Merci. Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen, an domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

(La motion 1 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation.)

4. 8435 – Projet de loi portant modification de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel

Da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moie kommen, an zwar dem Projet de loi 8435, enger Upassung vum Gesetz iwwert d'Kulturierwen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporter, 5 Minutte fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam Gesetzesprojet 8435 soll d'Patrimoinesgesetz vum 25. Februar 2022, a méi genee seng Bestëmmungen zum archeologeschen an architektonesche Patrimoine souwéi zum Patrimoine mobilier, punktuell ofgeännert ginn.

Déi éischt praktesch Erfarungen an der Ëmsetzung vun dësem Gesetz hunn nämlech gewisen, dass bei vereenzelten Dispositiounen nach kann nogebessert ginn a verschidde punktuell Upassunge sënnvoll wieren, fir den Demandë vun de Leit, déi all Dag mat dësem Gesetz um Terrain schaffen, entgéintzekommen.

D'Zil vum Projet ass also, op konkreet Bedürfnisser aus der Praxis anzegoen, ouni dobäi den Inhalt oder de Geescht vum Patrimoinesgesetz vun 2022 a Fro ze stellen.

Wéi scho virdrunner ugedeit, betreffen déi geplangten Upassungen den archeologesche Patrimoine, de Patrimoine mobilier an den architektonesche Patrimoine.

Am Beräich vun der Archeologie ass, wéi am leschte Koalitiounsaccord festgehale gouf, eng Reform vun der sougenannter Archéologie préventive virgesinn.

Mat dësem Projet wäerten deemnächst all d'Käschten am Zesummenhang mat der preventiver Archeologie komplett vum Staat iwwerholl ginn, mat der Ausnam vun de sougenannten archeologeschen Diagnosaarbechten. Bis ewell huet jo, ech erënneren dorunner, de Staat just 50 % vun dëse Käschten iwwerholl.

Dës Ännerung stellt eng wichteg finanziell Entlaaschtung fir déi betraffen Acteuren aus dem Bausecteur duer. Zousätzlech ass mat dësem Projet virgesinn, datt bei Aarbechten u besteeënde Stroosseninfrastrukture keng Bewäertung méi erfuerdert ass, wat hiren eventuellen Impakt op den archeologesche Patrimoine ugeet. Dat gëllt awer nëmmen, wann dës Aarbechten zu 100 % an enger sougenannter „Zone d'observation archéologique", déi sougenannt „ZOA", leien, an dat, well an dëse Beräicher de Risiko als éischter niddreg agestuuft gëtt.

Wat de Patrimoine mobilier ubelaangt, sou gi mat dësem Gesetzesprojet kloer Reegele festgeluecht, fir ze entscheeden, wat fir Gidder als nationale kulturelle Patrimoine klasséiert kënne ginn. Ausserdeem gëtt eng offiziell Lëscht opgestallt, op där kulturell Géigestänn, déi eng besonnesch Relevanz hunn, déi sougenannte „Biens culturels d'intérêt patrimonial", opgelëscht ginn. Dës Upassungen hunn als Zil, et ze erméiglechen, an aller Transparenz, mee virun allem mat motivéierten objektive Krittären ze entscheeden, wéi eng Gidder solle klasséiert an domadder fir d'Zukunft geschützt ginn.

Wat den architektonesche Patrimoine ubelaangt, sou wëll dëse Gesetzesprojet d'Prozeduren, fir Gebaier als Patrimoine ze klasséieren, méi einfach a méi séier gestalten. Gläichzäiteg soll de Suivi vun den Aarbechten, déi un esou klasséierte Gebaier duerchgefouert ginn, also Restauratioun, Renovatioun, besser organiséiert a begleet ginn. D'finanziell Auswierkunge vun dëser Gesetzesännerung, besonnesch vum Artikel 14 zum archeologesche Patrimoine, ginn op 3,5 Milliounen Euro pro Joer geschat.

Här President, léif alleguer, d'Kulturkommissioun huet zu dësem Gesetzesprojet fënnef Avisen erakritt.

Komme mer fir d'éischt zum Avis vum Conseil d'État. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 10. Dezember 2024 eng formell Oppositioun géint de Paragraf 2 vum Artikel 62bis formuléiert. D'Prozedur fir d'Opnam an d'Sträiche vu Gidder op der Patrimoinelëscht soll méi kloer definéiert ginn. No enger Upassung vum Text huet de Staatsrot seng Oppositioun a sengem Avis complémentaire vum 11. Mäerz 2025 opgehuewen.

Den OAI, den Uerde vun den Architekten an Ingenieuren, huet a sengem Avis vum 28. Oktober 2024 begréisst, dass de Staat d'Käschte vun de preventiven archeologeschen Aarbechten iwwerhuele wäert, well dat eeben eng wichteg Entlaaschtung fir d'Baubranche duerstellt oder bedeit.

Den OAI huet awer och e puer Bemierkunge gehat an huet zum Beispill gefuerdert, datt eng finanziell Kompenséierung vum Staat soll ausbezuelt ginn, wa Verspéidunge bei deenen archeologeschen Aarbechten entstinn. Donieft huet den OAI verlaangt, dass méi kloer Reegelen zu Subventiounen an Diagnose festgeluecht solle ginn. An en huet Kritick um Artikel 62bis an de laange Prozedure geäussert, Prozeduren, déi ofschreckend kënne wierken.

De Syvicol huet a sengem Avis vum 11. November 2024 d'Vereinfachung vun den administrative Prozeduren an d'Finanzéierung duerch de Staat vun de preventiven Archeologieaarbechte begréisst. Gläichzäiteg huet de Syvicol awer Bedenke geäussert, wat d'Koordinatioun tëschent den Instituter ubelaangt, déi d'Iwwerwaachung vun den Aarbechten un de klasséierte Gebaier oder an de klasséierte Gebaier sécheren an en huet betount, datt eng eenzeg Kontaktpersoun oder Kontaktstell fir de Bauhär méi wierksam wier.

D'Handelskummer huet den 11. Dezember hiren Avis agereecht. Si begréisst d'Zil vum Gesetzesprojet an ënnerstëtzt d'Reformen am Beräich vum kulturelle Patrimoine.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech erlabe mer dann och, op dëser Plaz den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ze ginn. Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schréftlechen a mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner oder Riednerin an dësem Fall ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut iwwer e puer punktuell, mee praktesch a pragmatesch Upassungen am Denkmalschutzgesetz vun 2022, zu deem d'CSV-Fraktioun hir Zoustëmmung gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | Déi gréisst Ännerung bedeit, datt de Bauhär net méi d'Käschte vun de preventiven Ausgruewungen droe muss, mee de Staat iwwerhëlt se elo ganz. Dat dréckt de Käschtepunkt vum Bau, vum Haus erof a mécht d'Baue méi bëlleg, well d'Linn vum kulturelle Patrimoine däerf net no engem Aarm-a-Räich-Gruef verlafen. Dofir ass déi Ännerung hei och ganz gutt an do dermadder gëtt e Punkt aus der Regierungserklärung ëmgesat.

Ausserdeem wëll d'Archeologie jo keng ofschreckend Wierkung hunn. Hei wëll ech den Här Minister froen, wéi vill archeologesch Operateure mëttlerweil agreéiert sinn. Wéi d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, waren et der knapps eng hallef Dosen. Sinn der an Zwëschenzäit derbäikomm? Well dat bréngt jo dann och Fortgang an de Schantercher, déi da méi séier virukommen.

Dëse Gesetzesprojet bréngt och nach administrativ Vereinfachunge bei eenzelne Prozeduren. De Rapporter huet eis se elo grad a sengem Rapport gutt opgezielt. Dofir merci, Här Rapporter. An och dat ass en Deel aus der Regierungserklärung.

Wéi hat ech gesot virun dräi Joer? De Match, fir d'Ofrappen ze stoppen, soll net verluer goen, andeems sech an den Detailer, an de Prozedure verfaange gëtt, quitte datt et mat dësem Projet elo net méi een eenzelen Uspriechpartner wäert ginn – bis elo war dat den INPA –, mee mam INRA en zweeten derbäikënnt fir d'Iwwerwaachung vun den Aarbechten, un deen d'Bauhäre sech wende mussen.

Erlaabt mir, léif Kolleeg/innen, an der kuerzer Riedezäit nach e puer Froe respektiv Ustéiss ze ginn, déi mir wichteg si fir eng gutt Ëmsetzung vum Denkmalschutzgesetz an e flotten Denkmalschutz.

Déi éischt wär: Kënnt Dir eis soen, Här Minister, wéi wäit Är Verwaltunge mëttlerweil mat den Inventairë sinn?

Déi zweet, wéi gesot: Wéi vill agreéiert archeologesch Operateure gëtt et haut?

Déi drëtt Bemierkung ass: Sensibiliséierung ass esou wichteg fir den Denkmalschutz an d'Gesetz vun 2022 gradesou wéi generell Sensibiliséierung fir d'Erhale vu sou vill schéiner a flotter, mee och historescher a kulturhistorescher Bausubstanz hei am Land. Eis Uertschafte sollen eng Séil behalen an hir Geschicht weise kënnen. Sensibiliséierung ass also ganz wichteg. Kéint Dir eis do vläicht e puer Beispiller gi vun den Aktiounen, déi gemaach ginn?

Véierte Stéchpunkt: energeetesch isoléieren. Här Minister, do wär et gutt, Opklärung oder Virgaben ze ginn iwwer Techniken, déi déi al Bausubstanz an en historescht Erscheinungsbild respektéieren. Well et gëtt aner Méiglechkeeten, wéi just Isoléierfassaden op en Haus ze pechen, déi dat historesch Gebai komplett banaliséieren, oder, well en aalt Haus net kann zu engem Passivhaus ëmgebaut ginn, unzeroden, et net ze restauréieren, mee ofzerappen, soss wär dat ganzt neit Gesetz jo och ganz ëmsoss.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV) | Leschte Punkt: Last but not least wëll ech froen, ob d'Ännerunge vun dësem Projet déi eenzeg bleiwen oder ob de Minister denkt, datt no an no nach anerer komme wäerten zum Denkmalschutzgesetz vun 2022. Ech erënneren och un déi eestëmmeg Motioun vun der Chamber, wéi d'Gesetz am Februar 2022 heibanne gestëmmt ginn ass. Do stoung dran, fir dräi Joer nom Akraaftrieden – an dat ass jo da ganz genau elo – eng Evaluéierung ze maachen, et huet souguer geheescht: e „processus récurrent d'évaluation qualitative de sa mise en application". Här Minister, géift Dir eis soe wëllen, wat do usteet a wéi Dir – respektiv Är Verwaltungen – do virugoe wëllt?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. D'Gesetz iwwert de Patrimoine culturel ass viru knapps dräi Joer, et war virdru gesot ginn, no laange Preparatiounen an no ausféierlechen Diskussiounen an der Kommissioun vun der Chamber mat enger ganz breeder Majoritéit hei ugeholl ginn. Et ass vu ville vun de Riedner deemools als e Gesetz mat historescher Dimensioun bezeechent ginn, well et u sech e Paradigmewiessel duergestallt huet am Zesummenhang mam Patrimoine culturel. Knapps néng Méint dono ass schonn en neie Projet agereecht ginn an annerhalleft Joer méi spéit ass dann och dëse Projet hei schonn an der Plenière, fir dat Gesetz dann nach eng Kéier ze iwwerschaffen.

An eng vun den Ännerungen, wéi mer jo schonn héieren hunn, ass d'Decisioun, de Prinzipp vun der Archéologie préventive an deem Sënn ofzeänneren, dass de Staat d'Käschte fir dës Aarbechten elo integral iwwerhëlt an net méi just nach zur Hallschent.

Dat war effektiv schonn 1900, pardon, 2022, vu verschiddene Säiten hei gefuerdert ginn. Et mierkt een, datt ech al sinn, wann een 1900 seet.

(Hilarité)

An et gëtt och elo an enger ganzer Rei vun Avise begréisst.

Fir eis stellt sech awer och d'Fro, ob et sech dobäi net ëm eng verstoppten Aide à la pierre handelt, déi de Promoteuren zeguttkënnt. Natierlech kann een argumentéieren, dass net nëmme grouss Promoteuren dovunner betraff sinn an dass elo och net nëmme si besser ewechkommen. Et kann een och soen, dass d'Promoteure souwisou déi dote Käschten, déi duerch d'Archéologie préventive ugefall sinn, un d'Acquereuren, also un déi Leit, déi en Haus, en Appartement kaaft hunn, viruginn hunn. D'Fro ass awer um Enn, ob dës Promoteuren dann elo an Zukunft déi Mannerkäschten, déi se elo hunn, dann och un d'Leit weiderginn, oder ob d'Leit dann an Zukunft och vun dëser neier Reegelung wäerte kënne profitéieren.

Wann ech d'Vertriederin vun der CSV héieren, déi gesot huet, vun elo u géing et méi bëlleg ginn, woen ech dat awer e bëssen ze bezweifelen. An dofir wär et gutt, wa mer méi Transparenz géingen an d'Präisgestaltung vun de Promoteure kréien, vun deenen, déi Wunnenge verkafen, fir ze gesinn, wou dann effektiv d'Käschten an d'Suen higinn. Bis elo ass scho ganz vill fir d'Promoteure gemaach ginn. Bis elo si scho ganz vill Sue bei d'Promoteure gefloss a mir gesinn, datt d'Präisser net erofginn! Nee, d'Präisser ginn an d'Luucht! Dofir ass déi Ausso vun der Vertriederin vun der CSV hei awer zimmlech gewot, muss ech soen, fir ze soen, dass elo d'Präisser duerch déi heite Mesür eventuell géingen erofgoen. Mee mir loossen eis awer gären iwwerraschen, obwuel ech mengen, dass d'Vertriedung vun der CSV do falsch läit.

Wat de Patrimoine mobilier ugeet, huet de Rapporter jo och schonn erkläert, dass Krittären agefouert gi fir de Klassement an dass do dernieft eng Lëscht geschaf gëtt fir déi Biens culturels d'interêt national, déi sougenannte „BIP-Lëscht". Dat begréisse mer ganz kloer. Allerdéngs hate mer do an der Kommissioun eng Rei vu Froen opgeworf, zum Beispill, wéi virgaange gëtt, wann de Proprietär am Ausland ass oder wunnt oder wann de Bien mobilier net um Territoire ass – eng Fro, déi besonnesch an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg kann opkommen. Et wier also net vu Muttwëll, wann een dat gekläert hätt.

A well dës Bestëmmunge vun eise belschen Noperen inspiréiert sinn, hate mir och d'Fro gestallt, wéi dëse konkreete Fall bei hinne gereegelt ass a wat iwwerhaapt den Impakt vun deene Reegelen ëm de Patrimoine mobilier an d'BIP-Lëscht an der Belsch ass. An de Minister hat och deemools an der Kommissioun weider Informatiounen an Zuele versprach. Elo kann et sinn, datt d'Zuelen eng Kéier komm sinn an datt ech déi verpasst hunn oder datt ech dat iwwersinn hat, mee menges Wëssens no hu mer déi net kritt a mir géifen eis dofir freeën, wann de Minister dat dann hei kéint maachen.

Voilà! Am Groussen a Ganze begréisse mir d'Beméiungen, déi d'Gesetz hei virgesäit, fir eng Rei vun Applikatiounen ze verbesseren, woubäi mer awer och nach ëmmer eng Rei vu Froen hunn, wou mer frou

wären, hei eng Äntwert ze kréien a wou mer och eis Bedenken hei zum Ausdrock bruecht hunn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Chamberspresident, mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat a ville Punkten eng Verbesserung vum Gesetz vun 2022 duerstellt, an dofir soen ech och direkt: Ech proposéiere menger Fraktioun, dëst Gesetz och matzestëmmen.

Ouni d'Substanz vum Gesetz vun 2022 ze veränneren, bedeit et awer eng sënnvoll Upassung un d'Erfarungen, déi an de leschten dräi Joer mat deem Gesetz gemaach goufen, an dat besonnesch um Niveau vum archeologesche Patrimoine, vum architektonesche Patrimoine a vum Patrimoine mobilier. Mir begréissen ausdrécklech d'Reform vun der Finanzéierung vun der Archéologie préventive an datt hei d'Käschten an Zukunft integral vum Staat iwwerholl solle ginn.

Wat den architektonesche Patrimoine ugeet, esou gëtt d'Klassifizéierungsprozedur vun den historesche Gebaier vereinfacht an d'Aarbechten un dëse Gebaier besser suivéiert. Och beim Patrimoine mobilier begréisse mir, datt kloer Krittären agefouert gi bei der Klassifikatioun vu kulturelle Géigestänn als schützenswäert Bestanddeeler vun eisem Patrimoine.

Dës positiv Punkte bedeiten e Fortschrëtt, kënnen awer net verstoppen, datt et vill Baustellen um Niveau vun der Erhalung vun eisem Patrimoine gëtt. Esou liest een op der Homepage vun der Lëtzebuerger Denkmalschutz-Federatioun: „Denke mer dach all drun, datt et keng kulturell Produktioun vun enger Gesellschaft gëtt, déi méi visibel a méi 'konsuméiert' gëtt wéi gebaute Kultur. Se steet iwwerall, mir ginn dran an an aus, all Dag, mir gesi se all Dag. Mer erliewe se all Dag. Zu Lëtzebuerg awer zerstéiere mer genee dës Kultur an engem Tempo, dee kaum oder net international unzetreffen ass, ausser a Krichssituatiounen." Zitat Ende.

An op der Facebook-Säit vum Mouvement patrimonial liese mer am Hibléck op d'Fassad vu Muselhaiser, déi säit engem Joerhonnert zum Réimecher Stadbild gehéiert hunn a säit November 2024 net méi geschützt sinn, Zitat: „D'Silhouette an d'Stadbild vu Réimech sinn ab elo an akuter Gefor." E puer Sätz méi wäit: „Mir hoffen, eis Verantwortlech erkennen dat och an änneren hir Meenung." An dat géing ech och als Ost-Deputéiert, oder als Deputéiert vum Osten, begréissen.

Déi gréisst Gefor fir eise kulturelle Patrimoine ass a bleift awer den onkontrolléierte Wuesstem. Et soll massiv gebaut ginn zu Lëtzebuerg, wat och net virun archeologesche Sitten Halt mécht, déi een eigentlech valoriséieren an engem breede Public zougänglech maache misst.

En trauregt Beispill ass hei de „Vicus Mamer". An hirer parlamentarescher Fro vum Oktober 2024 hat déi honorabel Deputéiert Francine Closener den Här Kulturminister no der Ausgruewung vun extreem interessante Fundstécker zu Mamer gefrot, ob hien der Meenung wier, datt dësen archeologesche Patrimoine valoriséiert sollt ginn, a wa jo, ob d'Regierung envisagéiere géif, den Terrain ze kafen, fir dësen aussergewéinleche Patrimoine ze erhalen an de Site och pedagogesch an touristesch ze notzen. Den Här Minister hat geäntwert: „Wéi an de meeschte Fäll vu preventiver Archeologie ass et net virgesinn, datt den archeologesche Site zu Mamer klasséiert a valoriséiert gëtt. Zwar handelt et sech hei ëm ganz interessant Fondstécker, déi eng ganz Rei Froen opwerfen a wëssenschaftlech dokumentéiert musse ginn, mee no den Ausgruewunge soll de geplangte Bau op där Plaz realiséiert an déi mentionéiert Objete weider studéiert ginn. Den INRA ass mat dëser Virgoensweis averstanen." Dat war d'Äntwert vum Här Minister.

Ech froe mech: Den INRA ass domat averstanen, datt op deem Site en Immobilieprojet entsteet? Dat ass interessant, ganz interessant, an do misste mer eis vill Froe stellen.

Zu Lëtzebuerg ass a bleift also d'Zoubetonéiere vum Territoire eebe méi wichteg wéi d'Valoriséierung vum Patrimoine. D'Archeologe kënnen zu Mamer zwar nach weidergruewen, well déi preventiv Ausgruewunge virum Akraafttriede vum 2022er Patrimoinesgesetz ugefaangen haten, mee datt gebaut gëtt, dat ass sécher! Ech géing hei gär de Minister froen, wou déi Fundstécker hikommen a wéi laang nach gegruewen däerf ginn an deem heite konkreete Fall.

D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, bréngt an eisen Ae kee Paradigmewiessel. Et si ganz sécher eng Partie Verbesserungen dran, jo, mee am Kär wäert sech eleng mat dësem Gesetz net vill änneren.

Ech hunn dann och nach eng Motioun matbruecht, well ech, wéi dat schonns den honorabelen Deputéierte Fred Keup bei der Ofstëmmung iwwert d'Patrimoinesgesetz am Joer 2022 gemaach hat, op e Problem opmierksam maache wëll. An zwar gëtt et hei zu Lëtzebuerg keng Statistik, wéi vill Gebaier hei am Land ofgerappt ginn. Esou eng Statistik wär nëtzlech fir d'Evaluatioun vun Denkmalschutzmoossnamen a géif wäertvoll Informatiounen iwwert den Ist-Zoustand vun der nationaler Bausubstanz ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– den Ofrëss vu bestoender Bausubstanz Liewens- a Wunnraum zerstéiert;

– d'Erhale vu bestoender Bausubstanz net nëmmen eng wichteg Roll spillt am Kontext vum Denkmalschutz, mee och am Kontext vum aktuelle Manktem u Wunnengen an am Interessi vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land;

– et wichteg wier, d'Renovéierung vu bestoender Bausubstanz ze ënnerstëtzen, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen;

– déi Lëtzebuerger Regierung bis elo keng spezifesch Statistiken iwwert d'Unzuel vun den ofgerappte Gebaier oder den Alter vun dëse Gebaier erhieft an datt an der „Long-term renovation strategy for Luxembourg" aus dem Joer 2020 ausdrécklech mentionéiert gëtt, dass et keng spezifesch Donnéeën iwwert den Ofrëss vun Netwunngebaier gëtt („Data concerning the total area covered by all non-residential buildings and the relative shores accounted for by the different categories are only available in fragmentary form");

– de Statec zwar Statistiken zu Ëmbaumoossnamen u Gebaier a Wunnengen duerchféiert, déi Informatiounen zu Aart, Bauweis a Fläch vun de Gebaier sammelen, mee keng spezifesch Donnéeën zur Gesamtzuel vun ofgerappte Gebaier oder zum Alter vun den ofgerappte Gebaier erfaasst;

– am Géigesaz dozou an anere Länner, wéi beispillsweis Däitschland, offiziell Statistiken iwwert d'Zuel vun ofgerappte Gebaier existéieren (sou goufen an Däitschland beispillsweis am Joer 2021 laut offizieller Statistik 14.090 Gebaier ofgerappt),

fuerdert d'Regierung op,

– statistesch Donnéeën ze erhiewen iwwert d'Unzuel vun ofgerappte Gebaier respektiv Wunnengen, wa méiglech pro Gemeng;

– souwäit wéi méiglech den Alter vun dëse Gebaier an enger Klassifizéierung duerzeleeën;

– dës statistesch Donnéeë reegelméisseg ze veröffentlechen.

(s.) Alexandra Schoos, Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'grondleegend Reform vum Denkmalschutz vun 2022 war e Meilesteen. Et war batter néideg, datt Lëtzebuerg e kohärenten, modernen an transparente gesetzleche Kader géif kréien, deen eisen archeologeschen, architektoneschen, mobilieren an immaterielle Patrimoine systematesch schützt. Dat war e wichtege Schrëtt, well eise Patrimoine net just eis Geschicht reflektéiert, mee och eis Identitéit an eist Verständnis vu Vergaangenheet a vun Zukunft. Dëst Gesetz huet modern Normen etabléiert, sech un international Konventiounen ugepasst an eis Verantwortung fir d'Generatioune vu muer festgehalen.

Déi Reform, iwwert déi mer haut schwätzen, baut op dësem Fundament op a si féiert wichteg Verbesserungen an.

Zum engen iwwerhëlt de Staat vun elo un déi ganz Käschte fir archeologesch Fouillen an der sougenannter „ZOA" – Zone d'observation archéologique, fir déi, déi sech ënnert deem ominéise Wuert näischt kënne virstellen –, bis op d'Ausnam vun den Diagnostiksoperatiounen, déi verbleiwen. Och d'Aarbechten op der Voirie existante an net just d'Travaux d'assainissement ginn elo finanziell vum Staat couvréiert, soulaang se sech zu 100 % an där sougenannter „ZOA" befannen.

Dëst erliichtert d'Belaaschtung fir Bauhären an ënnersträicht gläichzäiteg d'Bedeitung vun der archeologescher Preventioun. An d'Entscheedung, fir d'Käschte fir Promoteure respektiv Bauhäre vum Staat bezuelen ze loossen, ass natierlech eng substanziell finanziell Entlaaschtung fir Bauhären, souwuel fir déi eng, déi et brauchen, wéi och fir déi, déi et net bräichten. Mee et ass virun allem e staarkt Engagement fir de Schutz vun eisem Patrimoine. An dat ass fir eis Gréng dat dominant Argument. D'ailleurs war de Fait, dass de Staat d'Käschte vun de Fouillë ganz iwwerhuele soll, och scho bei der Ausaarbechtung vum deemolege Gesetz en Theema tëscht der deemoleger Kulturministesch Sam Tanson an dem Finanzministère, dee leider deemools där Iddi net favorabel géintiwwerstoung. Mir wäerten an den zukünftege Budgeten och e ganz besonnesche Bléck drop werfen, ob den haitege Finanzminister deen néidege Budget dofir bereetstelle wäert.

Doriwwer eraus, an dat gouf scho vu ville Virriedner gesot, gi mat dëser Gesetzesännerung besonnesch am Volet architectural administrativ Prozesser vereinfacht, an dat virun allem fir kleng Projeten an ëffentlech Infrastrukturaarbechten. Dëst garantéiert méi Planungssécherheet a verhënnert onnéideg Retarden, ouni dobäi de Schutz vun eise Kulturgidder ze kompromettéieren. Dës Upassunge maachen d'gesetzlech Prozedure méi effizient a schafen eng breet Akzeptanz fir de Sujet. Si suergen derfir, dass Denkmalschutz net als Belaaschtung, mee als Beräicherung gesi gëtt, eng Investitioun an eis Kultur,

an eis Geschicht an duerch seng Wäertschätzung och an eis Zukunft.

Kolleeginnen a Kolleegen, eis Stied, eis Dierfer, eis Gebaier erzielen eis Geschicht a Geschichten. Wann ee Stee schwätze kéint, wat géif eis de schwaarze Schifer soen? Wat erzielen eis déi 2.000-järeg Kiischtekären, déi am Mamer Buedem fonnt goufen? An d'Madamm Schoos huet schonn en extensive Plädoyer fir de Mamer „Vicus" gemaach. Eis Buergen, eis Häff, eis archeologesch Fonde sinn d'Erënnerung un déi, déi virun eis waren, an d'historescht Opschaffen, d'Erhalen an d'Valorisatioun dovunner ass en Invest an eis Zukunft.

Fir déi eng ass den Denkmalschutz just eng Fro vu Reglementatioun, vun zousätzleche Fraisen, eventuellen Aschränkungen. Fir déi aner ass et d'Gewunnecht un den alen Haff am Duerfkär, d'Kierch, déi scho vill gesinn huet, oder den Iwwerbleibsel vun eiser Industriekultur. Et ass wuel béides, well ouni d'Protektioun an d'Erschaffe vum Schutz vum kulturellen Ierwe verschwanne wichteg Zeien an Deeler vun eiser Kultur. Et ass eng Fro vu Respekt, vu Verantwortung a vu Wäitsiicht.

An dëse Gesetzesprojet mécht eist Engagement nach méi staark a beweist, datt Fortschrëtt an Erhalen Hand an Hand kënne goen. An dowéinst ginn ech d'Zoustëmmung vun déi gréng.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erspueren Iech elo déi éischt zwou Säite vu menger Ried, wou ech plus/minus deen nämmlechte Constat gemaach hätt wéi all d'Virriedner an d'Virriednerinnen, iwwert d'Wichtegkeet vun deenen eenzelne rezente Fouillen an Decouverten, a firwat dat immens wichteg ass. Ech mengen, datt dat ganz extensiv – a méi extensiv, wéi ech mer dat bei der Preparatioun vum Dossier geduecht hat –, gemaach gouf.

Wat vläicht och weist, mat wéi vill Enthusiasmus mer u sech déi ganz Opschaffung vun eiser Geschicht heiansdo uginn, nämlech, ob et Kiischtekäre sinn, déi am Mamer Buedem fonnt ginn, oder ob et Steng sinn, Brécken, Goldstécker, déi éischter dann a mengem Walbezierk fonnt ginn. Dat weist e bëssen deen Engagement an och, wéi vill Geschicht nach an eisem Buedem läit. A wann ee mat de Bauentreprisen an der Stad Lëtzebuerg schwätzt, kritt ee quasi gesot: „Mir kënnen néierens gruewen, ouni eppes ze fannen!" An dat weist, mengen ech, och erëm e bëssen d'Geschicht, déi laang Geschicht vu Lëtzebuerg a firwat et wichteg ass, datt mer eise Patrimoine schützen.

Et ass nämlech wichteg, eis Kultur an eise Patrimoine ze erhalen, well, wéi seet ee sou schéin, „ouni Vergaangenheet gëtt et och keng Zukunft." A mir mussen aus där Vergaangenheet eis Léieren zéien a mir musse se och bewaren.

Dat heescht awer net, an dat wëll ech ganz kloer soen, datt alles, wat al ass, automatesch och Patrimoine ass. Grad wa mer iwwert den architekturelle Patrimoine schwätzen, gëtt ganz heefeg Alter mat geschichtlecher Wichtegkeet vermëscht. An do wär et mer awer nach eng Kéier wierklech wichteg ze soen: Et geet net nëmmen dodrëm! Just well eppes al ass, ass et net forcement erhalenswäert! Et muss ëmmer och an de geschichtlechen an an de kulturelle Kontext passen.

Dee grousse Bemoll vläicht heibäi, dee gouf scho vun der LSAP ugeschwat, dat ass u sech de Volet vum Kaddo, deen hei gemaach gëtt fir d'Promoteuren, wou mer den Impakt nach net gesinn hunn. An ech froe mech, ob mer déi Impakter jee eng Kéier wäerte gesinn, well d'Präisser gesinn am Moment net esou aus, als géife se iergendwéi dat heite berücksichtegen. Nee, ganz am Contraire, et gëtt an d'Marge bénéficiaire agerechent. Do wär et also wierklech gutt, wa mer eis eng Kéier d'Fro géife stellen: Weem ass dat heiten zum Schluss zeguttkomm? Datt et wichteg ass, d'Kultur ze erhalen, dat hunn ech elo in extenso duergeluecht. Wat awer ganz wichteg ass, dat ass, datt mer och fir déi Mesüren, déi mer huelen – wou mer mat ëffentleche Gelder awer elo hei Saache subventionéieren, déi an der Vergaangenheet privat bezuelt goufen–, ganz gutt mussen oppassen, wou déi Suen herno ukommen. An dofir wär et mer wichteg, datt mer eng Evaluatioun dovunner géife maachen.

Dëst gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann ech den Accord zu dësem Projet ginn. Et ass e wichtegen Deelprojet, eng wichteg Mise à jour u sech vun deem, wat scho gestëmmt gouf. An dofir e klore Jo vun eis.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann, als leschten ageschriwwene Riedner, steet den Här Marc Baum hei op der Lëscht. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wie sech un d'Aarbechten um Patrimoine-culturelles-Gesetz vun der leschter Legislatur erënnert, weess, datt dat ganz vill, ganz laang Sëtzunge waren, déi sech och zäitlech iwwer e ganz laangen Zäitraum gezunn hunn, an déi an där Hisiicht, mengen ech, wierklech fruchtbar waren, well eppes rauskomm ass, wat net nëmmen op eng immens grouss, breet Zoustëmmung getraff ass, mee och quasi op eng gewëssen Euphorie, well gesot ginn ass: Mat deem doten Text hu mer eng gesetzlech Grondlag, déi wierklech nei Moossstief setzt!

Duerfir hunn ech et grad esou erstaunlech fonnt wéi den Här Engel, wéi ech dann do am Koalitiounsaccord gelies hunn, datt d'Gesetz e puer Méint quasi nom Akraafttrieden eigentlech rëm soll op de Leescht geholl ginn, obwuel an der Chamber eng Motioun ugeholl ginn ass, wou gesot ginn ass: Kommt, mer ginn eis mol en Zäitraum vun dräi Joer – wéi dat dacks bei Gesetzer ass –, fir dann ze iwwerpréiwen, wat d'Wierksamkeet oder d'Netwierksamkeet dovunner ass.

An et ass virdrun och scho gesot ginn: Et gëtt dräi Beräicher, an deene Veränneruge gemaach ginn. Dat ass engersäits den architektonesche Patrimoine, wou elo vereinfacht Prozeduren opgestallt ginn; de Patrimoine mobilier, wou et nei, méi kloer Reegele gëtt, déi no objektive Krittäre festgehale ginn, wat awer éischter méi kleng Adaptatioune sinn; an dann, an dat ass den eigentleche Grond vun der Afrostellung, dat ass nämlech, datt am Koalitiounsaccord op eemol drastoung, datt d'Käschte vun de Fouille-préventiven elo exklusiv vum Staat sollen iwwerholl ginn an net méi wéi virdrun hallef Staat, hallef Promoteuren. A wéi ech dat gelies hunn am Koalitiounsaccord, hunn ech mer natierlech geduecht: Nondikass, …

(Brouhaha)

… firwat organiséieren ech zu Monnerech net iergendwellech Partye mat Promoteuren? Vläicht krit ech dann do och gutt Iddien, wéi een nach Leit kéint ënnert d'Äerm gräifen. An dat ass och deen eenzegen oder dee grousse Bemoll, deen ech an deem heiten Text hunn, nämlech, datt déi Dispositioun, déi eenzeg, déi och wierklech Sue kascht, 3,5 Milliounen, elo vum Staat Richtung Promoteure geet, mam Argument, dat géif dann derzou féieren, datt d'Baue méi bëlleg géif ginn.

Dat ass op där enger Säit an enger gewëssener Kohärenz vun dëser Regierung, déi mengt, wann een d'Gewënnmargë vun de Promoteuren ëmmer géif méi grouss maachen, da géif doduerch d'Baue méi bëlleg ginn. De Realitéitscheck hält deem net Stand! Dat ass am Moment net esou, an dat hei ass eng weider Mesür, wou Suen, ëffentlech Suen, geholl ginn, fir d'Gewënnmargë vun de Promoteuren ze assuréieren. An dat ass dann awer fir mech e bësse vill däers Gudden.

An duerfir, Här President, proposéieren ech e Vote séparé iwwer zwee Artikele vun deem heiten Text: den Artikel 2, wou et ëm déi besote Mesür geet, datt de Staat elo alleguerten d'Käschte géif iwwerhuelen, an den Artikel 15, dee sech exklusiv op den Artikel 2 berifft, nämlech datt just dat Element vum Artikel 2 schonn den 1. Januar dëst Joer gülteg ass, also retroaktiv gülteg gëtt, wat jo nach eng Kéier ënnersträicht, datt et wierklech eigentlech just drëm gaangen ass, de Promoteuren nach e bësse Suen ze schenken.

Här President, ech deposéieren dat …

(M. Marc Baum dépose une demande de vote séparé sur les articles 2 et 15 du projet de loi 8435.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | … a wëll fir de Rescht awer soen, datt mer mat deenen aneren Artikelen a mam Gesetz a mat deenen Upassungen averstane sinn. Wéi gesot, mir wäerten d'Gesetz matstëmmen, déi zwee Artikelen net.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Kulturminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech wéilt domat ufänken op dëser Plaz, dem Rapporteur, dem Här Bauler, e grousse Merci ze soe fir deen ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer, op dëser Plaz net nach eng Kéier op all déi verschidde Punkte mussen anzegoen. Ech wéilt just e puer grondsätzlech Remarke mat viruginn.

Et ass ugeschwat ginn: Mir hunn zënter dem Februar 2022 fir d'éischte Kéier hei am Grand-Duché e kloer definéierten, kohärente gesetzleche Kader, an dat fir all d'Forme vun eisem kulturelle Patrimoine hei zu Lëtzebuerg, sief dat d'Archeologie, sief et d'Architektur, de Mobilier oder och den Immobilier. An dat war deemools, an ass et och haut nach, e richtege Gamechanger fir de Schutz an och d'Valoriséiere vun eisem kulturelle Räichtum.

Als Regierung hale mer ganz kloer un deem Gesetz fest, jo, dat ass schonns gesot ginn, a mir géifen haut e puer punktuell Ännerunge virhuele fir haaptsächlech och den archeologesche Volet.

Et ass ugeschwat ginn, dass mer wéilten da retroaktiv op den 1. Januar 100 % vun de Fouille-préventivë bezuelen, dat als Staat. Virdru war et 50:50, wou eeben och de Bauhär huet missen iwwerhuelen. An ech wëll et hei ganz kloer eng Kéier soen – och dem Här Baum, ech hat et och, mengen ech, schonn an der Kommissioun gesot –, dass net jiddereen, deen hautdesdaags baut – dem Här Engel och, Dir hat et och ugeschwat –, en décke Promoteur ass. Et sinn, an do si mer och frou driwwer, och nach ëmmer Privatleit, déi bauen. An et geet och ganz kloer drëms, fir déi ze entlaaschten.

Wa mer wëlle virukommen, an dat hunn ech och schonns héieren, da geet et natierlech och ëm de Patrimoine mobilier. Do wäerte mer e puer Upassunge maachen. Dat si kleng Lacunnen, déi behuewe ginn. De Rapporter ass op déi verschidde Krittären agaange fir d'Placéiere vu kulturelle Gidder, soudatt ech dat och op der Säit loossen. Och hei geet et awer, an dat wëll ech ganz kloer ernimmen, drëms, fir eise Patrimoine mobilier ze schützen op där enger Säit, a fir en op där anerer Säit natierlech och besser kënnen ze valoriséieren.

En drëtte Punkt, dat ass de Patrimoine architectural, wou mer – an dat ass e wichtege Punkt, deen de Moien hei nach net ugeschwat ginn ass – d'Prozedure wëlle vereinfachen an och wëllen erliichteren. Ech ginn hei ee Beispill, well och vill Gemengevertrieder, -verantwortlecher heibannen an der Chamber present sinn, wou mer zum Beispill bei enger Klassementsprozedur vun den nationale schützenswäerten Haiser an enger Gemeng den Delai wäerten eropsetzen, dee bei éffentlechen Enquêten dem Gemengerot fir säin Avis dann och virläit. Do muss de Gemengerot dann dozou Stellung huelen. Do si mer de Moment bei engem Mount, wou de Gemengerot da muss äntwerten. An dësen Delai géife mer op dräi Méint verlängeren. Dat erlaabt et de Gemengen, hir Contributiounen an aller Rou kënnen ze maachen an dee Gemengerot dann och seriö kënnen ze preparéieren, ouni do an d'Hetz ze kommen.

Mir gi mat deem heite Gesetz e Step méi wäit. Mir maachen d'Prozedure méi effikass an natierlech och eng administrativ Vereinfachung – dat wëll ech och nach eng Kéier ganz kloer betounen an dat sief och nach eng Kéier gesot –, wou mer eeben d'Baukäschten um Terrain wëllen iwwert de Staat bezuelen an eeben och do d'Leit um Terrain entlaaschten.

Ech wéilt awer, an ech hunn nach e bëssen Zäit, op déi verschidde Froen agoen, déi vun deene verschiddenen Deputéierten hei gestallt goufen. Dat weist och, an dofir wëll ech ganz konkreet och Merci soen, de groussen Interessi un dësem Sujet, um Patrimoine.

Ech géif ufänke mat der Madamm Modert, déi gefrot huet, wéi vill Operateure mer aktuell am Land hunn. Dat ass ongeféier déi Zuel, déi d'Madamm Modert och virdru scho genannt huet: Do si mer aktuell bei zwielef archeologeschen Operateuren, déi hei am Land aktiv sinn, fir archeologesch Fouillë kënnen ëmzesetzen. Do komme mer, Stand haut, gutt duerch de Bësch, soen ech emol. Mir hu just bei gewëssene Spezialisten, sief dat an der Geophysik oder bei industriellen Archeologien, verschidden Demanden, wou mer vläicht net direkt esou séier kënnen hannendrukommen, an do schaffe mer ganz gutt mat internationalen Experten aus dem Ausland.

Wat d'Inventairë vun eise Gemengen ugeet, do sinn aktuell fënnef Gemengen, déi ofgeschloss sinn, a véier Gemengen, déi hei amgaange sinn, déi Prozedur ze duerchlafen. Do gesäit een, dass mer, wa mer vun 100 Gemenge schwätzen, nach eng jett Aarbecht virun eis hunn.

Wat d'Sensibiliséierung ugeet – an dat ass eppes, wat mer ganz besonnesch um Häerz läit –, do si mer amgaangen, och verschidde Pisten ze entaméieren. Et wäert an noer Zukunft och eng Kommunikatiounscampagne lancéiert ginn, wou mer ganz kloer dat Gesetz nach eng Kéier erklären, wou mer soen, wéi een och vum Staat verschidden Hëllefe ka kréien.

Et ass och esou, dass mer eng Journée archéologique organiséieren. Mir hunn eng Journée du patrimoine, déi dëst Joer am Kader vum Patrimoine architectural steet. A mir organiséieren dës Kéier och vum 13. bis de 15. Juni am Kader vun de Journées européennes de l'archéologie divers Aktivitéiten, déi sech och an dësem Kader beweegen.

An dann, och nach e wichtege Punkt – an dat sinn och déi Diskussiounen, déi ech alt um Terrain héieren –, sinn natierlech och eis Gemengen e ganz, ganz wichtege Partner, fir eebe weiderhin am Patrimoine virunzekommen, wou d'Gemengen och eng grouss Responsabilitéit hunn a wou mer och do nach eng Kéier wäerten den Tour dréinen, fir d'Gemengen nach besser ze sensibiliséieren, fir do och zesumme mat eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Eng weider Fro, do ass et ëm déi energeetesch Sanéierung gaangen. Dat ass och e ganz interessante Punkt. Do muss een awer ganz kloer soen, dass mer bei villen Haiser, voilà, vläicht net déi Méiglechkeeten hunn, déi eis dat ëmmer esou erlaben, wou mer einfach limitéiert sinn. Mir schaffen awer ganz aktiv drun, fir den Denkmalschutz an och déi energeetesch Sanéierung sou gutt wéi méiglech beienanerzebréngen, mee dat ass net ëmmer méiglech. Do si mer awer och amgaangen, intern mat eise Spezialisten u weidere Pisten ze schaffen, wéi mer och do kënnen där Demande nokommen.

Eng weider Fro, dat war d'Evaluéierung, déi an enger Motioun och festgehale gouf vu viru ronn dräi Joer: Do sinn ech ganz gäre bereet, fir an deenen nächste Méint an d'Chamberskommissioun ze kommen an do wierklech och eng Kéier de Point ze maachen am Detail, wou mer eeben dru si mat deene verschiddenen Dossieren, sief et an der Archeologie oder och beim INPA, fir Iech do d'Zuelen och eng Kéier am Detail kënnen ze presentéieren. Mee ech géif proposéieren, dat an der Chamberskommissioun ze maachen.

Eng weider Fro, an do kucken ech den Här Engel, do ass et drëms gaangen: d'Fro zum Proprietär am Ausland. Déi hu mer, sou wéi ech dat nach richteg am Kapp hunn, och iwwer en Amendement geklärt. Et ass esou, dass den Tribunal hei zu Lëtzebuerg an déi Richtung elo kompetent ass.

An dann, last but not least, an dat ass och e Sujet, dee méi wéi eng Kéier elo ugeschwat ginn ass, dat ass de „Vicus" vu Mamer; e ganz interessanten, e wichtege Projet. Jo, dozou stinn ech och als Kulturminister. Ech hu mer do awer och nach eng Kéier erkläre gelooss, dass mer do e ganz interessante wëssenschaftleche Site hunn, op deem et awer gewësse Contraintë mat der Fiichtegkeet gëtt an deem Lach, wou ausgegruewe ginn ass, wat derzou gefouert huet, dass mer verschidden Objete konnte fannen, déi eng grouss patrimonialesch Valeur hunn, mee wou et wéineg bis kee Sënn mécht, déi Saachen op deem Site selwer ze valoriséiere wéinst där Fiichtegkeet, déi mer op deem Site fannen. Mee ech kann Iech awer garantéieren, dass mer dat, wat do fonnt ginn ass, wäerte valoriséieren, nodeems mer et propper dokumentéiert hunn, an dann och dem Public wäerten zur Verfügung stellen. Voilà.

Dat gesot, sinn ech awer ganz frou, dass dat Gesetz hei eng breet Zoustëmmung fënnt. An dofir soen ech Iech e ganz, ganz grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Éier mer zum Vott vum Projet kommen: Et ass esou, datt d'Sensibilité politique déi Lénk gefrot huet, den Artikel 48 vum Chamberreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert d'Artikelen 2 a 15 ze maachen. Am Ganze musse mer dann hei zwee Votes séparés maachen, well et zwee verschidden Artikele sinn, a mer fänke mam Vote séparé iwwert den Artikel 2 un.

D'Fro, déi ech stellen, ass déi: Wien d'accord ass mam Artikel 2, esou wéi en elo am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net mat där Formulatioun d'accord ass, esou wéi se actuellement am Projet de loi steet, dee soll mat Nee stëmmen. Fir datt d'Froestellung kloer hei ass.

Vote séparé sur l'article 2 du projet de loi 8435

Da géif ech d'Ofstëmmen opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, 14 Nee-Stëmmen. Den Artikel 2 ass also mat 46 Jo-Stëmme géint 14 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Komme mer elo zum Artikel 15. An do déi selwecht Fro: Wien also d'accord ass mam Artikel 15, esou wéi en elo am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net domadder d'accord ass, dee soll mat Nee stëmmen.

Vote séparé sur l'article 15 du projet de loi 8435

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 46 Jo-Stëmmen, 14 Nee-Stëmmen. Den Artikel 15 ass also mat 46 Jo-Stëmme géint 14 Nee-Stëmmen ugeholl, esou wéi en am Text proposéiert ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 8435[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8435 et dispense du second vote constitutionnel

An och hei fänkt d'Ofstëmmen elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, deemno bei kenger Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun hei zu dësem Projet de loi vun der ADR, vun der Madamm Schoos, eragereecht kritt. Madamm Schoos, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

(Négation)

Dir wëllt dat zum Schluss maachen. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Bernard huet sech gemellt. Madamm Bernard, da fänkt Dir un.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Den ADR probéiert hei, e relativ populistescht Bild tëscht Ofrappen an Denkmalschutz ze zeechnen. An amplaz all Form vun Demolitioun ze verdäiwelen, geet et fir eis éischter drëms, bestoend Gebaier ze schützen a se ze valoriséieren an natierlech och d'Proprietäre finanziell ze encouragéieren. An dat gëtt jo mam Inventaire gemaach. Dat ass ee vun de grousse Knackpunkte vum Gesetz vun 2022. Dat ass dat, wourëms et geet.

Et ass natierlech wichteg, datt den Inventaire ka weidergoen. Deem seng Aarbecht ass elementaire, fir dass eisen Denkmalschutz zu Lëtzebuerg geléngt. Och do ass et natierlech eng Fro vu Ressourcen. An ech weess, dem Här Kulturminister läit dat bestëmmt genausou um Häerz wéi eis, dass och do den Inventaire gutt opgestallt ass.

A mir stellen den Notze vun dëser Moossnam a vun dëser Motioun a Fro. An dowéinst géing ech proposéieren, hei dergéint ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Elo hunn ech nach dräi Wuertmeldungen, dat sinn den Här Bauler, den Här Engel an dann den Här Clement. Fir d'éischt huet den Här Bauler d'Wuert.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. D'Madamm Bernard huet elo esou treffend geschwat, datt ech deem näischt méi wëll bäifügen.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, ech stëmmen och der Madamm Bernard zou. Ech wéilt just nach ergänzen, dass dat net richteg ass, wat hei an der Motioun steet. Wa geschriwwe steet: „stellt fest, datt den Ofrëss vu bestoender Bausubstanz Liewens- a Wunnraum zerstéiert" – dat muss net onbedéngt wouer sinn. Et kënnen och Gebaier sinn, déi éischtens net méi gutt sinn, wou och keng Leit dra wunnen, wou am Moment och keen dra wunnt a wou et och vill méi Sënn mécht, eppes anescht dohinner ze bauen, wéi dat bestoen ze loossen, wat guer keen architektoneschen oder historesche Wäert huet. Duerfir mécht et absolutt Sënn, och Saachen ofzerappen an eppes Neies dohinner ze bauen. Deementspriechend géinge mer dës Motioun dann och net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann hunn ech den Här Clement an dann duerno d'Madamm Modert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Invitte sinn immens sympathesch: Donnéeën ze erhiewen, dat ass eppes, wat ee generell ..., a virun allem och well an de Considerante jo ganz kloer gesot gëtt, wou Donnéeë feelen.

Mee d'Considerante sinn engersäits falsch an anererséits net kohärent. Op där enger Säit gëtt vum Wunnraum geschwat, deen zerstéiert géif ginn duerch d'Ofrappen. Also, mir schwätze ganz vill vun Noverdichtung vun den Uertskären. Fir eebe grad abordabele Wunnraum ze schafen, musse mer do, wou fréier vläicht nëmmen eng Unitéit stoung, haut der zwou, dräi, véier, voire méi bauen. A genau dofir ass heiansdo d'Ofrappen den eenzege Wee, fir eebe grad méi Wunnraum ze schafen, méi Liewensraum ze schafen an deen domadder och eebe grad net ze zerstéieren.

An da gëtt awer ënnendrënner gesot, et géifen Zuele feelen iwwert den Ofrëss vun Netwunngebaier. Jo, mee ech kann net an deem éischte Considerant soen, datt ech Wunnraum zerstéieren, fir zwee Considerante méi spéit dann dovunner ze schwätzen, datt et mer och ëm den Netwunnraum geet. Also, do passt alles net esou ganz zesummen.

Dat heescht, d'Invitte si ganz kloer fir eis, déi wäre gutt, mee d'Consideranten, wéi een dohinner kënnt, maachen et leider onméiglech, déi Motioun hei matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, merci, Här President. Dat ass alles net ganz kohärent, wéi dat hei geschriwwe ginn ass vum ADR. Souwisou géif en Deel vun deene Froe sech éischter un aner Ministèrë wenden. A wéi d'Virriedner, besonnesch och d'Madamm Bernard, scho gesot hunn: D'Inventairë sinn amgaangen, gemaach ze ginn, komme virun, mussen och nach virugoen. An do ass dann en Deel Daten dran, déi hei fir dat spezifescht Gesetz an déi spezifesch Situatioun méi richteg si wéi dat, wat hei e bëssen a vill Richtunge gefrot ginn ass an net esou kohärent ass.

Mir, d'CSV, wäerten déi heite Motioun net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. An da kritt zum Schluss d'Auteure nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci. Ech mengen, hei schéngt jo e breede Konsens ze sinn, déi Motioun net unzehuelen. Mir si jo fir d'Meenungsfräiheet, et däerf jiddweree seng Meenung hunn. Ech weess awer net, firwat elo onbedéngt Wunnraum an Netwunnraum sech géigesäiteg ausschléisse sollen. Mir wollten einfach alles mat aschléissen.

Natierlech sinn ech dermat d'accord, dass Gebaier, déi net méi iergendwéi ze gebrauche sinn, wéi den Här Engel gesot huet, dann ofgerappt ginn. Mir si jo och net iergendwéi elo géint iergenden Ofrappen. Mir froen hei einfach just eng Statistik, dass déi soll erhuewe ginn, ni plus ni moins. An dat war am Fong, wat mir mat dëser Motioun zum Ausdrock wollte bréngen.

An dann, als Parteipresidentin géif ech et wierklech begréissen, wann et „d'ADR" wier an net „den ADR" ëmmer iwwerall.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. Sven Clement (Piraten) | Gläichberechtegung!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

Da géinge mer hei, vu datt keng Wuertmeldung méi do ass, zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 5 Jo-Stëmmen, 55 Nee- Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 55 Nee-Stëmme bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. Ordre du jour

Dann hunn ech nach eng Motioun – mat Accord, mengen ech, vu sämtleche Fraktiounen a Sensibilitéiten, déi mer elo gefrot hunn –, déi hei um Büro läit, an zwar déi, déi d'Madamm Paulette Lenert gëschter eragereecht huet. Wann ech richteg verstanen hunn a wann Der domat d'accord sidd, kënne mer déi elo nach direkt op den Ordre du jour setzen, fir doriwwer ofzestëmmen.

Sidd Der domat d'accord, datt mer déi direkt diskutéieren?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci fir deen Accord. An da wäerte mer dat da maachen.

6. Motion de Mme Paulette Lenert relative à l'alignement de la stratégie nationale sur la stratégie européenne en matière de prévention des menaces et des crises émergentes

(Motion déposée en séance publique n° 75 du 1er avril 2025 – à consulter en page 19 de ce compte rendu)

Ech wëll also froen, ob d'Madamm Lenert nach eng Kéier wëllt kuerz driwwer schwätzen.

(Négation)

Dir wëllt duerno schwätzen, Madamm Lenert. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Dee soll sech mellen, wannechgelift. Den Här Spautz, den Här Keup. Jo, Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, ech mengen, d'Madamm Lenert hat se gëschter am Uschloss, nodeem och schonn de Premierminister an der Heure de questions dozou Stellung geholl hat ... Mir sinn där Meenung, dass et wichteg ass, dass déi Informatiounen och bei d'Leit kommen. An dofir kënne mir déi Motioun mat ënnerstëtzen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, et ass elo e bësse spontan op den Ordre du jour komm. Ech weess net genee, wat d'Commission européenne, wéi hei an de Considerante steet, de 26. Mäerz, genee gesot huet. Dass d'Leit sech solle virbereeden an dass se genuch sollen doheem hunn, fir 72 Stonnen am Fall vun enger Katastroph kënnen autark ze iwwerliewen, dat schéngt mer eng Evidenz ze sinn. Ech mengen, an Däitschland gëtt souguer gesot, dass d'Leit solle fir zwou Wochen doheem esou virbereet sinn, dass se kënnen autark iwwerliewen, wann ech mech net ieren.

Dat sinn alles Saachen, déi kann een natierlech gutt fannen an evident fannen. Wat mer e bësse feelt, dat ass, ëm wat et genee elo hei geet. Och wann ee vun Europa schwätzt, do huet ee jo awer ganz ënnerschiddlech Situatiounen.

Dir hutt Plazen an Europa, do kënne ganz staark Äerdbiewe sinn. Zu Lëtzebuerg ass d'Chance vun engem staarken Äerdbiewe beispillsweis immens niddreg. Déi schlëmmste Katastrophen, déi mir hei, wann ech mech elo net ieren, déi lescht Zäit haten, dat waren Iwwerschwemmunge respektiv mol ganz staark Stierm.

Bon, an deem Kontext hate mer jo och déi Diskussiounen iwwert déi Alerte, déi gemaach gëtt iwwert den Handy. Dat hat jo virun e puer Joer bei den Iwwerschwemmungen zu vill Kontroverse gefouert. Do hu Leit nach missen hiren Hutt huelen. Mee do schéngt dat jo e bëssen ze klappen.

Bon, am Fong kann een et matstëmmen. Mee et freet ee sech awer, wat effektiv d'Europäesch Kommissioun dann eis zu Lëtzebuerg wëll do soen a wat se wëll maachen a ganz Europa, vu dass d'Situatioun ënnerschiddlech ass.

A bon, den EU-Virbereedungsdag, soen ech elo mol, et kann een dat matstëmmen, jo. Mee bon.

(Interruptions)

Une voix | Egal wat!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech probéieren elo net, hei meng ... ze iwwerleeën, wärend ech schwätzen, mee ...

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Ma da schwätzt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här Keup. Ech hunn ... Jo, jo, ech hunn, contrairement zu deem, wat Dir elo gemaach hutt, mech am Virfeld elo nach informéiert iwwert déi Motioun vun der Madamm Lenert, déi extreem pertinent ass, well wann op europäeschem Niveau Kommunikatioune gemaach ginn an d'Bierger opgeruff ginn, verschidde Moossnamen ze huelen, dann ass dat natierlech mat Ängschte verbonnen. An dann ass et extreem wichteg, dass dat och vun den nationale Regierunge reliéiert an an de Kontext gesat gëtt. An duerfir fanne mir, dass dat heiten eng ganz pertinent Motioun ass, déi mer natierlech mat ënnerstëtzen a wou mer dann och frou sinn ze héieren, dass d'Majoritéit och där Meenung ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech der Auteure, wa se wëllt, nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech si frou, dass hei op der Basis am Haus eng gemeinsam Vue ass, dass dat heiten eng drénglech Ugeleeënheet ass. Et ass eebe justement d'lescht Woch eng grouss Kommunikatioun erausgaange vusäite vun der Kommissioun, déi sech direkt un d'Bierger adresséiert huet.

An de Punkt ass eebe justement, dass mer der Meenung sinn, dass och hei am Land d'Leit e Recht drop hunn, dat erkläert ze kréien, wat dat bedeit, dass dat soll kontextualiséiert ginn. D'Urgence ass vun Iech ofgewise ginn zu där Fro, dofir sinn ech ëmsou méi frou, dass trotzdeem hei am Haus d'Basis dat awer als méi drénglech unerkannt huet an och mat eis zesummen hei eng direkt Kommunikatioun vusäite vun der Regierung freet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Da géing ech mengen, datt mer elo kënnen zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Ech géing also de Vott opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.24 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 56
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 38 de M. Dan Biancalana au sujet du fonctionnement futur de la justice et du Conseil national de la justice** p. 56
   M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
3. **8228 – Projet de loi portant modification du Code civil en vue de la réforme de l'adoption** p. 57
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler
   Discussion générale : M. Charles Weiler | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Sven Clement | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8228 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8422 – Projet de loi portant approbation des amendements :**
   1° aux Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, signés à Bretton Woods, le 22 juillet 1944 ;
   2° à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, signé à Manille, le 4 décembre 1965 ;
   3° à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris, le 29 mai 1990 ;
   4° à l'article 4 du Protocole n° 5 sur les statuts de la Banque européenne d'investissement portant sur une augmentation du capital souscrit de la Banque p. 63
   Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
   Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8422 et dispense du second vote constitutionnel
5. **8460 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directives 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros** p. 65
   Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar
   Discussion générale : M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8460 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8470 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   2° de la loi modifiée du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement p. 68
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
   Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8470) (intervention de M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de Mme Sam Tanson) | M. David Wagner | M. Michel Wolter
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | M. Michel Wolter (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
   Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8470
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8470 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt (intervention de M. Sven Clement) | M. David Wagner | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Claude Haagen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission
7. **8483 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Colombie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 janvier 2024** p. 78
   Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8483 et dispense du second vote constitutionnel
8. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des conséquences du retrait des États-Unis du Pilier 2 du cadre international de taxation des grandes entreprises sur le Luxembourg** p. 78
   Exposé : M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Laurent Mosar | M. Patrick Goldschmidt | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Motion 1 : M. Laurent Mosar | M. Patrick Goldschmidt | M. Tom Weidig | M. Franz Fayot | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Vote sur la motion 1 (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 38 de M. Dan Biancalana au sujet du fonctionnement futur de la justice et du Conseil national de la justice

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtten hu mer d'erweidert Fro Nummer 38 vum Här Dan Biancalana iwwert den zukünftege Fonctionnement vun der Justiz souwéi vum Conseil national de la justice. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an – no der Äntwert vum Minister – seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, de Conseil national de la justice ass duerch d'Gesetz vum 23. Januar 2023 gegrënnt ginn a fonctionéiert säit dem 1. Juli vun deem selwechte Joer. De Conseil ass och an der neier Verfassung verankert a säi Rôle ass, op d'gutt Fonctionnement vun der Justiz opzepassen, an dëst am Respekt vu senger Onofhängegkeet.

Dëst Organ huet awer och nach aner Kompetenzen. De Bierger kann dëse Conseil mat sengen Doleancen iwwert d'Fonctionnement vun der Justiz, wéi gesot, direkt saiséieren. A virun allem ass en awer och do, fir de Rechtsstaat effektiv ze stäerken.

An de Conseil national de la justice ass senger Kompetenz nokomm an huet am Fong geholl Recommandatioune formuléiert, zwee verschidde Voleten dëst Joer. Ech ginn haut hei op den éischte Volet an, dee sech méi mat der ekonomescher an der finanzieller Kriminalitéit ofgëtt. An ech hunn och eng Selektioun vun deene Recommandatioune gemaach, well et sinn der, mengen ech, eng ganz Rei a mir hunn hei awer och just e gewëssene Kader vun Zäit, fir op déi verschidde Punkten anzegoen.

Also, de Conseil recommandéiert, datt een d'Mini-Instruction, déi sech säit 2004 am Code de la procédure pénale befënnt, kéint erweideren am Sënn, datt de Parquet kéint onlimitéiert Instruktiounsakte

bei engem Untersuchungsriichter wärend dräi Méint ufroen, ouni mussen eng Instructioun opzemaachen. Esou kéint den Untersuchungsrichter dechargéiert an och d'Prozedur an deem Sënn gestrafft ginn.

Eng zweet Recommandatioun: Bei der Instructioun recommandéiert de Conseil national mat Bléck op de franséische Modell och nach, datt eng gewësse Kontroll vun der Dauer virgesi gëtt bei der Instructioun. D'Instructioun soll e räsonabelen Delai net iwerschreiden. A wann, da muss den zoustännegen Untersuchungsriichter erklären, wisou d'Instructioun nach net ofgeschloss ass. An esou kéint een hei zu Lëtzebuerg och ze laang Instructiounsphasen an och Delaie verhënneren.

Eng drëtt Recommandatioun ass, datt een d'Maximaldauer fir d'Détention préventive virgesäit, ouni elo ze vill hei an d'Detailer ze goe vun der franséischer Legislatioun, well och e Bléck dorobber geworf gouf. Et ass de Prinzipp vun der Détention préventive, dass se am Fong bis ee Joer goe kann, maximal zwee Joer, en fonction vun der Infraktioun, a bei engem festgeluechten Delai misst och hei den Untersuchungsriichter e justifiéierte Rapport un de Procureur ofginn an erklären, wisou d'Untersuchung nach net fäerdeg ass a firwat effektiv den Inculpéierten nach an der Detentioun bleiwe muss.

Eng véiert Recommandatioun: Et ass wuelbekannt, datt den Effektiv u Riichteren hei zu Lëtzebuerg net duergeet. Do hu mer jo eng Rei Reformen an d'Weeër geleet, mee mat Drëttstaaten ass d'Entraide judiciaire schwéier ze gestalten, och dat kann een an de Recommandatiounen erausliesen, soudass natierlech Instructiounen opstinn, ouni datt hei am Fong déi néideg Informatiounen erakomme fir d'Lëtzebuerger Justiz, fir effektiv kënnen hir Aarbecht opzehuelen. An do ass natierlech eng effikass Zesummenaarbecht mat den europäesche Länner wichteg, mat den europäesche Riichteren, an och op internationalem Plang Magistrats de liaison en place ze setzen, fir dat ze stäerken. Och dat recommandéiert de Conseil national.

An dann eng fënneft Recommandatioun, dat ass, de Jugement sur accord méi attraktiv ze maachen. Och dat hate mer an eisem Walprogramm stoen als LSAP. Mee de Conseil national de la justice geet am Fong hei an d'Richtung, dass ee sech do um franséische Modell soll inspiréiere vun der Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Och dat kéint derzou bäidroen, dass méi op de Jugement sur accord zréckgegraff gëtt, fir et och als Instrument méi attraktiv ze maache fir d'Geriichter, fir och eng méi schnell Evakuatioun kënnen ze maachen, ouni awer au détriment ze si vun den Droits de la défense.

An dann natierlech eng sechst Recommandatioun, an ech hale mat där op: Bei de Poursuitte ronderëm d'Criminalité économique et financière schléit de Conseil vir, datt d'Inculpatioun och op Leit soll zoutreffen, déi net hire Wunnsëtz respektiv hir Residenz hei zu Lëtzebuerg haten, wat jo de Moment net de Fall ass.

Wéi gesot, hei hu mer Recommandatiounen, wou sech Gedanke gemaach gi säitens dem Conseil national, fir eng méi effikass Justiz ze hunn, fir eng méi onofhängeg Justiz ze hunn. A wa mer dat gewärleeschten, wa mer eng Justiz hunn, déi méi handlungsfäeg ass, da kënnt dat natierlech och de Biergerinnen a Bierger zegutt.

Dofir eng Rei Froen an deem Kontext, déi ech un d'Justizministesch wéilt stellen:

Kéint Der Iech virstellen, effektiv déi onlimitéiert Instruktiounsakten an där Approche am Code de procédure pénale virzehuele respektiv awer och d'Durée do ze limitéieren?

Kéint Der Iech och virstellen, dem Parquet weider Befugnisser ze ginn am Kader vun der besteeënder Mini-Instruction?

Wéi gesäit et mam maximalen Delai am Kader vun der Détention préventive aus?

Wéi gesitt Dir dat mam Volet vun de Magistrats de liaison, fir sech effektiv um europäesche Plang méi derfir anzesetzen, dass dat och ëmgesat gëtt?

A wéi gesitt Der dann, déi lescht Fro, d'Attraktivitéit vum Jugement sur accord, fir sech och do um franséische Modell kënnen ze inspiréieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet d'Madamm Justizministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech deelen evidenterweis d'Recommandatioune vum Conseil national de la justice, déi an d'Richtung gi vun enger méi effikasser Justiz. Mir haten och am Kader no der GAFIs-Evaluatioun och vum Parquet général eng ganz Rei Recommandatioune kritt, wéi een d'Procedurë kéint straffen, an do si mer och schonn amgaangen, drun ze schaffen.

Mir hunn och schonn éischt Punkten ëmgesat, nämlech déi Recommandatioun vun der Mini-Instructioun, dat heescht, d'Mini-Instructioun ze erweideren op weider Akten, op weider Strofdoten, an et eeben och dem Parquet ze erlaben, méi Akten ze maachen, éier muss eng Untersuchung opgemaach ginn. Dat ass gemaach ginn an engem Projet de loi, dee mer am Regierungsrot den 10. Januar ugeholl hunn an deen den 28. Januar och hei an der Chamber deposéiert ginn ass.

An deem selwechte Projet ass och eng Ännerung vum Artikel 102 vum Code de procédure pénale proposéiert ginn, well et effektiv esou ass, datt dem Prevenu, wann en net kann erfaasst ginn, de Mandat d'arrêt op sengem leschte Wunnsëtz zougestallt gëtt. Wat awer problematesch ass, wa mer net wëssen, wou de leschte Wunnsëtz ass respektiv wann déi Persoun net hei zu Lëtzebuerg gewunnt huet. An an deem Sënn proposéiere mer an dësem Projet de loi, déi Prozedur och auszebreeden op Leit, déi kee Wunnsëtz hunn zu Lëtzebuerg. Dat heescht, déi zwou Recommandatioune sinn am Fong schonn erfaasst an engem Projet de loi vun der Regierung, deen ufangs des Joers ugeholl ginn ass.

Dann hu mer eng Rei Groupe-de-travailen en place gesat, fir eng ganz Rei aner Punkten ze diskutéieren, och notamment déi, déi am Accord de coalition stinn, mee do falen der och eng Rei drënner, déi och vum CNJ opgegraff goufen, notamment d'Procédure sur réquisition du parquet. Dat heescht, de Parquet soll d'Méiglechkeet kréien, sur réquisition Zougang zu finanziellen Donnéeë vu Verdächtegen ze kréien.

Dann och, dat ass och eng Demande vum Parquet, d'Introductioun vun der Convention judiciaire d'intérêt public. Déi ass och vum CNJ opgegraff ginn. Dat ass d'Iddi vun engem alternativen transaktionellen Instrument zur Strofverfollgung, dat sech kéint op Entreprisen applizéieren, och notamment am Kader vun der Geldwäsch. Dat ass en éischte Groupe de travail, dee sech mat dëse Projete beschäftegt.

En zweeten, deen ass méi spezifesch op d'Acceleratioun vun de Prozeduren ausgeluecht, wou mer Iech dann och gären en Avant-projet de loi herno proposéieren an dee kënnt och den nächste 24. Abrëll zesummen. An dëse Group de travail beschäftegt sech mat der Procédure de règlement méi generell. Iwwert déi hate mer och vill Diskussiounen, mee do muss ee sech méi déifgrënneg Froe stellen: Wat ass d'Roll vun der Chambre du conseil? Wat sinn hir Missiounen am Appel? Wat ass d'Roll vum Untersuchungsriichter? Genau déi Froe gi vun dësem Groupe de travail all gekuckt.

Dann, an deem Kader, schwätze mer natierlech och iwwert d'Delaie vun der Instruktioun. Déi Diskussiounen, déi mer do féieren, sinn absolutt ergeebnisoffen. Bei der Instructioun wëll ech awer trotz allem ze bedenke ginn – an dat selwecht gëllt am Fong och fir eng Limitatioun vun der Détention préventive –, datt et wichteg ass, datt awer déi néideg Zäit do ass, fir all d'Devoiren ze maachen. Dat ass och am Interêt vum Prevenu, vum Inculpé, datt déi néideg Zäit do ass, fir all d'Devoire kënnen ze maachen, an datt dat en toute serenité ka gemaach ginn. Den Délai raisonnable ass souwisou u sech och garantéiert iwwert den Artikel 6 vun der CEDH (ndlr: Convention européenne des droits de l'homme), mee, wéi gesot, och do gëtt gekuckt, fir eventuell Pisten ze elaboréieren. De Jugement sur accord, wou mer och am Accord de coalition stoen hunn, datt mer dat wëlle vereinfachen, och deen ass en Deel vum Objet vun dësem Groupe de travail.

Fir de Rescht schaffe mer natierlech och un der Digitalisatioun vun der Justice, wou de Parquet sech och elo anescht opgestallt huet a wou mer un der Applikatioun JU-CHA schaffen. Dat musse mer och maachen, zesumme mat der Police, fir datt dat eenheetlech ass.

D'Magistrats de liaison, dat war och e Punkt, deen Der ugeschwat hutt. Fir eis ass et effektiv wichteg, als klengt Land kënnen op d'Magistrats de liaison vun anere Länner zréckzegräife respektiv europäesch Magistrats de liaison. Déi Diskussioun hate mer jo och an der Justizkommissioun zesumme mam Vertrieder vun Eurojust, mee wann dës Diskussioune sinn, och am Kader vum Conseil Justice et Affaires intérieures, da setze mer eis ëmmer ganz kloer derfir an.

Ech mengen, dat waren all d'Froen, déi Der gestallt hat, oder hunn ech eng vergiess? Nee?

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Gutt. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Den Här Biancalana kann nach eng Zousazfro stellen, wann e wëllt.

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da wär dëse Punkt domadder ofgeschloss.

3. 8228 – Projet de loi portant modification du Code civil en vue de la réforme de l'adoption

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 8228 doriwwer, d'Recht op Adoptioun fir onbestuete Koppelen a Jonggesellen an dem Code civil anzeféieren, esou wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: de Rapporter huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk hu jeeweils 7 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen, niewent dem Här Charles Weiler: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Weiler.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, de Projet de loi Nummer 8228, d'Reform vum Adoptiounsrecht, gouf den 31. Mee 2023 vun der deemoleger Justizministesch an der Chamber deposéiert.

D'Haaptzil vum Text ass et, d'zivillrechtlech Reegelen zur Adoptioun un déi aktuell gesellschaftlech Realitéiten unzepassen an eng méi gerecht Behandlung souwéi eng besser Zougänglechkeet fir all Zorte vu Familljekonstellatiounen ze garantéieren.

D'Justizkommissioun krut den Text den 8. Juni 2023 zougewisen. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 28. Juni 2024 presentéiert. An duerno koum de 25. Februar 2025 nach en Avis complémentaire.

Donieft krute mer nach weider Avise vum Tribunal d'arrondissement aus der Stad, dem CET, der CCDH, der CNPD, vum Stater Barreau an dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Den 12. Dezember 2024 sinn eng Rei Amendementer presentéiert ginn, déi dunn och an der Justizkommissioun ugeholl goufen. Dës Amendementer droen haaptsächlech de Recommandatiounen aus dem Avis vum Staatsrot Rechnung.

Eng vun de pertinente Recommandatioune war beispillsweis, d'Wuert „concubins" ze benotzen an esou déi vag Notioun vu „vivre ensemble de façon affective" ze ëmgoen, an dëst u sech duerch eng kloer a vun der Jurisprudenz och definéiert Terminologie. Hei garantéiere mer och d'Rechtssécherheet.

Zousätzlech goufen d'Alterskonditiounen, d'Viraussetzungen zum Altersënnerscheed an d'Reegelen zum perséinleche Consentement vum Adoptéierten iwwerschafft an och kloer definéiert. Den definitive Rapport gouf de 27. Mäerz 2025 an der Kommissioun ugeholl.

D'Dispositioune vum Code civil, déi d'Adoptioun betreffen, goufen zënter 1989 net méi reforméiert. Et muss een awer kloer soen, datt sech de Familljemodell zanterhier awer grondsätzlech weiderentwéckelt huet: 2004 koum et zu der Unerkennung vun de Partenariater, dem Pacs, als Alternativ zum traditionelle Bestietnis. Zanter 2014 ass, wéi mer wëssen, och d'Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppelen zu Lëtzebuerg gesetzlech verankert. Zousätzlech gesäit een eng weider considerabel Zounam vu Familles monoparentales souwéi vu Patchworkfamilljen. An dës Entwécklungen hunn, ënner anerem, derzou gefouert, datt den aktuelle juristesche Kader net méi de Besoine vun eiser haiteger Gesellschaft entsprécht. An dofir ass eng Reform vum Adoptiounsrecht och onëmgänglech ginn.

Wat sinn elo d'Haaptpunkte vun der Reform? Éischtens, déi zwou Adoptiounsformen, d'Adoption simple an d'Adoption plénière, bleiwe bestoen. Zweetens ass eng gréisser Neierung, déi dora besteet, datt d'Adoptioun, egal a wéi enger Form, elo och fir Persounen zougänglech gemaach gëtt, déi an engem Partenariat liewen oder an enger stabiller fräiwëlleger Liewensgemeinschaft, dem sougenannte „Concubinage". Dëst erméiglecht et deemno och de Koppelen, déi net bestuet sinn, engem Kand kënnen en Doheem ze schenken.

Nei ass och, dass Eenzelpersounen eng Adoption plénière kënne maachen. Hei droe mer och engem Arrêt vun der CEDH (ndlr: Cour européenne des droits de l'homme) vum 28. Juni 2007 Rechnung, wou Lëtzebuerg u sech verurteelt gouf, well et eng Adoption plénière vun enger Eenzelpersoun, déi am Ausland gesprach gi war, heiheem net unerkannt huet, well den Text et ganz einfach net zougelooss huet.

Wichteg ass och ze erwänen, dass d'Alengerzéier definitiv kee Randphenomeen méi hei zu Lëtzebuerg sinn. Egal ob et e bewosste Choix ass oder duerch d'Liewensëmstänn entstan – d'Zuel vun den Alengerzéier huet sech an de leschten zéng Joer a Prozenter verdräifacht.

D'Bestëmmunge betreffend d'Alterskonditioune goufen harmoniséiert an och kloer definéiert. Eng Persoun, déi eleng adoptéiert, muss mindestens 25 Joer al sinn. Wann zwou Persounen zesummen adoptéieren, muss op d'mannst eng vun hinne 25 Joer, déi aner op d'mannst 21 Joer al sinn. Dëst gëllt allerdéngs net am Fall vun der Adoptioun vum Kand vum Conjoint, Partner oder Concubin.

Fir souwuel déi individuell wéi och déi gemeinsam Adoptioun gesäit de Projet vir, dem Geriicht och d'Méiglechkeet ze ginn, a gerechtfäerdegte Situatiounen, déi beluecht an dokumentéiert musse sinn, vun dëse Bestëmmunge bezüglech deem Mindestalter kënnen ofzeweichen, ofhängeg da vun der jeeweileger Situatioun.

Och déi legal Konditioune betreffend den Altersënnerscheed tëscht dem Adoptant an dem Adopté gi reforméiert. Et gëtt festgehalen, datt de Mindestaltersënnerscheed 15 Joer muss sinn, ausser am Fall, wou et sech ëm d'Kand vum Conjoint, Partner oder Concubin handelt – do sinn et zéng Joer.

Am initialen Text war en Altersënnerscheed vu maximal 45 Joer tëscht den Adoptanten an dem Adoptéierte virgesinn. Hei hat de Staatsrot dat kritiséiert. A fir deem och Rechnung ze droen, gouf dëse maximalen Altersënnerscheed dunn aus dem Text erausgeholl.

Eng aner wichteg Neierung betrëfft de Consentement vum Kand. Deemno soll d'Zoustëmmung vum adoptéierte Kand net méi vun engem fixe Mindestalter ofhänken, mee vun der „capacité de discernement" vum Kand.

Gläichzäiteg ass kloer festgehalen, datt och erwuesse Persounen, déi am Fall vun enger Adoptioun betraff sinn, selwer mussen ausdrécklech zoustëmmen, soulaang si dozou nach à même a fäeg sinn.

Wat d'Reegelung bei den Nimm ugeet, esou gëtt dem Adoptéierten d'Méiglechkeet ginn, säin Numm bäizebehalen oder en ze kombinéiere mat deem vum Adoptant. Och eng Ännerung vun de Virnimm ass méiglech op Demande an ënner geriichtlecher Autorisatioun.

D'Texter vun eisem Code civil goufen an dësem Kontext op villen anere Plazen och technesch ugepasst an harmoniséiert, fir dem neie legale Kader dann och Rechnung ze droen. Verschidde méi al Bestëmmunge goufe gestrach an déi nei Reegelungen hu kloer definéiert, wie wéini a wéi eng Adoptiounsform ufroe kann.

D'Reform dréit och de Recommandatioune vun internationale Konventiounen an och vum Europäesche Mënschenrechtsgeriichtshaff Rechnung. Si schaaft e legale Kader, deen d'Bedierfnisser vu moderne Familljestrukture respektéiert an d'Wuel vum Kand als Grondprinzipp an den Zentrum vun all den Entscheedunge stellt.

Domat wier ech u sech um Enn vu mengem Rapport ukomm a verweise fir weider, méi spezifesch Detailer op mäi schréftleche Rapport.

A wann Der erlaabt, Här President, géing ech d'Wuert dann nach froen als Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Ech si perséinlech ganz frou, dass mer dësen Text haut am Plenum um Ordre du jour hunn, well ech a mengem fréiere Liewen als Affekot ganz vill am Domän vun den Adoptioune geschafft hunn. Eng Matière, déi ech richteg gär gemaach hunn, well een d'Freed vun de Leit gesinn an och gespiert huet, wann d'Prozedur bis ofgeschloss war an d'Adoptioun vun engem Kand oder och vu méi Kanner vollzu war.

Heiansdo war et awer och manner schéin. Déi eng oder aner Adoptioun ass net duerchgaang, well de legale Kader verschidde Situatiounen net virgesinn huet oder carrement deelweis ausgeschloss huet. An ech ginn Iech do och gär e konkreet Beispill.

Eng gepacste Koppel konnt selwer keng Kanner kréien. D'Fra huet dunn duerch eng kënschtlech Befruchtung Zwillingen op d'Welt bruecht. De Liewenspartner wollt doropshin déi zwee Kanner adoptéiere via eng Adoption plénière. Well d'Koppel awer net bestuet war, mee just gepacst, konnt de Partner se awer net adoptéieren, well eis Texter dat net virgesinn hunn. Bon, dat war e Choix vun den Elteren oder vun de Leit, sech net ze bestueden. Dat muss ee respektéieren. Ech hunn hinnen d'Optioun opgewisen, datt et méiglech wier, wa se sech géife bestueden, datt mer d'Adoptioun da kéinte maachen. Dat wollte se awer net.

An dësem Gefill vun Ongerechtegkeet an Diskriminatioun goufe si u sech bestätegt, och vun eise Geriichter, éischt Instanz an Appel, mee d'Geriichter konnten net no Gefiller jugéieren. Si hu missen d'Texter applizéieren an esou gouf d'Demande ofgeleent an d'Kanner konnten net adoptéiert ginn iwwer eng Adoption plénière.

Dëst just als eng kleng Anekdot aus der Praxis vum Terrain, déi weist, dass eis Texter a punkto Adoptioun scho laang net méi zäitgeméiss sinn an och adaptéiert musse ginn, fir deenen dote Situatioune Rechnung ze droen.

Wéi ech virdru sot, ass de juristesche Kader vun den Adoptiounen zënter 1989 net méi geännert ginn, soudatt mer haut en Text diskutéieren, deen eng wichteg an noutwendeg Moderniséierung vum Adoptiounsrecht zu Lëtzebuerg bréngt – eng Reform, déi zäitgeméiss, néideg an och iwwerfälleg ass. Dësen Text wäert d'Gesetzgeebung zur Adoptioun un déi gesellschaftlech Realitéite vum 21. Joerhonnert upassen an och déi sozial Gerechtegkeet an eisem Familljerecht stäerken.

D'Reform war schonn ënnert der viregter Regierung op den Instanzewee bruecht ginn a setzt och elo konkreet ëm, wat am Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung zeréckbehale gouf: D'Recht op Adoptioun gëtt fir net bestuet Koppele souwéi Eenzelpersounen opgemaach, an dat, fir verschidden Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen.

Et gi familiär Realitéiten unerkannt, déi u sech scho ganz laang existéieren, mee deem an eiser Legislatioun u sech bis elo nach net Rechnung gedroe gouf. An dat gëtt net aus ideologesche Grënn gemaach, mee aus Grënn vu Verantwortung; Verantwortung vis-à-vis vun de Kanner, déi eng Famill brauchen; Verantwortung vis-à-vis vun de Mënschen, déi sech bereet erklären, Léift, Zäit an Engagement un en anert Mënschewiesen ze ginn.

Ech ginn nach emol gär kuerz op déi konkreet Ännerungen an.

Éischtens: Déi zwou Adoptiounsforme bleiwe bestoen. Dat heescht op där enger Säit d'Adoption simple: D'Lienen zu der biologescher Famill bleiwen erhalen, et besteet also eng duebel Familljebezéiung. An op der anerer Säit d'Adoption plénière: Et kënnt zu engem komplette Broch mat der biologescher Famill, déi adoptéiert Persoun huet nëmmen nach

legal Verbindungen zu den Adoptivelteren. D'Bäibehale vun der Adoption simple ass e bewosste Choix gewiescht an en ass och richteg. Dës Form vun Adoptioun huet sech an der Praxis als sënnvoll a flexibel gewisen, besonnesch an net traditionelle Familljekonstellatiounen. Et gouf zwou Reformen, dat an der Belsch 2001 (veuillez lire: 2003) an a Frankräich 2022, déi och däitlech gemaach hunn, dass d'Adoption simple net nëmme gesellschaftlech akzeptéiert ass, mee och eng relevant a bewäert Léisung duerstellt, fir de Besoine vu Familljen hautdesdaags kënne gerecht ze ginn.

Zweetens: d'Ouverture fir d'Liewenspartner. Den Text gesäit vir, d'Adoptioun och fir Koppelen opzemaachen, déi an engem gesetzleche Partenariat oder an engem Concubinage liewen. Domat gëtt och den net bestuetene Koppelen erméiglecht, engem Kand e stabillt a liewenswäert Heem ze bidden. Dës Forme vu Liewensgemeinschafte si mëttlerweil eng gesellschaftlech Realitéit. Déi sinn net méi vun der Hand ze weisen, an et ass och nëmme konsequent, datt och d'Gesetz dëser Entwécklung Rechnung dréit. Gläichzäiteg droe mer heimat och de juristesche Verflichtunge Rechnung, déi sech aus internationalen a speziell aus europäesche Konventiounen zur Adoptioun erginn.

Drëttens: d'Adoption plénière duerch Eenzelpersounen. Bis elo war et fir eng Eenzelpersoun just an engem ganz konkreete Kader, nämlech wa se mam Elterendeel vum Kand bestuet war, méiglech, eng Adoption plénière ze maachen. Dat ass de Fall vum Dossier, deen ech virdru genannt hunn: de Liewenspartner, deen déi zwee Kanner net adoptéiere konnt. Eng Ongerechtegkeet, déi elo aus der Welt geschaf gëtt. An aus deem Grond ass déi virgeschloen Ännerung vum Gesetz besonnesch begréissenswäert, wichteg a richteg an enger moderner Gesellschaft.

D'Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'homme – a besonnesch d'Affär Wagner géint Lëtzebuerg – huet däitlech gemaach, dass verschidde Bestëmmungen, wéi se bis elo an eisem Gesetz waren a stoungen, als diskriminéierend ugesi kënne ginn. Dës Reform ass deemno net nëmmen en nationale Schrëtt fir méi Gerechtegkeet, mee och eng Äntwert op europäesch Rechtsprinzippien an e Bekenntnis zu eiser internationaler Verantwortung.

Mir hunn d'Flicht, déi juristesch Onkloerheeten ze behiewen, fir d'Rechter vu Familljen a Kanner ze schützen, déi an eisem Land liewen. Et geet deemno och ëm d'Vertrauen an de Rechtsstaat an ëm eis Capacitéit als Legislateur, déi noutwendeg Ännerungen un eisen Texter virzehuelen, déi sech imposéieren.

E weidere wichtege Fortschrëtt vum Text besteet och doranner, dass d'Meenung vum Kand endlech déi Bedeitung kritt, déi hir zousteet. Amplaz dass just den Alter entscheedend ass, steet elo d'Maturitéit vum Kand am Mëttelpunkt. D'Kanner, déi fäeg sinn, ze verstoen, wat eng Adoptioun bedeit, kréien d'Méiglechkeet, hir Meenung dozou auszedrécken. Dat ass och e kloert Signal am Sënn vum Kand sengem Recht, seng Meenung kënnen auszedrécken, esou wéi et och vum OKaJu a vun der Commission nationale d'éthique gefuerdert gouf, dëst dann och am Aklang mat eiser Verfassung, wou d'Rechter vum Kand bei der Reform nach emol gestäerkt gi sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et muss een nach eng Kéier kloer soen: Eng Adoptioun ass kee Recht vun enger Persoun, e Kand ze hunn, mee d'Recht vum Kand, eng Famill ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | Eng Famill, déi him Léift, Stabilitéit, Gebuergenheet an eng Perspektiv bitt. Ech mengen, dat kann een net oft genuch betounen.

An dëse fundamentale Prinzipp, den Intérêt supérieur de l'enfant, muss an all Etapp vum Adoptiounsprozess déi féierend Richtlinn sinn. Net d'Familljesituatioun vum Demandeur oder d'Decisiounen, déi een am Liewe geholl huet, stinn am Mëttelpunkt, mee d'Fro: Ass dës Adoptioun am Interêt vum Kand? Dat ass déi Fro, déi beäntwert muss ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Weiler (CSV) | An et ass och an deem Sënn, dass d'Justiz weiderhi mat Nodrock analyséieren a kontrolléiere wäert, ob eng Adoptioun am Interessi vum Kand läit, onofhängeg vun der Form oder Konstellatioun vun deene Leit, déi eng Demande stellen.

Dëst Gesetz mécht eng Adoptioun net méi einfach, mee et mécht se awer weesentlech méi gerecht. Et schaaft nei Perspektive fir déi Kanner, déi eng Famill sichen, an dat op eng verantwortungsvoll Aart a Weis, am Respekt vun Transparenz, Rechtsstaatlechkeet a virun allem am Respekt vun de Rechter vum Kand.

Mat dëser Reform setze mer e staarkt Zeeche fir méi Gerechtegkeet a méi Unerkennung vun de villfältege Liewensmodeller, déi mer hautzudaags kennen, an dësen Text äntwert op d'Realitéite vum Liewen an op d'Bedierfnisser vun de Familljen, sou wéi et sech och an engem modernen an oppene Staat gehéiert.

Ech ginn heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech e grousse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. Da geet d'Wuert un déi éischt ageschriwwe Riednerin. Dat ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet, deen d'Adoptiounsrecht erweidert, reit sech an an eng Serie vu wichtege gesellschaftspolitesche Reformen, déi säit 2013 mat der DP an der Verantwortung ugaange goufen.

Ech denke virop un de Mariage pour tous, e wichtegen Text a Richtung Gläichberechtegung, deen 2014 ënnert dem deemolege Premier Xavier Bettel gestëmmt ginn ass. Ech denken un d'Aféierung vum selwechte legale Mindestalter fir Mann a Fra beim Bestietnis, d'Ofschafe vun der zweeter obligatorescher Berodung fir Fraen, déi sech fir eng Ofdreiwung entscheeden, wéi och un d'Erweiderung vun der Adoptioun fir gläichgeschlechtlech Elteren.

Duerch all dës Gesetzer huet sech eist Land positiv entwéckelt. Fir d'DP ass Inklusioun e Mënscherecht. All Bierger huet e Recht op Selbstbestëmmung a soll kënnen d'selwecht um gesellschaftleche Liewen deelhuelen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Als DP begréisse mir dofir och dës Reform vum Adoptiounsgesetz ausdrécklech, en Text, dee schonn ënnert der viregter Regierung deposéiert gouf.

Inegalitéite bei Adoptiounen ofzeschafen, ass a war säit Joren eng Fuerderung vun der Demokratescher Partei. Net fir näischt stoung d'Erweiderung vum Adoptiounsrecht 2023 och an eisem Walprogramm.

Domat dréit dës Reform, déi mir haut hei stëmmen, net just kloer och d'Handschrëft vun der Demokratescher Partei, si ass och e weidere Schrëtt an déi richteg Richtung, nämlech déi, déi och de Familllje vun der haiteger Zäit – Partner, onbestuete Koppelen an Eenzelpersounen – et erméiglecht, als genee dat mat hire Kanner ze liewen, nämlech als Famill.

Jo, d'Definitioun vun der Famill ass haut net méi déi selwecht wéi an de 50er- oder och nach an den 90er-Joren. D'Kolleegin Simone Beissel hat et scho bei der Verfassungsreform 2023 gesot, wou si iwwert d'Grondrechter geschwat huet. De Begrëff vun der Famill huet iwwer Zäit evoluéiert. Single Parents, homosexuell Koppelen, och si si Familljen an och si hunn en Usproch an e Recht, als dat an eiser Gesellschaft unerkannt ze ginn. Dësem Recht si mir mat der Verfassungsreform e ganz weesentlecht Stéck méi no komm, andeems mer kloer verankert hunn, dass all Mënsch selwer, mee och seng Famill, d'Recht huet, respektéiert ze ginn.

Haut gëtt et vill méiglech Familljekonstellatiounen, mat bestueten Elteren, net bestueten Elteren, gepacsten Eltere souwéi och Elteren, déi an enger Partnerschaft liewen, awer och elengerzéiend sinn. All dës Forme vum Zesummeliewen hunn an eisen Aen dee selwechte Stellewäert an eiser Gesellschaft a mussen dofir och rechtlech d'selwecht behandelt ginn.

Dat gëllt och bei der Adoptioun, wou awer eeben eist Adoptiounsrecht nach zum Deel op de Modeller vu fréier baséiert huet. Mat dësem Gesetzesprojet passe mir also den Text de Realitéite vun haut un an droen domadder dozou bäi, Lëtzebuerg als Land gesellschaftspolitesch nach méi modern ze maachen. A mir setze mat dësem Gesetz och e kloert Zeeche fir d'Fräiheet an d'Selbstbestëmmung vu jidder Eenzelnem, Valeuren, déi an eiser demokratescher Gesellschaft fundamental sinn an déi och zu der DNA vun der Demokratescher Partei zielen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och den Interêt supérieur vum Kand gëtt mat dësem Text consideréiert. Domat ass de Projet och en Deel vun engem méi breeden Effort, d'Kannerrechter ze stäerken, zu deem och d'Verfassungsreform zielt, wou de Schutz vum Kand massiv gestäerkt ginn ass. Am Kapitel iwwert d'ëffentlech Fräiheete goufen nämlech d'Rechter vum Kand ganz kloer op Verfassungsniveau verankert an esou nach emol als Grondrecht vun a fir all Kand gestäerkt.

Als klenge Rappel: An all Decisioun, déi d'Kand concernéiert, soll d'Kand kënne matschwätzen. All Kand soll seng fräi Meenung kënne matdeelen. All Kand soll bei Decisiounen, déi et concernéieren, kënne matdecidéieren. An all Kand huet Recht op Schutz an alles dat, wat et brauch, fir wuel a gesond opzewuessen. Mat dësen Artikele krut d'UN-Mënscherechtskonventioun och zu Lëtzebuerg Verfassungsrang an eis Rapportrice deemools, d'Simone Beissel, hat et scho gesot: Et war an et ass e ganz groussen a wichtege Schratt zum Schutz vun eise Kanner, déi all e Recht hunn, gesond an ouni physesch oder psychesch Hürden opzewuessen.

A genau dëse roude Fuedem spanne mir mam Gesetzestext vun haut och virun. De Gesetzesprojet gesäit nämlech vir, d'Kanner am Kader vun hirem Adoptiounsprozess ze héieren. Si ginn net nëmmen no hirer Meenung gefrot, nee, den Text geet méi wäit, a Kanner, déi sollen adoptéiert ginn, mussen esouwäit wéi méiglech och hiren Accord ginn, fir d'Prozedur ze vervollstännegen.

Als DP begréisse mir dës Mesüren, déi och den internationale Recommandatiounen am Kader vum Kannerschutz an de Kannerrechter entspriechen. Kanner, déi déi néideg Capacité de discernement hunn, also déi néideg Maturitéit, fir esou eng Decisioun ze huelen, musse mat der Adoptioun averstane sinn. D'Adoptioun kann also an dëse Fäll net iwwert d'Käpp vun de Kanner ewech entscheet ginn.

A punkto Justice fir d'Kanner musse mir zu Lëtzebuerg awer nach eng Schëpp bäileeën. Ech denken un

d'Reform vum Jugendschutz a vum Jugendstrofrecht, déi allebéid vun der fréierer DP-gefouerter Regierung op den Instanzewee bruecht goufen a wou et, notamment wat d'Jugendstrofrecht ugeet, drëms geet, kloer Prozedure fir d'Kanner ze schafen an d'Kannerrechter dobäi och ze stäerken. Ech denken awer och un déi automatesch Unerkennung bei Kanner vu gläichgeschlechtlechen Elteren, déi et zu Lëtzebuerg nach net gëtt. Dës automatesch Unerkennung ass am Koalitiounsaccord virgesinn a soll fir eis als DP, sou wéi ech et rezent nach mam Corinne Cahen an enger Question parlementaire ugeschwat hunn, och ëmgesat ginn.

Här President, d'DP setzt sech scho laang fir d'Gläichberechtegung vun de Bierger an alle Beräicher an. Just well eppes schonn ëmmer sou war, heescht dat net, dass d'Gesellschaft sech net weiderentwéckelt. Upassunge brauche wuel hir Zäit. Si sinn och net ëmmer evident an erfuerdere munchmol Erklärungen a Versteesdemech, mee si sinn néideg, fir ze garantéieren, dass mir och weider an enger gerechter Gesellschaft liewen, an där jiddereen déi selwecht Rechter huet an net duerch gesetzlech Inegalitéiten diskriminéiert gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | D'DP wäert sech weiderhin derfir asetzen, eis Gesellschaft no vir ze bréngen, a sech deemno fir Mesüren a Richtung Gläichberechtegung engagéieren, well mir sti fir eng Gesellschaft, wou jidderee gläich zielt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech ginn heimadder den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir stëmmen haut e ganz, ganz wichtege Gesetzesprojet, deen enger Reform vum Adoptiounsrecht Rechnung dréit, moderniséiert an eisem Land gerecht gëtt, fir dass et endlech zäitgeméiss gëtt an awer am 21. Joerhonnert ukënnt.

D'Motivatioun, d'Grënn, fir ze adoptéieren, ech mengen, déi kann een an engem anthropologeschgesellschaftlechen, historeschen a soziale Kontext kucken. An déi Grënn a Motivatiounen, déi si verschidden. A wann ee bëssen d'Geschicht kuckt vun der Adoptioun vum Mëttelalter un: Dat ka goe vum Staat, deen der Meenung ass, dass e Kand muss geschützt ginn, a Praxissen do ëmsetzt – déi Approche, déi Philosophie, besteet deelweis och nach haut, quitte dass se sech an engem nationalen, internationale Kontext abett – bis halt eeben zu dem Wonsch, e Kand ze kréie respektiv eng Famill ze grënnen an e Kand ze erzéie mat ganz vill Léift, Zouneigung a Gebuergenheet. D'Grënn an d'Motivatioune si verschidden. An eise Rôle ass et, deene Rechnung ze droen an engem Kader vun engem legislativen, moderne Kontext.

Adoptioune gëtt et an engem nationalen an internationale Kontext. An och do ass et wichteg, sech ze konforméieren. A wa mer haut iwwer eng Modernisatioun schwätzen, da schwätze mer natierlech, och wa mer et net direkt hei an dësem Gesetz behandelen, iwwert d'Effets juridiques, déi eng Adoptioun herno och mat sech bréngt, och den Ënnerscheed tëschent „simple" oder „plénière" – mee do si Liens de filiation vun der Successioun – souwéi och déi méi modern Notioun vun der Parentalitéit, déi hei deementspriechend spillt. Elteren iwwerhuelen eng Responsabilitéit géigeniwwer vu Kanner. Et entsteet och en Transfert vu Rechter. Elteren a Kanner kréie Rechter. Et ass generell, mengen ech, e bëssen esou e komplexe Kader, an deem dat Ganzt sech och beweegt, mee wou den Interêt vum Kand virun allem am Vierdergrond steet.

D'Adoptiounsméiglechkeeten zu Lëtzebuerg sinn also e Sujet, deen effektiv säit enger Zäit net onbedéngt der gesellschaftlecher Realitéit ugepasst ass, an et hunn och Inegalitéite bestanen. An haut schafe mer domadder Remedur. Als Beispill – an et ass och schonn ugefouert ginn –: de Pacs. Dee gëtt et säit 2004 zu Lëtzebuerg an et war bis elo net méiglech, dass eng gepacste Koppel e Kand adoptéiert, och wa se, wéi gesot, dee Besoin gespuert huet an d'Volontéit och do war. An natierlech kann een do – an dat huet natierlech mam Gesellschaftsbild ze dinn, mam Familljemodell ze dinn – an déi Richtung argumentéieren, dass d'Bestietnis den traditionelle Familljemodell ass, deen ee mat engem Kand verbënnt. Mee och dat ass hautzudaags am 21. Joerhonnert absolutt net méi zäitgeméiss.

2004 ass den deemolege Gesetzesprojet iwwert de Pacs deposéiert ginn, fir de Koppelen, déi sech aus verschiddenste Grënn net wollte bestueden oder konnte bestueden – och homosexuelle Koppelen, mee säit 2014 hu mer wéi gesot jo och effektiv de Mariage pour tous –, deementspriechend effektiv och en offizielle Statuttcharakter ze ginn. Mee eng Adoptioun war an deem Kontext net méiglech. An et war natierlech nach ëmmer en Ënnerscheed par rapport zu der Adoptioun, ob ee bestuet war respektiv net bestuet war.

A Frankräich ass d'Adoptioun duerch gepacste Koppelen elo scho säit 2022, also säit gutt dräi Joer, méiglech a säit deem nämmlechte Joer ass och eng Adoptioun am Concubinage méiglech. Dat heescht, am franséische Modell – dee gëtt et elo, wéi gesot, säit dräi Joer – gëtt et déi Méiglechkeeten och fir Eenzelpersounen, eng Adoptioun kënne virzehuelen. Also, mir inspiréieren eis, wéi gesot, un deem heite Modell.

A Lëtzebuerg geet jo, wéi gesot, och op dëse Wee, och wann d'Commission consultative des droits de l'homme richtegerweis an hirem Rapport gesot huet, dass mer hei zu Lëtzebuerg laang Zäit gebraucht hunn. Ech mengen, haut si mer prett, deen dote Wee ze goen. De Gesetzesprojet – et ass gesot ginn – ass deementspriechend och vun der viregter Regierung deposéiert ginn.

Bon, déi zwee existéierend Adoptiounsmodellen, déi mer hunn, d'Adoption simple an d'Adoption plénière, ginn natierlech bäibehalen. A meng Virriedner sinn drop agaangen.

Natierlech, de Consentement, d'Meenung vum Kand, dat ass eppes, wat en consideration geholl gëtt. An d'Avise vum OKaJu a vun der Commission nationale d'éthique ënnersträichen et nach eng Kéier ganz kloer. Dat bleift och en zentrale Punkt, mengen ech, an dësen Adoptiounsméiglechkeeten, déi mer hunn.

An enger gepacster Koppel d'Méiglechkeet ze ginn, e Kand adoptéieren ze kënnen, ass natierlech och e weidere Schrëtt an eng méi oppen an och divers Gesellschaft, an där mer eis hautzudaags befannen.

Ech mengen, de Kannerwonsch ass awer och eppes, wat ee kloer onofhängeg vum Koppelmodell – wann iwwerhaapt – betruechte muss. Deemno ass dee bei gepacste Koppele geneesou present wéi bei bestueten. Also, wéi gesot, de Familljemodell vun hautzudaags ass net méi dee wéi virun 20 oder 30 Joer. An als LSAP begréisse mer natierlech ganz kloer dës Reform. A mir hate se och an eisem Walprogramm stoen.

Déi nei Adoptiounsméiglechkeete bei Eenzelpersoune sinn also, wéi gesot, awer och näischt ganz Neies, well de Code civil d'Méiglechkeet gëtt, datt eng Eenzelpersoun kann d'Kand vu sengem Conjoint adoptéieren. An awer krute mer duerch den Arrêt vum Mënschegeriichtshaff vum Joer 2007, wou d'Adoptioun vun engem peruanesche Kand duerch e Lëtzebuerger Resident net zu Lëtzebuerg unerkannt ginn ass, Jurisprudenz, déi eis och forcéiert huet, mengen ech, an déi heite Richtung ze goen, an och déi heiten Texter an d'Rulle bruecht huet. An ech mengen, d'Adoptioun och bei Eenzelpersounen an och bei Concubins ass och eng Upassung un aktuell a modern Realitéiten hei an eiser Gesellschaft.

An egal wéi eng Form: Den Intérêt supérieur vum Kand steet ëmmer am Vierdergrond, säi Wuelbefannen, seng Entwécklung, säin Entfalen, seng Selbstbestëmmung. D'Rechter vum Kand hu mer jo neierdéngs ganz kloer an der neier Verfassung verankert. Ech mengen, och dat ass e wichtege Kader am Kader vun dësem Gesetz, deen ee ganz kloer hei ze betruechten huet.

Wann een e bëssen e Bléck an den Aktivitéitsrapport vun der Justiz vum Joer 2023 werft, da gesäit een, dass 106 Adoptiounsjugementer beim Bezierksgeriicht an éischter Instanz gesprach gi sinn. Dovunner waren der 70 Adoptions simples an 22 Adoptions plénières. An et sinn och nach 125 Demandë weider traitéiert ginn. Mir kënnen also och dervun ausgoen, wa mer hei d'Adoptiounsrecht moderniséieren, dass sécherlech och d'Zuel vun den Adoptiounen an d'Luucht wäert goen, wat natierlech och en Impakt op d'Aarbecht vun der Justiz huet, vun der Magistratur. D'Reforme si jo an d'Weeër geleet ginn, fir nei Magistraten ze rekrutéieren. Ech mengen, e Corollaire heivunner wäert sécherlech sinn, dass mer och hei um Niveau vun der Justiz weider Efforten a punkto Rekrutementer maache wäerten, well dëst Gesetz do sécherlech en Impakt wäert hunn.

Op verschidde Plaze vum Gesetz respektiv vun de Rapporten – awer och vun der Kommissioun – gëtt natierlech och iwwert d'PMA, iwwert d'Procréation médicalement assistée, geschwat. Si gëtt erwäänt. Bon, si gëtt natierlech am Kontext vun dësem Gesetz hei net ugepak. Mee déi viregt Regierung huet awer och e Gesetzesprojet, de 7674, op den Instanzewee bruecht, fir der PMA hei zu Lëtzebuerg e legale Kader ze ginn, an d'LSAP ass ganz kloer derfir, dass mer déi Méiglechkeet zum Accès zu der PMA och solle weiderdreiwen. Et steet och am Koalitiounsaccord. An ech mengen, et ass och ganz wichteg, dass dee legale Kader ganz kloer geschafe gëtt. An dofir och hei d'Ermutegung un déi aktuell Regierung, de Projet vun der viregter Regierung, wou d'LSAP mat am Boot war, deementspriechend weiderzedreiwen.

En anere Punkt, deen awer och net am Kontext vun dësem Gesetzesprojet behandelt gëtt, ass déi automatesch Unerkennung bei der Adoptioun vun den zwee Elterendeeler vum nämmlechten, bon, Geschlecht. Dat ass nach e klenge Bemoll. Mee och do, mengen ech, steet am Koalitiounsaccord, dass dat soll nogebessert ginn. Wann Dir dat à part wëllt maachen, hutt Der do, mengen ech, och de Support vun der LSAP, fir och dat ze maachen.

Also ganz kloer: Als LSAP sti mer fir eng oppen, villfälteg, modern a gerecht Gesellschaft. A bei alleguerten de Reformen, déi an déi dote Richtung ginn, kënnt Der op eis zielen. Ech mengen, do ass d'LSAP mat dobäi, well mir brauchen eng Gesellschaft, wou all Mënsch seng Liewens- a Familljegestaltung fräi decidéieren an och deementspriechend gestalte kann. An

um Gesetzgeeber, mengen ech, ass et dann och – an dat maache mer och haut –, de Kader ze setzen, fir dëst ze erméiglechen.

Eis Gesellschaft – an dat mierke mer jo all Dag – bleift net stoen. Déi entwéckelt sech kontinuéierlech weider. Si ass pluralistesch, si ass divers. An un eis ass et, wéi gesot, deem Zäitgeescht och Rechnung ze droen a Bestriewungen nozekommen, deene Rechnung ze droen, fir dat ëmzesetzen.

Dofir droe mer och als LSAP deen heiten Text mat an ech ginn och heimadder den Accord. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächste Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech un déi generell Haltung vun der ADR zum Sujet Adoptioun erënneren. Mir als ADR setzen eis derfir an, datt d'Adoptiounsrecht esou gestalt gëtt, datt méiglechst vill Länner bereet sinn, Kanner, déi eng Famill sichen a brauchen, och u Lëtzebuerger Familljen ze vermëttelen. D'Zil vun der Adoptioun ass et, de Kanner dat familiäert Ëmfeld ze ginn, dat d'Ursprongsfamill net méi kann oder wëll bidden. Eis als ADR ass et wichteg, datt dobäi déi beschtméiglech psychologesch Bedéngunge geschaf ginn, déi der Entwécklung vum Kand zeguttkommen. D'ADR wäert Adoptiv- a Fleegeelteren och konsequent ënnerstëtzen an hiren Engagement fir d'Wuel vum Kand honoréieren.

Déi verschidden Avisen zu dësem Gesetzesprojet, deen zënter dem 31. Mee 2023 um Instanzewee ass, weisen, datt d'Adoptioun e wichtegen, awer och keen einfache Sujet ass, an datt een op villes muss oppassen, wat den Adoptant respektiv den Adoptéierten ugeet. An der Haaptsaach geet et hei dorëms, de Wee vun der Adoptioun weider opzemaache fir Leit, déi bis elo net hunn dierfen e Kand adoptéieren. Dëst betrëfft ënner anerem gläichgeschlechtlech Koppelen. An och fir Persounen, déi e Partenariat ënnerschriwwen hunn oder déi en concubinage zesummeliewen, soll d'Adoptioun opgemaach ginn. Awer och eng Eenzelpersoun, déi net an der Koppel lieft, kann domadder eng Adoptioun ufroen.

D'Begrënnung fir dëse leschte Punkt ass d'Affär Wagner – den Här Biancalana hat se schonn ugeschwat –, wou Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass, well eng sougenannt Adoption plénière vun enger Lëtzebuerger Fra, déi eleng e Kand am Ausland adoptéiert hat, hei zu Lëtzebuerg net unerkannt ginn ass.

Mol dovun ofgesinn, datt mir der Meenung sinn, datt all Kand soll d'Chance hunn, eng Mamm an e Papp ze hu respektiv ze kréien, bréngt dës Situatioun nach aner Aspekter mat, déi net esou evident sinn, sou zum Beispill den Aarmutsrisiko. Mir hunn ëmmer nees de Sujet Kanneraarmut an Aarmutsrisiko hei an der Chamber. D'Aarmut ass e wichtege Sujet, bei deem mir eis och all eens sinn, datt ee preventiv schaffen an entgéintwierke muss, esouwäit dëst méiglech ass. Et ass eis bewosst – an och dat gëtt ëmmer nees thematiséiert an iwwer Statistike festgehal –, datt déi Alengerzéiend besonnesch staark vum Aarmutsrisiko betraff sinn. Wa mer d'Adoptioun also fir Eenzelpersounen opmaachen, bedeit dat och, datt mir bewosst Situatioune förderen a schafen, bei deenen den Aarmutsrisiko immens héich ass.

Dëst ass definitiv net am Sënn vun de Kanner. An et ass och de Géigendeel dovun, woufir soss hei plädéiert gëtt, nämlech preventiv ze schaffen an der Aarmut, der Kanneraarmut am Besonneschen, entgéintzewierken. Mammen oder Pappen, déi duerch d'Liewensëmstänn, duerch Schicksalsschléi, alengerzéiend gi sinn, hunn et dacks net einfach, net just finanziell, mee och organisatoresch, fir alles ënner en Hutt ze kréien. Si befanne sech an enger dacks schwiereger Situatioun, déi si sech net esou erausgesicht hunn.

Wa mir elo déi Situatioune bewosst schafen, ass dëst fir all Bedeelegten zum Nodeel. De Wonsch no engem Kand an no Eltereschaft ass wuel verständlech. Mee et gëtt kee Recht op e Kand, well e Kand ass keng Wuer! Och d'Kannerrechtskonventioun gesäit vir, datt e Kand e Recht op eng Famill huet. Mee et gëtt kee Recht op e Kand!

E Punkt, dee mir allerdéngs begréissen, ass deen, deen d'Recht vum Kand stäerkt an domat och seng Dignitéit. Dëst ass en Aspekt, deen eng ADR ënnerstëtzt an dee mir och néideg a gutt fannen. D'Upassung vum Artikel 356 suergt derfir, datt net méi just Jugendlecher, déi méi wéi 15 Joer hunn, hiert perséinlecht Averständnis zu der Adoptioun musse ginn. Mam neien Text gëtt dëst Recht ausgebaut, esoudatt dat net méi just fir Jugendlecher vun engem bestëmmten Alter u gëllt. Hei soll all entscheedungsfäegen Adoptéierten, ob dëse manner- oder volljäreg ass, senger Adoptioun seng perséinlech Zoustëmmung ginn, éier et zur Adoptioun kënnt.

Mir fannen dëst e gudden a wichtege Punkt, well wéi och den OKaJu et souguer a sengem Avis ganz gutt geschriwwen huet, muss den Interessi vum Kand iwwert dem Interessi vum Adoptant stoen an datt et net einfach däerf dorëm goen, Leit, déi e Kand wëllen, dëse Wëllen ze erfëllen. Den Intérêt supérieur de l'enfant ass dat, wat un éischter Plaz stoe muss. Genau där Meenung si mir och.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme schonn zum Schluss. Et gëtt een d'Gefill net lass, datt duerch de Koalitiounsaccord dës Regierung all Gesetz esou séier wéi méiglech duerchkréie wëll, ouni sech wierklech Zäit derfir ze huelen, wat dës Veränneren, oder besser gesot Rechter, u Konsequenzen no sech zéien.

Als ADR wäerte mir dëse Gesetzesprojet net matstëmmen an eis enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech muss mech elo ee Moment sammelen, entschëllegt. Merci, Här President.

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech hat geduecht, Dir wäert fir d'Meenungsfräiheet, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Majo, gären.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Maja, très bien. Da loosst mer meng och, wannechgelift.

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Bon, et si scho ganz vill wichteg Bemierkungen haut gemaach ginn. Et ass net üblech, mee ech soen awer elo dem Rapporter e ganz grousse Merci fir säin detailléierte Rapport. En huet all déi weesentlech Punkte beliicht. An ech sinn och ganz frou, dass d'Regierung dee Projet hei weidergedriwwen huet.

Et ass en extreem wichtege Projet, dee mer op den Instanzewee bruecht haten. Et ass, mengen ech, ee vun deene Projeten, wou ech am ëftste gefrot gi sinn: „Wéini kënnt en endlech?" Well et mierkt een, dass wierklech e Besoin dofir do ass, déi Situatiounen ze klarifizéieren an – vill vun Iech hunn déi Situatioune beschriwwen – och hei Kloerheet ze schafen an och eeben d'Méiglechkeete vun der Adoptioun ze erweideren.

Ech wëll mech op dat Weesentlecht am Fong elo konzentréieren. Ech widderhuelen elo net nach eng Kéier alles, wat am Text drasteet. Well de Projet ass wierklech keen techneschen Detail an et ass eng ganz konkreet Verbesserung fir d'Liewe vun enger ganzer Rei Mënschen. An et geet hei ëm Kanner, déi wierklech extreem vulnerabel sinn, well se an enger Situatioun sinn, wou keng Elteren do sinn, fir se grousszezéien, dat heescht Kanner, déi frou sinn, dass aner Mammen, Pappen, Mammen a Mammen, Pappen a Pappen, Mammen eleng, Pappen eleng bereet sinn, hinnen eng Famill ze bidden.

Ech weess net, wie mir sinn heibannen, fir ze decidéieren, wat eng Famill ass. A vill vun eis kennen déi ënnerschiddlechste Familljesituatiounen, wou duerch Léift an duerch en Engagement vun engem Elterendeel, vun zwee Elterendeeler, vun zesummegesate Familljen de Kanner e gudde Kader gebuede gëtt. An ech fannen et wierklech extreem wichteg, dass mer als Legislateur och do net e Jugement driwwer ofginn, wie capabel ass, dat ze maachen.

An dat, wat ech elo grad hei héieren hunn, wou gesot gëtt, dass mer wannechgelift fir d'Alengerzéiend keng Adoptioun solle virgesinn, well mer en Aarmutsrisiko fir Alengerzéiend zu Lëtzebuerg hunn, dat ass wierklech extreem schwiereg ze héieren an och ze akzeptéieren als Positioun. Well de Fait ass jo deen, dass, wa mer en Aarmutsproblem hu fir Alengerzéiend, mer den Aarmutsproblem musse léisen. An da kënne mer net Alengerzéiende soen, si dierfte keng Kanner kréien, egal op wéi engem Wee!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An ech denken, dass mer eis alleguerten – oder quasi all – dann heibannen eens sinn, dass mer deen Aarmutsrisiko natierlech mussen ugoen. Mee d'Solutioun ass net, dass mer soen, dowéinst däerf een net als Alengerzéiend e Kand adoptéieren.

An d'ailleurs, …

(Interruption par M. Dan Hardy)

… an d'ailleurs, gläichgeschlechtlech Koppele kënne scho Kanner adoptéieren. Dat heescht … Ech weess, dass fir Verschiddener heibannen d'klassesch Famill als eenzeg Léisung gesi gëtt, fir kënne Kanner grousszezéien. Mee d'Realitéit weist eis: Et ass net d'Form vun enger Famill, déi zielt, mee d'Stabilitéit an d'Léift, déi se bitt. D'Traditioun dierf keng Excuse sinn, fir engem Kand eng Chance op eng Zukunft ze huelen!

An duerch dës Reform maache mer alleguer zesummen – oder en Deel vun eis dann heibannen, e groussen Deel – d'Adoptioun méi transparent, méi gerecht a virun allem och méi accessibel an ouni dass mer dobäi un d'Rechter vun de Kanner ginn. Well natierlech steet den Interêt supérieur vum Kand am Mëttelpunkt. Net nëmmen hei bei der Adoptioun, mee e steet am Mëttelpunkt vun all eise Politicken, déi mat de Kanner ze dinn hunn. A wourobber baséiere mer dat? Natierlech op international Konventiounen, mee och, glécklecherweis, op eis Verfassung.

Dat heescht, natierlech ass et esou, dass och an deenen heite Situatioune gekuckt gëtt, wat dat Bescht fir d'Kand ass. An dofir fannen ech dat hei wierklech e Schratt no vir. Mir passen hei déi juristesch Realitéit un déi sozial Realitéit un. A mir erkennen och un, dass eng Famill net nëmmen duerch Blutt definéiert gëtt, mee duerch Verantwortung, duerch en Engagement an emotional Sécherheet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reform vum Adoptiounsgesetz ass engersäits e juristeschen Dossier, ma virun allem awer och e mënschlechen an en emotionalen Dossier. Vill Leit, egal ob eleng oder an der Koppel, wënsche sech Kanner. Net jidderee wëll oder ka biologesch Kanner hunn a sicht dowéinst de Wee vun der Adoptioun. Oder e Partner bréngt Kanner mat an eng nei Famill.

Fir vill Kanner hei am Land, an Europa oder der Welt bedeit eng Adoptioun d'Chance op eng eege Famill. Eng Chance, déi all Kand verdéngt. Dëst neit Gesetz ass e wichtege Schratt fir eis Gesellschaft. Et adaptéiert eist Recht un d'Realitéit vum 21. Joerhonnert. Mir erkennen endlech un, datt d'Familljen haut vill méi divers sinn, mir eeben net méi den traditionelle Familljemodell hunn, well dësen existéiert net méi esou schwaarzwäiss wéi virdrun. D'Gesetz erméiglecht elo och onbestuete Koppelen, Partnerschaften a Singlepersounen ze adoptéieren. An dat ass e wichtege Fortschrëtt, deen d'Rechter vun all eise Biergerinnen a Bierger respektéiert an de Kanner méi Chancë gëtt, eng Famill ze fannen. Wat mir besonnesch begréissen, ass, datt all d'Forme vu Koppelen, ob heterosexuell oder homosexuell, gläich Rechter hunn. Dat ass e wichtegt Signal fir eng modern, tolerant a pluralistesch Gesellschaft.

D'Interesse vum Kand stinn domadder ëmmer am Mëttelpunkt. Duerch dës Reform ginn nämlech d'Rechter vun de Kanner gestäerkt, fir bei der eegener Adoptioun matzeschwätzen. E Kand mat Ënnerscheedungsverméigen huet elo d'Recht, seng Meenung auszedrécken an ze decidéieren, ob et mat der Adoptioun averstanen ass oder net. Dat ass e wichtege Schratt, fir d'Kandsperspektiv ze stäerken. An domadder berücksichtegt dës Reform eeben och d'Recommandatioune vum OKaJu an anere Mënscherechtsorganisatiounen. Si hunn eis nämlech gewisen, wéi wichteg et ass, d'Rechter vun de Kanner ze schützen an hinnen eng Stëmm ze ginn, wou se virdru keng haten.

Mee trotz dëse Verbesserungen, siefe mer éierlech, kéint een nach bei enger ganzer Hickecht vu Punkte sécherlech méi maachen, nach méi verbesseren. A mir hunn an der Kommissioun zum Deel doriwwer geschwat. Mir hunn dobaussen doriwwer geschwat. Mir hunn op d'Table-ronden en amont doriwwer geschwat. Wärend dem Walkampf gouf doriwwer geschwat. Ech wëll elo net all déi Argumenter nach eng Kéier opwerfen, well et soll een dat heite Gesetz awer elo net klengschwätzen.

Et ass e wichtege Fortschrëtt fir d'Rechter vun de Kanner, fir all Kand d'Recht op eng Famill ze erméiglechen. Well mir schwätzen hei vun engem Kannerrecht op Famill. An dat Recht gouf an deene leschte Joren a Joerzéngte ganz heefeg duerch komplizéiert Prozeduren, wann net onméiglech gemaach, dann awer ganz heefeg erschwéiert. A genau dowéinst ass dëst Gesetz esou wichteg. Mir sinn iwwerzeegt, datt een ëmmer nach un engem méi kohärente legale Kader ka schaffen an och datt dat heiten en Deel vun engem groussen Ensembel ass. Ech mengen, och doriwwer hu mer scho méi wéi eng Kéier geschwat.

Fir d'Zukunft brauche mer dofir och eng komplett Iwwerschaffung vum Filiatiounsrecht, wou zum Beispill d'automatesch Unerkennung vun zwee gläichgeschlechtlechen Elteren ouni ëmständlech Adoptiounsprozedur méiglech wier, fir just ee Beispill dann awer erauszegräifen, dat relevant ass.

Am internationale Verglach si mer mat dëser Reform awer endlech um Niveau vun eisen Nopeschlänner ukomm. Laang waren eis Adoptiounsreegelen ze versteift an hu vill Leit diskriminéiert. Dës Reform mécht aus Lëtzebuerg en e gutt Stéck méi modernt Land, dat d'Villfältegkeet vu senge Familljen, vu senge Biergerinnen a Bierger respektéiert.

Elo musse mer dann och nach d'Prozedure méi einfach maachen, se manner laangwiereg gi loossen a vläicht op verschiddene Plazen Automatismen abauen. Den Zäitverloscht bei den aktuellen Adoptiounsprozeduren ass Zäit, déi Kanner an hirer Entwécklung verléieren, déi hinnen en onnéidege Stress generéiert, se onnéideg emotional belaascht. Mir mussen och d'Begleedung vun Adoptivfamilljen an den Zougang zu psychologescher Ënnerstëtzung verbesseren. Jo, dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. Besonnesch awer bei internationalen Adoptiounen oder bei Kanner mat spezifesche Bedürfnisser musse mer derfir suergen, datt mer net nëmmen d'Adoptioun méiglech maachen, de Kanner d'Recht op d'Famill ginn, mee hinnen dann och d'Recht ginn, méiglechst gutt do encadréiert ze ginn, an och déi Familljе méiglechst gutt encadréieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Reform – an ech sot et schonn –, ass e wichtege Schratt an déi richteg Richtung. An dofir sinn ech frou, datt dës Chamber a grousser Majoritéit hiert Familljebild un d'21. Joerhonnert ugepasst huet, datt déi meescht heibannen net am 19. Joerhonnert stieche bliwwe sinn, wou et eebe just Mann, Fra a vill Kanner doheem gouf a soss net emol eng Tëlee. Haut ass eis Gesellschaft méi divers. Haut ass eis Gesellschaft eeben déi Villfältegkeet vun Alengerzéienden, vun homosexuelle Koppelen, vun heterosexuelle Koppelen an alles dertëschent an ausserhalb, wéi e Comedian op der däitscher Tëlee géif soen.

Mir hunn haut also en Ufank gemaach, mee eis Aarbecht ass nach net fäerdeg. Mir mussen dëse Wee weidergoen, fir eng méi gerecht a méi inklusiv Gesellschaft opzebauen, wou all Kand d'Chance huet, a Léift a Gebuergenheet opzewuessen. D'Adoptioun ass keng einfach Entscheedung, net fir d'Adoptanten a scho guer net fir d'Kanner, mee et kann deen allerschéinsten Neiufank sinn, an dofir ass et eis Flicht als Gesellschaft, dëse Wee sou kloer, einfach a fair wéi nëmme méiglech ze gestalten.

An dëst Gesetz ass e wichtege Schratt dohinner an dofir gi mir eisen Accord. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. De Rapporter huet ganz zu Recht drop higewisen, datt et e wichtege Schrëtt ass. Mir hunn Dispositiounen aus dem Code civil, déi deelweis fir d'leschte Kéier Enn der 80er-Jore geännert gi sinn, wou mer elo druginn an d'Adoptioun opmaachen.

Wéi ech den Text gelies hunn, si mer eigentlech zwou Beweegunge vun zwou Intentiounen an deem Text ervirgaangen. Dat eent ass effektiv d'Opmaache fir aner Modeller vu Famill, eng Adaptatioun un d'Realitéit vun der Gesellschaft vun haut op der enger Säit, an op der anerer Säit awer och d'Stäerkung vun de Rechter vum Kand innerhalb vun deem Prozess. Dat sinn, mengen ech, déi zwee Haaptbeweeggrënn.

An iwwert deem Ganze steet eppes, wat ee kéint nennen: iwwerhaapt emol stabill Familljeverhältnisser rechtlech kënnen ze schafen.

Ee vun de Grënn war dat Urteel, op dat mer agaange sinn. Mee doranner sinn nach eng ganz Rëtsch aner gesellschaftspolitesch Reflexiounen agefloss, déi, mengen ech, ganz wichteg sinn an déi och an dësem Text virkommen. Ech mengen, et ass virun allem eng ganz wichteg Adaptatioun am Interêt vun den Elteren. Et ass nämlech och en Text, dee weist, datt et net eng richteg Form vun Eltere gëtt. Et ass e modernt, en adaptéiert, en aktualiséiert Familljebild, an dëst am Interêt vum Kand an am Interêt vun enger oppener a vun enger moderner Gesellschaft.

Wësst Der, als Kand sinn ech grouss ginn a Verhältnisser, wou net e Papp oder eng Mamm déi ganz Zäit do waren, mee wou ech éischter bei menge Grousseltere grouss gi sinn, och eng Zort Patchworkfamill. An ech mengen, datt et besonnesch wichteg ass, kloerzemaachen – an d'Madamm Tanson huet dat ganz richteg gesot –, datt, wa mer a Verbindung mat Kanner en Aarmutsproblem hunn, mer da mussen deen Aarmutsproblem bekämpfen a mer net däerfen dohinnergoen an d'Forme vun dem Wonsch vum Kand an dem Wonsch vun den Elteren no enger stabiller Bezéiung a Fro stellen, wéi dat hei awer vun dëser Säit hei gemaach ginn ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass déi riets.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, vu mir aus ass et dommerweis net déi riets Säit, mee ech mengen, mer wëssen alleguer, wie gemengt ass.

(Interruption)

Dëst gesot, Här President: Et ass e fortschrëttlechen Text. Mir ginn deem eis voll Zoustëmmung. Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Da géing d'Regierung d'Wuert kréien. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, hannert all Adoptioun steet eng perséinlech Geschicht. Et ass eng Geschicht vu Léift, Verantwortung an Engagement. Et ass eng Geschicht vun engem Kand, dat eng Plaz sicht, an et ass eng Geschicht vun Erwuessenen, déi prett sinn, deem Kand eng Plaz ze bidden.

Lëtzebuerg kennt entre-temps vill verschidde Familljemodeller. Mir si méi divers ginn, an dat ass gutt esou. Dowéinst ass dat haut esou eng wichteg Reform. De Rapporter huet drop higewisen, datt d'Adoptioun fir d'lescht 1989 reforméiert ginn ass. Zënterhier huet ons Gesellschaft awer fundamental geännert. Mir hunn ëmmer méi Familles monoparentales a Patchworkfamillen. Entre-temps sinn et bal 80 % vun de Kanner, déi ausserhalb vun engem Bestietnis op d'Welt kommen.

Zënterhier ass awer och vill geschitt. Mir hunn de Pacs agefouert, mir hunn de Mariage pour tous agefouert a mir hunn net méi dee klassesche Modell vu Mamm, Papp a Kand a mir hunn eis Legislatioun dorunner ugepasst. Dat ass e kontinuéierlechen Effort gewiescht vun enger ganzer Rei Parteien heibannen. Et ass net eng eenzeg Partei, déi dësen Effort gemaach huet, mee et ass e gemeinsamen Effort gewiescht vun enger Rei Parteien heibannen.

Fir vläicht kuerz eppes ze soen zu de puer Eckdate vun dësem Projet: Et ass scho gesot ginn, mir behalen d'Adoption simple an d'Adoption plénière bäi. Mir erlaben och a gepacste Koppelen a Koppelen, déi an enger stabeler Relatioun sinn, dem Partner, d'Kand vum anere Partner ze adoptéieren. An – ganz

wichteg! – mir erlaben et Eenzelpersounen, eng Adoption plénière ze maachen. D'Haaptprioritéit dobäi ass, bei all Decisioun den Interêt supérieur vum Kand a Consideratioun ze huelen. D'Kand muss säin Accord ginn. D'Kand, dat d'Capacité de discernement huet, muss also säin Accord zur Adoptioun ginn. Dat bedeit, datt d'Kanner aktiv an d'Adoptiounsprozedur mat agebonne ginn.

Mir schafen also haut e moderne Kader. E steet fir eng Gesellschaft, déi d'Kanner net nëmmen an de Mëttelpunkt stellt, mee och fir eng Gesellschaft, déi de Kanner nolauschtert. Mat dësem Vott schreiwe mir e wichtegt Kapitel an et ass haut wierklech oft gesot ginn. Et ass e wichtegt Kapitel! Haut ass en Dag, wou mer konkreet d'Liewe vun de Leit dobausse veränneren. All Kand soll d'Chance kréien, eng Famill ze fannen, och wann dës Famill aus engem eenzege Member besteet. D'Kanner ginn aktiven Acteur vun hirer eegener Liewensgeschicht an et ass e wichtege Schrëtt a Richtung vu méi Gläichstellung vun alle Familljemodeller. Et ass e Schrëtt a mir schaffe weiderhin drun.

Den Accord de coalition gesäit eng kloer Richtung vir. Mir wäerte weiderhin aner besteeënd Ongläichheeten aus eiser aktueller Legislatioun probéieren erauszehuelen. Do kënnt natierlech och d'Reform vun der Filiatioun an d'Spill, déi 2013 vum Minister Biltgen deposéiert ginn ass, 2017 vun dësem Parlament mat engem grousse Konsens ëmgeännert ginn ass a wou mir natierlech d'Aarbechten och erëm ophuelen a weiderféieren.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Sujet elo ofgeschloss.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8228 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8228[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8228 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener (par Mme Claire Delcourt), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8422 – Projet de loi portant approbation des amendements :

1° aux Statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, signés à Bretton Woods, le 22 juillet 1944 ;

2° à l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement, signé à Manille, le 4 décembre 1965 ;

3° à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris, le 29 mai 1990 ;

4° à l'article 4 du Protocole n° 5 sur les statuts de la Banque européenne d'investissement portant sur une augmentation du capital souscrit de la Banque

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8422 iwwert d'Adoptioun vun Amendementer, déi als Zil hunn, den operationellen a finanzielle Modell vun de multilateralen Entwécklungsbanken ze moderniséieren. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 10 Minutten, all Fraktioun, all Sensibilitéit jeeweils 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Maurice Bauer, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng grouss Freed, Iech als Rapporter de Projet de loi 8422 ze presentéieren. Bei dësem Gesetzesprojet, deen ech Iech elo presentéieren, geet et ëm Statuttenännerunge bei véier multilateralen Entwécklungsbanken. Dëse Projet de loi gouf de 24. Juli d'lescht Joer vum Finanzminister hei deposéiert. Konkreet handelt et sech éischtens ëm d'Banque internationale pour la reconstruction et le développement, déi sougenannte BIRD, ëm d'Banque asiatique de développement, d'BAsD, ëm d'Banque européenne pour la reconstruction et le développement, déi sougenannte BERD, a schlussendlech ëm d'Banque européenne d'investissement, d'BEI, déi jo hire Sëtz hei um Kierchbierg huet. An alle véier multilateralen Entwécklungsbanken ass Lëtzebuerg Member.

D'Originn vun der Statuttenännerung koum vum G20, wou gefrot ginn ass, de multilateralen Entwécklungsbanke generell Méiglechkeeten ze ginn, méi Kreditter ze gewären. Dës finanziell Institutioune sinn haut immens wichteg, besonnesch an dësen Zäiten als Äntwert op déi multipel Krisen an der Welt. Ob wirtschaftlech, sozial, sanitär oder ëmweltpolitesch Krisen, mir brauche gutt a finanziell zolidd opgestallte multilateral Entwécklungsbanken.

Et geet hei drëms, déi sougenannte „lending capacity", also d'Méiglechkeet, Kreditter ze accordéieren, vun dëse véier Banken an d'Luucht ze setzen. Mir gi mat dësem Projet eisen Accord, dass d'Limitatioun vun de Kreditter, déi déi eenzel Banke kënne verginn an déi an de Statutte vun de Banke festgehale sinn, méi flexibel gehandhaabt gëtt, ënnert dem strikte Contrôle vun de jeeweilege Verwaltungsréit.

Dat ass an de Statutte vun dësen Entwécklungsbanke geännert ginn. Dësen Ännerunge musse mer elo eis Zoustëmmung ginn.

Wat d'Europäesch Bank fir Rekonstruktioun, also d'BERD, betrëfft, do ass nach zousätzlech ze soen, dass si wëllt hir Zone opérationelle ausdeenen op den Irak an d'Région subsaharienne an Afrika, wou d'BERD wëllt verstäerkt a verschidden nei Länner investéiere kënnen, an dëst an Etappen iwwert déi nächst fënnef Joer. Fir dass an deenen Zillänner kann investéiert ginn, mussen och hei d'Statutten ugepasst ginn.

E spezifesche Punkt vun dësem Gesetz betrëfft och déi Europäesch Investitiounsbank, also d'BEI. Wéinst dem Brexit hunn d'Englänner net nëmmen d'Europäesch Unioun, ma och déi Europäesch Investitiounsbank verlooss. Doduerch ass bei der BEI Kapital fräi ginn. Dëst Kapital gëtt duerch eng Erhéijung vun der Participatioun am Kapital vun den eenzelne rechtleche Memberstaaten ersat. Dat heescht, fir Lëtzebuerg geet deemno d'Bedeelegung vun aktuell ronn 275 Milliounen Euro op bal 328 Milliounen Euro erop, also vun 0,11 % op 0,13 % erop, an dëst ouni budgetären Impakt fir Lëtzebuerg.

Ech kommen nach kuerz op d'Avise vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce an op d'Prozedur zeréck.

D'Chambre de Commerce approuvéiert an hirem Avis vum 19. August 2024 d'Ännerungen un de Statutte vun de multilateralen Entwécklungsbanken an un de Statutte vun der Europäescher Investitiounsbank. Si begréisst den Engagement vu Lëtzebuerg an de multilateralen Entwécklungsbanken, fir deenen am mannsten entwéckelte Regiounen op der Welt kënnen ze hëllefen.

An dësem Kader hält si och fest, dass déi ëffentlech Entwécklungshëllef am Joer 2024 op 566,76 Milliounen Euro festgeluecht gouf an dass d'Regierung sech am Koalitiounsaccord och verflicht huet, den Effort bei 1 % vum RNB bäizebehalen. Si rifft awer och d'Regierung dozou op, reegelméisseg Evaluatioune vun der Entwécklungshëllef duerchzeféieren, fir eng virsiichteg Gestioun vun de Staatsfinanze sécherzestellen.

Wat den Avis vum Staatsrot vum 25. Februar dëst Joer ugeet, sou huet déi héich Kierperschaft ausser e puer Observatiounen zur gesetzestechnescher Form keng Bemierkungen zum Inhalt vun dësem Gesetzesprojet. De Staatsrot erënnert just drun, dass déi Verträg oder Amendementer, wann et ëm Amendementer geet, déi duerch e Gesetz approuvéiert ginn, an hirer integraler Versioun un d'Gesetz mussen ugehaange ginn. Deem gouf selbstverständlech am finalen Text vum Projet de loi och Rechnung gedroen.

De Projet de loi gouf de 24. September an der Finanzkommissioun presentéiert, den 11. Mäerz analyséiert an de Rapport gouf de 25. Mäerz an der Finanzkommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, elo och am Numm vun der CSV-Fraktioun

eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. An dësem Projet de loi geet et ëm Statuttenännerunge bei véier sougenannte multilateralen Entwécklungsbanken, also Banken, déi Länner eng finanziell Ënnerstëtzung erméiglechen duerch Kreditter an esou haaptsächlech méi schwaache Länner kënnen hëllefen, Projeten ze realiséieren, mee awer och all hir Memberen an anere Länner bei Projeten ënnerstëtzen. Ganz oft erlaben dës Banken och, nohalteg Standarden ze setzen, wann et ëm sozial, sanitär oder ëmweltpolitesch Projete geet.

Hei geet et, wéi virdru scho gesot, ëm d'BIRD, ëm d'BERD, wou Lëtzebuerg wärend laange Joren am Verwaltungsrot duerch den Ernest Muhlen, e fréieren Deputéierten hei, vertruede war, ëm d'BAsD an d'BEI mat Sëtz um Kierchbierg.

Haut kënne mir et mat dësem Projet de loi erméiglechen, dass dës Banken nach méi Méiglechkeete kënne kréien, fir nach méi ze hëllefen. Wann ee bedenkt, dass Amerika seng Entwécklungshëllefsagence USAID elo rezent ofgeschaaft huet a sech domadder massiv aus der internationaler Entwécklungshëllef zeréckgezunn huet, ass dëse Projet de loi ëmsou méi wichteg.

An Zäite vu grousse geopoliteschen Onrouen an Onsécherheete mat Polykrisen ass et ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun esou wichtegen internationalen Organisatiounen ze erlaben, méi flexibel Prêten a Kreditter ze accordéieren.

Et gëtt am Ganze weltwäit eng ronn 17 esou multilateral Entwécklungsbanken, wéi d'Weltbank zum Beispill, woubäi Lëtzebuerg bei all de Banke Member ass oder gläich wäert sinn. Iwwert dëse Wee kënnen dës Banken hir Ressourcen ausbauen, fir weiderhin och ze hëllefen an op eng effikass an nohalteg Manéier kënne weiderhin ze hëllefen.

Meeschtens ginn déi Projeten och iwwer Obligatiounen, déi dës multilateral Entwécklungsbanken erausginn, finanzéiert. Do hu mir als Lëtzebuerg d'Chance, dass quasi all dës Projeten iwwert d'Lëtzebuerger Finanzplaz lafen, well all déi Obligatiounen op der Lëtzebuerger Bourse cotéiert ginn.

Voilà, esou vill zu dësem wichtege Gesetzesprojet, wou mir weisen, dass mir éischtens un d'Solidaritéit mat anere Länner gleewen, zweetens eis zum Multilateralismus bekennen, drëttens eise klore Wëlle bekräftegen, dëse Banken ze erlaben, méi finanziell Ënnerstëtzung u méi schwaach Länner ze accordéieren, a mer véiertens weisen, dass et och mat manner Nationalismus geet.

Wéi gesot, ech ginn heimadder mat Freed d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif dem Maurice Bauer felicitéiere fir säi gudden Exposé. Dee war esou detailléiert, datt ech do elo net méi an d'Detailer muss goen. Hien huet dat komplett analyséiert.

Ech wollt just eng Kéier kuerz vun eiser Fraktioun aus Stellung huelen. Ech hunn dat eng Kéier elo an der Presse internationale nogebliedert. Do steet ze liesen, datt tëscht 2015 an 2022 de Finanzéierungsbedarf vun den Entwécklungsländer ëm 36 % geklomm ass.

D'Mëttel, déi do zur Verfügung gestallt gi sinn, sinn dogéint awer nëmmen ëm eng 20 % an d'Luucht gaang. Dat huet d'OECD am Februar matgedeelt an eng nohalteg Neiausriichtung vun der Entwécklungshëllef reklaméiert.

Besonnesch deenen äermste Länner feelen eeben d'Geldmëttel fir Investitiounen an d'Gesondheet, an d'Bildung a besonnesch och an de Kampf géint d'Konsequenze vum Klimawandel.

A grad an deem Zesummenhang spillen déi multilateral Entwécklungsbanken eng sougenannt Schlësselroll, zemools wann et eeben drëms geet, laangfristeg gréisser finanziell Ressourcen ze mobiliséieren, an d'Feld ze féieren, sief et, fir d'Aarmut ze bekämpfen, fir déi nohalteg Entwécklung ze förderen oder eebe fir méi Widderstandsfäegkeet ze entwéckelen, wann et dann eebe besonnesch ëm naturbedéngte Schocken, awer och ëm wirtschaftlech Krise geet.

Am Kader vun den ekologeschen, ekonomeschen a soziale Krise mussen d'Entwécklungsbanken also op méi finanziell Ressourcë kënnen zeréckgräifen, fir dass si dës Erausfuerderunge méi wierksam ugoe kënnen.

D'Amendementer, vun deenen den Här Bauer elo geschwat huet, moderniséieren de Banken hir finanziell an hir operativ Capacitéiten. D'Zil ass et eeben, d'Finanzéierungscapacitéite vun dëse Banken ze erhéijen a gläichzäiteg de Risiko weiderhin zu all Moment am An ze behalen.

Déi international Zesummenaarbecht – dat wëll ech och op dëser Plaz nach eng Kéier widderhuelen – muss op alle Pläng gestäerkt ginn, gradewéi och de Multilateralisme, de Multilateralismus. Virun allem dës Approche kann hëllefen, déi wuessend a virun allem och komplex Erausfuerderunge vun eiser Zäit ze bewältegen.

A wann eis Finanzplaz an deem spezifesche Kontext eng wichteg, fir net ze soen, souguer eng zentral Roll ka spillen, dann ass dat ëmsou méi luewenswäert a recommandabel.

Meng Fraktioun gëtt op jidde Fall zu dësem Projet gären den Accord, mat deem dann eebe verschidden Upassungen, verschidden Amendementer un de Statutte vun den Entwécklungsbanke guttgeheescht ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi. Et ass effektiv e Projet de loi, dee gutt ass, well en effektiv déi multilateral Banke renforcéiert. De Rapporteur huet dat gutt beschriwwen.

A mir wëssen, wat fir e Rôle déi multilateral Banke wäerte spillen an deenen nächste Joren. Den Draghi-Rapport nennt de Chiffer, eleng fir de Besoin an Europa fir de Finanzement vun den Transitiounen, vun deenen Defien, déi op eis duerkommen – an do ass d'Defense, mengen ech, emol nach net dobäi –, vun 800 Milliarde pro Joer.

A mir wëssen alleguerten, dass multilateral Banken, am Fall vun Europa d'BEI, do wäerten en zentrale Rôle dobäi spillen. An ech mengen, et ass net anescht bei deenen anere multilaterale Banken am asiatesche Raum, international, déi hei vun dësem Projet de loi betraff sinn, déi effektiv eng ëmmer méi grouss Roll ze spille kréien och am Finanzement vun deenen Defien, insbesonnesch an den Entwécklungslänner.

An dofir ass et och gutt, an ech begréissen dat och, dass am Fall vun der BERD elo effektiv déi Sahelländer dobäikommen iwwer fënnef Joer. Do sinn och zwee Partnerlänner vun eiser Kooperatioun dobäi, nämlech de Senegal an de Benin, déi och da wäerte kënne Prête kréie vun enger BERD.

Mir begréissen och de Fait, dass déi Capacitéit, Prêten ze ginn, och méi héich Prêten ze ginn, eropgesat ginn ass duerch déi Statuttenännerung. Bref, dat hei geet alles an déi richteg Richtung. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech maachen et da ganz kuerz. Mir stëmmen dat heiten als ADR-Fraktioun mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech denken, meng Virriedner hunn all déi wichteg Punkten hei ënnerstrach. An ech ginn och den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, firwat de Projet sou wichteg ass a wat e mécht, dat hu mer mëttlerweil, mengen ech, alleguerte verstanen. Ech wollt awer vläicht op ee Punkt nach eng Kéier agoen, well e wierklech kruzial ass, virun allem bei der Weltbank, wou et awer ganz laang Diskussiounen doriwwer gouf, wéi ee kéint d'Capacité d'emprunt erhéijen, ouni forcement méi Geld missen ze mobiliséieren, well, wéi Der alleguerte wësst, d'Entwécklungsbanken zwar ganz vill Demandeuren hunn, fir Geld ze kréien, fir eppes ze maachen, awer ganz heefeg déi Länner, déi d'Geld mussen injectéieren, hiert Geld natierlech och léiwer bei sech halen. Dat ass, mengen ech, e ganz normale Reflex, muss ee bal soen. An dat heescht, déi lescht Jore gouf ronderëm d'Spring an Annual Meetings ganz vill negociéiert: Wéi kann ee méi Geld zur Verfügung stellen, ouni méi Geld ze injectéieren?

An do ass dann och eeben ëmmer erëm déi Statuttenännerung, déi mer haut dann endlech approuvéiere kënnen, komm, fir méi Capacitéit ze schafen duerch d'Ophiewe vun der statutarescher Limitatioun, wat se däerfe léinen. Dat heescht, ouni elo hiren Triple-A-Rating a Fro ze stellen, däerfen déi Banken also elo méi Geld op de Marchéé léine goen, wéi se dat virdrun hunn däerfen. Dat bedeit am Ëmkeerschluss, datt mer natierlech vill méi Geld kënne mobiliséieren, fir eis Kooperatiounspolitick ze finanzéieren. An dat ass, firwat mer dat Ganzt maachen.

Elo kann ee soen: Dat do ass alles e schéinen akadeemeschen Debat ronderëm Geld, ronderëm Finanzinstituter, global Finanzinstituter, e ganz komplizéierten Theema. Mee konkreet bedeit dat heiten, datt mer méi Geld mobiliséieren, fir Pëtzen ze bueren, datt mer méi Geld mobiliséieren, fir Schoulen ze bauen, fir d'Paie vun Enseignantë kënnen ze bezuelen, an dat gréisstendeels a Programmer, déi esou gutt Resultater hu wéi quasi keng aner Programmer, well déi multilateral Entwécklungsprogrammer ganz heefeg Best of Class sinn, dat heescht, nach virun der bilateraler Kooperatiounspolitick sinn, einfach well se genuch Reechwäit hunn, well se och kënnen aus hiren eegene Feeler vill méi séier léieren an dann och deementspriechend dat upassen.

An dofir muss een nach eng Kéier soen, datt dat heiten … Deen heite Projet erméiglecht elo zum Beispill d'IDA, d'IFC a weider Programmer vill besser ze

finanzéieren, wéi mer dat an der Vergaangenheet konnte maachen. An dofir ass dat heiten e ganz wichtege Projet, dee ganz akadeemesch kléngt, dee ganz komplizéiert kléngt, wou ee mengt, dat dote wier nëmmen eppes fir d'Finanzexperten, fir déi, déi sech fir d'Finanzmäert interesséieren. Nee, dat heiten ass eppes, wat d'Liewe vun deenen 2 Milliarde Mënschen, déi haut nach am globale Süden an ënnert der globaler Aarmutsgrenz liewen, ganz konkreet wäert beaflossen.

An dofir ass et och mat ganz vill Houfert, wou ech kann haut den Accord vun de Piraten fir dëse Projet ginn. Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten eis enthale bei dësem Projet, wéi mer dat esou oft maachen. Heiansdo si mer, mengen ech, an der Vergaangenheet souguer méi wäit gaangen a mir hunn dergéint gestëmmt. Déi Haltung wëlle mer awer e bëssen änneren, well an der Tëschenzäit trotzdeem Progrèse geschitt sinn. Mee an eisen Ae muss een dat weiderhin e bësse méi kritesch gesinn.

Ech erkläre mech: Wann ee wierklech 20 Joer zeréck kucke geet oder souguer 15 Joer zeréck kucke geet, sinn oft awer och déi Suen, déi geléint goufen, gekoppelt gewiescht un Ëmstrukturéierungsprogrammer, déi u sech méi Leed verursaacht hunn, wéi Guddes gedoen hunn, datt deemno wéi Servicepublicke misste liberaliséiert ginn oder aner sozial Rechter vläicht ageschränkt ginn oder datt zum Beispill gesot gouf: „Op deem Land, amplaz", wat weess ech, „Gromperen ze ziichten, musst der Maniok ziichten, well der domadder méi Rendement kënnt kréien", et cetera, et cetera.

Dat si Praktiken, déi awer an der Tëschenzäit net méi esou gemaach ginn, well och vill Drock gemaach gouf. Allerdéngs bestinn nach immens vill Problemer. Do brauch een och just eng Partie Rapporten ze liese vun internationale Gewerkschaften, déi nach ëmmer ganz grav Mankementer uprangeren. Projeten, déi finanzéiert gi vun der Asian Development Bank a wou ee ka kucke goen, sief et am Sri Lanka, a gewësse Staaten, an Indien, am Nepal, op anere Plazen, datt do Aarbechter ganz staark drangsaléiert ginn, hir gewerkschaftlech Rechter ageschränkt ginn op eng heiansdo ganz brutal Aart a Weis. An dat sinn eeben och Projeten, déi do finanzéiert gi vun dëser Bank. Dat heescht, d'Kritick ass déi, ze soen, datt de Suivi net seriö gemaach gëtt. Am Myanmar geet et vill méi wäit souguer, well do Sue ganz einfach detournéiert gi vun der Junta a Leit wierklech verfollegt ginn.

Dat heescht, mir versti schonn, datt Staaten, déi keen Triple-A hunn, déi zum Beispill Schwieregkeeten hätten, iwwer aner Weeër, iwwer méi normal Weeër, Prêten ze kréien op de Finanzmarchéen, sech do kënne finanzéieren. Mir wëllen eis deem net an de Wee stellen, mee eis Enthalung ass u sech awer, fir dorun ze participéieren, fir ze soen: „Hei, och eis Regierung muss vläicht op aneren Niveauen, wa Verhandlunge sinn, dorobber opmierksam maachen, datt weiderhin e ganz groussen Handlungsbedarf besteet."

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Et wär elo un der Regierung ze schwätzen. Den Här Finanzminister huet d'Wuert. 10 Minutten hätt Der, Dir musst se awer net huelen.

(Hilarité et interruptions)

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech hunn de Message verstan, Här President. Ech loosse mer awer trotzdeem dann d'Wuert ginn, fir kënnen dozou ze schwätzen. Well dat hei ass net en technesche Projet, mee et ass e politesche Projet. An ech si frou, Här President, dass vun deene 60 Leit, déi heibannen d'Lëtzebuerger Vollek vertrieden, der 58 Jo zu dem Multilateralismus soen. Dat ass eng politesch Entscheedung. An ech mengen, duerfir sief et och der Regierung zougestanen, dass se e bësse méi wéi eng Minutt doriwwer schwätzt.

Et ass e Projet, deen ënnersträicht, dass eist Land zënter 1945 eigentlech un all gréisserer multilateraler Bank deelgeholl huet, mat Ausnam vun enger, dat ass déi multilateral Bank a Südamerika. An d'Gespréicher, ech soen Iech dat nach eng Kéier, déi sinn amgaangen, fir dass Lëtzebuerg och als Netmemberstaat aus där Regioun ka Member vun där multilateraler Bank ginn. Do sinn d'Verhandlungen amgaang, well mir musse vun aneren en Deel vum Kapital e bëssen ofgetruede kréien, fir dass mir kënnen do drakommen.

Selbstverständlech ass dat net eng Decisioun eleng vun der Regierung, mee et ass en fin de compte eng Decisioun vun der Lëtzebuerger Chamber, well natierlech do muss en Apport en capital gemaach ginn. Et ass, mengen ech, och eng Decisioun vun engem Lëtzebuerger Parlament, déi eng politesch Richtung ass. Net all Land an der Welt ass esou en faveur vun dem Multilateralismus a vun dem Bäitriede vun engem Land zu enger Kapitalerhéijung oder zu Capacitéiten, fir dass déi multilateral Banke kënne weider méi aktiv ginn, besonnesch an dësen Zäiten.

Den drëtte Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass deen, dass mer selbstverständlech och de Rôle vu Lëtzebuerg ënnersträichen, fir weltwäit op alle Kontinenten, an alle Regioune vun der Welt, ze ënnersträichen, dass mer deenen, deenen et net esou gutt geet wéi hei, an der Aarmut hëllefen, dass mer hëllefen am Klimawandel an dass mer och hëllefen, hir Wirtschaften, siefen et kleng Mikroentreprisen oder gréisser Entreprisen, ze entwéckelen.

De véierte Punkt, deen ech wéilt soen, onofhängeg vun dem Fait, dass méi ka geléint ginn, ouni dass déi multilateral Banken hiren Triple-A verléieren, ass de Punkt, dee gemaach gëtt um Niveau vun der Europäescher Investitiounsbank. An et ass vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn, dem Här Fayot an aneren, dass d'Europäesch Investitiounsbank, déi hire Sëtz hei um Kierchbierg huet, e méi grousse Champ d'activité kann hunn. Mir ënnerstëtzen dat. Dat ass jo eng Fro, déi alt gestallt gëtt. Mir ënnerstëtzen dat als Lëtzebuerger Regierung.

Mir ënnerstëtzen och, dass d'BEI am militäresche Beräich um Niveau vun dem Effort de défense méi verstäerkt kann agéieren, ouni dass se ka reng an der Waffenindustrie agéieren, well dat eng Diskussioun ass, déi mat hirem Triple-A da verbonne wier. Dat wëlle mer, an d'autant plus, wou souguer no dem Brexit déi zousätzlech Kapitalerhéijungen, déi néideg waren, iwwert d'Reserve vun der BEI kënnen ofgedeckt ginn, also ouni dass de Budget vun dem Lëtzebuerger Staat do kuerzfristeg da mat engagéiert wier.

Et ass also e wichtege Schrëtt an eng richteg Richtung, a mir wëllen um Niveau vun dëser Regierung – dat zielt souwuel fir de Finanzminister wéi fir den Ekonomiesminister wéi och fir de Minister, deen zoustänneg ass fir de Commerce extérieur – déi Efforten, déi a successive Regierunge gemaach goufen, fir Projeten ze maachen iwwert de Wee vun deene multilaterale Banken, weiderféieren. Mir wëllen dat weider héichhalen, fir och eis Roll an där internationaler Staategemeinschaft domadder héichzehalen.

Ech hätt nach 6 Minutten, Här President. Ech ginn dervun aus, dass dat zu Ärer Zefriddenheet ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dat ass perfekt esou. Villmools merci der Regierung. Domat wären dann d'Diskussiounen ofgeschloss.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8422 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8422[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8422 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Maurice Bauer), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Ben Polidori), Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Dan Biancalana), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8460 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2024/886 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directives 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8460, d'Ëmsetze

vun engem europäesche Reglement, dat d'Harmonisëierung vun den Iwwerweisungsreegelen an Euro festleet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, d'selwecht wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, deen Iech ze presentéieren ech elo de Pleséier hunn, setzt en europäescht Reglement iwwer Echtzäitiwwerweisungen ëm.

Wourëms geet et? Den digitale Wandel ass, wéi Der wësst, net méi opzehalen, ganz besonnesch och am Finanzsecteur. An d'Impakter op eis Gesellschaft, eis Gewunnechte sinn nawell net onbedeitend. Ëmmer méi Servicer sollen zu all Zäit disponibel sinn an duerfir mussen och d'Bezuelsystemer bei dëser Entwécklung mathalen. Eng Léisung dofir sinn déi sougenannten „Echtzäitiwwerweisungen". Si solle 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7, zu all Moment am Joer méiglechst schnell méiglech sinn.

Säit 2019 bidden eng Rei vu Lëtzebuerger Banken am Retailberäich op fräiwëlleger Basis elo schonn esou Echtzäitiwwerweisungen un. D'EU-Reglement 2024/886 encadréiert elo esou Instantpaymenter gesetzlech. An Zukunft ass et esou, datt all d'Banken, déi klassesch Virementen ubidden, déi normalerweis ee bis zwee Deeg Beaarbechtungszäitdauer hunn, sech awer musse verpflichten, dem Client, wann deen dat da wëllt, och Echtzäitiwwerweisungen ze erméiglechen.

Eng zweet Mesür vun dësem Projet de loi ass, datt d'Käschte fir esou en Instantpayment fir de Client net méi héich däerfe si wéi fir en traditionelle Virement.

Des Weidere ginn nei Mechanismen agefouert, dee sougenannten „IBAN-Namecheck" oder nach VOP, Verification of Payee, genannt. Dëse System gëtt obligatoresch fir d'Banken a si mussen doduerch Informatioune vum Client, also deem, deen de Paiement mécht, mam méiglechen Numm vum Geldempfänger an deem senger Kontonummer ofgläichen. Dat soll Sécherheet a Schutz bréngen, virun allem fir deen, dee soll bezuelen. De Client gëtt innerhalb vu Sekonnen informéiert, ob et eng Iwwereneestëmmung tëschent dem Numm an der Kontosnummer gëtt, a wann et keng Iwwereneestëmmung gëtt, ob et quasi eng Iwwereneestëmmung gëtt. An deem Fall deelt d'Bank dem Client dee richtegen Numm vum Beneficiaire mat der zougehéierender IBAN-Nummer mat. Zu gudder Lescht huet de Client awer nach ëmmer d'Wiel, ob hien de Virement wëllt autoriséieren oder net.

De Stéchdatum fir d'Banken, fir dës Upassungen ze maachen, ass den 9. Oktober vun dësem Joer. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt dann och e Strofekatalog festgeluecht, falls sech d'Banken net un déi Virschréfte géifen halen. Dorëmmer këmmert sech d'CSSF, déi heifir zoustänneg ass.

Den zweete Volet vun dësem Gesetz bréngt zwou Neierunge fir verschidde Bezuelungsdéngschtleeschter mat sech. Hei sinn d'Établissements de paiement, d'Établissements de monnaie électronique viséiert an dofir sinn elo e puer punktuell Ännerungen am besteeënde Gesetzeskader néideg.

Éischtens kréien dës Entitéiten elo d'Méiglechkeet, Suen, déi se vun hire Clienten entgéinthuele fir d'Exekutioun vu Paiementer, op engem Konto op enger Zentralbank ze deposéieren. Dëst ass néideg, fir hirer Obligatioun nozekommen, Fongen, déi se vu Clienten entgéinthuelen, zu all Moment ze protegéieren.

Mat där zweeter Ännerung kréie verschidde Bezuelungsdéngschtleeschter direkten Accès op d'Bezuelsystemer. Dat ass déi Infrastruktur, déi d'Ofwécklung vun engem Paiement erméiglecht. Fir dësen direkten Accès ze kréien, mussen déi Bezuelungsdéngschtleeschter awer eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen der Kontrollautoritéit, also an dësem Fall der CSSF, matdeelen.

An der Finanzkommissioun hu mir just den Avis vum Staatsrot ze kucke gehat, deen ausser e puer Observations d'ordre légistique näischt un de sechs Artikelen, déi dësen Text ëmfaasst, ze beanstanden hat.

Voilà, esou vill zu dësem ganz kuerzen, awer gradesou wichtege Gesetzesprojet, wou d'Finanzkommissioun d'Chamber freet, och dësem Projet hir Zoustëmmung ze ginn. Ganz kuerz dinn ech dann och nach d'Kap vu menger Fraktioun un, fir och heimat den Accord ze bréngen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Mosar, fir Äre schréftlechen an Äre mëndleche Rapport.

Dann ass et um Här André Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, wéi den Här Mosar et scho gesot huet, soll dëst Reglement de Virement instantané promouvéieren a gläichzäiteg d'Reegelen op EU-Niveau harmoniséieren. All Prestataire vu Bezuelungssystemer ass vun elo un also verflicht, senge Clienten d'Optioun vum Virement instantané unzebidden, an dëst, ouni datt et méi kascht wéi eng normal Iwwerweisung.

An Zäiten, wou eis Welt ëmmer méi séier dréit a wou méi a méi Prozesser digitaliséiert, numeriséiert, ginn, do besteet d'Demande fir méi séier a méi effikass Bezuelungen. Dëst ass natierlech och d'Exigenz vun enger wuessender Zuel u Privatpersoune respektiv Betriber.

Mee wann ee virdrunner eng gewëssen Unzuel u Stonnen hat, fir sech beim Banquier ze melden, fir d'Transaktioun ze stoppen, falls e Feeler respektiv en Iertum opgetrueden ass, da sinn elo beim Virement instantané natierlech d'Suen direkt iwwerwisen, ergo si se direkt op deem anere Konto. An dësem Sënn begréisse mer d'Verflichtung, de sougenannten „IBAN-Namecheck" duerchzeféieren, wou eebe grad kontrolléiert gëtt, iwwerpréift gëtt, ob den Numm an den IBAN iwwereneestëmmen, iert de Virement exekutéiert gëtt. Esou solle Feeler a Bedruch verhënnert ginn an dëst soll evidenterweis méi Sécherheet bréngen, fir méi Sécherheet suergen.

Mir begréissen och de sougenannte „Screening" vun de Sanktiounen, wéi schonn erklärt ginn ass, fir d'Paiementer méi sécher ze maachen an d'Terrorismusfinanzéierung wéi och de Blanchiment ze bekämpfen, jo, ze ënnerbannen.

Ech wëll mengem exzellente Frënd, dem Laurent Mosar, Merci soe fir all seng detailléiert Erklärungen. An ech géif dann och am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung ginn zu dësem Text, deen eeben den europäesche Bezuelungssystem moderniséiert, ouni d'Sécherheet ze vernoléissegen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Elo huet den Här Franz Fayot d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir ginn och den Accord zu dësem Projet de loi. Et ass effektiv e gudde Projet de loi, well en effektiv eis Paiementssystemer un d'Zäit upasst. Eng Acceleratioun, instantanéiert Virementer, dat ass gutt. Och dass d'Iwwerweisungen dann direkt bei de Leit erakommen.

Natierlech kënnt mat enger gewësser Acceleratioun och e gewësse Risiko. An insbesonnesch wa Fraudë sinn, ass et ganz schwéier, dat ze rattrapéieren. An et kann ee sech hei am Fong net dervunner ofhalen, drun ze denken, dass, wann deen IBAN-Namecheck vläicht ee Joer éischter do gewiescht wär, eng ganz grouss Fraude bei enger karitativer Organisatioun, déi eis vill beschäftegt huet hei zu Lëtzebuerg, vläicht net geschitt wär. Wou eebe justement de Problem war, dass eng Iwwerpréiwung vum IBAN par rapport zu dem Numm vun de Beneficiairë vläicht an där Form net geschitt ass. Dat ass e bëssen eng Ironie du sort. Mee ech mengen, et ass gutt, dass mer dat dann elo hunn an dass op alle Fall esou eng Fraude an där Form net méi méiglech wär.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der ADR-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Also, ech denken och, dass dat hei wierklech e wichtegen Text ass, deen och am Alldag wäert deem engen oder aneren d'Liewe méi einfach maachen. Wie vun eis huet net schonn emol hesitéiert, wann en e Virement gemaach huet – onofhängeg vun deene Frauden, déi mer kennen, déi geschitt sinn –, ob dat elo wierklech alles richteg ass? Dofir ass dat heite ganz sécherlech eng positiv Saach. An ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och dat heite gesäit op den éischte Bléck erëm technesch komplizéiert aus. Et gëtt vill driwwer geschwat, mir haten dat virdru schonn, wéi et dann hannendru soll goen, wéi et fonctionéiere soll. Mee a Wierklechkeet ass dat heiten och erëm eppes, wat dann dës Kéier wierklech d'Liewe vun deene meeschte vun eis, net nëmmen heibannen, mee vu quasi jidderengem, deen zu Lëtzebuerg wunnt, schafft a lieft, wäert betreffen.

D'Echtzäitiwwerweisung, do kéint een elo mengen, do hätte mer elo eppes Neies erfonnt a mir wären elo erëm First Mover. Mir wären esou en digitaalt Lëtzebuerg a mir wären elo quasi europawäit déi Éischt. Majo – de Finanzminister geet vläicht herno nach drop an –, mir sinn, mengen ech, hei net déi Éischt, déi dat doten ëmsetzen. Et gëtt ganz vill Länner, wou déi Echtzäitiwwerweisunge schonn eng ganz laang Geschicht hannert sech hunn a se och schonn eng ganz Zäitche genotzt ginn. Dofir ass et dréngend Zäit, datt mer dat heiten och an nationaalt Recht ëmsetzen a vun där Fräiwëllegkeet ewechkommen. Well och do gëtt et dann heefeg nach Problemer.

A glécklecherweis hu mer mëttlerweil schonn, datt d'Tariffer ugepasst sinn, datt een net méi däerf méi froe fir d'Echtzäitiwwerweisung wéi fir eng normal Iwwerweisung, wou d'Banken déi lescht Joren och profitéiert hunn, well mer dat heiten nach net

ëmgesat haten, fir awer nach aner Fraise kënnen ze facturéieren, wéi se hätte missen.

Da kënnt derbäi, an dat muss een och soen, déi Echtzäitiwwerweisung … Jo, natierlech sinn d'Suen da fort, Här Bauler, wann Der se un dee Falschen iwwerweist. Dofir, ech ka mech awer net drun erënneren … Also, IBAN-Nummeren hu schonn esou Checkzommen dran. Wann een do eng falsch agëtt, da muss ee wierklech schonn eng komplett falsch aginn, fir datt se bei engem anere landen. An déi Warscheinlechkeet ass mathematesch gesinn awer relativ kleng.

Den Namecheck wäert eventuell och éischter nach fir méi Problemer kënne suergen, wann een driwwer nodenkt, wéi verschidde Leit – an dozou kéint ech mech dann och zielen – zum Beispill hir Stroumrechnung oder hir Gemengentaxen iwwerweisen. Ech iwwerweise jo … Wann een d'Gemengentax iwwerweist, kritt een eng Rechnung, do steet dann „Administration communale de" drop. Wie vun eis huet da seng Gemengeverwaltung oder d'Recette vu senger Gemengeverwaltung als „Administration communale de" vu senger Wunnsëtzgemeng am Webbanking agespäichert? Déi meescht hunn dann einfach „Gemeng" do stoen oder „Gemeng" an d'Uertschaft. Also, ech mengen, datt dat vläicht nach e bëssen eng Gewunnechtssaach gëtt fir déi eng oder déi aner.

An da vu Saache wéi …

(Interruption par M. Michel Wolter)

Also, ech hu meng net esou agespäichert, Här Wolter.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | En plus géif et komesch ausgesinn, wann ech elo géif meng Gemengentaxen op Käerjeng iwwerweisen. Dat wär och e Problem!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Bon, ech kommen zréck zum Theema. Also, ech sot et, et ass hei änlech wéi bei der PSD2-Direktiv, wou mer net First Mover sinn a wou et awer ëmsou méi wichteg ass, well et en Impakt dorop huet, wéi d'Leit dobaussen d'Finanzplaz wouerhuelen. Dat heiten ass eppes, dat am Retail gräift a wou d'Leit mierken, firwat d'Banken u sech hinne kënnen hëllefen. An dofir ass et esou wichteg, datt mer dat heiten elo stëmmen. Dofir wäerte mer et och matstëmmen.

An ech hunn dat elo e bësse méi witzeg duergestallt, mee ech mengen net, datt deen Namecheck hei iergendeng Fraude verhënnert hätt. Well e bleift ëmmer nach fakultativ fir de Client. Wann en en einfach ewechklickt, dann ass et awer geschitt, da sinn d'Suen awer fort. Vun dohier: Een, dee fraudéiere wëllt, dee wäert warscheinlech nach ëmmer kënne fraudéieren. Do brauche mer dann eng staark Police. Mee dat ass net Objet vun dësem Gesetz.

Mir ginn eisen Accord. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun eise Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen der Chamber och dës Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung an och dem Rapporter, well en eppes Komplizéiertes awer einfach erkläert huet. En huet och ënnerstrach, dass et eng Neierung fir d'Bierger ass. An et ass och eng Neierung fir d'Betriber.

Richteg ass och, wat gesot gouf, dass dat hei eigentlech op fakultativer Basis schonns besteet, dat heescht, Viramenten an Echtzäit ze maachen. A jidder fënneften elektronesche Virement, deen an Europa gemaach gëtt zu dësem Moment, ass onofhängeg vun dëser Reglementéierung schonns an Echtzäit.

Déi Fro, déi gestallt gouf: Déi wéivillt si mer dann elo bei der Ëmsetzung? Also, ëmgesat gi missen huet dës Reglementéierung, fir dass se operationell gëtt – dat ass eng Reglementéierung –, bis den 8. Abrëll. A mir sinn de véierten europäesche Memberstaat, deen dës Gesetzgeebung ëmsetzt. An zwar hunn dat virun eis gemaach: d'Slowakei, Lettland an Irland. Mee Dir gesitt, dass déi awer alleguerte schonns an dem elektronesche Paiement aktiv sinn.

Da frot Der: Wéi vill Banken zu Lëtzebuerg hunn dann dat schonn op fakultativer Basis? 47 vu 57. An ech krut och vum Generaldirekter vun der Post virgëschter assuréiert, dass pünktlech, wann dat hei a Kraaft trëtt – dat applizéiert sech nämlech ab dem Oktober – och déi Lëtzebuerger Post operationell wier, fir déi Instantané-Paiementer ze maachen.

Den Namecheck, jo, dat ass eng zousätzlech Kontroll. Ob een all Bedruch – den Här Clement ass dorobber agaangen – domadder evitéiert, dat weess ech net. Jiddefalls ass et esou, dass, wann e Bedruch do ass oder wann e Verdacht ass, da vun deenen zousätzlechen Établissements de paiement musse Meldunge gemaach ginn un d'CRF gradewéi och un eis CSSF.

Dat, wat e wichtege Punkt ass, dat ass, wat ass, wann ech elo, ech soe mol, e Virement par erreur maachen. Well da sinn d'Sue fort a se sinn elo nach méi séier fort wéi virdrun. Ech hu bei eise Servicer nogefrot, wéi déi aktuell Reglementéierung do ass. Wann ech also feststellen als Client vun enger Bank, dass ech e Virement falsch gemaach hunn, da muss ech natierlech esou séier wéi méiglech menger Bank dat matdeelen.

Déi huet eng Obligation de moyens, net eng Obligation de résultat, dat a Beweegung ze setzen, fir déi Sue kënnen ze recuperéieren. Dat heescht, si geet dann a Kontakt mat där Bank, wouhin d'Suen iwwerwise goufen. Mee – mee! – déi Bank, wouhin d'Suen iwwerwise goufen, kann den Endbeneficiaire net zwéngen, déi Suen zréckzeginn. Dat heescht, si kann net aus Eegeninitiativ déi Suen, déi iertümlecherweis dann un den Endbeneficiaire gaange sinn, erëm op de Kont vun der Bank an domadder erëm zréckiwwerweisen.

Dat Eenzegt, wat déi Bank kann a muss maachen, dat ass, dass all déi Dokumenter geliwwert ginn, fir dass deejéinegen, deen de falsche Virement gemaach huet, gegeebenefalls dann iwwert d'Geriichter – et si vill Juristen heibannen – iwwer eng Répétition de l'indu – dat ass den Artikel 1235 aus dem Code civil – dann eng Aktioun ka maachen. Dat ass natierlech käschtenintensiv. An Dir wësst och alleguerten, dass dat net vun haut op muer ass.

Also, dat ass e Risiko, deen natierlech mat engem Virement instantané, deen, wéi gesot, direkt an net méi bannent 24 Stonnen eréischt muss exekutéiert ginn, en zousätzlechen Impakt huet.

Dann ass nach eppes, wat mentionéiert gouf vum Rapporter, dat sinn déi sougenannte Bezueldéngschtservicer. Dat ass net eng technesch Operatioun. Déi kënnen an Zukunft hir Bezueldéngschter iwwert de Mechanismus vun der Europäescher Zentralbank ofwéckelen.

Ech wëll just drun erënneren: Déi Bezueldéngschter, dat geet iwwer eBay, dat kennt Der, iwwer Amazon, dat geet iwwer PingPong, iwwer Lianlian, dat sinn alles grouss Bezueldéngschter, déi hir europäesch Zentral hei zu Lëtzebuerg hunn. Déi hu jiddwereen eenzel zum groussen Deel e puer Honnert Milliounen, Eenzelner souguer iwwer eng Milliard Clienten, an déi hu Lizenzen hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn der mëttlerweil scho 35. Firwat? Well se Lëtzebuerg e gudde Standort fannen, fir déi Déngschtleeschtungen an der Europäescher Unioun ofzewéckelen.

Dat bréngt zousätzlech Leit, dat bréngt och zousätzlech Steierrecetten. An den Avantage, wéinst deem der esou vill hei sinn a firwat se grad op Lëtzebuerg kommen, fir hir europäesch Servicer ofzewéckelen, dat ass, well mer eng extreem professionell Finanzplaz hunn a well och eis Bankenopsiicht ganz pragmatesch opgestallt ass a praktesch e ganzt Departement huet fir esou Demandë vu Lizenze vu Paiementsdéngschter, fir déi hei kënne relativ séier an engem professionelle Kader ofzewéckelen.

Dat gesot, mengen ech, sinn ech op de Gros vun de Froen agaangen. Also nach eng Kéier, dat hei gesäit wierklech, Här President, wéi en technescht Gesetz aus. Et ass eppes, wat d'Bierger an d'Betriber am Alldag concernéiert.

Elo ass nach eng leschte Fro, dat ass déi: Wéi ass et mat de Käschten? Bon, richteg ass, wéi et souwuel vun dem Rapporter wéi och vun eenzelnen Deputéierte mentionéiert gouf: D'Käschte vun engem Virement instantané, dat heescht, deen direkt an Echtzäit gemaach gëtt, däerfen net méi héich si wéi fir en normale Virement. Allerdéngs, déi kommerziell Approche vun där jeeweileger Bank, déi ass domat net touchéiert. Dat heescht, déi Fraisen, déi d'Bank insgesamt fir d'Gestioun vun engem Kont huet, wat Der dann normalerweis reegelméisseg zougestallt kritt a wat dann ënner anerem Deel vun der Applikatioun vun de Condition-généralen ass, dat ass domat net beréiert. Déi eenzeg Virgab ass déi: E Virement an Echtzäit däerf net méi kaschte wéi en normale Virement!

Dat gesot, Här President, soen ech nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung. An dat ass e weideren Atout, dass mer och um Niveau vun deenen Elementer, déi mer brauchen op der Finanzplaz, kënne schnell reagéieren. An duerfir soen ech der Chamber ausdrécklech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat si mer dann um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8460. Den Text steet am Document parlementaire 8460[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8460 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claire Delcourt), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. 8470 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement

Da komme mer zum nächste Punkt vun haut de Mëtten, dem Projet de loi 8470 iwwert d'Verlängerung ëm weider sechs Méint vun enger Rei Mesüren, déi de Logementssecteur solle redynamiséieren. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet verlängert d'steierlech Moossnamen aus dem éischte Paquet Logement, dee mir d'lescht Joer gestëmmt hunn, ëm ganzer sechs Méint, also bis den 30. Juni 2025.

Konkreet handelt et sech ëm follgend Moossnamen:

Éischtens, de Crédit d'impôt Bëllegen Akt. Wann een eng Immobilie keeft, fir selwer dran ze wunnen, huet een e sougenannte „Crédit d'impôt" op den Enregistrementskäschten zegutt. Dëse Crédit d'impôt ass am Volleksmond besser bekannt als de Bëllegen Akt. Normalerweis geet de Bëllegen Akt bis zu engem Betrag vun 30.000 Euro. Dëse Plaffong vun 30.000 Euro hu mir mam Gesetz vum 22. Mee 2024 op 40.000 Euro ugehuewe gehat bis den 31. Dezember 2024. Mat deem Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut diskutéieren, bleift de Crédit d'impôt Bëllegen Akt bei 40.000 Euro bis den 30. Juni vun dësem Joer. Nom 30. Juni, also ab dem 1. Juli 2025, fält en erëm zréck op 30.000 Euro. Den Akt beim Notär muss also spéitstens den 30. Juni gemaach sinn.

Zweetens, de Crédit d'impôt location. Dat ass de Crédit d'impôt op den Enregistrementskäschte fir Investisseuren, an dat an Héicht vun 20.000 Euro pro Persoun. Ech erlabe mer, hei nach eng Kéier un d'Konditiounen ze erënneren, déi mussen erfëllt sinn, fir heivunner ze profitéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et muss sech ëm eng Vente en l'état futur d'achèvement handelen, also eng sougenannte VEFA. Den Akt beim Notär muss spéitstens den 30. Juni 2025 gemaach ginn. D'Immobilie muss wärend mindestens zwee Joer verlount ginn. An de Locataire muss spéitstens véier Joer nom Datum vum Akt beim Notär an der Immobilie wunnen.

Drëttens, d'Besteierung vun der Plus-value aus dem Verkaf vun enger Immobilie mam Quart vum Taux global. Wann een normalerweis eng Immobilie verkeeft, vun där ee méi wéi fënnef Joer Proprietär ass, da bezilt een nom Benefiss aus dësem Verkaf e Steierbetrag, deen d'Hallschent vun engem sengem globale Steiertaux ass. Dëst ass den duerchschnëttleche Steiersaz, deen een op all senge Revenue bezilt. Wann ee bis den 30. Juni 2025 eng Immobilie verkeeft, gëtt dëse Steierbetrag, deen een um Benefiss vum Verkaf bezilt, op ee Véierel vun engem sengem duerchschnëttleche Steiersaz erofgesat. Ausserdeem geet et duer, wann een nëmmen zwee Joer Proprietär vun dëser Immobilie ass.

Véiertens, d'Erëmaféiere vun der steierlecher Neutralitéit vun de Plus-valuen op Immobilien. Wann ee bis den 30. Juni 2025 en Immeuble verkeeft, da kann een d'Plus-value op dësem Verkaf steierlech neutraliséieren ënnert der Konditioun, dass dës Plus-value entweeder op eng Immobilie transferéiert gëtt, déi ënnert dem Regimm vun der Gestion locative sociale verlount gëtt, oder dass déi d'Immobilie A+-klasséiert gëtt, wat d'Energieperformance, d'thermesch Isolatioun an d'Ëmweltperformance ugeet. Dëst mussen nei gebaute Gebaier sinn an den Transfert vun der Plus-value muss bis spéitstens d'Steierjoer 2026 gemaach ginn.

Fënneftens, d'Eropsetze vum Taux a vun der Dauer vum Amortissement vu Mietwunnengen. Ab deem Joer, wou d'Immobilie fäerdeggestallt ass, an déi follgend sechs Joer kann den Investisseur vun zousätzleche 4 % Amortissement profitéieren. Dës 4 % komme bei déi 2 % Amortissement derbäi, déi op all Immobilie kënne geltend gemaach ginn. De gesamten Amortissement beleeft sech also op 6 % vum Wäert vun der Immobilie ouni den Terrain. Den Abattement, dee pro Joer geltend gemaach ka ginn, däerf net méi héich si wéi 250.000 Euro. Dës Moossnam zielt fir all VEFA, also Vente en l'état futur d'achèvement, där hiren Akt bis den 30. Juni 2025 beim Notär ënnerschriwwe gëtt.

Här President, an hirem Avis vum 27. Januar 2025 erkläert d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sech generell averstan mat all Moossnam, déi de Leit et erlaabt, zu engem Eegenheem ze kommen. Si bedauert awer, dass grad bei deenen, déi et am néidegsten hunn, dës Hëllefen net ëmmer ukommen. Dobäi schwätzt si och vun de Primo-acquéreuren, also deene Leit, déi hir éischt Wunneng kafen, fir selwer dran ze wunnen. Dës Leit profitéiere vum Eropsetze vum Bëllegen Akt vun 30.000 op 40.000 Euro.

D'Chambre des Métiers ass an hirem Avis vum 5. Februar 2025 och frou, dass d'Moossname verlängert ginn. Si weist nach emol drop hin, dass d'Fuerderung no enger VEFA mat enger Energieperformance vun der Klass A+ vill méi deier ass wéi wann et just eng A-Klass wier. Des Weidere bedauert si, dass just Privatpersoune vun dëse Moossname profitéiere kënnen a keng moralesch Persounen.

D'Chambre de Commerce bedauert genee wéi d'Chambre des Métiers, dass just Privatpersoune vun dëse Moossname profitéiere kënnen. Si freet, dass de Plaffong vun de Scholdzënsen, déi kënne steierlech ofgesat ginn, eropgesat gëtt. Mee am Allgemenge begréisst si d'Verlängerung vun de Moossnamen.

De Staatsrot huet sech a sengem Avis vum 25. Februar 2025 zimmlech kritesch mam Gesetzesprojet auserneegesat, wat d'Lafzäit dovunner ugeet. Hie weist op de Prinzipp vun der Annualitéit vun de Steieren hin. Aus dësem Grond recommandéiert hien, fir déi sechs Méint Verlängerung vun de Moossname just am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 22. Mee 2024 virzegesinn an net an d'Steiergesetz anzeschreiwen.

Laut dem Finanzministère ass et awer méi lieserlech, alles direkt am Steiergesetz anzeschreiwen. An doweinst proposéiert hien, bei sengem Text ze bleiwen. Ausserdeem huet de Staatsrot och nach verschidde legistesch Remarke gemaach.

Här President, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Discussion générale

Ech fueren elo virun als mandatéierte Spriecher vu menger Partei. Et gëtt vill diskutéiert, ob et sënnvoll ass, dës steierlech Mesüren ëm sechs Méint ze verlängeren oder net.

Mee kucke mir einfach emol d'Zuelen, déi de Finanzminister eis an der zoustänneger Kommissioun matgedeelt huet. Am Joer 2021 goufe ronn 19.200 Akte mat enger Immobilienübertragung gemaach. Dovunner ware ronn 3.300 Akte fir VEFAen. Also d'VEFAen hunn ongefeier 17 % vun den Akten ausgemaach.

2022 waren et 16.000 Akten, also scho bal 3.000 manner wéi dat Joer virdrun. An dovunner waren 2.300 Akte fir VEFAen. Dat sinn nach 14 %.

Am Joer 2023 leie mir bei 11.250 Akten, wouvunner der just nach 814 fir VEFAe sinn. Dat entsprécht 7 % vun all den Akten.

Fir d'Joer 2024 sinn et 11.990 Akten an dovunner ronn 1.000 fir VEFAen. Dat sinn 9 %. Hei ass et awer interessant drop hinzeweisen, dass aleng am Mount Dezember 316 Akte gemaach gi si fir VEFAen, also bal een Drëttel vun all den Akte fir d'Joer 2024.

Am Januar vun dësem Joer goufen am Ganzen 1.474 Akte gemaach, an dovunner waren der 76 fir VEFAen, also ronn 12 %.

Mir gesinn aus dësen Zuelen, dass de Verkaf vun de VEFAen erëm esou lues unzitt, mee et geet nach lues virun a mir sinn nach laang net um Niveau vun 2021 ukomm.

Duerfir ass et an den Ae vun der CSV richteg a wichteg, dass mir dës Steiermesüren ëm sechs Méint verlängeren. Och wa mir nach keng definitiv Zuele vum Minister kritt hunn, wat den Déchet fiscal vun de Mesüren aus dem éischte Paquet Logement vun 2024 ugeet, esou rechent d'Steierverwaltung dach awer mat 133 Millioune fir dat Joer.

Ee Punkt, deen aus eiser Siicht och nach wichteg ass ervirzesträichen, sinn d'Mesüren, déi de Primo-acquéreuren entgéintkommen, also deene Leit, déi hir éischt Immobilie kafen. Ech hat et schonn a mengem mëndleche Rapport gesot, mee ech weisen nach eng Kéier op de Crédit d'impôt Bëllegen Akt hin, fir Leit, déi selwer an d'Immobilie wunne ginn. Bis den 30. Juni vun dësem Joer beleeft dëse Crédit d'impôt sech nach op 40.000 Euro pro Persoun amplaz vun 30.000. Dëst bedeit, dass eng Eenzelpersoun, déi hir éischt Immobilie keeft, keng Aktkäschte bezilt bis zu engem Kafpräis vu 571.000 Euro. Fir eng Koppel verduebelt dëse Kafpräis sech op 1.142.000 Euro.

Zousätzlech kënnt do nach d'Reduktioun vun der Hallschent vun der Base imposable op den Enregistrements- an Transcriptiounskäschten derbäi. Och dës Mesür gëllt bis den 30. Juni 2025.

Mat der Verlängerung vun dëse steierleche Mesüren hoffe mir, dass de Logementsmarché weider unzitt. An deem Sënn stëmme mir als CSV dëse Gesetzesprojet selbstverständlech mat. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Adehm. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Patrick Goldschmidt.

Une voix | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo net méi op déi eenzel Mesüren agoen, well dat jo schonn ausféierlech elo vun der Rapportrice gemaach ginn ass.

Wann een de leschten Zuele vum Observatoire de l'habitat an dem Statec gleeft, da kann ee feststellen, dass de Logementsmarché nees unzitt an déi kritesch Phas hannert sech huet. Déi lescht Zuele weisen, datt tëscht Dezember 2023 an Dezember 2024 e Plus vun iwwer 270 % bei der Unzuel vu Ventë vun Appartementer, déi sech nach am Bau befannen, ze verbuchen ass, woubäi een hei muss oppassen, wann ee vu Prozenter schwätzt. 270 % bei enger niddreger Zuel ass ëmmer nach ganz wéineg a vill, vill manner wéi déi Zuelen, déi virdrunner genannt gi si vun 2021 an 2022. Et muss een also déi Zuelen an de Kontext setzen. De Marché hat 2023 ganz wéineg Aktivitéit an een Deel vun dësem Chiffer geet mat Sécherheet op de VEFA-Opkafprogramm vum Staat a vun der Stad Lëtzebuerg zréck.

Och d'Erofsetze vun den Enregistrementskäschte vu 7 op 3,5 % huet de Leit nach en zousätzlechen Incentive ginn, eng Wunneng ze kafen, sief dat eng VEFA oder eppes, wat scho gebaut ass.

Duerch déi sëlleg steierlech Virdeeler mierke mir, datt de Marché mat all deenen Aktivitéiten an Aarbechtsplazen, déi hannendrun hänken, sech awer erëm an déi richteg Richtung beweegt. Et ass vu gréisster Bedeitung, datt mir derfir suergen, datt weiderhi genuch Aktivitéit stattfënnt, well mer anerwäerts riskéieren, d'Aarbechtsplazen ze verléieren, wat natierlech dann och de Sozialstaat belaascht. Bei feelender Aktivitéit kéint et souguer sinn, datt mir als Lëtzebuerg an dësem Fall eng considerabel Zuel vun Aarbechter géife ganz verléieren.

Här President, all dës Mesüren hunn derzou gefouert, datt de Marché sech lues a lues erkritt. A jo, ech héieren elo schonns vu verschiddene Leit, datt d'Mesüren, déi d'Regierung en place gesat huet, net effektiv sinn.

Une voix | Jo. Très bien!

(Hilarité)

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Ech hunn drop gewaart. Mee do kann ech nëmme soen, datt d'Zuelen, déi mer am Moment gesinn, en Trend an déi richteg Richtung weisen. Jo, et muss nach vill gemaach ginn, fir datt de Marché sech nach weiderhi verbessert an da stabiliséiert, mee wann een e Réckbléck mécht an d'Zuele kuckt, da fanne mir als Demokratesch Partei, dass d'Regierung 2024 déi richteg Mesüre geholl huet, fir de Wunnengsbau ze förderen a parallell déi vill verschidden Aktivitéiten ze ënnerstëtzen.

Mam neie Schwong an de favorabelen Zënsen, déi sech iwwert déi lescht Méint entwéckelt hunn, hu mer gesinn, datt d'Leit dobaussen erëm ufänken, Vertrauen an de Wunnengsbau ze kréien. Deen Trend gëllt et elo weiderzeféieren, an d'Regierung huet mat der Verlängerung vun dëse spezifesche Mesüre bis den 30. Juni 2025 dofir de Grondstee geluecht.

Wann dësen Trend elo weidergefouert gëtt, da wäert eise Marché – sief dat d'VEFAen, de Bestand an och de Locatiounsmarché – sech weiderhi stabiliséieren. Am Juli kucke mer dann, ob d'Mesüren duerginn oder ob mer dat Ganzt nach eng Kéier mussen analyséieren.

Plusieurs voix | A!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Mee dem Statec säin neiste Rapport huet awer gewisen, dass d'Courbe no uewe geet, soudass mer zouversiichtlech sinn, dass den 30. Juni dee richtegen Datum ass.

An domadder géif ech och ofschléissen an den Accord vun der DP-Fraktioun fir d'Verlängerung vun dëse Mesüre ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goldschmidt. An da wier et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Haut de Moien hu mer schonn iwwer e klenge Kaddo fir d'Promoteuren ënnert der Form vun enger Aide aux fouilles archéologiques am Kader vum Patrimoinesgesetz geschwat.

Abee, haut de Mëtteg schwätze mer dann iwwer eng Partie weider Steiermesüren oder Steierkaddoen, d'Verlängerung dovunner, fir Investisseuren am Beräich vum Logement.

An ech géif et gären direkt virewech soen: Eis Meenung als LSAP zu dësem Paquet Logement huet sech net geännert säit der initialer Adoptioun. Am Mee vum leschte Joer krute mer dës Mesüren als grouss Wonnerléisung fir de Bau presentéiert. Mam Bëllegen Akt fir Investisseure géif et um Bau erëm esou richteg rullen.

Abee – an dat musse mer haut constatéieren –, esou war et leider net! Keng vun de presentéierte Mesüren huet groussaarteg derzou bäigedroen, dass d'Aktivitéit um Bau erëm geklommen ass.

D'lescht Woch krute mer nach vum Statec gesot, dass et ganzer 144 Wunnengen zousätzlech waren am drëtten Trimester, déi als VEFA-Kontrakt verkaaft gi sinn. A jo, et ass richteg, dass am véierte Quartal d'Zuel vu verkaafte VEFAen erëm geklommen ass, wat awer leider, oder wat einfach faktuell – an den Här Goldschmidt huet dat elo just zouginn – wéinst dem staatlechen Opkafprogramm an och dem Opkafprogramm vun der Stad Lëtzebuerg causéiert gouf.

Här President, mir sinn der Meenung, dass hei eng Opportunitéit verpasst gouf. Déi Kris am Bausecteur, déi hätt kënnen anescht genotzt ginn.

D'Méiglechkeet hätt bestanen, hei wierklech e grousse Coup ze landen. Dat ass leider net geschitt. Deen Opkafprogramm, deen decidéiert gouf iwwer e puer Joer – ech mengen, et sinn eng 450 oder bal 500 Milliounen –, deen hätt an eisen Ae vill méi héich misse sinn. Deen hätt wierklech kënnen dës Flaute am Marché exploitéieren. A mir hätte missen higoen an am Fong massiv Terrainen a VEFAen opkafen, fir eis wierklech e Park un abordabele Wunnengen zouzeleeën, um Niveau vun de Gemengen, mee awer och um Niveau vum Staat.

Mir schwätzen hei am Fong iwwer e Paquet, deen u sech eng Läscht vu Steierkaddoen ass fir eng bestëmmte Schicht vu Leit, déi och gewisen hunn, dass se an hirem éischte Joer net déi erwënscht Léisunge bruecht hunn. Als Konsequenz hu mer haut also nach eng Kéier dëse Paquet do leien, dee mer dann elo sollen ëm sechs Méint nach eng Kéier verlängeren. Mir sinn der Meenung, dass dat net de richtege Wee ass, fir der Wunnengskris ze begéinen.

Ech wëll dat hei soen, dass mir déi Kritick als LSAP hunn, mee dass mer awer beileiwen net déi eenzeg sinn. D'Lëtzebuerger Zentralbank huet an hirem Avis zum Budget d'lescht Joer virdru gewarnt, dass dës Steierkaddoen, dës Demande-Politick, präisdreiwend kéinte wierken, wéi se dat och an der Vergaangenheet ëmmer erëm gemaach hunn. De Gouverneur vun der Zentralbank nennt dës Zort vu Politick antisozial an antikompetitiv, well se weeder eppes fir den Accès zum Logement nach eppes fir de Standuert mécht. Den FMI, och net grad e sozialisteschen Thinktank, huet am Kader vu sengem Concluding Statement bei senger Missioun hei zu Lëtzebuerg och nach emol betount: „Mat dëser Politick setzt Der op dat falscht Päerd." Net d'Demande, mee d'Offer misst an d'Luucht gesat ginn. Nëmmen esou kritt een d'Präisser op Dauer an de Gréff.

Wa mer eis awer, wéi gesot, déi neisten Zuele vum Statec ukucken, sou wéi mer se d'lescht Woch matgedeelt kruten, sou gesi mer, dass d'Präisser u sech elo erëm unzéien, dat heescht hei fänke mer elo schonn un, soubal d'Zënsen erëm erofgaange sinn, dee Cercle vicieux ze gesinn, virun deem eis d'Zentralbank an och den FMI warnen. D'Präisser klammen erëm, ouni dass awer erëm méi gebaut gëtt, wéi dat nach wärend de Boom-Joren de Fall war. A wéi gesot, och dat ass virausgesot ginn an et ass u sech keng Surprise, dass mer haut an där Situatioun do sinn.

De Message, dass déi Mesüren elo net solle verlängert ginn, schéngt ukomm ze sinn, Här Minister. Dir hutt dat um Radio och nach eng Kéier gesot viru Kuerzem. An de Porte-parole, de President vun der Chambre immobilière, den Här Scheuren, huet och gemengt, dass Der zum Schluss komm wäert, dass dës Mesüren u sech net immens effikass wieren, an en huet sech gefrot, wat dann elo géif duerno kommen. A vläicht kënnt Der eis dozou och elo schonn eppes soen, wat Är Gedanke sinn. Den Här Goldschmidt schéngt sech jo schonn e puer Gedanke gemaach ze hunn. Abee, Dir kënnt eis vläicht och soen, wat Är Iddien dozou sinn.

Här President, zum Schluss nach eng Kéier: Mir mengen net, dass déi Kris, déi mer gesinn hunn, eppes ze dinn hat mat feelende potenzielle Keefer. Mir mengen, dass se vill ze dinn hat mat ze héije Präisser, nach wie vor um Baumaart an insbesonnesch bei VEFAen. Déi Präisser si liicht gefall, ëm ongeféier 15 %. Parallell sinn d'Zënsen elo amgaang ze falen an dat explizéiert och eng gewësse Relance, mee mir fäerten, dass mer mam Prolongement vun dësem Pak u sech erëm an dee Cercle vicieux vun enger Unheizung vun de Präisser kommen an doduerch am Fong de Contraire vun deem bewierken, wat mer u sech gären hätten.

Dofir, Här President, wäerte mir dëse Projet de loi net matstëmmen. Mir fannen awer och net alles schlecht heirun an dofir géif ech och gären e Vote article par article froen, …

(M. Franz Fayot dépose une demande de vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8470.)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | … well mer den Artikel 6, …

Jo, Här Clement, vive d'Demokratie, hein?

M. Sven Clement (Piraten) | Hunn ech elo iergendeppes gesot?

M. Franz Fayot (LSAP) | … wou et u sech …

Är Kierpersprooch schwätzt fir Iech.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Géint.

(Hilarité)

M. Franz Fayot (LSAP) | Den Artikel 6, deen u sech de Bëllegen Akt op 40.000 Euro eropsetzt fir Primo-acquéreuren, mir fannen dee gutt a mir sinn der Meenung, dass dat eng Mesür ass, wou een och nach kéint driwwer nodenken, se iwwert d'Dauer vun dësem Projet de loi ze verlängeren. An dofir hätte mer gären e Vott iwwert déi Dispositioun am Gesetz.

An, Här President, ech ginn Iech och nach eng Motioun of, wou mer d'Regierung invitéieren, sech u sech drun ze halen, dass dëst Gesetz net iwwert den 30. Juni prolongéiert gëtt, dass dat am Fong en Engagement ass, deen haut geholl gëtt, a wou mer awer och gären hätten, dass d'Regierung en Transparenzmechanismus aféiert, well mir schwätzen ëmmer erëm driwwer, dass déi Demandemesüre sollen am Endeffekt agepräist ginn an de Prix d'acquisition, deen d'Vendeuren an d'Promoteure froen. Abee, mir sinn der Meenung, dass et am Fong gutt wär, wann een do eng Transparenz géif kréien, dat heescht wann eng Obligatioun agefouert géif ginn, dass d'Vendeuren, d'Promoteuren hire Präis opschlësselen – wat de Prix du terrain ass, wat de Prix de la construction ass –, fir dass een eeben och ka gesinn, wat d'Partie ass vun den Aiden, vun de Steiermesüren, déi sech op dee Präis do dann dee Moment repercutéieren.

Mir mengen, dass dat eng effikass Method wär, fir méi Transparenz an dee Marché do eranzebréngen an doduerch och eng Partie Abusen ze evitéieren.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi n° 8470 propose de prolonger jusqu'au 30 juin 2025 plusieurs mesures fiscales introduites en mai 2024 dans l'objectif de relancer le marché du logement ;

– notant que ces dispositifs, et notamment les incitants fiscaux en faveur des investisseurs, n'ont pas démontré d'effet significatif sur la relance de l'activité dans le secteur de la construction, mais semblent avoir eu un effet flambant sur les prix de l'immobilier, comme l'ont relevé les données fournies par le Statec ;

– considérant que la spéculation foncière et les incitations fiscales mal ciblées ont été des facteurs aggravants de la crise du logement au Luxembourg au cours des dernières années ;

– considérant que dans le projet de loi n° 8470, le seul outil fiscal directement favorable à l'accession à la propriété des ménages non propriétaires est le « Bëllegen Akt » en faveur des primo-acquéreurs ;

– soulignant qu'une politique de logement juste et efficace doit cibler prioritairement les ménages qui n'ont pas encore pu accéder à la propriété, et non favoriser la rentabilité d'investissements privés ;

– soulignant qu'il est nécessaire de renforcer la transparence sur les prix pratiqués dans les transactions immobilières afin de mieux protéger les acquéreurs,

invite le Gouvernement

– à mettre fin, à l'échéance prévue du 30 juin 2025, à l'ensemble des incitations fiscales prévues en faveur des investisseurs dans le cadre de la loi n° 8470 et à ne pas reconduire ces mesures au-delà ;

– à maintenir de manière permanente le crédit d'impôt « Bëllegen Akt » à hauteur de 40.000 euros pour les primo-acquéreurs, comme outil central de soutien à l'accès à la propriété ;

– à mettre en place un mécanisme de transparence obligatoire sur la formation des prix dans les ventes immobilières, imposant aux promoteurs et vendeurs d'indiquer clairement, dans tout contrat de vente, la ventilation du prix total entre la valeur du terrain, les coûts de construction et l'impact des aides fiscales et/ou étatiques.

(s.) Franz Fayot, Yves Cruchten, Claire Delcourt, Georges Engel, Paulette Lenert.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot. An d'Wuert ass elo fir den Här Sven Clement fir Fait personnel.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech war jo virdrun … Den Här Fayot huet jo gemengt, en hätt aus menger Kierpersprooch eppes erausgelies iwwert seng Demande, déi e grad agereecht huet. Ganz am Contraire.

Et ass u sech … Meng Kierpersprooch huet ausgedréckt, datt mer grad driwwer geschwat haten, wéi mer déi lescht Joren hei, wéi hien nach Minister war, Motiounen a Propositiounen deposéiert hunn, fir eng Deckelung anzeféiere vun de Fraise bei den Immobilièren, a wéi hien als Minister dat ëmmer blockéiert huet. An elo schwätzt e vu Präis erofsetzen.

An deementspriechend hat ech eng Kierpersprooch, déi nach e bëssen eng Frustratioun mat senger deemoleger Positioun par rapport zu der haiteger Positioun ausgedréckt huet, mee ech sinn awer ganz frou, datt seng Positioun mëttlerweil evoluéiert huet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dat war eng Explikatioun a keng Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, mee et war Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo, mee dat war richteg. Jo, et war eng Explikatioun fir de Fait personnel.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dierf ech eppes dozou soen, Här President?

Une voix | Nee.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Fayot brauch do näischt dozou ze soen. Dat war keng Fro. Et war eng Explikatioun a keng Fro. An deem Sënn …

(Interruptions)

Nee. Nee. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fred Keup.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da maacht Der dat bei der Motioun.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo, dat geet.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Ech probéieren dann, erëm e bëssen Zäit guttzemaachen. Dat wäert mer och elo geléngen.

Virun engem Joer huet d'Chamber hei Moossnamen decidéiert, fir eeben hei d'Keef an d'Verkeef vu Wunnengen erëm unzekuerbelen a fir aus enger Kris erauszekommen, an där mer dra waren.

Wéi et gewiescht wier, wann d'Regierung – respektiv d'Chamber, well et ass jo d'Chamber, déi d'Decisiounen hëlt, net d'Regierung –, wann d'Chamber déi Decisiounen net geholl hätt, dat wäerte mer ni gewuer ginn.

Mir sinn op jidde Fall iwwerzeegt, dass dës Moossnamen eppes bruecht hunn, alleguerten. Vläicht net alles dat, wat een sech erwaart huet, mee et wier sécherlech méi schlëmm gewiescht ouni dës Moossnamen, souwuel fir d'Leit, déi eppes wëlle kafen, wéi déi, déi eppes wëlle verkafen, wéi natierlech och fir d'Betriber an och d'Promoteuren, déi involvéiert sinn.

Dofir freeë mer eis och haut, wann dës Moossnamen haut vun der Chamber hei verlängert ginn. An déi fënnef Stëmme vun der ADR, déi misst Der do derfir hunn.

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un der honorabeler Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir diskutéieren haut iwwert d'Verlängerung vun engem Moossnamepak, dee virun engem Joer als eng temporär Reaktioun op eng schwéier Kris um Baumaart lancéiert gouf, mee wéi esou oft an der Politick: „Il n'y a que le provisoire qui dure." An den Här Goldschmidt huet mer elo e bësse Suerge gemaach. En hat dat schonn an der Kommissioun gemaach, well en elo schonn erëm eng Lanz dofir brécht, dass mer dee Provisoire nach sollte weider verlängeren. Ech zielen awer do op de Finanzminister, deen dës Kéier nach méi kloer wéi bei dem urspréngleche Projet, wou en dat och scho gesot hat, gemengt huet, et wär net sënnvoll, dat heiten nach eng Kéier ze verlängeren. An dofir sinn ech och ganz dankbar iwwert déi Motioun vun der LSAP. Da kréie mer jo Kloerheet iwwert d'Positioun.

Dass ech net falsch verstane ginn: Mir verstinn natierlech, datt dem Bausecteur an dem Handwierk ënnert d'Äerm gegraff gëtt an dass probéiert gëtt, de Marché ze stabiliséieren. Mee ech denken awer, mir missten e bëssen differenzéieren. Wien ënnerstëtze mer? Wéi eng Moossnamen hëllefe wierklech? A virun allem: Wéi eng riskéieren, méi spéit en neie Präisdrock ze provozéieren?

Fir d'éischt emol zu deem, wat mer ganz positiv fannen. Dat ass de Bëllegen Akt fir d'Eegenheem. Ech wëll et kloer soen: Mir si fir déi Verlängerung vum Bëllegen Akt fir déi Leit, déi eng Wunneng kafen, fir selwer dra wunnen ze goen. Dës Moossnam hëlleft Jonken, si hëlleft Koppelen, si hëlleft Familljen am Sprong an d'Proprietéit. An dëse Kreditt, deen hëlleft och geziilt do, wou en dann och effektiv gebraucht gëtt. Hei geet et ëm Accessibilitéit an net ëm Rendement.

Dat anert awer, d'Mesüre fir d'Investisseuren: Hei ass de Risiko vun engem neien Drock op d'Präisser, dee reell ass. De Franz Fayot huet och schonn déi Referenze genannt – et gëtt der nach – vun deene Leit, déi d'Budgete kommentéieren, déi ganz grouss Reserven hunn, wat déi Moossnamen do ubelaangt. D'Reduktioun vun der Besteierung op d'Plus-value, den acceleréierten Amortissement an och de Crédit d'impôt fir Locatiounsinvestisseure si Mesüren, déi kloer drop setzen, datt d'Leit eng Wunneng kafen als Investitioun, voire als Spekulatiounsobjet, an eeben op en zolitte Rendement spekuléieren.

De Staat awer huet eng Verantwortung an et geet eigentlech drëm, dass mer baue sollen, amplaz déi ze subventionéieren, déi an de Bau, an de Wunnengsbau investéieren.

Et besteet e reelle Risiko, datt dës Moossnamen – also déi fir d'Investisseuren – präisdreiwend wierken an domat de Problem verschäerfen, dee mer um Wunnengsmaart kennen, amplaz en ze léisen.

Mir verstinn natierlech de Grondgedanken, dass de Bausecteur soll ënnert d'Äerm gegraff kréien, a mir deelen och de Wëllen, de Bausecteur an d'Handwierk ze stabiliséieren, mee déi Jalonen, déi hei gesat ginn, déi sinn an onsen Ae falsch.

Eng Wunneng, déi als Investitioun a fir Profitt kaf gëtt, dréit net zur Schafung vun deem bäi, wat mer am meeschte brauchen, an zwar dem bezuelbare Wunnraum. Wunnengen, déi an ëffentlecher Hand bleiwen, kënne genausou gutt och vu private Betriber gebaut ginn. Si ginn d'ailleurs och vu private Betriber gebaut, mam Ënnerscheed, datt se dono zu faire Präisser kënne verlount ginn.

Dofir geet et net duer, Steierkaddoen un Investisseuren auszedeelen. Wa mer wierklech Wunnraum wëlle schafen, da muss de Staat och seng eege Verantwortung iwwerhuelen als aktive Bauhär an als Motor um Terrain. A wat heescht dat konkreet? D'staatlech Ausschreiwunge musse weider massiv eropgesat ginn. Et sollen nach méi massiv VEFA-Wunnengen opkaf ginn an d'staatlech Promoteure solle méi a méi konsequent bauen. Mir hätten och gär, dass eng Meerwäertabgabe agefouert gëtt, wa bei administrativen Decisioune Plus-valuen um Terrain entstinn.

An deem Kontext stellt sech och eng Fro un Iech, Här Minister: Wou bleiwen déi ukënnegt Public-private-Partnership-Projeten, wou jo sollt mam Privatsecteur erschwéngleche Wunnengsraum realiséiert ginn? A wéi gesäit et och mam SPV Prolog aus, deem Instrument, dat zesumme mat de Banke geschaf gouf? Gëtt dat aktiv genotzt oder ass et méi eng symbolesch Initiativ bliwwen?

De Staat huet och eng Verantwortung: net nëmme schenken, mee och froen. Et kann net sinn, datt virun allem déi ënnerstëtzt ginn, déi kapabel sinn, ze investéieren, mee datt kee steierlechen Drock op déi ausgeüübt gëtt, déi hir Responsabilitéit als Proprietär net wouerhuelen. De Staat huet net nëmmen eng Förderverantwortung, mee och eng Regulatiounsverantwortung. Wéi ass et mat deene villen direkt bebaubaren Terrainen, déi net bebaut ginn? Wéi ass et mat den onzielege Gebaier a Wunnengen, déi eidel stinn, obwuel eng Nofro do ass? Wou bleiwen déi steierlech Contrainten? Wou bleiwen d'Instrumenter, déi scho laang um Dësch leien? D'Reform vun der Grondsteier, d'Mobiliséierung vu broochleienden Terrainen, d'Besteierung vun eidel stoende Wunnenge goufen deposéiert. Wou si se drun? Mir wieren immens frou, wann do mat deem selwechten Äifer géing geschafft gi wéi bei deene Mesüren hei.

Mir géifen eis wënschen, datt de politeschen Elan, dee ganz kloer do ass, fir d'Investisseuren ze ënnerstëtzen, och do wier, wann et drëm geet, d'Responsabilitéit anzefuerdere vun deenen, déi potenzielle Wunnraum blockéieren, zeréckhalen oder spekulativ eidel stoe loossen, respektiv fir mat politeschem Courage d'Incentives wierklech esou ze setzen, datt mer endlech virukomme beim Leerstand a beim Logement, deen abordabel ass.

D'Wunnengskris léist een net mat Bonifikatiounen. Si verlaangt Courage, fir déi an d'Verantwortung ze huelen, déi se verweigeren (veuillez lire: déi d'Responsabilitéit verweigeren).

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Wunnengskris léist een net mat finanziellen Incentives. Ech si mat villem averstanen, wat d'Madamm Tanson virdru gesot huet. Ech si mat där Konklusioun vläicht net ganz averstanen. Ech mengen, datt et eng ganz Rëtsch Incentivë ka ginn, zumindest op Keefersäit, déi ee ka mobiliséieren, fir datt een eebe grad iwwerhaapt d'Acquisitioun méiglech ka maachen. Ech mengen, datt mer deelweis och mussen dru schaffen, datt d'Offer an d'Luucht geet. An ech mengen net, datt all déi Mesüren, déi mer elo haut hei nach eng Kéier verlängeren, genau dat Zil erfëllen.

Ech mengen, datt dat och déi grouss Fro vun deem heite Projet ass, ob mer iwwerhaapt dat Zil, dat mer eis gesat hunn, nämlech engersäits d'Offer ze steigeren, iwwerhaapt erfëllen oder ob mer nëmmen op der Demandesäit eppes gemaach hunn. An ech hu bis elo zumindest perséinlech d'Gefill, datt mer hei haaptsächlech op der Demandesäit nach e bëssen de Marché um Liewe gehalen hunn, awer op der Offersäit net wierklech derfir gesuergt hunn, datt méi gebaut gëtt, an dat ass trotz alle Krisen nach ëmmer de Problem, dee mer hunn. Well wa mer elo aus där heite Situatioun erauskommen, dann hu mer erëm eng Situatioun, wou net genuch Wunnraum do ass fir all déi Leit, déi Wunnraum sichen an déi Wunnraum brauchen. An da geet et erëm weider mat deem nämmlechte Cercle vicieux. Dat heescht u sech musse mer vill, vill méi maachen op der Offersäit, méi bauen, méi séier bauen, méi dicht bauen. Mir haten de Moien nach eng Motioun, wou et drëm gaangen ass, datt al Saachen ofrappe géif Wunnraum zerstéieren. Ech bleiwen dobäi: Méi bauen an eeben och méi dicht bauen an iwwerhaapt méi op deene Plaze bauen, wou vläicht virdru manner stoung, ass dat, wat eis kann aus där Situatioun erausbréngen.

Dofir mengen ech net, datt dat heiten déi Sëlwerkugel ass, mat där mer dee Problem hei an de Grëff kréien. Gradesou beim Bëllegen Akt si mir als Piraten awer e bësse skeptesch doriwwer, wéi en am Moment ausgestalt ass. Fir eis ass et ganz kloer, datt dee muss fir eng Résidence primaire an u sech fir Primo-acquéreure gëllen, fir datt mer net herno a komesch Situatioune kommen, wou Deeler dann och fir aner Zwecker benotzt ginn.

Ech mengen net, datt mer méi Incentivë fir Investisseure brauchen, well de Problem hu mer net op der Demandesäit. Mir hunn am Moment e Problem op der Offersäit. An dat ass de grousse Problem. An op der Demandesäit: Den eenzege Problem, dee mer hunn, dat ass, datt net genuch Offer do ass an datt d'Präisser ze héich sinn. An dann ass et net fir deene Leit, déi et sech leeschte kënnen, et nach méi einfach ze maachen, fir et sech ze leeschten. Dann ass et, fir fir déi, déi Problemer hunn, et sech leeschten ze kënnen, Weeër ze fannen, fir datt déi zu engem éischten Eegenheem kommen. Dat ass fir eis op alle Fall dat Kruziaalt. An dofir mengen ech net, datt mer hei eppes fir Multiproprietäre musse maachen. Ech mengen net, datt mer eppes musse maache fir Leit, déi schonn eppes hunn. Mir mussen hei eppes maache fir déi Leit, déi iwwerhaapt emol déi éischte Kéier eppes wëllen acquerëieren.

Dofir: Bëllegen Akt, Primo-acquéreur, absolutt d'accord, datt mer Incentiven hunn, déi et de Leit erlaben, eng éischte Kéier zu Eegentum ze kommen. Absolutt d'accord! Wann et awer drëm geet, hei Multiproprietären nach eng Kéier fiskalesch ze entlaaschten, domadder hu mer definitiv eise Bauchwéi.

Mir hunn deen heite Projet déi éischte Kéier matgestëmmt, well mer wierklech an enger akuter Kris op deenen zwou Säite vum Marché waren. Op der Demandesäit schéngt sech déi Kris esou lues ze leeën. Ech verstinn dofir, datt se nach eng Kéier ëm en halleft Joer – bon, elo nach dräi Méint – da soll verlängert ginn, fir e Phase-out ze hunn. Wat fir eis awer ganz kloer ass, ass, datt dat hei net nach eng Kéier ka verlängert ginn, Well soss setze mer déi falsch Signaler. De Minister huet ëmmer gesot, dat hei wäre Mesüren, déi cibléiert kuerzfristeg misste gëllen, well mer soss och déi falsch Incentivë géife schafen. A genau dat musse mer dann och maachen.

An dofir gi mir hei nach eng Kéier eisen Accord, mee eng zweete Kéier kritt Der en heifir net.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. Erlaabt Der, datt d'Madamm Tanson Iech eng Fro stellt?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass eng Kloerstellung. Well effektiv, ech wollt natierlech „net nëmmen" soen, an ech hunn am Eifer des Gefechts, well meng Zäit mer fortgelaf ass, den Nëmme vergiess ze soen. Mee den Här Clement hat Recht mat senger Remark. Natierlech kann dat e klengen Deel dovunner sinn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon ...

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président de séance | O! Hei, wannechgelift. Den Här ...

(Interruption)

Ok. Här Wagner, et ass un Iech.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ok, Här President. Also, virun engem knappe Joer stoung ech op dëser Plaz an hunn argumentéiert, firwat Steierkaddoe fir Groussbesëtzer a Promoteure Logementskrisen ausléisen a verschäerfen an net dozou bäidroen, se ze léisen, aneschters wéi d'Piraten. An haut stëmme mer iwwer eng Verlängerung vun dëse Steierkaddoen of. A wéi schonn d'lescht Joer, stëmme mir och dës Kéier selbstverständlech dergéint.

Ech mengen, datt déi Verlängerung u sech eng vun de gréisste Faillitte vun dëser Regierung ass. An et gëtt der vill.

(Brouhaha)

An et gëtt der vill. An do ass e Concours amgaangen innerhalb vun der Regierung, fir Saachen ze maachen, déi sënnlos sinn an déi awer de Steierzueler immens vill Sue kaschten.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Warscheinlech 138 Milliounen u Steiergelder, gëtt da geschat ...

(Interruption)

Et ass vill Geld, wou DP, CSV an ADR der Meenung sinn, datt dat soll a Yachte vu Promoteuren investéiert ginn.

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Wouriwwer schwätze mir konkreet?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

D'Steiermesüren, déi hei verlängert solle ginn, hunn zum Zil, d'Rentabilitéit an d'Investitiounen an de Bau vu Wunnengen, am Besonneschen am Locatiounsberäich, eropzesetzen a Groussgrondbesëtzer ze iwwerzeegen, Terraine weiderzeverkafen, andeem se Steieren op der Plus-value erlooss kréien.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | An der Vergaangenheet goufen esou Mesüren, ënner anerem d'Intensivéierung vum Amortissement accéléré – dat war och

scho bei der viregter Regierung – an déi nach méi déif Besteierung vu Benefisser op Terrainsverkeef, scho mol agefouert an ëmmer erëm ofgeschaaft, nodeems allkéiers d'Feststellung gewuess war, dass dat iwwerhaapt näischt bréngt. Wat hei geschitt, ass irresponsabel an e liichtfankegen Ëmgang mat de Steiergelder.

Här President, déi lescht Donnéeë vum Logementsmarché schwätzen eng däitlech Sprooch: Déi eenzeg Sparten um Immobiliemarché, déi erëm lues a lues ulafen, sinn déi scho bestoend Appartementer an Haiser. Dat si Privatleit, déi u Privatleit verkafen an déi och bereet waren, 20 % mam Präis erofzegoen.

Déi sougenannte VEFAen – also Wunnengen um Plang, also en gros d'Offere vun de Promoteuren –, déi sinn nach ëmmer op historesch déiwem Stand! Mat de Präisser sinn d'Promoteure just wierklech marginal erofgaangen. Si hu léiwer de Choix gemaach, um Präis festzehalen an de Volume erofzesetzen – wat Gëft ass an engem Land, wou scho vill Wunnenge feelen! Ouni déi dach relativ spärlech Opkeef vu VEFA-Projete vum Staat, vun der Stad Lëtzebuerg – déi ech och ëmmer matstëmmen – an dem Fonds du logement, wier an deem Marché do quasi null Aktivitéit gewiescht. Et ass awer genau dëse Marché, dee mat de Steiermesüre vun der Regierung prioritär viséiert ass.

Parallell dozou klammen d'Loyeren däitlech méi séier wéi d'Inflatioun. Mir hunn also eng Deierecht bei de Locatiounswunnengen, déi vill Ursaachen huet, mee awer och dorobber zréckzeféieren ass, dass net genuch Ajustementer bei de Präisser an der Vente gemaach gi sinn, fir dass déi héich Zënse fir Immobilieprête vu potenzielle Keefer kënne gestemmt ginn.

Här President, d'Noutlag am Logement ass déif verwuerzelt a ville politesche Feeler vun de leschten 20 Joer oder souguer eendeiteg méi. Déi heite Regierung huet an eisen Aen, tradition oblige, en décke Feeler gemaach. Mir sinn net aleng mat dëser Meenung. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. D'Handwierkerkummer seet dat elo haut, an dat soten och aner Acteure wéi d'Salariatskummer. Déi ekonomesch Situatioun, wéi se sech virun zwee, dräi Joer gestallt hat, wier u sech de Moment gewiescht, fir seriö ëffentlech Investitiounen am Wunnengsbau ze maachen. Déi Chance gouf net ergraff.

D'Initiativ vum fréiere Logementsminister Henri Kox, fir mam Staat VEFA-Projeten opzekafen, ass relativ séier verpufft. Bis haut ass den Total vu Wunnengen, déi de Staat opkaf huet, éischter anekdotesch bliwwen, wann ee bedenkt, wat gebraucht géif ginn, mam Resultat, dass den Ecart tëscht deem, wat u Wunnenge gebraucht gëtt, an deem, wat do ass a gebaut gëtt, elo nach méi grouss ginn ass.

Finanziell kënne mer awer aus dem Volle schëpfen. Et ass onverantwortlech, dat net ze maachen. De Finanzminister konnt jo och nach virun e puer Deeg berichten, dass de Staatsbudget am Endeffekt quasi opgeet, nodeem virun engem décke Joer nach vun 3 Milliarden Defizit rieds war. Déi Milliarde wiere besser an ëffentlech Wunnengen investéiert. An déi vill Leit, déi all Mount 50 % vun hirem Akommes fir de Remboursement vun engem Prêt oder d'Bezuelung vun engem Loyer ausginn, wiere sécher net rosen, wann déi Suen esou investéiert géife ginn, amplaz an den Täsche vun de Promoteuren ze verpuffen.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner. An nom leschte kënnt dee viraussiichtlech allerleschte Riedner: den honorabelen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech erlabe mer, zwee Aspekter an dës Debatt mat eranzewerfen.

Deen éischten ass deen, dass ech fundamental der Meenung sinn, dass hei zu Lëtzebuerg, wat d'Wunnengen ubelaangt, d'Präisser ze héich sinn an dass dat och de Grond ass, firwat dass esou mann verkaf gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Michel Wolter (CSV) | Ech hunn e relativ noe Familljemember, dee plënnert elo op zéng Minutte vu Lëtzebuerg. Dee keeft en Haus an enger Gréisst, fir déi en hei zu Lëtzebuerg den dräi- bis véierfache Präis misst bezuelen. Ech géif also d'Regierung froen an d'Chamber froen – ech hunn dem President vun der Chamber schonn déi Propos gemaach –, datt een déi nächst dräi Méint, bis dat heiten ofleeft, een domadder beschäftegt, sech d'Fro ze stellen, firwat datt een zéng Minutte vu Lëtzebuerg ewech am Ausland en Haus fir e Véierel vum Präis kritt vun deem, wat hei zu Lëtzebuerg fir dat selwecht Haus gefrot gëtt.

Ech géif also gäre wëssen, datt fir Däitschland, Lëtzebuerg a Frankräich eng Etüd géif gemaach ginn: Wat kascht dann en Terrain an deenen eenzelne Länner? Wat kascht d'Constructioun? Wat kascht den Enregistrement? Wat kascht d'TVA? An ënner wat fir enge Konditioune kritt e Mënsch Sue geléint?

Deen heiten, dee plënnert nämlech notamment an d'Ausland, well en net premier Investisseur ass. En hat eng Familljesituatioun, déi schifgaangen ass. En ass also net méi deen éischten, mee en ass elo secundo Investisseur oder wéi dat och ëmmer heescht, a kritt also, wann e keng 30 % vun de Suen op den Dësch leet, kee Kreditt vun enger Bank, fir sech Sue fir en neit Haus ze léinen.

Meng éischt Demande, ganz konkreet – vu datt ech esou sinn, wéi ech sinn –, ass déi: Ech hätt gären, dass mer emol eng Kéier seriö kënnen diskutéieren, Chiffres à l'appui. Wat ass en Haus zu Lëtzebuerg, a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland? Wat sinn d'Normen, och d'Normes en matière vun Déckt, vun Isolatioun an esou weider an esou fort, déi et an deenen eenzelne Länner gëtt, fir kënnen emol eng Kéier seriö ze vergläichen, ob a firwat an aus wat fir enge Grënn et hei zu Lëtzebuerg e gudde Strapp méi deier gemaach gëtt. An datt mer ophalen, eigentlech an d'Blannt eran ëmmer nëmmen ze diskutéieren: „Dat ass de Promoteur", an „Et ass de Proprietaire terrien." Ass et de Promoteur? Ass et de Propriétaire terrien? Ass et deen, dee baut? Sinn et d'Normen, déi mir imposéieren hei zu Lëtzebuerg, déi anerer net imposéieren? Ass et d'Präispolitick oder d'Zënspolitick vun de Banken? Wat sinn eigentlech d'Grënn, firwat dass dat hei zu Lëtzebuerg net esou fonctionéiert, wéi mer et gären hätten?

An deen zweeten, wann ech scho lancéiert sinn: …

(Hilarité)

… Ech si Buergermeeschter vun där zéngtgréisster Gemeng aus dem Land. Ech wëll Iech soen: Dat ganzt Gespréich do iwwer „d'Gemenge solle matmaachen am grousse Stil am Akaf vun Haiser, vun Terrainen an esou weider an esou fort", dat ass vläicht gutt fir d'Ville de Luxembourg …

(Interruption)

… a vläicht nach fir zwou oder dräi aner Gemengen hei am Land! Mee ech leeën Iech de Bilan vu menger Gemeng op den Dësch: Wann ech fäerdeg sinn, meng Schoulen ze kafen, ze bauen, meng Maison-relaisen ze bauen, meng Stroossen ze bauen, meng Kläranlagen ze finanzéieren, da soll ee mir soen, wouhier ech nach d'Sue soll huelen, fir a Milliounenhéicht – well Dir hätt gären, dass mir a Milliounenhéicht hei eraklammen – eigentlech och nach Terrainen ze kafen a Gebaier ze kafen!

A wann ech als zéngtgréisst Gemeng net à même sinn, dat ze maachen, da sinn der nach 90 hannendrun, déi och net à même sinn, dat ze maachen.

An ech mengen, datt et och Zäit gëtt, datt mer mussen ophalen, einfach ëmmer nëmme blann ze soen: „Dir musst dëst, Dir musst dat, Dir musst hei, Dir musst …" – ech weess net wat –, mee dass mer eis eng Kéier mussen d'Fro stellen, ob mer iwwerhaapt à même sinn, dat ze maachen, wat d'Politick gären hätt, datt mer solle maachen! Je jouerai à livre ouvert.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wolter.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Gilles Roth.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | 10 Minutten, jo?

M. Fernand Etgen, Président de séance | 10 Minutten.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ass dat de Modèle de base, dat hei?

Bon!

(Hilarité et interruptions)

Nee, nee, nee.

(Interruptions)

Ech hunn 10 Minutten an duerfir kucken ech, esou séier wéi méiglech op alles ze äntwerten.

(Interruption)

Här President, ech stinn awer selbstverständlech bereet, ech wëll dat ganz kloer soen: Jiddwereen, deem ech d'Froen net beäntwert hunn, soll mer, well dat geet jo awer am Modell, ouni dass et menger Interventiounszäit ugerechent gëtt, déi herno stellen. An ech äntweren dann direkt. Aneschters kréien ech dat do net hin.

Ech soen, éischtens, deenen 43 Deputéierte Merci, déi iwwerhaapt dës Moossnamen am Dezember d'lescht Joer gestëmmt hunn. Soss hätte mer dat hei guer net hikritt.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ech soen och ganz kloer am Numm vun der Regierung, dass mer dat hei net gemaach hunn, fir, wéi gesot gëtt, den Investisseure Steierkaddoen ze maachen. Nee! Et steet am Regierungsprogramm. An et steet och kloer am Regierungsprogramm, dass dat hei eng kuerzfristeg Approche wier, fir d'Demande, éischtens, an d'Luucht ze setzen, well keng Appartementer, keng Haiser d'lescht Joer kaaft goufen, an, zweetens, dass déi Moossnamen och do dofir zäitméisseg limitéiert wieren.

Den zweete Punkt, deen ech wëll nennen: Et kann een natierlech Moossname kritiséiere wéi de Bëllegen Akt fir den Investisseur. Et kann ee Moossname kritiséiere wéi d'Applikatioun vum Quart du taux global, dat heescht, wann ech eng Plus-value hunn, dass ech do amplaz 20 % 10 % bezuelen. Et kann een natierlech Moossname kritiséiere wéi en Amortissement accéléré.

Mee Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Offer wëllen héich halen, da musse mer och zum Deel de Privatinvestisseur hunn, well soss ass d'Offer ze kleng fir déi Demande, déi ëmmer do ass. D'Moossnamen, déi mer geholl hunn dës Kéier, ware ganz kloer, fir de Bau an d'Handwierk ze ënnerstëtzen, fir den Immobiliemarché temporär duerch dës Moossnamen um Lafen ze halen an och indirekt d'Nofro unzekuerbelen.

Dat hu mer gemaach, net eleng mat Steiermoossnamen, mir hunn et och gemaach, an déi Fro ass jo komm, iwwer Investissementer, déi de Staat selwer mécht. Niewent der SNHBM, niewent engem Fonds du logement an niewent dëse finanziellen Ënnerstëtzunge fir d'Bierger hu mer dat gemaach, de Logementsminister, mam Opkaf vu VEFA-Programmer.

An ech wëll Iech awer do trotzdeem e puer Zuele soen: An dem éischte Joer, bis den 28. Mäerz dëst Joer, sinn insgesamt vum Staat 358 Wunnengen, där sougenannter „Neibauten", also VEFAen, opkaaft ginn, fir 220,5 Milliounen Euro. An et sinn de Moment zousätzlech nach eng Kéier 152 Wunnenge fir 101 Millioune Reservatiounsverträg, déi an der Ausaarbechtung sinn. Dat heescht, insgesamt 510 Wunnenge fir 303 (veuillez lire: 321,5) Milliounen Euro. An Dir wësst, dass mer eng Gesamtzomm virgesinn hunn iwwert déi véier Joer vu 480 Milliounen Euro. Dat zousätzlech zu deenen individuellen Hëllefen, déi fir déi eenzel Stéit komm sinn. An ech mengen, hei ass de Wunnengsbauminister, de Claude Meisch, wierklech op dem richtege Wee an e mécht dat och mat vill Engagement. An e kuckt och, zesumme mat senge Servicer, et esou séier wéi méiglech un d'Goen ze kréien.

Firwat hu mer dës Verlängerung proposéiert? Mir hunn dës Verlängerung proposéiert, fir déi Dynamik, déi sech um Enn vum leschte Joer awer ugewisen huet, net ze ënnerbriechen, net ze erwiergen. Mir hu se gemaach, well mer eng gewësse Reprise gespuert hunn. Mir hu se och gemaach, well se parallel agéiert zu enger Zënsbaisse, déi d'Europäesch Zentralbank iwwert déi lescht Méint ageleet huet. Et ass – an dat soen ech och riichteraus op dem Här Wolter seng Fro – an eisen Aen ze fréi gewiescht, fir elo schonns e Bilan ze maachen, mee et ass awer Zäit, fir de Bilan ze maachen an der Erwaardung, dass dës Moossnamen op den 30. Juni auslafen.

Dass dat eppes bewierkt huet, dat iwwerloossen ech jiddwerengem, an ech respektéiere jiddwerengem seng Meenung. Ech gesi just, dass dee Moment, wéi dës Moossname komm sinn, souwuel am besteeënde Bau wéi och am Neibau d'Zuelen an d'Luucht gaange sinn. An dat genau ab August 2024, wou mer iwwert dem Joer 2023 fir de jeeweilege Mount louchen, souwuel bei den Neibaute wéi och bei de besteeënde Gebailechkeeten.

An ee Chiffer, deen awer signifikativ ass: Där sougenannter „Neibaute" goufen eleng am Mount Dezember vum Joer 2024 316 aktéiert, 316 par rapport zu de 70, déi et waren an deem selwechten Zäitraum, nämlech Dezember, 2023. Mir sinn 2024 am Dezember souguer iwwert deenen 219 Unitéiten, déi aktéiert goufen am Joer 2022. Also si mer do wäit driwwer eraus!

Da wëll ech och soen, opgrond vun de Réckmeldungen, déi vun dem Bankesecteur kommen, dass am véierten Trimester 2024 d'Immobiliekreditter, dat heescht déi Leit, déi Prête gemaach hunn, ëm 75 % am Joresverglach an d'Luucht gaange sinn. 75 %!

Da wëll ech och soen: De Statec ass jo e puermol beméit ginn. De Statec selwer schreift: „Les intentions d'achat d'un logement sont en effet en hausse depuis la mi-2024, une tendance qui se poursuit au début de l'année 2025." Duerfir hu mer an dem Projet de loi dës Moossnamen ëm sechs Méint verlängert. An ech si frou iwwert déi Fraktiounen, déi Leit, déi hei hir Zoustëmmung zu dëser Verlängerung ginn.

Da wollt ech agoen op déi Saach vun dem Bëllegen Akt. Bon, ech soen dat elo haut nach eng Kéier hei riichteraus, ech hunn et e Samsdeg gesot: Ech sinn der Meenung, dass dee Pak, dee mer hunn, net iwwert den 30. Juni 2025 sollt verlängert ginn! An ech hunn och verspuert, opgrond vun deene verschiddenen Interventiounen, déi haut waren, dass dat eng Meenung ass, déi largement an der Chamber gedeelt gëtt. Dat heescht, dee Pak hält den 30. Juni 2025 op.

Ech hunn och verspuert, dass e generelle Konsens do ass fir de Crédit d'impôt Bëllegen Akt, dat heescht dass et sollt verlängert ginn, dass déi Leit, déi fir d'éischt Kéier eng Immobilie erwerben, sief dat en Appartement oder en Haus, e Bëllegen Akt kréie mat engem Steierkreditt vu 40.000 Euro de Moment. Dat heescht am Kloertext, dass en Akafspräis vu bis zu 571.000 Euro, en Akafspräis vun engem Neierwerb, enregistrementsfräi ass fir eng Persoun. A wann ech dat op zwou Persounen huelen, déi dat zesumme kafen, ass den Enregistrement fräi bis 1.142.000 Euro Akafspräis. Ech hu meerheetlech verspuert, dass dat sollt verlängert ginn.

Elo sot Der: „Majo wa mer dat hei elo stëmmen, da gëtt dat jo de facto net verlängert!" Ech huelen duerfir am Numm vun der Regierung d'Engagement, wann dat de Wëllen ass vun der Chamber, dass mer en neie Projet de loi maachen – onofhängeg vun deem heite Gesetz, wat jo dann haut, ginn ech dervun aus, gestëmmt gëtt –, wou déi Moossnam verlängert gëtt, och iwwert den 30. Juni 2025 eraus. Mir mussen do e separate Projet de loi maachen. Den Zäitdrock ass och net esou grouss, well een dat och ka retroaktiv maachen. Gutt wier et, wa mer dat Signal kriten, wann Dir dat als Chamber wëllt, fir dass mer dat och dann zäitlech bewerkstelligen, fir dass dee Gesetzesprojet da virun dem 30. Juni kann an der Chamber gestëmmt ginn.

Ech soen och ganz kloer: Ech hu kee Problem domadder, wéi den Här Fayot dat argumentéiert huet, fir eng méi grouss Transparenz ze hunn. Wat ass d'Präisgestaltung? Wat bedeit et … Dat rejoignéiert jo e bëssen dat, wat den Här Wolter och gefrot huet: Firwat sinn d'Präisser esou héich?

Da muss och op den Dësch kommen, firwat vläicht eng Rei vu Projeten zréckgehale ginn. Vläicht, fir e Präis kënschtlech héichzehalen. Ech mengen, d'Allgemengheet, déi huet iwwer 18 Méint elo mat ëffentleche Suen duergehalen, fir e Motor erëm un d'Lafen ze kréien. Dee Motor, dee leeft, wann och net op vollen Touren. Mee dee Moment ass et och un der Privatwirtschaft, an do zielen ech d'Entrepreneuren derzou, ech zielen de gesamte Bausecteur derzou, selwer vläicht ze hëllefen, dass dee Motor erëm fest un d'Dréie kënnt.

A wa mer déi Transparenz wëllen hunn, an ech sinn och als Finanzminister derfir, Transparenz ze hunn, mee da mussen och d'Banken, oder vläicht anerer, déi méi Abléck hunn – si brauchen net d'perséinlech Dossieren ze hunn –, och vläicht eng Kéier soen, wéi déi Präisgestaltung ass. An da kann et net sinn, dass mer en nationale Problem hei hunn, wou vill Leit, an et ass richteg drop higeweise ginn, praktesch d'Hallschent vun hirem Akommes, dee se de Mount hunn, mussen huelen, fir hir Prêten zréckzebezuelen, och wann d'Zënsen nach erofgoungen. Da kann et och net sinn – dat ass op jidde Fall mäi Verständnis –, dass weider d'Allgemengheet muss duerhalen, fir do kënschtlech Margen an engem zweestellege Beräich ze erhalen, oft méi wéi 10 %.

Ech soen dat kloer als Finanzminister. Ech hätt dat vläicht net solle soen, mee ech mengen, dass dat am Interessi vun der Allgemengheet ass, an ech engagéiere mech och, dass mer an der Finanzkommissioun – dat kann heiansdo och à huis clos sinn – de Leit, déi Deputéiert sinn, dann déi Transparenz och schafen, dass mer dat och sollten hikréien.

Vun enger Faillite vun der Regierung géif ech net grad schwätzen. Dir hutt eigentlech indirekt d'Géigenargument gesot. Ech mengen, ech si frou, dass mer déi ëffentlech Finanzen, zumindest haut, an ech paken Holz un, eenegermoossen am Gläichgewiicht hunn, an dass mer dorop sollten opbauen, fir dat och an Zukunft hinzekréien.

Ech gesinn, d'Zäit, déi ass elo ecouléiert. Et ass awer e wichtegen Debat. Ech soen duerfir jiddwerengem Merci, deen intervenéiert huet. Ech huelen dat äusserst seriö, wat gesot gouf, och dat, wat vun dem Här Wolter gesot gouf. Ech huelen dat äusserst seriö! Ech sinn der Meenung, dass d'Chamber zesumme mat der Regierung soll deen Input liwweren, fir dass op déi Froen zumindest d'Deputéiert sech hir eege Meenung faktebaséiert kënne maachen an dass mer dann opgrond vun deenen neien Erkenntnisser am Juli oder an der noer Zäit no dem 30. Juni, dann hoffentlech déi Moossnam, fir de Bëllegen Akt ze verlängeren, kënne maachen. A sollt sech da vläicht déi eng oder aner nei Moossnam erginn opgrond vun deenen Erkenntnisser, déi mer kruten, sinn ech op jidde Fall als Finanzminister duerfir op.

Bon, dat war elo e bëssen iwwerzunn. Wann ech engem net op seng Froe geäntwert hunn, da stinn ech, Här President, nach gären zur Verfügung. Dir musse mer just soen, ob ech nach Zäit hunn, fir dann duerno op d'Froen ze äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Elo kucke mer, dat eent nom aneren ze maachen. Éischtens soen ech Iech elo Merci fir dat, wat Der bis elo gesot hutt.

An da gesinn ech, datt ech dräi Wuertmeldungen hunn. Den Här Fayot hat sech als Éischte gemellt, dann d'Madamm Tanson an duerno d'Madamm Lenert. An Dir hutt Iech jo bereet erkläert, op d'Froen ze äntwerten, da maache mer dat elo. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Finanzminister fir seng Stellungnam zu deene verschiddene Froen. Ech muss soen, ech sinn agreabel iwwerrascht iwwert déi Ouverture, déi Der gemaach hutt, fir effektiv an d'Richtung ze goen, méi Transparenz ze schafen, wat d'Präisstruktur ugeet an dem Immobiliemarché. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer eis scho laang stellen, net eréischt säit gëschter.

Et si jo och eng Partie Etüde schonn do iwwert d'Konzentratioun vum Foncier, déi natierlech och eppes ze dinn hu mat där Rétention foncière, déi Dir uschwätzt, soudass dat, mengen ech, eng gutt Iddi wär, fir weiderzekommen an deem Debat an och an der Analys dovun, firwat déi Präisdeierecht dann effektiv do ass.

Eng Fro vläicht, eng Nofro, ech hat dat a menger Interventioun soulevéiert: Wann elo déi Mesüren auslafen den 30. Juni, hutt Der scho Reflexiounen, wat Der dann duerno maacht? Bon, do gëtt et natierlech verschidden Zenarien, wéi de Marché evoluéiert. Mee vläicht gëtt et jo och scho Gedanken iwwert dat, wat d'Regierung do wëlles huet ze ënnerhuelen, fir de Relais ze huele vun dësem Paquet u Mesüren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech soen dem Här Fayot Merci fir seng Appreciatioun. Also,

éischtens engagéieren ech mech, an dat kann ech maachen am Numm vun der Regierung, dee Bëllegen Akt vun 30.000 op 40.000 eropzeféieren. De gesamte Pak gëtt net virugefouert, dass dat och vun Ufank u kloer ass.

Ech wëll och nach eng Kéier op dat hiweisen, wat d'Madamm Adehm gesot huet. Alleguerten déi Leit, déi elo spekuléieren: „Wat maachen ech mat dem Verkaf vu menger Immobilie?" Wa mer de Pak net weiderféieren, hu se all Avantage, virun dem 30. Juni ze verkafen, well si huet mat Recht drop higewisen, dass wa se zum Beispill den 1. August verkafen, dann de vollen Taux op der Plus-value, also de Meerwäert vun 42 % spillt, 42 %, wa se se net méi wéi fënnef Joer gehalen hunn. Well och dat ass an der Moossnam. An et sollt och, mengen ech, richteg sinn, dass dat op der Chamberstribün eng Kéier vun dem Minister selwer preziséiert gëtt, fir dass d'Leit genau wëssen, wou se dru sinn.

Fir op dem Här Fayot seng Fro ze äntwerten. Selbstverständlech hu mer net um Niveau vun ... Bon, mir sinn um Niveau vun eisem Departement, de Finanzen, zesumme mat dem Enregistrement amgaangen ze préiwen, wéi mer kënne steierlech begleeden – ech weess och net, ob mer do eng Léisung fannen –, dass Leit, déi wëllen e Bau héichzéien, dee Bau héichzéien, ouni dass se en Acquereur hunn. Well et si Promoteuren, déi dat wëllen an och kënne maachen. A well se domadder fäerdeg Gebailechkeete schafen, ass do jo och den Interessi – well d'Offer gëtt doduerch méi grouss –, wéi een dat ka steierlech begleeden. Well haut ass et esou – ech gesinn e fréieren Enregistrementsbeamten, Minister a fréiere Chamberspresident do sëtzen –, dass Der den Taux super-réduit vun der TVA mat 3 % just kritt als Primo-acquéreur vun enger Wunneng, wou nach keen dra war. An et muss ee kucken, wéi een eventuell dee System kéint ajustéieren, fir dass fir een, dee gewëllt ass, loosse mer soen, en Appartementshaus héichzezéien, ouni dass en Acquereuren huet, an där gëtt et der, do net deen Avantage ewechfält.

Ech ka keng ofschléissend Meenung dozou ginn, well, Här Fayot, wéi Der richteg gesot hutt, an der vir- oder preelektoraler Campagne, do spillt dee Kreditt vun deene 50.000 Euro, de Steierkreditt TVA vu 50.000 Euro. An Dir wësst selwer, dass mer dat net kënnen aleng maachen. Mir musse kucken, wat Bréissel dozou seet.

Ech wëll also net, dass dee gesamte System op d'Kopp geet, mee ech wier frou, wa mer kéinten eng Léisung fannen, fir deem dote Phenomeen entgéintzekommen, nämlech dass e Promoteur kann héichzéien, ouni dass déi, déi herno kafen, géife penaliséiert ginn, well schonn eng Kéier, loosse mer soen, e Locataire dra gewunnt hätt an dee Locataire géif sech vläicht an zwee, dräi Joer decidéieren, fir dat dann ze kafen. Dat ass also eng weider Pist.

Mee ech soen ofschléissend, ech engagéiere mech awer, dass mer mat den eenzelne Pisten och an d'Finanzkommissioun kommen. An da seet d'Finanzkommissioun, ob se déi gutt oder net gutt fënnt, ier mer dat an en definitive Gesetzesprojet couléieren. Firwat? Well den Avantage bei der TVA deen ass, dat wësst Der, dass mer och kënne réckwierkend eppes maachen. Dat heescht, och wann esou e Projet eréischt géif am Hierscht gestëmmt ginn, da kéint dee réckwierkend op den 1. Juli asprangen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Fir d'éischt emol merci fir déi ganz kloer Wierder, Här Minister. Ech fannen dat extreem wichteg, well et och e Message ass fir déi Aktioun, déi Der maacht, op där enger Säit. Ech mengen, dat war e bëssen d'Essenz vun deem, wat ech gesot hunn: Et geet net just duer, an eng Richtung ze schaffen. Et muss een och déi an d'Verantwortung zéien, fir déi Der elo an déi Richtung geschafft hutt. An dat, wat Der elo gesot hutt, dat ass extreem wichteg. Soudatt d'Fro natierlech hannendrun ass: Wat, nieft deem Volet vun der Transparenz, geschitt nach?

An ech hat eeben d'Fro gestallt, wat elo mat deenen Texter ass, déi och nach virleien, vun der Grondsteier, vun der Mobiliséierungssteier an esou weider. Do wier ech wierklech interesséiert ze héieren, a wéi eng Richtung dass et do geet.

An och d'Fro, déi ech gestallt hat, wéi et mat deem SPV wier ... Dat war jo kee ganz grousse Succès bis elo – déi lescht Zuelen, déi mer haten –, well dat weist jo och, inwéifern dee Marché sech redynamiséiert.

Ech denken och, dass Der Recht hutt, wann Der sot, dass een hei ka villes dran eraninterpretéieren, wat elo gewierkt huet: D'Zënsbaissen, déi sinn e bësse parallell gelaf mat deem Mesürepak. Wann een allerdéngs d'Chiffere kuckt, déi de Statec publizéiert huet, da gesäit ee ganz gutt, dass um Existant de Marché erëm um selwechten Niveau ass wéi 2017 bis 2021.

Allerdéngs, bei de VEFAen ass e fir dat lescht Trimester vum leschte Joer nach ëmmer op der Hallschent vun där Period, wat jo weist, dass d'Leit zwar wëlle kafen an och vun de Banken erëm déi Kreditter kréien duerch déi méi niddreg Zënsen, mee dass sech awer d'Präisser bei de VEFAen – déi si jo bei de VEFAen och bedeitend manner erofgaange wéi bei dem Rescht – einfach net dem Marché ugepasst hunn no ënnen.

Dofir begréissen ech dat wierklech, wat Der elo an Aussiicht gestallt hutt, an ech freeë mech dann och op déi Finanzkommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci der Madamm Tanson och fir hir Argumentatioun. Effektiv krut ech a menger Zäit déi zwou wichteg Froen, déi Der gestallt hutt, net beäntwert.

Éischtens, de Projet Grondsteier-Mobiliséierungssteier ass de Follow-up vun deem, wat ënnert der fréierer Regierung bei der Inneministesch, der Madamm Bofferding, war. D'Regierung, an dat steet och am Regierungsaccord, wëllt op deenen Aarbechten, déi do waren, déi vun dem Staatsrot begutacht gi sinn, weidermaachen, sou dass souwuel d'Grondsteier wéi och d'Mobiliséierungssteier an alles, wat do drun hänkt, och soll applizéiert ginn.

Wat de Finanzministère ubelaangt, vu dass et e Projet vum Inneministère ass ... Mee ech kann awer déi global Zich soen.

Éischtens wëlle mer, dass dat geschitt, an do ass och en Deel Gerechtegkeet zwëschent Besteierung vum Kapital a Besteierung vum Loun dran. Wann ee sechs Hektar am Perimeeter leien huet an et mengt een, et misst een dat just méinen, da sinn ech der Meenung, dass et eng Gerechtegkeet ass, dass dat och appropriéiert besteiert gëtt ...

Une voix | Ganz gutt!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... par rapport zu deene Leit, déi all Mount géint Loun a Gehalt schaffe ginn. Dat ass meng fundamental Iwwerzeegung, an ech mengen, ech stinn net eleng do.

Den zweete Punkt ass deen, dass an deem Sënn mussen technesch Viraarbechte geleescht ginn, wat de Follow-up ass vun deem, wat d'Madamm Bofferding an d'Weeër geleet hat, nämlech dass mer de Kadaster mussen esou ekipéieren, dass deen all déi Donnéeë recenséiert. Déi sinn de Moment amgaangen. Si schaffen och op Héichtouren. Ech hunn hinnen och am Ufank vun der Woch kloer gesot, dass dem Finanzministère säi Budget géif spillen, wa se do missten zousätzlech Expertis hunn, also technesch Expertis, sief et och informatesch Zouschaffer, fir dass dat do schnell geschitt.

Den zweete Punkt ass deen, dass mer d'Gesetzgeebung och mussen deementspriechend adaptéieren um Niveau vun dem Dateschutz, dass natierlech déi Donnéeën, déi de Kadaster recenséiert, och kënnen un d'Steierverwaltung weidergi ginn, well do muss eng gesetzlech Basis do sinn, well soss seet een: „Majo, wéi kommt Dir un déi Donnéeën?" Dat maache mer also alles.

An den drëtte Punkt ass deen, dass dee Projet do an dem Regierungsprogramm steet. Ech wäert op jidde Fall derfir suergen, dass deene Verwaltungen, déi dem Finanzministère rattachéiert sinn – dat ass d'Steierverwaltung, dat ass zum Deel den Enregistrement an dat ass och d'Kadasterverwaltung –, all deen techneschen Knowhow zur Verfügung steet, fir dass dat esou schnell wéi méiglech ka goen, well dat war en Engagement vun dëser Regierung, an dass, wann do zousätzlech extern Prestatairë, Genre Support informatique oder autre, muss geholl ginn, dat ka gemaach ginn.

Ech hunn och selwer den Direkter vun der Kadasterverwaltung gefrot, an ech maachen dat selwecht bei dem Direkter vun der Steierverwaltung, dass si als Beamten, als Responsabel vun deenen zoustännege Verwaltungen, an d'Chamber, an d'Finanzkommissioun kommen, fir Iech e Bericht ze maachen, wou déi Aarbechten dru sinn. Ech hunn hinnen en Delai gesat, dass se missten ofgeschloss sinn – ech weess, dass dat sportlech ass – bis spéitstens Enn vun dësem Joer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon, ech hunn nach eppes. Entschëllegt.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, dat ass ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Déi zweet Fro ass de Prolog. Ech hunn dat hei a mengen Donnéeë stoen. Also bis dato wieren aacht Demanden (veuillez lire: dräi Demanden) eragereecht gi bei deem Prolog, wou da kéinten Ënnerstëtzungsmoossname gemaach gi géintiwwer deene Promoteuren, déi wëllen hir Appartementshaiser oder Residencë verkafen. Also aacht (veuillez lire: dräi).

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, dat waren awer elo all d'Froe vun der Madamm Tanson. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen: d'Madamm Lenert an duerno den Här Wolter. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Meng Froe sinn zum gréissten Deel beäntwert. Ech begréissen ausdrécklech déi oppen Haltung vusäite vum Finanzminister. Ech mengen, déi Transparenz, dat ass dat, wat mer brauchen, wa mer wëllen un d'Wuerzel vum Problem goen. Dat ass d'Präisdeierecht. Mir brauchen Transparenz. Mir musse verstoen, wéi dat zustane kënnt.

Ech mengen, mir wëssen och, dass déi Mesüren, déi en place sinn – an ech si frou ze héieren, dass déi definitiv temporär wäerte sinn – wuel d'Demande an d'Luucht dreiwen, mee dass se awer méi wéi warscheinlech och d'Präisser wäerten héich halen an erëm an d'Luucht dreiwen, wat mer net wëllen, wat en Effet pervers dovunner ass.

Ech hätt nach eng kleng Zousazfro just zu dem SPV. Dir sot „aacht Demanden“. Heescht dat, dass vun deenen aacht Dossieren nach keen zu eppes geféiert huet? Oder wéi verstinn ech d'Prezisioun, dass et just Demandë sinn à ce stade?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, Dir wësst, ...

Mme Paulette Lenert (LSAP) | De Rescht kënnt Der absolutt op eis zielen, fir drop ze schaffen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... dass et fënnef Banke sinn. Dat ass: d'Spuerkeess, d'BIL, d'Banque Raiffeisen, d'SNCI, also eis national Kredittgesellschaft, an d'Banque de Luxembourg. Déi Projeten, déi aacht Demanden (veuillez lire: déi dräi Demanden), déi si gestallt ginn an déi sinn och vum Verwaltungsrot vum Prolog akzeptéiert ginn (veuillez lire: an déi sinn an der Analys). Wou genau déi Ofwécklung drun ass, dat, mengen ech, fält souguer zum Deel ënnert d'Bankgeheimnis. Ech hunn op jidde Fall keng Kenntnis dovunner, wou déi Demandë genau dru sinn. Se sinn allen aacht (veuillez lire: allen dräi) akzeptéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Jo, Här Finanzminister, och vu menger Säit soen ech Iech Merci fir déi Äntwerten, déi Der ginn hutt. Ech bleiwe bei deem, wat ech virdru gesot hunn: Ech halen net ganz vill vu Pauschalisëierung an deem heiten Dossier: déi béis Proprietären, déi béis Promoteuren, déi béis Constructeuren, déi béis Ministèren an esou weider an esou fort. Mee wa mer iwwer Transparenz schwätzen, da solle mer net nëmmen iwwer eng Transparenz schwätzen à l'intérieur du pays, mee mir sollen och iwwer eng Transparenz schwätze fir ze kucken, e Benchmark ze maache mat eisen Nopeschlänner.

Wa mir Zéngdausende vu Lëtzebuerger hunn, déi an d'Ausland wunne ginn, well se do zu anere Konditiounen hir Haiser kënne kafen, da géif ech gär wëssen: Wéi ass dat méiglech? Wéi ass dat méiglech um Niveau vum Terrain? Wéi ass dat méiglech um Niveau vun der Constructioun? Wéi ass dat méiglech um Niveau vum Promoteur an deem sengem Benefiss? Wéi ass dat méiglech um Niveau vun den Normen, déi mer de Leit imposéieren, ënner wat fir enge Konditiounen datt se kënne bauen oder net?

Ech weess net, ob ech mech elo un Iech muss wenden oder un d'Chamber. Ech hat scho mam President vun der Chamber dëser Deeg doriwwer rieds. Ech géif nach eng Kéier meng Fro stellen – ech maachen elo keng Motioun doriwwer –, dass mer e Benchmark géife maachen tëschent Lëtzebuerg ...

(Interruption)

... an dem Ausland fir ze kucken: Wat sinn déi eenzel Elementer vum Präis? Wéi setzt sech de Präis zesummen an deenen eenzelne Länner? A wat sinn d'Konditiounen, déi s de muss erfëllen an deenen engen oder an deenen anere Länner, fir zu Dengem ze kommen?

Ech mengen, dass dat den „A und O“ ass, fir iwwerhaapt iergendwann eng Kéier zu enger normal transparenter Diskussioun an deem doten Dossier ze kommen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här Wolter, fir déi Suggestioun. An ech ginn Iech och eng kloer Äntwert: Ech kann net decidéiere fir all déi aner Ministeren, déi implizéiert sinn, mee, ech mengen, d'Regierung wier gutt, wa se dat do géif ophuelen. An ech hunn elo kuerz Récksprooch gehat mat dem President. Ech mengen, deen einfachste Wee ass deen – ech hu lo kee gesinn, deen hei dergéint wier –, dass de Chamberpresident, wéi dat Usus ass an esou Saachen, en offizielle Bréif un de Premier schéckt an dass dann all déi Ministeren, déi concernéiert sinn, fir hire Beräich déi néideg Donnéeë liwweren.

Dir hutt e richtege Punkt gemaach: Et ass engem Land net gutt, wann d'Leit an d'Ausland wunne ginn. Jiddwereen ass natierlech do fräi ze decidéieren, wou e wëllt wunne goen, mee de Choix vun de Leit, déi Säit de Grenze vun eisem Land wunnen ze goen, deen ass natierlech oft vu finanzielle Ressourceméiglechkeete gedriwwen. Dat ass net gutt.

An Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass d'Land net fonctionéiert, wa mer net déi néideg Leit hunn, fir an alle Beräicher – an alle Beräicher! –, an dat ass net nëmmen de Finanzsecteur, ze schaffen. Duerfir ass dat do eng Fro, déi, mengen ech, eng Chamber generell interesséiert, och am Kontext vun engem Debat. An d'Fro geet doriwwer eraus, mengen ech, souguer un déi gesamt Groussregioun. Well et ass e Problem, dee sech och do stellt.

Op jidde Fall, déi Donnéeën, déi mir kënnen aus dem Finanzministère liwweren, zesumme mat de Verwaltungen, déi ugeschloss ginn: Selbstverständlech soll och do déi Transparenz spillen. An ech ginn och dervun aus, dass bei all deenen anere Regierungskolleegen, déi betraff sinn, déi selwecht Transparenz wäert spillen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Fir elo Uerdnung an déi Propositiounen ze kréien, wollt ech proposéieren, datt ech déi Propositioun, déi elo gemaach ginn ass, an der Conférence des Présidents op den Ordre du jour setzen a mer do d'Decisioun huelen, wéi mer dat maachen, fir et weiderzeschécken.

Voilà. Domat, mengen ech, wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Dann hu mer niewent dem Vott zwou Saachen: Dat Éischt ass, datt e Vote séparé op engem Artikel gefrot ass, an duerno nach d'Motioun vum Här Franz Fayot.

Ech géif also elo proposéieren, datt mer fir d'éischt no der Prozedur de Vote séparé huelen. Dat ass e Vote séparé, wou den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend gemaach gëtt. Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 6 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

An d'selwecht wéi virdru stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel, esou wéi en am Gesetzesprojet virgesinn ass, dee stëmmt mat Jo. Wien géint deen Artikel, esou wéi en am Gesetz virgesinn ass, dee stëmmt mat Nee.

(Interruptions)

An do maachen ech... Ass et kloer? Ech gesinn hei Interroga... Ech kann et nach eng Kéier ganz gär widderhuelen: Also, wie mam Text d'accord ass, esou wéi en am Projet steet, dee stëmmt mat Oui. A wie mat deem Text net d'accord ass, esou wéi en am Projet steet, dee stëmmt mat Nee. Ech wëll just soen: Et ass d'selwecht wéi virdrun.

(Hilarité)

Une voix | Jo.

Une autre voix | Selbstverständlech.

Vote séparé sur l'article 6 du projet de loi 8470

M. Claude Wiseler, Président | Da maachen ech de Vott op, wann dat alles kloer ass. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 60 Stëmmen. Domat wier deen Artikel, esou wéi en am Text steet, dann ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener (par Mme Liz Braz), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zu dem Vott iwwert de Projet de loi selwer, vum gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 8470[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8470 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 42, Nee-Stëmmen: 18, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 42 Jo-Stëmme bei 18 Nee-Stëmmen an ouni Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Ben Polidori), Liz Braz, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann ass, wéi gesot, nach zum Schluss vun dësem Punkt eng Motioun vum Här Franz Fayot hei deposéiert ginn. Här Fayot, wëllt Dir direkt nach eppes driwwer soen? Dir wëllt duerno eppes driwwer soen. Wie mellt sech zu Wuert? D'Madamm Adehm, den Här Goldschmidt, gesinn ech elo. Madamm Adehm, da fänkt Dir un.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir haten elo eng ganz gutt, konstruktiv an interessant Diskussioun hei. An duerfir géife mir proposéieren, wann d'LSAP respektiv den Här Fayot domadder d'accord ass, déi heite Motioun an d'Kommissioun ze huelen an dann do eis Diskussioune weiderzeféieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech hu mer déi Motioun ugekuckt, also alles am Detail duerchgelies, an och vill nogelauschtert, wat alles gesot ginn ass. An effektiv sinn ech e bëssen iwwerrascht iwwert déi Tournure, wou mer hei diskutéiert hunn. Dofir sinn ech a sech immens frou, dass déi honorabel Deputéiert Liz Braz gëschter iwwert d'Éducation financière geschwat huet, well ech mengen déi wär effektiv nach fir verschidde Leit heibannen och extreem wichteg.

(Brouhaha)

Entschëllegt, dass ech dat soen. Haaptsächlech ... hei sinn dräi Tirete beim Invite do. Deen éischten Tiret fuerdert, dass déi Mesüren net weidergefouert ginn. Ech mengen, mir decidéiere jo haut, dass se bis den 30. Juni sinn, dat heescht mir hunn ni driwwer geschwat, dass se solle weidergefouert ginn.

(Brouhaha)

An dat, wat an der Kommissioun geschwat gi war, da muss ech dat elo och hei preziséieren: Do war net eng Opposition formelle, mee e Commentaire vum Staatsrot, dee gesot huet, dass mer eeben eng Annualitéit hunn am Gesetz, déi am Gesetzbuch steet, am Steiergesetz, a gesot huet, firwat dat net fir d'ganzt Joer wär. Méi war et net. An do hunn ech déi Fro opgeworf an Zuele gefrot, déi mer dee Moment net geliwwert kritt hunn. Mee duerno huet de Statec jo Zuelen erausginn. An do hu mer gesot, dat kann ee jo dann duerno kucken. Dofir ass den éischten Tiret a mengen Aen, vu dass mer hei nëmme bis den 30. Juni stëmmen, net wichteg.

Den zweeten Tiret, do huet de Minister jo gesot, mat, mengen ech, enger breeder Zoustëmmung, dass d'Regierung wäert proposéieren, op 40.000 eropzegoen. Domat si mir jo och alleguerten averstanen.

An de véierte Punkt mat der Transparenz: Ech hunn dat net richteg verstanen. Well wann e Privatmann oder wien och ëmmer en Appartement, dat schonn existéiert, verkeeft, gëtt en e Präis un, da gëtt verhandelt an da kënnt e Präis eraus. Wouhier soll deen dann do wëssen, wat d'Acquisitiounskäschte sinn, also wat d'Baukäschte sinn, wat d'Terrainspräisser sinn? Wat d'VEFA ugeet, do misst Der alleguerte wëssen, dass an der VEFA ganz kloer d'Terrainspräisser separéiert sinn an d'Konstruktiounspräisser mat deene verschiddene Prozentsätz, wéini wat ze bezuelen ass. Dofir hunn ech dat doten elo net verstanen. Mee awer fir méi Transparenz kann ee roueg sinn.

An d'Stad Lëtzebuerg, fir dat awer och nach ze soen, wa mir e VEFA-Projet kafen, da schaffe mir do à livre ouvert. Da mussen déi Leit, déi eis wëllen e VEFA-Projet verkafen, eis soen, wat se fir hiren Terrain bezuelt hunn. Dat ass schonn emol den éischte Punkt. A mir hunn do net wëlles, Präisdeierecht ze hunn. A mir hunn eis e Maximumpräis ginn, dee mer souwuel op der Constructioun wéi awer och um Foncier wëlle bezuelen. Natierlech kann een do méi Transparenz froen. Mee et ass en Ënnerscheed, wann een en Terrain vun 1990 un huet an e Prix d'acquisition huet an ee vun 2020. An dat ass e bëssen e grousse Problem, dass een Deel vun de Promoteuren, déi haut um Marché sinn, ze héich kaf hunn an net bereet sinn, mam Präis erofzegoen. Natierlech ass et weeder un der Regierung nach un der Chamber, deene Promoteuren ze hëllefen.

An dann e leschte Punkt, wou ech och net averstane si mat Ärem Considerant. Ech si schonn averstanen, wann Der Primo-acquéreure wëllt ënnerstëtzen. Ech wëll Iech just soen, dass mer e Land sinn, wou mer extreem vill Proprietären hunn. Vill méi wéi an anere Länner. An dat ass och schonn hei an aner Debatte gesot ginn, dass mer vill méi Locatiounsmarché brauchen.

Mee wann ee Locatiounsmarché seet, da brauch een och Investisseuren. An dee Kreditt do vun 20.000 Euro, deen ass net fir Promoteure geduecht, well e gëllt op engem Objet. Wat sollen dann do d'Promoteuren? Mee wann der d'Zuele gutt analyséiert hutt, déi mer all Trimester vum Minister presentéiert kréien iwwert d'Retenue à la source vun den Zënsen, déi bei Milliounе läit, an dat héichrechent, dann hu mer op de Konten hei zu Lëtzebuerg iwwer 20 Milliarde leien. An et geet drëms, de Leit eng Méiglechkeet ze ginn oder se ze incitéieren, an eng Immobilie ze investéieren, een Objet – dat kënne Leit heibanne sinn, déi een Objet kafen –, fir deen an d'Locatioun ze ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goldschmidt, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Mir hu keng Investisseuren. An dofir ass meng Propositioun, fir déi dote Motioun ..., well a sech a mengen Aen déi zwee éischt Tirete sans objet sinn an deen drëtten, dee kann ech net deelen ... Dofir sinn ech emol der Meenung, dass ee se doriwwer net brauch an d'Kommissioun verweisen. Da géif ech proposéieren, déi net unzehuelen, vu dass den ...

(Interruptions)

Jo, ech soe just meng Propos hei.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass déi Demokratie, vun där mer virdru geschwat hunn.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Dat ass jo och ok, mee wann ech hei gefrot ginn, eppes dozou ze soen, dann erlaabt mer, ...

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | ... meng Analys esou ze soen, wéi ech dat hunn, zumools well och de Minister jo proposéiert huet, déi ganz Analys ze maachen, wéi den Här Wolter gefrot huet. An da kann een an deem Kader doriwwer diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann hunn ech zwou Wuertmeldungen. Dat sinn den Här Wagner an d'Madamm Tanson. Här Wagner, et ass un Iech.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mat esou engem Koalitiounspartner ...

(Hilarité)

... brauch ee bal kee Koalitiounsfeind, oder ech weess net, mee et ass och richteg. Ech fannen et awer fir eng Kéier emol erfrëschend, datt och all Fraktioun emol seet, wéi se dat gesäit. Also ech fannen dat guer net esou problematesch.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Wéi?

(Interruption)

Jo, et ass den Här Goldschmidt. Et ass net d'DP-Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Elo loosst den Här Wagner schwätzen, wannechgelift.

(Interruption)

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech fannen awer d'Argumentatioun vum Här Goldschmidt relativ problematesch, zemools wann en u sech seet, bon, d'Formatioun vun de Präisser, dat wieren eeben d'Präisser. Et gëtt e Präis proposéiert a quasi ... Also et ass relativ simplistesch erkläert ginn elo deelweis vum Här Goldschmidt. An ech menge schonn, datt mer mussen an déi Richtung goe fir ze wëssen ... Also et geet jo e bëssen an déi selwecht Richtung wéi dat, wat och den Här Minister proposéiert huet opgrond vun der Propos vum Här Wolter: ze kucken, wéi d'Präisser sech forméieren. Et ass jo och elo keen absolutt Geheimnis. Dat ass jo net, wéi wann et net doriwwer gefuerscht gi wier. Dat wësse mer jo all. An ech mengen och, an deene Froe misst den Observateur de l'habitat absolument mat involvéiert sinn, well zënter Jore wësse mer, datt d'Konzentratioun – dorëms geet et jo –, déi extreem Konzentratioun an e puer Hänn, an e puer Societéiten, vum Buedem zum Beispill, evidenterweis zur Surchauffe vun de Präisser an där Branche bäidréit. Dat ass ee vun de groussen Aspekter. Mee mir kënnen doriwwer diskutéieren.

A mir sinn och der Meenung, datt déi heite Motioun awer wäertvoll ass a soll an der Kommissioun diskutéiert ginn. Dat ass d'Meenung vun déi Lénk a vun engem groussen Deel vun der Oppositioun. Gitt Iech eens. Ech mengen, Dir kritt dat och nach hin.

(Interruption)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also, Här Goldschmidt, Dir ...

(Interruption et hilarité)

Nee, nee, nee, ech kann Iech elo net aus dem Spill loossen, well Der iergendwéi eis hei erkläert, mir missten eis all nach eng Kéier emol enger Éducation financière ënnerzéien. Ech weess jo, wat Ären Unisdiplom ass. Dat heescht, Dir hutt se hannert Iech, an ech hunn awer elo wierklech net verstanen, wat Der eis wollt soe mat Ären Erklärungen.

(Interruption et hilarité)

Jo, jo, genau, et läit warscheinlech u mir, net um Här Goldschmidt, natierlech.

(Hilarité)

Also fir d'éischt emol nach eng Kéier zum Kontext. Dir hutt wuel an der Kommissioun déi Fro vun der Verlängerung opbruecht. Dir hutt se awer och nach eng Kéier hei virbruecht, just als klenge Rappell. Dat war elo net just ...

(Interruption par M. Patrick Goldschmidt)

Jo, jo, dat war net just an der Kommissioun.

Zum Prinzipp vun der Motioun: Ech fannen déi absolutt positiv, déi Motioun. An et ass jo net, well elo an der Sëtzung de Minister seet, dass e mat all

deem d'accord ass, dass dat da superfetatoire ass. Au contraire. En huet seng Positioun zu där Motioun erkläert. Ech denken, dass dat éischter ënnermauert, dass mer dofir entweeder elo solle stëmmen oder se mat an d'Kommissioun sollen huelen, fir vläicht den Detail, zemools bei deem leschten Tiret, nach eng Kéier ze diskutéieren.

Wou ech Är Ried awer elo wierklech net novollzéie konnt, dat war bei der Transparenz vun de Präisser, well Dir hutt eis gesot: „Jo, mee déi wësse guer net, wéi déi Präisser zustane kommen", an enger éischter Phas. Herno hutt Der gesot: „Jo, mee dat si jo dann Terrainen, déi sinn 1990 kaf ginn." Jo, eebe grad, dat ass jo grad de Problem. Dat sinn zum Deel Terrainen, déi scho relativ laang kaf gi sinn, wou ee genau weess, wat se kascht hunn, wou et also guer keng Explikatioun, guer keng Ursaach ka ginn herno, fir dann de Präis esou héich ze halen. Well de Statec huet eis dat jo elo nach ganz kierzlech virgeluecht. Dir gesitt ganz gutt, wéi d'Präisser erofginn am Existant. An Dir gesitt, dass se bei de VEFAe just ëm 7 % erofginn. An dat si jo net alles Terrainen, déi elo eréischt rezenterweis zu engem ze héije Präis kaf gi sinn. A wann dat sou wär, ma tant mieux, dann ass do jo grad déi Transparenz, déi hei gefrot gëtt a wou och de Minister der Meenung ass, dass se wichteg ass, well e gesot huet, d'Regierung hätt elo esou vill gemaach. Mir wëllen och elo gär gesinn, dass um Niveau vun de Promoteuren och eppes geschitt. Dat heescht et ass wichteg, dass ee weess, firwat déi Präisser nach esou héich sinn. Vläicht gëtt et jo gutt Erklärungen. Mee wann et déi net gëtt, dann ass et genausou wichteg, dass mer och wëssen, wisou et se net gëtt.

An zu deem leschte Punkt: De Problem, dee mer hu mat deenen héijen Immobiliepräisser zu Lëtzebuerg – an dat ass scho ganz vill kommentéiert a beschriwwe ginn –, dat ass awer grad zum Deel, well sou vill an de Steen och investéiert gëtt, well de Steen en Invest ass a well mer vill méi Privatwunnengen um Marché hu wéi mer ëffentlech Wunnengen um Marché hunn a well d'Privatwunnengen nun emol zu engem méi héije Marchéspräis verlount gi wéi wann elo ëffentlech Wunnenge géifen zu engem abordabelen Tariff verlount ginn. An duerfir huet dat natierlech en Impakt, wa mer dat weider a weider ënnerstëtzen, déi Leit, déi sech souwisou nach kënnen eppes kafe fir ze investéieren, wa mer dat nach weider förderen. Dofir verstinn ech déi Remark och net, mee ech waarden dann op d'Éducation financière, déi mer dann alleguerten nach eng Kéier wäerte kréien.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech weess awer net, ob mer déi haut bis zum Schluss féieren.

(Hilarité)

Nee, mee ech hunn elo nach eng Wuertmeldung vum Här Keup an da kritt den Här Goldschmidt nach ganz kuerz d'Wuert. An da kucke mer, zum Schluss hei ze kommen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President.

(Brouhaha)

Ech hu mech och elo gefrot, wat esou witzeg war un der Interventioun vum Här Goldschmidt, well ech hu mer dat ugelauschtert an dat deckt sech am Fong mat deem, wat ech och aus der Motioun erausgelies hunn an dat ass ganz realistesch an et ass esou, wéi hien et gesot huet an ech ginn em do honnertprozenteg Recht. Duerfir verstinn ech net an ech kann dat net deelen, dass een doriwwer laacht oder dat iergendwéi esou komesch duerstellt.

(Interruption)

Dann, wat interessant war beim Här Wagner … Just e klengen Detail, mee eigentlech ass et jo esou: Ob dat lo an d'Kommissioun verwisen oder hei mat Nee gestëmmt gëtt, kënnt, soe mer mol, plus minus op dat selwecht eraus.

(Interruptions)

Déi aner Saach ass vläicht déi nach: Et ass elo méi allgemeng geschwat ginn hei vun de Grënn, firwat dass d'Immobilien, d'Wunnengen hei zu Lëtzebuerg esou deier sinn. An et ass jo kloer, dass wann d'Zënse lo erofginn, da ginn d'Immobilien erëm méi deier. Dat ass jo evident. An et ass jo ganz einfach, Madamm Tanson, et si jo net nëmme Promoteuren, déi Haiser verkafen, mee och eenzel Persounen. An evidenterweis ass all Persoun, déi hei am Land eng Wunneng besëtzt, drun interesséiert, wa se déi verkeeft, dee maximale Präis erauszeschloen. A vu dass ganz vill Leit Besëtzer sinn, wëlle se natierlech, dass d'Präisser vun hirer Wunneng héich bleiwen. Dat ass jo d'Evidenz. Jiddweree weess et jo, mee et gëtt awer hei net ëmmer esou kloer an däitlech gesot. Duerfir wollt ech dat och emol eng Kéier soen: Déi meescht Leit hunn en Interêt drun – ech bewäerten dat elo net –, dass d'Wunnengspräisser héich sinn hei am Land. Sou.

An dee leschte Punkt, deen ech nach wollt nennen, dat sinn d'Grënn. Mir kënne soen, d'Spekulante wiere schold an d'Promoteure wiere schold an hei an do. Mir dierfen awer ni vergiessen: Mir liewen an engem Land, wou en enorme Wuesstem war déi lescht Joerzéngten, wou immens vill Aarbechtsplaze geschaf ginn, vill méi, wéi mir hei kënne besetzen.

(Interruption)

Gutt fir d'Ekonomie. Gutt fir de Pensiounssystem, och wann et net laangfristeg wäert fonctionéieren. Dat wësse mer och. Mee de Problem ass natierlech: Wann Dir all Joer 10.000, 15.000 méi Leit an d'Land erakritt, da sinn iergendwann evidenterweis d'Wunnengen net méi do. Dat ass jo de Problem. Well de Problem ass jo de massive Bevëlkerungswuesstem, deen derzou féiert, dass d'Demande ze staark gëtt. An et ass vill gebaut ginn an de leschten 10, 20 Joren hei am Land. Dir braucht just ronderëmzefueren. Dir gesitt iwwerall Kranen, iwwerall Neibauten, mol méi schéin, mol manner schéin. Et ass immens vill gebaut ginn. Dat heescht, d'Offer ass am Fong scho fir e Land wéi Lëtzebuerg do, mee d'Demande ass einfach ze héich an d'Demande ass einfach ze héich wéinst deem staarke Bevëlkerungswuesstem. An dat ass de Modell, wou mer jo riicht an d'Mauer rennen an dat eeben och bei den Immobiliepräisser.

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An elo zum Schluss, well en ugeschwat ginn ass, nach eng Kéier ganz kuerz den Här Goldschmidt. Mee ganz kuerz, Här Goldschmidt, well Dir hutt schonn e laangen Exposé virdru gehalen. Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Ech wäert et och kuerz maachen a méi prezis maachen, well et war warscheinlech virdrun net esou prezis. An deem leschten Tiret vum Här Fayot steet: „sur la formation des prix dans les ventes immobilières", an ech wollt do just soen, dass dat, wann et nëmme fir d'VEFA ass, ok ass, mee dass, wann et am Existant ass, et extreem schwéier ass, fir do ze soen, wat ass do den Terrainspräis a wat ass de Konstruktiounspräis, well Leit schonn x Joren dra wunnen. Méi wollt ech domadder net soen. Ech hoffen, dass dat do elo méi prezis ass fir d'Madamm Tanson. A mir sinn och dann ëmmer der Meenung …, mee jiddweree stëmmt jo dann, wéi e wëll hei a meng Fraktioun och. An ech bleiwe bei där Meenung, déi ech virdru gesot hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Elo ginn ech dem Auteur, wann en et wëllt, nach eng Kéier d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Och merci fir dëse liewegen Debat. Bon, ech ginn elo net op déi Remark an iwwert d'Éducation financière. Dat Kompliment kann ee sech géigesäiteg eriwwerginn. Wann ech op alle Fall eng Bonne note géif kréie vum Spriecher vun der ADR an deene Saachen, da géif ech mer e bësse Suerge maachen, …

(Brouhaha)

… mee et iwwerrascht mech awer net, dass de Spriecher vun der ADR, dee gëschter d'Recht op e Verbrenner zum Mënscherecht erigéiert huet, haut d'Recht op Spekulatiounen och schéngt zu engem Mënscherecht ze erhiewen. Dat ass …

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift.

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà, dat ass elo net extreem iwwerraschend.

Wat d'Transparenz ugeet: Ech mengen, et sinn Ouverturen haut gemaach ginn, an ech mengen och, dass een dat kann nach eng Kéier méi en profondeur an der Kommissioun diskutéieren. Ech wëll just dozou soen, dass mer net vun Null fortginn. Mir hu Rapporten an Etüden, déi et dozou scho gëtt. Notamment d'Autorité de la concurrence huet am Juli 2022 e ganz extensive Rapport gemaach, wou ee sech mam Secteur vun der Promotion immobilière ausenanergesat huet a wou een u sech dee ganze Mechanismus, och zum Deel vun der Präisformatioun, scho mat dekryptéiert huet, decortiquéiert huet, wou ee festgestallt huet, wat fir eng Margen do gefuer ginn.

Beim Existant, bon, do mengen ech, dass een duerchaus kann esou Präisser novollzéien. Et kann ee Saachen inflatiounsberengegen och iwwer laang Zäit. Ech mengen net, dass dat e Calcul économique impossible ass. Loin de là. Wann een de Wëllen huet, dat ze maachen, da kritt een dat hin. Mee dat kann ee gären, wéi gesot, creuséieren an der Kommissioun. Dofir sinn ech oppe fir déi Propositioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, fir ze kucken, wéi mer hei weiderkommen: Wann ech richteg verstanen hunn, huet den Här Fayot elo gesot, hie wär d'accord, hei zumindest d'Chamber ze froen, dës Motioun an d'Kommissioun ze renvoyéieren. Da wär dat a sech meng éischt Fro. Ech mengen, datt ech doriwwer elo hei par main levée kann ofstëmme loossen. Wa jiddwereen domat d'accord ass, stëmme mer par main levée doriwwer of. Also d'Fro ass: Sidd Der d'accord, dës Motioun an d'Kommissioun …

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech froen e Vote électronique.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dat ass dat, wat ech mer am Ufank geduecht hunn. Da maache mer e Vote électronique dodriwwer. Wann een e Vote électronique freet, da gëtt de Vote électronique gemaach.

Ech bieden also d'Regie, mer hei e Vote électronique doriwwer opzemaachen. Also d'Fro ass net, ob Der mat der Motioun d'accord sidd oder net. D'Fro ass, ob d'Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Voilà. Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 59 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission des Finances.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claire Delcourt), Liz Braz, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A voté non : M. Patrick Goldschmidt.

Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

7. 8483 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Colombie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 janvier 2024

An da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8483, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg a Kolumbien iwwer d'Ofschafe vun der duebeler Besteierung an der Preventioun vu Steierhannerzéiung. Vu datt dëse Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass, hoffen ech, datt et e wéineg méi schnell geet wéi bei deem Projet virdrun. D'Rapportrice huet 5 Minutten Zäit an d'Regierung, wa se wëll, 5 Minutten. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm, rapportrice (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech hei ganz, ganz kuerz faassen. Dëse Gesetzesprojet geneemegt d'Konventioun zwëschent Lëtzebuerg an der Republik Kolumbien, déi d'Duebelbesteierung verhënnere soll am Beräich vun dem Akommes a vum Verméigen. Des Weidere soll mat dëser Konventioun Steiervermeidung oder Steierfraude verhënnert ginn. Dës Konventioun respektiv de Protokoll doriwwer gouf den 19. Januar 2024 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Si respektéiert d'BEPS-Standarde vun der OCDE gradesou wéi d'Ufuerderungen um Niveau vum Informatiounsaustausch. D'Konventioun betrëfft och d'Investmentfongen an domadder och d'Pensiounsfongen, wéi de Minister eis an der Kommissioun matgedeelt huet.

Kolumbien ass u sech e Land mat engem grousse wirtschaftleche Potenzial, haaptsächlech am Beräich vun der Landwirtschaft an der Liewensmëttelindustrie, awer och duerch seng Rostoffer. Souwuel Lëtzebuerg wéi och Kolumbie wäerten an Zukunft vun dësem Duebelbesteierungsofkommes profitéieren, fir hir wirtschaftlech Relatioune weiderzeentwéckelen.

Här President, de Gesetzesprojet gouf de 24. Januar 2025 vun der Regierung deposéiert. An der Finanzkommissioun vum 25. Februar gouf e virgestallt an ech gouf zum Rapporter ernannt. De Staatsrot huet säin Avis de 4. Februar 2025 veröffentlecht an ausser enger legistescher Remark huet hien näischt ze beanstanden. Mir kënnen also dëse Gesetzesprojet ouni Problemer haut stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Adehm, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Ech froen d'Regierung, ob si wëllt dozou d'Wuert huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech soe just der Rapportrice Merci an der ganzer Chamber Merci fir déi Zoustëmmung.

Ech wëll just zur Kloerheet soen, dass mer de Moment aacht Duebelbesteierungsofkommessen hu mat Länner aus Latäinamerika. Dat sinn Argentinien, Brasilien, Chile, Kolumbien, Mexiko, Panama, Uruguay an Trinidad an Tobago. Sechs sinn dovunner a Kraaft.

A wéi gesot, dat hei ass wichteg, och ekonomesch gesinn, well déi Lienen, déi mer als Finanzplaz mat Latäinamerika schafen, déi sollt een net ënnerschätzen, notamment fir eis Investmentfongen an och fir eis Bourse. An duerfir merci fir déi breet Zoustëmmung.

An ech mengen, dëse Projet ass méi séier gaange wéi dee virdrun. Ech hunn awer fonnt, Här President, dass déi Zäit, déi d'Chamber sech geholl huet mat där konstruktiver Diskussioun, schonn derwäert war, fir iwwert esou e wichtege Problem wéi den Haushalt a Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat wäre mer dann um Schluss vun der Diskussioun vun dësem Projet.

A mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8483 kommen, wou den Text am Document parlementaire 8483[2] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8483 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, M. Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener (par Mme Claire Delcourt), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet des conséquences du retrait des États-Unis du Pilier 2 du cadre international de taxation des grandes entreprises sur le Luxembourg

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Konsequenze vum Récktrëtt vun den USA vum zweete Pilier vum internationale Kader fir d'Besteierung vu grousse Betriber, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen: 10 Minutte fir den Auteur, 5 Minutte fir déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéiten a 15 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Franz Fayot als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, bei deenen ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ee Moment, ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... ech géif vläicht ëm e wéineg méi Rou bieden, fir datt een Iech och ka richteg nolauschteren. Voilà. Merci. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Bei deene villen Executive Orders, déi de President Trump an deenen éischte Méint vu senger zweeter Amtszäit geholl huet, war een dobäi, deen de Pilier 2 betrëfft. En huet decidéiert, Amerika aus dem internationalen Accord iwwert d'Mindestbesteierung vu multinationale Betriber zréckzezéien. Donieft huet de President Trump direkt och mat ekonomesche Konsequenze fir Firmen aus deene Länner gedrot, déi Steiere bei amerikaneschen Entreprisë géifen asammelen.

Et ass gewosst, dass de President Trump op Tariffer setzt, méi wéi op Besteierungen, an dass en en fait domat rechent, mat deenen Tariffer kënnen och gréisser Steiererliichterunge beim Mëttelstand awer och bei de méi räichen Amerikaner ze finanzéieren. An do sollen och haut am Laf vum Dag nach Annoncë

kommen iwwert déi Tariffer, iwwert déi Droits douaniers, déi potenziell de Welthandel wierklech kënne ganz haart treffen an och eis Ekonomien natierlech direkt impaktéieren.

Wann esou en enormen Acteur wéi d'USA sech aus esou engem internationalen Accord zréckzitt, da werft dat natierlech Froen op. Viru Kuerzem waren et d'CDU-Finanzministeren aus den däitsche Länder, déi derfir plädéiert hunn, den Accord elo an enger éischter Phas emol auszesetzen. An do entsteet natierlech da politeschen Drock an et entsteet och en Appetitt, fir esou Saachen ze maachen, insbesonnesch an engem Kontext, wou d'Kompetitivitéit wierklech de Schlësselterm ass an dat, wat am Fong alles dominéiert zurzäit.

Här President, den Accord iwwert d'Minimalbesteierung ass e Meilesteen an der internationaler Fiskalitéit an och e wichtege Schrëtt fir méi Steiergerechtegkeet och bei ganz groussen Entreprisen. Ech kommen elo net méi am Detail dorobber zréck – mir hu schonn des Éfteren driwwer geschwat –, mee et geet am Kär drëm, dass Multinationalle sollen international eng Minimalsteier bezuele vu 15 %, ouni kënnen duerch Ëmtässele vu Profitter oder Reduktiouun vun hirer Steierbase och a Steierparadiser an a Juridictiounen, wou dat ëmmer méiglech war ..., fir dat dee Moment ze reduzéieren. Et ass wierklech en zimmlech revolutionären Accord, deen iwwer laang Joren diskutéiert gouf an deen do schlussendlech och ëmgesat gouf.

Dir wësst, dass déi viregt Regierung sech deemools zu dësem Projet bekannt huet. An och déi aktuell Regierung huet sech dozou bekannt. Nach am Dezember hu mer déi éischt Adaptatioun och vum Projet hei am Parlament gestëmmt. An dofir ass et fir eis als LSAP och ganz kloer, dass et elo net dierf dozou kommen, dass zum Beispill de Retrait vun den USA géif als Pretext geholl ginn, fir deen international haart erkämpften Acquis a Fro ze stellen.

An dofir, an dat wëll ech hei ganz kloer soen – an dat ass fir de Moment net ëmmer de Fall bei allem, wat aus der Europäescher Kommissioun erauskënnt –, begréissen ech an dësem Dossier d'Positioun vun der EU-Kommissioun, dem Steierkommissär Wopke Hoekstra, deen e kloert Bekenntnis zum zweete Pilier gemaach huet, awer och eng däitlech Perspektiv vu ganz staarke Géigemesüren opgemaach huet, wann d'Amerikaner géifen u sech hei géint Entreprisë virgoen aus Länner, déi, wéi gesot, versichen, och déi Mesür géintiwwer vun amerikaneschen Acteuren ëmzesetzen.

Et ass wichteg ze betounen, dass de System souguer duerch de Retrait vun engem Land wéi den USA u sech net a Fro gestallt gëtt. Mëttlerweil gëtt et do eng Masse critique. Et si méi wéi 50 Länner, déi dat ëmgesat hunn, an dobäi wierklech esou grouss Acteure wéi d'Europäesch Unioun, awer och Japan a Brasilien a munch anerer, déi dat an hirem Gesetz hunn, soudass dee System, wéi gesot, och elo ka fonctionéieren. Domat ass de Fonctionnement séchergestallt. Dës Länner kënnen also zousätzlech Steierrecettë siche goen, falls déi aner Länner den zweete Pilier entweeder net ëmgesat hunn oder hir Entreprisen, trotz dem Ofkommes, net mat 15 % besteieren.

De Réckzuch aus dem Accord vun der Trump-Regierung wäert – an ech mengen, däers si mer eis all bewosst – zu weidere Verhandlungen um internationalen Niveau féieren. An hei géife mer u sech gäre wëssen, Här Minister: Wat ass déi lëtzebuergesch Positioun heizou? Wat ass Är Positioun an och d'Positioun vun der Regierung elo nom Retrait vun der Trump-Regierung? Et ass gewosst, dass eng vun de Pisten, déi momentan am Raum stinn, déi ass, dass dee momentan zäitlech begrenzte Safe Harbour zu engem Dauerzoustand kéint ginn. Beim Safe Harbour ass et esou, dass een de Pilier 2 net muss uwenden, falls den affichéierte Steiertaux bei iwwer 20 % läit. Dat wär an eisen Aen e Réckschrëtt, well mir wëssen alleguerten, dass den Taux affiché oft net vill heescht an den Taux effectif u sech méi niddreg ass wéi deen Taux affiché. Wéi steet Lëtzebuerg zu dëser Iddi?

Här President, et stelle sech och weider Froen, déi am Dezember nach op bloufen, wéi mer fir d'lescht Kéier heiriwwer diskutéiert hunn.

Déi éischt ass déi, wéi d'Zesummespill ass tëscht Steierbonifikatioune respektiv Steiermesüren, déi e Land kann aféieren, an dem Pilier 2. Do geet et konkreet drëm, dass een en fait duerno, wann ee Bonifikatioune gëtt oder Steierdeduktibilitéiten oder aner Steiermesüren, déi dann duerno net muss neutraliséieren, oder dass déi net neutraliséiert ginn iwwert eng Besteierung vu bis zu 15 %.

Dir hat eis am Dezember gesot, dass Der Iech géift ukucken, wat an der Belsch oder an Irland do géif gemaach ginn, ier Der Iech dozou géift positionéieren. Mëttlerweil si véier Méint vergaangen an dofir wollt ech froen, ob Der dat entre-temps konnt klarifiéieren.

Den zweete Punkt ass, an d'Chambre des Salariés hat dat opgeworf: Si hat do Iech am Verdacht, net onbedéngt op déi 15 % Mindeststeier ze bestoen. Si hunn argumentéiert, dass de Fait, dass Der trotz engem Steiertaux, dee jo haut bei ronn 24 % läit, dovu wëllt ofgesinn, Firmen, déi mat hiren internationalen Aktivitéiten ufänken, an den éischte fënnef Joer iwwert de Pilier 2 ze besteieren, u sech géif weisen, dass déi Firme mat engem Taux besteiert ginn, deen net nëmme méi niddreg ass wéi 24 %, mee och nach e Stéck ënnert deene 15 % läit, well Der jo soss net drop géift verzichten, se ze besteieren.

Et muss een och haut, mengen ech, nach eng Kéier soen, dass bei allem Verständnis fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz et net ëmmer intelligent Kaddoe sinn, wou ee weeder de Betriber nach dem Land déngt, well et ass nun emol grad esou, dass de Pilier 2 virgesäit, dass aner Länner déi Steieren, déi an engem Land net bezuelt ginn, trotzdeem akloe kënnen.

Et ass genau dee System, deen de Pilier 2 esou waasserfest soll maachen, an dat ass am Fong jo och gutt esou. An dofir stellt sech hei eeben d'Fro: Geet et elo hei drëms, alles dofir ze maachen, fir dass d'Firmen hei zu Lëtzebuerg déi Minimalsteier net an hirer Integralitéit bezuelen? An et géif mech och do nach eng Kéier interesséieren, wat Är Attentë sinn, wat elo d'Kompetitivitéit ugeet vun der Finanzplaz bei esou enger Ëmsetzung vun dem Pilier 2.

Op der anerer Säit gesäit de Pilier 2 och Steierincitatioune vir, déi ee ka gëlle loossen, wann zum Beispill fir Recherche, awer och sougenannte Payroll Tax Cuts, déi Incitatioune bei den Entreprisë solle schafen, fir an de jeeweilege Länner och Aarbechtsplazen ze kreéieren. Och hei wiere mer interesséiert drun, Ablécker an Är Strategie ze kréien.

Här President, mir sinn, wéi gesot, der Meenung, dass mer weiderhin och eng ambitiéis Ëmsetzung vum Pilier 2 hei zu Lëtzebuerg viséiere sollen. A mir wären net d'accord, wann de Retrait vun den USA elo géif u sech benotzt ginn als e Pretext fir sech aus deem Pilier 2 do zréckzezéien. A mir hu verstanen, Här Minister, dass dat och net d'Intentioun vun der Regierung ass.

Wat an eisen Aen awer ëmmer nach e bëssen onverständlech ass, dat ass – an do ginn ech och op d'Kritik vun der Zentralbank an –, dass et nach wie vor guer keng Zenarisatioun gëtt iwwert den Impakt vun där Steier hei zu Lëtzebuerg. Mir verstinn net, dass et net op d'mannst eng Zenarisatioun gëtt vun deene verschiddene Méiglechkeeten, déi et gëtt, fir déi Betriber, déi concernéiert si vun dësem Pilier 2, u sech ze erfaassen an och e bëssen ze erfaassen, wat dat heescht en termes vu Recetten, déi jo vu verschiddenen op ganz héich Montanten evaluéiert ginn. Ech erënneren un den Artikel an der Zeitung vun der Fonction publique, awer och vun dem EU Tax Observatory. An dofir wäre mer frou, wa mer do nach eng Kéier kéinte Prezisioune vun Iech kréien.

An och eng lescht Fro, Här Minister: Wat huet dat dann elo fir Implikatiounen, och fir déi amerikanesch Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn an déi hei hire Siège hunn?

Här President, ech géif dann och nach heivu profitéieren, fir eng Motioun ofzeginn, wou mer d'Regierung invitéieren, hiren Engagement en faveur vun der Applikatioun vum Pilier 2 am Kader vun der Europäescher Unioun ze confirméieren, sech och um europäeschen Niveau weiderhin anzesetzen, dass dee Pilier 2 op eng kohärent a koordinéiert Aart a Weis verteidegt gëtt, an och d'Chamber weiderhin ze informéieren iwwert déi international Diskussiounen iwwert d'Fiskalitéit vun de Multinationalen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le Luxembourg a transposé la directive (UE) 2022/2523 relative à l'imposition minimale effective des multinationales dans le cadre de l'accord international de l'OCDE sur le Pilier 2 ;

– considérant que cet accord vise à assurer une imposition plus équitable des bénéfices des grandes entreprises à l'échelle mondiale et à mettre fin à la concurrence fiscale dommageable entre États ;

– considérant le retrait récent des États-Unis de l'application du Pilier 2, par décret présidentiel du 20 janvier 2025, mettant en péril l'équilibre multilatéral de la réforme fiscale internationale ;

– considérant les déclarations du Commissaire européen Wopke Hoekstra appelant à maintenir le cap de la réforme, soulignant que « la logique du Pilier 2 en matière de justice fiscale reste inchangée » malgré le désengagement américain ;

– considérant les propos de divers experts selon lesquels le mécanisme du Pilier 2 reste pleinement fonctionnel, même sans participation active des États-Unis, car la règle des bénéfices sous-imposés (UTPR) permet à l'UE de taxer les multinationales américaines opérant en Europe ;

– considérant qu'en réponse à une question parlementaire, l'ancienne ministre des Finances a indiqué qu'environ 7.500 entités établies au Luxembourg relèveraient du champ d'application du Pilier 2, démontrant l'importance directe de cette réforme pour notre place économique et financière,

invite le Gouvernement à

– réaffirmer l'engagement du Luxembourg en faveur de l'application du Pilier 2, en concertation avec ses partenaires européens et l'OCDE ;

– défendre activement, au niveau européen, le maintien d'une mise en œuvre coordonnée et cohérente du Pilier 2 ;

– informer régulièrement la Chambre des Députés de l'évolution des discussions internationales sur la fiscalité des multinationales.

(s.) Franz Fayot, Liz Braz, Yves Cruchten, Claire Delcourt, Paulette Lenert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

An da wär et um éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci deene puer Kolleegen, déi et nach gepackt hunn, hei sëtzen ze bleiwen. Ech weess net, ob dat mam Theema ze dinn huet, mee et ass awer e ganz wichtegen Theema.

Fir d'alleréischt e ganz grousse Merci un den Initiator vun där Heure d'actualité. Et ass effektiv e Sujet, mengen ech, deen am Moment ganz vill, ganz besonnesch Entreprisen, net nëmmen an Europa, mee weltwäit Suerge mécht.

Ech wëll elo net op all dat nach eng Kéier agoen, wat de Kolleeg Franz Fayot gesot huet, och iwwert d'Wichtegkeet vum zweete Peiler, och iwwert déi Minimalbesteierung, déi eigentlech fir méi Steiergerechtegkeet a géint haaptsächlech och Steierhannerzéiung e wichtege Meilestee gesat huet. An ech mengen, et ass och keen Zweifel, wat meng Fraktioun hei betrëfft, datt mir nach wie vor honnertprozenteg hannert deem zweete Peiler stinn.

Elo géif ech awer vläicht eng Kéier gär ganz kuerz drop agoen, wat déi international Konsequenze riskéieren ze si vun där Decisioun, déi do vun der Trump-Administratioun geholl ginn ass. An déi éischt ass eigentlech déi, datt mer eis leider Gottes och a Steierfroen erëm méi vum Multilateralismus ewechbeweegen, wat eigentlech katastrophal ass a wat eigentlech och net gutt fir d'Weltwirtschaft ass, well eigentlech d'Entreprisen elo guer net méi wëssen, wou se dru sinn. Mir hunn also manner Sécurité juridique an dat kann net am Interêt vun enger Wirtschaft sinn.

Zweetens wäert dat do och zu ganz villen internationale Spannunge féieren. An ech wëll guer net soen, wat dat dote fir d'Simplification administrative vun eisen Entreprisë konkreet wëll heeschen, wann elo déi Mindestbesteierung ausgesat gëtt oder net applizéiert gëtt. Hei spillt se awer virun. Wéi geet et mat amerikaneschen Entreprisen, déi Succursallen oder Filialen hei hunn? D'Fro ass zum Deel och schonn ugeschnidde ginn. Et kann een awer och soen: Wéi geet et mat lëtzebuergeschen oder europäeschen Entreprisen, déi an de Vereenegte Staate Succursallen oder Filialen hunn? All dat ass eng grouss Period vun Onsécherheet, déi do opgeet.

Allerdéngs, an duerfir verstinn ech och net ganz déi Demarche vun der amerikanescher Administratioun: Déi féiert awer och derzou, datt eigentlech d'USA hei hire Leadership an der Steierwelt opginn, doduerch datt se sech eigentlech hei erauszéien aus engem Accord, wou virdru gesot ginn ass, datt awer 50 Länner sech ralliéiert hunn, wat also fir mech net ganz verständlech ass.

An och dee véierte Punkt: Dat wäert jo derzou féieren, datt d'Steierrecettë fir den amerikanesche Staat awer wäerten zu engem gudden Deel erofgoen, wann déi Minimalbesteierung an Amerika net méi besteet. An do froen ech mech och, ob net awer mëttelfristeg och den amerikanesche Staat kann eng Rei vu Problemer kréien.

Nun, wat kann een elo hei maachen? Ech mengen, mir sinn eis eens: Hei soll een net virun de Won lafen. Hei kënnen nëmmen zesummen um Niveau vun der Europäescher Unioun Mesüre geholl ginn an déi mussen natierlech am Konsensus geholl ginn. An hei gesinn ech iwwerhaapt net, datt Lëtzebuerg oder en anert europäescht Land hei géif elo eleng Mesüren huelen. Dat géif absolument näischt bréngen. Hei kann ee sech um europäeschen Niveau eng Rei vu Géigemesüre virstellen. Et kéint een zum Beispill eventuell eng Kompensatiounssteier aféiere fir amerikanesch Multinationallen, déi dann eeben net méi géifen ënnert déi 15 % falen. Et kéint ee sech och eng Steier op de GAFAMe virstellen, eng Iddi, déi scho méi laang ronderëmmer schwirrt. Mee, ech géif emol fir d'alleréischt nach eng Kéier soen, et soll ee virun allem elo mol awer nach eng Kéier op déi diplomatesch Bezéiunge setzen an och nach eng Kéier kucke mat den Amerikaner, ob een do wierklech net e Wee fënnt, datt d'Amerikaner awer do derbäibleiwen, well ech mengen, in fine ass et och net am Interessi vun der amerikanescher Wirtschaft, scho guer net vun der Weltwirtschaft, an et wäert och deenen amerikaneschen Entreprisen extreem vill Problemer bréngen, an Amerika, an den USA, awer och an Europa.

Lescht Wuert nach vläicht, Här President: Mir dierfen natierlech an där ganzer Diskussioun net de Level-Playingfield vergiessen. Mir sinn hei an der Europäescher Unioun, mir sinn net eleng op der Welt. Am Moment hu mer souwisou ganz staark Spannungen. Mir mussen natierlech och ëmmer erëm d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun der Europäescher Unioun am A behalen, an duerfir muss een natierlech kucken, wéi een déi och mëttel- a laangfristeg ofséchert. Nach eng Kéier: Mir stinn op jidde Fall als CSV weider zum zweete Peiler an duerfir sinn ech eigentlech och optimistesch, datt elo zesumme mat eisem Finanzminister a mat deenen anere Finanzministeren um europäeschen Niveau och do Moossname fonnt ginn, déi weider d'Kompetitivitéit vun der europäescher Wirtschaft wäerten ofsécheren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Patrick Goldschmidt d'Wuert. Här Goldschmidt.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif alleguerten, als éischt och vu menger Säit dem Auteur vun dësem Punkt e Merci fir dee wichtege Sujet, dee mer hei hunn iwwert de Pilier 2, net de Pilier 2 vun den Assurancen, mee de Pilier 2 vun der Minimalbesteierung vun de Multinationallen.

Den 20. Dezember 2023 hu mir hei am Haus de Gesetzestext 8292 gestëmmt, fir déi Direktiv iwwert eng global Mindestbesteierung vun de Grousskonzerner, den zweete Pilier, ze transposéieren. Dës Initiativ, déi am Oktober 2021 vun 135 Länner op OECD-Niveau ënnerstëtzt ginn ass, war en immens wichtege Schrëtt, fir weltwäit Steiergerechtegkeet ze förderen. D'Prozedur, fir international zu sou vill e Konsens op dësem Sujet ze schafen, war keng einfach, mee d'Resultat eng Errungenschaft fir méi Steiergerechtegkeet.

Wéi scho gesot ginn ass, sollen déi multinational Societéiten, déi mindestens 750 Milliounе Joresëmsaz maachen, iwwerall e gerechten Deel u Steiere bezuelen, egal, wou se hir Aktivitéiten ausüben, an egal, wou se hir Benefisser generéieren. Et ass e Seuil vu 15 % festgehale ginn, a wann an enger Juridictioun e Grupp ze wéineg Steiere bezilt, da kann dës Differenz an enger anerer Juridictioun nobesteiert ginn, soudass et net profitabel ass, de Gewënn vu Land zu Land ze verréckelen.

Et gëtt geschat, dass zu Lëtzebuerg ronn 7.500 Entitéiten heivu betraff wieren. Wat dëst konkreet um Niveau vun de Staatsrecettë bedeite géif, ass awer schwéier ze quantifizéieren, well mer dervun ausginn, dass déi 7.500 Betriber warscheinlech net bereet sinn, hei déi Mindeststeier ze bezuelen. Do gëtt et verschidden Zenarien, wéi beispillsweis, ob d'Mammegesellschaft bei eis am Land ass oder nëmmen eng Entitéit vun enger Multinationale an esou weider.

Zanter dass den neien amerikanesche President am Amt ass, huet e scho séier verschidden Decisioune getraff an am Januar och den Ausstig vun den USA aus dësem globale Steierofkommes erkläert. Heizou muss ee soen, dass sech den Donald Trump schonn a senger éischter Amtszäit géint esou eng global Mindestbesteierung ausgeschwat hat. De viregte President aus Amerika, de President Biden, huet dunn de Feu vert ginn, mee och muss een umierken, dass si dëst ni ëmgesat hunn. Den Trump begrënnt jo seng Entscheedung doduerch, dass et him ëm d'Souveränitéit vun den USA géif goen an hien d'Kompetitivitéit a Gefor géif gesinn. En huet souguer domat gedrot, dass e Strofmoossnamen ergräife géif, sollt e Land sougenannt „diskriminéierend" Steieren op multinational US-Konzerner erhiewen, also ganz nom Prinzipp „America First". Mee den Ausstig vun den USA dierf net bewierken, dass et elo zu engem Dominoeffekt kënnt an och aner Länner den Ureiz kréie kéinten, aus dem Mindeststeierofkommes auszesteigen, souwuel innerhalb wéi och ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Fir d'Demokratesch Partei steet eppes fest: Mir stellen dësen Accord net a Fro, well mer der Meenung sinn, dass dëse fir eng méi effikass a gerecht Besteierung suergt. Lëtzebuerg wäert sech weiderhin un déi international Reegelen a Standarden halen. Fir eis Fraktioun ass et evident, dass de Level-Playingfield zu all Moment muss garantéiert sinn. Just esou kënne mer d'Vertrauen an eis Finanzplaz garantéieren an eis och fir déi nächst Joren zolidd opstellen.

Mee – Dir waart schonn drop – d'Follge vun dësem Réckzuch si schwéier virauszesoen. Et ass fir d'éischt emol eng europäesch Fro, éier et iwwerhaapt eng lëtzebuergesch Fro ass. Et ass bis haut onkloer, wéi eng Vergeltungsmoossnamen Amerika am Fall vun enger Besteierung am Kader vum Pilier 2 vun amerikanesche Konzerner hëlt. Duerfir sollt Europa zesummen an net ee Land eleng sech zu dësem Theema positionéieren, an et muss ee sech och d'Fro stellen an evaluéieren, ob Europa wierklech de Pilier 2 wëllt bäibehalen a sech selwer an de Fouss wëllt schéissen.

Ech hunn do haut op dës strateegesch Fro keng definitiv Äntwert, mee Europa muss sech dëser a Bezuch zur Wettbewerbsfäegkeet, wéi och scho virdrunner gesot ginn ass, stellen. Dëst och, wann ee weess, datt bis Enn des Joers d'DAC9-Direktiv, Directive on Administrative Cooperation, am Kader vum Pilier 2 sollt ëmgesat ginn. Do geet et drëms, wéi déi verschidde Steiererklärungen oder wéi déi verschidden Zuele vun engem Land an dat anert matgedeelt ginn. Déi administrativ Käschten an d'Verwaltung vun dëse Reegele sinn enorm.

Zu dësem Moment sollte mir ofwaarden, fir ze gesinn, wéi sech dës Situatioun weiderentwéckele wäert, mee wa mir kleng bäiginn an Ausnamereegelunge fir d'US-Konzerner en place setzen, dann ass dat eng kuerzfristeg Léisung, an no enger Zäit riskéiere mir, dass sech europäesch Entreprisen an den USA néierloossen, fir och heivunner ze profitéieren. Dëst wär ganz kloer zum Nodeel vun eiser Wirtschaft. Mir setzen eis weider fir eng effikass a fair Besteierung vun de multinationalen a grousse Gruppen an.

Ofschléissend e kloren – fir dass et kloer ass fir jiddwereen – Jo fir d'Mindestbesteierung vun eiser Fraktioun, mee mir sinn awer och kloer derfir, datt e Land d'Recht behält, och an der EU, fräi iwwer seng Besteierungsgesetzgeebung ze verfügen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi mer dat heiten diskutéiert hunn an och gestëmmt hu virun e puer Méint, huet sech eigentlech fir eis eng grouss Fro gestallt, an dat war och eng Fro, déi an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an och hei an der Chamber. Dat ass déi: Wat bréngt dat do elo finanziell fir de Budget vun eisem Land Lëtzebuerg? An do sinn dee Moment d'Meenungen e bëssen auserneegaangen, och vun den Experten, an et konnt keen et esou richteg virausgesinn. Dat ass gaange vun „o, mir wäerte warscheinlech e bësse verléiere" iwwer „o dach, dat do gëtt positiv, mir wäerten do e bësse gewanne" bis zu, an dat huet een och héieren, „dat do, dat gëtt en totalen Jackpot fir Lëtzebuerg. Do komme Milliarden eran!" Dunn hu mer dat gestëmmt, well mer da gehofft hunn, dass dat Bescht géif geschéie fir eist Land. Dat ass, mengen ech, mat déi wichtegst Iddi, déi mer mussen hunn, wa mer eng Decisioun hei huelen. Dat ass: Wat bréngt dat eisem Land? Natierlech ass et schéin, wann et eng Steiergerechtegkeet gëtt op der ganzer Welt, mee mir mussen d'Entscheedungen hei am Interessi vun eisem Land treffen.

Et ass also schwéier ze chiffréieren, dat souguer, wann d'USA géife matmaachen. Ech wollt dofir och den Här Minister eng Kéier froen, ob hie vläicht eng Iddi huet, ob dat heiten, déi Mindeststeier vu 15 %, Lëtzebuerg éischter eppes erabréngt oder éischter net déi nächst Joren. Mee warscheinlech ass dat och elo nach schwéier ze chiffréieren.

An do stellt sech dann d'Fro elo, wou den Här Trump gesot huet, si géifen austrieden aus engem Accord, dee se awer och nach ni ëmgesat haten a wou ech awer och skeptesch sinn, ob se wierklech d'Absicht haten, deen eng Kéier a Kraaft ze setzen. Well mir wëssen, wéi Amerika fonctionéiert an dat net eréischt säit dem Här Trump, mee och virdrun. Also, „America First" ass e bëssen d'Devise awer vun all den amerikanesche Presidente gewiescht a vun deem Land am grousse Ganzen, quitte dass et da vläicht elo nach e bësse méi staark ass, mee ëmmer ass dat d'Devise gewiescht vun deem Land. A si maache sécherlech näischt, wat hinnen näischt bréngt. Ganz kloer net! Amerika géif ni eppes maachen, wat hinnen näischt bréngt! A wann et hinnen elo vill bréngt, dann ass dat am Fong schlecht fir eis.

Well de Risiko ass elo, dass Amerika d'Steieren extreem erofsetzt an dass mer vill Betriber hunn, Wirtschaft, déi ofwandert an d'USA. Dann hu si gewonn a mir verluer. An dat ass och e bëssen, fir op d'Motioun anzegoen, déi deposéiert ginn ass. Also, mir stinn och derzou, dass mer dat bäibehalen, mee et weess ee jo net, wéi d'Situatioun evoluéiert. An duerfir muss ee sech awer d'Méiglechkeet ophalen, nach eng Kéier doriwwer kënnen ze diskutéieren. An eventuell ... Stellt Iech emol vir, et wären op eemol ganz vill Länner, déi austriede géifen, da kéinte mir dat jo net eleng mat e puer Stéck nach duerchzéie wëllen. Dat wier ekonomesche Selbstmord!

Zum Schluss mengen ech, dass mer eis einfach virun Ae sollten halen, dass mer hei dat Bescht sollte maache fir eist Land. Alles, wat eisem Land eppes bréngt, ass gutt, an an deem Sënn musse mer hei handelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Réckzuch vun den USA aus dem Pilier 2 stellt net nëmmen e geopoliteschen Challenge duer, mee eng direkt Gefor fir d'Steiergerechtegkeet an eiser global vernetzter Wirtschaft. Déi global Mindestbesteierung vu 15 % fir grouss multinational Entreprisen hat eng kloer Zilsetzung: Et goung jo eigentlech drëm, Steiervermeidung ze bekämpfen a Profitter och do ze besteieren, wou se entstinn an eeben déi Ongerechtegkeeten, déi mer kennen, aus der Welt ze schafen. An datt d'USA sech elo ënner enger neier Trump-Administratioun dovunner distanzéieren, dat bedeit wierklech e politesche Réckschrëtt mat och ekonomesche Konsequenzen. Et entsteet hei eng asymmetresch Situatioun, an déi Fortschrëtter, déi no jorelaange komplexe Verhandlunge bannent der OECD erreecht goufen, geroden elo akut a Gefor.

Mee déi wichteg Fro fir ons ass, an ech hat se schonn hei eng Kéier dem Finanzminister gestallt, dat war zwar net geziilt an deem Kontext: Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg dozou? Dir hat mer am Dezember gesot, Här Minister, wéi mer hei Modifikatioune gestëmmt haten, et misst ee sech froen, ob d'EU-Direktiv an deem Kontext misst ugepasst ginn am Sënn eebe vum Level-Playingfield. An Dir sot eeben deemools, datt Lëtzebuerg sech esou enger Diskussioun net géif verschléissen. Ma mir kréie jo dann elo haut Kloerheet driwwer, well jo och déi Motioun elo vun dem Franz Fayot virläit, vun de Kolleege vun der LSAP.

Mee meng konkreet Fro och un Iech: Wat fir Diskussioune gouf et elo zënterhier? Dir hat eis am Dezember dervu geschwat, dass et Diskussioune gouf. Wat gouf elo zënterdeem op europäeschem Niveau diskutéiert a wéi eng Positioun hutt Dir do derbäi vertrueden? Ech géif et wierklech bedauerlech fannen, wann elo hei, nodeems scho bei anere wichtegen Texter, déi laang verhandelt goufen, wéi eeben d'CSDDD oder d'CSRD, och hei géif zréckgeruddert ginn, an dat och en plus elo hei bei engem Text, dee mir och schonn transposéiert hunn. Well an eisen Ae brauch Steierpolitick Kohärenz an net Ambivalenz.

An Europa muss och an eisen Ae bewosst d'Konterpartie zu där Laisser-faire-Politick op där anerer Säit vum Atlantik bilden. Mir hunn eng Verantwortung ze iwwerhuele fir Fairness an eiser Wirtschaft. An et kann net sinn, datt kleng a mëttelstännesch Betriber korrekt hir Steiere bezuelen, wärend multinational Giganten duerch Optimiséierung, wéi dat dann esou schéin heescht, bei Null erauskommen. Dat ass an eisen Ae kee Level-Playingfield. Dat ass och net gutt fir d'Kompetitivitéit vu klengen a mëttlere Betriber. Et ass also wéi ëmmer d'Fro, wien hei gewënnt a wie verléiert. An do kann ee sech an eisen Aen net hannert deem Schlagwuert vun der Kompetitivitéit verstoppen.

Doriwwer eraus komme mer an eng Zäit, wou massiv Investitioune musse gemaach ginn an eis Verdeedegung, gläichzäiteg awer och an d'Weiderentwécklung vun Europa. Elo op Recetten ze verzichten, dat wär net nëmme wirtschaftlech riskant, mee och politesch verantwortungslos. Duerfir eise klore Message un Iech: Weist wannechgelift, an d'Motioun geet jo och genau an déi Richtung, e kloert Engagement fir d'Weiderféierung vun der Mindestbesteierung a sidd och proaktiv op EU-Niveau a verdeedegt eng fair Steierpolitick! Mir sinn der Meenung, et brauch glafwierdeg Positiounen, fir datt Investisseuren, Betriber an och d'Bierger d'Vertrauen an eise Steiersystem behalen.

Dir sidd elo och schonn e puermol eebe gefrot ginn, wat elo d'Evolutioun vun de Recetten op der Basis vun där Mindestbesteierung ass. D'Fro och: Wat ass am Fong d'Evolutioun? Gëtt et e Standuertverhalen elo scho vun den Entreprisen? Wéi bewäert Dir déi éischt praktesch Auswierkungen do dervunner? An dann ass d'Fro och déi, ob d'Regierung net der Meenung ass, datt grad elo d'Regulatioun an och d'Besteierung vu groussen US-Entreprisen e wichtegt Mëttel ass, fir Drock vis-à-vis vun der US-Administratioun kënnen opzebaue respektiv och deem standzehalen. Gesäit d'Regierung elo bei där ganzer Dereguléierung net d'Gefor, datt Europa fräiwëlleg a virschnell och seng beschte Kaarten aus der Hand gëtt an dann an Zukunft ëmsou méi Krämpes huet ze reagéieren, wann awer weider där Chantageversich vun engem President Trump kommen?

An da gëtt jo alternativ eppes, wat schonn um Dësch war zu engem Kommissiounspresident Juncker senger Zäit: déi europäesch Digitalsteier, ëmmer erëm diskutéiert. Wéi stitt Dir zu enger Digitalsteier fir Betriber op EU-Niveau, erëm an där Logik, fir da kënnen Tech-Giganten hei ze besteieren? Gëtt et do aktuell Diskussiounen zu Bréissel? A wat ass d'Lëtzebuerger Positioun?

Schlussendlech bleift et fir eis eng prinzipiell Fro, well d'Steierpolitick ass méi wéi just eng wirtschaftlech Zuel, et ass och eng Fro vu Gerechtegkeet a Glafwierdegkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Réckzuch vun den USA aus dem Pilier 2 vum internationale Steierkader betrëfft eise Wirtschaftsstanduert direkt.

Ech wëll awer eppes am Ufank direkt ganz kloer soen: D'Europäesch Unioun huet sech eestëmmeg fir dëse globale Steieraccord ausgeschwat an eisen Engagement bleift oder sollt onverännert bleiwen! De Pilier 2 ass net just eng technesch Steierreform, mee den Ausdrock vun engem gemeinsame Wäertersystem: Gerechtegkeet, Transparenz a kollektiv Verantwortung.

Lëtzebuerg stoung ëmmer zu sengen europäeschen a globalen Engagementer. Mir hunn d'Direktiv zum Pilier 2 an eist nationaalt Recht ëmgesat, well mer un eng koordinéiert europäesch Approche gleewen. Dës Solidaritéit ass d'Fundament vun eisem europäesche Projet. An och a schwieregen Zäiten dierfe mer dës Wäerter net opginn.

Mee mir däerfen awer och net naiv sinn. Den amerikanesche Réckzuch stellt eis virun nei Erausfuerderungen. D'USA schafe sech domadder e kompetitive Virdeel fir hir eege Wirtschaft, an dat an enger Zäit, wou d'Europäesch Wirtschaft souwisou scho massiv ënner Drock steet. Dowéinst musse mer grad elo méi wéi jee d'Attraktivitéit vun eisem Standuert stäerken, net duerch Steierdumping an niddreg Steiersätz, mee duerch Innovatioun, héichwäerteg Infrastrukturen a qualifizéiert Aarbechtskräften.

Dowéinst musse mer an Zukunftstechnologien investéieren, besonnesch bei den digitalen an ekologeschen Transitiounen. An dofir brauch ee Geld. A forcement kënnt dat Geld net vum Himmel gefall. Och wann et den Term vum Helikoptergeld an der Wirtschaftstheorie gëtt, esou ass dat awer an deem heite Fall net applikabel. Wa mer wëllen an déi Transitiounen investéieren, wat mer musse maachen, wat mer solle maachen, da mussen déi Transitiounen och bezuelt ginn.

Mir mussen, fir et awer kompetitiv ze soen, eis Verwaltungen a Prozedure massiv vereinfachen an digitaliséieren, amplaz weider administrativ Waasserkäpp oder onnéideg komplizéiert Prozeduren ze schafen.

Mir brauchen eng héichwäerteg Educatioun a Formatioun, fir méiglechst vill Talenter direkt hei am Land auszebilden, fir datt mer eebe grad net drop ugewise sinn, se ëmmer méi wäit musse sichen ze goen. An dann zousätzlech, datt mer als Éischt emol kompetitiv musse sinn um Aarbechtsmaart, da kompetitiv musse sinn um Wirtschaftsstanduert, fir dann duerno nach e kompetitiivt Ëmfeld ze halen. Mir musse wierklech probéieren, all eis Stäerkte selwer auszespillen.

A mir mussen eng verantwortungsvoll Steierpolitick bedreiwen, déi de Betriber Rechtssécherheet garantéiert. D'EU a Lëtzebuerg musse weisen, datt mer och ouni Steierdumping kompetitiv sinn a bleiwe kënnen. Mir hunn d'Ressourcen, d'Kompetenzen an d'Innovatiounskraaft, fir dëst ze erreechen an doraus endlech méi Kapital ze schloen.

De Wee no vir besteet net doranner, d'USA ze imitéieren, mat engem Kéiskapp iwwer eng Bün ze danzen, mee e besteet doranner, sech op eis Wäerter ze besënnen, eis Engagementer anzehalen, eisen eegenen europäesche Modell ze stäerken, e Modell, deen op enger Kombinatioun vu sozialer Gerechtegkeet a wirtschaftlecher Dynamik berout.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet ëmmer gewisen, datt mer eis un nei Realitéiten upasse kënnen. A genau dat musse mer och elo nees eng Kéier maachen.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vläicht ze einfach, wann ee seet: „Dat hei beaflosst eise Wirtschaftsstanduert." Et huet e groussen Impakt. Et muss een awer och soen, datt mer an der OECD net eleng sinn. Dat heiten ass net en Accord, dee just d'EU imposéiert huet, wéi d'US-Verwaltung dat am Moment wëllt jiddweree gleewen doen. Dat heiten ass en Accord, dee vun Ufank u vun den USA ganz skeptesch beäugt gouf, och an der OECD, a wou ganz laang hin an hier negociéiert gouf, ob en iwwerhaapt jee eng Kéier géif d'Luucht gesinn, well eebe grad d'USA ënner wiesselenden Administratiounen deem Projet méi wéi skeptesch géintiwwer stoungen, fir hir Steieroasen, wéi den Delaware, ze protegéieren.

Et muss een hei soen: Allkéiers, wann d'USA mat engem Fanger op iergendeng europäesch niddreg Steierjuridictioun weisen, musse se u sech mat dräi Fangeren zréck op sech selwer weisen an un den Delaware denken, mëttlerweil och un den Texas denken, un de Vermont, et kéint een, mengen ech, nach e puer Plazen nennen. Et ass kee Wonner, datt dee räichste Mann op der Welt sech komplett an den Texas zréckgezunn huet, well en do nach manner Steiere bezilt wéi iwwerall soss.

De Steierdumping ass haut scho laang e Geschäftsmodell vun eisen amerikanesche Partner ginn, dee se mat aller Kraaft wëlle verteidegen. An dat ass eng Race to the bottom, déi mir net musse matmaachen. Mir sollten eis op eis Wäerter besënnen a virun allem an eis Transitiounen investéieren. Domadder bleiwe mer och fir d'Zukunft kompetitiv.

An dofir villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Ufank Februar koum et bei de Vereenten Natiounen zu enger éischter Sëtzung vun der UN Tax Convention, déi als Zil huet, deen internationale Steiersystem ze reforméieren. Een Delegéierten nom aneren huet dunn d'Wuert ergraff, fir d'Wichtegkeet vun deenen Diskussiounen ze ënnersträichen a fir d'Bereetschaft vun hirem jeeweilege Land ze erklären, konstruktiv matzeschaffen, bis op de Vertrieder vun den USA. Hien huet de ganze Prozess prinzipiell a Fro gestallt an zum Schluss all déi aner Delegéiert opgefuerdert, mat him zesummen de Raum ze verloossen. Mee wéi e gaangen ass, ass en aleng gaangen an all déi aner si sëtze bliwwen. Esou misst et prinzipiell ëmmer mat Trumpiste geschéien.

D'USA ënnert dem Donald Trump behuele sech op der internationaler Bün wéi en Elefant am Parzeläinsbuttek. A wéi den Elefant hu se d'Potenzial, ganz vill Saache futti ze maachen, mee dee Schued kann a Grenze gehale ginn, wann den Trump op der diplomatescher Bün isoléiert gëtt. An de beschte Wee, fir dat ze maachen, och fir d'Europäer, ass, den Dialog mat allen aneren Natiounen ze sichen an d'UN-Institutiounen ze stäerken. Et soll ee keng Angscht hu virun där Clowneband am Oval Office an zu Washington!

Här President, mir hunn d'Ëmsetzung vum Pilier 2 a Lëtzebuerger Recht begréisst an och matgestëmmt. Deem Skandal, datt Multinationalle komplett ridicule Steiersätz bezuelen, wärend d'Staaten iwwerall op der Welt musse spueren, muss ganz schnell en Enn gesat ginn. De Pilier 2 huet elo d'Méiglechkeeten opgemaach, fir déi Konzerner zumindest mat 15 % ze besteieren. An dat ass och gutt esou! Et ass minimal, mee et ass gutt.

Mir hunn awer och schonn deemools hei an der Chamber gesot, datt dee Pilier fir eis keng ideal Léisung ass. Et ass e Kompromëss, deen um Niveau vun der OCDE ausgeschafft gouf, dat heescht, e Kompromëss tëscht deene räiche Länner. Dee Kompromëss soll sécherstellen, datt all d'Multinationallen zumindest 15 % Steiere bezuelen, mee en huet näischt un der Verdeelung vun de Steierrecettë geännert, soudatt virun allem d'Entwécklungslänner genausou aarm oder blöd dosti wéi virdrun. Dobäi kënnt, datt d'Reegele vum Pilier 2 esou komplex sinn, datt just nach Experten an der internationaler Fiskalitéit do den Duerchbléck hunn. An a ville Länner si souguer d'Steierverwaltunge komplett iwwerfuerdert domadder, ënner anerem justement och Entwécklungslänner, déi do selwer net richteg nokommen.

Eng wierklech nohalteg Reform vum internationale Steiersystem gesäit anescht aus! Se muss d'Interesse vun alle Länner berücksichtegen, fir op engem méiglechst breede Konsens ze stoen. Se muss einfach a realistesch ëmzesetze sinn an anstänneg Tauxen applizéieren. An dat kann nëmmen um UN-Niveau geschéien. Wann d'Europäer direkt op dee Wee vun enger UN-Konventioun gaange wären, amplaz se jorelaang ze blockéieren, da wäre mer elo vläicht net an dëser Situatioun.

En attendant féiert eiser Meenung no awer kee Wee laanscht eng konsequent Applikatioun vum Pilier 2, ob mat oder ouni d'USA. Ech géif do virdru warnen, och wa Leit gewësse Saache vermëschen a mengen, wa mer deen trotzdeem géifen héichhalen, datt dat eisem Land géif schueden. Passt op, d'Madamm Tanson ass schonn an déi Richtung gaangen a si huet absolument Recht! De Problem ass … D'Diskrepanz tëscht der ganz klenger, minimaler Besteierung vu grousse Multinationallen engersäits an anerersäits der normaler Besteierung vu klenge Betriber, déi sech keng Optimiséierung leeschte kënnen oder vläicht emol net dozou kënne kommen, ass e risege Problem justement fir kleng Betriber oder fir Familljebetriber an esou weider, déi da ganz einfach mat enger onlauterer Konkurrenz konfrontéiert si vu Multinationallen. Wa Starbucks warscheinlech manner Steiere bezilt wéi e Café um Eck, dee seng Leit souguer vläicht richteg bezilt, dann hu mer en décke Problem. Dat heescht, déi Saach ass guer net esou evident.

Bon, mir mussen dee Match awer ugoen a mir sinn eis bewosst, datt dat keen einfache Match wäert sinn. Den Trump a seng Kolleege wäerte mat Repressalien droen an der EU d'Liewe schwéier maachen, mee et ass keng Optioun, sech vun him erpressen ze loossen a sech mat an den Ofgrond vu senger geckeger Politick rappen ze loossen. Wa mer elo hei noginn, da kënnt e muer rëm eng Kéier nees mat enger Caprice.

Ech soen Iech Merci.

Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | 10 Minutten?

M. Claude Wiseler, Président | 15.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt soen ech dem Franz Fayot Merci, fir an enger Heure d'actualité dëse Sujet op den Ordre du jour vun der Chamber gestallt ze hunn. An ech soen och all eenzelnem Intervenant Merci, fir d'Positioun vu senger Fraktioun a vu sengem Gruppement esou kloer duergeluecht ze hunn zu engem Sujet, deen héich politesch ass, mee deen extreem technesch ass.

Ech kann net, an dat ass net e Wëllen, mee ech sinn net à même, op all d'Froen, déi gestallt goufen, eng ofschléissend definitiv Äntwert ze ginn. Eng politesch Äntwert, jo. D'Lëtzebuerger Regierung steet zu engem gutt fonctionéierenden transatlanteschen Dialog, zesumme mat eisen amerikanesche Frënn. D'Amerikaner sinn eis natierlech Alliéiert a si bleiwen dat och an dësen Zäiten. Dat zielt och an den Diskussiounen, déi een als Partner muss hunn a kënne féieren an esou engem komplexe Sujet wéi der Minimalbesteierung vu multinationale Konzerner. Et ass richteg drop higewise ginn, ganz am Ufank vun dem Franz Fayot, dass de sougenannte Pilier 2, deen also déi Minimalbesteierung virgesäit vu multinationale Konzerner, e Meilesteen an der internationaler Steierlandschaft ass.

Déi Diskussioune ginn effektiv zréck op d'OECD zu Paräis 2021, wou, loosse mer soen, en Accord op Recommandatioune fonnt gouf mat den USA. Lëtzebuerg war selbstverständlech och domadder d'accord. Fir d'europäesch Memberstaaten ass dat ëmgeluecht ginn op eng europäesch Direktiv, déi laang diskutéiert gouf, laang verhandelt gouf an déi zu Lëtzebuerg als ee vun den éischten Akten, déi ënnert dëser Regierung gemaach goufen, zum Enn vum Joer 2023 hei an der Chamber gestëmmt gouf. Mir sinn opgrond vun Evaluatiounen, déi gemaach goufe vun der OECD a vun aneren, zu Lëtzebuerg, Stand haut, 100 % konform mat allen Ufuerderungen, déi d'Minimalbesteierung, sprëch Pilier 2, bedeit.

Nun zu der Positioun vun der Trump-Administratioun, well ëm déi geet et jo. Richteg ass, nee, Fakt ass, dass den … Ech hunn en Tick, oft „richteg ass" ze soen. Fakt ass, dass den 20. Januar dëst Joer effektiv e Memorandum, deen den Här Fayot am Ufank vu senger Interventioun ugeschwat huet, vun der Trump-Administratioun geholl gouf. Wat ass de Sënn vun deem Memorandum? Mee deen ass, fir global ze soen, wéi

eng Länner, déi mat den USA Steierkonventiounen hunn, an dat sinn der ganz vill, déi net respektéieren, respektiv wou d'Steieren amerikanesch Betriber onverhältnisméisseg treffen. Dee Memorandum, dee gesäit eng Zäit vu 60 Deeg vir, fir déi Analys ze maachen. Déi Spann vun deene 60 Deeg ass also den 20. Mäerz ofgelaf a mer wëssen zu dësem Zäitpunkt net, wat do konkreet derbäi erauskomm ass. Dat ass och eng vun den Ursaachen, firwat ech net op all d'Froen, déi gestallt goufen, mer eng ofschléissend Meenung kann am Numm vun der Regierung maachen. Ech hoffen, dass Der dat verstitt. Ech versichen awer, esou wäit wéi méiglech op dat, wat opgeworf ginn ass, ze äntwerten.

Wat ass d'Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung huet? Dat war eppes, wat den Här Fayot an d'Madamm Tanson ugeschwat hunn. Wat ass d'Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel vertrueden huet? Fakt ass, dass an dem ECOFIN-Rot vun dem Februar – dat war Mëtt Februar, bei eis an der Fuesvakanz – dee Sujet um Ordre du jour zu Bréissel stoung. Mir hu wéi vill anerer gesot, dass mer wéilten, dass dat Reegelwierk vun dem Pilier 2, esou wéi et an der europäescher Direktiv ass an och a ganz ville Memberstaate vun der Europäescher Unioun ëmgesat ginn ass – an net nëmmen an der Europäescher Unioun, mee laut den OECD-Angabe sinn et mëttlerweil 50 Länner op der Welt, déi déi Mindestbesteierung, Pilier 2, applizéieren, dorënner och Groussbritannien, Australien, Kanada, Schwäiz –, dass dee Kader sollt oprechterhale ginn.

Dat war och déi kloer Demande, déi un den zoustännege Kommissär Hoekstra gaangen ass. Firwat? Well mer, wéi den Här Mosar et ugedeit huet, gäre Previsibilitéit hätten, also e Rechtsramen, dee Sécherheet gëtt, dann awer och e sougenannte Level-Playingfield, dat heescht, dass all Memberstaat eigentlech innerhalb vun deem Reegelwierk iwwert dee selwechte Leescht gezu gëtt. Dat ass deen zweete Punkt.

Deen drëtte Punkt ass deen, dass mer och domadder wëllen evitéieren, dass d'US-Administratioun eenzel mat all Memberstaat dann iwwert de Wee vu bilaterale Steierkonventiounen do Negociatioune féiert.

De véierte Punkt ass deen, dass et selbstverständlech ëm eng europäesch Direktiv am Steierberäich geet. A wat heescht dat? Mee dat heescht, dass do Unanimitéit besteet. Dat heescht, Här Fayot, op Är Fro hin, an dat ass och e weidert Argument, firwat ech net ofschléissend op alles kann eng Äntwert ginn: Wann dee Rame vun der Direktiv Pilier 2 op Initiativ vun der Europäescher Kommissioun adaptéiert gëtt, dann ass dat eng Propositioun vun der Europäescher Kommissioun. Dat ass eng Propositioun, déi se mécht am Kontext vun engem méi generelle Kader, wat erëm zréckgeet op d'OECD.

Dat heescht, mir hunn déi zwee Niveauen: d'Recommandatioune vun der OECD, an dann hu mer ënnendrënner d'Direktiv vun der Europäescher Unioun. An am Kontext vun där Direktiv vun der Europäescher Unioun, déi dann eng Kéier vun dem Conseil zesumme mat dem Parlament arrêtéiert gëtt, compte tenu vun der Unanimitéit vun den eenzelne Memberstaaten, ergi sech eng Rei vun Ajustementer, déi eventuell da kommen.

Duerfir kann ech net an alle Punkte soen, wat elo d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass. Dat hänkt natierlech dervun of, wat fir eng Positiounen och vun anere Memberstaaten an dem Europäesche Conseil ageholl ginn a wat dat och bedeit um Niveau vun deem, wat herno bei deenen Diskussiounen erauskënnt.

Dann hutt Der awer eng Rei konkreet Propositioune gemaach respektiv Froe gestallt. Wéi ass et mat dem sougenannte Safe Harbour? Deen ass effektiv am besteeënde Gesetz, dat heescht dem besteeënde Gesetz, dat d'Chamber gestëmmt huet, am Artikel 58 festgehalen. Mee en ass awer op d'Steierjoer 2025 limitéiert. Do ass eng Demande, dat soen ech Iech och, oder en Interessi vun eenzelne Firmen, dass dee sougenannte Safe Harbour verlängert gëtt. Irland huet dat gemaach.

Zweet Fro. Wat ass den Impakt vun der Minimalsteier op eise gesamte Steiervolume? Eng Fro, déi ënner anerem vum Fred Keup a vu villen anere gestallt gëtt. Ech ginn Iech do einfach d'Ursaach, firwat dass à ce stade d'Steierverwaltung dat net ofschléissend ka berechnen. Firwat? Majo, well dat Gesetz réischt 2024 a Kraaft getrueden ass.

Nichtsdestotrotz hunn ech de Steierdirekter gebieden, fir d'Steierjoer 2024 méi eng, wéi Dir sot, granulär Aschätzung ze maachen, dat heescht opgrond vun deene ronn 750 Betriber (veuillez lire: 7.500 Betriber), déi zu Lëtzebuerg potenziell kënnen ënnert déi Minimalbesteierung falen, wéi dat vun deem engen a vun deem aneren ugeholl gëtt a wéi dat sech um Niveau vun de Steierrecetten am Plus oder am negative Sënn kéint auswierken.

Ech géif Iech proposéieren, wann dat vun der Chamber gewënscht ass … Ech kann net beurteelen, awéiwäit dass do beim Steierdirekter … Dat musst Der verstoen, do spillt jo och e Steiergeheimnis. A wann Der sot: „Ech hu 750 Entreprisen (veuillez lire: 7.500 Entreprisen)", dann ass dat natierlech méi en enken Echantillon, wéi wann ech déi gesamt Betriber, déi der Kierperschaftssteier ënnerleien, géif huelen. Ech géif Iech proposéieren, dass ech de Steierdirekter eng Kéier invitéieren, gegeebenefalls – dat muss dann d'Chamber decidéieren oder de Steierdirekter och, well hien ënnerläit deem Steiergeheimnis – an enger Séance à huis clos, ouni dass en do eenzel Firmen nennt, mee dass en awer do méi an den Detail ka goen, wéi ech dat hei op der Chambertribün kéint maachen. Dat musst Der verstoen an dat muss sech an deem rechtleche Rame beweegen.

Da war déi Fro: Wéi stitt Der do par rapport zu der Bonification d'imposition remboursable? Do sinn aktuell Diskussiounen zwëschent eisen Departementer am Finanzministère an der Steierverwaltung, fir ze kucken, wat d'Envergure vun deem Déchet fiscal ass, well et gëtt keng Decisioun an där enger oder an där anerer Richtung geholl, ouni ze wëssen, wat de potenziellen Déchet fiscal ass.

Da géif ech zu der Fro komme vun der Digitalsteier. De Koalitiounsaccord vun dëser Regierung gesäit vir, dass se sech eigentlech géint eng Imposition sur le numérique géif ausschwätzen.

Dir hutt gefrot, wou déi Diskussiounen zu Bréissel dru sinn, Madamm Tanson. Menge leschten Informatiounen no, an ech hunn nach gekuckt, dat elo mat de Beamten ze echangéieren …, gëtt et hirer Kenntnis no aktuell keng Propositioun vun enger Direktiv, déi um Bréisseler Niveau an Ausaarbechtung wier, sou dass se geschwë sprochräif wier. Et ass allerdéngs esou, dass, wann déi sougenannten Direktiv Pilier 1bis (veuillez lire: déi sougenannten Direktiv Pilier 1) da spillt – bon, dat ass elo alles technesch: dat heescht, dass méi do besteiert gëtt, wou effektiv d'Servicer ugebuede ginn –, da wier hiren Aschätzungen no déi Digitalsteier-Diskussioun zum Deel superfetatoire, fir et an eisen Termen ze soen, dat heescht iwwerflësseg, oder se géif sech dann als net esou zilfürend erweisen.

Dat, wat mir selbstverständlech wëllen, dat ass éischtens keen Nodeel fir d'Europäesch Unioun an och kee Wettbewerbsnodeel fir Lëtzebuerg am Kontext vun der Europäescher Unioun, mee wann Adaptatiounen néideg si fir de Kader vun der Pilier-2-Direktiv, ënnerstëtze mer déi. Mir wëllen eng Mindestbesteierung fir multinational Konzerner – ech soen dat nach eng Kéier: dat wëlle mer! – a mir vertrieden dat och zu Bréissel.

D'ailleurs vertriede mer och déi sougenannten DAC9-Direktiv, déi ugeholl gouf, fir dass déi och schnell ëmgesat gëtt. Wat heescht dat? Dass deen automateschen Informatiounsaustausch zwëschent den eenzelne Steierverwaltungen sech och kann applizéieren. Den Här Goldschmidt huet dat virdru gesot, dat ass eng komplex Aarbecht. Mir hunn eis Zoustëmmung zu Bréissel dozou ginn am leschte Conseil ECOFIN. A wa mer bis eng Kéier eng Zoustëmmung ginn hunn, jo, da setze mer dat och esou schnell wéi méiglech ëm, fir Rechtssécherheet ze kréien. D'Lëtzebuerger Regierung ass géint eng aggressiv Steierplanung a mir wëllen duerfir och de Level-Playingfield hunn. Ech mengen, dat ass dat, wat ech à ce stade ka soen.

Ech hoffen, dass esou séier wéi méiglech déi néideg Kloerheete kënne fonnt ginn, engersäits bei deem, wat d'amerikanesch Administratioun mécht oder net mécht, an anerersäits, wéi dat opgeholl gëtt an den europäesche Gremien.

An dësem Fall kann ech och soen, vun der Regierung, mee et ass eng Decisioun vun der Chamber, an ech lauschtere gären, wat déi eenzel Fraktioune soen. Dir hutt eng Motioun erabruecht. Mech stéiert an där Motioun net direkt eppes, firwat d'Regierung sech där géing stellen, mee et ass selbstverständlech de Choix vun deenen eenzelne Fraktiounen, well Der och e Verweis gemaach hutt: „dans le contexte des discussions européennes", mengen ech, ass an engem Libellé festgehalen. An dat ass fir mech och eppes: dass mer net als Lëtzebuerger eleng mam Fändel virlafen, mee dass mer proaktiv agéieren an engem gesamten europäesche Kontext.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Motion 1

A mir géifen zur Motioun vum Här Fayot kommen. Här Fayot, Dir hutt se virdrun erkläert. Ech denken, datt Der duerno nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen.

(Assentiment)

Wie wëllt dozou schwätzen? Fir d'éischt hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Mosar, dann duerno vum Här Hardy. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, Här President, et ass eigentlech näischt an dëser Motioun, mat deem mir net kéinte liewen. Se iwwerhëlt och zimmlech genau dat, wat ech am Numm vu menger Fraktioun virdrun hei exposéiert hunn, soudatt mir dës Motioun kënne matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann den Här Hardy an duerno den Här Goldschmidt.

(Interruption par M. Dan Hardy)

Dir wollt näischt soen. Dann den Här Goldschmidt.

(Brouhaha)

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Ech muss Iech enttäuschen.

Plusieurs voix | O!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Esou spannend gëtt et net. Ech hu gutt nogelauschtert an ech kann nëmmen d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun gi fir dës Motioun.

Une voix | Sidd Der sécher?

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Sécher!

M. Claude Wiseler, Président | Hunn ech nach eng aner Wuertmeldung? Waart ee Moment, ech kucken. Jo.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Also, mir sinn am Prinzipp och fir de Prinzipp vun der Mindestbesteierung, well et ass wichteg, datt déi ganz kleng an déi mëttelgrouss Entreprisen d'selwecht behandelt ginn. An duerfir ass dat wichteg. A mir fannen och, datt mer bei der Positioun solle bleiwen an da musse mer kucken, wat passéiert. Duerfir stëmme mer se mat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Keng aner Wuertmeldung méi do? Här Fayot, da géif ech Iech d'Wuert, wann Der wëllt, nach eng Kéier zréckginn.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, ech soen Iech Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Ech weess net, ob do d'Usure matgespillt huet oder effektiv déi grouss Éierlechkeet.

(Interruption)

Mee voilà, dofir merci fir d'Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Usure schéngt awer bei mir e bësse matgespillt ze hunn no bal dräi Stonnen Diskussioun.

(Interruption)

„Et gesäit een et", seet en. Ok, dann huelen ech dat zur Kenntnis.

(Hilarité)

Ech hunn ...

M. Claude Wiseler, Président | Komme mer zur Saach, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | „Pour les besoins du protocole", hu se mer geschriwwen. Selbstverständlech, déi 750 Entreprisen, déi der Minimalbesteierung ënnerleien, dat sinn der net 750, et sinn der 7.500. Dat war e Lapsus linguae, wéi d'Laténger soen.

M. Claude Wiseler, Président | Domat ass deen da richteggestallt. Ech gesinn och, datt et awer richteg hei an der Motioun steet, wann ech dat elo richteg verstanen hunn. Dann ass dat ok.

Esou, wann ech elo och richteg héieren hunn, da kënne mer iwwer dës Motioun och à main levée ofstëmmen. Ass jiddwereen domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien also Jo bei dëser Motioun stëmmt, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

(Brouhaha)

An domat wäre mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 29. an den 30. Abrëll virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.30 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Article 195-1 du Code de procédure pénale	1741	Sam Tanson	85
Interdiction d'utiliser des amalgames dentaires	1788	Mars Di Bartolomeo	85
Valorisation de la dissertation scientifique et du travail de candidature	1876	André Bauler	86
Violences des mineurs	1879	Sven Clement	86
Satisfaction des citoyens des services publics	1890	Marc Goergen	87
Campagne de communication pour accompagner les acteurs du secteur Horeca	1891	Georges Engel	87
Logements de service	1892	David Wagner	88
Thématique de la transhumanité	1896	André Bauler	88
Conformité des paquets aux normes de l'UE	1903	Sven Clement	89
Transactions Cum-Ex au Luxembourg	1905	Sven Clement	90
Directives de politique pénale prévues par l'article 104 de la Constitution	1908	Sam Tanson	90
Organisation d'un « Sozialdësch »	1910	Sam Tanson, Djuna Bernard	90
Consultation des enseignants dans le cadre de l'enseignement de thématiques LGBTQ+	1912	Tom Weidig	90
Utilisation de pesticides sur les fleurs coupées et les fleurs en pot	1913	Gérard Schockmel, Luc Emering	91
Étude sur l'impact de l'exposition à la pollution de l'air ambiant sur la survenue de maladies chroniques	1915	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	92
Cadastre des loyers	1916	Paulette Lenert	92
Indication des tarifs aux bornes de recharge dans l'espace public	1917	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	92
Pénurie de locaux et de personnel dans la justice	1918	Dan Hardy	93
Nouveau réacteur pour la centrale nucléaire de Cattenom	1919	Sven Clement	94
Planification fiscale transfrontalière	1920	Sven Clement	94
Antidépresseurs	1922	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	95
Augmentation de la charge administrative pour les fonds alternatifs (AIF)	1923	Laurent Mosar	95
Comprimés d'iodure de potassium	1925	Mandy Minella	95
Délai de traitement des déclarations d'impôts	1926	Corinne Cahen	96
Bretelle d'accès à l'autoroute A13 près de Schengen	1927	Marc Goergen	96
Congé parental dans le cas du décès de l'enfant	1928	Marc Goergen	97
Reconnaissance des diplômes	1929	Ben Polidori	97
Ajustement des forfaits d'aide aux aidants	1930	Liz Braz, Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	97
Désactivation de l'IA dans les produits	1931	Marc Goergen	98
Admission d'enfants au Rehazenter à Luxembourg	2287 urgente	Dan Biancalana, Ben Polidori, Liz Braz	98
Admission d'enfants au Rehazenter à Luxembourg	2288 urgente	Ricardo Marques	99

Article 195-1 du Code de procédure pénale | Question **1741** (08/01/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

L'article 195-1 du Code de procédure pénale, introduit par la loi du 20 juillet 2018, impose aux juges de motiver spécialement le choix d'une peine d'emprisonnement sans sursis, sauf en cas de récidive légale.

Lors de l'introduction de cette disposition, les avis ont divergé en ce qui concernait la réalisation du but visé par cette disposition, à savoir une réduction des condamnations à des peines privatives de liberté. Au moment de l'élaboration du projet de loi il a notamment été argumenté que les juges n'avaient qu'à motiver – tel que le prévoit l'article – leur choix de prononcer une peine d'emprisonnent ferme afin de condamner une personne coupable à une peine d'emprisonnement ferme.

Ainsi, dans son avis relatif au projet de loi, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a écrit : « Il n'est pas certain que le but recherché par le législateur, à savoir éviter les emprisonnements fermes, soit atteint par cette nouvelle disposition législative. Les juridictions de jugement prennent en compte, pour la détermination de la peine à prononcer, tous les éléments de la personnalité du prévenu notamment sa situation familiale, professionnelle et financière, son attitude par rapport aux faits commis et son introspection. Si les juridictions de jugement décident ainsi que la peine d'emprisonnement la plus juste ne pourra être assortie du sursis, ils sauront motiver spécialement leur décision. »

La loi est en vigueur depuis 6 ans et une évaluation de cette disposition avait été projetée lors de la dernière période législative afin d'avoir une vue fondée sur l'application de ce texte et les éventuelles difficultés d'application du texte autant en ce qui concerne un éventuel défaut d'impact de la disposition qu'en ce qui concerne une éventuelle soudaine prolifération des peines de sursis dans des cas difficilement compréhensibles pour les victimes tel que notamment dans les dossiers de violences sexuelles.

Madame la Ministre de la Justice a déclaré à plusieurs reprises vouloir réformer cet article très prochainement en réduisant le champ d'application de l'article 195-1. Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes :

1) Est-ce qu'une évaluation de l'actuel article 195-1 a été réalisée ? Dans l'affirmative, qui a procédé à cette évaluation et quels en sont les résultats ?

2) Dans la négative, quel est le fondement de la réforme en élaboration ?

3) Dans combien de cas des peines avec sursis intégral ont été prononcées chaque année depuis 2012, ventilées par année et par degré de gravité (crime/délit) ?

4) Pour les condamnations relatives aux violences sexuelles et à la traite des êtres humains, combien de peines avec sursis intégral ont été accordées chaque année depuis 2012 ? Quel est le nombre total des condamnations pour ces faits ?

5) Dans un arrêt du 21 novembre 2024, la Cour de cassation a cassé un arrêt de la Cour d'appel qui avait jugé que l'article 195-1 du Code de procédure pénale exigeait également une motivation spéciale en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis probatoire (et non d'un sursis intégral total). Madame la Ministre entend-elle entériner cet arrêt dans le cadre de la réforme législative à venir ?

Réponse (10/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

D'une manière générale, il convient de rappeler que, conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la loi du 7 août 2023 instaurant des dispositions spécifiques pour le traitement des données personnelles dans l'application « JU-CHA », l'accès aux données de cette application est limité à une durée de cinq ans pour les délits et de dix ans pour les crimes à partir de la dernière inscription dans le système. Il y a lieu de noter dans le contexte de la présente question parlementaire complémentaire que le sursis intégral s'applique plus rarement aux peines criminelles. Par conséquent, les membres du service statistique de la justice ne peuvent pas exploiter les données de « JU-CHA » pour établir des statistiques de peines correctionnelles avec sursis intégral remontant jusqu'à 2012 et doivent s'appuyer sur celles du casier judiciaire.

Il est important de souligner que cette contrainte induit une distorsion des données en raison des réhabilitations de droit et des réhabilitations judiciaires survenues entre-temps.

ad 3) Nombre de condamnations avec sursis intégral et par degré de gravité : ↑

ad 4) Nombre de condamnations par type d'infraction : ↑

Nombre de condamnations avec sursis intégral par type d'infraction : ↑

Interdiction d'utiliser des amalgames dentaires | Question **1788** (16/01/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Seit dem 1. Januar 2025 ist die Verwendung von Dentalamalgam in der Europäischen Union verboten. Dieses Material, das hauptsächlich aus Quecksilber besteht, wurde über Jahrzehnte hinweg als Standard für Zahnfüllungen genutzt und findet sich im Mund der meisten Patienten wieder. Das Verbot resultiert aus der begründeten Besorgnis über die gesundheitlichen und umweltbedingten Risiken, die mit Quecksilber verbunden sind.

Mit dem Verbot von Amalgam müssen Zahnärzte, ausser in detailliert begründeten Ausnahmefällen, auf alternative Füllmaterialien ausweichen, was hierzulande schon gängige Praxis ist. Zu den Alternativen gehören Komposite, Glasionomerzemente und Keramiken. Die Wahl des geeigneten Materials hängt von der spezifischen Situation des Patienten und den Anforderungen der Behandlung ab.

Im Zusammenhang mit dem vorgenannten weitgehenden Verbot möchte ich von Frau Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit wissen:

1. Wie sind die bisherigen Tarife für Amalgamfüllungen geregelt?

2. Ist geplant, wegen der aufwendigeren Verarbeitung von Alternativen, die Tarifordnung anzupassen oder werden die Mehrkosten an den Patienten übertragen?

3. Wie hoch sind aktuell die Kosten, die den Patienten für die Alternativen zum Amalgam in Rechnung gestellt werden?

4. Welchen Teil davon übernimmt die Gesundheitskasse beziehungsweise die CMCM?

5. Welches sind die Empfehlungen des Gesundheitsministeriums an Patienten und Zahnärzte bezüglich Entfernung bestehender Amalgamfüllungen und wie steht es um die diesbezüglichen Kostenübernahme beziehungsweise Beteiligung der Patienten?

6. Was ist in Sachen Information von Patienten und Zahnärzten seitens der Ministerien geplant, um die bestmögliche Umsetzung der Neureglungen zu gewährleisten?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Die Gebührenordnung für Zahnärzte unterscheidet nicht zwischen den benutzten Materialien der Zahnfüllungen. Daher unterscheiden sich die Tarife für Zahnfüllungen nicht in Abhängigkeit vom benutzten Material.

Nomenclature des médecins-dentistes (Version coordonnée, qui ne remplace pas les publications au JO) : https://cns.public.lu/fr/assure/publications/legislations/textes-coordonnes/livre-bleu.html.

ad 2. Im Falle einer Anpassung der Tarife aufgrund eines erhöhten Zeitaufwandes für alternative Zahnfüllungen in der Nomenklatur der Zahnärzte, gilt das Prinzip des sogenannten „vases communicants". So wird die Erhöhung dieser Sätze durch eine Anpassung des angewandten Schlüssels (Lettre-clé) ausgeglichen, um die Neutralität der insgesamt angefallenen Kosten zu gewährleisten.

ad 3. Die Gesundheitskasse ist nicht in der Lage, die Kosten, die den Patienten für Amalgam-Alternativen in Rechnung gestellt wurden, genau zu beziffern.

ad 4. Die Kostenübernahme der Gesundheitskasse bezüglich des verwendeten Materials bei Zahnfüllungen, Amalgam ausgeschlossen, ist in der Nomenklatur der Zahnärzte und in den geltenden Rechtsvorschriften vorgesehen. Der Gesundheitskasse ist nicht bekannt unter welchen Bedingungen und in welchem Umfang die Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM) sich an diesen Kosten beteiligt.

ad 5. Die systematische Entfernung von Amalgamfüllungen ohne spezifische Indikation ist nicht empfohlen[1].

Dies steht im Einklang mit dem Gesundheitskommissariat der Europäischen Kommission: „Um die Quecksilberbelastung von zahnärztlichen Patienten zu reduzieren, ist es besser Amalgamfüllungen zu belassen, es sei denn, es besteht eine medizinische Notwendigkeit für ihre Entfernung. Dennoch mag es ratsam sein, die Füllungen bei Patienten mit Verdacht auf allergische Reaktionen auf eines der im Amalgam enthaltenen Metalle zu entfernen. Existierende Amalgamfüllungen belasten den Patienten durch Quecksilber, das durch normalen Verschleiß freigesetzt wird. Diese Belastung ist viel geringer als diejenige, die beim Einsetzen und dem Entfernen von Füllungen entsteht."[2]

Bei bestehenden Amalgamfüllungen sollte genau abgewogen werden, ob eine Entfernung und ein Austausch sinnvoll sind.

Eine Entfernung ist nicht ratsam, wenn die Füllung intakt ist und keine Beschwerden verursacht, oder wenn die Entfernung ohne richtige Schutzmaßnahmen mehr Quecksilberdampf freisetzen könnte als das Belassen der Füllung.

Bei bestehenden Amalgamfüllungen, die beschädigt oder undicht sind, kann vermehrt Quecksilber freigesetzt werden, was potenziell gesundheitsschädlich ist. In solchen Fällen ist ein Austausch ratsam.

Während der Entfernung ist es essenziell, Schutzvorkehrungen zu treffen. Dazu gehören die Verwendung von Kofferdam zur Isolation des Zahns, spezielle Absaugvorrichtungen und Atemschutz für den Patienten, um die Freisetzung von Quecksilberdämpfen zu minimieren.

Bezüglich des zweiten Teils der Frage ist zu erwähnen, dass die Beteiligung der Gesundheitskasse sowie die

[1] Lettre circulaire (verschickt im Dezember 2024 an alle Zahnärzte): „Nous vous rappelons également qu'il n'est pas recommandé d'enlever systématiquement les amalgames s'il n'y a pas d'indication spécifique."

[2] https://ec.europa.eu/health/opinions/de/zahnamalgam/index.htm#3

persönliche Beteiligung des Patienten vom Code der Nomenklatur der Zahnärzte sowie den geltenden Rechtsvorschriften abhängig ist.

ad 6. Es ist wichtig hervorzuheben, dass laut Informationen des Ministeriums die Tendenz auf Amalgamfüllungen zurückzugreifen schon seit Jahren stark zurückgegangen war (→ QP 4850: https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0122/172/245720.pdf).

So wurde schon im Jahr 2023 von den 2 größten Zuliefern für Luxemburg kein Amalgam mehr verkauft. (→ QP 0506: https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0146/095/292956.pdf).

Da die Gesundheitskasse im Falle einer Zahnfüllung weiterhin eine globale Leistung übernimmt, ist seitens der Gesundheitskasse keine spezifische Umsetzung geplant, um die Neureglung zu gewährleisten.

Valorisation de la dissertation scientifique et du travail de candidature | Question **1876** (31/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

D'FEDUSE-Enseignement huet rezent drun erënnert, datt d'Professeren an der Carrière E7 an d'Formateurs d'adultes E7 nom gepackte Stage als eenzeg Agenten an der ieweschter Karriär vun der Fonction publique hu missen een „travail de candidature" schreiwen, fir hir definitiv Nominatioun ze kréien. Fir dës opwendeg postuniversitaire Fuerschungsaarbecht, déi si wärend mindestens 18 Méint am Optrag vum Héichschoulministère ausgeschafft hunn, gi si benodeelegt, well sech hire Karriärsufank ëm mindestens 18 Méint verzögert.

Konkreet fuerdert d'FEDUSE-CGFP, dass deene Professeren a Formateurs d'adultes, déi een Travail de candidature verfaasst an erfollegräich gepackt hunn, eng pensionabel Primm vun 10 Points indiciaires (p. i.) pro Mount zougestane gëtt. Dës Majoratioun géif der Hallschent vun där Primm entspriechen, déi de Staat Agente mat engem Doktorat ausbezilt, deen, am Géigesaz zum TC, eng reng fakultativ Aarbecht ass an ni eng Condition d'accès duergestallt huet, fir däerfe Professer oder Formateur d'adultes ze ginn.

Et sief drun erënnert, dass och d'Kolleeginnen a Kolleege Professeren, déi virun 1999 agestallt goufen, e wëssenschaftlechen Travail de recherche respektiv eng „dissertation scientifique" geleescht hunn, deen deemools als integrale Bestanddeel vun hirem Stage gegollt huet. D'FEDUSE-Enseignement exigéiert, datt och dës Enseignantë missten an de Genoss vun där Primm kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht follgend Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech den Här Minister par rapport zu där Fuerderung vun der FEDUSE-Enseignement?

2. Ass den Här Minister bereet, fir dëse präzise Sujet a sektorielle Gespréicher ze thematiséieren, fir esou eventuell Diskriminatiounen aus der Welt ze schafen?

3. Huet den Här Minister an deem Sënn Gespréicher mat anere Ministere gehat?

Réponse (14/03/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den honorabelen Deputéierte referéiert sech op eng Revendicatioun vun der FEDUSE-Enseignement, déi e virun enger Rei Joren och schonn dem Virgänger vum Minister fir d'Fonction publique ënnerbreet hat, déi d'Argument ufeiert, dass en Travail de candidature vun Enseignanten als postuniversitaire Fuerschungsaarbecht misst unerkannt gi mat enger Primm, déi der Hallschent vun der Prime de doctorat entsprécht. Eng Prime de doctorat kënnen déi Agente beim Staat kréien, déi een Doktorat hunn, deen am Registre des titres ageschriwwen ass an um Niveau 8 vum Cadre luxembourgeois des qualifications klasséiert ass. Des Weidere muss dësen Diplom eng zousätzlech Qualifikatioun duerstellen. déi e Lien mat de Missioune vum Agent huet.

D'Prime de doctorat ass also gebonnen un en Diplom, deen am Cadre luxembourgeois des qualifications unerkannt ass. Beim Travail de candidature handelt et sech net ëm en unerkannten Diplom, deen op engem gewëssen Niveau am CLQ klasséiert ass, sou dass dës Situatiounen net mateneen ze vergläiche sinn.

ad 2. De Minister fir d'Fonction publique kann den Diskussiounen aus de sektorielle Gespréicher net virgräifen. Hien wäert deene jeeweilege sektoriellen Associatiounen hir Revendicatiounen unhéieren a wäert verschidde Revendicatiounen natierlech och mat den zoustännege Ressortministere beschwätzen, éier d'Regierung sech kann e Gesamtbild maachen an doropshi Conclusiounen zéien.

ad 3. De Minister fir d'Fonction publique hat dozou keng Gespréicher mat anere Ministeren.

Violences des mineurs | Question **1879** (03/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Joren ass et zu enger Hausse vu Gewalt a sexuellem Mëssbrauch duerch Mannerjäreger komm. Dëst ass e besonnesch alarmanten Trend, well et sech net méi just ëm Eenzelfäll handelt, mee ëm e wuessende Problem an eiser Gesellschaft. Experte weisen drop hin, dass et wichteg ass, d'Ursaachen an d'Warnsignaler fréizäiteg ze erkennen an unzegoen. Dobäi spillen d'Elteren eng wichteg Roll an der Präventioun a fréier Interventioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Mesurë plangt de Ministère, fir d'Ursaache vun dësem Phänomeen ze erfuerschen a besser ze verstoen?

2. Wéi kann d'Elterenaarbecht a Sensibiliséierung verbessert ginn, fir Elteren ze hëllefen, Warnsignaler fréizäiteg ze erkennen an adequat ze reagéieren?

3. Wéi kann d'Zesummenaarbecht tëscht Schoulen, Jugendservicer an anere relevanten Acteuren optimiséiert ginn, fir eng effektiv Präventioun a fréizäiteg Interventioun ze garantéieren?

4. Wéi kënne Kanner a Jugendlecher besser geschützt a begleet ginn, déi selwer Gewalt oder sexuelle Mëssbrauch ausgeüübt hunn, fir eng Reintegratioun an d'Gesellschaft ze erméiglechen an eng Recidive ze verhënneren?

Réponse (18/03/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. All Ministèren, déi vun dëser Thematik concernéiert sinn, huelen all Fall vu Gewalt a sexuellem Mëssbrauch ganz seriö a maachen eng Veille vun den nationalen an internationale wëssenschaftleche Publikatiounen zu dësem Sujet. De Regierungsprogramm gesäit eng Rei vu Mesuren a verschiddene Ministèrë vir, mam Zil, d'Thematik besser ze verstoen an eng verbessert Prise en charge unzebidden.

Zudeem gëtt dësen transversale Sujet a verschiddenen nationalen Etudë behandelt wou de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) drun deelhëlt. Gläichzäiteg ass et awer och wichteg, d'Erfarungswäerter aus de jeeweilege Servicer, déi am Alldag mat Jonken an dëser Thematik beschäftegt sinn, ze reflektéieren a permanent unzepassen. Mat dësem Zil huet zum Beispill de Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) eng Kooperatioun mat den Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel.

ad 2. All Servicer, déi am MENJE vun dëser Thematik concernéiert sinn, an déi sech och konkreet un Eltere riichten, probéieren hir präventiv Offer auszebauen an ze sensibiliséieren. Sou bidden all Eltereforen, awer och déi konventionéiert Partenairë vum MENJE, wéi zum Beispill d'Eltereschoul, eng Panoplie un Aktivitéiten un, déi zum Sujet vun der Gewalt sensibiliséieren. Och de Kanner-Jugendtelefon bitt mam Elterentelefon (Écoute parents) eng Ulafstell fir Elteren. Rezent gouf et awer och nach verschidde Campagnë vu Servicer vum MENJE, fir zum Sujet ze sensibiliséieren, sou zum Beispill d'Campagne Not sharing is caring (2023) oder nach d'Campagne Exit Mobbing vum CePAS (2024).

Donieft huet de MENJE mam Gesetz iwwer d'Wuelbefannen an d'inklusiv Educatioun vum 13. Juni 2023 den Délégué à la protection des élèves (DPE) an de Lycéeën agefouert, deen ënner anerem d'Preventioun an d'Protektioun géint all Form vu Maltraitance a senge Missioune stoen huet.

Och d'Partenairen aus dem Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence proposéieren ënnert der Leedung vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité eng breet Offer an dësem Domaine.

ad 3. De Regierungsprogramm ënnersträicht d'Wichtegkeet vun enger verbesserter Zesummenaarbecht tëscht dem Secteur vun der Aide à l'enfance et à la famille (AEF) an dem Beräich vun der Schoul, fir eng besser Sensibiliséierung ze garantéieren an eng optimal Betreiung vun de Kanner a Familljen ze erméiglechen. Sou fannen aktuell reegelméisseg Konzertatiounen tëschent de verschiddenen Departementer vum MENJE statt, fir am Beräich vun der Preventioun Synergien ze schafen. De MENJE organiséiert an dësem Kontext och Informatiounscampagnen an de verschiddene Schouldirektiounen, fir d'Enseignanten an d'Personal iwwer d'Ënnerstëtzungsméiglechkeeten ze informéieren. Dëst soll d'Kommunikatioun an d'Koordinatioun tëscht de verschiddenen Acteuren um Terrain verbesseren an eng méi effizient Berodung vun de Kanner a Familje garantéieren.

De MENJE, wéi och de Justizministère, bedeelege sech zudeem och un den Aarbechte vun der nationaler Ulafstell fir d'Affer vu Gewalt, dëst ënnert der Leedung vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité.

ad 4. Am Kader vun der Reform vum Jugendschutz an der Aféierung vun engem eegestännege Jugendstrofrecht, ginn eng Rei Mesuren agefouert, déi eng Prise en charge vu stroffällege Mineuren erméiglechen an déi drop ofzielen, eng Reintegratioun an d'Gesellschaft ze erméiglechen an eng Recidive ze verhënneren. Et handelt sech dobäi, zum Beispill am Kader vun enger Peine non privative de liberté, ëm d'Obligatioun, sech engem psychotherapeuteschen, psychologeschen oder psychiatreschen Traitement oder enger Behandlung vun Toxikomanie oder Alkoholismus ze ënnerzéien. Am Fall vu besonnesch schwéiere Strofdoten, déi zu enger Peine privative de liberté féieren, gëtt ee psychiatresche Suivi am Centre pénitentiaire pour mineurs virgesinn.

Satisfaction des citoyens des services publics | Question **1890** (04/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bierger:innen a Betriber sinn oft op de Service vu staatleche Verwaltungen ugewisen. Verschidde Froe loossen sech effikass an effizient iwwert den direkte Kontakt mat engem Beamte beäntweren, entweeder per Telefon oder iwwert ee schréftlechen Austausch iwwer Mail besser. An engem Sondage, deen 2023 d'Zefriddenheet vun de Bierger mam ëffentlechen Déngscht gemooss huet, war deemools festzestellen, dass ee Groussdeel vun de befrotene Leit mat de staatleche Servicer zefridde waren.

Leider ass et nach ëmmer esou, datt ee bei verschiddene Verwaltungen op direkt Nummeren urifft an dës net erreechbar sinn, well keen den Telefon ophieft. Et kënnt bei anere Servicer och mol vir, dass E-Mailen onbeäntwert bleiwen. D'Resultater vum Sondage weisen, dass 29 % vun de Befrotenen et net einfach fannen, fir a Kontakt mat de staatleche Verwaltungen ze kommen (d'Gemengeverwaltungen oder Servicer vun Établissements publics, Offices sociaux asw. sinn hei och net mat ageschloss).

An der Äntwert op d'Fro N° 1709 vun 2021 gouf geschriwwen, datt d'Gestioun vun de Reklamatiounen eng Aufgab vun de respektive Verwaltungen ass. D'Decisioun, fir e Callcenter anzeriichten, oder e Weiderleede vun den Telefonen op eng Standardnummer ëmzeleeden, läit och an der Verantwortung vun de jeeweilegen Administratiounen (Äntwert op d'Fro N° 5509).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Bei wéi enge staaleche Servicer existéiert ee Callcenter, un deen d'Bierger hir Froen direkt un ee Beamte kënne stellen?

2. 2019 waren iwwer 711.000 Uriff beim Staat erakomm. Wéi huet sech d'Unzuel un Uriff beim Staat zënterdeem entwéckelt?

3. Wéi vill schréftlech Reklamatiounen (Mailen, Formulairen etc.) sinn 2023 an 2024, opgelëscht no Verwaltung, beim Staat erakomm?

4. Den deemolegen DP-Minister fir den ëffentlechen Déngscht hat a senger Äntwert op d'Fro N° 3756 geschriwwen:
„Dëse ‚Sondage de la satisfaction des usagers' soll de Verwaltungen dobäi hëllefen, Indicateuren ze schafen, fir d'Zefriddenheet vun hire jeeweilege Benotzer (Bierger an Entreprisen) vis-à-vis vun hirem Déngscht ze moossen an esou d'Qualitéit ze verbesseren. No der entspriechender Evaluatioun an eventuellen Upassunge wäert de ‚Sondage de la satisfaction des usagers' dann an Zukunft ee feste Bestanddeel vum Katalog vu Servicer vun der Fonction publique sinn."

A wéi enge Verwaltunge goufen esou Feedbacksystemer oder Indikatoren opgestallt, fir d'Zefriddenheet vum Benotzer ze moossen?

Réponse (10/03/2025) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1. A follgenden Administratioune sinn een oder méi Callcenteren en place:

– Administration des contributions directes
– Agence pour le développement de l'emploi
– Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (Centrale téléphonique AED, Helpdesk eTVA, Helpdesk VAT Refund)
– Centre de gestion informatique de l'éducation
– Centre des technologies de l'information de l'État (Centrale téléphonique gouvernementale, eID Helpdesk, guichet.lu, Permanence communications gouvernementales, RNPP Helpdesk, CTIE Helpdesk)
– Ministère de l'Économie – Direction générale des classes moyennes
– Ministère des Affaires intérieures – Direction générale de l'immigration
– Inspection du travail et des mines
– Ministère de la Digitalisation
– Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
– Ministère de la Fonction publique avec CGPO et INAP
– Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire – Aides au logement
– Ministère de la Mobilité et des Travaux publics avec l'Administration des transports publics (mobilitéit.lu), la Direction de la technique automobile et la Direction des marchés publics
– Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (Programme mammographie, Service audiophonologique)

ad 2. D'Unzuel vun den Appeller huet sech fir de ganze Staat follgendermoossen entwéckelt:

– 2022: 4.497.835
– 2023: 5.347.536
– 2024: 5.171.597

Bei de Callcenteren am Staat, déi vum CTIE geréiert ginn, hunn sech d'Appeller follgendermoossen an de leschte Joren entwéckelt:

– 2022: 1.006.254
– 2023: 1.198.857
– 2024: 1.349.520

ad 3. Wéi den honorabelen Deputéierten et och schonn ugëtt a senger Fro, ass d'Gestioun vun de Reklamatiounen d'Aufgab vun de jeeweilege Verwaltungen, sou dass d'Ministèren d'Zuelen zu de schréftleche Reklamatiounen net hunn.

ad 4. De CTIE huet follgend Feedbacksystemer en place gesat:

De Service guichet.lu huet säit Oktober 2022 a senge Lokalitéiten an der Ënneschtgaass eng interaktiv Born ageriicht, fir Feedback vun de Bierger direkt no hirer Experienz ze erfaassen. Méi wéi 39.000 Avise sinn iwwer dee Wee erakomm an dovu waren der 96 % positiv.

Déi selwecht Initiativ ass fir den Helpdesk vum guichet.lu online a per Telefon ageriicht ginn. D'Bierger kënnen hei hiren Avis online oder um Enn vum Telefonsgespréich uginn. Dëse System ass 2023 ageriicht ginn, a säitdeem sinn 9.000 Äntwerten agaangen, mat méi wéi 70 % Zefriddenheet.

Op guichet.lu gëtt et säit Februar 2021 e Rating-Tool vun de benotzten Onlinesäiten. Dësen Tool erméiglecht et dem Benotzer unzeginn, ob hie fonnt huet, wat e gesicht huet. De Benotzer kann ausserdeem déi Säit evaluéieren (tëschent 1 a 5) oder e Kommentar hannerloossen. 48.299 Bewäertungen a 6.388 Kommentare sinn iwwer dee Wee erakomm.

De Ministère fir d'Fonction publique huet follgend Feedbacksystemer en place gesat:

De Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) huet an der Divisioun vun de Remuneratiounen, an der Divisioun vun de Pensiounen an an der Division vum Recrutement, Feedback vu senge Clienten (Agenten, Pensionnairen, Kandidaten) via Sondage gefrot a schafft reegelméisseg op Aktiounspläng an den Divisiounen, fir d'Qualitéit vun de Servicer ze verbesseren.

De Ministère fir d'Fonction publique a seng Verwaltunge froen och am Kader vum Ausschaffe vun hire Programmes de travail Feedback bei de Gestionnaires RH an de Verwaltungen iwwert e Sondage de l'usager. Dëse Retour fléisst dann an d'Projeten an an d'Programmes de travail an.

Weiderhi plangt dann och de Ministère fir d'Fonction publique erëm 2026 e generelle Sondage, fir d'Zefriddenheet vun de Bierger vis-à-vis vum ëffentlechen Déngscht ze moossen.

Campagne de communication pour accompagner les acteurs du secteur Horeca | Question **1891** (05/02/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

En date du 29 janvier 2025, Monsieur le Ministre du Travail a tenu une conférence de presse ensemble avec l'Inspection du travail et des mines (ITM) et la Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg (Horesca), afin de promouvoir un nouveau guide pratique et une campagne de communication pour accompagner les acteurs du secteur Horeca. Les efforts déployés pour améliorer la situation des branches Horeca sont certes louables. Cependant, certaines déclarations faites lors de la conférence de presse m'interrogent. Ainsi, le représentant de la fédération de l'Horesca a raisonné lors de cet événement qu'il serait d'avis que l'ITM devrait « fermer les yeux » lorsque le temps de repos de 44 heures ne serait pas toujours respecté.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Que pense Monsieur le Ministre de la déclaration susmentionnée concernant le temps de repos ? Comment cette déclaration s'inscrit-elle dans le contexte de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et de la pénurie actuelle dans le secteur Horeca ? Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de modifier la législation à cet égard ?

– Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de nombreux défis dans le secteur Horeca pourraient être résolus par une convention collective sectorielle ?

– Pourquoi Monsieur le Directeur de l'ITM n'était-il pas assis aux côtés du ministre cette fois-ci, contrairement aux conférences de presse précédentes ? Y a-t-il des tensions entre Monsieur le Ministre et l'ITM ?

– Le système à trois feux de l'ITM (« rouge » entraîne une sanction respectivement une amende ; « orange » induit l'aide de la part de l'ITM ; « vert » signifie que l'ITM va conseiller et assister) a ses atouts. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis qu'il faut changer ce système ? Comment le timing entre les trois phases a-t-il été pensé ? Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer des nouvelles instructions adressées au personnel de l'ITM ? En quoi consistent ces instructions ?

– L'ITM a un rôle important à jouer concernant la sécurité dans les entreprises et la sécurité de nous tous. Il est impératif que l'ITM préserve son rôle crucial pour le bien de la société et des salariés. Ainsi, un affaiblissement de son potentiel de dissuasion poserait un grand risque pour son bon fonctionnement. Monsieur le Ministre confirme-t-il qu'il tentera d'empêcher par tous les moyens à sa disposition toute tentative d'affaiblir l'ITM ?

Réponse (10/03/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

L'ITM joue un rôle essentiel dans la surveillance générale du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des salariés. À cet égard, l'ITM veille au respect du droit du travail, des normes de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises. Outre sa mission de contrôle, l'ITM met un accent primordial sur son rôle de conseil, d'assistance, d'accompagnement et de

prévention. Les inspecteurs conseillent aussi bien les employeurs que les salariés sur leurs droits et obligations. L'un des objectifs majeurs de l'ITM est de prévenir les accidents et maladies professionnelles.

L'ITM se positionne donc comme un partenaire, apportant un soutien aux entreprises et aux salariés afin d'appliquer correctement la réglementation. Il s'en suit que son action ne se limite pas aux contrôles et sanctions, mais s'inscrit également dans une démarche proactive afin de promouvoir une culture de la prévention.

Il s'en suit que le système à trois feux de l'ITM, tel que décrit dans la question parlementaire de l'honorable Député, reste d'application.

En ce qui concerne la conférence de presse du 29 janvier 2025, le Ministère du Travail tient à souligner qu'il n'y a pas de tensions entre le ministre et le directeur de l'ITM. Le ministre, en tant que ministre de tutelle de l'ITM, a présenté les orientations gouvernementales en matière de prévention, ceci en concertation avec l'ITM.

Dans le cadre de ladite conférence de presse, deux initiatives, s'adressant spécifiquement au secteur de l'Horeca, ont été lancées : un guide pratique expliquant les aspects clés du Code du travail et une campagne de communication pour le diffuser largement ; l'objectif étant de simplifier l'accès à l'information, de renforcer la conformité et d'instaurer un climat de confiance avec les acteurs du secteur. Une communication interne y relative a été adressée aux agents de l'ITM.

Logements de service | Question **1892** (05/02/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Selon mes informations, une douzaine de logements publics initialement destinés aux personnes travaillant à l'Administration des douanes et accises situés à Bettembourg, seraient inoccupés depuis plusieurs années. Leur état de délabrement avancé ne permettant pas une occupation dans l'immédiat, Monsieur le Ministre du Logement a récemment annoncé la rénovation des immeubles par le Fonds du logement.

En 2021, la députée Nathalie Oberweis avait demandé (question n° 5165) des précisions au sujet d'une situation semblable à Colmar-Berg où des logements de service seraient restés inoccupés pendant plusieurs années. En réponse à cette question, Messieurs les Ministres de l'époque évoquaient l'élaboration prochaine d'un PAP pour le site en question.

Dans sa réponse à la question n° 4629 en 2021, Monsieur le Ministre des Finances de l'époque indiquait que le parc des immeubles destinés à des fins d'habitation se caractériserait par une grande hétérogénéité et que par conséquent il ne serait pas en mesure de fournir un relevé exhaustif de tous ces immeubles et de leur affectation tout en précisant qu'une partie des anciens logements de service serait mise à disposition d'associations en relation avec le logement de personnes.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de logements de service détenus par l'État sont encore utilisés à cet effet ? Ce chiffre est-il appelé à évoluer dans les années à venir ?

2) Combien de logements de service de l'État ne sont plus utilisés à cet effet ?

3) Combien des logements en question ont été mis à disposition d'associations en relation avec le logement de personnes ? Combien de ces logements ont dû être rénovés avant leur mise à disposition des associations en question ?

4) Combien d'anciens logements de service sont actuellement en cours de rénovation en vue d'une mise à disposition des associations en question ?

5) Combien d'anciens logements de service sont actuellement inoccupés et ne font pas l'objet d'une rénovation en cours ?

6) Est-il vrai que les logements anciennement habités par des fonctionnaires de la douane à Bettembourg seront rénovés par le Fonds du logement ? Dans l'affirmative, pour quand l'achèvement des travaux est-il prévu ? Quelle sera l'affectation des immeubles une fois remis en état ?

7) Quel est l'état d'avancement du schéma directeur respectivement du PAP pour le site des logements de service inoccupés à Colmar-Berg ? Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des indications sur l'affectation envisagée ou décidée pour les immeubles sur le site en question ?

Réponse (10/03/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) En 2025, 27 logements de service sont encore occupés par des ayants droit dans le cadre de l'exécution de leurs missions. La décision sur le maintien ou l'abandon d'un logement de service incombe au département auquel est affecté le logement.

ad 2) Depuis la décision du Gouvernement d'abandonner la plupart des logements de service en 2014, environ 500 logements ont été désaffectés.

ad 3) Environ 280 logements de service désaffectés ont été mis à disposition de services étatiques et d'associations pour le logement de personnes.

Une partie de ces logements étaient encore en bon état au moment de leur libération et un rafraîchissement des lieux suffisait avant la réoccupation. Pour les 220 anciens logements de service de l'État gérés par la Fondation pour l'accès au logement, tous les travaux de rénovation sont terminés.

Les logements suivants ont été réaffectés à l'Office national de l'accueil (ONA) et au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Rue Bocksberg à Wasserbillig (14 maisons)
– Um Flouer à Frisange (4 maisons remplacées par 2 modules pour demandeurs de protection internationale DPI)
– Rue Robert Schuman à Frisange (3 maisons)

ad 4) Plusieurs projets ont été confiés au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et sont actuellement à l'étude en vue d'une réaffectation de logements pour les besoins de différents services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, respectivement d'autres ministères. Il s'agit notamment des adresses suivantes :

– Rue Pasteur à Differdange (2 maisons)
– Rue Grand-Duc Adolphe à Dudelange (2 maisons)
– Rue des Romains à Echternach
– Rue du Nord à Esch-sur-Alzette (7 maisons)
– Rue Goethe à Luxembourg (2 maisons)
– Route d'Arlon à Steinfort (1 maison)
– Rue Duchscher à Wasserbillig (2 maisons)
– Cité de l'Aéroport au Findel

Le Fonds du logement dispose de 23 unités de logements de service désaffectés sis à Dasbourg-Pont, Bettembourg, Frisange et à Luxembourg. Trois unités sises à Frisange « rue Robert Schuman » ont été démolies en vue de la réalisation d'une résidence avec 8 logements dont le début des travaux est prévu fin 2025 et deux unités ont été démolies à Frisange « Um Flouer » où le Fonds du logement a entre-temps réalisé une résidence avec 8 logements locatifs. Le projet à Bettembourg est sujet sub 6. Les unités restantes font actuellement l'objet d'une planification et/ou d'un développement en vue d'une réhabilitation des lieux. Il est à noter qu'aucune mise à disposition auprès d'associations n'a été effectuée. Après réalisation des travaux de réhabilitation ou de construction, les unités seront intégrées au parc locatif ou de vente du Fonds du logement et attribuées selon les lois et procédures en vigueur.

Étant donné que certains des logements de service de la police se trouvent dans les mêmes immeubles que le commissariat, notamment aux étages supérieurs, et qu'une réaffectation à une association n'était fonctionnellement pas réalisable, ces logements ont été intégrés dans les surfaces bureautiques. En outre, vu le recrutement de la police les dernières années, des maisons adjacentes aux commissariats ayant servi de logements de service ont été transformées et annexées :

– Belvaux
– Bettembourg
– Colmar-Berg
– Dudelange
– Fischbach
– Heiderscheid
– Hosingen
– Junglinster
– Mersch
– Remich
– Troisvierges
– Wasserbillig

ad 5) Pour les anciens logements de service, tous les logements aptes à servir à des fins d'habitation sont occupés. Pour les logements faisant partie d'un projet d'envergure à réaliser par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et le Fonds du logement, il se peut cependant que des travaux soient en phase de planification et qu'ils soient inoccupés en attendant leur exécution.

L'ensemble des logements de service précités attribués au Fonds du logement font et/ou feront l'objet de travaux de rénovation, de réhabilitation ou de démolition et de construction.

ad 6) Les anciennes maisons douanières sises route de Mondorf à Bettembourg sont effectivement en cours de développement par le Fonds du logement. Le projet prévoit une rénovation lourde et une extension des lieux en vue de la mise sur le marché de 11 unités de 4 et 5 chambres à coucher destinées à la location abordable. L'achèvement des travaux est prévu en 2030.

ad 7) Les logements de service à Colmar-Berg an der Sang sont actuellement mis à disposition de la Croix-Rouge luxembourgeoise pour le logement de DPI jusqu'en avril 2026. Pendant cette mise à disposition, un PAP sera développé par le Fonds du logement.

Thématique de la transhumanité | Question **1896** (05/02/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Le transhumanisme désigne l'ensemble des technologies et des recherches visant à améliorer les capacités humaines ; que l'on pense notamment au perfectionnement des performances physiques et cognitives en raison des avancées scientifiques telles que la biotechnologie, l'intelligence artificielle ou encore les implants cybernétiques. Autrefois considéré comme un sujet de science-fiction, le transhumanisme devient de nos jours une réalité tangible en raison des progrès médicaux et technologiques.

Si ces innovations offrent des perspectives prometteuses, elles impliquent également des enjeux

éthiques et juridiques majeurs, notamment pour ce qui est de l'égalité entre les citoyens, l'accès aux soins et la définition même de l'être humain. À ce jour, ce sujet n'est pas mentionné dans l'accord de coalition, bien qu'il risque de gagner de l'importance avec les avancées scientifiques et technologiques attendues pour les années à venir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Mesdames les Ministres ont-elles déjà engagé une réflexion sur les implications éthiques, juridiques et sociétales du transhumanisme au Luxembourg ?

2) Un groupe de travail a-t-il été constitué pour examiner ces questions en profondeur ? Dans la négative, Mesdames les Ministres envisagent-elles de mettre en place une telle instance ?

3) La Commission consultative nationale d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a-t-elle déjà été saisie ou consultée sur cette thématique ?

4) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur d'éventuelles initiatives ou discussions menées au niveau européen, en particulier au sein du Conseil de l'Europe ou d'autres institutions, concernant le cadre légal ou éthique du transhumanisme ?

5) Enfin, Mesdames les Ministres considèrent-elles qu'il serait pertinent d'initier une campagne d'information à destination du public afin de mieux préparer la société luxembourgeoise aux enjeux émergents de cette thématique ?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Il n'a pas été procédé à une réflexion générale sur les implications éthiques, juridiques et sociétales du courant de pensée transhumaniste au Luxembourg. En revanche, ces aspects sont bien considérés au stade de l'élaboration de textes applicables aux technologies dont certaines utilisations sont plébiscitées par les adeptes du transhumanisme, comme l'intelligence artificielle ou les techniques de procréation médicalement assistée.

ad 2) Il n'existe à ce jour pas de groupe de travail dédié à ces questions, qui sont néanmoins susceptibles d'être abordées au cas par cas et de façon incidente par d'autres groupes thématiques.

ad 3) La Commission nationale d'éthique (CNE) se positionne ponctuellement sur des sujets récurrents dans la littérature transhumaniste. Elle a notamment produit divers avis traitant de la recherche scientifique sur les embryons humains (avis 1/1999, avis 2002.3, avis 2003.1, avis n° 24) et plus récemment, en mars 2024, un avis sur l'éthique face à l'intelligence artificielle. En outre, la CNE a été saisie durant l'été 2023 d'une série de questions liées à la procréation médicalement assistée et à la recherche sur les embryons.

La Commission consultative des droits de l'homme est également fondée à se positionner sur ces questions, comme elle a pu le faire sur sollicitation de la Chambre des Députés dans son avis 03/2015 puis par autosaisine dans son avis 06/2021 sur les projets de loi portant réforme du droit de la filiation.

ad 4) À l'échelle du Conseil de l'Europe, ces questions sont discutées au niveau du Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO, anciennement DH-BIO). À titre d'exemple, ce comité contribue actuellement, à la lumière de la Convention d'Oviedo, aux travaux de l'Unesco visant à élaborer la première Recommandation mondiale sur l'éthique des neurotechnologies.

À l'échelle de l'Union européenne, le Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE), succédant au Groupe de conseillers pour l'éthique de la biotechnologie auprès de la Commission européenne, est chargé de conseiller la Commission sur toutes les politiques où les questions éthiques, sociétales et de droits fondamentaux se croisent avec le développement de la science et des nouvelles technologies. Le GEE a par exemple rendu en 2021 un avis sur l'éthique de l'édition génomique. Le projet SIENNA (Stakeholder-informed ethics for new technologies with high socio-economic and human rights impact), financé par le programme Horizon 2020 et dont les résultats sont disponibles en ligne, a également permis d'explorer les défis éthiques et juridiques posés par les progrès concomitants de la génomique humaine, de l'intelligence artificielle et de la robotique.

Finalement, le Parlement européen comprend lui aussi une unité d'évaluation technologique sous la responsabilité d'un panel d'eurodéputés (panel STOA), chargée de réaliser des projets ou commanditer des études dans le but d'informer les parlementaires quant aux derniers développements scientifiques et technologiques, aux opportunités qu'ils offrent, mais aussi aux risques qu'ils comportent et à leurs implications éthiques. Le STOA est notamment à l'origine d'une étude de 2009 sur les pratiques de human enhancement.

ad 5) Même si le Gouvernement ne s'oppose pas à une campagne d'information qui saurait le cas échéant favoriser la littératie en sciences et en santé des citoyens luxembourgeois, il s'avère que les principaux textes internationaux en matière de bioéthique et de biodroit, ainsi que le récent Guide pour le débat public du DH-BIO, laissent entendre que de telles campagnes devraient absolument être complétées par des débats publics et des dialogues réguliers entre la société civile et les acteurs concernés par le développement et l'encadrement des technologies aux implications éthiques délicates.

Conformité des paquets aux normes de l'UE | Question **1903** (06/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi lescht Joren huet den Online-Commerce staark zougeholl, mat engem besonnesche Wuesstem vu Bestellungen aus Drëttlänner. An Däitschland hu Kontrollen am September 2024 gewisen, dass bei 62 % vun de kontrolléierte Päck d'Konformitéit mat den EU-Standarden net direkt konnt festgestallt ginn. Dëst weist op méiglech Problemer bei der Importkontroll hin.

Am Kontext vun ongeféier 14–15 Millioune Päck, déi all Joer zu Lëtzebuerg verdeelt ginn, ass et wichteg ze verstoen, wéi vill Päck genee aus Drëttlänner kommen a wéi eng Kontrollmechanismen zu Lëtzebuerg bestinn, fir d'Konformitéit mat den EU-Normen ze garantéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun de 14–15 Millioune Päck, déi zu Lëtzebuerg verdeelt ginn, kommen aus Drëttlänner, aus der EU a vun nationale Commercen?

2. Wéi verdeelt sech dat op déi eenzel Importkanäl – Loft, Zuch, Stroossentransport?

3. Wéi vill Kontrolle goufen an de leschten 3 Joer vu Päck aus Drëttlänner duerchgefouert a wéi eng Resultater hunn dës Kontrollen erginn?

4. Wéi eng Moossnamen an Zesummenaarbecht besteet tëscht der Douane, POST an de private Courrier-Servicer, fir d'Konformitéit vun importéierte Wueren ze kontrolléieren?

5. Wéi héich schätzt de Minister de wirtschaftlechen Impakt vun net EU-konforme Wueren op de lëtzebuergesche Commerce?

Réponse (10/03/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Am Kontext vun de Froe vum Här Deputéierten iwwer d'Kontrollmechanisme fir d'Konformitéit mat den EU-Norme vu Päck aus Drëttlänner erlabe mir eis, op d'Äntwert vum 25. November 2024 op d'parlamentaresch Fro N° 1401 vum 22. Oktober 2024 ze verweisen.

Des Weidere sief drop higewisen, dass d'Chamber, den 13. Februar 2025, de Gesetzesprojet N° 8376, deen en europäescht Reglement iwwer d'Produktsécherheet (Reglement 2023/988/EU) ëmsetzt, eestëmmeg ugeholl huet. D'Zil vun dësem Reglement ass, datt Produiten, déi an Europa u Konsumente verkaf ginn, sécher sinn an déi europäesch Reegele respektéieren.

An deem Kontext sief och drop higewisen, dass déi zoustänneg Autoritéit fir d'Maartiwwerwaachung an nationale Kontaktpunkt fir de „Safety Gate", den ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services), administrativ Strofen ausschwätze kann, am Fall wou Verkeefer oder Online-Maartplazen hire Verpflichtungen net nokommen.

ad 1. An sengem Rapport statistique 2023 – les services postaux au Luxembourg[3] an an der Infographik Les services postaux au Luxembourg 2023[4] leet den ILR (Institut luxembourgeois de régulation) d'Haaptindikateuren zu de POST-Servicer duer, also och zu de Päck, déi als Colise verschéckt ginn.

Den ILR ënnerscheet tëschent nationalem Trafick vu Päck, internationalem Trafick, deen erausgeet (outbound), an internationalem Trafick, deen erakënnt (inbound): „Les services colis totalisent un volume de 18,36 millions d'unités en 2023, en hausse de 10,9 % par rapport à 2022, dont 14,85 millions d'unités pour le trafic transfrontalier entrant et 2,35 millions pour le trafic transfrontalier sortant."[5]

Den ILR mécht beim internationalen Trafick a senge Statistike keen Ënnerscheed tëschent dem EU-Ausland an den Drëttlänner an ënnerscheet och net no Importkanal.

Op der Säit vun der Douane si fir d'Joer 2023 4,64 Milliounen Import-Deklaratioune fir E-Commerce-Wueren aus Drëttlänner enregistréiert ginn.

ad 2. Laut Douane hu ronn 95 Prozent vun de vir genannten Importer d'EU-Baussegrenz iwwert de Loftwee a bal 5 Prozent iwwert de Stroossentransport erreecht.

ad 3. An de leschten 3 Jore konnt d'Douane bei 42.238 Import-Deklaratioune fir Artikelen aus Drëttlänner 3.410 Onreegelméissegkeete feststellen, dovunner 110 Dossiere fir d'Maartiwwerwaachung mat enger Gesamtzuel vun 120.748 Unitéite vun net konforme Wueren, déi aus dem Verkéier gezu goufen.

ad 4. Am Aklang mam europäesche Code des douanes ass eng vun den Haaptaufgabe vun der Douanesverwaltung, fir d'Sécherheet vun de Residentë vun der

[3] https://www.ilr.lu/wp-content/uploads/Rapport-statistique-des-services-postaux-au-Luxembourg-de-lannee2023pdf.pdf

[4] https://www.ilr.lu/wp-content/uploads/publication/ilr-cdp-pub-2024-08-07-Infographies_services_postaux_2023.pdf

[5] Op der Säit 24 vum Rapport: https://www.ilr.lu/wp-content/uploads/Rapport-statistique-des-services-postaux-au-Luxembourg-de-lannee-2023pdf.pdf

Europäescher Unioun ze suergen, wann néideg an enker Zesummenaarbecht mat aneren Autoritéiten.

Am Kontext vun dëser parlamentarescher Fro spigelt sech dës Missioun besonnesch duerch déi physesch Kontrolle vun de betraffenen Envoien zréck, déi d'Douane an hirem Rôle als Kontrollautoritéit op Basis vun den Import-Deklaratiounen, déi d'Transportentreprisë wéi zum Beispill POST oder d'Express-Servicer hannerleeën, duerchféiert.

Wat d'Produktsécherheet ugeet, ass d'Zil vun dëse Kontrollen an éischter Linn, d'Konformitéit mat den EU-Standarden ze iwwerpréiwen an am Fall vu Verstéiss ze verhënneren, dass déi betraffe Wueren an de fräie Verkéier gesat ginn.

Am Fall vu constatéierten oder presuméierten Netkonformitéite befaasst d'Douane déi zoustänneg Autoritéit fir d'Maartiwwerwaachung, an dësem Fall den ILNAS, mam Dossier.

Am Kader vun der europäescher Gesetzgeebung iwwer d'Maartiwwerwaachung a Produktkonformitéit hëlt den ILNAS déi definitiv Decisioun a Saache Konformitéit a Sécherheet. Ofhängeg vun dëser Decisioun ginn déi betraffe Wuere vun der Douane fir den Import entweeder zougelooss oder rejetéiert.

An dësem Kontext hunn den ILNAS an d'Douane eng laangjäreg Collaboratioun.

Den ILNAS huet 2024 3 Formatiounen am Kader vun der Kontroll vun der Konformitéit un d'Mataarbechter vun der Douane ginn an der Douane eng Lëscht mat Produktkategorië geschéckt, déi potenziell opportun sinn, fir kéinte kontrolléiert ze ginn.

Am Kader vum E-Commerce mécht den ILNAS op seng eegen Initiativ reegelméisseg Kontrollen, esou huet den ILNAS am Joer 2024 56 Produkter kontrolléiert, 57 am Joer 2023 a 70 am Joer 2022.

ad 5. Et ass schwiereg, geséchert Estimatiounen diesbezüglech ze maachen.

Transactions Cum-Ex au Luxembourg | Question **1905** (06/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Méint goufen nei Detailer iwwert d'Cum-Ex-Skandaler an Däitschland bekannt. D'fréier Haaptermëttlerin Anne Brorhilker huet Ufank Januar 2025 op déi weider bestoend Geforen an dësem Beräich higewisen. Si huet ënnerstrach, dass betrügeresch Cum-Ex-Geschäfter nach ëmmer méiglech sinn an och nach ëmmer praktizéiert ginn, well d'Banken an d'Steierberoder hir elektronesch Donnéeën op aussereuropäesche Servere späicheren, wou d'Enquêteure keen Zougréff drop hunn.

Am Kontext vun der enker Verflechtung vun eise Finanzmäert mat deenen däitschen, a well Lëtzebuerg als wichtege Finanzzenter besonnesch op d'Integritéit vu senge Finanzinstituter ugewisen ass, ass et wichteg ze verstoen, wéi eng Moossnamen hei am Land geholl gi sinn, fir änlech Praktiken ze verhënneren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi eng Mesurë goufen a ginn zu Lëtzebuerg geholl, fir Cum-Ex-Geschäfter ze verhënneren an opzedecken?

2. Besteet zu Lëtzebuerg eng gesetzlech Obligatioun fir Banken a Steierberoder, hir elektronesch Donnéeën zu Lëtzebuerg oder an der EU ze späicheren? Falls net, plangt d'Regierung eng entspriechend Obligatioun anzeféieren?

3. Wéi gesäit den Informatiounsaustausch mat den däitschen Autoritéiten am Fall vu Verdacht op Cum-Ex-Geschäfter aus?

4. Gëtt et zu Lëtzebuerg Unzeechen, dass Cum-Ex-Geschäfter nach ëmmer praktizéiert ginn?

Réponse (10/03/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Wéi schonn an Äntwerten op parlamentaresch Ufroe matgedeelt gouf, huet d'Steierverwaltung verschidde Verdachtsfäll vu Cum-Ex-Transaktiounen un d'Justizautoritéiten iwwermëttelt.

Déi beschriwwe Praktike sinn en transnationale Phänomeen. An deem Sënn huet d'Europäesch Kommissioun d'Directive FASTER ausgeschafft, fir an Zukunft d'Réckerstattung vun der Quellesteier méi sécher a méi effizient ze gestalten an domadder och de Kampf géint Steierflucht weider ze stäerken.

ad 2. D'ofgeännert Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den automateschen Informatiounsaustausch zu Steierzwecker betreffend d'Bankkonten imposéiert de betraffene Banke wärend 10 Joer, déi entspriechend Regëster a Beweiser iwwert hir Demarchë fir d'Erfëllung vun hiren Deklaratiounspflichten ze conservéieren. Dëst implizéiert awer keng generell Obligatioun fir déi betraffe Banken, hir elektronesch Donnéeën zu Lëtzebuerg oder an der EU ze späicheren. D'Banke musse sech donieft och un d'Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwer de Finanzsecteur halen.

ad 3. An de leschte fënnef Joer huet d'Lëtzebuerger Steierverwaltung e puer Ufroe vun der zoustänneger däitscher Autoritéit kritt. Dës Ufroe goufen no de Virschréfte vum ofgeännerte Gesetz vum 25. November 2014 behandelt.

ad 4. Am Kader vun der Uwendung vun de gesetzleche Bestëmmunge vum sougenannte Schachtelprivileeg iwwerpréift d'Steierverwaltung d'Urecht vun de Firmen op Réckerstattung vun der Quellesteier op Kapitalerträg. Eng Réckerstattung vun der zu Lëtzebuerg erhuewener Quellesteier gëtt nëmmen dann akzeptéiert, wann all gesetzlech Conditiounen erfëllt sinn. Falls dës net erfëllt sinn oder et Zweifel un der Richtegkeet vun der Ufro op Réckerstattung gëtt, gëtt d'Ufro ofgeleent a bei Feststellung vu Verstéiss géint strofrechtlech Bestëmmungen och un d'Justizautoritéite weidergeleet.

Directives de politique pénale prévues par l'article 104 de la Constitution | Question **1908** (07/02/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

La nouvelle Constitution consacre, à travers son article 104, alinéa 2, l'indépendance du ministère public dans l'exercice des recherches et poursuites individuelles, tout en prévoyant un droit du Gouvernement d'arrêter des directives de politique pénale.

Dans ce contexte, je me permets d'adresser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement a-t-il déjà émis une/des directives de politique pénale, telles que prévues par l'article 104 de la Constitution ?

2) Dans l'affirmative, quel en est le contenu ?

3) Le Gouvernement s'est-il doté de procédures réglant la diffusion interne voire la publicité de cette/ces directives ?

4) Dans la négative, cette/ces directives sont-elles en cours d'élaboration et endéans quel délai seront-elles finalisées ?

Réponse (07/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) à 3) Le Gouvernement n'a pas encore émis de directives de politique pénale.

ad 4) Le Gouvernement n'est actuellement pas en cours d'élaborer de directives de politique pénale tel que l'y autorise l'article 104 de la Constitution.

Organisation d'un « Sozialdësch » | Question **1910** (07/02/2025) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Lors d'une rencontre le 14 janvier avec les président.e.s des syndicats OGBL et LCGB, le Premier ministre avait annoncé la convocation d'un « Sozialdësch » dans les prochaines semaines ou mois afin de remettre le dialogue social sur la bonne voie. Depuis cette annonce, les syndicats n'ont cependant reçu aucune information de la part du Gouvernement et ne disposent d'aucune indication quant à la date à laquelle cette réunion se tiendra.

Dans le contexte actuel des discussions autour de la libéralisation du temps de travail et de l'extension du travail dominical, nous souhaitons adresser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Une date précise a-t-elle déjà été fixée pour la tenue du « Sozialdësch » ?

2) Dans le cas contraire, le Premier ministre partage-t-il notre avis selon lequel il serait opportun que cette réunion ait lieu dans les plus brefs délais ?

3) Monsieur le Premier ministre peut-il préciser de manière détaillée les points qui figureront à l'ordre du jour du « Sozialdësch » ?

Réponse (10/03/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Comme je l'ai indiqué récemment lors d'une conférence de presse, la « Sozialronn » reflète la volonté du Gouvernement de renforcer davantage son fort attachement au dialogue social et à la paix sociale. Elle est donc additionnelle aux échanges réguliers des divers membres du Gouvernement avec les partenaires sociaux.

Dans une première phase, il est envisagé que le Gouvernement consulte les partenaires sur une base bilatérale concernant la thématique des conventions collectives de travail, afin de mettre en œuvre les objectifs de l'accord gouvernemental en la matière.

Par la suite, le Gouvernement jugera de l'opportunité des prochaines étapes.

Consultation des enseignants dans le cadre de l'enseignement de thématiques LGBTQ+ | Question **1912** (07/02/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

D'Debatt ëm LGBTQ-Theemen an de Schoulen huet an de Medien an an der Ëffentlechkeet héich Welle geschloen. Den 28. Januar 2025 gouf an der Chamber iwwer déi zwou betreffend Petitioune mat jeeweils zirka 10.000 Ënnerschréften a Presenz vun de Petitionären diskutéiert. Wärend d'Petitioun 3198 d'Iwwerleeung zum Ausdrock bruecht huet, bei den LGBTQ-Sujete wier et un den Elteren ze decidéieren, ob a wéini hir Kanner domat confrontéiert ginn, huet d'Géigepetitioun 3281 gefuerdert, dës Inhalter nach méi wéi bis elo an de Schoulen ze thematiséieren, an dat onofhängeg vun der Wiel vun den Elteren.

Et ass dobäi awer onkloer bliwwen, awéiwäit dës zweet Petitioun och wierklech de Wëlle vun deene Leit reflektéiert huet, déi an hirer alldeeglecher berufflecher Praxis direkt vun der Diskussioun betraff sinn: d'Léierpersonal aus de Primärschoulen a Lycéeën.

Et ass dofir net verwonnerlech, datt mir am Uschloss un dës Debatt ugeschwat goufe vun enger Rei vu

Léierpersounen, déi hir Suerg zum Ausdrock bruecht hunn, si hätte scho genuch aner Problemer mat de Schüler a wieren net bereet, och nach iwwer komplex Sujete wéi aner Geschlechtsidentitéiten a sexuell Orientéierungen, déi kloer eng Majoritéit net direkt betreffen, ze schwätzen. Si wieren och guer net gefrot ginn, ob si iwwerhaapt bereet wieren, iwwer dës Sujete mat Kanner a Jugendlechen ze schwätzen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ass d'Léierpersonal aus de Primärschoulen a Lycéeën an der Fro no méi oder manner LGBTQ-Inhalter an de Schoule consultéiert ginn oder wäerte si consultéiert ginn?

2. Kann den Här Minister preziséieren, ob geplangt ass, eng anonym Ëmfro ze maachen, déi Opschloss doriwwer soll ginn, wéi d'Léierpersonal zur Fuerderung steet, déi an der Petitioun 3281 erhuewe gouf?

3. Huet d'Léierpersonal grondsätzlech e Vetorecht, wann et ëm d'Fro geet, ob extern Leit, z. B. Vertrieder vun LGBTQ-Gruppen, an hir Klasse komme sollen? Wier et net un hinne fir ze entscheeden, ob sou Sujeten an hirer Klass thematiséiert sollte ginn?

4. Ass d'Léierpersonal ëmmer present, wann extern Leit, z. B. Vertrieder vun LGBTQ-Gruppen, an hir Klass kommen a virun hire Kanner schwätzen?

5. Kann d'Léierpersonal agräifen, wa si der Meenung sinn, datt déi extern Persoun eppes seet, wat hirer Meenung no falsch ass, wou och aner Meenungen an der Gesellschaft existéieren, oder wa verschidde vun hire Kanner net prett si fir dee Sujet?

Réponse (14/03/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech weisen den honorabelen Deputéierte fir d'éischt drop hin, datt ech d'Positioun vun der Regierung zu der Fro vun der sexueller Bildung an der Schoul den 28. Januar an der Diskussioun ronderëm d'Petitiounen Nr. 3198 an Nr. 3281 an der Chamber kloer gemaach hunn.

Doriwwer eraus ass et esou, datt zu Lëtzebuerg d'Schoulprogrammer ëmmer an Zesummenaarbecht mat den Enseignanten an de Programmkommissioune vum Enseignement secondaire a vum Enseignement fondamental ausgeschafft ginn.

Bei Materialien oder Interventioune vun externe Prestatairen ass et och esou, datt d'Initiativ bei den Enseignantë läit. Interventioune vun externe Leit an der Schoul mussen doriwwer am Enseignement fondamental ëmmer am Virfeld vum Buergermeeschter autoriséiert ginn; am Enseignement secondaire ass de Lycéesdirekter dofir zoustänneg.

Bei Interventioune vun externe Leit ass d'Léierpersonal och ëmmer present a suergt dofir, datt all Inhalter konform sinn zum Buschtaf an zum Esprit vun de Léierpläng, déi op de grousse Prinzippie baséieren, déi am éischten Artikel vun eisem Gesetz iwwert d'Schoulflicht (Loi du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire) festgehale sinn. Grad am aktuelle Kontext ass et vläicht net vu Muttwëll, dës Prinzippien eng Kéier ze widderhuelen:

„Tout enseignement contribue à transmettre à la personne qui en bénéficie, outre les connaissances et les compétences, le respect de soi et de son identité, le sens des responsabilités, le respect d'autrui, le respect du pluralisme des opinions et des convictions, le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques, le respect de la culture nationale, le respect du pluralisme des cultures et le respect du milieu naturel. Il favorise l'épanouissement et l'autonomie de la personne, sa créativité, la confiance en ses capacités, le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, et ce dans la mesure de ses potentialités, sans distinction aucune. Il lui permet d'acquérir une culture générale et le prépare aux études ultérieures et à l'apprentissage tout au long de la vie, à la construction de sa propre vie et de la vie en société, à la vie professionnelle et sociale et à l'exercice de ses droits et de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique libre, et ce dans un esprit de compréhension, de paix, de respect, d'égalité entre les genres et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux, philosophiques et religieux. Il permet à la personne qui en bénéficie d'acquérir une culture dans la société contemporaine de l'information et de la communication et lui permet d'observer et de comprendre la société d'aujourd'hui et de demain ainsi que d'en saisir le fonctionnement et les enjeux qui l'attendent."

Utilisation de pesticides sur les fleurs coupées et les fleurs en pot | Question **1913** (07/02/2025) de **M. Gérard Schockmel** | **M. Luc Emering** (DP)

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a été mandatée par le Gouvernement français pour évaluer les risques liés à l'exposition aux pesticides pour les travailleurs de la filière horticole des fleurs coupées et en pots, ainsi que pour leurs enfants. Cette mission fait suite au décès d'une fille de 11 ans, victime de leucémie, dont la mère était régulièrement exposée aux herbicides dans sa profession en tant que fleuriste.

Il est à noter que près de 85 % des fleurs coupées vendues en France sont importées, avec une part importante provenant de pays situés hors de l'Europe, où les normes sanitaires diffèrent de celles qui s'appliquent dans l'Union européenne. En dehors de l'Europe, on ne peut pas exclure l'utilisation d'herbicides toxiques, ce qui augmente les risques pour la santé des personnes en contact avec ces fleurs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Existe-t-il une production florale au Luxembourg ? Dans l'affirmative, à combien se chiffre cette production ?

2) Est-il possible de tracer l'origine des fleurs vendues au Luxembourg ?

3) Est-ce que l'Inspection du travail et des mines (ITM) effectue des contrôles auprès des fleuristes ?

4) Les fleuristes sont-ils sensibilisés aux risques liés aux pesticides ?

5) Est-ce que Madame la Ministre envisage de faire appel à l'un des laboratoires nationaux, comme le LIH, pour effectuer une étude similaire à celle actuellement menée en France, dans le but de surveiller les risques sanitaires associés aux fleurs ?

6) Le Gouvernement prévoit-il de prendre des mesures si les résultats de l'étude menée par l'Anses en France concluent à des effets négatifs des pesticides utilisés sur les fleurs coupées et les fleurs en pot sur la santé des fleuristes et de leurs enfants ?

Réponse (11/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) Si certaines entreprises du secteur horticole ont gardé une production de fleurs en pots ou même de fleurs coupées, cette production est très limitée au Luxembourg. Au cours des dernières années, l'installation de champs de fleurs pour la cueillette en libre-service est devenue plus fréquente. Ainsi, suivant la déclaration de surface 2024, 24,13 ha de champs de fleurs et 0,61 ha de fleurs sous serre ont été cultivés au Grand-Duché de Luxembourg. Cependant, comme toutes ces productions sont souvent effectuées par des producteurs qui ne font pas de déclaration de surfaces agricoles et qu'il n'y a pas d'obligation légale pour déclarer ces productions, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture n'est pas à même de fournir des chiffres précis de ces productions.

ad 2) Pour les fleurs coupées ou les fleurs en pots, il n'existe pas de normes de commercialisation en place qui obligeraient un étiquetage de l'origine, comme c'est par exemple le cas pour les fruits et légumes frais. Il n'y a pas de système de traçabilité en place, tel qu'il existe dans la législation européenne pour les denrées alimentaires.

Cependant, il existe un certain nombre de labels privés certifiant notamment l'origine des produits vendus sous ces labels.

ad 3) Oui, l'ITM effectue des contrôles auprès des fleuristes afin de garantir le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des salariés. À cet égard, l'ITM veille au respect du droit du travail, des normes de sécurité et des conditions de travail dans les entreprises. Outre sa mission de contrôle, l'ITM met un accent primordial sur son rôle de conseil, d'assistance, d'accompagnement et de prévention. Les inspecteurs de l'ITM conseillent aussi bien les employeurs que les salariés sur leurs droits et obligations.

ad 4) Une exposition répétée, même à des concentrations faibles à certains pesticides, notamment des perturbateurs endocriniens, peut avoir un impact sur la santé. Par conséquent, l'exposition des fleuristes aux pesticides, que ce soit par voie cutanée ou respiratoire, devrait être limitée au maximum, surtout pour les femmes enceintes ou en âge de procréer.

Quelques règles de bonne conduite basées sur le principe de précaution :

– se laver régulièrement les mains ou porter des gants,
– éviter de se toucher le visage avec les mains ou gants souillés,
– changer d'habits après le travail,
– renouveler régulièrement et efficacement l'air intérieur dans les locaux des fleuristes.

Au cours de leur formation, les fleuristes sont sensibilisés en particulier au port des gants de protection et des règles d'hygiène pour se protéger contre des risques liés aux résidus de produits phytopharmaceutiques ou de biocides.

L'utilisation de produits phytopharmaceutiques autorisés pour un usage professionnel ainsi que toute activité de vente de produits phytopharmaceutiques sont limitées aux personnes titulaires d'un certificat dit « Sprëtzpass », qui peut être acquit grâce à des formations spécifiques.

ad 5) Il n'y a actuellement aucune étude de ce type menée au Luxembourg.

ad 6) La Direction de la santé reste attentive à cette problématique et souligne l'importance d'agir selon le principe de précaution.

Étude sur l'impact de l'exposition à la pollution de l'air ambiant sur la survenue de maladies chroniques | Question **1915** (10/02/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'organisme « Santé publique France », l'agence nationale de santé française, a publié le 29 janvier 2025 les résultats d'une étude analysant l'impact de l'exposition à la pollution de l'air ambiant sur la survenue de maladies chroniques. Il en ressort que 12 % à 20 % des maladies respiratoires de l'enfant (asthme et infections aiguës) seraient imputables à une exposition environnementale. De même, chez l'adulte, l'exposition à long terme à la pollution atmosphérique serait la cause de 7 % à 13 % des maladies respiratoires (e. a. asthme, cancer du poumon, ...), cardio-vasculaires (e. a. AVC) et métaboliques (diabète de type 2). Dans le cadre de cette étude, les chercheurs se sont essentiellement focalisés sur le dioxyde d'azote et les particules fines.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Une étude comparable, montrant l'impact du dioxyde d'azote et des particules fines sur la survenue de maladies chronique a-t-elle déjà été réalisée au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, les conclusions sont-elles semblables à celles de l'étude réalisée en France ?

3) Dans la négative, est-il envisagé de commanditer une telle étude afin de déterminer l'impact de la pollution atmosphérique sur la survenue de maladies chroniques au Luxembourg ?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Au Luxembourg, aucune étude de ce type n'a été effectuée.

Néanmoins, il existe une étude comparable réalisée en 2024 par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) : https://www.eea.europa.eu/fr/highlights/les-effets-de-lexposition-a.

ad 2) Les conclusions de l'étude mentionnée ci-avant sont semblables. L'AEE conclut que la pollution atmosphérique reste le principal risque environnemental pour la santé des Européens, causant des maladies chroniques et des décès, en particulier dans les villes et les zones urbaines.

Selon les estimations de l'AEE, au moins 239.000 décès dans l'UE en 2022 étaient imputables à l'exposition à des niveaux de particules fines ($PM_{2,5}$) supérieurs à la concentration de 5 µg/m^3 recommandée par l'OMS. 70.000 décès sont imputables à l'exposition à la pollution par l'ozone (O_3) et 48.000 décès sont dus à l'exposition à la pollution par le dioxyde d'azote (NO_2).

L'étude fournit également des informations clés pour chaque pays, y compris des informations sur les incidences sur la santé à l'échelle nationale. Les chiffres de l'AEE pour le Luxembourg peuvent être consultés sur la page web suivante : Luxembourg–air pollution country fact sheet 2024 | European Environment Agency's home page.

À l'instar de l'agence nationale de santé française, l'AEE félicite l'entrée en vigueur en octobre 2024 de la nouvelle directive relative à la qualité de l'air ambiant qui rapproche les valeurs des limites de qualité de l'air de l'UE des normes de l'OMS pour ainsi soutenir de nouvelles réductions des effets de la pollution atmosphérique sur la santé dans les années à venir.

ad 3) À ce stade, une telle étude n'est pas prévue.

Cadastre des loyers | Question **1916** (10/02/2025) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Un récent rapport de l'Observatoire de l'habitat a mis en lumière l'absence de données précises et accessibles sur le marché locatif au Luxembourg, soulignant ainsi la nécessité d'un Cadastre des loyers permettant une meilleure transparence et régulation des prix des loyers. Le rapport insiste sur le fait que, dans plusieurs pays voisins, des outils similaires contribuent à une plus grande prévisibilité et stabilité du marché locatif, à la fois pour les locataires et les propriétaires. Il souligne en outre l'absence d'un cadre légal clair permettant d'assurer la mise en œuvre et l'efficacité de cet outil.

Dans le cadre d'une intervention publique relative à la motion 4356, Monsieur le Ministre du Logement avait déclaré que le Gouvernement travaille avec le LISER à la collecte de données en vue de l'élaboration d'un tel cadastre. Toutefois, aucun calendrier précis ni aucun détail sur la méthodologie et les objectifs concrets de cet outil n'ont été communiqués à ce stade.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser l'état d'avancement des travaux en collaboration avec le LISER, ainsi que les principales étapes prévues pour la mise en place d'un outil de type cadastre des loyers ?

2) Quels types de données seront collectés pour alimenter ce cadastre, et quelles seront les sources d'information utilisées afin d'assurer un reflet fidèle du marché locatif ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire une obligation d'enregistrement des loyers afin d'améliorer la fiabilité et la précision des données recueillies ?

4) Le Gouvernement entend-il proposer une base légale spécifique pour encadrer l'utilisation de l'outil projeté et d'en garantir la mise en œuvre ?

Réponse (04/03/2025) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Dans le contexte d'un éventuel Cadastre des loyers, qui a fait l'objet d'un rapport d'analyse de l'Observatoire de l'habitat, il y a lieu de préciser qu'un tel cadastre s'inspirant du Mietspiegel allemand est un outil parmi d'autres pour approfondir nos connaissances des conditions du marché locatif. Ainsi, différents pays européens ont développé différentes approches pour y parvenir. À cet égard, citons à titre d'exemple les observatoires des loyers en France, l'enquête sur les bailleurs privés réalisée régulièrement par le ministère compétent au Royaume-Uni ou les statistiques suisses relatives aux loyers qui sont réalisées en combinant les données du registre fédéral suisse des bâtiments et des logements, de la statistique de la population et des ménages et d'autres sources administratives.

En outre, le Cadastre des loyers n'est pas un outil de régulation, mais un outil d'observation qui reste indépendant des approches retenues pour le cadrage réglementaire des loyers. Un tel cadastre permet ainsi d'obtenir des informations plus précises sur la situation au moment de l'enquête ou de la collecte des données, mais ne contribue pas en soi à une plus grande prévisibilité et stabilité du marché locatif. Le rapport d'analyse cité confirme ceci en ces termes : « l'utilité du miroir du loyer réside en premier lieu dans l'observation générale du niveau et de l'évolution des loyers. Son utilité est dès lors indépendante de la mise en place d'une réglementation sur le plafond des loyers et du type de réglementation des loyers finalement retenu. » (voir page 2 du rapport)

Sur base de ce rapport d'analyse et des démarches et étapes y décrites, l'Observatoire de l'habitat a été chargé d'élaborer un projet détaillé et budgétisé en vue de la réalisation d'un Cadastre des loyers au Luxembourg. Les types de données qui devront être collectés à cet égard par une enquête à mettre en place sont ceux nécessaires pour alimenter une modélisation hédonique des loyers segmentés géographiquement. À cette fin, les travaux décrits dans les rapports d'analyse en relation à la segmentation géographique des loyers et publiés au courant des années passées par l'Observatoire seront approfondis.

La réalisation et l'évaluation scientifique de ce premier Cadastre des loyers au Luxembourg permettra par la suite d'aborder la question concernant l'obligation d'un enregistrement des baux et la nécessité éventuelle d'une base légale spécifique.

Pour les besoins du premier Cadastre des loyers, la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics est considérée suffisante.

Indication des tarifs aux bornes de recharge dans l'espace public | Question **1917** (10/02/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Während Tankstellen die Preise für Benzin und Diesel sowie den Kostenpunkt nach dem Tankvorgang angeben müssen, gilt dies zurzeit nicht für Ladesäulen im öffentlichen Raum.

Dabei müsste es selbstverständlich, und wohl auch technisch möglich sein, den Preis für Ladestrom und den Kostenpunkt nach dem Ladevorgang für die Batterieaufladung entweder auf dem Display oder per App anzugeben, zumal dies im Einklang mit der Verordnung (EU) 2023/1804 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. September 2023 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe wäre.

Die Regierung hat in diesem Rahmen einen Entwurf einer großherzoglichen Verordnung u. a. für mehr Preistransparenz ausgearbeitet.

Daher unsere Fragen an die Ministerin für Mobilität und öffentliche Arbeiten, an die Ministerin für Verbraucherschutz sowie an den Minister für Wirtschaft, KMU, Energie und Tourismus:

1. Wann ist mit der Einführung transparenter Preisangaben an Ladesäulen im öffentlichen Raum zu rechnen?

2. Ist vorgesehen, dass die Kunden nach dem Ladevorgang eine Rechnung bekommen?

3. Sind für die Betreiber von Ladestationen Fristen vorgesehen, um die Maßnahmen zur transparenten Preisangabe umzusetzen? Wenn ja, welche?

Réponse (10/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Die europäische Verordnung 2023/1804 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. September 2023 über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe und zur Aufhebung der

Richtlinie 2014/94/EU enthält im Artikel 5 mehrere verpflichtende Vorgaben zur Preistransparenz für Betreiber öffentlich zugänglicher Ladestationen, sowie für Mobilitätsdienstleister, die ihren Kunden den Zugang zu diesen Ladestationen über Ladekarten ermöglichen.

Betreiber von Ladestationen müssen sicherstellen, dass beim sogenannten Ad-hoc-Laden – also dem Laden ohne eine Ladekarte eines Mobilitätsdienstleisters – alle Preiskomponenten, wie beispielsweise der Preis pro gelieferter Kilowattstunde Strom und etwaige zusätzliche Gebühren, klar und leicht verständlich vor dem Start des Ladevorgangs zur Verfügung gestellt werden, sodass der Kunde den Endpreis der Ladung nachvollziehen kann. Bei Ladestationen mit einer Ladeleistung von 50 Kilowatt oder mehr müssen diese Informationen direkt – zum Beispiel auf dem Bildschirm – an der Ladestation angezeigt werden. Bei Ladestationen mit geringerer Ladeleistung können die Informationen zum Ad-hoc-Preis auch über einen angezeigten Weblink online bereitgestellt werden.

Mobilitätsdienstleister sind ebenfalls verpflichtet, ihren Kunden vor Beginn des Ladevorgangs alle Preiskomponenten, die für die Berechnung des Endpreises erforderlich sind, auf elektronischem Wege – etwa über ihre Smartphone-App – bereitzustellen. Alle Preiskomponenten, einschließlich etwaiger E-Roaming-Gebühren, müssen klar angezeigt werden, sodass der Kunde den Endpreis der Ladung nachvollziehen kann.

Die europäische Verordnung 2023/1804 ist seit dem 13. April 2024 in Kraft, und die oben genannten Vorgaben zur Preistransparenz gelten seitdem verbindlich für alle öffentlich zugänglichen Ladepunkte in der Europäischen Union.

Die europäischen Bestrebungen in Richtung Preistransparenz und Preisangabe sind im Sinne der Verbraucher, da sie den Vergleich der verschiedenen Ladetarife ermöglichen. Um diesen Vergleich weiter zu erleichtern, gibt es zudem Smartphone-Apps, die die unterschiedlichen Tarife übersichtlich darstellen und es den Kunden ermöglichen, schnell und einfach den für sie günstigsten Tarif auszuwählen.

Die Direktion für Verbraucherschutz des Ministeriums für Landwirtschaft, Ernährung und Weinbau arbeitet in Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Mobilität und öffentliche Arbeiten sowie dem Ministerium für Wirtschaft an zusätzlichen Informationsblättern für ihren Leitfaden für Gewerbetreibende. Diese sollen Betreibern von Ladestationen sowie Mobilitätsdienstleistern im Detail erläutern, wie die Vorgaben der europäischen Verordnung 2023/1804 umgesetzt werden müssen.

Es sei auch hervorzuheben, dass die Agenten der Direktion für Verbraucherschutz im Rahmen der regelmäßigen Überprüfungen der Preisangaben auf ihre Konformität mit dem Verbrauchergesetzbuch ebenfalls die Preisangaben der Ladestationen kontrollieren.

ad 2. Die europäische Verordnung 2023/1804 schreibt nicht verpflichtend vor, dass eine detaillierte Endabrechnung mit einer Auflistung aller Preiskomponenten ausgestellt werden muss. Insbesondere beim Ad-hoc-Laden, bei dem die Bezahlung häufig per Bankkarte erfolgt, wäre dies schwierig, da der Kunde keine Kontaktdaten, wie eine E-Mail-Adresse, hinterlegt. Jedoch werden in der Regel, während und zum Ende des Ladevorgangs, die Anzahl an gelieferten Kilowattstunden und teilweise auch die entsprechenden Kosten auf dem Display angezeigt.

Bei Mobilitätsdienstleistern erhalten Kunden in der Regel am Ende des Monats eine Endabrechnung mit einer detaillierten Auflistung aller Ladevorgänge. Zudem erlauben die meisten Smartphone-Apps der Mobilitätsdienstleister einen Überblick aller getätigten Ladevorgänge.

ad 3. Siehe Antwort auf die Frage 1.

Pénurie de locaux et de personnel dans la justice | Question **1918** (10/02/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Am „Wort"-Artikel vum 30.6.2024 mam Titel „Es fehlt an Personal gegen die Finanzkriminalität" wéi och am „Wort"-Artikel vum 8.2.24 mam Titel „Zu wenig Richter, zu wenig Platz" gëtt ënnerstrach, datt et am Lëtzebuerger Geriichtswiesen u Personal an och u Plaz feelt. Wéinst dem Manktem u Riichtere brauchen d'Geriichtsaffären, virun allem um Verwaltungsgeriicht, extreem vill Zäit, bis si kënnen traitéiert ginn. Duerch déi feelend Plaz kënnt nach dozou, datt d'Privatsphär vun Affekot a Client net ëmmer adequat garantéiert ka ginn. Sou wéi dat zum Beispill um Familljegeriicht (Bezierksgeriicht Bouneweg) de Fall ass, wou Affekoten a Clienten oft zesummen an engem Waarderaum sëtzen, ier se erageruff ginn.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Dauer vun de Prozeduren um Verwaltungsgeriicht an de leschte 5 Joer entwéckelt? Kéint d'Madamm Minister prezis Zuelen zu den duerchschnëttlechen Delaie vun de Geriichtsprozeduren um Verwaltungsgeriicht zur Verfügung stellen?

2. Den Här Philippe Wadle huet den 8.8.24 um Radio 100,7 gesot, datt geplangt wier, de Manktem u Riichteren a Magistraten allgemeng an den nächsten 3 Joer ze behiewen. Wat fir Moossname gi konkreet geholl, fir dës Beruffer nach méi attraktiv ze gestalten? Awéiwäit wäerten dës Moossnamen d'Delaie verkierzen? Huet d'Madamm Minister eng genee Zilsetzung, fir d'Geriichter och besser ze entlaaschten? Kéint d'Madamm Minister konkreet Initiativen oder Reformen nennen, déi an dësem Kontext nach geplangt sinn?

3. Gëtt et spezifesch Ursaachen, déi zu dëse verlängerten Delaie féieren?

4. Wéi verhält sech d'Dauer vun de Prozeduren um Verwaltungsgeriicht zu Lëtzebuerg mat där an aneren europäesche Länner? Kéint d'Madamm Minister eventuell Vergläichszuelen zur Verfügung stellen, fir d'Leeschtungsfäegkeet vun eisem Geriichtssystem am internationale Kontext ze bewäerten?

5. Wéi gëtt d'Digitaliséierung am Geriichtswiese genotzt, fir Prozeduren ze beschleunegen? Gëtt et Projeten oder Initiativen, déi d'Aféierung vun digitalen Tools oder Prozesser virgesinn, fir d'Effizienz vum Verwaltungsgeriicht ze verbesseren?

6. Wier et net eng Iddi, fir Affekot a Client am Geriichtssall waarden ze loossen amplaz an engem Waarderaum? Wéi gedenkt d'Madamm Minister dësem Plazmangel entgéintzewierken? Wier et net eng Iddi, als Alternativ, schalldicht Berodungszëmmer am Waarderaum opzestellen, fir datt den Affekot an de Client sech schonn eng éischte Kéier kéinte privat beroden?

Réponse (17/03/2025) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Déi follgend Tableaue↑ liwweren d'Informatioune vun de Verwaltungsgeriichter zu der Entwécklung vun der Dauer vun de Prozeduren an de leschte 5 Joer bei der Cour administrative an dem Tribunal administratif.

Dës Zuele bezéien sech op déi normal Prozeduren, an net op déi sougenannte „procédures accélérées", déi mussen an engem festen Delai evakuéiert ginn.

ad 2. Wéi am Punkt 3 erkläert, ass de Manktem u Riichter beim Tribunal administratif ee vun de Grënn fir d'Dauer vun de Prozeduren.

Dofir schafft de Justizministère un engem Gesetzesprojet, deen d'Rekrutement vu Riichter beim Ordre administratif soll méi flexibel a méi attraktiv gestalten. D'Iddi ass, eng „filière parallèle" ze schafen, déi et erlabe soll, Juristen ze rekrutéieren, déi eng gewëss Beruffserfarung am Verwaltungs- oder Steierrecht hunn.

Des Weidere schafft de Ministère op engem Gesetzesprojet, deen eng spezialiséiert Sektioun beim Tribunal administratif schaaft, déi sech ëm Asyl- an Immigratiounsdossiere këmmere soll, e sougenannten „Tribunal d'asile et d'immigration".

Doduerch sollen déi aktuell Chambere vum Tribunal administratif entlaascht an d'Dauer vun de Prozedure bei dëse Chambere reduzéiert ginn.

Doriwwer eraus soll de Gesetzesprojet dem zukünftegen Tribunal d'asile et d'immigration et erméiglechen, sech eng ugepassten intern Organisatioun ze ginn, fir d'Asyl- an Immigratiounsdossieren, déi oft ënnert speziell Prozedursreegele falen, méiglechst effikass ze evakuéieren.

Dës zwee Projete wäerten zäitno deposéiert ginn.

ad 3. Aus den Zuelen, déi am Punkt 1 opgefouert ginn, geet ervir, datt et beim Tribunal administratif an de leschte Joren zu enger Verlängerung vun der Dauer vun de Prozedure komm ass.

Dofir gëtt et verschidde Grënn ë. a.:

– D'Komplexitéit vun den Dossieren hélt zou.
– Och d'Zuel vun de Recoursen, déi ënnert eng „procédure accélérée" falen, hélt zou. Dëst huet zur Konsequenz, datt déi Recoursen, déi ënnert déi normal Prozedur falen, kënne Retard kréien, wann d'„procédures accélérées" musse virgeholl ginn.
– Och kënnt dobäi, datt den Tribunal administratif Schwieregkeeten huet, fir Leit ze fannen, an doduerch ënnerbesat ass. Sou sinn disponibel Riichterposten um Tribunal administratif aktuell net besat.

ad 4. D'Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) vum Conseil de l'Europe mécht reegelméisseg Analyse vun den europäesche Geriichtssystemer.

Am Rapport d'évaluation vun 2024 fënnt ee Vergläichszuele vun de verschiddene Länner, ënner anerem och wat d'Dauer vun de Prozedure bei de Verwaltungsgeriichter ugeet: https://rm.coe.int/cepej-evaluation-report-part-1-en-/1680b272ac.

ad 5. Am Allgemengen ass d'Zil vum Paperless Justice Programm, fir d'Beaarbechtung vun den Dossieren um Niveau vun de Riichter a Greffen ze digitaliséieren an doduerch ze vereinfachen an ze beschleunegen. An den Zivillgeriichter gëtt ab der Rentrée judiciaire 2025 op den neie Beaarbechtungsprogramm ëmgestallt, deen eng komplett elektronesch Dateveraarbechtung erlaabt.

An de Verwaltungsgeriichter gëtt am Moment och un der Erneierung vun hirer Software geschafft. Déi soll fir 2026 fäerdeg ginn an erméiglecht och eng elektronesch Dateveraarbechtung. Dëst wäert d'Effizienz vun der Aarbecht vun de Verwaltungsgeriichter signifikativ verbesseren.

ad 6. Um Verwaltungsgeriicht kënnt de Client an de meeschte Fäll net mat op d'Geriicht. Wann de Client matkënnt, kann hie bei den ëffentleche Sëtzunge mat

sengem Affekot am Geriichtssall waarden, bis säin Dossier un d'Rei kënnt. An Dossieren, déi vum Verwaltungsgeriicht traitéiert ginn, fënnt den éischte Kontakt tëschent dem Affekot an dem Client net réischt um Geriicht statt. Schalldicht Berodungszëmmeren am Waarderaum sinn dofir net néideg.

Nouveau réacteur pour la centrale nucléaire de Cattenom | Question **1919** (10/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezente Medieberichter no huet den Direkter vum Atomkraaftwierk zu Cattenom fir d'éischt d'Méiglechkeet vun engem neie Reakter vum Typ EPR op der Plaz ugeschwat. Dëst wier eng weesentlech Weiderentwécklung vun der Atomkraaft op der fransäischer Säit vun der Grenz, déi och Auswierkungen op Lëtzebuerg kéint hunn. Bis ewell gouf et keng offiziell Stellungnam vun der Regierung zu dëser Fro. Am Interêt vun der Ëffentlechkeet an am Hibléck op d'Sécherheet an den Ëmweltschutz ass et wichteg, datt d'Regierung hir Positioun zu dëser Entwécklung matdeelt a kloer Stellung bezitt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung iwwer déi rezent Aussoen iwwert e méiglechen neie Reakter zu Cattenom informéiert ginn, a wa jo, wat ass hir Positioun dozou?

2. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir d'Sécherheet vu Lëtzebuerg ze garantéieren, falls e weidert Atomkraaftwierk no bei eise Grenze gebaut gëtt?

3. Wäert d'Regierung mat de franséischen Autoritéiten a Kontakt trieden, fir hir Suerg iwwer dës Pläng matzedeelen an op d'Risike vun der Atomkraaft opmierksam ze maachen?

4. Wéi eng Alternativen zur Atomkraaft gesäit d'Regierung, fir eng nohalteg an zouverlässeg Energieversuergung an der Groussregioun ze erreechen?

Réponse (13/03/2025) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Der Lëtzebuerger Regierung ass net matgedeelt ginn, datt zu Cattenom en neie Reakter kéint gebaut ginn.

De franséische Projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (2025–2030, 2031–2035) mécht keng Referenz op en eventuellen EPR-Bau zu Cattenom. D'Sitte vu Penly, Gravelines a Bugey gi vun der franséischer Regierung ausdrécklech genannt: „EDF porte un programme de construction de 6 nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2, à raison de deux réacteurs sur le site de Penly, deux sur le site de Gravelines et deux réacteurs sur le site de Bugey. L'État confirme son soutien à ce programme et s'inscrit dans la perspective d'une décision finale d'investissement par le conseil d'administration d'EDF en vue de son lancement au plus tard durant l'année 2026."

An der Äntwert vum 22. Oktober 2024 op d'parlamentaresch Fro 1220 vun der Deputéierte Joëlle Welfring gouf am Detail duergeluecht, wéi an a wéi enge Gremien et Echangë mat der franséischer Regierung iwwert d'Atomkraaftwierk Cattenom gëtt. D'Regierung diskutéiert am Kader vun hirem reegelméissegen Austausch mat de franséischen Autoritéite systematesch dës Theemen. D'Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire erlaabt Lëtzebuerg, an enkem Austausch mat Frankräich ze stoen an d'Situatioun vum Atomkraaftwierk Cattenom reegelméisseg unzeschwätzen.

Wéi am Koalitiounsaccord 2023–2028 festgehal, hält d'Regierung un der Ëmsetzung vum Nationale Plang fir Energie a Klima (PNEC) fest, deen ambitiéis Ziler an de Beräicher erneierbar Energië festleet, ënner anerem duerch de konsequenten Ausbau vun der Wandenergie an der Solarenergie.

Well de Lëtzebuerger Stroumreseau haaptsächlech iwwer Däitschland alimentéiert gëtt, a Lëtzebuerg zesumme mat Däitschland an enger Marchészon ass, ass dee Perimeeter primär fir d'Lëtzebuerger Versuergungssituatioun relevant. Datt d'Versuergungssécherheet an der Groussregioun net vum Atomkraaftwierk Cattenom ofhängeg ass, gouf 2021 an enger Etude vum däitschen Ingenieursbureau Consentec duergeluecht.[6]

Planification fiscale transfrontalière | Question **1920** (10/02/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Europäesche Rechnungshaff huet a sengem Bericht 27/2024 festgestallt, datt just 16 Prozent vun den ausgetauschte Meldungen zu grenziwwerschreidende Steiergestaltunge vun de fënnef ënnersichten EU-Memberstaate fir weider Prozedure benotzt goufen. Lëtzebuerg, als wichtege Finanzstanduert an der EU, huet tëscht 2020 an 2023 5,1 Prozent vun alle Meldunge gemaach, wat eis op déi 5. Plaz an der EU setzt.

An deem Kontext ass et wichteg ze verstoen, wéi effektiv eis Prozedure fir d'Evaluatioun vun dësen Donéeë sinn, besonnesch well de Rechnungshaff drop hiweist, datt Lëtzebuerg als eenzege vun de fënnef ënnersichte Memberstaaten eng systematesch Qualitéitskontroll vun allen DAC6-Rapporten duerchféiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Meldunge vu grenziwwerschreidende Steiergestaltungen huet Lëtzebuerg an der Period 2020–2023 vun anere Memberstaaten erhalen a wéi vill hu mir un aner Memberstaate geschéckt? Kënnt Dir dës Zuelen no Joer an no Land opschlësselen?

2. Wéi vill vun dëse Meldunge goufen analyséiert a wéi vill hunn zu enger Nofro bei de jeeweilege Steierflichtege gefouert?

3. Wéi gesäit d'Prozedur vun der systematescher Qualitéitskontroll vun den DAC6-Rapporten zu Lëtzebuerg aus a wéi eng Critèrë ginn dobäi consideréiert?

4. Wéi vill Personal steet fir d'Analys vun dësen Donéeën zur Verfügung a gëtt dëst als ausräichend ugesinn?

5. Wéi héich schätzt de Minister de Steierausfall duerch net identifizéiert oder net analyséiert grenziwwerschreidend Steiergestaltungen?

Réponse (12/03/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Déi europäesch Richtlinn 2018/822 („DAC6") huet en automateschen an obligatoreschen Informatiounsaustausch vu grenziwwerschreidende Steiergestaltungen agefouert. Dës Direktiv gouf mam Gesetz vum 25. Mäerz 2020 hei zu Lëtzebuerg transposéiert.

Den éischten automateschen Informatiounsaustausch am Kader vun der DAC6 huet den 28. Abrëll 2021 stattfonnt.

Bis den 31. Dezember 2023 goufen 2.806 Meldungen zu grenziwwerschreidende Steiergestaltungen bei der Lëtzebuerger Steierverwaltung agereecht an op den Zentrale Repertoire, dee vun der EU-Kommissioun opgestallt gouf, eropgelueden. Dës Steiergestaltunge betreffen entweeder een oder méi Memberstaaten. Verschiddener betreffe just Lëtzebuerg an en Drëttstaat.

D'Opschlësselung no concernéiertem Memberstaat an no Joer presentéiert sech follgendermoossen: ↑

D'Steierverwaltung huet bis den 31. Dezember 2023 9.521 Meldunge vu grenziwwerschreidende Steiergestaltungen, déi Lëtzebuerg als concernéierte Memberstaat uginn an déi an anere Memberstaaten deposéiert goufen, aus dem Zentrale Repertoire erofgelueden, fir se an hir national Datebank ze integréieren.

D'Opschlësselung no Joer presentéiert sech follgendermoossen: ↑

Eng Opschlësselung no Memberstaat kann d'Steierverwaltung net publizéieren ouni d'Autorisatioun vun de betraffene Memberstaaten.

ad 2. Fir den Ament ginn d'Informatiounen, déi Lëtzebuerg betreffen, op Ufro vun engem Steierbüro zu engem gewësse Steierflichtegen, analyséiert.

An Zukunft sollen dës Informatiounen de Steierbüroe systematesch zur Verfügung gestallt ginn an och mat aneren Donnéeën zesumme kënne benotzt ginn, fir Risikoanalysen duerchzeféieren an doriwwer eraus och an eng allgemeng Risiko-Managementléisung vun der Steierverwaltung afléissen. D'Haaptzil vun dësem IT-Projet ass et, der Steierverwaltung eng quasi automatesch Risikoanalysléisung zur Verfügung ze stellen, déi et erlaabt, d'Kontrolle méi geziilt duerchzeféieren.

ad 3. Bei dëse Kontrollen, déi zanter 2023 stattfannen, iwwerpréift d'Steierverwaltung d'Vollstännegkeet vun de Meldungen, déi hei zu Lëtzebuerg agereecht ginn, a stellt sécher, datt all d'Informatiounen iwwert grenziwwerschreidend Steiergestaltunge renseignéiert sinn, wéi zum Beispill, datt déi betraffe Steierflichteg richteg ugi sinn.

Zanter Juni 2024, gëtt och vun de Meldungen, déi an anere Memberstaaten agereecht goufen an déi Lëtzebuerg betreffen, eng Qualitéitskontroll gemaach, fir eventuell Mängel ze identifizéieren. Heibäi gëtt gekuckt, ob e lëtzebuergesche Steierflichtege concernéiert ass a falls jo, ob d'Informatiounen zu dësem och vollstänneg ugi goufen. Falls de Steierflichtegen net kann identifizéiert ginn, gëtt de Memberstaat kontaktéiert, deen d'Meldung an de Repertoire eropgelueden huet, fir weider Informatiounen zur Steiergestaltung ze kréien.

ad 4. D'Division échange de renseignements et retenue d'impôt sur les intérêts (DIVECH) vun der Steierverwaltung ass zoustänneg fir d'Ëmsetzung an d'Applikatioun vum automateschen Informatiounsaustausch. De Bureau de la retenue d'impôt sur les intérêts (SRI), deen der DIVECH direkt ënnersteet, këmmert sech ëm den operativen Deel vum automateschen Informatiounsaustausch.

Am Moment ass eng dediéiert Ekipp innerhalb vun der DIVECH am SRI zoustänneg fir den Informatiounsaustausch vun de grenziwwerschreidende Steiergestaltungen. Dës Ekipp besteet aus 5 Persounen, déi sech, niewent anere Missiounen, och ëm d'Ëmsetzung vun dësem Austausch këmmeren: ee Superviseur, ee Coordinateur, e Chef de projet IT, en Expert-métier an een Operateur. Fir déi aktuell Besoine schéngt dës Unzuel der Steierverwaltung ausräichend. Fir d'Zukunft gëtt nach analyséiert, ob d'Ekipp sech erweidere soll.

[6] https://consentec.de/publikation/auswirkungen-einer-abschaltung-des-kernkraftwerks-cattenom-auf-die-versorgungssicherheit-in-der-region/

ad 5. Wéi erwäänt, ass et der Steierverwaltung hiert Haaptzil, d'DAC6-Donnéeë fir Risikoanalysen ze benotzen.

D'Donnéeën aus de grenziwwerschreidende Steiergestaltunge stellen ee vu ville Facteuren duer, déi an dës Risikoanalysen afléissen. Aus deem Grond ass et net méiglech, fir e Steierausfall op eng spezifesch grenziwwerschreidend Steiergestaltung zréckzeféieren.

Antidépresseurs | Question **1922** (11/02/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Selon une récente étude réalisée par les Mutualités libres en Belgique, la consommation d'antidépresseurs a connu une hausse très importante de 43 % entre 2019 et 2023 chez les jeunes résidants belges d'entre 12 et 18 ans.

En ce qui concerne le Luxembourg, il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 7774 que le nombre d'ordonnances pour antidépresseurs prescrites et remboursées par la Sécurité sociale a augmenté de 61,5 % sur la période de 2013 à 2022. En particulier, il ressort que le nombre d'antidépresseurs prescrits à des jeunes de la tranche de 6 à 17 ans, qui était relativement stable de 2015 à 2020, a connu une forte hausse en 2021 et 2022, comparé aux années précédentes. Ainsi, le nombre d'assurés de 6 à 17 ans pour lesquels un remboursement d'un antidépresseur a eu lieu, oscillait entre 306 et 386 de 2015 à 2020 pour grimper à 468 en 2021 et 429 en 2022.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Cette tendance à la hausse de la consommation d'antidépresseurs auprès des jeunes s'est-elle maintenue en 2023 et 2024 ? La tendance observée récemment en Belgique est-elle aussi présente au Luxembourg ?

2) Le ministère estime-t-il que cette hausse du nombre d'antidépresseurs prescrits est liée à la pandémie de Covid-19 et qu'elle pourrait dès lors être passagère ? Où s'agit-il d'un phénomène qui semble durable ?

3) Dans l'accord de coalition, il est stipulé que différents programmes nationaux en matière de santé feront l'objet « d'un contrôle de qualité et d'une analyse d'efficience ». Où en sont ces travaux concernant le Plan national de santé mentale (PNSM) ?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Le tableau ci-dessous présente d'un côté le nombre d'assurés âgés entre 6 et 17 ans, résidant au Luxembourg, pour lesquels la Caisse nationale de santé a pris en charge au moins un médicament de la classification ATC « N06A – Antidépresseurs », acheté dans une pharmacie luxembourgeoise ouverte au public, et de l'autre côté, le nombre d'ordonnances établies pour ces médicaments pour la même catégorie d'assurés.

Entre 2019 et 2023, le nombre d'ordonnances établies pour les assurés résidents âgés entre 6 et 17 ans concernant des antidépresseurs a augmenté de 44,9 %, tandis que le nombre d'assurés de cette tranche d'âge ayant acheté au moins un de ces médicaments a progressé de 31,1 %.

En 2023, 0,6 % des assurés résidents âgés entre 6 à 17 ans ont acheté au moins un antidépresseur dans une pharmacie ouverte au public au Luxembourg. Ce taux n'a guère évolué au cours des 5 dernières années (0,5 % en 2019). Le nombre moyen d'ordonnances par assuré résident âgé entre 6 à 17 se situe à 2,5 et est légèrement en hausse par rapport aux années précédentes.

Les chiffres présentés dans le tableau précédent ne permettent pas de déterminer clairement si la hausse des antidépresseurs achetés dans une pharmacie ouverte au public correspond à un phénomène durable ou à un phénomène passager en lien avec la pandémie liée à la Covid-19.

ad 3) Le Plan national santé mentale 2024-2028 (PNSM) vise à renforcer le système de santé mentale, à combler les lacunes existantes et à intégrer des approches innovantes validées dans le domaine de la santé. Une attention prioritaire est accordée au secteur infanto-juvénile, avec comme priorités le développement de la filière diagnostique des Troubles du spectre autistique (TSA) et la prise en charge des urgences en pédopsychiatrie. Afin d'assurer un suivi efficace et d'ajuster les actions mises en place, une évaluation intermédiaire du plan sera réalisée, conformément à l'accord de coalition.

Augmentation de la charge administrative pour les fonds alternatifs (AIF) | Question **1923** (11/02/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Un représentant de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA a récemment déclaré lors d'un panel que les fonds alternatifs (AIF) seraient tenus d'envoyer un rapport du responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles et un questionnaire anti-blanchiment (AML) à l'AED. Si tel était le cas, cette obligation serait différente des lignes directrices anti-blanchiment de la CSSF. De surcroît, cela obligerait ces fonds à produire des centaines de ces rapports, augmentant considérablement la charge administrative.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette décision de l'AED ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre partage-t-il l'interprétation de l'AED de la réglementation AML ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une charge administrative trop élevée est néfaste pour l'attractivité du pays pour les entreprises ?

– Si tel est le cas, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin de réduire cette charge administrative ?

Réponse (07/03/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

À titre préliminaire, il convient de noter que les autorités chargées du contrôle en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), telles que l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA) jouent un rôle essentiel dans la préservation du système financier et d'autres secteurs face aux abus des criminels et terroristes.

Pour garantir une intervention efficace et efficiente, ces autorités doivent en vertu de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme adopter une approche fondée sur les risques BC/FT. À cette fin, les autorités de contrôle fondent leurs connaissances des risques de BC/FT sur l'analyse de l'ensemble des informations qualitatives et quantitatives pertinentes.

Les lignes directrices du Groupe d'action financière (GAFI) sur une « approche fondée sur les risques en matière de contrôle » de mars 2021 mentionnent explicitement dans l'encadré 2.3. « les données transmises/réponses aux questionnaires, par exemple les rapports annuels de conformité comportant des questions liées à la mise en œuvre des systèmes et des contrôles de LBC/FT par les entités pour répondre à leurs obligations législatives » comme une source d'information pour l'identification et la compréhension des risques.

À cet égard, l'AED et la CSSF ont signé un « memorandum of understanding » relatif à leur collaboration dans la surveillance LBC/FT et se coordonnent régulièrement en la matière. L'AED se réunit également sur une base régulière avec le secteur privé et les associations professionnelles dans le cadre de « public-private partnerships », ce qui a d'ailleurs favorisé la participation de l'AED à de multiples conférences visant le secteur financier.

S'il ne revient pas au Gouvernement de commenter les mesures mises en place par les autorités de contrôle pour répondre à leur obligation légale visant à assurer un suivi effectif du respect par les professionnels de leurs obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (article 8-1, paragraphe 1er, de la loi du 12 novembre 2004), il partage le souci de maintenir des interventions efficaces et efficients des autorités. Il est à cet égard renvoyé à la Stratégie nationale 2025-2026 de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme adoptée par le Conseil de Gouvernement en date du 14 février 2025.

Comprimés d'iodure de potassium | Question **1925** (12/02/2025) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Virun elo iwwer 10 Joer, nämlech 2014, gouf eng Sensibiliséierungscampagne lancéiert, fir iwwert den Asaz vu Jodpëllen opzeklären. Doropshin hate sech 180.000 Mënsche Jodpëlle besuergt, fir am Fall vun engem nuklearen Accident preparéiert ze sinn.

Am September 2022, haten déi deemoleg Innenministesch a Santésministesch d'Gemengen dorunner erënnert, datt et zu hiren Aufgabe gehéiert, d'Distributioun vu Jodpëlle sécherzestellen. De Stock u Jodpëlle muss dobäi minimum 25 % vun der Unzuel u Residenten an der Gemeng entspriechen. Ausserdeem muss all neie Resident ënner 45 Joer, dee sech op enger Gemeng aschreift, ee Pak mat Jodpëllen an eng Informatiounsbrochure proposéiert kréien.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Här Minister, hutt Dir Chifferen, wéi héich de Stock u Jodpëllen an alle Gemengen ass? Erreechen se iwwerall den uewe genannte Minimum?

2. Huet den Här Minister Informatiounen doriwwer, ob all neie Resident, dee sech op enger Gemeng aschreift, och wierklech Jodpëlle proposéiert kritt?

3. Wéi vill Jodpëllen huet d'Regierung an de leschten 10 Joer bestallt?

4. Madamm Ministesch, wéi gesäit et mat der Haltbarkeet vu Jodpëllen aus? Sollt een se no 10 Joer ersetzen oder ass dat an der Reegel net néideg?

5. Ass virgesinn, eng nei Sensibiliséierungscampagne ze lancéieren, fir d'Bevëlkerung iwwer de Gebrauch a Stockage vu Jodpëllen opzeklären?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. An der Circulaire N° 4180 vum 29. September 2022 sinn d'Gemengen drun erënnert ginn, dass si opgrond vum Cattenomsplang (Plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire) e reegelméissegen Inventaire vun hirem Stock u Jodpëlle musse maachen, an all Demande, fir nei Jodpëllen ze kréien, un d'Division de la radioprotection vun der Direction de la santé adresséiere mussen.

Op den 1. Januar 2024 hate 65 Gemengen Informatiounen iwwert de Stock u Jodpëlle bei der Division de la radioprotection agereecht. Dës Gemengen erreechen och den Taux vu 25 %.

Et besteet keng Verflichtung, fir statistesch Donnéeën iwwert d'Stocken u Jodpëllen an de Gemengen ze erhiewen. Aus deem Grond kënne keng Chiffere genannt ginn.

ad 2. Mir verweisen op d'Äntwert vun der Fro 1.

ad 3. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet bestellt iwwert d'Division de la radioprotection vun der Direction de la santé am Prinzipp all 2–5 Joer Jodpëllen, ofhängeg vum Besoin u Stock. Fir déi national Verdeelung vun 2014 goufen zousätzlech Reserven iwwer den HCPN bestallt. An de leschte Jore goufe follgend Quantitéite vun der Santé bestallt: ↑

ad 4. D'Jodpëlle besti gréisstendeels aus dem stabele Salz Kaliumiodid, a sinn, ënnert normale Stockagekonditiounen, praktesch onbegrenzt haltbar. Et ass dofir net néideg, se no 10 Joer ze ersetzen. D'Santé kontrolléiert reegelméisseg d'Efficacitéit vun de Loten, déi am Moment am Ëmlaf sinn. Bis elo gouf keng signifikant Diminutioun vun der Efficacitéit festgestallt, och net bei den eelste Loten aus dem Joer 1998.

ad 5. Momentan gesäit de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet keng nei Sensibiliséierungscampagne vir, an den HCPN schafft un enger Revisioun vu verschiddene Pläng, wéi zum Beispill dem Cattenomsplang.

Délai de traitement des déclarations d'impôts | Question **1926** (12/02/2025) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Et gëtt privat Stéit, déi zanter Joren op e Recalcul vun der Steierverwaltung waarden. Bei Nofro an hirem Steierbureau kréie si gesot, dass elo mol d'Steiererklärung vun 2020 géing traitéiert ginn. Deemno waarde si op hir Steiererklärunge vun de leschten 3 Joer, obwuel se hir Steiererklärung ëmmer an den Delaien ofginn hunn.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

– Gëtt et Statistiken, wéi vill Steiererklärunge vu private Stéit vun 2020, 2021 an 2022 nach ze traitéiere sinn?

– Gëtt et geographesch Ënnerscheeder?

– U wat läit et, dass verschidde Steierbureauen esou eng grouss Verspéidung hunn?

– Gëtt et Steierbureauen, an deenen d'Verspéidunge besonnesch grouss si respektiv gëtt et Steierbureauen, déi d'Steiererklärungen an Zäit vun e puer Wochen, nodeems se erakommen, behandelen? Wa jo, wéi eng Steierbureauen hu besonnesch vill Verspéidung?

– Wat kënnen d'Bierger maachen, fir hir Steiererklärung méi séier traitéiert ze kréien?

– Gëtt d'Personalkapazitéit reegelméisseg adaptéiert, fir eventuelle Retarden entgéintzewierken. Wéi huet dës Zuel iwwer déi lescht zwee Joer evoluéiert?

– Wat gedenkt den Här Minister nach ze maachen, fir dës Retarden an de Gréff ze kréien?

Réponse (13/03/2025) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

D'Ausso, „dass elo mol d'Steiererklärung vun 2020 géing traitéiert ginn", ass an deem Sënn an de Kontext ze setzen, datt, bedéngt duerch d'Verjärungsdauer vu 5 Joer, déi an der Abgabenordnung (AO) festgehalen ass, d'Steierbüroen aktuell, déi nach net besteiert Dossiere vum Steierjoer 2020 solle primär instruéieren an esou séier ewéi méiglech besteieren, fir dem Receveur déi néideg Zäit ze ginn, eventuell Steierscholden anzedreiwen.

Natierlech limitéiert sech de Steierbüro net nëmmen op besoten Dossieren, mä besteiert parallell déi aktuell Steierjoren.

D'Situatioun vun den net besteierten immatrikuléierten Dossieren huet an de leschten zwee Joer wéi follegt evoluéiert: ↑

Bei de verschiddenen agetruedene Verspéidunge kënne méi Facteuren, ewéi zum Beispill d'Komplexitéit vum Dossier, an awer och de Moment vum Erareeche vun der Deklaratioun respektiv d'Kooperatioun vum Steierflichtege bei der Instruktioun eng Roll spillen. Et ass hei och drun ze erënneren, datt zanter dem Steierjoer 2022 den Delai fir d'Erareeche vun de Steiererklärunge vum 31. Mäerz op den 31. Dezember no hanne geréckelt ginn ass.

Aktuell si keng gréisser geographesch oder steierbürobezunnen Ënnerscheeder bekannt.

Prinzipiell traitéieren d'Agente vun de Steierbüroen déi Deklaratiounen an der Reiefolleg, wéi se deposéiert ginn. Natierlech ass jeeweils den Inhalt an d'Qualitéit vun den Deklaratiounen ausschlaggeebend, wéi séier eng Besteierung ka gemaach ginn.

D'Steierverwaltung iwwerpréift och konstant d'Evolutioun vun de Steierdossieren, esouwéi vum Personal an de Steierbüroen an ënnerhélt reegelméisseg déi néideg Adaptatiounen. Rezent rekrutéiert d'Steierverwaltung och verstäerkt, fir esou den Ufuerderungen nach besser gerecht ze ginn. An dësem Kader ass och ze ernimmen, datt dem Steierflichtegen zanter dem Steierjoer 2021 en digitalen Assistent myguichet.lu zur Verfügung steet, fir d'Steiererklärung integral iwwert den informatesche Wee ze deposéieren.

Des Weideren ass d'Steierverwaltung och beméit, den digitale Prozess weiderzefëieren an huet esou de 16. Januar 2025 engersäits d'Virausfëlle vun der Steiererklärung, ewéi eng vereinfacht Steiererklärung virgestallt, fir dem Bierger déi steierlech Demarchen ze vereinfachen.

Bretelle d'accès à l'autoroute A13 près de Schengen | Question **1927** (12/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'Press gemellt hat, gouf et zu Réimech ee schwéieren Accident, wou ee Foussgänger vun engem Camion ugestouss gouf an nach op der Plaz gestuerwen ass.

Zënter dass d'Camionen d'Opfaart fir op A13 net méi dierfen notzen, ass d'Trafickssituatioun am Zentrum vu Réimech iwwert Jore méi schlëmm ginn, well Honnerte Camione pro Dag duerch Réimech fueren, fir d'Nationalstrooss ze benotzen, fir schlussendlech dann d'Autobunnsopfaart zu Mondorf eropzefueren.

Den Accident ass am Stadzentrum vu Réimech virgefall an et war net deen Éischten. A menger parlamentarescher Fro N° 6331 virun 3 Joren hat ech schonns op d'Situatioun zu Réimech higewisen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert d'Ministesch d'Autobunnsopfaart Réimech/Schengen fir op d'A13 erëm opmaachen, fir esou de Camionstrafick duerch Réimech ze reduzéieren? Falls nee, wéi eng Moossname wäerten elo geholl ginn, fir den Zentrum vu Réimech verkéierstechnesch endlech méi sécher ze maachen?

Réponse (12/03/2025) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Autobunnsopfaart Réimech/Schengen an der Verkéierssécherheet am Zentrum vu Réimech.

Zu der Verkéierssécherheet a Réimech ass Follgendes ze soen.

Am August 2023 sinn nei ministeriell Richtlinnen zu Verkéiersberouegungen „Apaisement de la circulatioun – Verkehrsberuhigung" veréffentlecht ginn. An dëser Publikatioun gëtt detailléiert erkläert, wéi eng verschidde Méiglechkeeten et gëtt a wou dës Mesurë machbar sinn. Déi verschidden administrativ Schrëtt an ze féierend Demarchë sinn och an dëse ministerielle Richtlinnen zesummegefaasst.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Initiativ fir Moossnamen zur Verkéiersberouegung innerhalb vun enger Uertschaft an d'Zoustännegkeet vun der territorial zoustänneger Gemeng falen, och wann et sech ëm eng Staatsstrooss handelt.

Aktuell schaffen d'Stroossebauverwaltung an d'Gemeng u Konzepter, fir d'Staatsstroossen innerhalb vun der Uertschaft ze reamenagéieren.

Wat elo d'Autobunnsopfaart Réimech/Schengen ubelaangt, esou gouf dee Sujet schonns ausféierlech an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0737 vum 1. Juli 2010 an N° 1505 vum 12. November 2024 traitéiert.

An dësen Äntwerte gouf präziséiert, dass den Echangeur Schengen eng staark Steigung huet. Dës Steigung féiert dozou, dass den opfuerende Schwéierverkéier, wann e vun der Nationalstrooss N10 op d'Autobunn A13 opfiert, einfach ze lues ass, fir sech sécher virum Tunnel a de fléissende Verkéier anzefädelen.

Wéinst der direkter Proximitéit vum Echangeur Schengen zur Entrée vum Tunnel ass et och net méiglech, eng Beschleunegungsspuer vu konformer Längt ze bauen, fir eng sécher Integratioun vum Schwéiertrafick an de Verkéier op der Autobunn virum Tunnel ze garantéieren.

Bei der Ausaarbechtung vum Sécherheetsdossier vum Tunnel Markusbierg entspriechend der europäescher Direktiv 2004/54/CE, déi déi minimal Sécherheetsufuerderunge fir Stroossentunnellen am transeuropäesche Stroossennetz reegelt, gouf opgrond vun der Risikoanalys zur Tunnelnotzung entscheet, dass den direkten Zougang vun der Nationalstrooss N10 op d'Autobunn A13 a Richtung Péiteng fir Camione limitéiert muss ginn. Aktuell ass deemno d'Opfaart fir Camione mat engem maximale Gesamtgewiicht iwwert 3,5 Tonne gespaart.

Et ass allerdéngs virgesinn, eng nei Risikoanalys duerchzefëieren, fir d'Entscheedung vun deemools ze iwwerpréiwen. Dës Analys wäert aus der Siicht vun der Verkéierssécherheet an op der Hypothees gemaach ginn, dass d'Camionen hautzedaags besser motoriséiert sinn. Jee no Resultat vun där Analys, kéint dat maximal zoulässegt Gesamtgewiicht fir d'Camionen, déi erlaabt sinn d'Opfaart ze notzen, eropgesat ginn.

Congé parental dans le cas du décès de l'enfant | Question **1928** (12/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz ass virgesinn, dass en Elterendeel am Fall vum Doud vun engem Kand wärend dem Congé parental maximal e Mount Zäit huet, fir nees schaffen ze goen. Zënter 2016 gouf et 9 där Fäll, wéi déi deemoleg Familljeministesch 2022 op d'parlamentaresch Fro 7149 geäntwert hat.

Am tragesche Fall vum Doud vun engem Kand wier et sënnvoll, dass d'Eltere weider doheem kéinte bleiwen, bis de Congé parental eriwwer ass, fir sécherzestellen, dass d'Elteren Zäit hunn, de Verloscht ze verschaffen an déi néideg psychologesch Betreiung kënnen ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Wäert dës Regierung eng Ännerung virhuelen, fir dës Dispositioun am Gesetz ze änneren? Falls nee, firwat hält d'Regierung hei dru fest?

Réponse (18/03/2025) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit, wäert de Congé parental weider ausgebaut an adaptéiert ginn. An deem Kader sollen och weider Pisten analyséiert ginn, fir de Congé parental nach méi de Besoine vun de Leit unzepassen. An deem Kontext verschléisst sech d'Regierung kenger Iddi vu vireran. À ce stade ass et allerdéngs ze fréi, fir konkreet Mesuren ze annoncéieren.

Reconnaissance des diplômes | Question **1929** (12/02/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Durant l'année académique 2022-2023, un total de 37.097 élèves ont fait une demande d'aide financière auprès de l'État en vue de suivre des études supérieures. Il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 7957 que les services du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur conseillent toujours aux élèves de s'informer, si le diplôme visé est bel est bien reconnu au Luxembourg. Il est rappelé dans cette même réponse que la procédure relative à l'aide financière et que celle relative à la reconnaissance des diplômes sont distinctes, étant basées sur deux textes de loi différents.

Dans ce cadre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

– Des aides financières pour études supérieures à l'étranger sont-elles accordées pour des cursus dont le diplôme n'est pas reconnu au Luxembourg ?

– Dans l'affirmative, quel est le pourcentage d'aides supérieures accordées pour des cursus à l'étranger dont le diplôme n'est pas reconnu au Luxembourg ?

– Dans la négative, des cas sont-ils connus au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur où des étudiants auraient obtenu malgré tout une aide financière de l'État mais où leur diplôme n'aurait pas été reconnu par la suite ?

Réponse (05/03/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse au questionnement de l'honorable Député relatif à l'attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures et à la reconnaissance des diplômes, je suis en mesure d'apporter les informations suivantes :

À titre de remarque liminaire, il y a lieu de signaler que l'octroi de l'aide financière pour études supérieures n'est pas conditionné de jure à la reconnaissance académique subséquente du diplôme au Luxembourg. Pareillement, il n'y a pas d'automatisme concernant la reconnaissance académique d'un titre de formation obtenu à l'issue d'études éligibles pour l'obtention de l'aide financière pour études supérieures.

En effet, ces deux procédures à visée distincte ont des bases légales différentes, à savoir, d'un côté, la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures et, de l'autre côté, la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Si les critères d'éligibilité présidant aux deux procédures susmentionnées sont très similaires, il y a néanmoins quelques cas de figure dans lesquels un titre de formation obtenu à l'issue d'études éligibles pour l'obtention de l'aide financière pour études supérieures ne peut pas, par la suite, bénéficier de la reconnaissance académique (décision matérialisée par la non-inscription au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur).

À titre d'exemple, il y a lieu de citer les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) en France, qui sont certes éligibles à l'aide financière pour études supérieures, alors que l'attestation de réussite obtenue à l'issue de ces classes ne peut pas être inscrite au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. En effet, ces formations ne constituent pas un cycle d'études complet, mais une étape obligatoire et intégrée au parcours académique conduisant, in fine, à l'obtention d'un diplôme de Grande École de commerce ou d'ingénieur qui, quant à lui, peut être reconnu au Luxembourg.

Un autre exemple sont les certificats de formation professionnelle obtenus à l'étranger sur base d'une autorisation du Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions. En effet, bien que les études menant à ce genre de diplôme soient éligibles, en vertu des dispositions légales actuellement en vigueur (article 2, paragraphe 4, de la loi modifiée précitée du 24 juillet 2014) et sur base de l'autorisation précitée, pour l'obtention de l'aide financière pour études supérieures, le certificat final, de par sa nature, ne peut évidemment pas être inscrit au registre des titres de formation précité en ce qu'il ne relève pas de l'enseignement supérieur.

Les deux cas de figure précités (classes préparatoires aux grandes écoles et formation professionnelle à l'étranger) représentent, au semestre d'hiver 2024-2025, environ 1,3 % de l'ensemble des demandes bénéficiant de l'aide financière. À souligner toutefois que, hormis ces cas de figure et vu la similitude des critères d'éligibilité actuellement en vigueur au niveau des deux procédures, le nombre de formations éligibles pour l'aide financière débouchant sur un diplôme ne pouvant pas bénéficier de la reconnaissance académique est minime par rapport au total des programmes d'études éligibles pour l'obtention de l'aide financière pour études supérieures.

Il arrive toutefois que des personnes ayant bénéficié de l'aide financière pour études supérieures avant l'entrée en vigueur de la loi de 2014 précitée se voient refuser l'inscription de leur titre de formation au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. En effet, les critères d'éligibilité de l'aide financière avant 2014 différaient encore plus largement des critères de la reconnaissance académique, ce qui explique que, dans certains cas de figure, des études étaient éligibles pour l'aide financière de l'époque, alors qu'une inscription au registre des titres n'est aujourd'hui pas possible.

Néanmoins, le nombre de diplômes concernés reste très restreint, en raison du rapprochement des critères d'éligibilité et en raison du fait que beaucoup d'étudiants consultent auparavant le Service information études supérieures de mon ministère au sujet de l'éligibilité de leurs études tant au niveau des aides financières qu'au niveau de la reconnaissance postérieure du diplôme délivré à l'issue de ces études. En effet, au cours des dernières années ont été multipliés les efforts de la part des services concernés en vue d'une meilleure sensibilisation et information des étudiants concernant les critères présidant à l'attribution de l'aide financière pour études supérieures et à l'inscription d'un diplôme au registre des titres.

Ajustement des forfaits d'aide aux aidants | Question **1930** (12/02/2025) de **Mme Liz Braz** | **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Am Kader vun der Fleegeversécherung kann eng Persoun, déi vun där Assurance profitéiert an doheem wunnt, d'Hëllef an d'Betreiung vun Hëllefs- a Fleegenetzwierker an/oder vun engem Aidant an Usproch huelen. D'Käschte vun de Fleegereseaue ginn direkt vun der Fleegeversécherung ofgedeckt. Wann d'Versuergung duerch e sougenannten Aidant informel stattfënnt, dee vun der Assurance dépendance als solchen unerkannt ass, kritt de Beneficiaire ee Forfait iwwerwisen, deen am Artikel 354 vum Code des assurances sociales definéiert ass. Jee no Fleegebesoin variéiert dëse Forfait. De Maximalforfait ass fir Persoune virgesinn, déi en „niveau de besoin en aides et soins" vun der Stuf 3 a méi héich hunn. Dëst entsprécht engem Montant pro Mount vun ongeféier 1.100 Euro. Dës Forfaite sinn zanter ville Joren net méi ugepasst ginn.

Dofir wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Wäerten déi Forfaiten un déi vill Präishaussen, déi zënter 2018 stattfonnt hunn, ugepasst ginn? Wa jo, wéini sollen dës Upassunge kommen? Wann nee, firwat net?

2. A verschiddenen Härtefäll huet den Aidant seng professionell Aktivitéit opginn, fir ee Familljemember vollzäiteg ze versuergen a verléiert domat säi Revenu a seng jeeweileg Cotisatioune fir d'Pensioun. Lafen Iwwerleeunge säitens der Regierung, fir dësen Aidant ze entschiedegen an him esou ee substanziellen Ausfall vu sengem Revenu ze kompenséieren, ausserhalb vun de besteeënde Reegelungen?

3. Kann d'Ministesch Zuele virleeën, déi weisen, wéi vill Aidanten zu Lëtzebuerg am aktiven Alter hir professionell Aktivitéit opgi respektiv reduzéiert hunn, fir sech enger Persoun unzehuelen, déi op 20 Stonne pro Woch a méi effektiv Hëllef ugewisen ass?

4. Kann d'Ministesch sech virstellen, am Hibléck op d'Evolutioun vun eiser Populatioun, an am Sënn vun der Valorisatioun vum Maintien à domicile vun enger fleegeofhängeger Persoun, d'Fonctioun vun engem Aidant proche als eng vollwäerteg Aktivitéit ze considéréieren an och deementspriechend ze revaloriséieren?

Réponse (18/03/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi Forfaite goufe mam Gesetz vun 1999 agefouert a waren am Exposé des motifs net als Revenu de remplacement geduecht. Den Artikel 354 seet an deem Sënn: „Les prestations en nature pour les actes essentiels de la vie et pour les activités d'assistance à l'entretien du ménage fournies par l'aidant

[...] peuvent être remplacées par une prestation en espèces." An deem Sënn, datt hei Saachleeschtungen ersat ginn, ass dës Geldleeschtung dann och weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant, mee et ass eng Indemnitéit, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung ausbezuelt kritt, wann dëse Beneficiaire en Aidant huet. Et ass also eng Indemnitéit vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert, an net fir den Aidant. Deementspriechend huet de Legislateur och am Artikel 354 weider virgesinn, datt op dëser Indemnitéit weeder Charges sociales nach fiscales opzehiewe sinn. D'Gesetz gesäit och net vir, datt dës Indemnitéit am Laf vun der Zäit ugepasst gëtt.

ad 2. Fir den Aidant, deen nach net pensionéiert ass, kann d'Fleegeversécherung Cotisatiounen an d'Pensiounskeess (berechent op de soziale Mindestloun vum onqualifizéierte Salarié) abezuelen, fir esou engem kompletten Ausfall zum Deel entgéintzewierken.

Déi grouss Majoritéit vun de Beneficiairë vun der Fleegeversécherung, déi doheem versuergt ginn, profitéiere vun der Ënnerstëtzung vun engem Fleegedéngscht. Den Undeel vun deenen, déi combinéiert Leeschtungen an Usproch huelen (d. h. déi esouwuel en Aidant hunn, wéi e Fleegedéngscht), läit bei 61,3 %. Den Undeel vun deenen, déi exklusiv Leeschtungen duerch e Fleegedéngscht kréien, läit bei 31,7 %. D'Tendenz weist, datt den Undeel vun enger exklusiver Geldleeschtung (d. h. wou eleng en Aidant intervenéiert) erofgeet (vun 10,8 % am Joer 2021 op 7 % am Joer 2023)[7].

ad 3. D'AEC hält an hirer Evaluatioun net fest, wéi vill Aidanten hir Aarbecht opginn hu respektiv reduzéiert hunn. Allerdéngs ginn d'Donnéeën iwwert d'Tätegkeet vun der Fleegepersoun wärend der Evaluatioun vun der fleegebedierfteger Persoun vum Mataarbechter vun der AEC festgehalen.

Laut dem leschte Rapport d'activité vun der AEC[8], waren am Joer 2023 45,4 % vun de Fleegepersoune pensionéiert, 35,8 % beruffstäteg an 18,2 % net beruffstäteg. Dës Pourcentagë bezéien sech op d'Unzuel vun de „synthèses de prise en charge", déi am Joer 2023 vun der AEC un d'CNS transferéiert goufe mat der Identifikatioun vun enger Fleegepersoun. Am Joer 2023 war d'Unzuel vun den Identifikatioune vun enger Fleegepersoun 3.218.

Eng grouss Majoritéit vun de Fleegepersounen intervenéiert bei fleegebedierftege Persounen, déi en Niveau de dépendance 1 bis 3 hunn (67,8 %), dat heescht, wou de Fleegebedarf tëschent 210 a 630 Minutte pro Woch läit. De Pourcentage vun de Fleegepersounen, déi sech ëm e Fleegebedierftege këmmeren, deen en Niveau de dépendance tëschent 8 a 15 huet (d. h. e Fleegebedarf vu méi wéi 1.191 Minutte pro Woch oder méi wéi 19,85 Stonnen), läit bei 9 %.

ad 4. Den Accord de coalition gesäit vir, datt d'Prise en charge vu Senioren, déi an engem familiären Ëmfeld versuergt ginn, weider ënnerstëtzt soll ginn. D'Valorisatioun an d'Ënnerstëtzung vun der Fleegepersoun musse ganzheetlech an esou enger Approche mat betruecht ginn.

Désactivation de l'IA dans les produits | Question **1931** (12/02/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz (KI) geet aktuell mat schnellem Tempo virun. Verschidde Firme ginn op de Wee an integréiere KI-Programmer, wéi ChatGPT, an hir Produiten an. Verschidden Autoshiersteller baue KI an hir Infotainment-Systemer an.

Et ass allerdéngs esou, dass mam Abau vu KI a Produite Risike bestinn. D'Regierung huet op meng parlamentaresch Fro N° 1914 geäntwert: „Et ass ënnert anerem recommandéiert ginn, keng onverëffentlecht professionell Informatioune mat Applikatiounen ze deelen, AI-Servicer abegraff, déi net vum Staat zur Verfügung gestallt goufen." Dës Äntwert weist, dass d'Notzung vu KI mat Risiken ze genéissen ass a begleet muss ginn, éiert ee se flächendeckend a Produiten abaut.

Dat rezent Dateleck bei Volkswagen, wou Donnéeë vun den Automobilisten ëffentlech siichtbar waren – wat ech a menger parlamentarescher Fro N° 1713 thematiséiert hat – huet gewisen, dass et net ëmmer vu Virdeel fir de Konsument ass, wa KI an de Produiten integréiert ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Ass et zu Lëtzebuerg souwéi an der EU méiglech, fir als Konsument ze insistéieren, dass ee Produit ouni KI-Technologien equipéiert gëtt oder dass, wann d'KI agebaut ass, een dës kann desaktivéieren?

2. Muss ee Produzent, wéi zum Beispill een Autoshiersteller, beim Verkaf vun engem Produit geziilt drop hiweisen, dass an engem Auto KI agebaut ass?

Réponse (11/03/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Zu Lëtzebuerg ass de sougenannten AI Act, dat heescht d'Reglement (UE) 2024/1689 vum 13. Juni 2024 iwwert d'Intelligence artificielle a punkto Kënschtlech Intelligenz elo schonns applikabel, wat verschidde Kapitelen ugeet. Dat ganzt Reglement wäert dann ab dem 2. August 2026 uwennbar sinn.

Aktuell kontrolléiert den ILNAS, am Kader vun der Maartiwwerwaachung, d'Konformitéit vun agebaute Systemer an den Autoen, sou wéi et am Reglement (UE) 2018/858 virgesinn ass. Dës Kontrolle ginn duerch Stéchprouwe gemaach. D'Exigenze vun dësem EU-Reglement, déi den Autoshiersteller respektéiere muss an déi vun der Maachtiwwerwaachung kontrolléiert ginn, sinn onofhängeg, ob eng KI am System integréiert ass oder net. D'Reglement (EU) 2018/858 gesäit keng speziell Obligatioun fir d'Hiersteller vir, de Konsument ze informéieren, ob eng KI an de Systemer agebaut ass, oder ob dës Systemer desaktivéiert kënne ginn.

Ab dem 2. August 2026 wäert dat sech mat der Aféierung vum AI Act änneren. Am Text steet net, dat de Konsument d'Recht huet, een Auto ouni KI-Technologie kënnen ze verlaangen. Allerdéngs muss den Autoshiersteller transparent uginn, wann eng KI benotzt gëtt. Falls eng KI an de Systemer integréiert ass, muss de Benotzer, nom Artikel 50 (1) vum AI Act, doriwwer informéiert ginn, falls dës KI direkt mat Mënschen interagéiert.

Wat méi spezifesch de Konsumenteschutz ugeet, ass et awer wichteg ze preziséieren, dass d'Theema vun der KI an de rezenten Negociatiounen op europäeschem Niveau opgegraff gëtt. Sou ass zum Beispill an der Proposition de directive, déi d'Direktiv vun 2013 iwwert d'Résolution extrajudiciaire des litiges de consommation reviséiert, virgesinn, dass d'Parteien um Enn vun enger Prozedur, déi mat sougenannte „moyens automatisés" realiséiert gouf, d'Recht kréien, dass eng physesch Persoun d'Resultat nokuckt.

Admission d'enfants au Rehazenter à Luxembourg | Question urgente **2287** (06/05/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Ben Polidori** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Un récent article publié sur le site d'informations « rtl.lu » fait état de problèmes d'admission pour enfants au Rehazenter à Luxembourg. Selon cet article, des traitements en cours suivis par des enfants auraient été stoppés. Il semblerait que le problème provienne du fait qu'il n'est pas explicitement mentionné dans la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière que le Service national de rééducation fonctionnelle (Rehazenter) puisse accueillir des enfants, mais uniquement des personnes adultes. Pourtant, des enfants ont pu y suivre des traitements de manière régulière jusqu'il y a peu.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est-il au courant du problème d'admission pour enfants au Rehazenter ? Dans l'affirmative, depuis combien de temps ? Le Rehazenter a-t-il entrepris la démarche d'informer le ministère de la situation ?

2) Quelles sont les raisons qui ont engendré l'arrêt actuel des traitements ?

3) Depuis que le problème persiste, combien d'enfants sont concernés par une interruption de traitement et combien par un refus d'admission ?

4) Comment Madame la Ministre entend-elle trouver une solution rapide afin que les enfants puissent continuer à suivre leurs traitements, soit dans le Rehazenter, soit dans une structure alternative ?

5) Un changement législatif s'avère-t-il nécessaire pour remédier durablement à ce problème ? Dans l'affirmative, dans quel délai Madame la Ministre entend-elle agir en la matière ?

6) Sur quelle base légale les traitements octroyés jusqu'ici étaient-ils fondés ? Quels étaient les critères selon lesquels un enfant était admis ou non ?

Réponse (08/05/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a appris de diverses sources qu'il y aurait des arrêts de prise en charge d'enfants de la part des responsables médicaux du Rehazenter et a de suite procédé à une enquête auprès de ses représentants au conseil d'administration. Celui-ci s'est réuni d'urgence le mercredi 7 mai afin d'analyser la situation. À aucun moment une instruction dans le sens d'un arrêt de prise en charge n'a été émise par celui-ci.

ad 2) Après analyse de la situation, il s'est avéré que certains médecins ont récemment exprimé des réticences à continuer à accueillir des mineurs. Ces réticences trouvent leur origine au niveau de la loi hospitalière qui dispose en son annexe 2 que le Service national de rééducation fonctionnelle est un service assurant la récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie de la personne adulte. Le terme « adulte » a été inséré suite à une série d'amendements parlementaires transmis au Conseil d'État en date du 15 juin 2017 et adoptés dans une réunion de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports du 13 juin 2017.

[7] Rapport général sur la sécurité sociale 2024, Säit 153, https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2024.html

[8] Rapport d'activité de l'AEC 2023; Säit 44 & 48, https://aec.gouvernement.lu/fr/publications.gouv2024_aec+fr+publications+rapport-activite+rapportactivite2023.html

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 3) et 4) Il est confirmé que les équipes médicales ont interrompu le traitement de 6 enfants et ont prononcé 10 refus d'admission pour de nouveaux enfants.

Suite à la réunion du conseil d'administration du mercredi 7 mai, les 6 enfants concernés par une interruption de leur traitement disposent entre-temps d'un nouveau rendez-vous en vue de la poursuite de leur prise en charge au CNRFR.

Concernant les 10 refus d'admission, les prises de contact avec les familles des patients concernés sont en cours afin de convenir d'une date en vue de leur première consultation médicale au CNRFR.

ad 5) Les changements nécessaires afin de clarifier les missions du Rehazenter seront intégrés dans le prochain projet de loi destiné à adapter la loi hospitalière.

ad 6) Alors que l'annexe 2 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière précise que le Service national de rééducation assuré par le CNRFR vise la personne adulte, force est de constater que la loi modifiée du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public « Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation » ne contient pas de critère d'âge concernant les patients pris en charge.

Les prises en charge de mineurs sont fondées sur des accidents aigus de la santé nécessitant un besoin de rééducation spécifique et intense.

Admission d'enfants au Rehazenter à Luxembourg | Question urgente **2288** (06/05/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Depuis plusieurs années, le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) accueille aussi des enfants mineurs dans un contexte de prise en charge de rééducation spécifique. Or, d'après des informations relayées par la presse, il apparaît que certaines prises en charge d'enfants mineurs ont été arrêtées brusquement sur l'arrière-fond des dispositions de l'annexe 2 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière qui précise que les prises en charge au CNRFR se limitent aux personnes adultes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que la prise en charge des enfants mineurs au CNRFR a été arrêtée ?
– Dans l'affirmative, Madame la Ministre était-elle au courant de cette décision ?

2) La prise en charge d'enfants mineurs au CNRFR est-elle couverte par les dispositions de l'annexe 2 de la loi modifiée du 8 mars 2018 précitée ?
– Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre entend prévoir des adaptations à l'annexe 2 de la loi modifiée du 8 mars 2018 précitée afin d'y supprimer la référence faite aux prises en charge des seules personnes adultes ?
– Dans l'affirmative, dans quel délai Madame la Ministre entend-elle procéder au dépôt d'un projet de loi dans ce sens ?

Réponse (08/05/2025) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a appris de diverses sources qu'il y aurait des arrêts de prise en charge d'enfants de la part des responsables médicaux du Rehazenter et a de suite procédé à une enquête auprès de ses représentants au conseil d'administration. Celui-ci s'est réuni d'urgence le 7 mai afin d'analyser la situation. À aucun moment une instruction dans le sens d'un arrêt de prise en charge n'a été émise par celui-ci.

Il a de suite été confirmé que les équipes médicales ont interrompu le traitement de 6 enfants et ont prononcé 10 refus d'admission pour de nouveaux enfants.

Suite à la réunion du conseil d'administration du mercredi 7 mai, les 6 enfants concernés par une interruption de leur traitement disposent entre-temps d'un nouveau rendez-vous en vue de la poursuite de leur prise en charge au Rehazenter.

Concernant les 10 refus d'admission, les prises de contact avec les familles des patients concernés sont en cours afin de convenir d'une date en vue de leur première consultation médicale.

ad 2) Alors que l'annexe 2 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière précise que le Service national de rééducation assuré par le CNRFR vise la personne adulte, force est de constater que la loi modifiée du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public « Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation » ne contient pas de critère d'âge concernant les patients pris en charge.

Cependant, une adaptation de la base légale est prévue afin de lever toute éventuelle ambiguïté et ce dans le cadre d'une prochaine adaptation de la loi hospitalière, et notamment son annexe 2.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE
POST LUXEMBOURG
Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG
PORT PAYÉ
PS/799